

VERS UN NOUVEAU MONDE POST-COVID-19 ?

RAPPORT STRATEGIQUE 2021

Sous la direction de Mohammed Tawfik MOULINE,
Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques

P LAN

▶	Liminaire	07
▶	Partie 1 : De quelle crise s'agit-il ?	11
❖	Chapitre 1 : Une situation de crise systémique	15
•	Problématique	17
•	Une pandémie de plus ?	19
•	Une crise systémique	26
•	La pandémie de la Covid-19 en Afrique	39
•	Les effets de la crise sanitaire au Maroc	44
•	A retenir	50
❖	Chapitre 2 : Des germes de changement	51
•	Problématique	53
•	Désirs de changement	55
•	Quand la réalité résiste	81
•	A retenir.....	87
❖	Conclusion de la 1 ^{ère} partie	88

P LAN (2)

▶ Partie 2 : Un monde post-Covid réellement différent ?	89
❖ Chapitre 1 : Une problématique inhabituelle	93
• Problématique	95
• Une vision kaléidoscopique	98
• Des risques persistants	102
• A retenir	114
❖ Chapitre 2 : Quelques perspectives structurantes	117
• Problématique	119
• De la mondialisation à la mondialité	122
• L'accélération d'une digitalisation encore limitée	146
• Vers une transition écologique plus systémique	162
• Quelles transformations des mentalités ?	183
• A retenir	197
❖ Conclusion de la 2 ^{ème} partie	198

P

LAN (3)

▶	Partie 3 : Leviers d'action pour un nouveau monde	199
❖	Chapitre 1 : Un virage structurel	203
•	Problématique	205
•	Une nouvelle gouvernance	207
•	Une nécessaire endogénéisation	221
•	A retenir	238
❖	Chapitre 2 : Contribuer à la sortie de l'Anthropocène	239
•	Problématique	241
•	Au-delà de la "reprise verte"	244
•	La grande transformation	249
•	Des pistes d'actions	255
•	A retenir	299
❖	Conclusion de la 3 ^{ème} partie	300

P

LAN (4)

▶ Conclusion générale	301
▶ Liste des figures	302
▶ Listes des encadrés	305
▶ Listes des focus	306
▶ Liste des data	307
▶ Liste “En marche”	308
▶ Lexique	309
▶ Bibliographie sélective	320

L'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) avait formulé, en 2019, une proposition de modèle de développement reposant sur un socle, en l'occurrence, la gouvernance et sur quatre piliers : la remise de l'Homme au coeur du processus de développement, la reconsidération du rapport de l'Homme à la Nature, l'articulation entre l'échelle locale et mondiale "la planétarisation" et le recours à l'approche de *leapfrog* pour affronter l'exponentialité des évolutions. La crise de la Covid-19 n'a fait que confirmer la pertinence de ce modèle, en ravivant les attentes et les espoirs des populations, auxquels il faut impérativement répondre.

Tout en étant conscient du fait que l'incertitude entourant l'évolution de la situation sanitaire a engendré une quasi-impossibilité d'anticipation, rendant difficile la mise en place de politiques publiques idoines, dans un monde où le virus continuera de circuler, l'IRES a engagé une réflexion profonde pour comprendre les enjeux en cours, à travers la production de notes d'analyse, l'organisation de visioconférences sur la question de la Covid-19 et l'élaboration de ce nouveau rapport stratégique.

Le premier semestre de l'année 2020 restera dans la mémoire collective globale comme celui de l'irruption d'une pandémie mondiale, qui a conduit à un confinement sans précédent.

Bien que moins mortelle que la grippe espagnole et les précédentes épidémies asiatiques, la pandémie de la Covid-19 a, toutefois, un impact systémique, qui s'est avéré sans commune mesure, tant à court terme avec la fermeture des frontières, le ralentissement de l'économie mondiale, l'effondrement de secteurs économiques critiques : le tourisme, l'aéronautique, l'automobile... qu'à moyen terme avec les crises économiques et financières, l'aggravation des inégalités, la montée du chômage, les famines...

Cette situation inédite a dévoilé des dysfonctionnements, révélé des fragilités et accru certaines perceptions, œuvrant ainsi à l'émergence d'une nouvelle conscience et accentué les besoins d'anticipation et de remise en question. Elle semble réunir les prémisses d'importantes transformations et ruptures qui, surgiraient, à l'avenir, sur le plan géopolitique, économique, social, sociétal et environnemental. Elle rend nécessaire un changement majeur de paradigme puisque le monde de demain sera différent de celui d'aujourd'hui.

LIMINAIRE (2)

Les mesures prises par les Etats pour endiguer la propagation de la Covid-19 ont touché tous les aspects de la vie de leurs citoyens. La crise sanitaire a engendré une forte attente de changements radicaux, qui concerne la remise en cause de certains styles de vie, une digitalisation accrue des secteurs d'activité, une réforme de l'enseignement, une endogénéisation des économies... Elle marque le retour de l'Etat comme acteur central.

La crise systémique, qui couvait déjà à l'échelle de la planète, ne peut pas seulement être attribuée à la pandémie et aux mesures sanitaires qu'il a fallu prendre. Il s'agit plutôt de la manifestation d'un monde qui peine à sortir d'un ordre ancien et désormais inadapté pour affronter la nécessaire transformation que lui impose l'évolution.

Sortir de cette situation par le haut exigera donc de profondes **réformes structurelles**. Outre la nécessité de faire face aux répercussions conjoncturelles de la crise sanitaire, une réponse stratégique à la pandémie, de nature structurelle, est nécessaire pour se préparer au monde post-Covid.

En effet, une nouvelle vision du monde est en train d'émerger et dont les trois manifestations sont : une nouvelle approche de la souveraineté nationale, la forte attente de transformations radicales, exprimée dans de nombreux pays et un changement d'état d'esprit qui replace l'Humain et la Nature au centre de la question du développement.

Dès la détection du premier cas de Coronavirus sur son territoire, le Maroc a pris des mesures drastiques, telles la fermeture des frontières, la proclamation de l'état d'urgence sanitaire, l'institution du confinement général de la population, la fermeture des lieux de culte, la création du fonds spécial pour la gestion de la pandémie de Coronavirus...

L'action rapide des autorités marocaines, sous le leadership de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, a véritablement permis de freiner la propagation du virus et d'atteindre un taux de létalité parmi les plus faibles au monde ainsi qu'un taux de guérison parmi les plus élevés.

LIMINAIRE (3)

La Vision Royale repose sur trois piliers : la relance de l'économie avec la création du Fonds Mohammed VI d'investissement, la généralisation de la couverture sociale dans un horizon de cinq ans et la restructuration du secteur des entreprises publiques.

Cette réponse structurelle se trouve motivée par l'impératif de :

- ❖ corriger les quelques dysfonctionnements et carences qu'il est souhaitable de pallier, ne serait-ce que dans la perspective d'une nouvelle crise,
- ❖ permettre à l'économie marocaine et, par voie de conséquence, à la stabilité sociale du Maroc de se remettre du confinement et de la dégradation économique mondiale qui va s'en suivre,
- ❖ faire face aux effets externes de la crise sur le Maroc, particulièrement, le recul de la demande internationale et des flux financiers provenant de l'étranger.

La crise sanitaire représente une exceptionnelle opportunité pour le Maroc : d'une part, pour accélérer la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement, affiné par les leçons tirées de la pandémie de la Covid-19 et, d'autre part, pour préparer le Maroc au monde post-crise.

Sixième édition de la série " Panorama du Maroc dans le monde ", le présent rapport stratégique 2021 est intitulé " Vers un nouveau monde post-Covid-19 ? ". N'ayant pas pour but de retracer l'évolution des événements qui ont caractérisé l'année 2020 puisque d'autres sources existent pour cela, régulièrement mises à jour ⁽¹⁾, ce rapport entend répondre à la nécessité actuelle de voir plus clair dans l'anatomie de la crise sanitaire pour en cerner la réelle portée (partie I), afin de décrypter les changements durables à venir, malgré les multiples incertitudes actuelles (partie II).

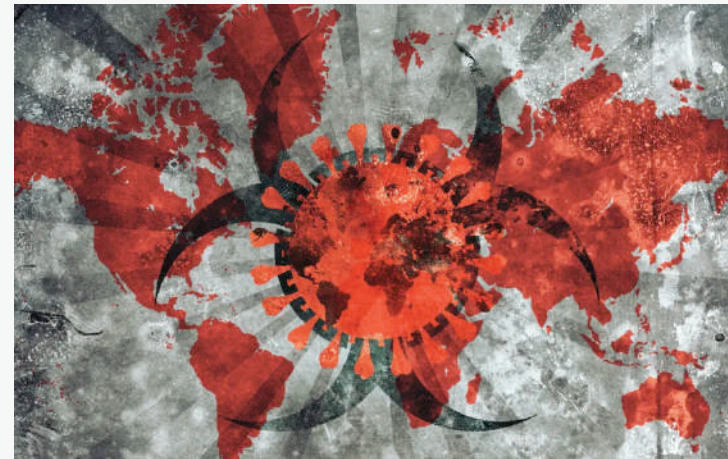
Aussi, sera-t-il possible de proposer de nouvelles orientations, tant pour accroître la résilience des systèmes capables de protéger nos concitoyens que pour sortir de modèles de fonctionnement qui apparaissent aujourd'hui dépassés (partie III).

Le rapport met en exergue, également, les répercussions, sur le plan politique, économique et social, de la pandémie sur le continent africain et l'impact de la crise systémique sur la société et l'économie marocaine, les ruptures, les opportunités et les risques qu'elle représente ainsi que les mesures prises par le Royaume pour freiner la propagation du virus et relancer l'économie - illustrant " un Maroc en marche ". Il formule des propositions à même d'accélérer le développement du Royaume et de renforcer son insertion dans le monde post-Covid, en consolidant son rayonnement régional et mondial.

Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'Institut Royal
des Etudes Stratégiques

G RILLE DE LECTURE DU RAPPORT

- ▶ Lire rapidement
 - ❖ En bordeaux : les éléments importants
 - ❖ En noir gras : les titres et mots-clés
- ▶ Lire en détail
 - ❖ Les pages teintées de vert regroupent les données quantitatives.
 - ❖ Les pages teintées de rouge constituent des focus sur des thèmes ou problématiques spécifiques.
 - ❖ Les pages teintées de jaune détaillent quelques “bonnes pratiques”.
- ▶ Lire en profondeur
 - ❖ Les mots accompagnés d’un astérisque (*) sont définis dans les lexiques situés à la fin du rapport stratégique.
 - ❖ Les chiffres entre parenthèse renvoient aux sources des données qui figurent dans la bibliographie en fin d’ouvrage.



Source : Peter Zelei Images - Getty



PARTIE 1

DE QUELLE CRISE S'AGIT-IL ?

Coronavirus Disease-19 (Covid-19*)

- ▶ Apparue en Chine à l'automne 2019 et déclarée par l'Organisation mondiale de la santé à la mi-mars 2020 en tant que pandémie, la crise de la Covid-19 s'est rapidement traduite par le confinement des populations, la quasi-mise à l'arrêt de la plupart des économies nationales et la fermeture des voies aériennes (ainsi que, dans une moindre mesure, terrestres et maritimes).
- ▶ Cette situation, unique en son genre dans un monde aussi interdépendant, semble aujourd'hui réunir les prémisses d'importants changements. " Lesquels et pourquoi ? " est la question à laquelle cette première partie cherche à apporter une réponse.

Une pandémie de plus ?

- ▶ Pour cela, il est tout d'abord nécessaire de faire la part des choses entre les faits et les ressentis, afin de comprendre comment une pandémie – qui, n'est pas la première de l'Histoire – a pu générer une crise systémique, tout à la fois politique, économique, sociale et sociétale, à partir d'une seule crise sanitaire (chapitre 1).

Des germes de changement

- ▶ Le confinement a été l'occasion pour beaucoup de prendre le temps de réfléchir de manière quasi-philosophique sur leur situation personnelle et professionnelle, ainsi que sur l'état du monde. Il en a résulté de forts désirs de changement.
- ▶ Certains de ces désirs ont conduit à l'émergence de nouvelles pratiques visant à affronter les défis que représentent le changement climatique ou les inégalités sociales.
- ▶ D'autres désirs traduisent en revanche une volonté farouche de retour à la normale, dans un monde identique à l'avant-Covid. Mais de quelle normalité parle-t-on alors ?

Ainsi, cette crise s'est avérée être un formidable révélateur, à la fois des dysfonctionnements existants et d'une inattendue et forte attente de changement (chapitre 2).

La Covid-19 dans le monde

Figure 1 : Statistiques mondiales générales (*)

Total des cas confirmés	82 707 976
Total des cas décédés	1 805 002
Taux d'incidence (/1 000 000 habitants)	10 610
Taux de mortalité (/1 000 000 habitants)	231
Taux de mortalité (%)	2,2%

Liste des pays les plus touchés (nombre de cas)

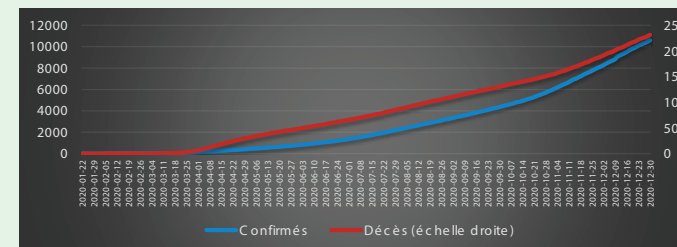
Etats-Unis	19 740 468
Inde	10 266 674
Brésil	7 619 200
Russie	3 100 018
France	2 657 624
Royaume-Uni	2 440 202
Turquie	2 194 272
Italie	2 083 689
Espagne	1 910 218
Allemagne	1 741 153

Source : Organisation mondiale de la santé

Figure 2 : Répartition des cas Covid-19 dans le monde (*)

Source : Organisation mondiale de la santé

Figure 3 : Evolution de l'infection dans le monde : nombre de cas confirmés et celui des personnes décédées par million d'habitants



Source : Traitement IRES_Our world in Data; Johns Hopkins, University CSSE

(*) Données au 30 décembre 2020

CHAPITRE 1

UNE SITUATION DE CRISE SYSTEMIQUE

P

ROBLEMATIQUE

La crise de la Covid-19 a affecté l'ensemble du monde (1). Bien que moins meurtrière que les précédentes épidémies, son impact systémique s'est avéré sans commune mesure. Aussi bien à court terme : fermeture des frontières, ralentissement de l'économie mondiale, effondrement de secteurs économiques critiques (automobile, tourisme, ...) qu'à moyen terme : crises économiques en série, crise financière, inégalités accrues, chômage...

Durant cette crise, les réseaux sociaux ont démontré à la fois leur inestimable contribution au maintien du lien social et leur inquiétant pouvoir de nuisance. Ils ont donné aux rumeurs, aux fausses nouvelles et aux théories du complot une caisse de résonance mondiale à un degré encore jamais atteint.

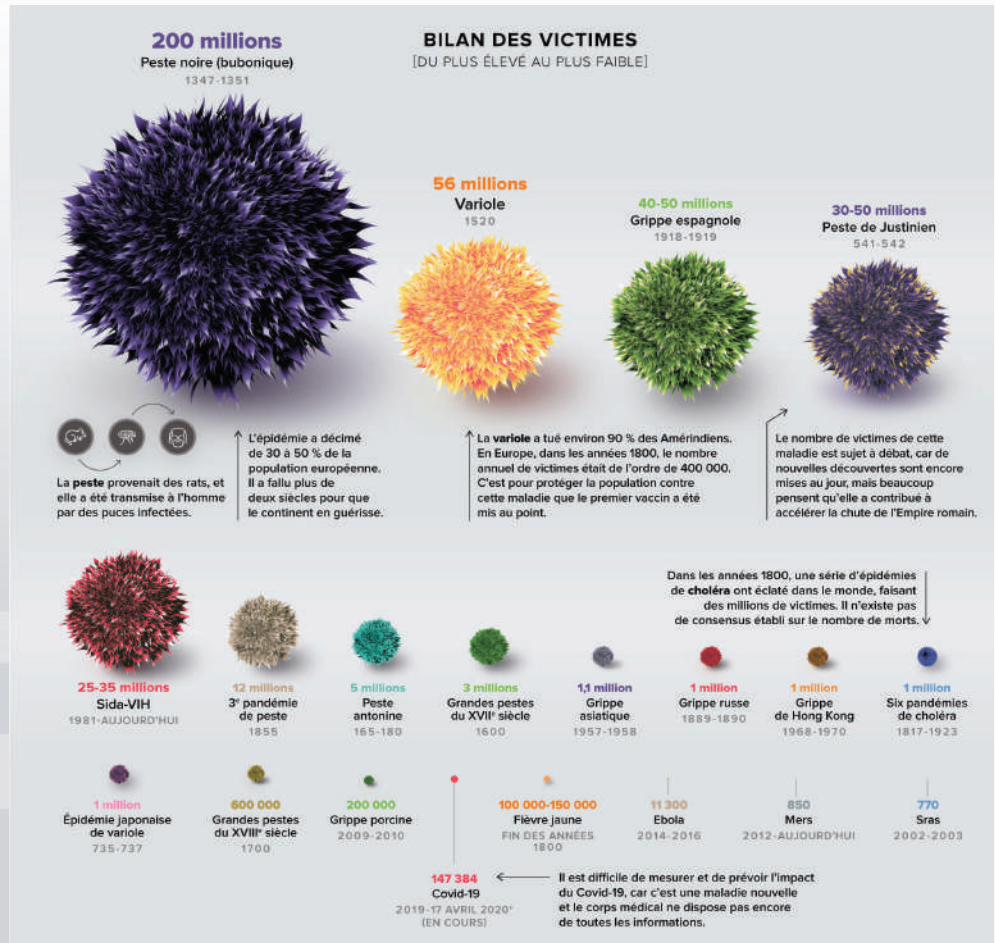
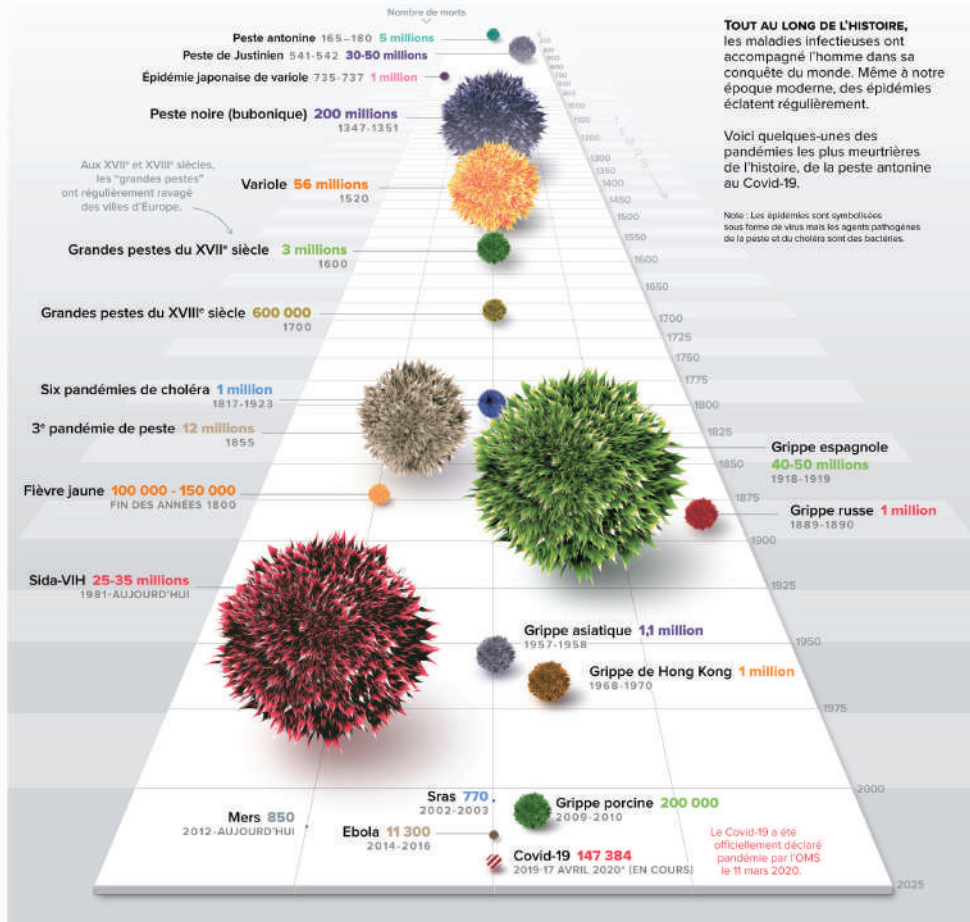
Parallèlement, avérés ou autoproclamés, les experts politiques, économiques ou scientifiques, déconcertés par ce nouvel objet viral, ont laissé libre cours à leurs incertitudes, hésitations et mesures contradictoires, alimentant eux aussi un vent de panique.

Ainsi est née, d'une pandémie qui, n'a d'inhabituel que ses proportions, une crise systémique généralisée, à laquelle aucun pays n'a pu échapper.

Que le confinement ait été ou non la mesure adaptée n'est pas la question centrale, mais plutôt : pourquoi les pays développés ou en développement ont-ils été si rudement déséquilibrés par quelques mois de confinement.

Quelles seront les conséquences à court, moyen et long terme des bouleversements engendrés par la crise sanitaire ? A quel monde post-Covid devons-nous nous préparer ?

HISTOIRE DES PANDEMIES



Source : <https://www.courrierinternational.com/grand-format/voir-l-histoire-des-pandemies-en-infographie#&gid=1&pid=1>

U NE PANDEMIE DE PLUS ?

Les virus, expression du vivant

L'humanité a toujours vécu avec les épidémies, comme l'ensemble du règne animal. Epizooties*, zoonoses* et épidémies* racontent l'histoire de ce côtoiement permanent avec les virus et autres agents pathogènes. La majorité des maladies infectieuses émergentes sont transmises à l'humain par l'animal (2).

Les peuples premiers ont développé une résistance génétique aux agents d'origine animale, du fait de leur grande proximité avec la Nature, ou s'en sont prémunis grâce à leurs savoirs ancestraux (herboristerie et maintien à distance). Mais, les sociétés urbaines, en perdant le contact quotidien avec les animaux, se sont exposées à nouveau aux zoonoses. Enfin, la promiscuité urbaine et les échanges mondialisés ont conduit à l'émergence des pandémies.

La mémoire collective conserve les traces de la peste noire, qui a coûté la vie à presque la moitié de la population européenne et au moins autant en Asie entre 1347 et 1353 (3).

Plus récemment, la grippe espagnole – qui aurait infecté entre un cinquième (4) et un tiers de la population mondiale et fait au moins 50 millions de morts entre le printemps 1918 et l'hiver 1919 (5), principalement en Inde, en Chine et en Europe – est aujourd'hui considérée comme la première pandémie à une échelle aussi vaste (6).

Le paradoxe de la Covid-19

A l'exception du cas particulier du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), l'histoire des crises sanitaires depuis 1950 montre un accroissement de la fréquence des épidémies, conséquence logique de la mondialisation et une diminution significative de leur mortalité, grâce au développement de l'hygiène, de la vaccination et des politiques sanitaires (cf. page 14).

Pourquoi les pandémies antérieures n'ont-elles pas donné lieu aux mêmes mesures que celles prises face à la crise de la Covid-19 ? ni laissé plus de traces dans la mémoire collective ? A l'évidence, les réactions engendrées par la pandémie du Coronavirus relèvent d'une surréaction au regard de son ampleur et de sa létalité.

UNE PANDEMIE DE PLUS ? (2)

Trois principales raisons peuvent expliquer cette situation paradoxale.

- ▶ **Une actualité mondiale morose** : en 1958 comme en 1968, les pandémies de grippe sont passées au second rang derrière une actualité plus brûlante. 1958 : fondation de la V^e République française, lancement du Grand Bond en avant en Chine, guerre d'Algérie, révolutions irakienne, cubaine... 1968 : crise monétaire internationale, révoltes étudiantes, Printemps de Prague...

En revanche, 2020 s'est annoncée dans la continuité d'une année 2019 sans reliefs aussi saillants, bien que caractérisée par un mécontentement social qui a secoué la planète de l'Asie (Hong-Kong, Papouasie, Chine, Cachemire) à la Russie, du Proche-Orient (Yémen, Syrie, Liban) à l'Afrique (Zimbabwe, Cameroun), de l'Europe (France, Royaume-Uni) à l'Amérique latine (Honduras, Equateur, Brésil) (7). L'apparition de la pandémie pendant cette période terne a focalisé toute l'attention, déjà exacerbée par cette vague générale de "grogne sociale". Le rôle amplificateur des médias, pratiqué sans retenue, a joué alors à plein.

- ▶ **Une cible facile** : le mécontentement général de 2019 visait essentiellement les gouvernants. Dans les pays démocratiques, le peuple leur reprochait de ne rien faire contre l'accroissement des inégalités. Dans les régimes autoritaires, il leur demandait plus de libertés.

En 2020, la pandémie a offert un nouvel objet sur lequel s'est concentrée cette "grogne sociale" : manque d'anticipation, transparence insuffisante, système de santé à deux vitesses, gestion inefficace de la crise, clivage social entre col bleu travaillant et col blanc télétravaillant, ... Aucun pays n'a été exempt de critiques. D'autant que le manque de coordination entre les Etats a été particulièrement flagrant (cf. infra). Déconcertés par cette crise inattendue et son ampleur, les gouvernants ont fait preuve d'une frilosité à double tranchant :

- ❖ Ceux qui ont tardé à réagir, laissant ainsi l'épidémie prendre des proportions inacceptables.
- ❖ Ceux qui ont réagi trop vite, dégradant leur économie plus que nécessaire.

- **De nouvelles perceptions** : ainsi, au regard des épidémies passées, l'actualité mondiale terne et la prise à parti des gouvernants ne suffisent pas à comprendre l'ampleur des réactions observées au début de cette pandémie (1^{er} semestre 2020). Ce sont donc des facteurs internes plus qu'externes qui sont la clé de ce décryptage, des facteurs psychologiques, notamment, les perceptions suivantes :
- ❖ **Un faux sentiment d'insécurité** eu égard à l'éloignement du spectre de la guerre, inconnue de plusieurs générations actuelles, dans de nombreux pays, au développement scientifique et technologique et aux vastes campagnes de vaccination des cinquante dernières années qui ont éradiqué de nombreuses maladies (immunité collective).
 - ❖ **La stabilité comme norme** : le mode de vie planifié dominant (voyages, déplacements, vacances) – qu'impose la scolarisation ou le salariat – ne prépare pas à l'instabilité ou à l'incertitude qui génèrent alors du mal-être et de l'anxiété.
 - ❖ **L'inacceptabilité de la mort** : de la même manière, l'allongement de l'espérance de vie et la mise à distance physique des défunts (la veillée des corps tend à disparaître des milieux urbains) enkystent la mort hors du quotidien. D'où l'émotion suscitée aujourd'hui par un nombre de morts qui serait autrefois passé inaperçu.
 - ❖ **L'exacerbation de la peur** résultant des trois perceptions précédentes : le risque (insécurité, instabilité, mort) doit être combattu, l'individu et la société doivent en être protégés. Or, la peur de l'invisible (ici le virus) est plus grande encore que celle de l'ennemi visible, physique et observable au cours d'une guerre par exemple (8).
 - ❖ **L'intolérable privation de liberté** : ce ressenti a provoqué des réactions extrêmes (angoisses, violation des règles sanitaires) durant le confinement comme pendant l'obligation de port du masque, conduisant à privilégier sa liberté sur sa propre santé et celle des autres.
 - ❖ **La prise de conscience**, de plus en plus souvent exprimée, **d'un changement de monde** (cf. infra) clivant les optimistes, *change makers* et entrepreneurs, d'un côté et les pessimistes, réfractaires et conservateurs, de l'autre.

INDICE DE SEVERITE DES MESURES PRISES DANS LE MONDE (GSI)

Composition de l'indice Government Stringency Index (GSI) : fermeture d'écoles ; fermeture de lieux de travail ; annulation d'événements publics ; restrictions sur les rassemblements publics ; fermeture de transports publics ; exigences de confinement à domicile ; campagnes d'information du public ; restrictions aux mouvements internes et contrôles des voyages internationaux. L'indice varie de 0 (pas de mesures prises) à 100 (mesures de confinement très strictes).

Figure 4 : Indice de sévérité des mesures de confinement prises dans le monde au 1^{er} avril 2020

Figure 5 : Indice de sévérité des mesures de confinement prises dans le monde au 30 décembre 2020

Source : Retraitement IRES _ Oxford Covid-19 Government Response Tracker

U NE PANDEMIE DE PLUS ? (4)

Ainsi, ce n'est pas seulement la pandémie elle-même qui a posé problème, mais surtout le moment de l'Histoire auquel elle survient, la conjecture permettant de braquer tous les feux de l'actualité sur l'événement et le changement de mentalité portant un nouveau regard sur ce phénomène, qui a pourtant toujours accompagné l'humanité.

L'interpellation du confinement

- ▶ Cet état d'esprit nouveau, au regard des pandémies des années 50 et 60, a été à la fois révélé et amplifié par le confinement, du fait :
 - ❖ de cette situation inédite, pendant laquelle l'introspection a été possible sur une longue période, accentuant les clivages ou, au contraire, les convergences,
 - ❖ de l'incertitude qui régnait quant à l'issue de cette situation, conduisant certains à repenser leur raison d'être et à agir de manière radicale (divorce, démission, délocalisation, bénévolat).
- ▶ Indépendamment de l'angoisse que des populations ont pu ressentir pendant le confinement, cette mesure sanitaire connue depuis l'Antiquité a prouvé son bienfondé, comme le montre l'évolution des contaminations au cours du premier semestre 2020. Toutefois, la question s'avère plus complexe.
 - ❖ En effet, certains pays, comme la Suède ou le Royaume-Uni, ont fait dans un premier temps le choix de l'immunité collective*, au titre que l'épidémie s'arrêterait lorsque la majorité d'une population aurait été infectée. Mais, la létalité du virus et sa vitesse de propagation ont conduit finalement à opter pour le confinement (9).
- ▶ En outre, les conséquences économiques et sociales du confinement (cf. infra) ont fortement questionné sa durée et sa mise en œuvre.
 - ❖ Au regard des pandémies passées, la dangerosité de la Covid-19 valait-elle la mise à l'arrêt d'une partie de l'économie mondiale ? Une question éthique, résultat de cette nouvelle perception de la mort, se fait jour : la vie d'une seule personne est-elle plus importante que l'appauvrissement de cent autres ? Et si la santé est plus importante que l'économie, pourquoi les politiques sanitaires n'en sont-elles pas le reflet ?
- ▶ Enfin, il est légitime de s'interroger sur la rapidité, la généralisation et l'ampleur des mesures d'exception prises le 16 mars 2020 (confinement, fermeture des frontières, suspension des liaisons aériennes et dans une moindre mesure maritimes, déclaration de l'état d'urgence...) à l'annonce d'environ 7000 décès, alors que la grippe saisonnière est à l'origine, chaque année, de 290 000 à 650 000 morts dans le monde... (10).

U NE PANDEMIE DE PLUS ? (5)

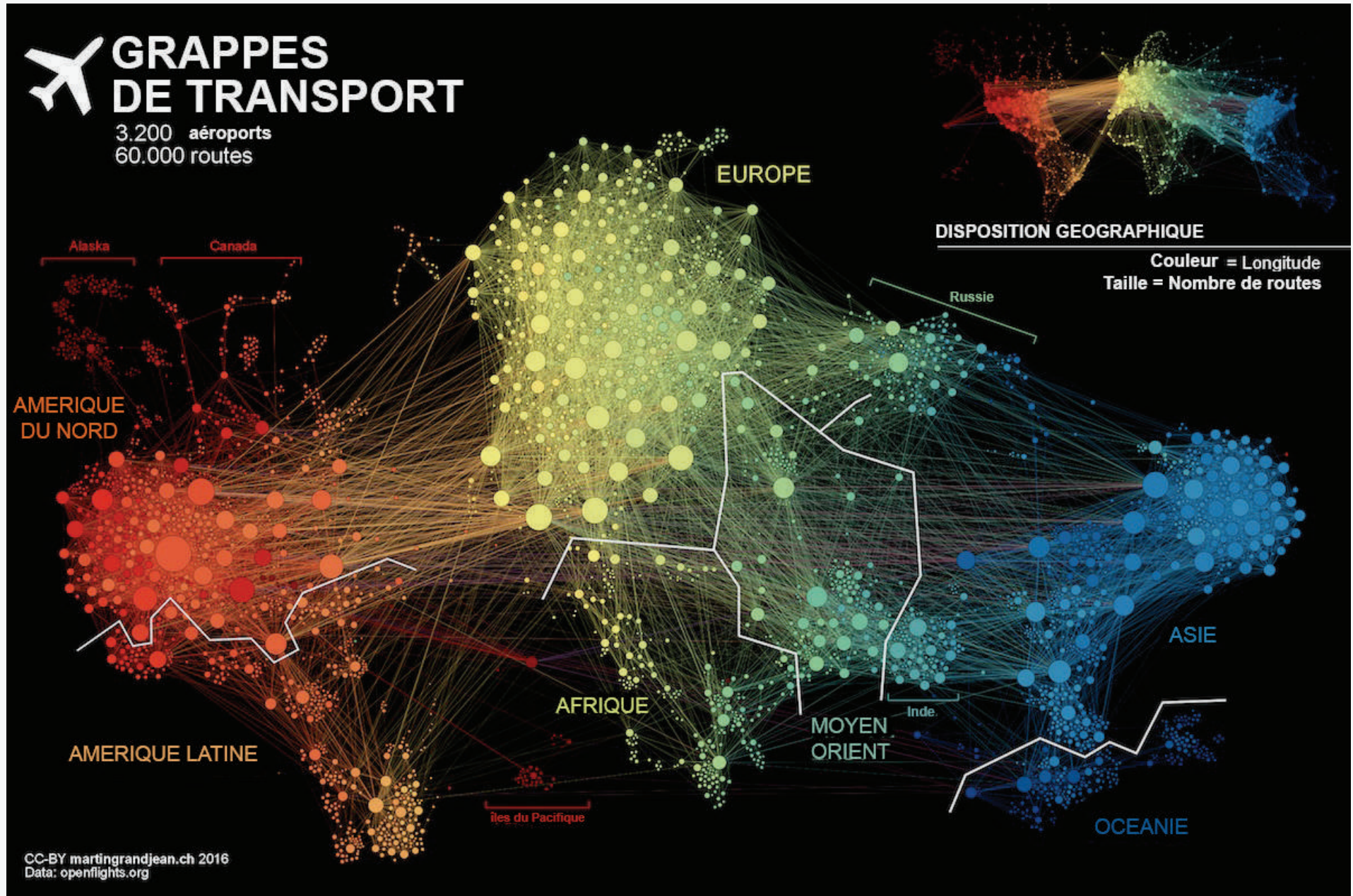
► Quelle explication donner à ce phénomène majeur du confinement soudain de la planète, qui caractérise la pandémie de la Covid19 ? Il est trop tôt pour le dire avec certitude mais deux facteurs ont joué un rôle significatif :

- ❖ **L'interdépendance croissante** des économies et des Etats, liés par le commerce mondial et par leurs accords bi- ou multilatéraux : si l'un des Etats agit, les autres doivent suivre pour maintenir l'équilibre général du système. Ainsi le 1^{er} avril 2020, plus de 90 pays avaient décrété le confinement, soit presque la moitié des Etats de la planète.
- ❖ Le poids des **médias** et le souci de **l'image** : la pression exercée par la vitesse de propagation des informations et par la promptitude des réactions des internautes, a contribué à l'ampleur de ce mouvement, notamment dans les pays où le mécontentement social était déjà présent ou dans ceux qui ne pouvaient envisager un déficit d'image.

Ainsi, bien que loin d'avoir la vitesse de contagion, le degré de mortalité ou la permanence d'autres virus déjà exprimés, cette pandémie, a ouvert la voie à une nouvelle turbulence multiforme : une crise systémique mondiale.

Figure 6 : Echanges commerciaux inter et intra-régionaux, 2016

Figure 7 : Carte du trafic aérien international en 2019



Source : Retraitement IRES_ <http://cartonumerique.blogspot.com/2018/10/visualiser-les-flux-aeriens-openflights.html>

UNE CRISE SYSTEMIQUE

Indépendamment des événements ultérieurs, les deux premiers mois du premier confinement, qualifiés de Great Lockdown, ont engendré une crise systémique mondiale majeure. En quoi a consisté cette crise et qu'est-ce qui l'a rendue possible ?

Crise sanitaire

- ▶ La crise sanitaire s'est manifestée, dans pratiquement tous les pays, sous trois formes distinctes :
 - ❖ L'encombrement des hôpitaux, le manque de matériel (masques, respirateurs, désinfectants) et l'insuffisance de personnel soignant (tant en présentiel qu'en remplacement).
 - ❖ Une gestion jugée inacceptable sur le plan humain : choix entre les patients à traiter ou à laisser mourir ; isolement des mourants ne pouvant revoir leurs proches; manque de communication avec les familles ; enterrements en fosse commune...
 - ❖ Une sur-mortalité des personnes âgées à domicile ou en maisons de retraite, qui a jeté une lumière sombre sur la prise en charge du grand âge.

Encadré 1 : Définitions

Le mot " crise " est polysémique, d'où l'intérêt d'en poser la définition retenue ici, qui combine les approches médicale et sociologique.

Une crise est une situation :

- ▶ caractérisée par :
 - ❖ un ensemble de phénomènes " pathologiques " (assimilables à des ruptures),
 - ❖ se manifestant de façon brusque et intense durant une période limitée,
 - ❖ engendrant un trouble profond dans les sociétés, groupes sociaux ou personnes.
- ▶ laissant craindre ou espérer un changement profond ou des transformations aux conséquences plus ou moins violentes.

Une crise est **systémique** lorsqu'elle affecte l'ensemble des éléments structurels, interdépendants, qui ensemble constituent un système.

Définition alternative (issue de la littérature scientifique): Une crise peut se définir comme une situation :

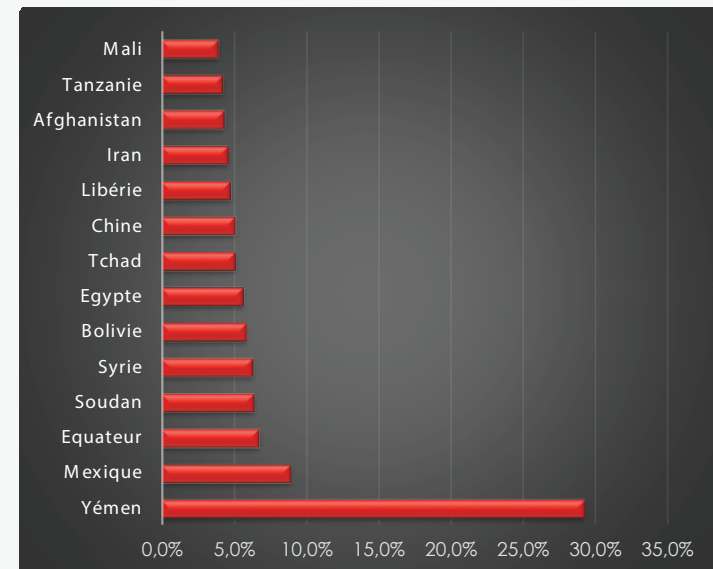
- ❖ qui constitue une menace sérieuse pour les structures de base ou les valeurs et normes fondamentales d'un système social et en remet en cause les objectifs prioritaires,
- ❖ dont l'émergence surprend les décideurs et nécessite la prise de décisions critiques dans un temps limité et dans des circonstances incertaines (11).

Une crise est transversale lorsque le fonctionnement de multiples systèmes, fonctions ou infrastructures vitales est gravement menacé que les vecteurs de l'échec ou les voies de redressement restent incertains (12).

U NE CRISE SYSTEMIQUE (2)

- ▶ Parmi les raisons évoquées de cette crise, de nombreuses critiques ont visé, aussi bien le Nord qu'au Sud :
 - ❖ le **sous-dimensionnement général des systèmes hospitaliers** : effectivement ceux-ci sont calibrés pour fonctionner en régime de croisière serré (hors événements majeurs), les ressources financières permettant rarement un personnel et du matériel pléthoriques,
 - ❖ **des politiques sanitaires "au rabais"**, conduisant à des systèmes de santé à deux vitesses (Etats-Unis) ou exsangues (Royaume-Uni) dans les pays développés, voire totalement inexistantes dans les pays pauvres,
 - ❖ **un transfert de la prise en charge des aînés** à des associations et des établissements débordés et insuffisamment dotés et professionnalisés,
 - ❖ **une perte ou une absence de souveraineté sanitaire** – les Etats s'approvisionnant de plus en plus à l'étranger (matériel médical, produits pharmaceutiques) – et une gestion en flux tendu des biens sanitaires ayant conduit à la pénurie,
 - ❖ **un déficit de "gestion de crise sanitaire"**, ce qui :
 - n'a pas permis d'exploiter toutes les ressources mobilisables, tant les moyens et les professionnels de la santé privés, les militaires ou les associatifs que la fabrication alternative de masques ou respirateurs,
 - a retardé la mise en œuvre des 3 piliers de la lutte : l'isolement, le test et le traçage des contacts.
- ▶ Dans le classement de la figure 8, figurent les pays qui ont subi des pertes humaines importantes avant la mise en place de mesures sanitaires, ainsi que ceux ne disposant pas d'infrastructures sanitaires appropriées.

Figure 8 : Les 15 pays enregistrant les taux de létalité de la Covid-19 les plus élevés dans le monde, au 30 décembre 2020



Source : Traitement IRES des données de l'Université Johns Hopkins _Covid-19

U NE CRISE SYSTEMIQUE (3)

Crise économique, dite du “ grand confinement* ” (13)

Le choix d'une stratégie de confinement, plutôt que d'immunité de groupe* et de fermeture des frontières a conduit au ralentissement, voire à l'arrêt total, de nombreuses activités économiques, du tourisme au commerce, de l'industrie manufacturière aux services. Les comportements compulsifs liés à la panique ont créé des pénuries tandis que la perturbation des secteurs productifs et logistiques rendait difficile la reconstitution des stocks. Ainsi s'est développée une crise économique, inédite donc imprévisible, à l'issue inconnue.

► Une crise économique **inédite** du fait de :

- ❖ sa nature consécutive à une crise sanitaire,
- ❖ sa rapidité de survenance sous l'effet conjugué de la faible croissance mondiale en 2019 (2,5%) et de la fulgurance de la pandémie,
- ❖ son ampleur supérieure aux crises précédentes selon la Banque mondiale,
- ❖ son imprévisibilité : sous l'effet conjugué de ces caractéristiques, les projections évoluent encore à la baisse à un rythme sans précédent depuis 1990, tandis qu'aucun terme ne se dessine en l'absence de vaccins en quantité suffisante pour toute la population mondiale ou de traitement (13).

Encadré 2 : La pandémie de la Covid-19 a conduit à une profonde récession

“La pandémie ainsi que les restrictions agressives et les limitations volontaires de l'interaction humaine adoptées pour la contenir, ont déjà conduit à des ralentissements massifs dans les économies avancées et des perturbations croissantes dans les marchés émergents et économies en développement.”*

Les prévisions de croissance mondiale ont été revues à la baisse à un rythme inhabituellement rapide au cours des trois derniers mois. L'évolution incertaine de la pandémie, en l'absence jusqu'à présent de vaccins ou de traitements efficaces, a causé une incertitude économique extraordinaire, y compris sur la profondeur et la durée possibles de la récession mondiale et sur la manière dont différents pays seront affectés”.

Banque mondiale,
Global Economic Prospects, June 2020

U NE CRISE SYSTEMIQUE (4)

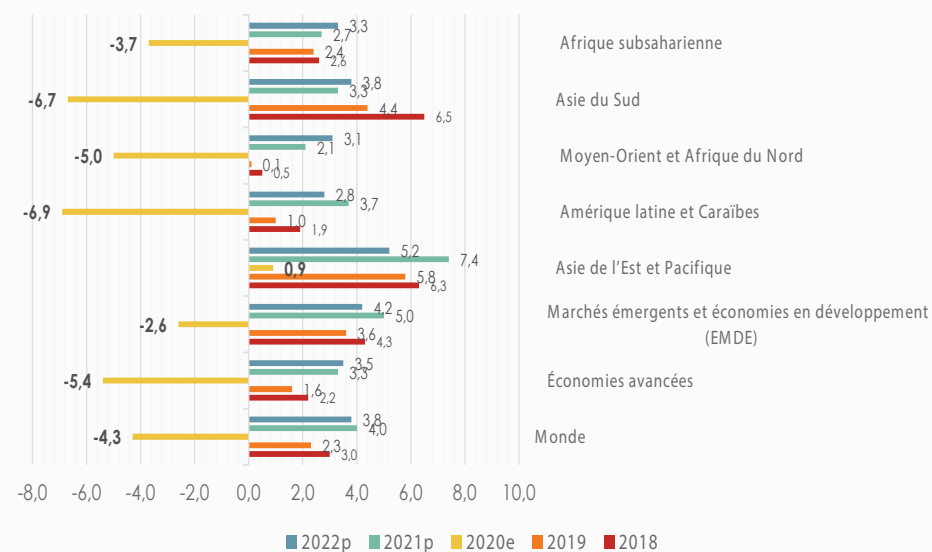
► Un **double choc** : de l'offre et de la demande, tandis que sévit une contraction de l'investissement.

❖ Le choc de l'offre se caractérise par une baisse significative de la production, consécutive aux difficultés d'approvisionnement inhérentes à la fermeture des frontières, au confinement de la main d'œuvre et à la réduction des fournitures de service (aide à la personne, indépendants, ...).

❖ Le choc de la demande reflète la baisse de la demande extérieure (chute des exportations, coup d'arrêt au tourisme) et l'effondrement de la consommation intérieure (fermeture des commerces non essentiels, diminution des activités impliquant des contacts, mobilité réduite).

► L'impact à court-terme – une **récession sévère** – concerne les économies particulièrement adossées au tourisme et aux chaînes de valeur mondiales. Inversement, les régions les moins intégrées sont les moins affectées par la crise économique, comme par exemple l'Afrique sub-saharienne.

Figure 9 : Perspectives économiques mondiales



Source : Traitement IRES des données de la Banque mondiale (Global Economic Prospects, Janvier 2021)

UNE CRISE SYSTEMIQUE (5)

► Les conséquences à moyen et long terme sur **l'économie mondiale** (14), dans un contexte de tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, de récession mondiale et d'une aversion accrue aux risques, dépendent fortement de :

- ❖ **l'éventuelle modification des réseaux de production** existants (chaînes de valeur mondiales) : une relocalisation aurait un impact particulièrement négatif sur les marchés émergents et sur les économies en développement déjà intégrées aux chaînes de valeur mondiales alors qu'un accroissement de la diversification géographique des chaînes d'approvisionnement pourrait constituer une opportunité, dans les régions moins bien intégrées (Moyen-Orient et Afrique du Nord, Amérique latine et centrale, Afrique sub-saharienne), pour procéder aux réformes structurelles facilitant leur plus grande intégration aux chaînes de valeur mondiales,
- ❖ la mise en place de **restrictions commerciales** dans le cadre de politiques protectionniste, ce qui conduirait à des pénuries de biens, de technologies et de compétences, ainsi qu'à l'accroissement d'une pauvreté que les chaînes de valeur mondiales avaient contribué à réduire,
- ❖ l'ampleur et la durée de la baisse des **investissements directs à l'étranger***, ainsi que leur possible changement de destination, qui affecteraient prioritairement les marchés émergents et économies en développement.

► Les effets durables sont les suivants:

- ❖ Baisse des **niveaux de vie**, y compris dans les économies avancées, du fait de l'accroissement du chômage, de possibles pénuries de biens, du maintien de prix élevés et d'une diminution des transferts sociaux (notamment intrafamiliaux).
- ❖ **Pauvreté** : diminution du revenu par habitant attendu dans toutes les régions émergentes ou en développement en 2020, plongeant des millions de personnes dans la pauvreté
- ❖ **Modification des chaînes de valeur mondiales** : relocalisation des productions stratégiques, diversification des chaînes d'approvisionnement, risque accru pour des économies en développement de sortir du commerce mondial.
- ❖ Rupture des chaînes d'approvisionnement **agro-alimentaires** : insécurité alimentaire, famines, risques sanitaires et mouvements sociaux, consécutifs au manque d'engrais et de semences et à la difficulté d'écoulement des produits agricoles.

UNE CRISE SYSTEMIQUE (6)

Crise politique

- ▶ La soudaineté de l'apparition et de la propagation de la pandémie et l'absence d'anticipation ont conduit à une inévitable **impréparation** à la crise qui s'en est suivie.
 - ❖ Certains gouvernements ont imposé en hâte des procédures jugées violentes, comme le fait de ne pas rapatrier leurs ressortissants avant la fermeture totale des frontières.
 - ❖ D'autres, jugés insoucians, ont tardé à se procurer le matériel médical nécessaire, comme les masques ou les respirateurs.
 - ❖ D'autres, jugés irresponsables, ont refusé de considérer la pandémie comme telle.
 - ❖ D'autres enfin, jugés frileux, ont pris des mesures sanitaires qui ont pu sembler disproportionnées au regard de la létalité du virus et de la dégradation économique qu'elles ont provoquée.
- ▶ Ces décisions, appropriées ou non, conjuguées aux dysfonctionnements observés dans la gestion de la crise, ont conduit à des **clivages** forts dans les différentes opinions publiques, mais surtout à un **mécontentement** généralisé qui a amplifié celui de 2019 et en a débordé les frontières (cf. infra).
- ▶ L'ineffectivité des Nations-Unies : l'appel au cessez-le-feu durant la pandémie n'a été approuvé par aucun des principaux belligérants de la planète. Le Conseil de sécurité n'est pas parvenu à adopter de résolution visant à répondre à la crise. Les critiques formulées à l'égard de l'Organisation mondiale de la santé pour sa gestion de la pandémie ont montré, également, les limites du système onusien (15).
- ▶ Alors que les dirigeants des grands pays s'étaient efforcés, lors de la précédente crise mondiale de 2008-2010, d'unifier leur riposte pour limiter l'impact de la débâcle, cette fois-ci les nations ont affiché leur désunion marquée par l'absence de concertation et de coordination, voire par des " comportements voyous " quant à l'acquisition de masques chirurgicaux (16).
 - ❖ La crise de la Covid-19 a, ainsi, fait office de catalyseur d'antagonismes préexistants entre les Etats et consolidé les coalitions existantes. Elle a cristallisé la rivalité entre les Etats-Unis et leurs alliés en Asie du Sud-Est, d'un côté et la Chine de l'autre, critiquée pour sa gestion opaque des premiers mois de l'épidémie. Grâce à une relance rapide, la Chine a, de son côté, saisi l'opportunité de la crise pour consolider ses liens avec ses partenaires.
 - ❖ A contrario, l'Union européenne, malgré des divergences marquées entre ses Etats-membres, a trouvé, dans l'adversité de la crise de la Covid-19, un nouvel élan fédérateur, caractérisé par l'adoption d'un plan de relance commun, en juillet 2020, comprenant une mutualisation de la dette et des subventions aux Etats les plus touchés, à hauteur de 390 milliards d'euros (17).
- ▶ Face aux carences étatiques, de nouveaux acteurs émergent, non-politiques mais incarnant un soft power significatif, comme la Fondation Gates, un acteur international majeur dans le domaine de la santé, ou les contributeurs à l'Accélérateur ACT, le dispositif lancé pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la Covid-19 (18).

U NE CRISE SYSTEMIQUE (7)

Crise sociale qui touche l'ensemble de la planète sans discrimination

- ▶ 22 millions de chômeurs supplémentaires aux Etats-Unis en un mois (19), quadruplement du nombre de Britanniques n'ayant pas mangé à leur faim au cours des trois premières semaines du confinement.
- ▶ La **distanciation économique** (frontières étanches, détournement de produits de première nécessité, barrières douanières restaurées) contribue, autant que la distanciation sociale (baisse de la consommation) à appauvrir les populations déjà vulnérables, notamment, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones (dans les pays du Sud) et les migrants et les aînés (au Nord).
- ▶ Quel que soit le pays concerné, deux nouvelles tendances sont apparues, à l'origine de la hausse de la demande d'aide alimentaire :
 - ❖ La **vulnérabilité** d'un public qui n'était pas précaire : travailleurs intérimaires, retraités, travailleurs indépendants, commerçants...
 - ❖ La **diversification** des situations dans le besoin : chômeurs, travailleurs pauvres, personnes en grande exclusion, étudiants...

- ▶ Parallèlement, l'**état sanitaire hors Covid** empire, causé par la peur des malades d'être contaminés à l'hôpital, d'où l'absence de soins induisant, notamment, une hausse de la mortalité infantile et maternelle.
- ▶ La déferlante du **chômage** dans tous les secteurs de l'économie, malgré les plans de soutien mis en place pour éviter les faillites en masse et l'accroissement consécutif de la **pauvreté** provoquent des effets induits systémiques :
 - ❖ Risques de maltraitance et d'exploitation sur les filles et les garçons plus élevés que jamais (Fonds des Nations unies pour l'enfance).
 - ❖ Recrudescences des violences domestiques.
 - ❖ Réduction de l'espérance de vie.
 - ❖ Développement de maladies chroniques et dégradation générale de l'état sanitaire.
 - ❖ Hausse des suicides, de la consommation d'alcool et de la drogue.
 - ❖ Déscolarisation accrue et détérioration du niveau global d'instruction.
 - ❖ Accroissement de la marginalisation (sans-abris, réfugiés, migrants, personnes déplacées, ...).

L'ampleur de la crise sociale mondiale

Un impact considérable sur le marché du travail mondial...

- ▶ L'Organisation internationale du travail (OIT) a révélé que le marché du travail a enregistré, en 2020, des pertes sans précédent au niveau mondial, atteignant 114 millions emplois, comparativement à l'année 2019 (20). Ces pertes d'emplois ont été plus importantes en Amérique et moins élevées en Europe et en Asie centrale, régions ayant mis en place des mesures spécifiques pour le maintien de l'emploi.
- ▶ Selon la même source, les pertes d'emplois en 2020 se sont traduites, essentiellement, par une augmentation de l'inactivité plutôt que du chômage (20).
 - ❖ L'inactivité, qui représente 71% des pertes d'emplois dans le monde, a concerné 81 millions de personnes de plus, soit une baisse de la population active dans le monde de 2,2 points de pourcentage.
 - ❖ Pour sa part, le chômage a concerné 33 millions personnes de plus en 2020, enregistrant, ainsi, une hausse de 1,1 point de pourcentage, pour atteindre 6,5%.

... avec des pertes en revenus du travail

- ▶ Outre le fait de tirer les salaires vers le bas, la crise sanitaire a généré, selon les estimations de l'OIT, une baisse de 8,3% (avant la prise en compte des mesures de soutien financier) des revenus du travail dans le monde, soit l'équivalent de 4,4% du PIB mondial (20).

Figure 10 : Estimation des pertes enregistrées en 2020 en matière d'heures de travail, d'emploi et de revenus du travail et prévisions pour 2021

Source : Organisation internationale du travail

- ▶ Par ailleurs, l'OIT a mis en garde (21) contre l'émergence d'une crise des migrants pendant la pandémie de la Covid-19. En effet, les migrants représentent 4,7% de la main d'œuvre mondiale, soit près de 164 millions de travailleurs migrants. La majorité d'entre eux a subi une perte d'emploi pendant le grand confinement et s'est retrouvée bloquée dans les pays hôtes : parfois privés de protection sociale et de moyens pour se nourrir ou se loger.

L'ampleur de la crise sociale mondiale (2)

Le risque de hausse de la pauvreté dans le monde

- ▶ Selon les différentes projections de la Banque mondiale concernant la croissance économique (22) :
 - ❖ 71 millions d'individus à travers le monde franchiraient le seuil de l'extrême pauvreté (moins de 1,9 dollar/jour) en 2020 sous l'hypothèse de base d'une récession mondiale de près de 5%,
 - ❖ la crise sanitaire pourrait basculer dans la pauvreté 176 millions de personnes vivant sous le seuil de 3,2 dollars/jour et 177 millions de personnes ayant un revenu compris entre 3,2 et 5 dollars/jour.

Une prépondérance de l'informalité

- ▶ Le secteur informel représente, en moyenne, le tiers du produit net brut des marchés émergents et des économies en développement et 61% de l'emploi total dans le monde (23).
- ▶ En Afrique, la part de ce secteur est de 85,8% de l'emploi total (23).
- ▶ Au Maroc, le pourcentage de l'emploi informel dans l'emploi total avoisine 80%, selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (23). Selon le Haut-Commissariat au Plan, la contribution du secteur informel à l'emploi non agricole total était de 36,2% en 2013-2014 (24).

Un creusement du "virus" des inégalités

- ▶ Pour l'ONG Oxfam, la crise de la Covid-19 a fortement accentué, en 2020, les inégalités entre riches et pauvres. Les plus riches ont mis, en moyenne, neuf mois pour se relever de la crise sanitaire et la plupart en sont sortis renforcés. Par ailleurs, les plus pauvres, quant à eux, se sont enfoncés un peu plus et mettront, en moyenne, selon Oxfam, dix ans pour échapper aux impacts de cette crise sanitaire (25).

Figure 11 : Résultats clés de l'enquête menée par Oxfam dans 79 pays sur l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les inégalités

Source : Oxfam's survey of economists on the impact of the Coronavirus pandemic on inequality, P. Espinoza Revollo. (2021). The Inequality Virus: Methodology note. Oxfam

L'ampleur de la crise sociale mondiale (3)

Des secteurs économiques fortement affectés

- ▶ **Tourisme mondial** : considéré comme l'un des plus importants secteurs économiques à l'échelle mondiale et employant 1 personne sur 10 dans le monde (26), le tourisme a été paralysé par la pandémie de la Covid-19. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, le nombre de touristes internationaux a affiché une baisse de 74% en 2020, comparativement à 2019, soit une perte d'environ 1 milliard de touristes.

Cette baisse, la plus forte depuis au moins 30 ans, s'est traduite par un recul, entre 2019 et 2020, des recettes touristiques internationales de près de 1.300 milliards de dollars, soit plus de 11 fois la perte enregistrée par le secteur en 2009 sous l'effet de la crise économique mondiale (27).

- ❖ Sur le plan de l'emploi, le recul des activités touristiques pourrait détruire, selon les estimations de l'Organisation mondiale du tourisme, entre 100 et 120 millions d'emplois à travers le monde (27).

- ▶ **Transport aérien** : selon l'Association internationale du transport aérien, le trafic aérien international de passagers s'est effondré de près de 66% en 2020 par rapport à 2019 (28). Ainsi, ce secteur ne pourrait retrouver son niveau de croisière qu'après plusieurs années. De même, les demandes étrangère et domestique ont chuté, respectivement, de 75,6% et 48,8% entre 2019 et 2020.

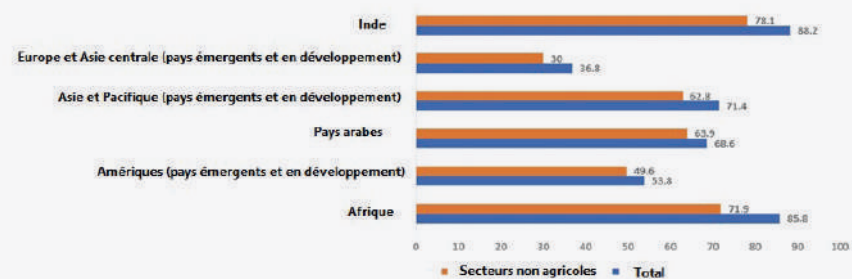
Pour sa part, le chiffre d'affaires du secteur a affiché une baisse de 60%, soit une perte de près de 120 milliards de dollars (28), avec comme conséquence la disparition de 25 millions emplois, selon l'Association internationale du transport aérien (29).

UNE CRISE SYSTEMIQUE (8)

- ▶ Conséquence inattendue sur la **fertilité** : tandis que la pandémie semble avoir accéléré le ralentissement démographique dans les pays développés du fait des ménages inquiets hésitant à procréer, des poussées démographiques – fruit du confinement et d'un accès limité à la contraception et à l'interruption de grossesse – sont au contraire constatées parmi les populations les plus vulnérables, comme en Indonésie par exemple (30).
- ▶ Des études ont révélé que certains pays en développement ont connu une augmentation de leur taux de natalité. Cette hausse est engendrée par la perturbation de la production et de la distribution des moyens de contraception dans le monde (31). D'après une estimation du Guttmacher Institute (32), si la baisse du recours aux moyens de contraception dans les pays les plus vulnérables était de 10%, ces pays pourraient avoir un accroissement de 15 millions de grossesses non désirées. De plus, selon une étude du Fonds des Nations unies pour la population, aux Philippines, 214 000 enfants, en 2021, pourraient être issus de grossesses non désirées.
- ▶ Face à l'explosion des besoins en aide alimentaire, les organismes humanitaires ne suffisent plus (soupes populaires, banques alimentaires). La **solidarité humaine directe** a dû s'imposer (paniers suspendus en Italie, repas gratuits fournis par des restaurants et des particuliers).

- ▶ Néanmoins, la situation la plus critique est celle du **secteur informel*** (61% de la population active mondiale). En effet :
 - ❖ les mesures de confinement partiel ou complet ont eu un impact significatif sur 1,6 milliards de travailleurs informels (les femmes étant surreprésentées dans les secteurs les plus durement touchés),
 - ❖ cela s'est traduit par une perte moyenne de 60% de leurs revenus dans le monde – 81% en Afrique et en Amérique latine – et un accroissement de 34% de leur pauvreté relative (33),
 - ❖ posant à nouveau la question de leur protection sociale et de celle des travailleurs (formels) de la GIG economy* (34).

Figure 12 : Part de l'emploi informel, par pays et région, en 2018



Source : Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture, Geneva: International Labor Organization, 2018.

UNE CRISE SYSTEMIQUE (9)

Crise humaine

- ▶ Cette dernière crise est double, à la fois humaine, dans ses aspects psychologique et sociétal, dans ses postures collectives.
- ▶ Tout le monde n'a pas vécu le confinement de la même manière. Pour certains, le temps s'est étiré et a ralenti. Pour d'autres, il s'est comprimé et a accéléré. Pour certains, le confinement a signifié retrait, retraite, rejet et pour d'autres, soutien, avancement et changement.
- ▶ A cette perception différenciée se sont ajoutés trois facteurs de stress majeurs :
 - ❖ La **privation de relations sociales directes** : la séparation de ses proches, l'isolement social et la solitude pouvant entraîner des taux plus élevés de mortalité, de dépression et de déclin cognitif (35).
 - ❖ La **peur** d'être contaminé, voire de mourir et l'incertitude du lendemain (impact possible de la crise sur le travail, les revenus, l'éducation des enfants, les relations familiales, ...), qui ont conduit à des attitudes extrêmes (démissions, déménagements, survivalisme, déni).
 - ❖ Les **conditions de vie** : chômage, abus d'alcool, difficultés économiques, violence domestique et endettement pour les plus vulnérables ; tensions relationnelles (d'où la vague de divorces) et impact particulier des **décès** : les deuils étant difficiles à faire du fait de l'isolement.

... et sociétale

- ▶ Ces situations psychologiques dégradées ont conduit à une véritable crise de la santé mentale qui n'a épargné aucun continent, aucune catégorie sociale :
 - ❖ Une augmentation significative de la détresse et des troubles mentaux reportée en Inde, en Ethiopie, en Iran, aux Etats-Unis, en Europe... dont les enfants et les adolescents ne sont pas exemptés (36).
 - ❖ Une explosion des demandes de soutien psychologique en ligne (Canada pour les soignants, Irlande, Turquie...).
 - ❖ En raison de l'ampleur du problème, la grande majorité des besoins en santé mentale restent sans réponse.
- ▶ Sur ce fond de crispation plus ou moins rationnelle, les divergences entre des visions du monde différentes se sont cristallisées autour de clivages tranchés :
 - ❖ Un clivage politique : une forte aspiration à des changements radicaux versus des résistances tout aussi fortes s'incarnant dans l'appel au nationalisme, au protectionnisme et à la démondialisation.
 - ❖ Un clivage humain autour de valeurs de partage (solidarité, bénévolat) versus des réactions de racisme et de xénophobie, alimentées par les théories complotistes et par la peur de l'autre (l'étranger, le contaminateur).
 - ❖ Un clivage des croyances : " la science toute-puissante nous sauvera " versus " la Nature se venge " ou " Dieu nous punit ".

U NE CRISE SYSTEMIQUE (10)

En résumé

- ▶ La pandémie de la Covid-19 a été l'**accélérateur** d'une crise dont les signaux préexistaient et un **révélateur** des insuffisances et des limites des politiques publiques, tant en matière de santé que de couverture sociale ou de forte dépendance économique (produits critiques).
- ▶ Le virus a fortement infecté la mondialisation, dévoilant le poids déséquilibré de la Chine dans le commerce international et invitant les Etats à se concentrer sur leurs forces économiques et à limiter au maximum leur dépendance (37).
- ▶ Les crises politique et sociale ont contribué à alimenter un mécontentement général qui s'était déjà fortement exprimé dans le monde au cours de l'année 2019 et n'a pas encore atteint toute son ampleur.
- ▶ La perspective de morts économiques plus nombreuses que celles physiques pointe l'absolue nécessité, pour les Etats, de soutenir efficacement leurs économies et de se doter de systèmes de protection sociale, complets et universels.

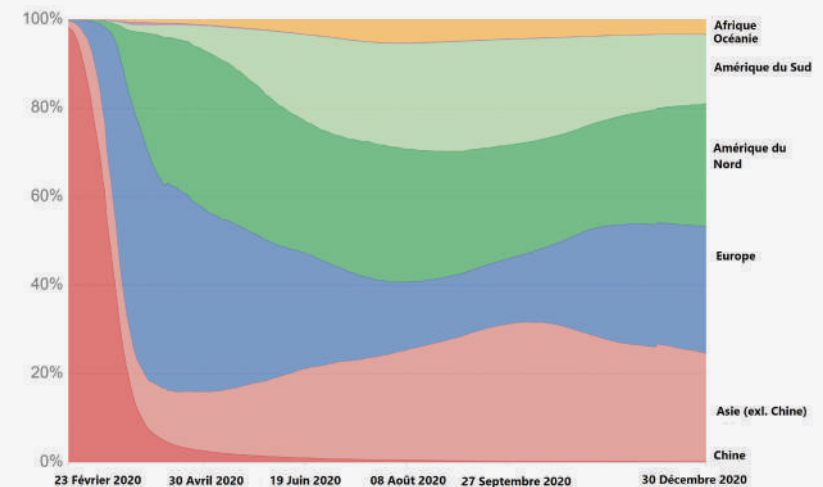
Sortie de crise ?

- ▶ Si le grand confinement est bien le déclencheur de cette crise multiforme, l'apparition récente de trois variants de la Covid-19, au Royaume-Uni, au Brésil et en Afrique du Sud (38) laisse présager un prolongement de la situation de crise. Seules une vaccination massive ou la découverte d'un traitement efficace permettraient une reprise " normale " des activités, à condition que les mutations successives que connaît le virus ne le rendent pas résistant à ces vaccins ou aux futurs traitements.
- ▶ A cela s'ajoute la transformation du vaccin en enjeu géopolitique. Si certains pays développés ont entamé des campagnes de vaccination à grande échelle, de nombreux pays africains n'ont toujours pas reçu, à fin février 2021, les doses nécessaires à la vaccination de leurs citoyens. Des pays comme la Chine ou l'Inde utilisent le vaccin comme un instrument de soft power. La Chine a ainsi fourni ses vaccins, en priorité, à ses partenaires commerciaux tels l'Indonésie (400 millions de doses), le Brésil ou encore l'Egypte.
- ▶ Au-delà de ces contingences, certains secteurs (aviation, tourisme, ...) auront, dans tous les cas de figure, besoin de plusieurs années pour retrouver leur situation de fin 2019, dans un contexte de récession mondiale généralisée.

L'Afrique semble a priori peu touchée par la pandémie de la Covid-19

- ▶ Alors qu'elle abrite presque 17% des habitants de la planète, l'Afrique ne recense que 3,3% des contaminations et affiche un taux de létalité de 2,3%. Ainsi, le continent, avec 2.728.748 cas et 64.769 décès au 30 décembre 2020 (39). Néanmoins, ces chiffres doivent être relativisés du fait :
 - ❖ du contexte local : insertion limitée dans la mondialisation, jeunesse de la population, immunité croisée, issue de la rencontre fréquente avec d'autres virus, prévalence des pathologies lourdes (maladies cardiovasculaires, diabète, ...) moins forte, en comparaison avec les autres parties du globe...,
 - ❖ de systèmes de santé centralisés auxquels n'accèdent que rarement les populations rurales et des bidonvilles, une identification tardive de la maladie, des décès non déclarés, peu de tests disponibles.
- ▶ Quel que soit le nombre réel de malades, les impacts de la pandémie sur le continent africain sont particulièrement sévères.

Figure 13 : Evolution de la répartition des cas confirmés de la Covid-19 selon les régions du monde (en %)



Source : Traitement IRES des données de l'Université Johns Hopkins (CSSE)

L A PANDEMIE DE LA COVID-19 EN AFRIQUE (2)

La pandémie de la Covid-19 poursuit son expansion au niveau du continent africain. Les ruptures qui en découlent font peser, sur un continent déjà en proie à de nombreuses formes de vulnérabilité, des risques inédits et protéiformes, qu'il est nécessaire d'affronter collectivement.

► **Sur le plan des choix politiques**, la crise sanitaire a mis en exergue la nécessité de les orienter en direction de la satisfaction des besoins vitaux des populations, notamment, l'alimentation et la santé.

❖ La question de la sécurité alimentaire se pose en Afrique, en cette période de crise sanitaire, avec plus d'acuité, du fait de la rupture des chaînes d'approvisionnement et de l'incapacité de l'industrie agroalimentaire locale à répondre aux besoins du continent. Selon l'ONG Oxfam, la pandémie de la Covid-19 pourrait faire basculer, dans la région sahélienne de l'Afrique de l'Ouest, plus de 50 millions de personnes supplémentaires dans une crise alimentaire et nutritionnelle (40).

❖ S'agissant de la santé, la pandémie de la Covid-19 a remis en lumière les insuffisances des systèmes de santé en Afrique, notamment, les déficits enregistrés en matière de capital humain, d'équipement et d'approvisionnement en certains médicaments essentiels, rendant difficiles la fourniture des soins et le suivi des maladies au niveau de la plupart des pays africains et engendrant une baisse de la couverture vaccinale (41).

L'Afrique n'est pas suffisamment préparée pour enrayer la propagation du virus : d'après l'indice de sécurité sanitaire mondiale, seuls 21 pays sur 54 sont classés comme étant préparés d'un point de vue clinique pour faire face aux menaces de l'épidémie (Cf. Figure n°14).

Il convient, en outre, de signaler que l'apparition d'une variante sud-africaine de la Covid-19 risque de se propager, plus rapidement et avec une grande ampleur, au niveau du continent, du fait que la souche de la mutation est, cette fois-ci, spécifiquement africaine.

► **Sur le plan politique, la pandémie risque d'affecter les transitions en cours sur le continent.** Elle intervient dans un contexte mouvementé, marqué par la difficulté d'organiser les nombreuses échéances électorales prévues. Le report éventuel de celles-ci pourrait contribuer à l'émergence de contestations, alimentées par l'accroissement des revendications politiques, économiques et sociales des populations. De surcroît, les mesures coercitives prises par les Etats pour freiner la pandémie sont susceptibles de menacer l'Etat de droit dans de nombreux pays africains.

Figure 14 : Indice de sécurité sanitaire en Afrique _ Degré de préparation des systèmes de santé africains aux menaces d'épidémies

Source : Traitement IRES_ Indice conçu par Johns Hopkins University (Center for Health Security), Nuclear Threat Initiative, The Economist Intelligent Unit

- ▶ **Sur le plan économique**, la crise sanitaire aurait entraîné une décélération en Afrique de la croissance économique, entre 2019 et 2020, de 3,4% selon les estimations de la Banque africaine de développement, récession la plus grande, enregistrée depuis au moins un quart de siècle (41).

Tandis qu'une Afrique est déjà en marche vers son futur (cf. En marche n°3 et 4), une autre se débat avec son présent. Comme précédemment analysé par l'IRES, les pays africains les plus durement touchés sont les économies de rente fondées sur l'exploitation des ressources naturelles (métaux, hydrocarbures) et les économies dépendantes du tourisme (Maurice, Seychelles, Cap-Vert). Dans les pays aux économies plus diversifiées, la croissance devrait rester positive bien que ralentie.

L'impact économique de la crise sanitaire en Afrique est, en partie, fonction de 3 niveaux de dépendance (42) :

- ❖ aux échanges avec la Chine, l'Europe et les Etats-Unis : les pays les plus concernés sont par ordre décroissant : la Libye, la Tunisie, le Congo, les Seychelles, la Mauritanie, le Maroc, la Guinée équatoriale, le Gabon, le Cap-Vert, l'Algérie, le Togo, la Guinée,
- ❖ au tourisme (qui représente plus de 8,5 % du PIB du continent) : les pays les plus dépendants du tourisme en Afrique sont : le Cap-Vert, les Comores, les Seychelles, la Gambie, l'Éthiopie, l'Île Maurice, le Rwanda, le Maroc, le Libéria, la Tanzanie, l'Ouganda, Madagascar, l'Égypte, le Kenya, la Tunisie,
- ❖ aux envois de fonds de la diaspora : les pays les plus concernés : le Ghana, le Maroc, l'Égypte, la Guinée-Bissau, le Zimbabwe, le Togo, le Sénégal, le Cap-Vert, la Gambie, les Comores, le Libéria.

La récession économique serait due à des facteurs exogènes : ralentissement de l'activité économique des principaux partenaires, baisse des investissements directs étrangers, chute de la demande des produits de base en provenance de l'Afrique, effondrement quasi-total de certaines activités liées au tourisme et au transport aérien, ...

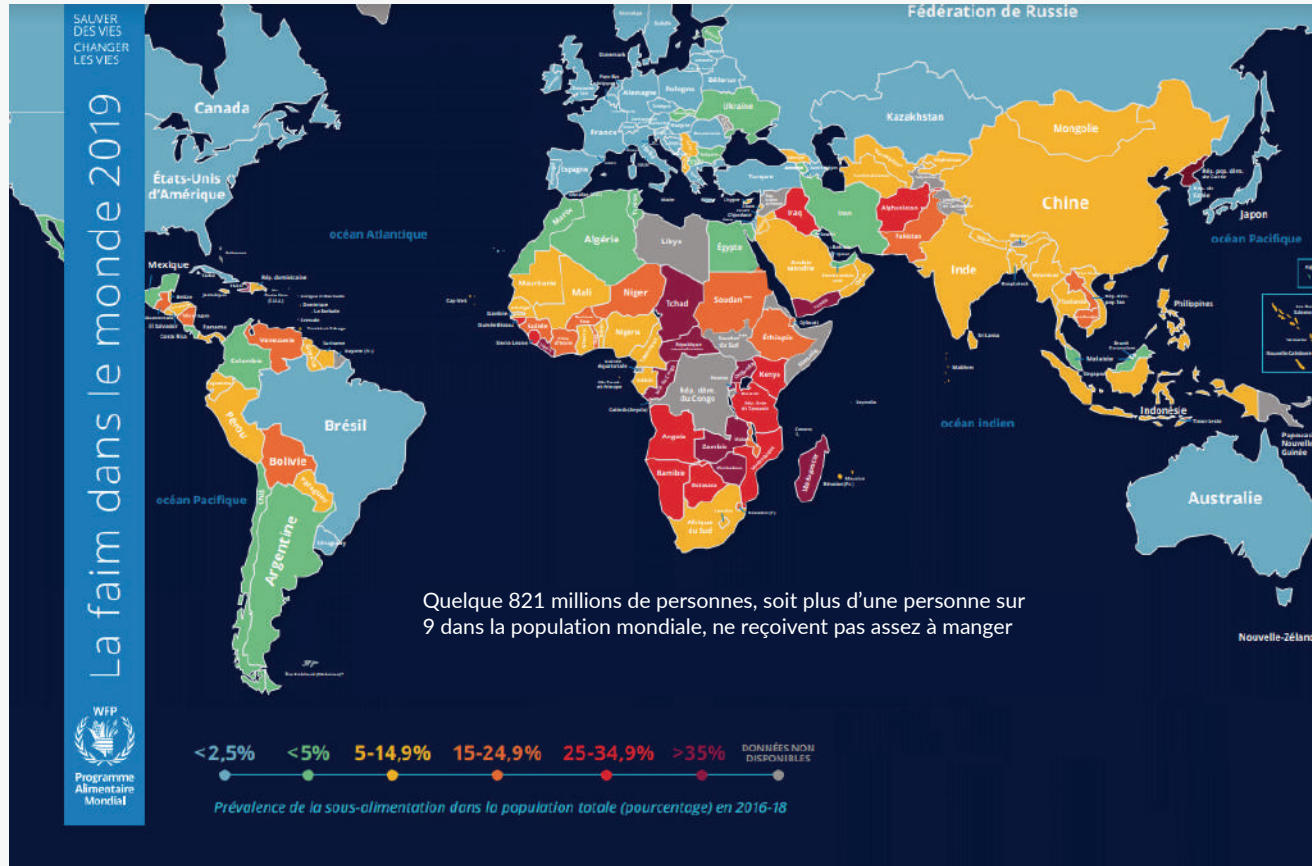
- ❖ La Covid-19 n'avait pas encore établi un pied ferme sur le continent que les pays africains ressentaient déjà l'impact économique du décrochage de la demande mondiale de pétrole, de gaz et de produits de base. Il en est résulté une chute en Afrique de 10% des revenus du travail, selon les estimations de l'Organisation internationale du travail en 2020, comparativement à 2019 et la perte de l'équivalent de 29 millions d'emplois à temps plein (42).
- ❖ Les transferts de la diaspora vers l'Afrique subsaharienne, qui constituent une source de revenus importante pour le continent, connaîtraient, selon la Banque mondiale, une baisse de 23%, passant de 48 milliards de dollars US en 2019 à 37 milliards de dollars US en 2020 (43).
- ❖ La plupart des pays africains vont émerger de la crise de la Covid-19 avec des déficits budgétaires importants, qui se creuseraient en moyenne de 3,5 points de pourcentage du PIB entre 2019 et 2020. Par conséquent, le fardeau de la dette pourrait augmenter jusqu'à 10 points de pourcentage du PIB. L'accumulation de la dette souveraine est, en particulier, inquiétante du fait de l'évolution de sa structure de risque en Afrique (42).

Alors que les déterminants fondamentaux de la croissance s'amélioraient, notamment grâce à l'investissement (44), la situation économique dévastatrice lie encore davantage les mains du continent aux pays donateurs/prêteurs, alors même que s'élève une lame de fond populaire dénonçant la colonisation, non plus territoriale, mais intellectuelle de la médecine, de l'économie et de la politique africaines (43).

L A PANDEMIE DE LA COVID-19 EN AFRIQUE (4)

- ▶ **Sur le plan social**, l'arrêt des activités économiques et commerciales, suite aux mesures de confinement pourrait faire basculer, à fin 2021, 40 millions d'Africains, notamment, ceux opérant dans le secteur informel, dans l'extrême pauvreté (au dessous du seuil de 1,9 dollar/jour), effaçant au moins cinq années de progrès dans la lutte contre ce fléau (42).
 - ❖ La réduction ou la perte de revenus stables des ménages subsahariens – correspondant à un recul de 6%, en moyenne, du produit intérieur brut par habitant, ayant remis en cause près de quinze ans de progression des revenus (41) - aura des effets négatifs aussi bien sur le secteur informel (89 % de l'emploi total) que sur les classes moyennes. Déjà des mouvements de mécontentement populaire se sont produits dans plusieurs pays (Afrique du Sud, Ghana, Kenya, Nigeria).
 - ❖ De même, la crise sanitaire pourrait ralentir les progrès réalisés dans l'édification du capital humain. En effet, la fermeture des écoles affecterait près de 253 millions d'élèves, entraînant potentiellement des pertes d'apprentissage (41).
- ▶ **La faim plus dangereuse que le Coronavirus**
 - ❖ L'important déficit de pluie qui sévit depuis 5 ans en Afrique australe, assorti d'épisodes extrêmes (cyclones) et d'une augmentation des températures à un rythme deux fois supérieur à celui de la planète, a conduit l'Organisation des Nations-unies, dès janvier 2020, à annoncer un record de 45 millions de personnes menacées par la famine dans cette partie du continent (44). Ce chiffre vient s'ajouter aux quelques 250 millions d'Africains qui souffrent déjà de faim chronique et aux habitants de la corne de l'Afrique dont les récoltes ont été ravagées par une invasion sans précédent de criquets pèlerins au cours du 1^{er} semestre 2020 (45).
 - ❖ La sécurité alimentaire globale du continent est d'autant plus mise à mal que les pays subsahariens sont presque tous dépendants de leurs importations alimentaires. Or le marché du blé est particulièrement tendu, l'Egypte et l'Algérie en ayant commandé plus que d'habitude par crainte de pénurie et la Russie – un des principaux producteurs – ayant arrêté ses exportations pour nourrir sa population en priorité (46).

Figure 15 : La faim en Afrique et dans le monde en 2019

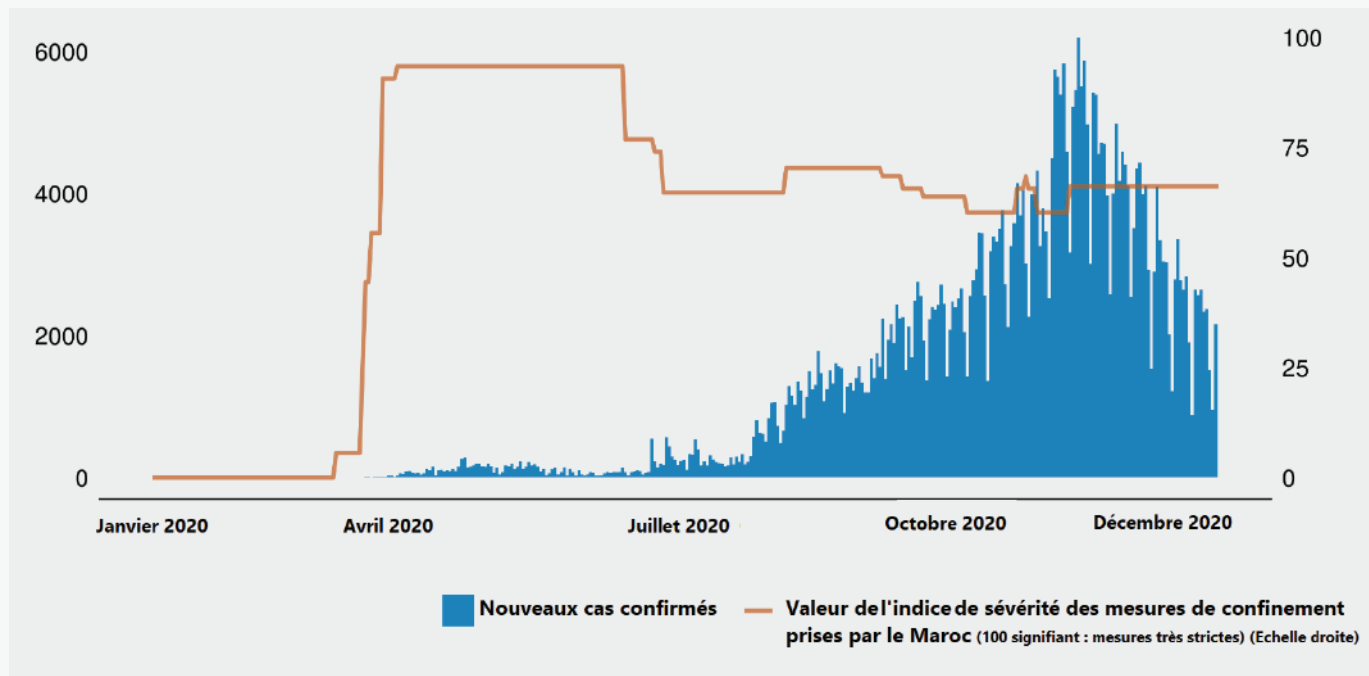


Source : Programme alimentaire mondial des Nations Unies _ 2019 - Hunger Map | World Food Programme (wfp.org)

LES EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE AU MAROC

Le Maroc a été parmi les premiers pays, à l'échelle internationale, à avoir institué le confinement général de la population, ce qui a véritablement permis de freiner la propagation du virus et d'atteindre un taux de létalité parmi les plus faibles au monde (1,7%). Cependant, la crise sanitaire a engendré de nombreux effets sur l'économie et la société marocaine.

Figure 16 : Impact des mesures de confinement prises par le Maroc sur la propagation de la Covid-19



Source : Traitement IRES _ Données de l'Université Johns Hopkins et de l'Oxford Covid-19 Government Response Tracker

La Covid-19 au Maroc*

Figure 17 : Statistiques nationales générales*

Nombre de cas confirmés	437 332
Nombre de guérisons	405 251
Nombre de décès	7335
Age moyen des personnes infectées	35 ans
Taux d'incidence (/1 000 000 habitants)	11 848
Taux de guérison (%)	92,7%
Taux de mortalité (/1 000 000 habitants)	199
Taux de létalité (%)	1,7%

Taux de mortalité /1 000 000 habitants

Moyenne mondiale

231

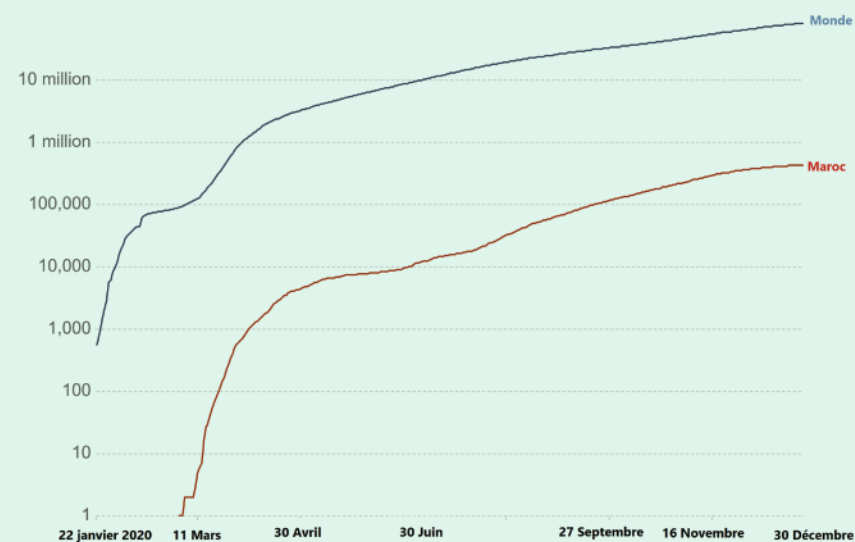
Taux de létalité (Décès/cas)

Moyenne mondiale

2,2%

(*) Données au 30 décembre 2020

Figure 18 : Evolution de l'infection au Maroc et dans le monde (échelle logarithmique)



Source : Traitement IRES des données de l'Université Johns Hopkins

L ES EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE AU MAROC (2)

Un coût humain et social important, se traduisant par :

► **une baisse des sources de revenu des ménages**

❖ Une partie importante de la population marocaine a été mise au chômage, sans revenus ni autres moyens de substitution, accroissant brusquement la pauvreté et la précarité (Cf. **infra**). En effet, selon l'enquête (47), réalisée par le Haut-Commissariat au Plan du 14 au 23 avril 2020 pour suivre l'adaptation du mode de vie des ménages sous la contrainte du confinement, 34% des ménages (33% dans les villes et 35% dans le milieu rural) ont affirmé n'avoir aucune source de revenus en raison de l'arrêt de leurs activités en période de confinement. En particulier, 44% des ménages, appartenant aux classes pauvres, ont été concernés par le manque de sources de revenu durant le premier mois du confinement.

► **une montée de l'incidence de la pauvreté**

❖ Alors que le Maroc avait réussi une réduction significative de la pauvreté monétaire de 15,3% en 2001 à 4,8% en 2014, l'incidence de la pauvreté suite aux effets de la crise sanitaire pourrait atteindre 6,6% en 2020 (seuil de pauvreté de 3,2 dollars/jour), selon la Banque mondiale (48).

❖ La part des personnes vulnérables à la pauvreté, c'est-à-dire les individus dont le niveau de consommation est compris entre 3,2 et 4,8 dollars par jour, pourrait atteindre 19,9% en 2020 contre 17,1% en 2019, selon le Haut-Commissariat au Plan (48).

► **un accès réduit aux soins de santé pour les personnes souffrant de maladies chroniques**

❖ Le confinement sanitaire a entravé l'accès aux soins de santé, en particulier, pour ces personnes : pour les 30% des ménages ayant un membre ou plus souffrant de maladies chroniques, près de la moitié n'a pas accédé aux services de santé : 46% en milieu urbain et 53% en milieu rural (47).

► **une dégradation de la santé mentale**

❖ Pour la moitié des ménages, l'anxiété représente le principal impact psychologique du confinement, suivie de la peur, qui a été ressentie par 41% des ménages, notamment parmi les ménages dirigés par une femme (47%) (47).

❖ Près de 55% des ménages ont exprimé un sentiment de claustrophobie ou évoqué une multiplication des phobies. En outre, 8% des ménages ont révélé d'autres troubles psychologiques, tels que l'hypersensibilité et la nervosité ou la lassitude (47).

► **une détérioration des rapports familiaux**

❖ Près d'un ménage marocain sur cinq a déclaré avoir connu une détérioration des rapports familiaux (47).

❖ La fracture intergénérationnelle s'est accentuée (49), à cause de la distanciation sociale et de la séparation des petits-enfants de leurs grands-parents.

Une crise préjudiciable pour l'économie marocaine, pour les raisons suivantes :

- ▶ **Une récession économique, la plus forte depuis au moins deux décennies:** à l'instar de la quasi-totalité des pays dans le monde, le Maroc a subi, en 2020, un choc économique inédit lié aux mesures de confinement prises pour contenir la propagation de la Covid-19.
 - ❖ Selon le Ministre de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration, chaque jour de confinement a fait perdre un milliard de dirhams au Royaume : soit 1% du PIB marocain pour chaque dizaine de jours de confinement. Cette perte se réfère au manque à gagner du fait de la baisse du régime de l'appareil productif, mais n'incorpore ni le coût des cessations d'activités ni celui des pathologies physiques et psychologiques des citoyens.
 - ❖ Conjuguée à deux années successives de sécheresse, la crise sanitaire aurait conduit à un recul du PIB en 2020 de 7% selon le Haut-Commissariat au Plan (50). La consommation des ménages a contribué à la croissance négative de l'économie, puisqu'elle a enregistré un repli sans précédent de près de 9,4% en 2020, le premier depuis au 1997 (50).

Figure 19 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur et de l'inflation (en %)

	2019	2020 (P)
Secteur primaire	-4,6%	-7,1%
Secteur secondaire	3,5%	-6,3%
Secteur tertiaire	3,8%	-6,8%
PIB	2,50%	-7%
Inflation	1,3%	-0,1%

Source : Haut-Commissariat au Plan (56)

Figure 20 : Evolution de l'épargne et de l'investissement en % du PIB

	2019	2020
Epargne intérieure	23,3%	21,7%
Epargne nationale	27,8%	26,9%
Investissement brut	32,2%	29,2%

Source : Haut-Commissariat au Plan (56)

- ▶ **Une perte d'activité au niveau de certains secteurs économiques clés**
 - ❖ **Tourisme** : ce secteur a été profondément touché par la crise sanitaire. Selon l'Office des changes, les recettes voyages, principale composante des exportations de services, ont chuté de près de 54% entre 2019 et 2020 (51). Par ailleurs, les arrivées touristiques se sont repliées de près de 79% durant les 11 premiers mois de l'année 2020, comparativement à la même période de 2019 (52).
 - ❖ **Transport aérien** : avec 7.150.277 passagers en 2020 contre 25.075.095 passagers en 2019, le trafic aérien commercial international a enregistré, selon l'Office national des aéroports, la plus forte baisse (près de 72%) depuis au moins un quart de siècle. Pour sa part, le trafic aérien domestique a connu une diminution de l'ordre de 52% entre temps (53).
 - L'Association internationale du transport aérien estime la perte potentielle de revenus dans ce secteur au Maroc, en 2020, à environ 1,3 milliard de dollars.

LES EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE AU MAROC (4)

► Une aggravation du déficit budgétaire et par conséquent de l'endettement du Trésor public

- ❖ Fortement impactées par la récession économique, les recettes fiscales ont baissé de l'équivalent de 2,4% du PIB. Suite aux mesures prises au niveau de la Loi de Finances rectificative, le déficit budgétaire atteindrait 7,5% du PIB en 2020 contre 3,5% initialement prévu. La conséquence logique de ce déficit est l'augmentation du ratio de la dette directe du Trésor (hors dette garantie), laquelle devrait se situer autour de 77% du PIB en 2020, en hausse de 12 points par rapport à son niveau de 2019, selon le Ministère de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration.

► Une consolidation, cependant, des équilibres externes...

L'impact de la crise, sur le plan extérieur, demeure relativement limité. En effet, le déficit des échanges de biens et services s'est situé, à fin 2020, à 7,7% du PIB, soit un niveau bien inférieur à celui de l'année 2019 (-8,4%), selon l'Office des changes. Dans ces circonstances, le déficit du compte courant aurait diminué, selon Bank Al-Maghrib, de 4,1% du PIB en 2019 à 1,8% du PIB en 2020.

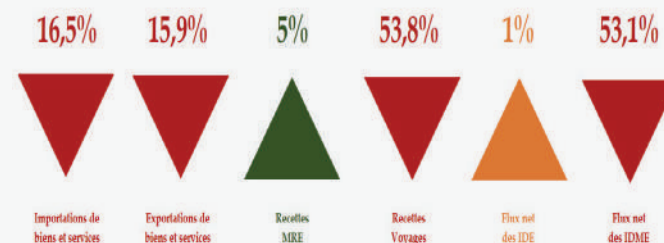
- ❖ Compte tenu des mobilisations des financements extérieurs par le Trésor et du tirage sur la ligne de précaution et de liquidité du Fonds monétaire international, les avoirs officiels de réserves ont représenté, à fin 2020, l'équivalent de 7,5 mois d'importations de biens et services contre 5,4 mois en 2019 (51).

- ❖ Ayant résisté au choc, les transferts de fonds effectués par les Marocains résidant à l'étranger ont enregistré une hausse de 5% entre 2019 et 2020 (51).
- ❖ Le flux net des investissements directs étrangers a affiché une légère hausse de 1% entre 2019 et 2020 (51).

► ... malgré la chute de la demande étrangère de 13% en 2020

- ❖ Les exportations de marchandises ont baissé, entre 2019 et 2020, de 7,5%. Les secteurs les plus touchés concernent l'aéronautique (-28,9%), l'activité minière, hors phosphates (-19,6%), le textile et cuir (-19,2%) ainsi que l'automobile (-9,3%) (51).

Figure 21 : Evolution en %, entre 2019 et 2020, de certains indicateurs clés des échanges extérieurs

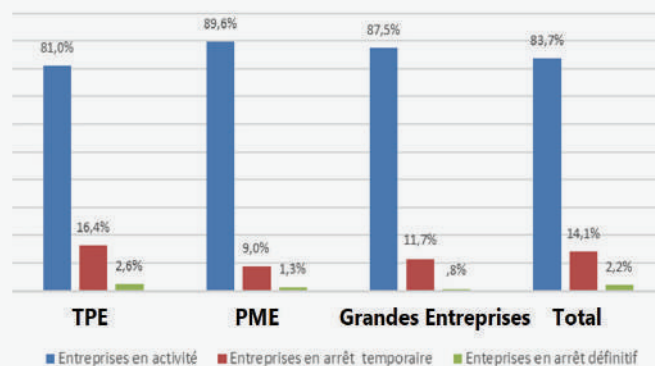


Source : Office des changes

Des répercussions directes de la crise sur la situation des entreprises...

- ▶ L'enquête sur l'évolution de l'activité des entreprises au cours du second semestre de l'année 2020, menée par le Haut-Commissariat au Plan (54), a mis en évidence les constats suivants :
 - ❖ 2,2% des entreprises sont en arrêt d'activité, définitif à fin 2020 et 14,1% sont en arrêt temporaire. L'arrêt définitif ou temporaire des activités a concerné plus les très petites entreprises (54).
 - ❖ Près de 30% des entreprises actives dans le domaine du transport, de l'entreposage, de l'hébergement et de la restauration restent, toujours, confrontés à des difficultés de reprise (54).
 - ❖ Par ailleurs, 10% et 7% des entreprises opérant, respectivement, dans le secteur des industries du textile et du cuir et celui de l'immobilier sont en arrêt définitif (54).

Figure 22 : Répartition des entreprises selon leur statut d'activité, par catégorie



Source : Haut-Commissariat au Plan

...ayant engendré une évolution négative des indicateurs du marché du travail

Selon les résultats de la même enquête (61), près de 38% des entreprises organisées ont déclaré que leurs effectifs employés auraient affiché une diminution au deuxième semestre de l'année 2020 par rapport à la même période de l'année 2019. Pour les PME et les TPE, cette proportion avoisine, respectivement, 34% et 40%.

- ❖ Le taux de réduction des effectifs employés a atteint plus de 50% chez la moitié des très petites entreprises, ayant déclaré une diminution de leurs effectifs.
- ▶ Le marché du travail en 2020 s'est caractérisé par la perte de 432.000 postes d'emplois contre une création de 165.000 postes en 2019. Cette perte a concerné tous les secteurs de l'activité économique : perte de 107.000, 273.000, 37.000 et 9.000, respectivement, au niveau des secteurs des services, de l'agriculture, forêt et pêche, de l'industrie, y compris l'artisanat et des bâtiments et travaux publics. A cet effet, le taux de chômage est passé de 9,2% en 2019 à 11,9% en 2020 au niveau national, de 12,9% à 15,8% en milieu urbain et de 3,7% à 5,9% en milieu rural (55).

...avec des perspectives non favorables sur les investissements futurs

- ▶ La vision des chefs d'entreprises en matière d'investissement a été influencée par la crise de la Covid-19 : près de quatre entreprises sur cinq ne prévoient aucun projet d'investissement en 2021 (54).

A RETENIR

- ▶ Dès la plus haute antiquité, les civilisations ont dû faire face à diverses flambées épidémiques qui ont souvent duré plusieurs années et fait des millions de morts.
- ▶ L'ampleur de la crise systémique majeure actuelle tient à un triple phénomène :
 - ❖ La peur de la maladie et de la perte des acquis, née des incertitudes, de l'isolement et de la perception diffuse, tacite, qu'une période de changements majeurs s'annonce.
 - ❖ Le grand confinement d'un tiers de la population mondiale pendant plusieurs semaines et l'impréparation des décideurs à des événements d'une telle ampleur et soudaineté.
 - ❖ La structure de l'interdépendance mondiale qui a révélé le poids déséquilibré de la Chine et la fragilité des chaînes de valeur mondiales.
- ▶ La pandémie de la Covid-19 risque, sur le plan politique, d'affecter les transitions en cours sur le continent, de provoquer un désastre économique, accompagné par un alourdissement de la dette externe de l'Afrique et d'effacer au moins cinq années de progrès dans la lutte contre la pauvreté.
- ▶ Pour le Maroc et en dépit de la réaction rapide face à la pandémie, le coût humain de la crise est important, ses répercussions sont fortes sur les secteurs économiques clés et sur les finances publiques mais son impact sur les équilibres externes reste maîtrisé.



Source: <https://www.bbc.com/news/in-pictures-52127945>



CHAPITRE 2

DES GERMES DE CHANGEMENT

P

ROBLEMATIQUE

La crise systémique engendrée par la pandémie de la Covid-19 résulte, en réalité, d'un processus global de changement, qui a commencé bien avant 2020.

Le confinement n'a fait que cristalliser le mécontentement latent, amplifié par le constat des dysfonctionnements révélés par la crise (inégaie redistribution des fruits de la croissance économique, politique sanitaire défailante, gestion sur le court terme des services publics, capitalisme effréné) et permettre aux aspirations émergentes de s'exprimer avec une force inattendue, dans toutes les couches de la société et dans tous les pays.

Les secousses de la crise financière de 2008, qui a entraîné un fort ralentissement de la croissance économique mondiale, n'ont pas été suffisamment fortes pour entraîner le changement de modèle économique et financier déjà attendu.

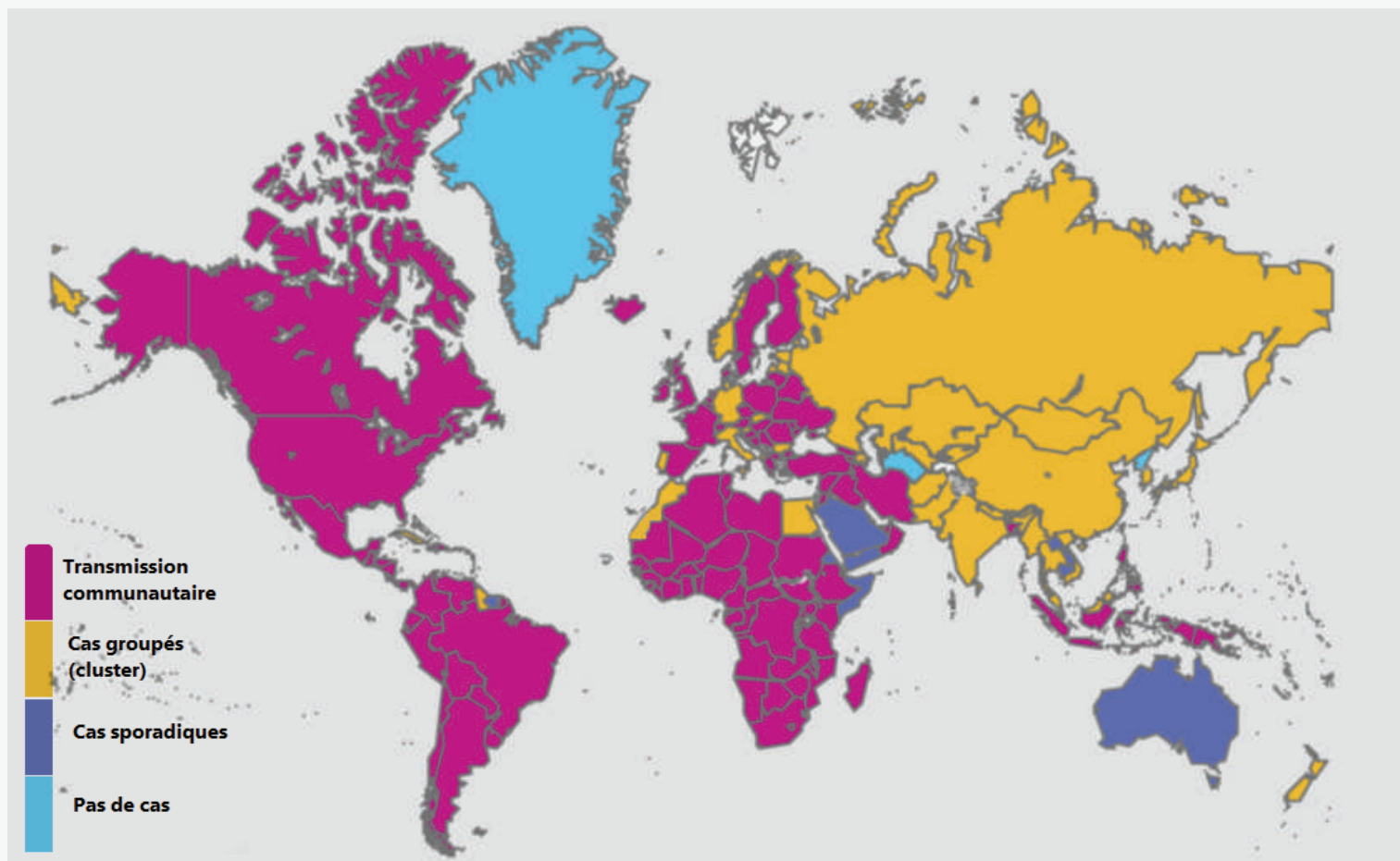
Aujourd'hui, à nouveau, cette attente se manifeste, plus forte que jamais mais plus radicale aussi.

Cette fois, ce ne sont pas seulement des réformes économiques qui sont espérées, mais une **refonte générale**, structurelle, de la civilisation occidentale qui s'est imposée au monde entier. Il est question ici d'en finir avec l'Anthropocène, de respecter la Nature, de réduire, voire abolir, les inégalités quelles que soient leurs formes, de respecter la dignité et la liberté de chaque être humain. Il est question de démocratie, de vivre-ensemble, de bien-être, de paix. Bref, en un mot : il s'agit tout simplement de changer de monde.

Toutefois, malgré les bonnes pratiques qui se mettent en place, le retour aux mauvaises habitudes est aisé, tant pour les citoyens que pour les gouvernants et les entreprises. Les réformes ont besoin d'être financées mais, dans un contexte de croissance limitée, les priorités s'imposent.

Les graines de changement que l'on observe actuellement auront-elles la possibilité de germer dans la difficile situation qui s'annonce ?

Figure 23 : Classification de la transmission de la Covid-19 par pays dans le monde



Source : Retraitement IRES_ WHO Coronavirus Disease (Covid-19) Dashboard, 30 décembre 2020

DÉSIRS DE CHANGEMENT

Aux origines

- ▶ Le monde agro-industriel, qui s'est développé depuis le néolithique sur l'ensemble de la planète, a fini par générer plus de dysfonctionnements que de progrès au cours du 20^{ème} siècle. Cette évolution a amorcé une nouvelle **transition** majeure dans l'histoire des civilisations humaines (56).
- ▶ Durant ce moment particulier de l'Histoire, au cours duquel le monde qui décline et celui qui émerge entrent en collision, la volatilité et la complexité s'accroissent, générant autant d'incertitude et d'ambiguïté (VUCA), tandis que nombre de tendances sont poussées à leur paroxysme. On parle alors d'un **monde post-normal** (57).
- ▶ Il s'agit d'un moment dangereux pendant lequel tout peut basculer, y compris ce que l'on croit le plus stable, car les forces de résistance au changement sont proportionnelles aux aspirations à un monde nouveau.
- ▶ La pandémie de la Covid-19 et le confinement qui s'en est suivi, constituent l'une de ces **turbulences** qui animent la Grande transition. D'autres viendront, issues du changement climatique, de la raréfaction des ressources, d'autres maladies. Il faudra changer significativement pour être capable de les affronter, à commencer par changer de paradigme dominant.

D

ESIRS DE CHANGEMENT (2)

Visions globales

- ▶ Ce moment de crise offre ainsi la formidable opportunité de changer de manière structurelle. En effet, la perception humaine, intuitive, de tels mouvements profonds au sein de l'évolution, tend naturellement à générer de nouvelles images du monde émergent, pour mieux s'y adapter.
- ▶ Depuis la dernière guerre mondiale, de nombreux mouvements de réflexion (principalement écologistes) ont à la fois alerté sur les dérives que nous connaissons aujourd'hui, comme la pollution ou la surconsommation des ressources naturelles et proposé des visions alternatives capables de guider un nouveau développement (développement durable, économie bleue, systèmes économiques locaux, ...).
- ▶ La pandémie semble, aujourd'hui, avoir permis d'atteindre une masse critique, regroupant à la fois les mécontents de la situation actuelle, les initiateurs de changements concrets (*changemakers*) et des penseurs suffisamment imaginatifs pour envisager de nouvelles alternatives globales et contribuer au changement de paradigme. Il ne reste plus qu'à convaincre les décideurs de la nécessité et de l'urgence de tels remaniements en profondeur.

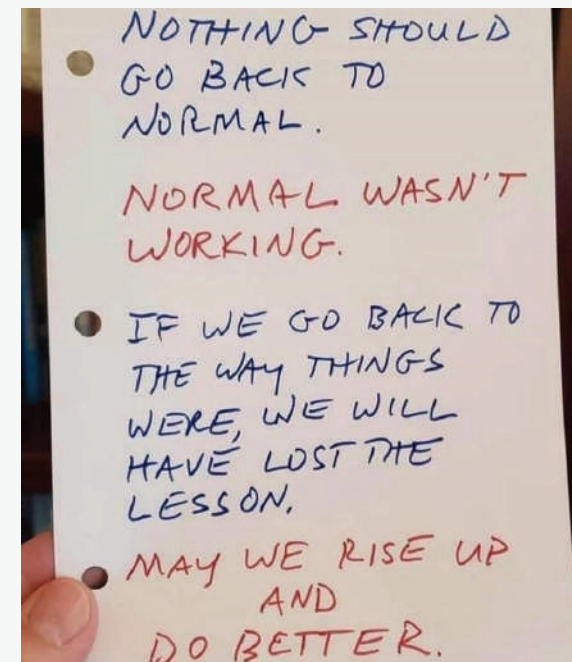
D

ESIRS DE CHANGEMENT (3)

Encadré 3 : Des temps post-normaux

- ▶ Tout ce qui était "normal" s'est maintenant évaporé ; nous sommes entrés dans des temps post-normaux, la période intermédiaire où les anciennes orthodoxies meurent, les nouvelles ne sont pas encore apparues et rien n'a vraiment de sens. Pour avoir une idée d'un futur viable, il faut saisir la signification de cette période de transition qui se caractérise par la complexité, le chaos et les contradictions. Ces forces propulsent et maintiennent des temps post-normaux menant à l'incertitude et à différents types d'ignorance qui rendent la prise de décision problématique et augmentent les risques pour les individus, la société et la planète.
- ▶ L'époque post-normale exige que nous abandonnions les idées de "contrôle et gestion" et que nous repensions les notions chères de progrès, de modernisation et d'efficacité. La voie à suivre doit être fondée sur les vertus d'humilité, de modestie et de responsabilité, condition indispensable pour vivre dans l'incertitude, la complexité et l'ignorance. Nous devons nous imaginer, au-delà des temps post-normaux, dans une nouvelle ère de normalité – grâce à une boussole éthique et un large éventail d'imaginations issu de la riche diversité des cultures humaines.

Ziauddin SARDAR,
traduit de "Welcome to postnormal times".
Futures, vol. 42, n° 5 (juin 2010), pp. 435-44



D

ESIRS DE CHANGEMENT (4)

L'entrée dans une nouvelle normalité

- ▶ Du chaos transitoire, qu'a entraîné la gestion de la pandémie et les incertitudes qui lui sont liées, a émergé une nouvelle normalité, dont certains aspects pourraient devenir durables. En voici quelques-uns (58).
 - ❖ **Le port du masque et la distanciation sociale.** Nouveaux outils de lutte contre le virus, ils rappellent la sécurisation durable (lieux de travail, aéroports) qui a suivi la crise du 9 septembre 2001. Les manifestations contre le port du masque (Etats-Unis, France, Canada, Royaume-Uni) ressemblent aux regroupements post-attentats destinés à braver les terroristes : pour conjurer la peur, il ne faut rien changer à nos modes de vie. Mais le virus ne se laisse pas impressionner.
 - ❖ **La fin du diktat de l'économie.** Les gouvernements doivent désormais trouver l'équilibre nécessaire entre santé des citoyens et santé de l'économie, l'une et l'autre étant désormais aussi létales.
 - ❖ **Le renversement de la puissance.** Dans cet exercice de funambule qu'est la gestion de la crise, l'Etat lent et bureaucratique, celui des " Grands pays " (Etats-Unis, Chine, Russie, Brésil, Inde) s'avère moins efficace que l'Etat souple et décentralisé, celui des " Petits pays " (Portugal, Irlande, Grèce, Taiwan, Nouvelle-Zélande...).
- ❖ **La mobilité contrainte.** Le rétablissement des contrôles, les restrictions d'entrée sur un territoire et les fermetures des frontières ont fortement restreint la mobilité caractéristique de la mondialisation, tant des biens que des personnes. La quarantaine, le couvre-feu et le confinement volontaire ont limité aussi les déplacements domestiques. Les voyages d'affaires, le tourisme international et la mobilité aérienne reviendront-ils à ce que l'on connaissait avant 2020 ? La Nouvelle-Zélande, par exemple, en mode " tolérance-zéro " de la Covid-19, n'ouvrirait ses frontières qu'en 2021 et dans le cadre d'une zone de sécurité dite " bulle de voyages ".
- ▶ Dans ce même mouvement de renversement des perspectives, une approche plus humaine semble l'emporter :
 - ❖ **Les travailleurs " invisibles "** (ouvriers, petits commerçants, éboueurs, personnel soignant) sont devenus les plus visibles.
 - ❖ **Santé, solidarité et confiance** deviennent des valeurs-clés, auxquelles il est attendu que le monde politique se conforme.
 - ❖ **L'économie du bien-être**, longtemps déconsidérée, a pris tout son sens durant le confinement (accompagnement sportif, diététique...) et s'impose plus encore aujourd'hui dans l'accompagnement des plus fragiles (personnes âgées, endeuillées ou précarisées notamment).

D

ESIRS DE CHANGEMENT (5)

- ▶ Ce nouveau regard posé sur le monde appelle à inventer une **nouvelle normalité** (59) qui en tienne compte, entre “ monde d’avant ” et “ monde d’après ” la Covid-19.
- ▶ Mais cette nouvelle normalité correspond à **une amélioration ponctuelle** de l’ancienne, sans qu’il y ait un changement substantiel du modèle de développement caractéristique de l’Anthropocène* :
 - ❖ Les GAFAM, renforcés par la crise, y ont toujours plus de poids.
 - ❖ La surveillance urbaine s’étend à la surveillance individuelle.
 - ❖ Le discours apaisant de “ retour rapide à la normale ” entretient le faux sens de certitude et de stabilité qui aveuglait déjà le monde d’avant.
 - ❖ Aucun enjeu majeur (pollution, biodiversité, alimentation, changement climatique, raréfaction des ressources, ...) n’a été résolu.
 - ❖ Aucune solution concrète n’a été apportée à la question la plus critique : comment éviter que deux mois de confinement de près de la moitié de la population mondiale mettent l’économie mondiale à genou et conduisent à une telle crise systémique ?
- ▶ Or, les **risques** encourus sont devenus plus pressants car ce modèle de développement a démontré ses limites et fragilités :
 - ❖ Aucune économie sur la planète ne pourra supporter une nouvelle crise de cette ampleur avant d’avoir eu le temps de se relever de celle-ci ; mais qui peut garantir aujourd’hui qu’aucune nouvelle catastrophe majeure ne surviendra dans les trois prochaines années ?
 - ❖ Dans un tel contexte d’incertitude, la science et l’ignorance marchent de pair (60), car le savoir antérieur, lorsqu’il n’existe aucun précédent, est d’une utilité toute relative. Comment alors développer de nouvelles capacités, propres à affronter l’ignorance et l’incertitude ?
 - ❖ Les frontières éthiques entre le normal et l’anormal se sont brouillées :
 - Dans certains pays, l’usage du confinement est sorti de son cadre sanitaire pour devenir un instrument politique.
 - Dans d’autres, les hôpitaux surchargés ont dû décider qui sauver et qui laisser mourir.
 - Partout il a fallu décider si la vie de quelques uns valait l’appauvrissement de milliers d’autres...

D

ESIRS DE CHANGEMENT (6)

Le recours à l'utopie

- ▶ La nouvelle normalité n'apporte donc pas les solutions radicales attendues pour que cette crise majeure ne se reproduise plus.
- ▶ Par ailleurs, le confinement a fait émerger un paradoxe intéressant : la distanciation sociale assure désormais la sécurité de l'individu, alors que celui-ci a plus que jamais besoin de ses proches pour, ensemble, se soutenir et s'entraider. Pour s'adapter à cette situation, la pensée globale du groupe et l'action locale de l'individu sont devenues essentielles.
- ▶ De manière inattendue car contraire au règne de l'économie mondialisée qui déconnecte les individus (compétition, familles éclatées, ubiquité), une **nouvelle prise de conscience** s'opère, selon laquelle, par exemple :
 - ❖ relocaliser une entreprise n'est pas seulement donner du travail à certains, mais c'est aussi en enlever à d'autres, à des milliers de kilomètres de distance,
 - ❖ selon les plus récents travaux en matière de neurosciences, les différences ne sont plus discriminantes mais enrichissantes, car fruits de la spécialisation d'une fonction cognitive-souche à partir des expériences de chacun. Ce qui interpelle les différences fondées sur la couleur ou le genre.
- ▶ Ainsi, le "déconfinement" des possibles commence par la lutte contre le *statu quo* (manifestations sociales par exemple) et contre le "ça ne marchera jamais", grâce à des expériences, souvent en marge du système actuel, qui essaient de trouver des moyens de sortir de celui-ci (fermes Songhaï au Bénin par exemple). Il est aussi marqué par le retour de **l'utopie** qui apparaît désormais, pour de nombreux groupes militants, comme "**le seul réalisme possible**" (61).
- ▶ En effet, l'horizon futur semble s'être rétréci à deux scénarios fortement contrastés (62) :
 - ❖ **L'effondrement** des sociétés humaines : une possibilité à laquelle les travaux de nombreux penseurs (63) ont préparé les esprits, d'où la collapsologie* (64) et le survivalisme* (65).
 - ❖ La construction d'un **monde meilleur**, sur des bases entièrement nouvelles, partant du constat d'échec de ce monde-ci et de la nécessité de tout repenser à partir de zéro (66).
- ▶ Néanmoins, si cette dernière hypothèse fait l'unanimité quant à la nécessité de résoudre les défis majeurs (inégalités, changement climatique, ...), la manière de procéder cristallise les oppositions, des tenants de la décroissance jusqu'aux partisans d'une accélération technologique (67).

D

ESIRS DE CHANGEMENT (7)

Quelques aspirations saillantes

- ▶ De nombreuses aspirations se sont manifestées au cours du premier semestre 2020, reprenant principalement des idées existantes, reflets inversés des critiques faites au monde actuel. Trois grands thèmes se distinguent.
- ▶ **Mieux vivre.** Ce concept multiforme touche à tous les domaines de l'activité humaine :
 - ❖ En priorité : la recherche du **bonheur**, corollaire du sens donné à sa vie et à ses actes mais aussi au monde dans lequel on vit (68).
 - ❖ Un meilleur équilibre entre le temps de travail, le temps avec ses proches et le temps pour soi ainsi qu'un besoin de **lenteur** : nécessité de mettre fin à la "fuite en avant d'un monde où la vitesse tient lieu de seul marqueur de réussite" (69), source de mal-être (*burn out**, *nolife**) et de ségrégation (stigmatisation de l'individu "lent").
 - ❖ Une plus grande attention portée au **corps** – exercice physique, qualité de l'alimentation et de l'environnement direct (air, bruit, odeurs, ...) – et plus largement au **développement personnel**.
 - ❖ Un **vivre-ensemble** épanoui : respect de l'intimité, plaisir de l'être-ensemble (convivialisme*), refus des apparences (notamment vestimentaires), solidarité et confiance mutuelle, relations familiales fortes. (70)
 - ❖ Une **consommation raisonnée** : vivre mieux avec moins, se libérer du superflu, recycler, privilégier l'écomobilité* (71).
- ❖ Le respect intangible des **différences**, voire leur valorisation, pour en finir avec les castes, qu'elles soient visibles (Inde) ou invisibles (Etats-Unis), stigmatisant les différences (72).
- ❖ D'autres modes de **travail** : plus d'autonomie et de flexibilité, plus de collaboration et moins de concurrence.
- ▶ **Vivre libre en sécurité.** Derrière cette expression se cache une aspiration globale, aussi diverse :
 - ❖ Une **sécurité** systémique : sanitaire (soins de qualité pour tous), existentielle (respect de la personne, dignité, protection contre l'arbitraire), économique (couverture sociale), informationnelle (transparence, information), politique (protection de l'Etat de droit, paix).
 - ❖ La **démocratie** conçue comme le pouvoir au service du peuple : l'ordre établi ne peut subsister que s'il est "juste", c'est-à-dire si le seul véritable devoir du gouvernant – s'assurer du bien-être de son peuple – est accompli.
 - ❖ La réduction des **contraintes** qui limitent injustement la liberté humaine (bureaucratie, généralisation) et peuvent même être considérées comme des "points d'agression" (to-do-list irréalisable, besoin de toujours plus, optimisation, ...) (73).
 - ❖ Une **école** qui développe l'enfant au lieu de le subordonner, qui favorise la compréhension plutôt la seule mémorisation, qui explique les idéologies au lieu de les imposer, au profit d'une réduction des inégalités et d'une biodiversité culturelle accrue.

De nouveaux modes de travail et au-delà

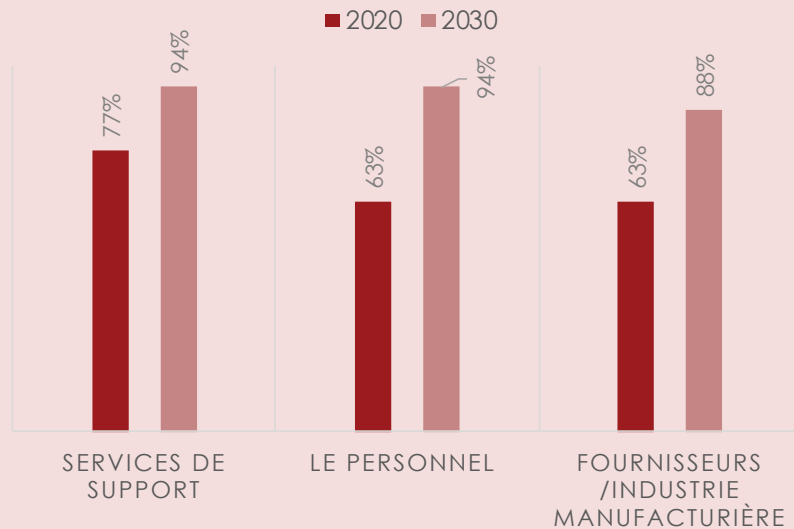
Le confinement imposé par la Covid-19 a conduit à plusieurs constats importants, sinon nouveaux.

- ▶ Le **travail à distance** est possible pour certains, selon le type de travail effectué (travaux administratifs ou de service), mais pas pour tous, considérant les conditions familiales des travailleurs (dimension du logement, tranquillité, ...).
- ❖ Parmi les acquis positifs de cette période : un partage accru des tâches domestiques et familiales chez les couples biactifs* ; une attention plus grande portée à la scolarité des enfants (elle aussi à distance).
- ❖ Parmi les aspects négatifs : les ménages modestes n'ont généralement pas pu recourir au télétravail, du fait de la nature de leur activité (ouvriers, agriculteurs, artisans, commerçants) ou de leurs conditions de vie (enfants en bas âge, ...). De ce fait, ils ont non seulement été davantage exposés au virus mais ont connu une baisse importante de revenus.
- ❖ Pour les entreprises, la réduction des déplacements des travailleurs internationaux a constitué une aubaine financière. Si cette réduction venait à se pérenniser, le volume de personnel nécessaire pourrait s'en trouver réduit, contribuant ainsi à l'aggravation du chômage post-pandémie.

- ▶ Du côté des Etats, l'idée d'un **revenu universel de base** versé à tous les citoyens fait son chemin (74). Il pourrait permettre de répondre à la sévère récession occasionnée par la pandémie de la Covid-19, en élargissant le filet social aux auto-entrepreneurs, aux salariés à temps partiels et aux travailleurs informels.
- ❖ En faveur des plus pauvres, l'Italie dispose déjà d'un revenu de citoyenneté et l'Espagne vient de créer un revenu minimum vital. En Ecosse la discussion avec le gouvernement britannique est déjà en cours. En France, un appel à la mise en place d'un " socle citoyen " a été signé. Selon une étude (75), après le confinement, 70 % des Européens soutiennent le concept du revenu universel de base.
- ❖ Afin de mieux renforcer la capacité de ciblage des catégories vulnérables et des pauvres auxquels sont destinés les aides sociales, le Maroc met en place le Registre Social Unique, qui sera opérationnel à partir de 2022.
- ❖ Dans le monde entier, la réflexion sur le sujet suit son cours, devenant chaque jour moins invraisemblable. De nombreux gouvernements ont les yeux rivés sur sa mise en place en Espagne, la plus large expérimentation à ce jour (76).
- ❖ Car, au-delà du filet social qu'il peut représenter, une mise en place temporaire du revenu universel de base permettrait de procéder à une refonte complète du système économique : en prenant en charge les travailleurs occupant des postes voués à disparaître, elle permettrait d'automatiser plus rapidement le système productif et de créer de nouveaux emplois plus écologiques (77).

De nouveaux modes de travail et au-delà (2)

Figure 24: Demande croissante pour des travailleurs free-lance de la part des entreprises



Source : Traitement IRES ; Données Roland BERGER

► Vers la *GIG economy** ?

- ❖ Enfin, le confinement a été propice à de nouveaux **modes de vie** ou à des remises en question profondes qui ont conduit certains à démissionner. Parmi les motifs évoqués : retrouver un rythme de vie moins stressant (télétravail, freelancing*), continuer à s'occuper de sa famille, s'installer dans un lieu plus sain...
- ❖ Dans les entreprises, la demande pour les **travailleurs free-lance** (Gig Economy) est en croissance, reflétant l'extrême incertitude dans laquelle celles-ci se trouvent (78).
- ❖ Ainsi s'opère une **conjonction** entre une aspiration à de nouveaux modes de travail (autonomie) et la volonté de recourir à des travailleurs à la mission (flexibilité).
- ❖ Il ne manque plus que le **prérequis** nécessaire pour la *Gig economy* se généralise : des plateformes plus " workers-friendly " et un véritable protection sociale.

DÉSIRS DE CHANGEMENT (8)

- ▶ **Sortir de l'Anthropocène.** Renforcée par le retour de la vie sauvage (faune et flore) et l'amélioration de la qualité de l'air dans les villes désertées, cette aspiration, sans doute la plus systémique, englobe :
 - ❖ une nouvelle relation à la Nature, fondée sur le concept de **santé planétaire**, plus respectueuse des équilibres écosystémiques (pollution, surconsommation des ressources), plus étroite au quotidien (espaces verts, circuits courts), plus apaisée (source de relaxation), ouvrant même la voie à de possibles " droits de la Nature " analogues aux droits de l'Homme (79),
 - ❖ un désir tangible de passer à l'action : l'**écologie** reprend droit de cité (80), mue par :
 - le lien établi entre la Covid-19 et les atteintes à la Nature – déforestation et perte de biodiversité-, qui accroissent les maladies infectieuses (81),
 - la prise de conscience que la crise actuelle pourrait se reproduire rapidement compte-tenu des impacts du changement climatique (82),
 - le fait que la moitié du PIB mondial est dépendant de la Nature et que chaque dollar dépensé dans la restauration écosystémique peut produire au moins 9 dollars d'avantages économiques (81),
 - la prise de parole d'une nouvelle génération, plus préoccupée par l'environnement et plus impliquée que les précédentes (83).

Encadré 4 : La santé planétaire

Dans cette période de l'Anthropocène, les activités humaines provoquent des bouleversements environnementaux planétaires, affectant le climat et la biodiversité, qui, en retour, font peser des menaces nouvelles sur la santé humaine.

Le concept de santé planétaire est fondé sur la compréhension que santé, bien-être et civilisation humaines dépendent de systèmes naturels florissants et de leur bonne gestion. Ceux-ci sont en train d'être dégradés à une vitesse et une échelle sans précédent dans l'histoire humaine.

Les rapports de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques et du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) montrent que des risques nouveaux, directs et indirects, pour la santé et la sécurité humaine ne feront que croître si nous ne choisissons pas de transformer nos modes de développement, pour permettre à tous de vivre dignement, en réduisant la pression sur les écosystèmes, en agissant pour limiter et réduire les vulnérabilités et expositions et en réduisant, de manière volontaire et tenace, les émissions de gaz à effet de serre.

*Valérie MASSON-DELMOTTE,
Co-présidente du groupe de travail du GIEC
sur les bases physiques du changement climatique*

DÉSIRS DE CHANGEMENT (9)

De l'envie à l'action

- ▶ L'envie de **changement** est bel et bien là. Un nouveau modèle de développement s'esquisse : plus durable, plus décentralisé (systèmes économiques locaux), plus frugal et biomimétique (économie bleue), plus lent et respectueux des différences, plus attentif aux autres... Il évoque un monde idéal de territoires autonomes mais interdépendants, plus sûrs et plus sains que les grandes agglomérations, entretenant des relations étroites et responsables avec la Nature (84). Il voudrait inspirer :
 - ❖ une économie débarrassée des travers de l'ultralibéralisme, voire du capitalisme, qui en aurait fini avec la prédation,
 - ❖ des politiques publiques plus humaines, plus justes, plus protectrices, sources de sûreté et de liberté. (Cf. Encadré 5 :Une exigence de changement antérieure à la crise)
 - ❖ des technologies plus accessibles, plus *low tech*.
- ▶ Déjà de **bonnes pratiques** (cf. "en marche 2, 3 et 4") s'en inspirent, dans le feu de la relance, sous la pression multiple d'un avenir économique incertain, de politiques démonstratives et d'un marketing devenu la clé de la survie tant politique qu'économique.

Bonnes pratiques

- ❖ La Vision Royale du Maroc
- ❖ Le Green New Deal européen
- ❖ La pandémie, un déclencheur au Nord... comme au Sud
- ❖ Des avancées africaines tous azimuts



Maroc : Vision Royale

L'état d'urgence et le confinement général

“ [...] L'intérêt bienveillant que Je porte à la santé de chaque citoyen marocain et à la sécurité de sa famille est à l'aune de mes préoccupations à l'égard de mes propres enfants et de ma propre famille... ”

“ ... Ce n'est pas de gaieté de cœur que Nous avons choisi d'adopter une combinaison de résolutions difficiles, voire rudes parfois. Nous avons été guidés en cela par une double priorité : protéger les citoyens et agir dans l'intérêt supérieur de la Nation. ” (Extraits du Discours de Sa Majesté Le Roi à l'occasion de la Fête du Trône, le 29 juillet 2020)

- ▶ L'état d'urgence et le confinement général ont été mis en place depuis le 20 mars 2020, accompagnés de la fermeture des écoles et universités le 13 mars, des lieux de culte le 17 mars et des lieux de loisirs et divertissement. Le déconfinement a débuté le 10 juin, cependant, l'état d'urgence était restée, toujours, en vigueur à la fin de l'année.
- ▶ Fermeture des frontières et suspension des liaisons aériennes à partir du 9 mars 2020. Le Royaume a rouvert partiellement le 14 juillet 2020 ses frontières aux étrangers avec des conditions particulières.
- ▶ Instauration de l'obligation du port de masque, entrée en vigueur le 7 avril 2020.

Les mesures pour contrecarrer la pandémie

“ Nous avons orienté le gouvernement pour qu'il appuie la résilience des secteurs touchés, qu'il préserve les emplois et soutienne le pouvoir d'achat des ménages restés sans moyens de subsistance ”. (Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi à l'occasion de la Fête du Trône, le 29 juillet 2020)

- ▶ Ainsi, sur Hautes Instructions Royales, un **Fonds spécial pour la gestion de la pandémie de Coronavirus** a mobilisé 33,7 milliards de dirhams, dont 10 milliards émanant du budget de l'Etat, le reste provenant de diverses donations : 24,65 milliards de dirhams ont financé des mesures d'appui social et l'achat du matériel médical nécessaire et 5 milliards de dirhams ont été affectés à la relance économique.
- ▶ A fin juillet 2020, ce fond a permis de couvrir 2,2 milliards de dirhams de dépenses du secteur de la santé, 22,4 milliards de dirhams d'aides financières au profit de 6 millions de ménages (salariés affiliés à la Caisse nationale de sécurité sociale et ménages travaillant dans le secteur informel), en plus d'un engagement de 5 milliards de dirhams vis-à-vis de la Caisse Centrale de Garantie pour couvrir le risque de défaut des entreprises bénéficiaires de la garantie, dans le cadre du dispositif “ Damane Oxygène ”.

Maroc : Vision Royale (2)

- ▶ Un **Comité national de veille économique** a été mis en place, avec comme objectif principal le suivi de l'évolution de la situation économique à travers des mécanismes rigoureux de suivi et d'évaluation ainsi que l'identification des mesures appropriées en termes d'accompagnement des secteurs affectés par la crise :
 - ❖ Allègement des charges : la suspension du paiement des charges sociales, l'octroi de la possibilité du report du dépôt des déclarations fiscales pour les entreprises avec un chiffre d'affaires inférieur à 20 millions de dirhams et la suspension des contrôles fiscaux et des Avis Tiers Détenteurs.
 - ❖ Soutien de la trésorerie des entreprises : mise en place, le 26 mars 2020, d'un nouveau mécanisme de garantie de trésorerie exceptionnel en faveur des entreprises impactées par la crise "**Damane Relance et Oxygène**", auprès de la Caisse centrale de garantie. A fin décembre 2020, près de 53 milliards de dirhams ⁽⁸⁵⁾ de crédits garantis ont été accordés pour la relance des entreprises.
 - ❖ Soutien à l'accès au crédit bancaire notamment à travers la baisse du taux directeur principal de la Banque centrale de 2,25% à 1,5%.
- ▶ **Sur le plan social : 70% des ménages marocains ont reçu une aide financière :**
 - ❖ Secteur formel : versement d'une indemnité mensuelle de 2000 dirhams, assurée par la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), aux salariés en arrêt total ou temporaire de mi mars à fin juin : près de 900.000 salariés affiliés à la CNSS ont été indemnisés. Pour les employés du secteur touristique, cette indemnité a concerné, également, le second semestre de 2020 ⁽⁸⁶⁾.
 - ❖ Secteur informel : lancement de l'opération "**Tadamon**" pour venir en aide aux ménages opérant dans le secteur informel : le montant de cette aide a été fixé à 800 dirhams pour les ménages de deux personnes ou moins, à 1 000 dirhams pour les ménages de trois à quatre personnes et, enfin, à 1 200 dirhams pour les ménages de plus de quatre personnes. Au total, un montant de près de 16,5 milliards de dirhams a été mobilisé depuis le lancement de cette opération en mars 2020, au profit de près de 5,5 millions de ménages ⁽⁸⁷⁾.

Maroc : Vision Royale (3)

Une vision prospective globale, avec trois axes forts

“ ... Notre travail ne consiste pas seulement à contrecarrer la pandémie. Il vise aussi à remédier à ses répercussions économiques et sociales dans le cadre d'une vision prospective globale mettant à profit les enseignements tirés de la période en cours... ”

“ ... Cette crise (...) a également mis en évidence un certain nombre d'insuffisances qui touchent plus particulièrement le domaine social : comme la dépendance de certains secteurs aux aléas extérieurs, la taille du secteur informel et la faiblesse des réseaux de protection sociale, notamment à l'égard des franges de la population en situation de grande précarité.

Ces constats ainsi mis en exergue, il nous appartient de saisir l'opportunité de redéfinir l'ordre des priorités, d'asseoir les bases d'une économie forte et compétitive et de construire un modèle social plus inclusif... ” (Extraits du Discours de Sa Majesté Le Roi à l'occasion de la Fête du Trône, le 29 juillet 2020)

1^{er} axe : Une ambitieuse politique de relance économique post-crise, de type New Deal :

“ ...Initier un plan ambitieux de relance économique pour permettre aux secteurs de production de se remettre d'aplomb, d'accroître leur capacité à créer des emplois et à préserver les sources de revenu. ”

“ ...Mobiliser tous les moyens disponibles en termes de financements, de dispositifs d'incitation et de mesures de solidarité, en vue d'accompagner les entreprises, essentiellement les petites et les moyennes qui constituent le maillon central du tissu économique national. ” (Extraits du Discours de Sa Majesté Le Roi à l'occasion de la Fête du Trône, le 29 juillet 2020)

Maroc : Vision Royale (4)

► Mesures pour la relance économique

- ❖ **Pacte pour la relance économique et l'emploi 2020/2021** : mobilisation de 120 milliards de dirhams, soit 11% du PIB, pour accompagner le " Pacte pour la relance économique et l'emploi" du 8 août 2020, dont 75 milliards de dirhams de crédits garantis par l'Etat (" Damane Relance ") et 45 milliards de dirhams affectés au Fonds Mohammed VI pour l'Investissement, dont la création a été annoncée à l'occasion du Discours du Trône du 29 juillet 2020.

Ce fonds a pour vocation de jouer " un rôle de premier plan dans la promotion de l'investissement et le relèvement des capacités de l'économie nationale. Il interviendra pour doter les secteurs productifs du soutien nécessaire et pour financer et accompagner les grands projets envisagés, dans le cadre de partenariats public-privé...

...Le Fonds s'appuiera, dans ses interventions, sur des fonds sectoriels spécialisés qui lui sont rattachés.

Parmi ces domaines, citons la restructuration industrielle, l'innovation et les activités à fort potentiel, les petites et moyennes entreprises, les infrastructures, l'agriculture, le tourisme.... " (Extraits du Discours Royal prononcé au Parlement, le 9 octobre 2020)

- En application des Hautes Instructions Royales, ce pacte vise à relancer la dynamique économique, sauvegarder et promouvoir l'emploi, accélérer le processus de formalisation de l'économie et promouvoir la bonne gouvernance.
- Adoption de mesures de soutien en faveur des jeunes : Intelaka 2.0 ; exonération de l'impôt sur le revenu pour favoriser le recrutement de jeunes âgés de moins de 35 ans.
- ❖ **Contrat programme 2020-2022 de " Relance du secteur touristique en phase post-Covid19 "** : a été lancé le 6 août 2020 avec pour objectifs de contrecarrer les effets graves de la crise sur le secteur, de préserver le tissu économique et l'emploi, d'accélérer la phase de redémarrage post confinement et de transformer durablement le secteur. Le 8 septembre 2020, la Caisse nationale de sécurité sociale a ouvert un portail dédiée aux salariés du secteur touristique qui souffrent de l'impact de la crise. Cette plateforme vise à permettre aux entreprises du secteur de bénéficier d'une indemnité de 2000 dirhams (financée par le Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus), qui a été servie durant la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2020.

Maroc : Vision Royale (5)

2^{ème} axe : Une réforme profonde du secteur public

“ ...Par ailleurs, une réforme profonde du secteur public doit être lancée avec diligence pour corriger les dysfonctionnements structurels des établissements et des entreprises publics, garantir une complémentarité et une cohérence optimales entre leurs missions respectives et, in fine, rehausser leur efficacité économique et sociale.

A cette fin, Nous appelons à la création d'une Agence Nationale dont la mission consistera à assurer la gestion stratégique des participations de l'Etat et à suivre la performance des établissements publics... ” (Extraits du Discours de Sa Majesté Le Roi à l'occasion de la Fête du Trône, le 29 juillet 2020)

3^{ème} axe : La promotion du développement et l'instauration de la justice sociale et spatiale

“ ... Notre aspiration prioritaire est d'assurer la protection sociale à tous les Marocains. Et Notre détermination est qu'à terme Nous puissions en faire bénéficier toutes les franges de la société... ” (Extrait du Discours de Sa Majesté Le Roi à l'occasion de la Fête du Trône, le 29 juillet 2020)

► La généralisation de la couverture sociale “ se décline en quatre axes clés :

Premièrement : étendre, d'ici la fin 2022 au plus tard, la couverture médicale obligatoire, de sorte que 22 millions de bénéficiaires additionnels accèdent à l'Assurance maladie de base qui couvre les frais de soins, de médicaments, d'hospitalisation et de traitement.

Deuxièmement : généraliser les allocations familiales qui bénéficieront ainsi à près de sept millions d'enfants en âge de scolarité, au profit de trois millions de familles.

Troisièmement : élargir la base d'adhérents au système de retraite en y incorporant environ cinq millions de Marocains parmi la population active non titulaire d'un droit à une pension.

Quatrièmement : généraliser l'accès à l'indemnité pour perte d'emploi au profit des Marocains ayant un emploi régulier. ” (Extrait du Discours Royal prononcé au Parlement, le 9 octobre 2020)

Maroc : Vision Royale (6)

- ▶ Elle constitue un levier essentiel d'**insertion du secteur informel** dans le tissu économique national. Ce projet sera réalisé dans un délai de 5 ans grâce à :
 - ❖ “ une vision pragmatique globale ” incluant “ le planning, le cadre légal ainsi que les options de financement ”,
 - ❖ “ une bonne gouvernance reposant sur un dialogue social constructif ”,
 - ❖ un dispositif “ guidé par les principes de probité, de transparence, de droit et d'équité ”, pour “ prévenir tout dérapage ou instrumentalisation à des fins politiques ”. (Extraits du Discours de Sa Majesté Le Roi à l'occasion de la Fête du Trône, le 29 juillet 2020)

La prochaine étape exige de mutualiser les efforts de tous les Marocains, afin de relever les défis à venir.

▶ Les Orientations stratégiques en matière sanitaire

“Nous saisissons [...] l'occasion de cette conférence pour réaffirmer Notre volonté constante d'inscrire la promotion du secteur de la santé parmi les grands chantiers essentiels du pays. Ceci tient à Notre conviction que le droit d'accès aux services de santé, qui a été consacré par la nouvelle Constitution du Royaume, constitue un des piliers majeurs pour la consolidation de la citoyenneté dans la dignité et pour la réalisation du développement humain global et intégré que Nous souhaitons pour Notre pays.”

“Il s'agit, également, d'apporter des réponses efficaces, notamment aux problématiques se rattachant à la mise en œuvre du droit constitutionnel aux soins, à l'attention, à la couverture médicale et à la sécurité sanitaire, ainsi qu'à l'adoption d'une bonne gouvernance sanitaire et à l'amélioration de la santé psychique et mentale et de la santé des personnes à besoins spécifiques et des personnes âgées. Il est question également d'explorer les moyens idoines pour assurer les financements nécessaires, aux niveaux national et international, de développer le régime de mutuelle et de réduire les disparités entre les régions pour garantir l'accès équitable aux soins.” (Extrait du Message Royal prononcé lors de la 2^{ème} conférence sur la santé, le 1^{er} juillet 2013)

Maroc : Vision Royale (7)

“Nous appelons à examiner la possibilité que certains secteurs et professions, non autorisés actuellement aux étrangers, comme la santé, soient ouverts à des initiatives de qualité et à des compétences de niveau mondial, à condition qu’elles contribuent à un transfert de savoir-faire au pays et à la création d’emplois adaptés aux potentialités de la jeunesse marocaine.” (Extrait du Discours Royal prononcé à l’ouverture de la 1^{ère} session de la 3^{ème} année législative de la 10^{ème} législature, le 12 octobre 2018)

“Comme vous le savez, cette crise présente de persistantes conséquences sanitaires, économiques, sociales et psychologiques. Dans ces conditions, pour préserver la santé et la sécurité des citoyens, il est primordial de faire preuve d’une opiniâtre vigilance et d’un engagement résolu en apportant au secteur sanitaire un soutien indéfectible. Il importe d’œuvrer, concomitamment, à la stimulation de l’activité économique et au renforcement de la protection sociale”.(Extraits du Discours Royal prononcé au Parlement, le 9 octobre 2020)

“Conformément aux Hautes Instructions Royales, cette campagne de vaccination sera gratuite pour l’ensemble des citoyens.

Elle se déroulera de façon progressive et par tranches et bénéficiera à l’ensemble des citoyens Marocains et résidents dont l’âge varie entre 17 ans à plus de 75 ans. Ce qui permettra d’atteindre les niveaux escomptés d’immunisation collective et de protéger la population contre cette pandémie.

Sa Majesté Le Roi, Que Dieu L’assiste, donnera le démarrage effectif de cette campagne de vaccination ce jeudi 28 janvier. “ (Communiqué du Cabinet Royal du 27 janvier 2021: Lancement de la campagne nationale de vaccination gratuite contre la Covid-19)

Maroc : Vision Royale (8)

► Les mesures sanitaires pour faire face à la pandémie de la Covid-19

- ❖ Réorganisation des centres hospitaliers : création de cellules de suivi de la pandémie au sein des hôpitaux.
- ❖ Mobilisation du personnel médical et paramédical des Forces Armées Royales ainsi que de leurs services sociaux.
- ❖ Mobilisation de plusieurs hôtels pour le personnel médical de la santé publique et militaire.
- ❖ Accroissement de la capacité hospitalière, avec l'installation d'hôpitaux de campagne et le réaménagement des établissements publics et de la capacité litière, avec l'acquisition, à fin mai 2020, de 1000 lits de réanimation (88). En outre, à fin août 2020, après la dynamique lancée autour de la production de masques de protection, le Royaume a pu développer son premier lit de réanimation 100% marocain, avec comme objectif de couvrir, à terme, la demande locale et de fournir, éventuellement, à d'autres pays, notamment africains.
- ❖ Extension importante de l'infrastructure de dépistage, dans une première étape de l'Institut Pasteur vers les centres hospitaliers universitaires et dans une seconde étape vers les laboratoires agréés du secteur privé. Selon le Ministère marocain de santé, près de 4,5 millions de tests ont été effectués au Maroc entre le 2 mars et le 30 décembre 2020, avec une moyenne quotidienne de près de 18 000 tests durant les 3 derniers mois.

- ❖ Signature, le 18 septembre 2020, d'un mémorandum d'entente pour l'acquisition de vaccins anti-Covid19 et planification pour la mise en place d'une campagne massive de vaccination contre la Covid-19, ayant débuté fin janvier 2021. Cette campagne vise, selon un schéma vaccinal en deux injections, la population âgée de 17 ans et plus, qui est estimée à 25 millions de personnes.
 - Dans un premier temps, la priorité est accordée aux personnels de première ligne, à l'instar des professionnels de la santé, des agents d'autorité, des forces de sécurité et du personnel de l'éducation nationale, ainsi qu'aux personnes âgées de 75 ans et plus et aux personnes vulnérables. Dans un second temps, la vaccination sera élargie au reste de la population cible.
 - Avec 5,7 millions de personnes vaccinées au 13 mars 2021 (4,2 millions pour la première dose et 1,5 millions pour les deux doses) (89), le Royaume est dans le top 15 des pays les plus avancés en termes de vaccination contre la Covid-19 (90).

Le Green New Deal européen

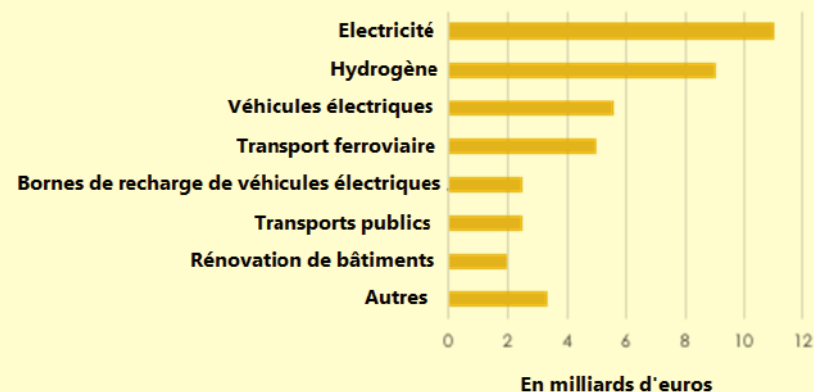
Union européenne

- ▶ L'Union européenne a proposé, pour relancer son économie après la crise de la Covid-19, un pacte vert (green new deal). Celui-ci a pour objet, entre autres, de promouvoir la transition énergétique et la rénovation urbaine ainsi que le lancement d'une future économie de l'hydrogène (91).
- ▶ 30 % des dépenses engagées dans le cadre du plan de relance de 750 milliards d'euros devront cibler le changement climatique afin d'atteindre l'objectif d'une neutralité carbone en 2050.
- ▶ Une taxe communautaire sur les plastiques à usage unique sera perçue dès 2021. D'autres mesures (taxe carbone, réforme des " marchés à polluer ") seront débattues en 2021 (92).

Allemagne

- ▶ Le plan de relance post-Covid d'un montant de 130 milliards d'euros reflète les appels généralisés à une " reprise verte ".
 - ❖ Un tiers de ce montant servira à bannir le charbon d'ici 2038 et réduire les émissions de CO₂, grâce aux énergies renouvelables.
 - ❖ 5,6 milliards d'euros seront consacrés aux véhicules électriques
 - ❖ 9 milliards d'euros seront injectés dans le développement de l'hydrogène, une source d'énergie qui pourrait alimenter l'industrie de demain (93).

Figure 25 : Transition verte
Un tiers du plan de relance allemand est destiné à réduire les émissions de gaz à effet de serre



Source : Traitement IRES des données de Bloomberg

Le Green New Deal européen (2)

France

- ▶ Parmi les grandes priorités du plan de relance en France, figure la transition écologique : 20 milliards d'euros (au 24 août 2020) (92).
- ▶ L'industrie aéronautique française pourrait jouer un rôle central dans la décarbonation du trafic aérien mondial :
 - ❖ Pour réduire son impact environnemental – à la demande du gouvernement qui y conditionne son aide de 7 milliards d'euros - Air France procédera au recul de 40% de son offre sur les vols nationaux français d'ici à fin 2021, au profit du rail et de 50 % de ses émissions de CO₂ à l'horizon 2030 (94).
 - ❖ 1,5 milliards d'euros seront investis d'ici 2023 pour faire de la France l'un des pays les plus avancés dans les technologies de l'avion propre (réduction de la consommation en carburant, électrification des appareils, transition vers des carburants neutres en carbone comme l'hydrogène) (95).

▶ Secteur automobile (96) :

- ❖ Création du Fonds d'avenir pour l'automobile doté de 1 milliard d'euros, destiné à la modernisation et la numérisation des chaînes de production, à la transformation écologique de la filière automobile et à l'innovation, dont 200 millions d'euros pour la modernisation et la décarbonation de l'outil productif
- ❖ D'ici 2025, la production de véhicules électriques, hybrides rechargeables ou hybrides sera portée à 1 million de véhicules.
- ❖ D'ici 2023, 1 milliard d'euros seront investis en France par les grands équipementiers dans les technologies de la transition énergétique (batteries, chaînes de traction électriques, technologies hydrogène).
- ❖ Achats publics : fixation d'un objectif de 50% de véhicules électriques, hybrides ou à hydrogène dans les flottes publiques et déploiement de bornes de recharge électrique.

La pandémie, un déclencheur au Nord

Au cours de cette pandémie, nombre de faits impossibles sont devenus possibles grâce, non pas aux technologies, mais à des changements de vision ou de comportement.

- ▶ A Moneygall, en Irlande, des drones délivrent désormais des médicaments sur ordonnance et des produits alimentaires essentiels directement aux portes des foyers, évitant ainsi que les personnes vulnérables ne sortent (97).
- ▶ En Europe, 16 grandes banques européennes ont lancé une nouvelle solution de paiement paneuropéenne unifiée, basée sur la technologie des transactions instantanées, à la fois carte bancaire, portefeuille numérique et solution de paiement direct entre particuliers, disponible en 2022 (98).
- ▶ Dans le monde, les GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon), habituellement si opposés à interférer avec les contenus qu'ils véhiculent, se sont mis à lutter contre la désinformation, de la communication massive des messages de santé officiels à la suppression des messages exprimant manifestement de *fake news* (99).
- ▶ En France, 400 000 entreprises de l'économie sociale et solidaire* (soit 3 millions d'emplois) ont créé le collectif " Nous Sommes Demain " pour réclamer la généralisation de l' " économie souveraine, résiliente et plus juste " qu'ils ont construite (100).
- ▶ Dans le monde entier, les principes de l'innovation frugale ont conduit au développement de respirateurs de fortune -par des institutions académiques telles que MIT ou encore par des entreprises, à l'instar de Decathlon et du groupe OCP-, de solutions de télémédecine (Best Buy, Cisco). Des grandes compagnies ont su ainsi réadapter très rapidement leur outil de travail : les constructeurs automobiles pour produire des respirateurs, les usines de prêt-à-porter des masques et blouses d'hôpital, les fabricants de cosmétique et de boissons alcoolisées des désinfectants... (101).
- ▶ Le Portugal a réagi, le 28 mars 2020, en régularisant tous les migrants en demande de résidence et en renouvelant automatiquement les titres de séjour afin que toute la population résidant au Portugal puisse accéder au système de santé gratuit (102).

La pandémie, un déclencheur comme au Sud

Relance franco-africaine

- ▶ Alors qu'en février 2020, le désamour entre la France et l'Afrique francophone semblait définitif – consacré par le recul de l'Hexagone au 7^{ème} rang des pays préférés des leaders africains, la création de l'éco et de la Zone de libre-échange continentale africaine (103) – le 4 mai 2020 est paru un **manifeste franco-africain** “ Le temps est venu de créer une Union pour l'Afrique ” appelant à *instaurer une nouvelle relation, tant économique que politique, entre la France et l'Afrique* (104) à l'instar de l'Union pour la Méditerranée, sur la bases de trois piliers :
 - ❖ Pour les donateurs-créanciers, l'occasion d'annuler la dette et de conditionner les aides futures au contrôle de l'emploi des aides reçues (90 milliards de dollars US auraient quitté le continent depuis le 14 février 2020).
 - ❖ Pour les débiteurs, l'occasion d'engager effectivement des politiques économiques plus vertueuses, en assurant notamment le développement de la santé et de l'éducation et la jouissance des droits fondamentaux.
 - ❖ Pour la France et les Etats africains qui le souhaitent, l'occasion d'instaurer une nouvelle relation, tant économique que politique.
- ▶ Une nouvelle plateforme, **Africa Mutandi**, a vu le jour en mai 2020, dédiée aux contributions d'acteurs privés et publics français (Agence française de développement, Orange, STOA, BNP Paribas) contre la Covid-19 en Afrique, ainsi qu'aux actions de responsabilité sociétale des entreprises et de la société civile en faveur des objectifs de développement durable sur le continent africain (105).

Une autre Afrique est possible !

- ▶ La lettre ouverte des intellectuels africains aux leaders “ **The time to act is now** ” invite “ *les dirigeants, les peuples africains et les intellectuels engagés de l'Afrique, à saisir l'opportunité de la crise du Coronavirus pour joindre leurs efforts afin de repenser un État africain au service du bien-être de sa population, pour rompre avec un modèle de développement fondé sur le cercle vicieux de l'endettement et avec la vision orthodoxe de la croissance pour la croissance et du profit pour le profit. (...) Bref, il est impératif de mettre en avant la valeur de chaque être humain quel que soit son statut, au-delà de toute logique de profit, de domination ou de prise de pouvoir.* ” (106)
- ▶ “ *La pandémie dûe au Coronavirus fait basculer le continent dans une rupture systémique dont nous n'appréhendons pas encore pleinement l'ampleur. (...) Le continent africain devrait s'atteler d'urgence à construire un paradigme endogène de développement, fondé sur la promotion d'une économie de proximité illustrée par les circuits courts, particulièrement adaptés à des mesures de confinement des populations, d'une économie sobre en carbone, afin de ne pas alimenter le réchauffement climatique dont il n'est absolument pas responsable et enfin d'une économie solidaire fondée sur l'exigence de redistribution du surplus économique.* ”

Kako NUBUKPO, économiste togolais (107)

La pandémie, un déclencheur comme au Sud (2)

La solidarité agissante du Maroc avec les pays africains

- ▶ La pandémie étant un risque sans frontières non gérable au seul niveau national, le Maroc a proposé à l'instar de la migration une initiative africaine pour un cadre opérationnel de gestion des différentes phases de la pandémie. Pragmatique et orientée vers l'action qui permet le partage d'expériences (108), cette initiative a été concrétisée, dans un premier temps, par la mise à disposition, au profit des malades de la Covid-19 au Mali, de la Polyclinique Mohammed VI de Sébéninkoro et par la fourniture d'une aide d'urgence à la République centrafricaine. Dans un second temps, elle s'est traduite par l'envoi d'une importante aide médicale, à la **Commission de l'Union africaine** et à une vingtaine de pays africains.
 - ❖ Acheminement d'aides médicales en fournissant du matériel sanitaire dont 8 millions de masques, 900.000 visières, 600.000 charlottes, 60.000 blouses, 30.000 litres de gel hydroalcoolique, ainsi que 75.000 boîtes de chloroquine et 15.000 boîtes d'Azithromycine... (109)
- ▶ Par ailleurs, il convient de signaler que le Royaume a plaidé, lors de la réunion du 11 juin 2020 du Comité des Représentants Permanents de l'Union africaine, consacrée à l'examen de l'impact socio-économique et humanitaire de la Covid-19 en Afrique, pour la création d'une **plateforme d'experts africains en matière de lutte contre les épidémies**. Celle-ci a pour vocation de permettre au continent de se prendre en charge et de faire face aux défis sanitaires futurs et ce, en favorisant l'échange des expériences et en accompagnant les gouvernements dans leurs plans d'actions respectifs pour la lutte contre les maladies et la propagation des épidémies, y compris la Covid-19. Il a, en outre, appelé l'Union africaine à l'opérationnalisation pleine et effective de l'Agence des Médicaments Africaine et ce, pour promouvoir " l'autonomie pharmaceutique " du continent et renforcer, par ricochet, sa résilience dans la lutte contre les épidémies.



Les avancées africaines tous azimuts

- ▶ **La démocratisation en marche** : en mai 2020, un ancien ministre de la défense (Burkina Faso) et un ex-directeur du cabinet présidentiel de la République démocratique du Congo ont été inculpés et condamnés par la justice de leur pays, sans intervention du pouvoir en place (110).
- ▶ Le Soudan a criminalisé la pratique des mutilations génitales féminines, le 22 avril 2020, ouvrant une nouvelle ère pour **les droits des femmes** dans ce pays (111).
- ▶ Mai 2020 : le projet **WAN** (Worldwide Afro Network), une mobilisation panafricaine pour la “vie d’après la pandémie” soutenu par l’Organisation des Nations unies pour l’éducation, la science et la culture, se transforme en une plateforme créative célébrant la convergence des arts, du leadership et de l’innovation en Afrique (étendue à sa diaspora). Le réseau mobilise les entreprises technologiques africaines pour lutter contre la pandémie et repenser le continent. Il promeut les innovateurs et les leaders culturels africains, qui œuvrent pour mettre en avant une Afrique bâtie et célébrée par et pour les Africains (112).
- ▶ Le 15 mars 2020, le président du Kenya décrète un nouveau geste-barrière “ priorité nationale ” : l’usage du **paiement mobile**. Il s’agit de proscrire l’utilisation d’argent liquide pour 45 millions de Kenyans. M-PESA et Safaricom ont immédiatement joué le jeu (113).
- ▶ Mai 2020, l’Organisation des Nations unies pour l’éducation, la science et la culture annonce la **gratuité de l’accès aux contenus éducatifs en ligne en Afrique subsaharienne**, accordée par les principaux opérateurs de téléphonie mobile appartenant à la *Coalition mondiale pour l’éducation* (un partenariat multisectoriel initié par l’UNESCO qui vise à offrir une éducation à distance adaptée à tous les apprenants pendant la pandémie) (114).
- ▶ Dans la lutte contre la Covid-19, plusieurs **initiatives africaines innovantes** concernent le diagnostic et le soin mais aussi :
 - ❖ la prévention : au Nigeria, des drones autonomes assurent la livraison rapide de fournitures médicales aux hôpitaux, laboratoires et établissements de santé en Afrique ; en Tunisie, SeekMake fabrique des écrans faciaux, lunettes de protection et valves pour les hôpitaux en utilisant son vaste réseau d’imprimantes 3D ; au Maroc, une campagne de dépistage massif en entreprises et des laboratoires mobiles permettent de freiner l’épidémie dès le mois de juin 2020,
 - ❖ l’information : Sehatuk-bot, un chatbot marocain répond aux questions sur la prévention et les symptômes ; en Tunisie, la plateforme “ N3awen.com ” centralise toute l’aide disponible tandis que Defusor lutte contre la désinformation relative à la Covid-19... (115).

PRISE DE REcul

*C'était le meilleur des temps, c'était le pire des temps,
c'était l'âge de la sagesse, c'était l'âge de la folie,
c'était l'époque de la foi, c'était l'époque de l'incrédulité,
c'était la saison de la lumière, c'était la saison des ténèbres,
c'était le printemps de l'espoir, c'était l'hiver du désespoir,
nous avions tout devant nous, nous n'avions rien devant nous,
nous allions tous directement au paradis, nous allions tous
directement dans l'autre sens.*

*Bref, cette période ressemblait tellement à la période actuelle,
que ses censeurs les plus bruyants n'en parlaient en bien ou en
mal qu'au superlatif seulement.*

A Tale of Two Cities, Charles DICKENS (1859)

QUAND LA REALITE RESISTE

De l'action à la mise en œuvre

- ▶ Ainsi, de forts désirs de changement se manifestent dans le monde entier, puisant dans un **mécontentement** latent dont la pandémie n'a été qu'un accélérateur.
- ▶ Des **rumeurs** se propagent déjà de démondialisation, de décroissance, de décolonisation, de relocalisation, d'autonomie intellectuelle et territoriale... Des **plans** s'élaborent contre le changement climatique, pour restaurer la biodiversité, contre le CO₂, pour les énergies propres, contre la dépendance économique, pour le numérique... (80)
- ▶ Néanmoins, tous ces changements espérés se heurtent durement au **principe de réalité**. Car leur implémentation repose sur une triple disponibilité :
 - ❖ La volonté des décideurs, publics et privés, prêts à s'engager sur la voie de réformes profondes qui risquent de cristalliser les clivages et leur coûter leur poste.
 - ❖ La disponibilité intellectuelle et comportementale des administrés et des consommateurs, prêts à modifier leurs habitudes.
 - ❖ L'existence de moyens financiers, humains et organisationnels à même de garantir la réelle mise en œuvre de ces espoirs.

- ▶ Enfin, le contexte de cette mise en œuvre n'aide pas : une **crise systémique mondiale**, accompagnée d'une récession inédite depuis 1929 et d'une pandémie dont la fin n'apparaît pas très proche.

La difficile prise en charge des sans-abris,



Source : <https://theconversation.com/cities-must-end-homeless-camp-evictions-during-the-coronavirus-pandemic-139285>

QUAND LA REALITE RESISTE (2)

Un défaut d'anticipation ?

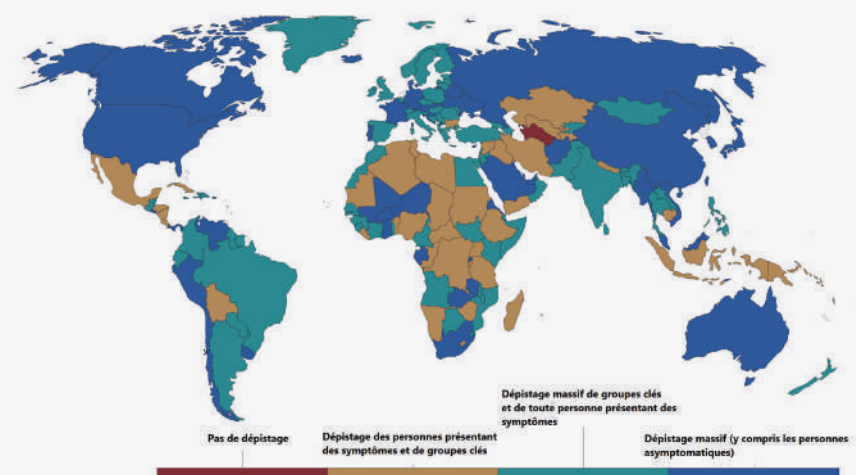
- ▶ L'une des premières réactions suscitées par la crise du grand confinement a été de blâmer le défaut d'anticipation et l'impréparation consécutive des décideurs, qui expliqueraient la gravité de la situation.
- ▶ Néanmoins, **plusieurs travaux d'anticipation** bien connus des décideurs avaient évoqué la possibilité d'une pandémie dès le début des années 2000, comme les rapports du *National Intelligence Council* de 2004, 2008 et 2017. L'épidémie du SRAS, de 2002 à 2004, a confirmé ces probabilités. Considérant comme certaine la survenue d'une pandémie grave à partir de 2003, l'Organisation mondiale de la santé a alors concentré ses activités sur les maladies émergentes et le développement d'une culture de la préparation à de tels événements (116).
- ▶ **Pourquoi** les décideurs n'ont-ils pas pris ces anticipations au sérieux ? Sans doute pour la même raison qu'ils n'ont pris en compte ni le rapport MEADOWS (*Halte à la Croissance*) en 1972 sur la dégradation des ressources naturelles, ni les rapports répétés du GIEC, depuis 1990, sur l'aggravation du changement climatique.
- ▶ Le **court-termisme** des gouvernants des Etats comme des entreprises est sans doute le premier à blâmer.
 - ❖ Peu sûrs de poursuivre leur ligne politique plus de quelques années, les ministres gèrent le quotidien et les opérations à mise en œuvre rapide, laissant les affaires épineuses à leurs successeurs.
 - ❖ Dans les entreprises, le diktat des actionnaires s'encombre peu d'hypothèses aléatoires à moyen ou long terme : la concurrence et la recherche de dividendes imposent un rythme accéléré.
- ▶ Vient en second lieu, le **manque de disponibilité** de réflexion et de marges de manœuvre que laisse la gestion d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant. L'accélération du rythme de l'activité humaine ne favorise pas la réflexion en faveur d'un changement structurel, comme chacun a pu le constater, *a contrario*, pendant le confinement.
- ▶ Enfin, l'impréparation est un **pari conscient** contre le désastre, nourri du faux sentiment de sécurité déjà évoqué – *cela n'arrivera pas* – de la certitude de pouvoir tout contrôler – *plus forts ensemble* – et de la déresponsabilisation qu'engendre une société assurantielle – *l'assurance paiera* – (117).

QUAND LA REALITE RESISTE (3)

Gérer la situation actuelle...

- ▶ Face à l'ampleur de la crise provoquée par le confinement mondial, les certitudes sont tombées et il faut désormais faire face à l'**incertain** (durée et conséquences) – d'où le flottement des mesures prises – et à la **réparation**, le système assurantiel ayant montré ses limites.
- ▶ Dans la plupart des pays, les **priorités immédiates** des pouvoirs publics sont de trois ordres :
 - ❖ **Limiter la propagation de la pandémie** pour sortir le plus vite possible de la situation épidémiologique : confinement total ou partiel, distanciation sociale, port du masque, accompagnement des soignants, reprise limitée des activités, investissement dans les trois piliers de la lutte (isolement, traçage et test) et dans la double recherche d'un vaccin et d'un traitement.
 - ❖ **Protéger les populations les plus vulnérables** grâce à l'extension des filets sociaux, à un effort d'identification et de prise en charge des personnes isolées (âgées, malades ou handicapées), en danger (violences domestiques) ou marginales (travailleurs informels, migrants irréguliers, exclus) et à des mesures d'enseignement à distance.
 - ❖ **Atténuer les pertes économiques** afin de ne pas obérer la nécessaire et urgente reprise de la création de richesse : mesures de protection sociale accrues (prise en charge du chômage), réduction ou report des taxes, accroissement de la commande publique (BTP notamment).

Figure 26 : Les différentes politiques de dépistage de la Covid-19 dans le monde



Source : Traitement IRES _ Oxford Covid-19 Government Response Tracker, Décembre 2020

QUAND LA REALITE RESISTE (4)

- ▶ Pour concrétiser ces priorités, les Etats doivent en assumer le **financement**. Cependant, l'ampleur de la situation économique est telle qu'ils ont dû recourir à des plans de relance sectorielle massifs, exigeant des moyens qu'aucun d'eux ne possède.
 - ❖ La mondialisation de la crise a favorisé le recours à des **mesures financières inédites** pour relancer l'économie mondiale et limiter la casse sociale.
 - ❖ Adoptant des politiques similaires (confinement, plans de relance), les Etats se sont ainsi assurés de ne pas être pénalisés dans leur compétition mutuelle, renforçant en outre leur **interdépendance** tant à l'échelle régionale (Union européenne) que globale (Nord et Sud).
- ▶ Dans cette perspective, les changements espérés pourraient bien n'être qu'un **vœu pieux**, les gouvernements – sur lesquels pèsent le spectre d'un chômage massif – cherchant d'abord à préserver l'emploi avant d'entreprendre une hypothétique reconversion verte (118). D'autant plus que les **effets d'aubaine** commencent déjà se faire sentir :
 - ❖ Ici, l'industrie pharmaceutique et celle des télécommunications, qui n'ont guère pâti de la crise, se lancent dans des plans sociaux (119).
 - ❖ Là, on attend patiemment l'effondrement de la flotte aérienne africaine, en déficit chronique, pour s'emparer d'un marché continental en croissance (120).
- ▶ Parallèlement à cette problématique économique, les gouvernants doivent aussi répondre à l'exigence de **sécurité systémique** exprimée par leurs populations :
 - ❖ Sécurité sanitaire, qui trouve ses limites dans les faillites qu'entraînent le confinement et les mesures de distanciation imposées.
 - ❖ Sécurité des approvisionnements, qui contraint certains Etats à payer le prix fort pour des produits stratégiques (masques, matériel médical, produits alimentaires, ...) et qui en conduit d'autres à repenser leur participation aux chaînes de valeurs mondiales et envisager de relocaliser une partie de leur production.
 - ❖ Sécurité vis-à-vis des heurts de la mondialisation, qui privilégie souverainisme et régionalisme.
 - ❖ Sécurité des réponses aux besoins locaux, qui accélère la décentralisation des pouvoirs.
 - ❖ Sécurité des personnes, conduisant à une surveillance accrue.
 - ❖ Sécurité démocratique face aux tentations autoritaristes d'une " stratégie du choc " (121).
 - ❖ Sécurité internationale, face aux tensions qui s'exacerbent, tant sur le plan national (Hong Kong, Liban, Bolivie, Biélorussie, Cachemire,...) qu'international (Etats-Unis-Chine, Corée du Nord et Iran contre l'Occident...).

Q

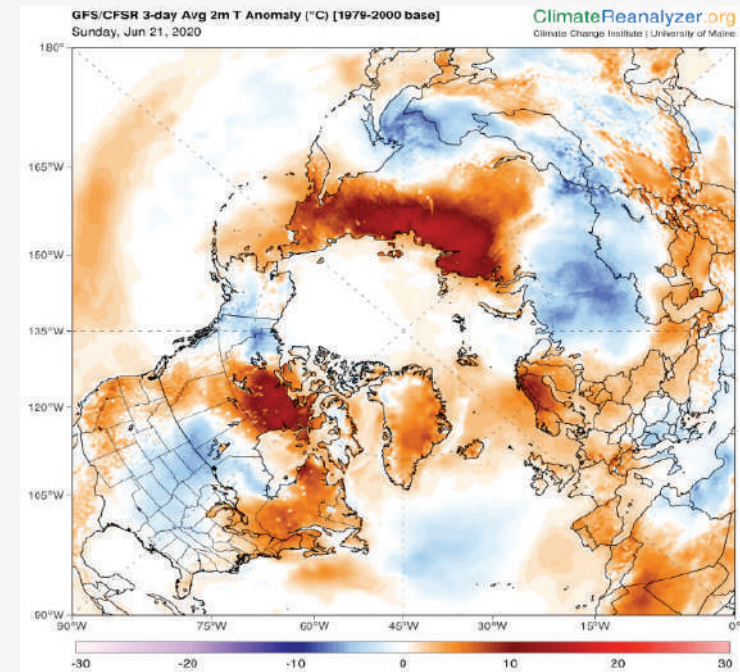
QUAND LA REALITE RESISTE (5)

... tout en continuant de gérer les déséquilibres structurels

Si la gestion de la pandémie occupe aujourd'hui le devant de la scène, elle ne masque que superficiellement les enjeux auxquels tout gouvernement devra bien faire face.

- ▶ La **dégradation des ressources naturelles**, qui aujourd'hui impacte les cours des matières premières et alimentaires mais dont les effets seront plus graves demain car la 6^{ème} extinction de masse qui est en cours altère la chaîne alimentaire naturelle mais aussi le couvert végétal, les récoltes (pollinisation, aération et enrichissement des sols) et la qualité de l'eau (purification) (127).
- ▶ Le **changement climatique**, qui présente un double défi :
 - ❖ Affronter, voir prévenir les dommages qu'il occasionne, comme en 2020, le réchauffement de la Sibérie, les inondations en Asie, la sécheresse et les feux de forêt dans l'hémisphère Nord ; l'invasion de criquets, les sécheresses et les inondations en Afrique... (122).
 - ❖ Réunir la masse critique de pays qui permettrait de peser significativement sur le climat : les seuls Plan Vert allemand ou coréen ne suffiront pas (93).

Figure 27 : Températures extrêmes en Sibérie et au nord du Canada en juin 2020



Source : Climate Reanalyzer

QUAND LA REALITE RESISTE (6)

- ▶ Les **déséquilibres de la mondialisation** (voir 2^{ème} partie) et plus particulièrement :
 - ❖ le poids que représente aujourd'hui la Chine dans les transactions mondiales, source croissante de tensions avec le Nord et de dépendance dans le Sud,
 - ❖ les insuffisances désormais patentées d'un système de santé mondial asymétrique, fondé sur l'assistance technique, laissant les pays les plus pauvres aux prises avec leur misère dès lors que les pays les plus riches se consacrent exclusivement à la résolution de leurs propres difficultés (123),
 - ❖ le ralentissement de la croissance mondiale depuis 2008, dû non seulement à la crise financière mais aussi à la vulnérabilité des économies aux désastres (Japon 2011), au développement du nationalisme et du protectionnisme, à l'automatisation et aux préoccupations environnementales (124).
- ▶ Les **limites du capitalisme** dans sa forme actuelle, qui se manifestent désormais clairement par (125) :
 - ❖ la baisse de l'efficacité des entreprises, due au ralentissement de la productivité globale des facteurs,
 - ❖ le déséquilibre du partage des revenus en faveur des profits,
 - ❖ le développement des activités spéculatives à l'origine des crises financières.

La résilience, contre le changement

- ▶ Ainsi, l'effort réalisé pour assurer un retour le plus rapide possible à la normale conduit-il à hypothéquer les réelles possibilités de changement, privilégiant les solutions de court-terme aux nécessaires réformes structurelles.
- ▶ Les consommateurs eux-mêmes, dans l'euphorie du déconfinement et le refus inconscient de s'asservir à un virus, retournent souvent très vite à leurs anciennes habitudes, en dépit de leurs propres espoirs de changement.
- ▶ C'est ainsi que la résilience, cette " capacité à retrouver ou à conserver un état d'équilibre dynamique après une phase d'instabilité due à une perturbation extérieure ou interne " (126) si nécessaire à la survie, peut devenir le premier frein à tout changement qui surviendrait après une crise.

Sera-t-il possible, à l'issue du choc de la Covid-19, de produire un nouvel équilibre, capable de remédier aux dysfonctionnements du monde d'avant ?

- ▶ Un monde et une mondialisation en crise depuis 2008.
- ▶ Une prise de conscience croissante qu'il est temps de changer de monde.
- ▶ Mieux vivre, vivre libre en sécurité et sortir de l'Anthropocène : les plus profonds désirs de changement.
- ▶ Mais une réalité peu propice à une refonte globale du système.

Encadré 5 : Une exigence de changement antérieure à la crise

- *Au-delà de la croissance du PIB, d'autres mesures du bien-être brossent un tableau encore plus sombre dans plusieurs régions du monde. La crise climatique, les inégalités toujours élevées et les niveaux croissants d'insécurité alimentaire et de sous-alimentation continuent d'affecter la qualité de vie dans de nombreux pays.*
- *Les décideurs politiques devraient dépasser la vision étroite de la seule croissance du PIB et viser plutôt à améliorer le bien-être dans toutes les parties de la société. Cela nécessite de prioriser les investissements dans des projets de développement durable pour promouvoir l'éducation, les énergies renouvelables et les infrastructures résilientes.*
- *L'urgence de la transition énergétique continue d'être sous-estimée, ce qui entraîne des décisions à courte vue telles que l'augmentation des investissements dans l'exploration pétrolière et gazière et la production d'électricité au charbon.*
- *Une dépendance excessive à l'égard de la politique monétaire n'est pas seulement insuffisante pour relancer la croissance, elle entraîne également des coûts importants, y compris l'exacerbation des risques de stabilité financière. Une combinaison de politiques plus équilibrée est nécessaire, qui stimule la croissance économique tout en allant vers une plus grande inclusion sociale, l'égalité des genres et une production écologiquement soutenable.*
- *Au milieu du mécontentement croissant face au manque de croissance inclusive, les appels au changement se sont répandus dans le monde entier. Il faut accorder une plus grande attention aux implications distributives et environnementales des mesures politiques.*

World Economic Situation and Prospect 2020 – 16 juin 2020

C ONCLUSION DE LA PRRMIERE PARTIE

- ▶ Le but de cette première partie était à la fois de saisir l'ampleur et la nature de la crise de la Covid-19, préalable nécessaire à l'étude d'un monde post-Covid et d'identifier les germes de changement à l'œuvre, tant dans les mentalités que dans les pratiques.
- ▶ En effet, l'histoire récente (depuis la dernière guerre mondiale) des crises sanitaires montre que des situations épidémiques plus sérieuses n'ont pas généré une attention équivalente de la part des gouvernements comme des citoyens. Les réactions vis-à-vis de cette pandémie révèlent l'évolution à la fois du paradoxe de Tocqueville (degré d'intolérabilité) et de la prise de pouvoir opérée par les citoyens en 1989 sur les gouvernants (chute du mur de Berlin).
- ▶ Parallèlement, à l'échelle mondiale, les mesures de confinement et la manière dont la crise a été gérée ont mis en évidence un manque général de préparation, une irresponsabilité manifeste des réseaux sociaux et des médias qui ont entretenu une peur peut-être surdimensionnée et, enfin, une aspiration croissante à des changements en profondeur.
- ▶ Si la santé devrait désormais se révéler un nouveau poste d'investissement dans la gestion du risque économique, cette nouveauté devra s'accompagner de mesures structurelles profondes (chaînes de valeur mondiales et autres dysfonctionnements de la mondialisation) pour que les différents systèmes socio-économiques nationaux et mondiaux s'avèrent à même de supporter la récession qui s'annonce. En espérant que ce choc ne soit pas le premier d'une longue série...



PARTIE 2

UN MONDE POST-COVID REELLEMENT
DIFFERENT ?

Un degré exceptionnel d'incertitude

- ▶ Si le confinement lié à la première vague de la pandémie a causé un choc à l'échelle mondiale, amplifiant des problématiques déjà existantes, le déconfinement n'a pas apporté la paix attendue.
- ▶ D'une part, parce qu'il est rapidement apparu que la pandémie n'avait pas disparu, mais qu'elle ne demandait qu'une reprise normale des activités pour se déclencher à nouveau dans de nombreux pays.
- ▶ D'autre part, parce que l'espoir d'une remise en route rapide des activités économiques a reculé tandis que s'est profilé le spectre des dégâts réels déjà causés : chômage, faillites, hausse des coûts, déscolarisation, jeunesse en panne...
- ▶ La dureté des temps à venir est rendue plus difficile encore à supporter par l'incertitude qui s'installe : Quand les activités reprendront-elles leur cours normal ? Quelle est l'étendue réelle des dommages subis à ce jour ? Quelles en seront les conséquences ? Que se passe-t-il ailleurs dans le monde ?

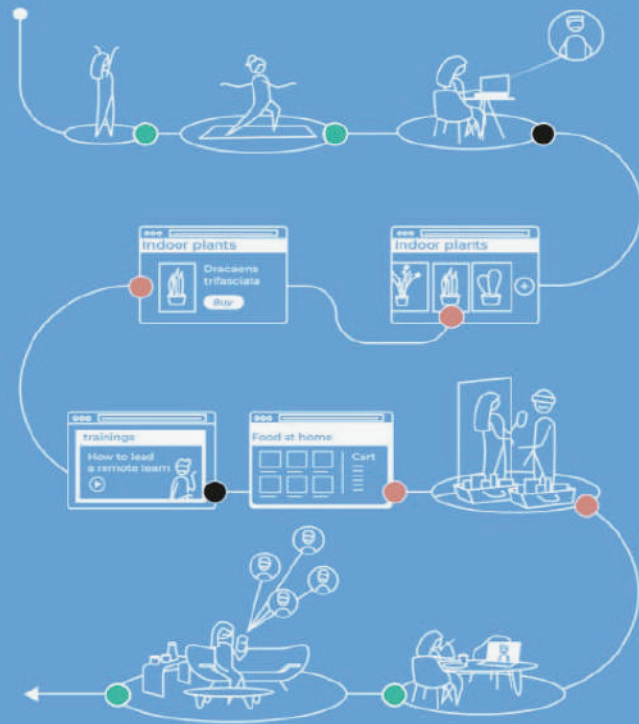
- ▶ Les raisons de cette situation si ambivalente ne tiennent pas seulement à la pandémie, mais aussi à la poursuite des tendances préexistantes : des conflits au changement climatique, des déséquilibres de la mondialisation à la fragilité du développement en Afrique (chapitre 1).

Des perspectives structurelles nouvelles

- ▶ Bien que la résilience des êtres humains et des processus qui règlent leurs activités soit grande et que les facteurs naturels de changement (changement climatique, empreinte écologique, effondrement de la biodiversité, raréfaction des ressources naturelles, ...) demeureront vraisemblablement inchangés d'ici 2050, le monde de demain pourrait s'avérer quelque peu différent.
- ▶ Car, du fait de ce confinement et de ses conséquences, de nouvelles prises de conscience ont eu lieu, des tendances se sont accentuées, des émergences accélérées. Un nouveau paysage structurel se dessine, aux contours imprécis, mais à la signification cruciale pour éclairer la prise de décision (chapitre 2).

New journeys are emerging.

FABERNOVEL



● **Media & Entertainment** ● **Education / Work**
● **Shopping**

Morning

- I wake up & decide to exercise or meditate
- I have some meetings on our future virtual workshop with one of our clients

Noon

- I browse online to find the best indoor plants
- I make my purchase online

Afternoon

- I take an online training course
- I order food for the week with home-delivery

Evening

- I have virtual dinner with friends
- I play collaborative games through my smartphone



CHAPITRE 1

UNE PROBLEMATIQUE INHABITUELLE

P

ROBLEMATIQUE

Le rythme des saisons semble avoir impacté l'évolution des analyses relatives au monde post-Covid-19 :

- ❖ Au printemps 2020, la surprise du confinement a suscité de grands espoirs sur un " monde d'après " radicalement différent;
- ❖ L'été, en revanche, a permis de célébrer la liberté retrouvée et de croire que la pandémie était vaincue, déjà presque oubliée.
- ❖ L'automne 2020 a démenti cet optimisme, avec l'aggravation des situations économiques et sociales à l'échelle de la planète, puis avec la nouvelle vague de contamination : le virus est encore actif et la vaccination de masse devra sans doute attendre le printemps/ été 2021.

Désormais, la situation apparaît dans toute son hivernale nudité : l'impact économique, sinon sanitaire, de la crise va durer plus longtemps que prévu et si, au Nord, les plans de relance pourraient en atténuer les effets, le Sud demeure démuné. Une nouvelle normalité s'installe...

Si l'hiver n'est acceptable que parce qu'il prépare le bourgeonnement du printemps, il est légitime de s'interroger maintenant rationnellement sur le monde futur qui se dessine.

Néanmoins, jamais l'exercice d'anticipation n'a été aussi difficile... et dangereux. Car la démarche prospective se fonde sur des faits avérés, des tendances démontrées et des émergences prouvées, s'appuyant sur des laps de temps suffisamment longs pour être significatifs.

Or, aujourd'hui, il s'agit d'informer le décideur dans le feu de l'événement, sans recul et sans analogie non plus tant la situation est inédite.

Ce chapitre s'attachera donc à montrer l'état et les causes de l'incertitude actuelle, en évoquant tout d'abord les composantes de la vision kaléidoscopique de l'avenir que l'on constate en ce moment, puis les facteurs de changement hors Covid-19 qui pèsent toujours sur les prochaines décennies.

- ▶ **“Incertitude” est le mot-clé de toutes nos interrogations car nous ne savons rien de ce virus.** Ces incertitudes concernent le traitement, la vaccination et les conséquences de l'épidémie dans tous les domaines, sanitaire, social, économique, environnemental,... (127)
- ▶ Les prévisions des épistémologues sont parfois limitées sur une période de 15 jours. Alors comment penser l'économie, le social et la vie ?
- ▶ Pour Edgar Morin *“La crise épidémique, doit nous apprendre à mieux comprendre la science, à vivre avec l'incertitude et à retrouver une forme d'humanisme”*. Cette pandémie n'est qu'une des nombreuses crises de l'histoire. Il estime qu'il faut apprendre à vivre avec l'inconnu, à “surmonter les crises”, plutôt que de s'indigner. Cette crise peut favoriser les “forces créatives” et les “forces lucides”.



Source: FUTUROSCOPIE

Un manque d'information crucial

- ▶ **Médias** : peu préparés à ce genre de situation, les médias – notamment ceux financés par la publicité – cherchent à refléter ce qu'ils perçoivent comme les attentes de leur public. Aussi observe-t-on trois périodes distinctes pendant lesquelles la focalisation des médias a fortement différé :
 - ❖ Pendant le confinement, il s'agissait d'informer sur la situation en cours et ses effets immédiats, au détriment de toute autre information.
 - ❖ A la sortie du confinement, alors que les interrogations sur le monde d'après-Covid avaient pris une ampleur significative, des inquiétudes plus pragmatiques relatives au tourisme (les vacances estivales approchant) et aux conditions de la rentrée (école, travail, emploi, aides) se sont imposées.
 - ❖ Enfin, à l'issue de la rentrée 2020, le retour à la normale était de mise dans tous les médias, se focalisant sur la reprise de la contamination et sur les "sujets du jour" (élections américaines et événements sporadiques). Les grandes questions relatives au "monde d'après" ont alors disparu.
 - ▶ **Articles et essais** : de nombreux auteurs ont surfé sur la vague médiatique mondiale du "monde d'après", souvent sous forme de réaction rapide, émotionnelle, passant de l'engouement pour cette possibilité offerte par la pandémie de changer le monde, au rejet désabusé d'un espoir qui ne semble pas se concrétiser.
 - ▶ **Information scientifique** : le vaste chaos mondial que l'on observe aujourd'hui, comme à travers un kaléidoscope, n'a pas une année d'existence. Or, les scientifiques, notamment, en sciences humaines et sociales, ont besoin de temps pour collecter, compiler puis sérieusement analyser les données. En outre, l'activité scientifique elle-même est ralentie par le manque de ressources disponibles, humaines comme financières (les ressources étant surtout affectées à la recherche médicale). D'où sa production parcellaire.
- Ainsi, au manque de données objectives, quantifiées, s'ajoute un défaut de réflexion en profondeur capable de rendre compte de la situation actuelle du monde, tous les pays confondus. Dès lors, l'anticipation est quasiment impossible.

UNE VISION KALEIDOSCOPIQUE

Toute crise est une opportunité

- ▶ L'idéogramme chinois " crise " s'écrit avec les caractères " danger " et " opportunité ". De fait, la première partie de ce rapport a montré comment cette crise systémique a libéré des aspirations et une pensée utopique exprimant l'espoir d'une nouvelle réalité post-Covid.
- ▶ Au-delà du simple citoyen, de nombreux leaders, entrepreneurs et professionnels sont convaincus que nous vivons une opportunité historique de réimaginer notre futur, tant pour nous-mêmes que pour nos organisations (135).
- ▶ L'humanité dispose aujourd'hui de moyens technologiques, humains et financiers qui lui ouvrent un grand nombre de possibles. Tout semble désormais à sa portée.
- ▶ Aussi, ne s'agit-il pas d'une panne de l'imagination, mais bien d'une crise du choix et du risque assumé d'une rupture avec la situation actuelle. Car, lorsqu'il s'agit d'engager le destin de multitudes, il convient de fonder ses décisions sur des données objectives. Or, celles-ci font aujourd'hui défaut.

Un manque de données crucial

- ▶ Alors que des efforts exceptionnels étaient déployés pour fournir des données sanitaires quasiment en temps réel au printemps 2020, les autres secteurs d'information (économique, sociale, ...) se sont peu mobilisés. D'où les écarts d'anticipation à court-terme dont même l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) témoigne (136).
- ▶ Parmi les raisons de ce manque de données :
 - ❖ la production business as usual des instituts nationaux de statistique (données annuelles ou trimestrielles) (130),
 - ❖ l'exacerbation des divergences quant à la comparabilité des données, lors d'une crise importante (131),
 - ❖ l'absence d'une caractérisation des données propres à refléter les événements, par exemple une mise en congé par l'employeur pour un temps indéfini compte-t-elle comme de l'emploi ou du chômage?,
 - ❖ des systèmes de mesure très lents, non locaux et peu fiables, qui ne sont pas préparés à faire face à des phénomènes d'une telle ampleur (132).
- ▶ Ainsi, l'absence, le retard, le manque de fiabilité ou de comparabilité, des données expliquent la difficulté de percevoir la réalité actuelle et de prendre les mesures appropriées.

Une radicalisation des clivages

- ▶ Toute chose en entraînant une autre, le **manque de données objectives amplifie** les conséquences négatives de la crise (par exemple, en ne prenant pas en compte certaines populations dans les politiques de soutien), ce qui accentue l'imprévisibilité des devenir.
- ▶ Lorsqu'il n'est plus possible de percevoir objectivement les évolutions et les ruptures en cours et à court terme, le terrain devient propice aux **confrontations d'opinions** les moins fondées puisqu'il n'y a plus matière à justifier objectivement son propos.
- ▶ Les premiers clivages forts sont apparus dès le début de la pandémie, autour du Coronavirus. Par exemple :
 - ❖ **Quant au virus** : certains voient un avenir à jamais infesté par le SARS-CoV-2 ; d'autres sont convaincus que la disponibilité du vaccin est proche ; enfin d'autres espèrent que le virus disparaîtra de lui-même.
 - ❖ **Quant à son origine** : une conséquence de la déforestation, le pangolin ou la chauve-souris, une fuite accidentelle dans un laboratoire de génie biologique, le test d'une nouvelle arme biologique.
 - ❖ **Quant à sa circulation, prévention ou traitement**, comme en ce qui concerne l'hydroxychloroquine, les politiques sanitaires mises en place, l'usage des masques, ...
- ▶ Les clivages portant sur l'idée même du "monde d'après" ont constitué la deuxième vague de clivages : les prochains 18 mois verront-ils vraiment émerger un monde différent de l'avant-Covid ou le retour à la normale va-t-il s'imposer une fois encore ? Et si un changement a lieu, quelles en seront les caractéristiques (133) ?
- ▶ Pessimisme versus optimisme, conservatisme versus progressisme, théorie versus pratique, top versus bottom, jeunesse versus vieillesse, visions institutionnelles versus nouvelles voix citoyennes, nationalisme versus collaboration internationale... les raisons de ces multiples clivages semblent sans fin (134).
- ▶ Pourquoi ces clivages importent-ils ? Parce que la vision du futur des plus nombreux, des plus influents et des plus actifs, aura le plus de probabilité de se réaliser. C'est ainsi que l'on a pu assister à des réponses inédites à cette pandémie : le grand confinement, la "monnaie hélicoptère", mais aussi à la mise en place de politiques qui tardaient, comme la digitalisation des services publics ou l'équité territoriale en matière de service public (135).
- ▶ Les clivages représentent donc le bras de fer qui est en train de se jouer, aussi bien au niveau local que mondial, pour maîtriser le changement émergent.

U NE VISION KALEIDOSCOPIQUE (3)

Vers un changement de paradigme

- ▶ Les événements historiques majeurs, tels que la crise actuelle, tendent à générer leur propre “ biais de confirmation ” (136) : leur observation confortant en chacun sa propre vision du monde et sa conviction de percevoir les signes du changement auquel il aspire.
 - ❖ La crise financière de 2007-2012 a fait prendre conscience à plus d’un trader et analyste de l’impact réel du “ jeu financier ” (137). Une réflexion de fond sur la nécessité d’un nouveau modèle de mondialisation a commencé à se développer (138).
 - ❖ La double crise sanitaire et économique de la Covid-19 a accentué ce questionnement en y ajoutant la profondeur supplémentaire des aspirations et des finalités (cf. partie I).
- ▶ Bien qu’il soit difficile aujourd’hui, en l’absence de données et d’un recul suffisant, d’affirmer qu’un changement de paradigme mondial a déjà eu lieu, de nombreux signaux indiquent que les mentalités changent en profondeur depuis le début du 21^{ème} siècle.
 - ❖ Depuis plus d’une décennie, de multiples initiatives sont à l’œuvre, dans le monde entier, pour expérimenter de nouveaux modes d’action, du Barefoot College en Inde (cf. le rapport stratégique de l’IRES 2018, “ Vers un développement autonome de l’Afrique ? ”) aux monnaies locales en passant par le recyclage des déchets (139).
 - ❖ Une nouvelle conscience écologique sort renforcée de la pandémie : la place de l’être humain dans la Nature, sa relation au vivant, l’importance du maintien des écosystèmes semblent faire consensus.
 - ❖ Les inégalités sociales croissantes commencent à devenir inacceptables dans la plupart des pays, remettant en cause aussi bien la forme actuelle de la mondialisation et la situation des pays en développement que le respect des droits de l’homme (140).
 - ❖ Les concepts fondamentaux – puisqu’ils soutiennent le paradigme dominant actuel – de croissance et de progrès commencent à être questionnés au profit de l’inclusion des valeurs et de l’éthique dans les activités humaines (141).
 - ❖ Au-delà des clivages intellectuels ou idéologiques, les “ narratives* ” actuels sont révélateurs de ces évolutions, tant parce qu’ils reflètent nos perceptions du monde actuel que parce qu’ils fondent la vision du monde de demain (142).
 - ❖ Ils montrent clairement que le bien-être des êtres humains est devenu suffisamment important aujourd’hui dans l’échelle des valeurs pour entraîner un désir de reconfiguration des systèmes économiques, politiques et de gouvernance au profit d’un développement plus soutenable tant pour l’espèce humaine que pour la planète (140).

Kaléidoscope : images du monde d'après

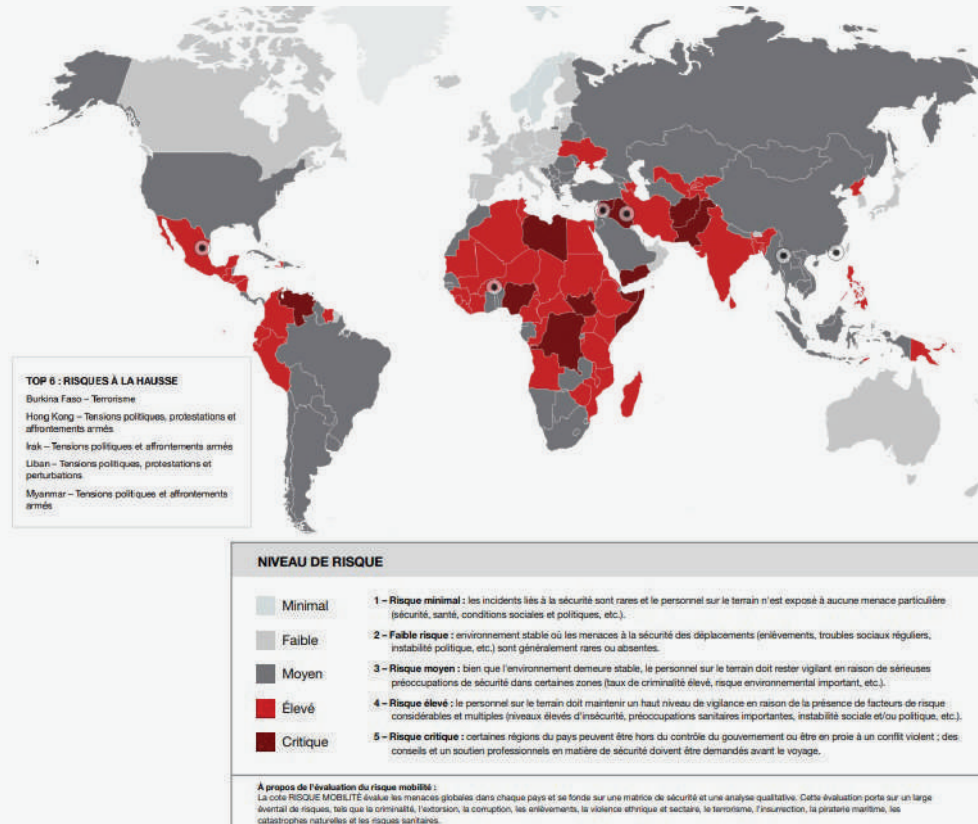
- ▶ **Rien ne changera** : le néolibéralisme continuera de s'effriter, la gauche de se chercher, les autocrates de renforcer leur autorité, tandis que la Chine et les Etats-Unis poursuivront leur trajectoire de collision. Pour que cela change, il faudrait un changement de paradigme (136).
- ▶ **Désintégration sociale** : au sortir de la crise, les sans emploi, sans espoir, ni argent, ni accès aux soins pourraient se retourner contre les autres, voire contre le pouvoir en place (143).
- ▶ **Mondialisation** :
 - ❖ **Désintégration mondiale** : plus la crise dure, plus l'auto-suffisance va s'installer, plus les obstacles au libre échange des personnes et des biens finiront par constituer la nouvelle normalité(143).
 - ❖ **Nouvelle mondialisation** : la pandémie pourrait entraîner la prochaine vague de mondialisation, avec une réduction des émissions de carbone, une plus grande équité économique et une capacité renforcée des institutions internationales (144).
 - ❖ **Renforcement de la mondialisation actuelle** : à la fois parce que la croissance ne peut se passer des mille milliards de dollars d'investissement international, que le développement technologique pousse à une plus grande interconnexion, non à l'érection de barrières et, enfin, que le meilleur vaccin contre une future pandémie sera la coopération transnationale (145).
- ▶ **La relance sera verte** : le coût de la transition écologique s'est massivement réduit au cours de la dernière décennie permettant aujourd'hui de la mettre réellement en œuvre (146).
- ▶ **L'économie mondiale post-Covid** : dans les années qui viennent, trois tendances vont structurer l'économie mondiale : plus d'interventionnisme étatique, fin de l'hypermondialisation et baisse de la croissance (147).
- ▶ **Un nouvel ordre international** : il sera redessiné par les pays puissants en tenant compte des leçons apprises pour faire face à la pandémie actuelle. Le rôle des institutions internationales sera également revisité (148).
- ▶ **Verbatim**
 - ❖ “ La crise actuelle met clairement en lumière les caractéristiques dominantes du régime politique de chacun des Etats, qui deviennent en effet une version amplifiée d'eux-mêmes. Nous pourrions ainsi assister à une crise qui, au lieu de constituer ce tournant majeur que beaucoup annoncent pour la politique et l'économie au niveau mondial, au lieu d'orienter le monde sur une trajectoire significativement nouvelle, intensifierait et consoliderait en réalité les tendances existantes. ” Dani RODRIK, Professeur d'économie politique internationale à l'Université Harvard (136).

D ES RISQUES PERSISTANTS

Myopie ou aveuglement ?

- ▶ Le sociologue Alain BERTHOZ définit le processus de **simplexité** comme ce qui permet aux organismes vivants d'affronter la complexité au moyen de nouvelles façons de poser les problèmes, de manière à pouvoir agir et en anticiper les conséquences. Cette simplexité conduit à ignorer certains aspects de l'environnement de manière à ne pas disperser l'attention lors d'une prise de décision rapide (149).
 - ▶ Ainsi, en ce début de 21^{ème} siècle, alors que le monde est de plus en plus complexe et que le temps semble se compresser au point que l'urgence est permanente, la simplexité favorise l'existence de **zones aveugles** : des faits ou des signaux que l'on ne veut pas voir parce qu'on ne sait pas comment les traiter rapidement dans le contexte actuel. C'est la parabole de " l'éléphant assis dans le salon ", une évidence taboue (150).
 - ▶ Parmi ces signaux d'alerte " invisibles ", on compte l'accroissement des maladies chroniques (diabète, hypertension, ...), la dégradation de la santé mentale (dépressions, suicides), le creusement des inégalités structurelles (pauvreté, conditions ethniques), le changement climatique (rarement pris en compte)... et la probabilité souvent évoquée d'une pandémie (151).
- ▶ Néanmoins, la Covid-19 a été une surprise à l'échelle de la planète (cf. partie I), comme l'ensevelissement de Pompéi pourtant au pied d'un volcan en activité. Le but de cette comparaison est de montrer que, dans un cas comme dans l'autre, les signaux avertisseurs étaient là, mais qu'ils ont été ignorés, notamment, par les pouvoirs publics.
 - ▶ D'où la nécessaire question à laquelle il est désormais urgent de trouver une réponse : **comment faire en sorte que les gouvernements cessent d'ignorer les risques, mais au contraire, s'organisent pour s'y préparer ?** D'autant que ce degré d'impréparation se traduit en nombres de victimes (décès, pauvreté, ...) (152).
 - ▶ **L'anticipation et la prévention des risques** demeurent la meilleure réponse, si elles sont associées à l'acte même de gouvernance et non laissées à la charge des seuls chercheurs et analystes qui ont peu de moyens de se faire entendre (153).
 - ▶ Pour cela, une **cartographie des risques** est nécessaire, adossée à des systèmes d'alerte précoce et des pistes de solution permettant de faire face à des telles éventualités. Dans le contexte actuel, cette cartographie est d'autant plus impérieuse que tous les regards sont fixés sur la pandémie et ses conséquences, au mépris des menaces pré-pandémie qui persistent, voire s'aggravent.
 - ▶ A l'heure où le " monde d'après " pourrait se dessiner, il convient de dépasser les zones aveugles pour prendre ces risques en considération, afin bâtir un futur réellement soutenable (154).

Figure 28 : Risques mondiaux liés aux voyages, année 2020



Source : Retraitement IRES _ Risques mondiaux liés à la sécurité des voyageurs - carte et rapport de risques 2020 | GardaWorld

D ES RISQUES PERSISTANTS (2)

Cartographie des risques*

- ▶ L'évolution des tendances mondiales – en matière de démographie, d'information, de politique, de guerre, de climat, de dommages environnementaux et de technologie – et l'interdépendance croissante des pays et des économies ont abouti à un niveau de danger inédit. De nouvelles catégories de risques sont donc apparues au tournant de ce siècle.
- ▶ Les “ **risques existentiels*** ” (cf. graphique ci-joint : intensité terminale x impact transgénérationnel) pourraient mener à l'extinction de l'humanité ou à l'effondrement de la civilisation (155). Cette catégorie reflète la prise de conscience que la capacité de l'espèce humaine à causer sa propre extinction est désormais effective.
- ▶ Les “ **risques majeurs mondiaux*** ” (cf. graphique ci-joint : les cases oranges) représentent des dangers considérables pour l'humanité, mais ne conduisent pas nécessairement à l'extinction. Leur perception est associée au développement du sentiment de planétarisation, qui conçoit la planète comme un tout interdépendant.

Figure 29 : Grille de classification des risques

Impact	Intensité supportable	Intensité majeure	Intensité terminale
personnel	Vol de voiture - Incendie du domicile...	Amputation d'un membre - Emprisonnement à perpétuité...	Décès - Cerveau endommagé ...
local	Récession économique - Catastrophe naturelle...	Destruction des infrastructures - Colonisation...	Génocide – Séisme...
mondial	Diminution de la couche d'ozone – Altération de la biodiversité...	Méga-éruption - Réchauffement climatique...	Conflit nucléaire généralisé – Pandémie foudroyante...
transgénérationnel	Disparition d'une espèce animale...	6 ^{ème} extinction de masse...	Anoxie océanique globale – Nanorobots auto-réplicants...

D'après Nick BOSTROM, Existential Risks, Journal of Evolution Technology, Voandl. 9, No. 1 (2002).

D ES RISQUES PERSISTANTS (3)

- ▶ Plusieurs centres de recherche et instituts publient annuellement leur cartographie des risques majeurs mondiaux, évaluée d'après les faits analysés ou d'après les perceptions des décideurs (156). Parmi les **risques catastrophiques majeurs** (entre risques majeurs et risques existentiels) envisagés, figurent aujourd'hui :
 - ❖ **Les risques environnementaux** : Extinction des espèces et changement climatique menaçant le Nexus alimentation-eau-énergie, conduisant à des conflits pour les ressources et des migrations massives.
 - ❖ **Les risques technologiques** dûs à l'introduction croissante de l'intelligence artificielle dans la santé, le savoir et la sécurité, ce qui accroît le risque d'une utilisation malveillante (piratage).
 - ❖ Les risques fondés sur le développement et l'utilisation d'**armes de destruction massive** : armes nucléaires et armes chimiques et bactériologiques.
 - ❖ **Les risques biologiques** : pandémies et usage malveillant des technologies de modification génétique.
 - ❖ **Les risques naturels** provenant aussi bien de la Terre que de l'espace : méga-éruption volcanique, radiations cosmiques, éruptions solaires, objets spatiaux s'écrasant sur terre, ...
- ❖ Rédigé en 2019, le Global Risks Report 2020 exposait la forte probabilité de survenance des **risques majeurs mondiaux** suivants en 2020 :
 - ❖ Les **fragilités macroéconomiques** et l'**inégalité financière** menacent la cohésion sociale et la stabilité économique, à travers le risque de stagnation économique mondiale, de confrontations économiques fortes, telle que la rivalité sino-américaine, et de la polarisation des Etats sur leur politique intérieure (nombreuses élections dans le monde).
 - ❖ L'échec de l'atténuation et de l'adaptation au **changement climatique** au cours de la décennie à venir fait peser le risque le plus élevé à long terme sur l'humanité : les impacts s'avèrent en effet plus forts et plus rapides que prévus (réchauffement, fonte des glaces polaires, événements extrêmes).
 - ❖ L'**empreinte écologique** humaine et la 6^{ème} **extinction de masse** actuellement en cours vont exacerber les conséquences économiques et sociales du changement climatique, en menaçant la production alimentaire, la disponibilité de l'eau potable et la régénération de l'air qui nous permet de vivre.
 - ❖ Une gouvernance technologique mondiale inexistante et une cybersécurité médiocre augmentent le risque d'un **cyberespace fragmenté**, ce qui pourrait entraver le développement économique (4^{ème} révolution industrielle), exacerber les rivalités géopolitiques et diviser les sociétés.

D ES RISQUES PERSISTANTS (4)

❖ Les **systèmes de santé** du monde entier risquent de devenir impropres à remplir leur fonction, du fait de 3 facteurs conjugués : l'accroissement des maladies cardiovasculaires et mentales devenues la 1^{ère} cause de mortalité mondiale, le coût des maladies chroniques accru par la longévité des patients et le ralentissement des progrès contre les pandémies sur fait des réticences à la vaccination et de la résistance aux médicaments.

▶ Certains de ces risques se sont effectivement réalisés en 2020, tandis que les autres continuent de menacer. En effet, la Covid-19 est venue changer la donne : créant de nouvelles menaces, en éloignant d'autres, et réalisant des anticipations plus tôt que prévu.

Facteurs de crise* résultant de la Covid-19

Complémentaires des risques, des **facteurs de crise** sont aussi à l'œuvre, dont l'action s'exerce en ce moment même et qui pourraient conduire à des événements majeurs. Issus de la situation générée par la pandémie, ou préexistants mais renforcés par celle-ci, ils viennent compléter le panorama des perspectives menaçantes des années à venir (157). Parmi eux :

❖ **la prolongation de la crise pandémique** : vagues successives de contagion, mutations significatives du virus, diffusion tardive d'un vaccin. Ces éléments pèseraient particulièrement sur les économies fortement dépendantes des échanges commerciaux mondiaux.

❖ **les tensions géopolitiques** : bien que la nouvelle présidence américaine veillera sans doute à désamorcer nombres de tensions suscitées par la précédente administration, les fractures internes au Moyen-Orient, l'affrontement russo-américain et la compétition économique sino-américaine devraient perdurer (158).

❖ **la montée du protectionnisme à l'échelle mondiale** : tensions commerciales et diplomatiques, entraves au bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement mondiales, protection des secteurs stratégiques nationaux, formation de nouvelles chaînes d'approvisionnement local ... ces obstacles sont de nature à freiner le commerce et l'investissement internationaux dont de nombreux pays émergents ont besoin.

❖ **la récession mondiale** : la récession qui frappe déjà de nombreux pays dans le monde pourrait s'étendre à des économies jusqu'alors bien portantes du fait du ralentissement économique prolongé qu'elle entraînera.

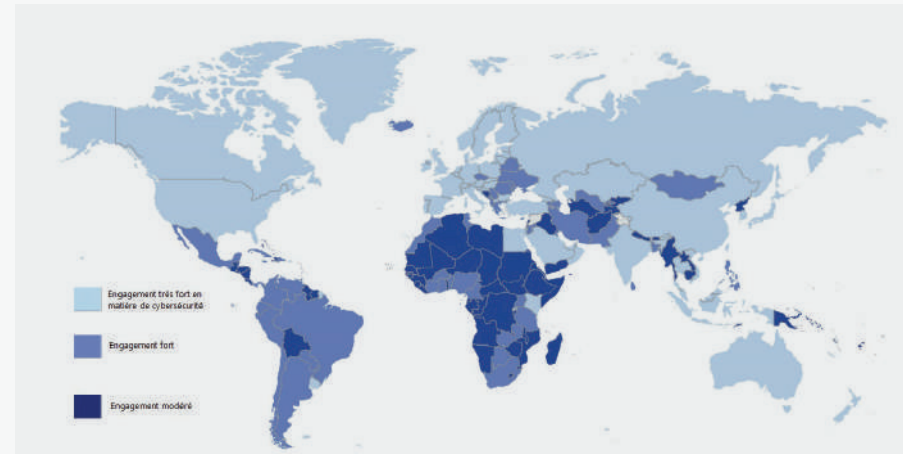
❖ **la flambée de la dette souveraine** : les multiples mesures prises pour endiguer l'effondrement économique –plans de relance- ont dangereusement fait monter le niveau d'endettement de la plupart des économies.

D

ES RISQUES PERSISTANTS (5)

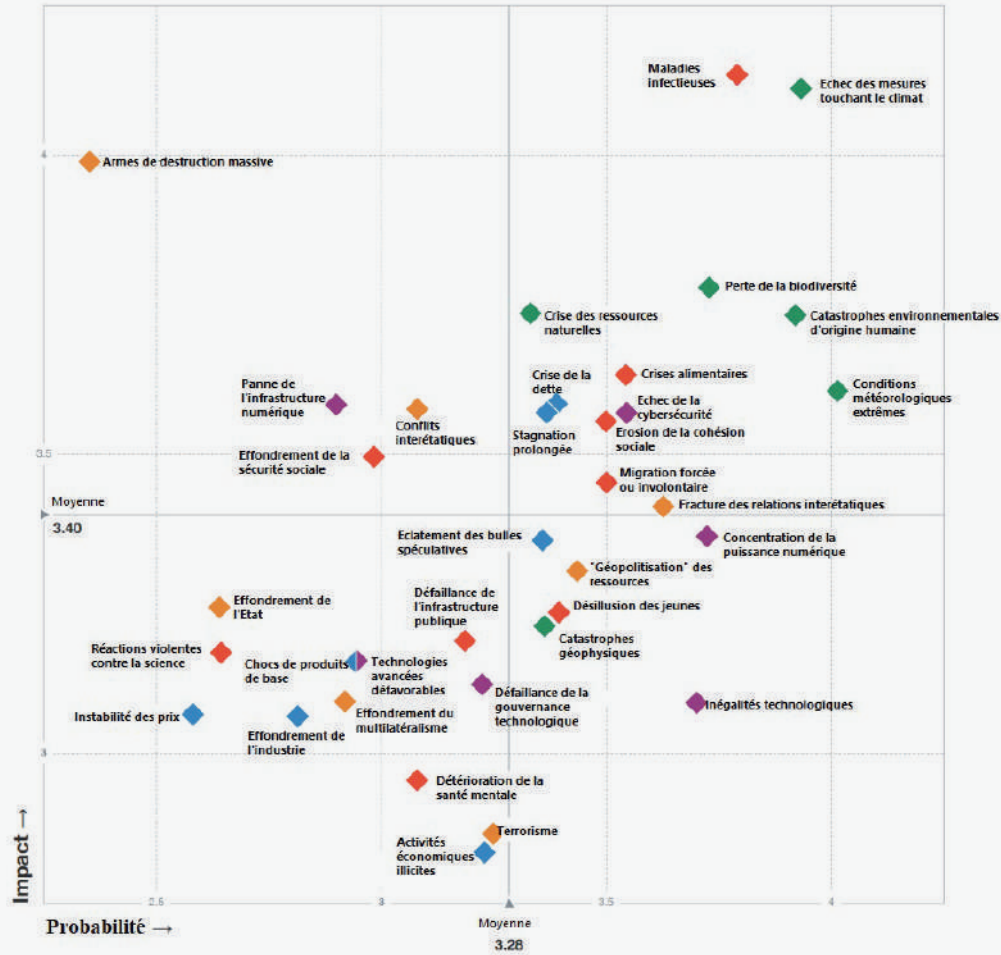
- ▶ **la hausse risquée de l'endettement des entreprises à l'échelle mondiale** : profitant des taux d'intérêt faibles au cours des dernières années, de nombreuses entreprises, qui avaient dangereusement accru leur niveau d'endettement, sont aujourd'hui obligées d'emprunter encore pour faire face à leurs difficultés économiques risquant ainsi d'entraîner une vague de défauts.
- ▶ **les tensions sociales profondes** : la récession économique, le taux de chômage élevé, la dégradation des conditions de vie des populations défavorisées... se sont ajoutés aux tensions sociales déjà vives exprimées en 2019, se traduisant par de vastes mouvements de protestation dans les grandes capitales et des troubles à l'ordre public (affrontements en Afrique et Amérique centrale).
- ▶ **l'aggravation de la question sécuritaire** : le repli des Etats sur eux-mêmes durant la pandémie a alimenté un sentiment anti-étranger parfois violent et favorisé la prolifération des mouvements terroristes et des trafics illégaux (159).
- ▶ **l'accroissement de la cybercriminalité** : la digitalisation accélérée qui a permis d'assurer la continuité des activités durant le confinement, a ouvert une brèche dans les systèmes de sécurité, notamment, du fait du télétravail (matériel non sécurisé, augmentation des transferts de données, ...).

Figure 30 : Classement des pays selon leur engagement en matière de cybersécurité, 2018



Source : Traitement IRES _Global Cybersecurity Index (GCI) 2018, International Telecommunication Union

Figure 31 : Cartographie des risques mondiaux 2021



Source : Retraitement IRES _ World Economic Forum Global Risks Survey 2020

Figure 31 (suite) : Cartographie des risques mondiaux 2021

Top 10 des risques

Selon la probabilité

- 1 Conditions météorologiques extrêmes
- 2 Echech de l'action climatique
- 3 Catastrophes environnementales d'origine humaine
- 4 Maladies infectieuses
- 5 Perte de la biodiversité
- 6 Concentration de la puissance numérique
- 7 Inégalités technologiques
- 8 Fracture des relations interétatiques
- 9 Echech de la cybersécurité
- 10 Crises alimentaires

Selon l'impact

- 1 Maladies infectieuses
- 2 Echech de l'action climatique
- 3 Armes de destruction massive
- 4 Perte de la biodiversité
- 5 Crises des ressources naturelles
- 6 Catastrophes environnementales d'origine humaine
- 7 Crises alimentaires
- 8 Conditions météorologiques extrêmes
- 9 Crises de dette
- 10 Panne de l'infrastructure numérique

Catégorie des risques	
	Economie
	Environnement
	Géopolitique
	Société
	Technologie

Source : Retraitement IRES _ World Economic Forum Global Risks Survey 2020

D ES RISQUES PERSISTANTS (6)

Une dangerosité accrue

- ▶ Ainsi, les facteurs de crise explicités dans la 1^{ère} partie du présent rapport stratégique se conjuguent aux risques encourus pour accroître tant l'incertitude actuelle que le **degré de dangerosité du monde** au cours des décennies à venir (160).
- ▶ La **capacité à maîtriser ou non ces dangers** générera des situations futures fortement différenciées, quelle que soit l'échelle géographique, comme la violence ou la paix dans le Sahel (cf. Focus n°5), en Méditerranée ou dans le Haut Karabakh ou encore l'ampleur de la pauvreté et de la famine consécutives à la pandémie et au changement climatique.
- ▶ Au-delà de cette capacité, la **prise de conscience** et la **volonté** jouent un rôle central, par exemple dans les conflits issus du détournement de regard de l'opinion publique mondiale (Ouzbègues, Rohingyas) ou dans l'impuissance des citoyens face à leurs leaders politiques (Liban, Hong Kong).
- ▶ Le **repli** sur l'échelle locale ou nationale que suscite la persistance de la pandémie fin 2020 ne peut qu'accroître cette dangerosité. Le sentiment d'abandon ainsi créé chez les populations en souffrance pourrait générer un ressentiment violent, conduisant à une xénophobie accrue, des relations internationales dégradées, voire à des actes extrêmes (radicalisme) et à la recrudescence du terrorisme.

“L'Etat Islamique” en Afrique de l'Ouest



La question sécuritaire en Afrique

Deux phénomènes majeurs, parfois interconnectés, se déploient en Afrique : la progression organisée de l'Etat islamique et la recherche de revenus par des moyens illégaux.

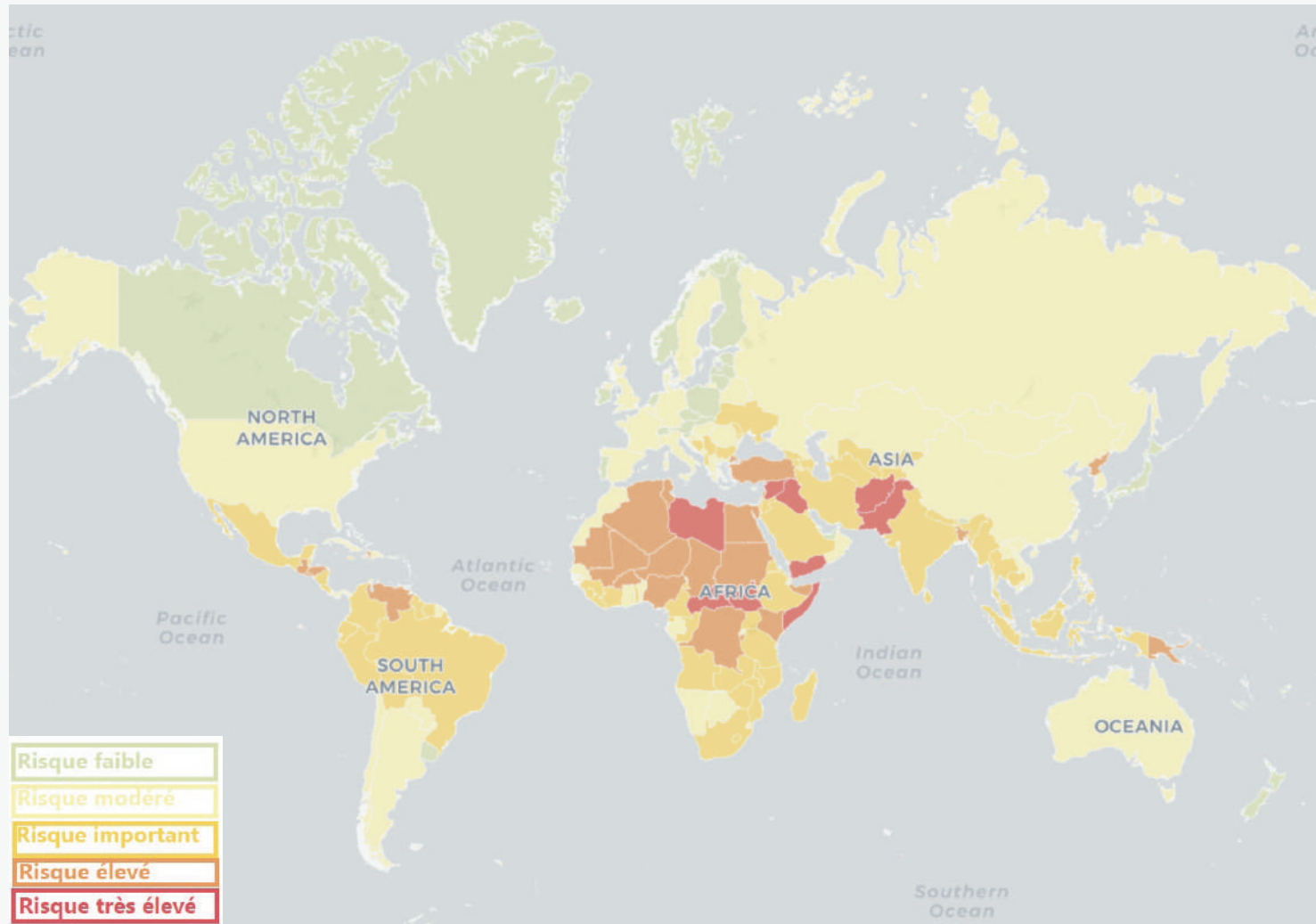
Des groupes djihadistes de plus en plus puissants

- ▶ La chute de " l'Etat islamique " au Proche-Orient a entraîné en 2019 une restructuration et une réorientation des moyens vers les groupes africains : " l'Etat islamique " dans le Grand Sahara (Burkina Faso, Mali, Niger) et "l'Etat islamique" en Afrique de l'Ouest (Nigeria, Niger, Tchad, Cameroun,). Les armées locales, confrontées à de multiples autres groupuscules djihadistes (161), sont sous pression croissante et la réponse militaire étrangère (Barkhane, MINUSMA) est de plus en plus contestée localement (162).
- ▶ Au Nord du Mozambique, une insurrection islamiste partie de rien en 2017, les Chabab, s'est transformée en une organisation puissante. En août 2020, le groupe s'est emparé du port gazier de Mocimboa et comptait à son actif plus de 1300 morts et au moins 210.000 déplacés (ONU). Cette montée en puissance a été rendue possible par l'affiliation des Chabab à "l'Etat islamique" / la province de "l'Etat islamique" en Afrique centrale qui les a formés et entraînés.
- ▶ L'adhésion à ces mouvements repose aussi bien sur le mécontentement populaire (conditions de vie déplorables) et la haine des services de sécurité (maltraitance des populations) que sur l'espoir de la restauration des Etats musulmans pré-colonisation (163).

De la contrebande aux bandes armées au Sahel

- ▶ La progression significative de la profitabilité des activités illicites, conjuguée à de multiples épisodes de conflictualité, ont conduit à une structuration croissante des réseaux criminels au Sahel.
- ▶ Or, au-delà des différentes causes expliquant cette situation (nouveaux moyens de transport dans les années 60, capital technique et humain disponible, transmission des savoir-faire), les terribles sécheresses (1969- 1973, 1983- 1985) ont constitué un facteur majeur de l'émergence de la criminalité organisée. Cheptels et récoltes décimées, disparition des cultures oasiennes, exode rural massif... ont conduit nombre de Sahéliens dans les bras des réseaux criminels. Aujourd'hui, encore les crises socio-économiques forment le terreau de leur développement.
- ▶ Enfin, si l'augmentation des droits de douane entre différents pays de la zone (notamment l'Algérie et la Libye dans les années 70) a favorisé le trafic illicite (contrebande de cigarettes, trafic de haschich), la nécessité de financer les affrontement armés (rébellions, terrorisme) croissants dans la zone ont fini par institutionnaliser ces réseaux criminels. Dans les régions les plus pauvres, ils sont désormais les principaux pourvoyeurs d'emplois et d'argent facile (prise d'otages) (164).

Figure 32: L'intensité des risques sécuritaires dans le monde, année 2020



L'intensité est évaluée en tenant compte du contexte politique, du contexte social, du niveau de la criminalité, de la vulnérabilité au terrorisme et aux risques naturels et sanitaires ainsi que des risques de piraterie et de brigandage maritime.

Source : Traitement IRES _ Groupe mondial GEOS

D

ES RISQUES PERSISTANTS (7)

Conclusion

- ▶ Le niveau exceptionnel d'incertitude qui prévaut aujourd'hui paralyse les organisations (gouvernements, institutions, entreprises) habituées à planifier ou, au moins, à disposer d'une certaine visibilité pour fonder leur action. L'**attentisme** tend donc à se généraliser dans l'espoir d'un prochain retour à la normale.
- ▶ Cette situation explique aussi bien le manque crucial de données auquel les analystes sont confrontés ou les zones de cécité relatives aux menaces autres que la pandémie, que l'opportunité saisie par les cybercriminels comme par les bandes armées pour affermir, voire développer, leur emprise.
- ▶ C'est pourquoi, il est nécessaire de renforcer l'activité de **surveillance objective des risques** qui menacent, que ce soit à l'échelle planétaire ou simplement mondiale. Cette cartographie dessine, en cette fin d'année 2020, un paysage futur particulièrement sombre pour les années à venir.
- ▶ Ainsi, dans les prochaines années, les gouvernants vont donc devoir faire face à la fois :
 - ❖ à l'endiguement et aux conséquences de la Covid-19,
 - ❖ aux impacts des risques réalisés (montée du populisme notamment) et des crises nouvelles,
 - ❖ à la nécessaire prévention des menaces déjà avérées (changement climatique, rupture des services écosystémiques).
- ▶ Néanmoins, en dépit de ces risques persistants, les **germes d'un nouveau changement de paradigme** apparaissent. L'intérêt croissant porté au bien-être de l'être humain, aux relations avec le vivant et, plus globalement, à la préservation de la Nature ainsi que la remise en cause des conditions de la croissance en sont les principales caractéristiques. Plusieurs plans de relance adoptés dans le monde en portent la marque (Canada, Corée du Sud, France, Inde, Indonésie, Maroc, Royaume-Uni, Union européenne...) (165). Ils pourraient contribuer à façonner un monde de demain plus apaisé.

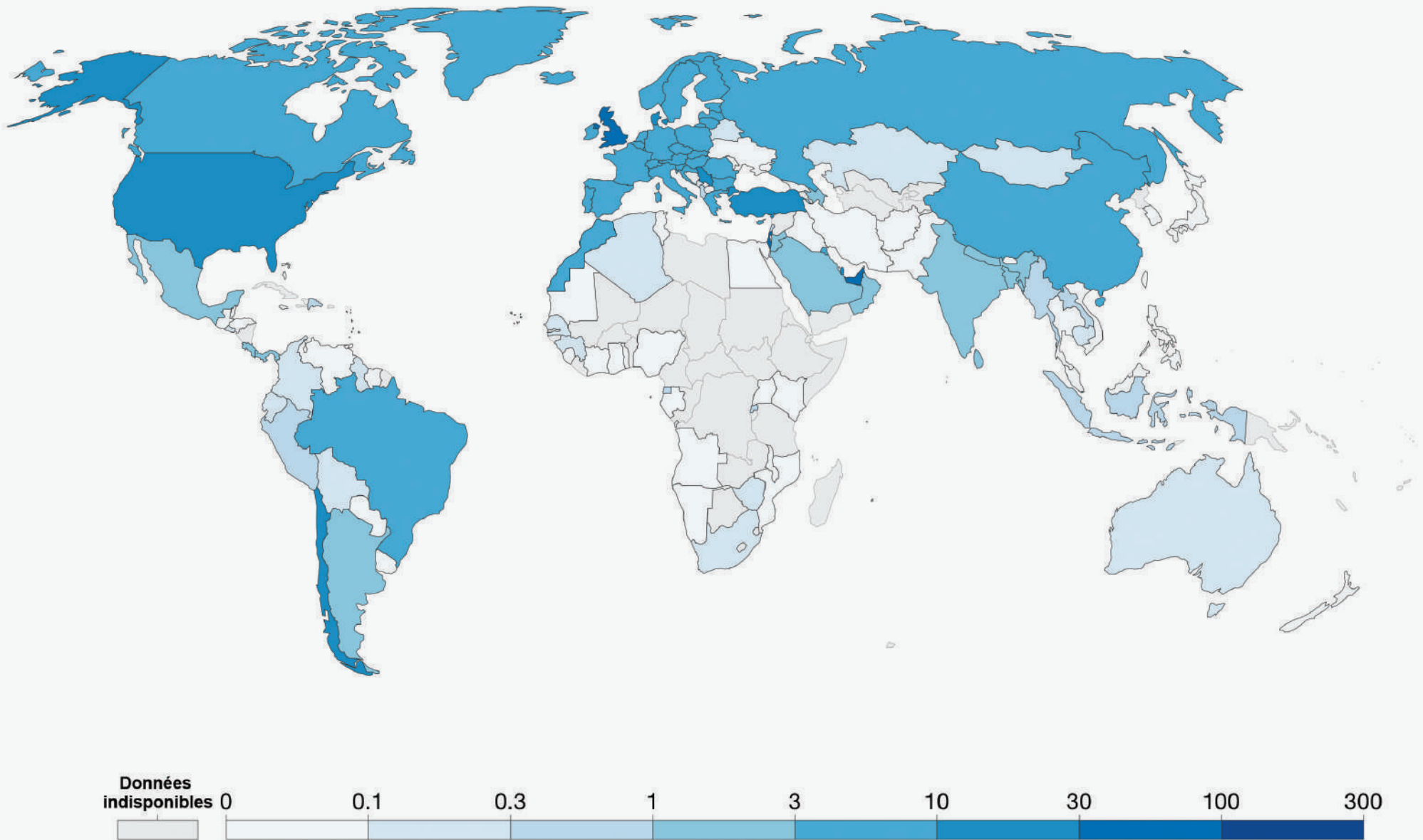
A RETENIR

- ▶ Un degré d'incertitude rarement atteint depuis la dernière guerre mondiale, qui freine les anticipations.
- ▶ Un degré élevé de cécité de la part des médias, qui occultent les événements et les facteurs de risque hors Covid-19.
- ▶ Un degré accru de dangerosité du monde par les effets induits de la pandémie : clivage des opinions publiques, attentisme généralisé, récession économique, tensions sociales, réactivité opportuniste des terroristes...



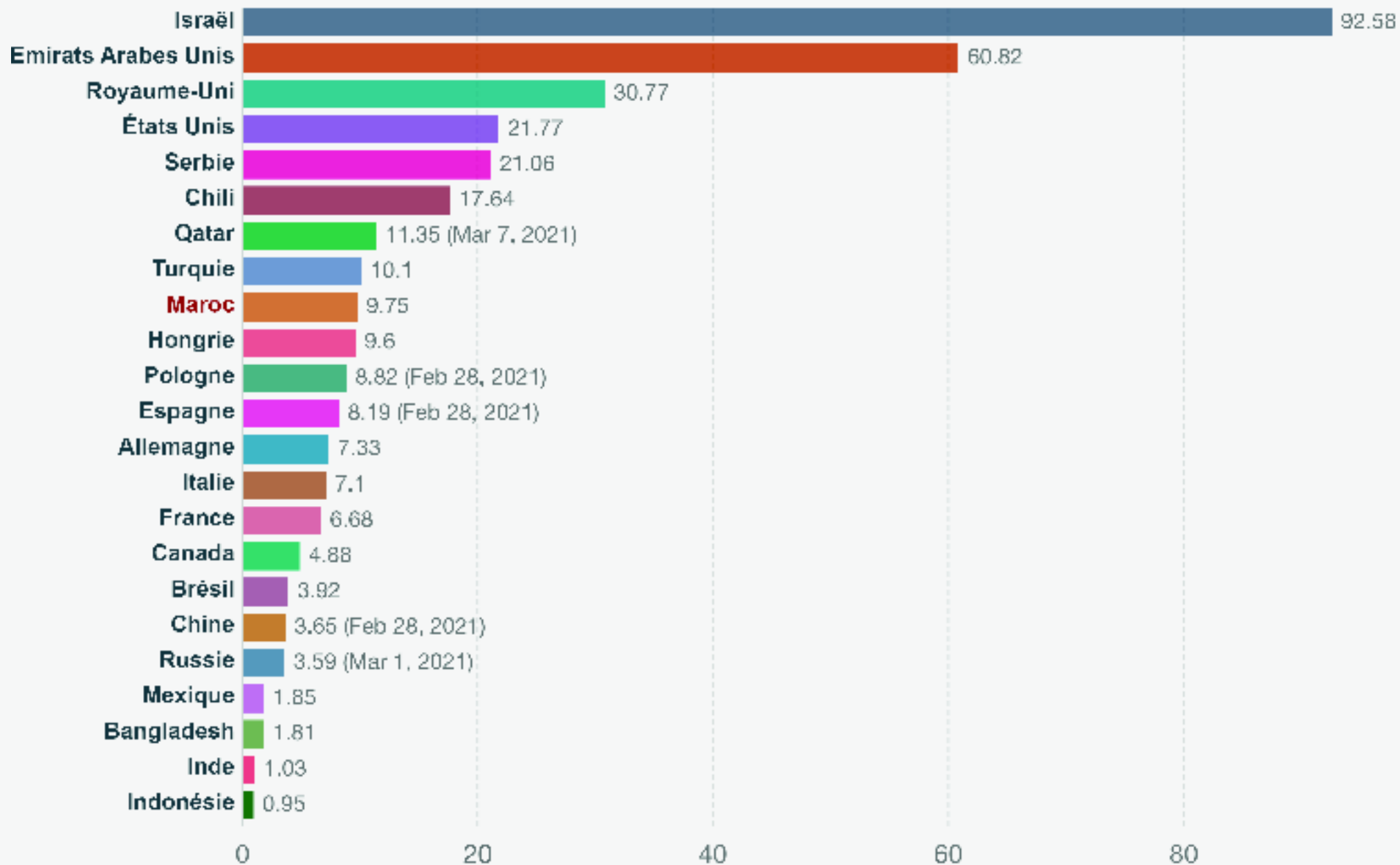
Source : <https://www.aa.com.tr/fr/monde/les-questions-environnementales-en-t%C3%A0te-de-liste-du-rapport-sur-les-risques-mondiaux-2020/1703145>

Figure 33: Vaccinations contre la Covid-19 dans le monde, au 27 février 2021



Source : Traitement IRES _ Our World in Data

Figure 34: Vaccins administrés par 100 habitants, au 27 février 2021



Source : Traitement IRES _ Our World in Data



CHAPITRE 2

QUELQUES PERSPECTIVES
STRUCTURANTES

P

ROBLEMATIQUE

Si les mesures de confinement prises par la plupart des gouvernements réussissent à ralentir la propagation du virus et à réduire le nombre de morts, elles gèlent aussi l'activité commerciale dans de nombreux secteurs, accroissent les inégalités, perturbent l'éducation et minent la confiance en l'avenir (166).

Au-delà de ces faits, les certitudes sont peu nombreuses malgré les multiples assertions relatives au monde post-Covid. Parmi celles-ci : le déclin de la mondialisation, le retour de la puissance publique, les comportements isolationnistes, les risques d'actions militaires ou les politiques opportunistes... (117).

Cependant, quatre sujets structurants, relatifs à la possible transformation du monde qui pourrait se produire dans les prochaines années, méritent que l'on s'y attarde.

Le premier est la question de l'**avenir de la mondialisation** : s'achemine-t-on vraiment vers une démondialisation comme certains l'affirment ou vers une transformation de la mondialisation telle que nous l'avons connue jusqu'à présent ?

Le second est celui de l'**accélération de la digitalisation** que l'on a pu observer au cours de l'année 2020 : que va-t-il en rester au terme de la pandémie ? Assistera-t-on à une évolution ou à une révolution ?

Le troisième sujet concerne la **transition écologique** : s'agit-il d'une nouvelle vague de greening, comme on en a déjà connu, ou d'un mouvement plus profond ? Quels en sont réellement les enjeux ?

Le dernier sujet enfin – et sans doute le plus important – concerne les **transformations sociétales** : le confinement a en effet levé le voile sur certains aspects jusqu'alors tabous ou sciemment ignorés comme la santé mentale, les violences domestiques ou la qualité de l'enseignement, mais vont-ils réellement être pris en compte et si oui comment ?

Ce chapitre n'a pas la prétention d'apporter des réponses à toutes ces questions. Néanmoins, il entend **clarifier les enjeux** de ces composantes-clés qui pourraient façonner le monde de demain, par un éclairage non seulement mondial, mais aussi africain et marocain.

Un exemple de "Scénarios plausibles post-Covid-19"

Scenario ② *EQUILIBRIUM*

1. Economic pressure to open businesses
2. Relaxation in social gathering
3. 2nd wave of viruses infections
4. Strict measures for social distance
5. Good for nature, self, and others
6. New forms of the world
7. We slow down to speed up

Scenario ④ *COLLAPSE*

1. Virus mutates and becomes more deadly
2. Nations and Governments blames each other
3. Sates are fighting for their existence
4. Major and long global economic depression
5. Nations break apart
6. Nationalist and populist
7. Capitalism crashes

Scenario ① *BASELINE*

1. Partially the virus is under control
2. Gradually opening businesses
3. Zones for traveling
4. A quick recovery (moderate recession)
5. New forms of societies and businesses (small shift)
6. New forms of education
7. Bio-chips, health passports

Scenario ③ *TRANSFORMATION*

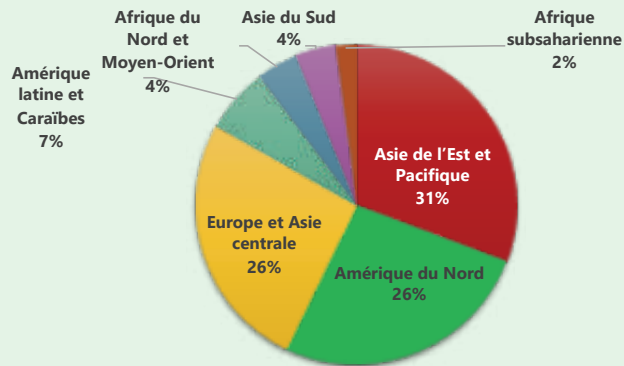
1. Vaccine development through global collaboratio
2. Innovation leads to immediate detection
3. People are eager to go out after the Quarantine
4. Quick recovery in the market
5. Environmental friendly society and businesses
6. Leap in Science and innovations
7. New forms of alliances

Source : Center for Futures Studies, Dubai

La mondialisation en chiffres

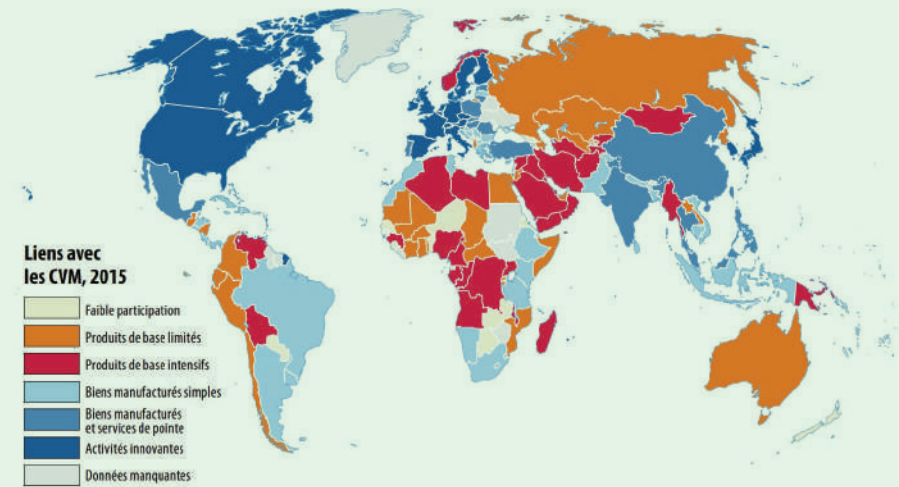
- ▶ Le PIB mondial s'élevait, en 2019, à 87.799 milliards de dollars (167).
- ▶ Les 10 pays ayant les PIB les plus élevés dans le monde (Etats-Unis d'Amérique, Chine, Japon, Allemagne, Inde, Royaume-Uni, France, Italie, Brésil, Canada) s'accaparent 67% de la richesse économique. A eux seuls, les Etats-Unis d'Amérique et la Chine représentent près de 41% du PIB mondial (168).

Figure 35 : Répartition géographique du PIB mondial, 2019 (en %)



Source : Traitement IRES des données de la Banque mondiale

Figure 36 : Participation des pays aux chaînes de valeurs mondiales



Source : Equipe du Rapport sur le développement dans le monde 2020, sur la base de la taxonomie des CVM pour 2015 (voir encadré 1.3 du Rapport principal).

- ▶ Les échanges internationaux de biens et services représentaient, en 2019, l'équivalent de 55% du PIB mondial (169).
- ▶ Selon l'Organisation mondiale du commerce, les échanges liés aux chaînes de valeur mondiales constituaient, en 2019, plus de deux tiers du commerce global (170).
 - ❖ Une augmentation de 1 % de la participation aux chaînes de valeur mondiales entraîne un accroissement du revenu par habitant de plus de 1 %, ce qui est nettement plus élevé que le gain induit par le commerce traditionnel (0,2%) (171).

D E LA MONDIALISATION A LA MONDIALITE

Depuis l'aube des temps, l'être humain a tracé les routes de l'échange et du commerce. Après avoir conquis son territoire et érigé des barrières pour le défendre, il s'est ensuite efforcé de s'en affranchir pour opérer à l'échelle de la planète.

Ce faisant, il va passer progressivement d'un processus de **mondialisation*** (abaissement des frontières) à un état de **mondialité** dans lequel chacun pourra se déplacer, s'installer, travailler et vivre n'importe où sur la planète intégrée.

En attendant cette lointaine perspective, la mondialisation évolue au gré de ses trois composantes : l'économie, la société et le politique. Elle se caractérise aujourd'hui par le libre-échange, le néo-libéralisme, un marché financier mondial, une homogénéisation culturelle, une classe moyenne mondiale, une croissance économique génératrice d'inégalités croissantes et une prédation environnementale massive.

Ce visage de la mondialisation s'avère fort éloigné de la conception d'un développement durable. C'est pourquoi des aspirations, parfois contradictoires, à d'**autres formes de mondialisation** se sont développées au cours des dernières décennies.

Le coup d'arrêt porté à la croissance mondiale par la pandémie, ainsi que la fragilité criante des économies aussi bien développées qu'émergentes, ont conduit à une **remise en cause** particulièrement sévère de la mondialisation actuelle.

Une triple mondialisation

► Pour mieux saisir les fondamentaux de cette évolution, il importe tout d'abord de bien distinguer les trois aspects – politique, économique et sociétal – de la mondialisation, car leur avenir respectif pourrait bien être contradictoire.

► La **mondialisation politique** repose sur :

- ❖ un **leadership américain** porteur d'une hégémonie culturelle forte (langue, mode de vie, industrie culturelle),
- ❖ un **concert des nations** organisé et entretenu par des organismes intergouvernementaux (ONU), en quête d'un consensus permanent souvent paralysant, mais contributif à une diminution des conflits armés à l'échelle mondiale,
- ❖ un (nouveau) **paradigme** politique selon lequel la croissance économique doit désormais passer devant le concept westphalien de souveraineté nationale, l'interdépendance économique apparaissant comme le meilleur garant de la paix ;
- ❖ le développement de la **liberté** d'action et de la **démocratie**. Dans son édition de 2020, le rapport Democracy Index, élaboré par The Economist Intelligence Unit, fait état cependant d'un recul de la démocratie dans 70% des 165 pays étudiés. L'indice de démocratie était, en 2020, à son plus bas niveau depuis sa création en 2006. Le prolongement de la crise et les mesures coercitives visant à endiguer la propagation du virus remettent, ainsi, en question dans de nombreux pays les acquis démocratiques obtenus au cours des dernières décennies.

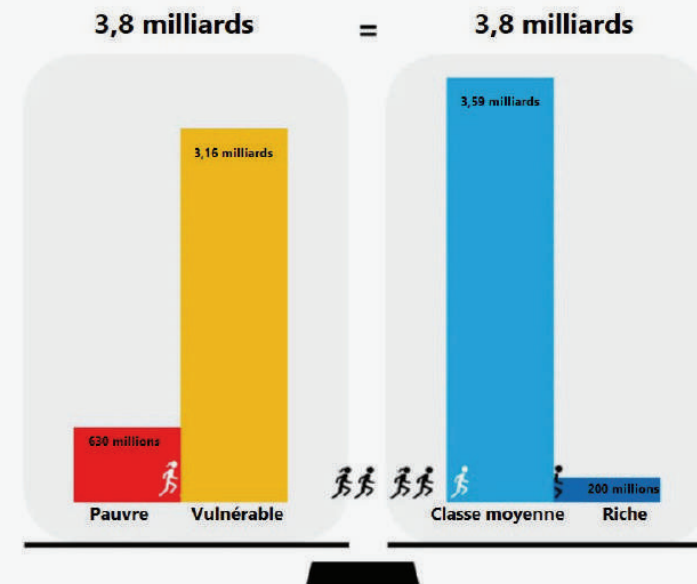
► D'où l'apparition de la notion de **soft power*** et l'émergence d'entités influentes non-étatiques comme le World Economic Forum (Davos). Mais d'où aussi l'incapacité manifeste des Nations-Unis de s'imposer comme le **bras armé** du monde (Casques Bleus), – paralysie politique interne et zone aveugle – et l'ampleur des dégâts actuels commis par des bandes armées (cf. Focus n°5) ou par des " Etats voyous* ".

D E LA MONDIALISATION A LA MONDIALITE (2)

- ▶ La **mondialisation économique** se caractérise par :
 - ❖ l'**interdépendance** croissante des économies nationales grâce aux mouvements transfrontaliers des biens, des services, des technologies et des capitaux,
 - ❖ le développement de **marchés mondiaux**, rendus possibles grâce aux technologies de communication (transports, technologies de l'information et de la communication, aux investissements directs à/de l'étranger IDE) et à l'internationalisation des standards (qualité, normes). Parmi ces marchés, ceux de la finance se sont développés de façon exponentielle au point où la sphère financière s'est largement écartée de la sphère de l'économie réelle,
 - ❖ l'apparition de nouveaux **acteurs** (multinationales) et de nouveaux **lieux** (zones de libre-échange, marchés communs),
 - ❖ une idéologie **néolibérale*** (capitalistique et impérialiste) qui l'emporte sur le modèle démocratique que la mondialisation sociétale tente pourtant d'imposer (172),
 - ❖ des politiques d'**aide au développement** (Fonds monétaire international et Banque mondiale) visant à généraliser le modèle néolibéral, dont les résultats questionnent le bien-fondé.
- ▶ L'**intégration** qui en résulte **divise** ainsi :
 - ❖ les **pays** entre ceux qui ont pleinement accès à cette mondialisation (dits développés), ceux qui n'y ont pas encore accès, mais en fournissent les moyens (matières premières, main d'œuvre à bas coût) et les pays en transition (dits émergents),

- ❖ les **citoyens** en trois catégories de revenus : une élite croissante qui peut accumuler du capital, un prolétariat qui n'a que sa force de travail et une classe moyenne grandissante (en Asie principalement), mais qui s'est précarisée en Occident (173) (cf. figure n°37).

Figure 37: Le point de basculement du revenu mondial, Septembre 2018



Source: Retraitement IRES, Projections by World Data Lab (52)

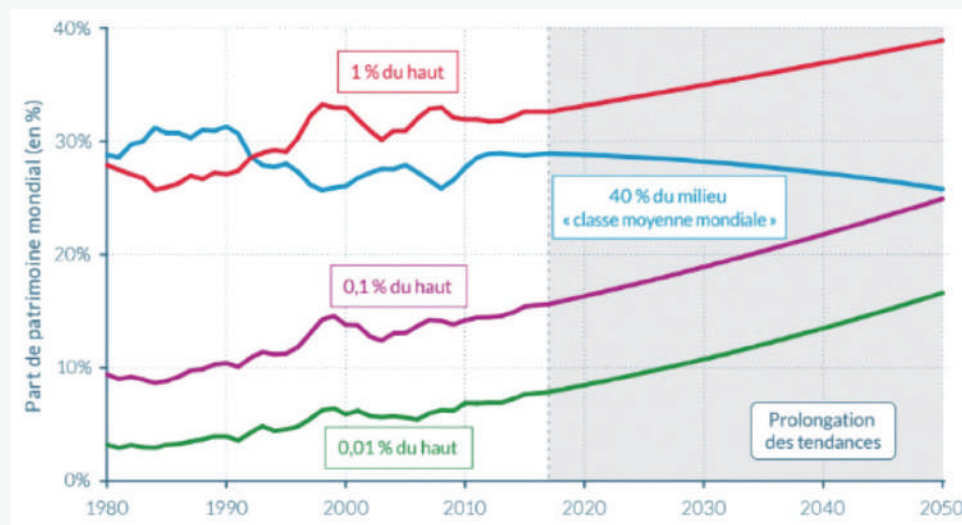
Dans le monde, avant la pandémie de la Covid-19, chaque seconde, environ une personne échappait à l'extrême pauvreté et cinq personnes accédaient à la classe moyenne. Chaque deux secondes, une personne, appartenant à la classe moyenne, devenait riche.

D E LA MONDIALISATION A LA MONDIALITE (3)

► La **mondialisation sociétale**, relative à l'ensemble des dimensions de l'activité humaine, a permis l'émergence de trois caractéristiques (174):

- ❖ L'accroissement du développement humain (espérance de vie moyenne et alphabétisation en hausse, mortalité infantile et extrême pauvreté en baisse) permet un enrichissement global et une élévation générale du niveau de bien-être, malgré l'accroissement des inégalités tant à la surface de la planète qu'à l'intérieur des sociétés nationales.
- ❖ Une classe moyenne mondiale se forme donc progressivement, nourrie d'une culture mondialisée grâce aux relais offerts par les médias (pop culture, production cinématographique, ...), mais aussi à la circulation des biens et des personnes autour de la planète (consommérisme, néo-nomadisme*). Cette classe moyenne parvient à concilier les tensions inhérentes à la mondialisation (entre ressemblance et différence, universalisme et particularisme, culture globale et culture locale) grâce à son métissage physique (citoyenneté multiple) ou culturel (cosmopolitisation, déterritorialisation de l'appartenance culturelle).
- ❖ Une prise de conscience de la dimension planétaire du monde qui s'incarne à la fois dans l'émergence d'objets communs à l'humanité – qui appellent des modes de régulation inédits à l'échelle mondiale (justice climatique par exemple) – et l'exigence de durabilité.

Figure 38 : Part du patrimoine mondial, 1980-2050
Vers une compression de la classe moyenne mondiale



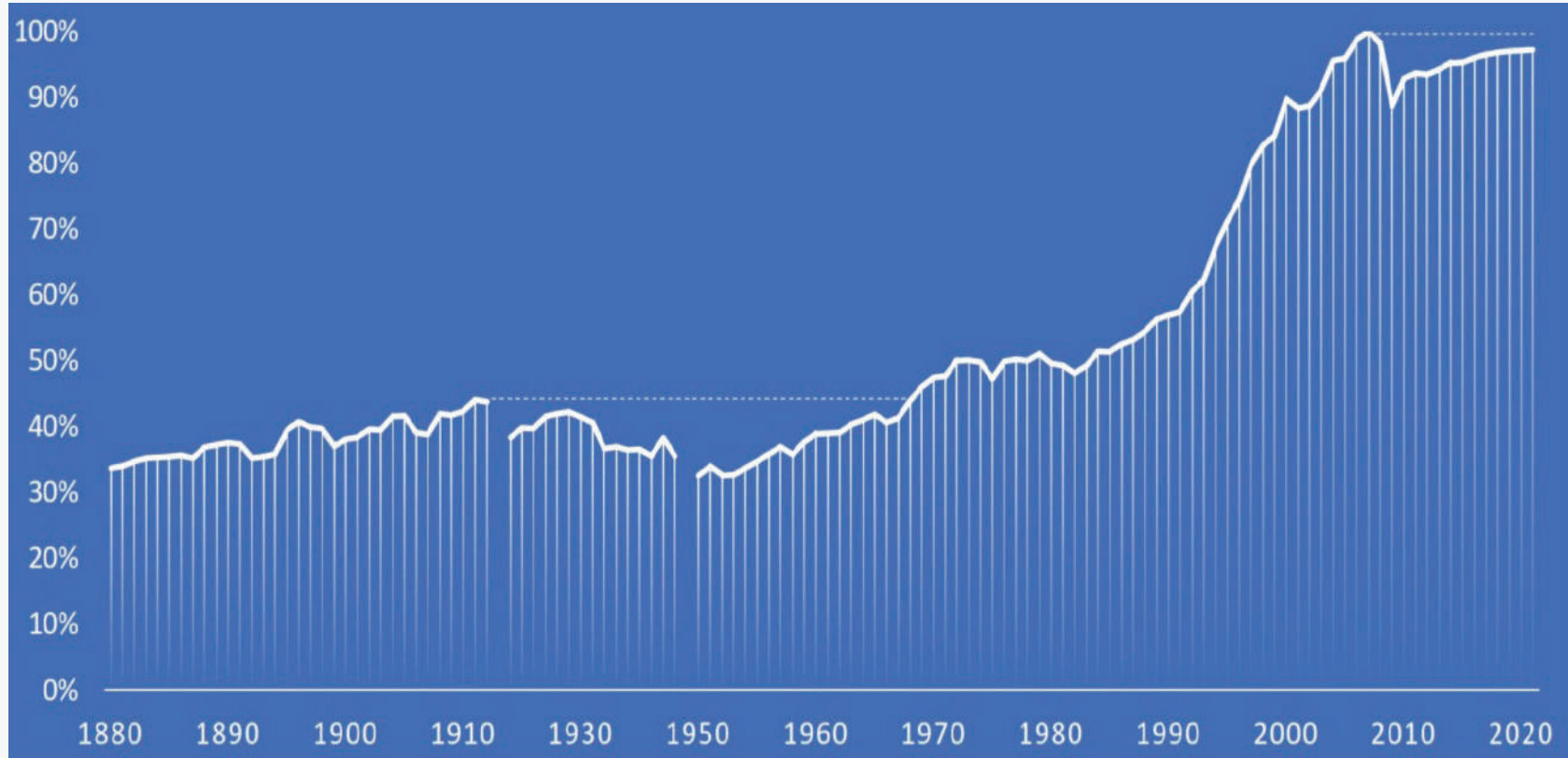
Source : LAC Equity Lab tabulations of SEDLAC (CEDLAS and the World Bank) and World Development Indicators (WDI), 2018

Mondialisation post-Covid : l'avenir de tous les possibles

Plusieurs scénarios ont émergé durant la pandémie, chacun reflétant diverses facettes, pourtant interdépendantes, de la situation. Ils ont pour mérite de montrer où se situent les alternatives, mais le futur qui se réalisera empruntera vraisemblablement des composantes à chacun d'eux (175).

- ▶ **Effondrement de la mondialisation** : les Etats ne parviennent plus à s'entendre au niveau mondial et se replient sur leur pré carré respectif (escalade des tensions Etats-Unis-Chine). Le protectionnisme s'impose pour protéger les économies locales défaillantes. Les voyages internationaux s'effondrent. Le repli identitaire gagne du terrain, poussé par la montée des partis souverainistes.
- ▶ **Renforcement de l'hypermondialisation*** : pour éviter un effondrement économique mondial, les Etats font preuve d'une solidarité inattendue. Le néolibéralisme en sort gagnant : en contrepartie d'une dette mondiale massive, la libéralisation des marchés mondiaux se poursuit, la régulation mondiale régresse. L'hypercompétitivité accroît les inégalités et renforce l'exploitation du Sud par le Nord.
- ▶ **Fragmentation du monde** : affaibli par sa gouvernance et la détérioration de ses performances économiques, le leadership américain s'effondre. L'Europe se délite, enchaînant les "exit" (Brexit, Grexit, ...), l'Afrique s'endogénéise. La puissance politique et économique chinoise triomphe, achevant le morcèlement d'un monde autrefois en voie d'intégration.
- ▶ **Démondialisation*** : l'hyper-mondialisation recule significativement, en parachevant tout d'abord le recul de l'intégration financière mise à mal par la crise de 2008. Les chaînes d'approvisionnement intégrées mondiales ne se reconstituent pas après la pandémie, les Etats préférant sécuriser leurs approvisionnements stratégiques. Sous la pression de leurs citoyens, la plupart des gouvernements mettent l'accent sur une plus grande autonomie nationale, favorisant une approche plus localisée, voire la relocalisation de certaines activités. Un bras de fer s'engage pour taxer les GAFA* au profit des investissements dans la décarbonation, mais surtout du remboursement de la dette. La croissance mondiale est durablement réduite.

Figure 39 : Mondialisation et démondialisation, 1880-2022 : évolution de l'indice de l'ouverture de l'économie mondiale (2008=100)



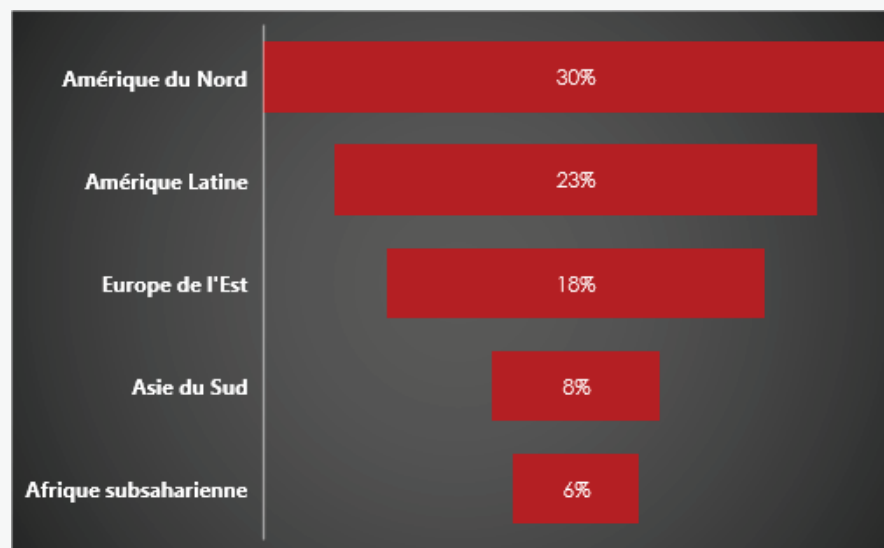
Source : Peter a.g. VAN BERGEIJK (Professeur émérite de macroéconomie et d'économie internationale, Cambridge University) - Own work, CC BY-SA 4.0

Parallèlement à la tendance d'accélération de la mondialisation depuis 1880, cette figure met en évidence deux périodes de recul de l'hypermondialisation (les années 1930 et 2010).

Evolution tendancielle

- ▶ Comme dans toute crise, le **temps** est le facteur crucial agissant sur l'ampleur des changements qui s'ensuivront. Car plus la crise est de courte durée, plus la résilience des sociétés humaines les pousse à revenir à leurs habitudes et modes de faire traditionnels dès qu'elle s'achève. En revanche, si la crise dure suffisamment longtemps pour que de nouvelles habitudes et modes d'action s'installent sous l'effet de l'adaptation, ceux-ci perdureront vraisemblablement.
- ▶ Le phénomène de mondialisation était déjà en cours de transformation lorsque les deux vagues sévères de la pandémie (printemps et automne 2020) l'ont fortement affecté. Il est vraisemblable que la tendance mettant un terme à l'hypermondialisation se confirme, tandis que l'orientation prise par les quatre facteurs de changement suivants définiront sa future physionomie (176).
- ▶ Le **télétravail**, pour ceux qui en ont la possibilité (employeur, législation, type de travail, capacités et environnement personnels), devrait avoir conquis durablement du terrain, entraînant de nouveaux modes managériaux, un renforcement de la digitalisation, une nouvelle répartition des flux de circulation, voire une nouvelle conception du bâti. Accélérateur de la GIG economy*, son impact sur la progression de la mondialisation des services est significatif. Mais il pourrait aussi propulser de nouveaux pays sur la scène de l'**employabilité** et de l'**attractivité entrepreneuriale**.

Figure 40: Potentiel du télétravail par région : part des employés exerçant des professions permettant le télétravail (en %), 2020



Source : Traitement IRES _ Working from home: Estimating the worldwide potential. Janine Berg, Florence Bonnet, Sergei Soares. VoxEU – CEPR. 11 May 2020

D E LA MONDIALISATION A LA MONDIALITE (6)

▶ La **réduction de la mobilité internationale** pourrait durer, sous le multiple effet de la prise de conscience écologique croissante ; de la difficile remise en route du secteur du transport aérien mondial ; des difficultés économiques des classes moyennes et de l'intérêt bien compris des entreprises de rationaliser ces dépenses (voyages d'affaires). Cela impacterait particulièrement négativement la croissance mondiale à travers les deux secteurs économiques essentiels que sont le tourisme international et le transport aérien. Toutefois le tropisme de la mobilité est si fort chez l'être humain que la reprise aura lieu tôt ou tard.

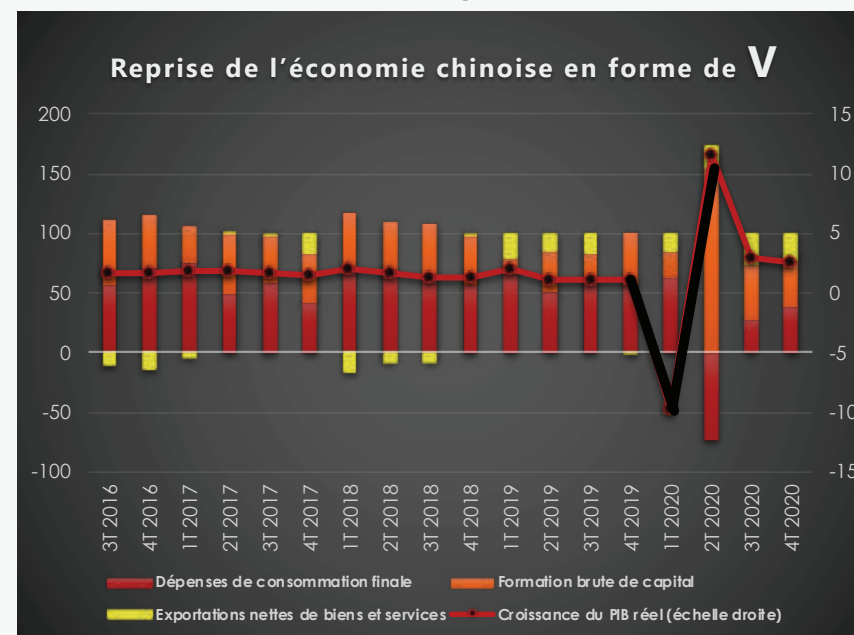
▶ La **poursuite de la montée en puissance de l'Asie** :

❖ Contrairement à tous les autres grands pays, la Chine (cf. Focus n°6) a connu en 2020 une croissance économique de 2% de plus qu'en 2019. Elle sort ainsi renforcée de la crise mondiale, avec un excédent commercial à son plus haut niveau depuis 2015 (+25% par rapport à 2019), grâce à la forte demande mondiale, notamment, en masques et produits électroniques. Parmi les raisons structurelles de cette croissance :

- la reprise du travail dans l'industrie plus tôt que les autres pays, la distanciation sociale étant plus aisée dans les usines que dans les services ;
- le virage pris vers le capitalisme étatique de haute technologie et vers l'accroissement de son autosuffisance pour répondre à une demande intérieure croissante ;
- enfin, la Chine est en passe de devenir le 4^{ème} plus grand exportateur de services dans le monde (177).

❖ Parallèlement, l'Inde est devenue la 5^{ème} économie mondiale en 2019 ; le Vietnam et la Thaïlande bénéficient des tensions commerciales sino-américaines, en offrant une alternative viable à la diversification des approvisionnements. Ainsi, l'Asie (pays émergents et en développement) pourrait atteindre une croissance de 8% en 2021, loin devant les autres blocs économiques (178).

Figure 41 : PIB réel et composantes en Chine : taux de croissance économique et contribution à la croissance en glissement trimestriel (en %)



Source : Traitement IRES des données issues du Bureau national des statistiques de la Chine

La Chine en tête

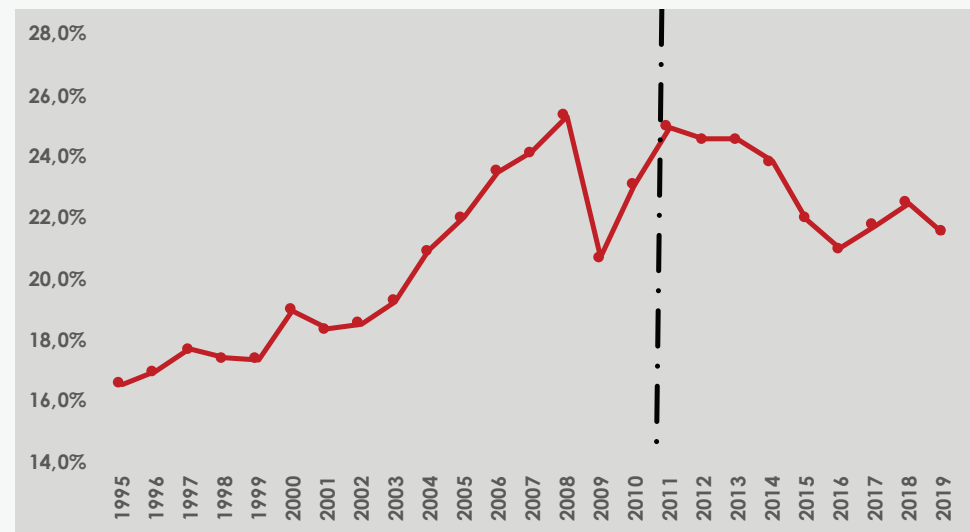
- ▶ En octobre 2020, alors que la plupart des pays luttent contre l'arrivée d'une nouvelle vague de la Covid-19 et s'embourbent dans la récession, la Chine semble s'être remise de la pandémie grâce à un rebond en forme de V. Les écoles sont ouvertes, les usines bourdonnent et les restaurants sont pleins (179). Dès la fin du 2^{ème} trimestre 2020, la Chine a retrouvé son niveau d'activité d'avant la pandémie pour afficher un taux de croissance économique de 2% en 2020. D'ici fin 2021, la croissance du PIB réel chinois devrait être de près de 8%, en hausse par rapport au taux de croissance économique de 6,1% enregistré en 2019 (180).
- ▶ Les raisons de ce succès tiennent, d'une manière générale, au mixte entre un Etat central fort et une économie de marché dynamique à l'export, et, plus particulièrement :
 - ❖ à l'absence d'une " seconde frappe " du virus qui, alors qu'elle atteint nombre de pays, aurait épargné la Chine,
 - ❖ au choix des facteurs de relance : la production industrielle et l'investissement, avant la consommation. Ce qui lui a permis d'atteindre des records en matière d'exportation pendant la pandémie (181),
 - ❖ à la structure économique encore fortement industrielle du pays : il est plus facile d'exploiter des manufactures en respectant la distanciation sociale que de maintenir l'activité dans le secteur des services.
- ▶ Dans un contexte mondial de digitalisation accélérée de l'industrie bancaire, qui pourrait bien conduire à la disparition totale de la monnaie papier (60), le développement économique futur de la Chine semble être assuré aujourd'hui par sa maîtrise des **fintech** (cf. l'introduction en bourse record de Ant Group) (182).
 - ❖ Testé dans 4 grandes villes chinoises, dont Suzhou et Shenzhen, le yuan digital devrait être lancé en 2022 selon la Banque centrale de Chine.
 - ❖ L'originalité de la cryptomonnaie de la République populaire de la Chine (DCEP, Digital Currency Electronic Payment) réside dans le fait qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle forme de monnaie décentralisée – comme le bitcoin ou l'étherum sécurisés par la blockchain – mais bien d'une monnaie nationale émise par la Banque centrale, au même titre que la monnaie fiduciaire actuelle, qui sera distribuée par les banques et les sociétés de paiement.
 - ❖ Celle-ci sera mise en circulation à travers des porte-monnaies électroniques dont la valeur maximum devrait être limitée, dans un premier temps, afin de maintenir la prééminence des banques pour les paiements importants. Ainsi chacun pourrait substituer son téléphone à sa banque. Avec tous les cyber-risques que cela comporte...
 - ❖ A terme, le coût de la monnaie devrait baisser au fur et à mesure de la disparition des devises papier, et la DCEP devrait s'internationaliser. Le continent africain pourrait bien être le premier à s'inspirer de ce nouveau modèle monétaire.

D E LA MONDIALISATION A LA MONDIALITE (7)

La **reconfiguration des chaînes d'approvisionnement**, voire des chaînes de valeur mondiales : celle-ci a commencé au début des années 2010 avec le développement de l'automatisation qui rend la délocalisation moins intéressante et du just in time (e-commerce) qui fonctionne mieux avec des fournisseurs plus proches. Sous l'effet des tsunamis au Japon et en Thaïlande, les longues chaînes d'approvisionnement devenues risquées ont été délaissées au profit d'une concentration sur les blocs régionaux. La prise de conscience de nombreuses entreprises de leur dépendance vis-à-vis de la Chine, à l'occasion de la pandémie, pourrait conduire à changer la localisation de la production de 16 à 26% des biens exportés dans les 5 années à venir (183).

La "**slowbalisation***" résultant de la diminution de la part des échanges dans le PIB mondial (cf. Figure n°42) devrait ainsi s'accélérer au cours des prochaines années. La relocalisation des marchés gagnerait du terrain sous l'effet conjugué des guerres commerciales, de l'anticipation de nouveaux risques, de la préoccupation croissante des entreprises pour leur empreinte écologique et les normes de travail. Le degré d'intégration mondiale des économies est tel aujourd'hui que ce scénario du ralentissement de l'hypermondialisation paraît plus probable que celui d'une démondialisation massive (184).

Figure 42 : Evolution de la part des exportations mondiales de marchandises dans le PIB (en %)



Source : Traitement IRES des données de la Banque mondiale et de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

- ▶ Ainsi, le scénario tendanciel qui se dessine aujourd'hui pour la décennie à venir est celui d'un monde **moins mondialisé, plus digitalisé et plus inégal** :
 - ❖ La **production** se rapprocherait des fabricants, soucieux de réduire les risques liés aux approvisionnements et d'accélérer leur automatisation, offrant une nouvelle opportunité aux territoires subnationaux et aux pays émergents voisins (Mexique, Maroc, Turquie, ...). Elle se rapprocherait aussi de marchés régionaux plus concentrés, propices au développement des activités en ligne (e-commerce notamment).
- ▶ Dans le contexte des faillites résultant de la Covid-19, de nouveaux **emplois** vont devoir rapidement être créés pour limiter le chômage, faute de quoi des mouvements sociaux massifs pourraient voir le jour. La flexibilité du travail et sa digitalisation vont devenir essentielles, générant de nouvelles inégalités au sein des populations, entre les " techno-littérés " et les autres.
 - ❖ La **convergence** économique entre pays développés et pays en développement devrait poursuivre son ralentissement. Néanmoins, les inégalités pourraient surtout s'accroître au sein des blocs régionaux conduisant ceux-ci à leur éclatement (désaccords) ou à leur renforcement (solidarités) (185).

Vers la mondialité ?

Cette *slowbalisation* accélérée par la pandémie pourrait-elle indiquer, en réalité, moins une dégradation de la mondialisation qu'un nouveau degré de maturité ?

- ▶ La 3^{ème} vague de mondialisation (1990-2010) - dite hypermondialisation - a produit un impact globalement **positif** dans l'ensemble du monde : baisse des prix permettant l'accès à plus de biens et services (notamment le transport et les télécommunications), amélioration des indicateurs de développement humain, émergence des pays en développement, ...
- ▶ Néanmoins, la crise de 2020 a clairement fait apparaître les **défauts inhérents** à cette accélération : creusement accéléré des inégalités entre pays et au sein des pays ; impuissance de la gouvernance mondiale tant au plan politique qu'économique (Nations-Unies, Organisation mondiale du commerce, cycle de Doha) ; empreinte écologique excessive condamnant la durabilité de ce modèle...

D E LA MONDIALISATION A LA MONDIALITE (9)

- ▶ Dès lors, serait-il envisageable que le tournant espéré par les altermondialistes (cf. Focus n°7) ait enfin lieu ? Il n'est pas question ici de réduire la croissance, mais d'en limiter et de mieux contrôler les effets négatifs, notamment, en faisant appel à la **solidarité** des nations et à une **coopération** internationale renouvelée (186).
- ▶ Cette nouvelle mondialisation aurait alors un autre objectif que la croissance en soi : elle reposerait sur la volonté proactive de **réaliser une vision partagée et de donner un sens au progrès**. Cette vision est d'ores et déjà portée par un vaste ensemble de collectifs militant en faveur de plus d'égalité et de justice sociale, d'une planète préservée et d'une nature restaurée ainsi que d'une adaptation rapide au changement climatique (développement durable).
- ▶ Cette nouvelle vague de mondialisation plus lente, du fait d'une endogénéisation croissante en particulier des pays africains d'ici 2050, mais aussi plus réfléchie, permettrait à nombre de pays en développement de réellement **choisir leur devenir et comment y accéder**. Ainsi, ceux qui feraient le choix de l'intégration mondiale pourraient se préparer structurellement à accéder à la compétition économique mondiale, en accompagnant vraiment toute leur population. Tandis que d'autres pourraient sereinement faire le choix de l'endogénéisation* (187).

Encadré 6: Une représentation de la mondialisation : vulnérabilité et chamboulements

Cette pandémie du Coronavirus a révélé à notre société mondialisée sa profonde fragilité et ancré dans les esprits la certitude que c'est seulement par une action concertée que l'on pourra en venir à bout et avancer.

Ainsi, au plus profond de la crise sanitaire, est en train d'émerger un besoin d'unité et de solidarité. Solidarité entre les Etats et nations et solidarité à l'intérieur de celles-ci entre les classes sociales et les générations.

La Covid-19 a mis en lumière les limites de l'ultralibéralisme et de l'individualisme. Les règles du marché ne peuvent plus, seules, diriger le monde.

Fathallah OUALALOU (188)

Mondialité : le nouveau visage de la mondialisation post-Covid ?

La quête ancienne d'une autre mondialisation

- ▶ Au-delà de ces divers scénarios pariant sur l'avenir de la mondialisation telle qu'elle existe aujourd'hui, les réflexions en faveur d'une autre forme de mondialisation rencontrent une écoute plus attentive. La prospective change alors de forme, passant des avènements possibles aux avènements souhaitables.
- ▶ Le mouvement en faveur d'une autre mondialisation (altermondialisation) s'est concrétisé en janvier 2001 lors du Forum Social Mondial de Porto Alegre (Brésil) pour exprimer les demandes de justice mondiale et de durabilité.
- ▶ Au cours des deux dernières décennies, il a discuté et véhiculé des concepts modélisateurs dont certains entrent particulièrement en résonance avec les discours actuels (189) :
 - ❖ Le **localisme**, fondé sur des changements de comportement, permettrait de passer d'une vie nomade, déterritorialisée et liée à la mondialisation des marchés, à des communautés autonomes, relocalisées, dans un contexte de société post-croissance.
 - ❖ Le **cosmopolitisme**, résultant des interactions entre les institutions, les Etats, les ONG, les entreprises et la société civile, conduit à la généralisation de la démocratie et à l'avènement d'une gouvernance mondiale pour résoudre des problèmes planétaires.
 - ❖ Le **post-développement** correspond à l'idée d'un développement endogène débarrassé du colonialisme, incluant aussi bien la spiritualité et la santé que l'économie et reposant sur l'innovation autonome et le développement des communautés.
 - ❖ Le **libéralisme réformé** se repose sur les institutions pour venir en aide aux plus démunis (Etats ou personnes) et recourt à la science et à la technologie pour résoudre les problèmes, à l'instar des objectifs onusiens.
 - ❖ Les **réseaux mondiaux** (Global Networks), dématérialisés, apparaissent comme une alternative au capitalisme grâce à l'économie partagée*, aux communs* et à l'auto-organisation de leurs membres. Ils contribuent ainsi à l'émergence du prosummeur* (prosumer).
 - ❖ La **co-évolution**, une vision à la fois cosmologique et écologique, promeut une coévolution vers une durabilité inter-espèces, reposant sur la conscience, la technologie et le design*.

L'un de ces mouvements pourrait-il incarner l'avenir de la mondialisation ? En réalité, celui-ci s'annonce plus kaléidoscopique. D'une part, parce qu'un certain nombre de tendances de fond de la mondialisation ne pourront pas s'inverser, ni même disparaître, à brève échéance. D'autre part, parce que l'essence même de la revendication d'une autre mondialisation repose sur la fin d'une vision et d'une culture hégémoniques qui l'emporteraient sur les autres.

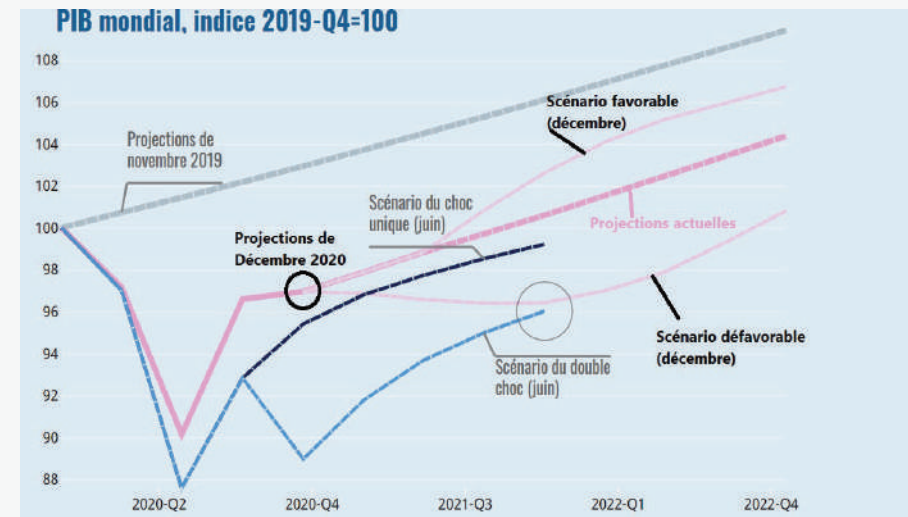
Mondialité : le nouveau visage de la mondialisation post-Covid ? (2)

Quelques grands traits de la mondialité

- ▶ Une **gouvernance mondiale** repensée et accrue, fondée sur la solidarité plus grandes entre les nations et une coopération non-économique dans des secteurs comme la santé publique, la gouvernance environnementale et l'éducation.
- ▶ Une **mondialisation green** imposant une taxe carbone aux frontières.
- ▶ Une **réduction de la dépendance** des économies nationales vis-à-vis d'une puissance unique (comme la Chine aujourd'hui) grâce à la diversification des sources d'approvisionnement et à la constitution de réserves stratégiques alimentaires, médicales et énergétiques.
- ▶ Un nouveau **modèle de développement**, combinant endogénéisation (développement prioritaire d'un marché domestique) et mondialisation, si bien que les exportations continueraient de tirer la croissance là où les marchés nationaux ne sont pas encore suffisamment importants pour soutenir le développement.
- ▶ Une **intégration régionale** accélérée, notamment, dans les pays en développement pour créer des marchés plus vastes.
- ▶ Une plus grande **distribution de la richesse**, notamment, dans les économies de rente, au profit à la fois des classes moyennes plus éduquées et d'un nouveau marché intérieur.
- ▶ Les **services** constituent la nouvelle source de développement, en lieu et place de l'industrie, favorisés par la moindre immobilisation de capital qu'ils nécessitent et par la diffusion mondiale, exponentielle, des technologies de l'information et de la communication à haut débit, interconnectées.
- ▶ L'accroissement de la population éduquée mondiale nourrit le développement de la **GIG economy** (indépendants, free-lance), un marché du travail à la mission, mondialisé et plateformisé, seul capable d'absorber le volume important de jeunes actifs dans les pays en développement et de répondre aux aspirations des nomades digitaux.

- ▶ Un redressement de l'économie mondiale au cours des deux prochaines années : il est prévu que la croissance économique mondiale serait de 4% en 2021 et de 3,8% en 2022 (180).
- ▶ Toutefois, la reprise économique ne sera pas homogène dans tous les pays, ce qui pourrait impacter durablement l'économie mondiale.
- ▶ En outre, les perspectives demeurent incertaines, marquées par des risques de révision à la hausse comme à la baisse, notamment, en cas d'échec de la distribution du vaccin à tous les pays affectés par la pandémie.

Figure 43 : Projections du PIB mondial, en glissement trimestriel



Source : Retraitement IRES _ Perspectives économiques de l'OCDE, Décembre 2020

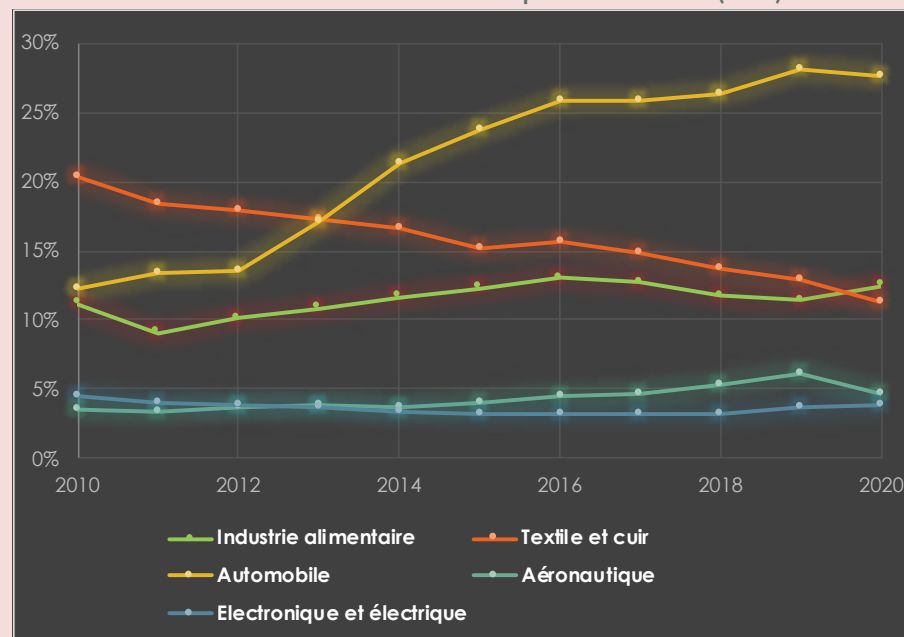
- ❖ Scénario du choc unique : une deuxième vague est évitée.
- ❖ Scénario du double choc : une deuxième vague épidémique survient avant la fin de l'année 2020.
- ❖ Scénario favorable : des campagnes de vaccination efficaces et une meilleure coopération internationale pour la distribution du vaccin.

Quel devenir pour les métiers mondiaux du Maroc ?

Introduction

- ▶ Dans le cadre d'un vaste programme d'actions visant à améliorer sa compétitivité pour hausser son industrie au niveau mondial, le Maroc a opté pour le développement de métiers mondiaux. Parmi ces métiers mondiaux du Maroc : automobile, aéronautique, agroalimentaire, textile et cuir, offshoring électronique.
- ▶ Les différentes stratégies industrielles adoptées par le Maroc, en l'occurrence le Pacte national pour l'émergence industrielle - Plan Emergence I (2005) - le Pacte national pour l'émergence industrielle (2009) et le Plan d'accélération industrielle (2014), ont enclenché une réelle dynamique dans certains secteurs (automobile et aéronautique).
- ▶ Toutefois, l'année 2020 a marqué un ralentissement général de la part des exportations des métiers mondiaux du Maroc dans les exportations totales (cf. graphique ci-contre), à l'exception de l'industrie alimentaire.
- ▶ Peut-être est-il temps de s'interroger sur le devenir de ces métiers mondiaux du Maroc dans les décennies à venir, afin de prendre au plus tôt les virages nécessaires...

Figure 44: Evolution, entre 2010 et 2020, de la part des exportations des Métiers Mondiaux du Maroc dans les exportations totales (en %)



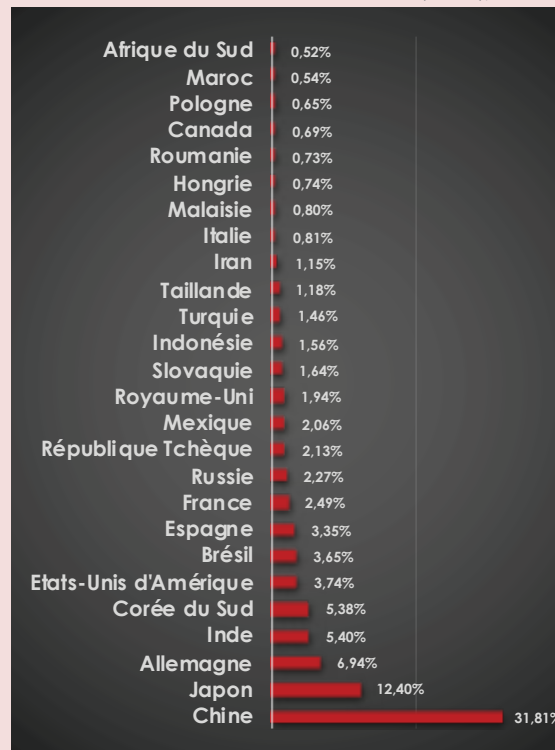
Source : Traitement IRES _ Données de l'Office des Changes

Métiers mondiaux du Maroc : l'industrie automobile

Une industrie compétitive

- ▶ Considérée comme un secteur stratégique, l'industrie automobile marocaine, à la croissance soutenue, est devenue, en 2014, le premier secteur exportateur du Royaume.
 - ❖ Elle représente 25% de la valeur des exportations totales, en moyenne annuelle sur la période 2014-2019 (190).
 - ❖ Elle a créé près de 150.000 emplois entre 2014 et 2019, cumulant 27% des créations d'emplois industriels (191).
- ▶ Le Royaume a ainsi rejoint, en quelques années, le cercle fermé des producteurs automobiles. En 2019, il occupait la 26^{ème} place mondiale pour la production des voitures de tourisme et la 1^{ère} place africaine (192).
- ▶ La mise en service en 2019 de l'usine PSA Kénitra permettra au Maroc d'atteindre une capacité annuelle de production de 700.000 unités d'ici 2023.

Figure 45 : Délocalisation de la production des voitures de tourisme dans le monde (en %), 2019



Source : Calculs IRES _ Données de l'Organisation internationale des constructeurs automobiles

toujours attractive malgré la pandémie

- ▶ Le ralentissement des échanges mondiaux durant l'année 2020 a entraîné une diminution de 10% du chiffre d'affaires à l'export du secteur automobile marocain.
- ▶ Cependant, dès le début de l'année 2021, de nouveaux investissements étrangers ont conforté la bonne réputation du Maroc auprès des leaders mondiaux de l'automobile.
 - ❖ Deux protocoles d'accord ont été signés le 12 janvier 2021 avec les groupes japonais Yazaki et Sumitomo, pour la création au Maroc de quatre usines de production de faisceaux de câbles (193).

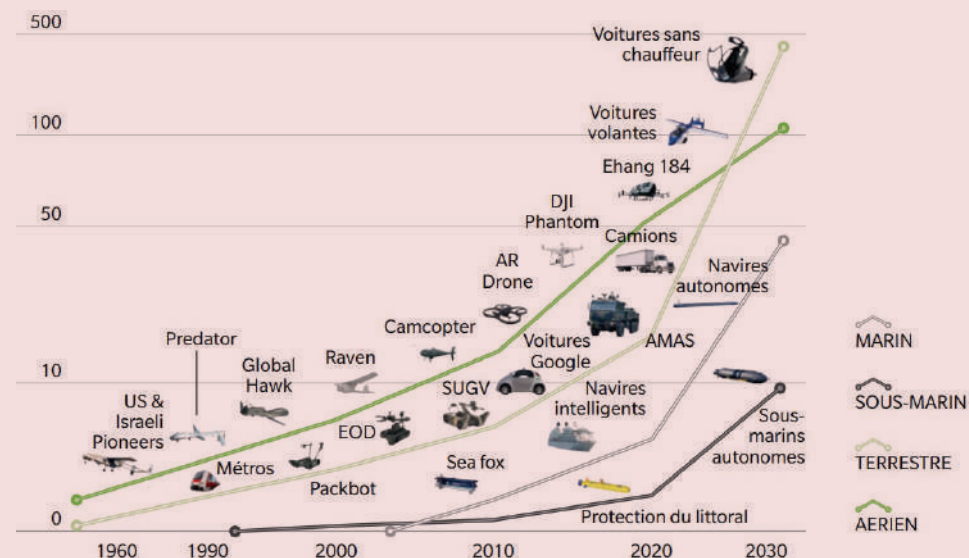
Selon l'Organisation internationale des constructeurs automobiles, près de 56% de la production automobile mondiale est délocalisée ; la Chine en capte 32%. Sur les 2% captés par le continent africain, 1,1% est partagé entre le Maroc et l'Afrique du Sud (194).

Métiers mondiaux du Maroc : l'industrie automobile (2)

Nouvelles perspectives mondiales

- ▶ La situation mondiale de 2020 a accéléré trois tendances impactant directement l'industrie automobile :
 - ❖ Le ralentissement de la croissance mondiale (slowbalisation).
 - ❖ La transition écologique (normes, réglementations, aspirations des consommateurs) qui concerne aussi bien l'énergie que les matériaux.
 - ❖ Les évolutions technologiques : interface homme-machine, technologies du bien-être, véhicules autonomes, propulsion électrique ou à hydrogène, batteries vertes, ...
- ▶ La crise économique consécutive à la pandémie a, aussi, suscité l'émergence d'une volonté de restructuration des chaînes de valeur mondiales, conduisant à un raccourcissement de la chaîne logistique et à une possible relocalisation vers l'Europe de certaines activités du secteur automobile. La position du Maroc devrait en sortir renforcée.
- ▶ La capacité de l'industrie automobile marocaine à demeurer compétitive et attractive au cours des prochaines décennies est, donc, fortement liée à sa capacité d'anticipation et d'adaptation à ces nouvelles perspectives.
 - ❖ Pays producteur de cobalt – un composant principal de la production des batteries électriques – le Maroc pourrait développer une compétence spécifique dans la transformation de ce minerai.
 - ❖ Batteries vertes, véhicules électriques, véhicules autonomes, intelligence artificielle, interface homme-machine... autant de perspectives dans lesquelles le Maroc peut et doit s'engager.

Figure 46 : Taille du marché des véhicules autonomes, échelle logarithmique, en milliards de dollars



Source : Autonomie : une révolution en marche. Oliver WYMAN. Marsh&McKLENNAN COMPANIES. 2018

Le virage des voitures autonomes, amorcé au cours des cinq dernières années, s'accélère : près de 16% des véhicules seraient autonomes à l'horizon 2030 (195).

La prééminence future du fournisseur de la digitalisation (intelligence artificielle) sur le producteur de l'automobile se confirme (196), suscitant la vocation de start-up exportatrices de solutions digitales avancées sur un marché devenu mondial.

Métiers mondiaux du Maroc : l'industrie aéronautique

Un secteur en plein ascension...

- ▶ Depuis le début du siècle, le Maroc a su édifier un écosystème aéronautique de qualité, diversifié et compétitif (197), comme en attestent :
 - ❖ une croissance annuelle moyenne du chiffre d'affaires à l'export de 14% sur la période 2010-2019 (190),
 - ❖ plus de 142 entreprises opérant sur le sol national, dont Boeing, Safran, Hexcel, Eaton, Alcoa ou encore Stelia,
 - ❖ la création de près de 11.316 emplois directs sur la période 2008-2018,
 - ❖ le développement de nouveaux métiers à forte valeur ajoutée : câblage, mécanique, chaudronnerie, composite, assemblage mécanique...
 - ❖ la fabrication de 38% d'un avion complet (198).
- ▶ Cette compétence reconnue qualifie le Maroc pour récupérer certaines des activités que le secteur aéronautique entend relocaliser, après avoir été contraint de fermer plusieurs sites à l'échelle internationale.

... relativement touché par la crise de 2020

- ▶ La pandémie de la Covid-19 a provoqué un arrêt brutal du trafic aérien mondial :
 - ❖ Entre le confinement et la fermeture des frontières, le nombre de passagers dans le monde a chuté de 66% en 2020 (199).
 - ❖ Le chiffre d'affaires du secteur a affiché une baisse, entre 2019 et 2020, de 60%, soit une perte de près de 120 milliards de dollars (199).
- ▶ Les répercussions sur l'industrie aéronautique marocaine se sont rapidement fait sentir, mais leur gravité est relative :
 - ❖ Recul de 29% du chiffre d'affaires à l'export entre 2019 et 2020 (C) contre 50% au niveau mondial (198).
 - ❖ 10% de pertes d'emploi contre 43% au niveau international (198).
 - ❖ Le secteur ne devrait pas retrouver son niveau de 2019 avant 4 ans, compte-tenu des lourdes pertes que Boeing et Airbus, les deux géants mondiaux, devront éponger (production réduite d'un tiers).

Métiers mondiaux du Maroc : l'industrie aéronautique (2)

Les clés possibles d'un second souffle

- ▶ Le secteur aéronautique mondial cherche donc des planches de salut pour passer le cap des prochaines années, en attendant que le trafic aérien reprenne sa croissance initiale. Ces **diversifications** concernent la défense, la sécurité, les usages innovants des drones, l'industrie spatiale, le démantèlement...
- ▶ Au Maroc, il est essentiel tout d'abord que la main-d'œuvre fortement spécialisée qui fait sa force, ne se déqualifie pas. C'est l'occasion de mettre en place de **nouveaux programmes de formation** sur des aspects techniques qui seront essentiels demain : la motorisation, la nature du carburant, la forme et le dimensionnement de la voilure, l'allègement de la conception et des matériaux, ... L'Institut des Métiers de l'Aéronautique s'y prépare déjà (200).
- ▶ La 2^{ème} clé réside dans le fait de profiter du ralentissement de la production pour se consacrer à l'amélioration de l'efficacité des opérations - notamment Maintenance, Repair and Operations White tail (MRO*)-, ainsi qu'au déploiement des capacités numériques et des nouvelles méthodes de travail.

Les perspectives d'un *leapfrog*

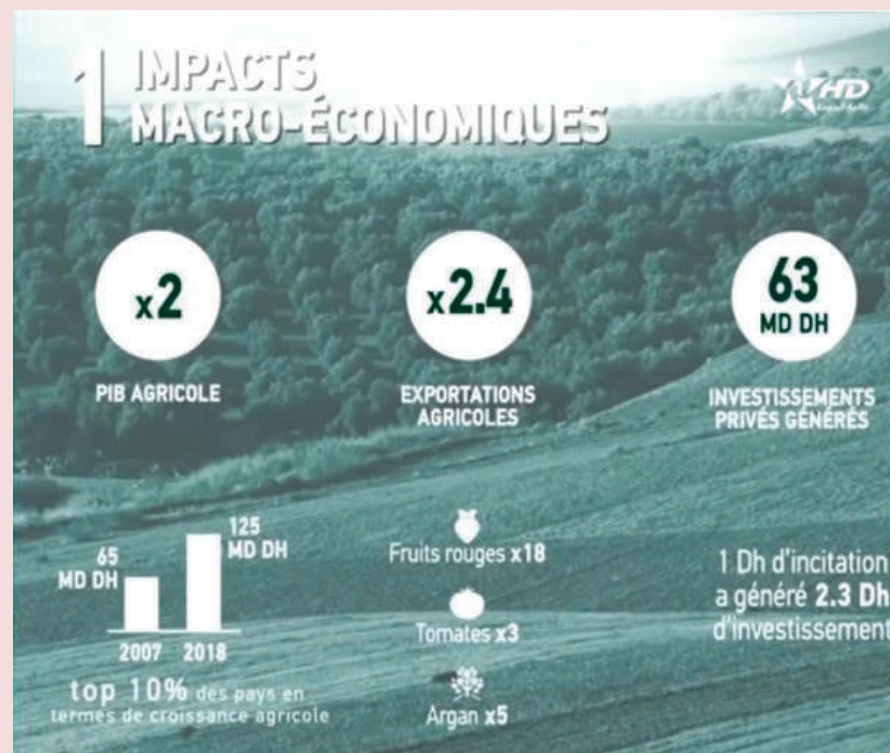
- ▶ Le secteur aéronautique est d'ores et déjà en train de connaître une profonde transformation :
 - ❖ La fin des gros porteurs au profit d'avions monocouloirs (A320) dont les commandes ont explosé en 2020 et le déploiement des supersoniques d'affaires (AS2, Falcon 6X).
 - ❖ La réduction des flottes propriétaires (et leur rajeunissement consécutif, les plus anciens appareils étant les premiers sortis) au profit de la location : la part des loueurs dans la flotte mondiale d'avions commerciaux devrait dépasser la barre des 50% d'ici 2023 (201).
 - ❖ La transformation de la gestion des chaînes d'approvisionnement, au profit du modèle "pull" (tiré par la demande et non poussé par l'offre) et des processus intégrés de pilotage afin de pallier notamment le problème des *white tails** (202).
 - ❖ L'accélération du déploiement de l'industrie 4.0 (smart factories) et la réduction drastique des émissions de dioxyde de carbone, dans un contexte de pétrole relativement bon marché.
- ▶ La résilience de l'industrie aéronautique marocaine pourrait permettre à ce secteur d'effectuer un véritable bond en avant en s'engageant dès maintenant dans cette transformation. Sa diversification dans le secteur des drones et du démantèlement pourrait être particulièrement porteuse.

Métiers mondiaux du Maroc : l'industrie agroalimentaire

Un secteur-clé en croissance et résilient

- ▶ Les pouvoirs publics ont accordé une attention particulière au développement de l'industrie agroalimentaire, en intégrant ce secteur dans la stratégie agricole (Plan Maroc Vert) et les différentes stratégies industrielles du pays.
 - ❖ La présence de plus de 2600 opérateurs, avec une contribution forte à la création d'emplois (près de 150.000).
 - ❖ Le contrat-programme pour la période 2017-2021, feuille de route de l'industrie agroalimentaire marocaine, promeut l'intégration en amont et la transformation en aval.
- ▶ Une industrie qui a pu résister au choc induit par la crise sanitaire :
 - ❖ Le chiffre d'affaires à l'export, en croissance continue de 7,6% en moyenne par an sur la période 2010-2019 (190), a progressé de 1,2% entre 2019 et 2020 (203).
 - ❖ La part dans les exportations totales – près de 11% sur la période 2010-2019 – a augmenté d'un point de pourcentage entre 2019 et 2020 (190).
 - ❖ L'industrie de la pêche – près de 50% des exportations agroalimentaires (190) – s'est avérée particulièrement résiliente en termes d'arrêt d'activité des entreprises pendant le confinement (33,8% contre 83,4% au niveau mondial) et de réduction des effectifs (21% contre 40% au niveau mondial) (204).

Figure 47: Bilan de la première stratégie agricole, le "Plan Maroc Vert"



Source : Présentation du Ministre de l'Agriculture devant Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, le 13 février 2020. AL AOULA

Métiers mondiaux du Maroc : l'industrie agroalimentaire (2)

Un fort potentiel de développement...

- ▶ En l'état, le Maroc occupe la deuxième place en Afrique, après l'Égypte, en matière d'attractivité des investissements dans le secteur de l'agroalimentaire (205).
- ▶ Toutefois, les performances de cette industrie demeurent, globalement, en deçà de ses potentialités.
 - ❖ Le secteur souffre de difficultés d'approvisionnement, sous l'effet conjugué du changement climatique et d'une irrigation encore imparfaite malgré l'effort important du plan Maroc Vert dans ce domaine.
 - ❖ Une grande partie des produits exportés ne subit qu'une simple transformation.
 - ❖ Les produits de la pêche hauturière, à forte valeur ajoutée, ne constituent encore que 6% de la production halieutique (206).
- ▶ Conscientes de l'importance du secteur agroalimentaire, les autorités marocaines ont intégré dans leur plan de relance un fonds spécial "industrie agroalimentaire" pour financer la trésorerie et l'investissement des entreprises du secteur, ainsi que la création d'un label Maroc au bénéfice des produits fabriqués localement (206).

... au profit de l'économie de la vie

- ▶ En effet, la crise sanitaire constitue une opportunité pour la transition vers un nouveau modèle agro-alimentaire marocain, reposant sur deux piliers.
 - ❖ D'une part, le renforcement de la vocation exportatrice de ce secteur. La progression soutenue de la consommation mondiale de produits agricoles transformés ouvre de larges perspectives dans ce sens.
 - ❖ D'autre part, le développement d'une production de proximité, plus durable, à même de garantir la souveraineté alimentaire du pays. L'urbanisation croissante de la population marocaine, couplée au changement des habitudes alimentaires, augure d'un avenir meilleur pour l'industrie alimentaire locale.
- ▶ Pour se saisir de ces opportunités, la réalisation de ce potentiel de développement pourrait être accélérée : normes de qualité internationales, approvisionnements mieux sécurisés, nouvelles filières agroalimentaire, ...
- ▶ Enfin, la connaissance et l'exploitation raisonnée du patrimoine végétal marocain (transformation industrielle des ressources naturelles) permettraient un leapfrog important en matière de transformation "saine" (cf. Métiers mondiaux du Maroc – conclusion").

Métiers mondiaux du Maroc : l'industrie du textile et de cuir

Une filière importante, durement impactée

- ▶ Le secteur du textile occupe une place importante au sein de l'activité industrielle nationale :
 - ❖ 27% des emplois industriels (208).
 - ❖ 17,7% des entreprises industrielles (208).
 - ❖ 1100 entreprises assurant la production annuelle d'un milliard de pièces : sous-traitance (600 millions de pièces) ; co-traitance (300 millions de pièces) ; collections propres (100 millions de pièces) (209).
- ▶ Une vision globale, intégrant aussi bien l'export que le marché national, a été définie pour ce secteur dans le cadre du Plan d'accélération industrielle 2014-2020.
- ▶ La crise sanitaire, qui a touché de plein fouet les principaux partenaires du Royaume, notamment l'Espagne et la France, a provoqué une baisse de 19,2% de la valeur des exportations du secteur du textile du Maroc entre 2019 et 2020 (203).
- ▶ Outre l'évolution problématique du cuir – concurrence accrue, coûts en hausse, demande accrue de haute qualité (210) – le marché mondial du textile subit lui, aussi, une profonde mutation : demande croissante de fibres naturelles, investissements accrus des pays en développement dans ce secteur (211).

Une impérative mutation

- ▶ Avec une part des exportations totales en baisse constante depuis une décennie, le modèle qui a prévalu au Maroc depuis les années 60, est dépassé : haute intensité de main-d'œuvre, faible niveau technologique, schéma obsolète de partage de valeur entre donneurs d'ordre et exécutants.
- ▶ L'évolution de la Chine vers une économie de services et des coûts élevés de main-d'œuvre vont conduire de nombreux fabricants de vêtements à transférer leur production vers les pays en développement. Cette opportunité est l'occasion pour le Maroc de procéder à une véritable mutation de son industrie textile.
- ▶ Outre la restructuration nécessaire du secteur, le textile doit accéder à un niveau supérieur d'intégration technologique et de diversification (211), par exemple :
 - ❖ utilisation de composites en fibres naturelles au bénéfice de l'industrie automobile et du secteur médical,
 - ❖ production de textiles non tissés, notamment, pour les produits hygiéniques et les géotextiles (construction, transports, routes),
 - ❖ développement des textiles intelligents, incorporant des capteurs, des batteries ou diverses substances (anti-transpiration, médicamenteuses, ...) (212),
 - ❖ intégration des automates intelligents dans les processus de production.

Métiers mondiaux du Maroc : l'offshoring

L'offshoring : un secteur porteur pour l'économie nationale...

- ▶ L'offshoring figure parmi les activités ayant le plus évolué au Maroc ces dernières années. Le Royaume a été élu par l'Association européenne de l'outsourcing (EOA) "meilleure destination de l'offshoring" dès 2012.
 - ❖ Ce secteur emploie actuellement plus de 78.000 personnes au Maroc et a généré 14 milliards de dirhams de chiffre d'affaires à l'export en 2019 (213).
 - ❖ Les activités de l'offshoring au Maroc couvrent principalement trois grands domaines : le CRM (Customer Relationship Management, gestion de la relation client), le BPO (Business Process Outsourcing, externalisation des processus métiers), l'ITO (Information Technology Outsourcing, externalisation des processus liés aux technologies de l'information) (213).
- ▶ L'offshoring a été identifié par le Maroc comme l'un des métiers mondiaux à même de constituer un véritable levier de développement économique.
 - ❖ Avec plus de 1000 acteurs, il contribue au développement de la classe moyenne marocaine, grâce à des salaires compris entre 2 et 5 fois le salaire minimum.
 - ❖ Il participe, aussi, à la promotion de l'emploi féminin, 55% des employés du secteur étant des femmes (214).

Dont il convient de préparer les futures évolutions

- ▶ Les trois types d'offshoring pratiqués au Maroc sont susceptibles de connaître des évolutions diverses.
 - ❖ Le CRM semble condamné à moyen terme par son automatisation croissante.
 - ❖ Le BPO et l'ITO, moins automatisables et à plus grande valeur ajoutée, devraient faire l'objet d'une concurrence accrue entre pays développés et pays émergents.
- ▶ Dans ce contexte, trois leviers fourniront la clé de la croissance de l'offshoring au Maroc (214) :
 - ❖ L'expertise et le niveau de compétence requis par les standards de la productivité et de la compétitivité internationales.
 - ❖ Des dispositifs souples et adaptés d'incitations fiscales susceptibles d'attirer la clientèle étrangère.
 - ❖ La qualité et le débit des connexions internet, la sécurité des infrastructures immatérielles et la disponibilité de structures locales de sauvegarde (serveurs cloud) (214).
- ▶ Ces leviers nécessitent des investissements importants tant dans la formation des ressources humaines que dans leur rémunération, ainsi que dans la mise à niveau des systèmes d'information et des équipements (215).
- ▶ Enfin, de nouveaux métiers se profilent déjà dans ce secteur, auxquels le Maroc doit se préparer :
 - ❖ l'ESO (Engineering Service Outsourcing), externalisation des services d'ingénierie et de recherche et de développement,
 - ❖ le KPO (Knowledge Processus Outsourcing), portant sur un contenu exigeant une expertise.

Quel devenir pour les métiers mondiaux du Maroc ? (2)

Conclusion

- ▶ Ainsi, la possibilité pour le Maroc tant de se hausser dans les rangs des métiers mondiaux qu'il pratique déjà, que d'intégrer de nouvelles chaînes de valeurs mondiales, est loin d'être dénuée de fondements.
- ▶ Cela impose, néanmoins, de préparer le capital humain de manière adéquate, d'adopter des standards organisationnels de niveau international et de promouvoir l'innovation technologique. De nouveaux secteurs industriels pourraient, ainsi, être conquis.
- ▶ Participant pleinement à la connexion des territoires en leur permettant de gagner en attractivité, le développement du **transport ferroviaire**, promoteur de la mobilité durable, a ouvert de larges perspectives pour la mise en place au Maroc d'une véritable industrie mécanique ferroviaire. La mise en service, fin 2018 au Maroc, du premier train à grande vitesse (TGV) d'Afrique, contribue à ce scénario.
- ▶ La période du confinement a vu émerger une certaine ingéniosité créative marocaine (production de masques, de lits hospitaliers, de respirateurs, ...) qu'il serait souhaitable non seulement de pérenniser mais aussi de transformer en une véritable **industrie sanitaire** (produits pharmaceutiques, matériel médical).
- ❖ Le Maroc dispose d'un patrimoine végétal d'environ 4200 espèces dont 600 plantes médicinales et aromatiques, qui lui confère la 2^{ème} place à l'échelle mondiale, juste derrière la Turquie (216). En valorisant ce patrimoine, le Royaume pourrait faire de cette industrie un nouveau métier mondial.
- ❖ La production industrielle de vaccins s'avère, aussi, un secteur d'avenir compte tenu du déséquilibre croissant entre l'offre et la demande. L'attractivité du Maroc pour les investissements étrangers et sa position en tant que porte d'entrée en Afrique et en Europe pourraient le privilégier pour la mise en place d'une industrie pharmaceutique à haute valeur ajoutée, notamment en matière de virologie.

L'ACCELERATION D'UNE DIGITALISATION ENCORE LIMITEE

L'avenir de la mondialisation, quelle que soit sa forme, sera vraisemblablement fortement influencé par le développement de la digitalisation.

Or l'année 2020 a connu une accélération sensible de celle-ci, résultant de l'automatisation et de la dématérialisation de diverses activités humaines. La première raison réside dans le fait que la pandémie a mis en lumière les inefficacités résultant de systèmes et de processus archaïques dans tous les secteurs d'activité, justifiant le recours aux technologies digitales pour contourner ces inefficacités.

La seconde raison tient à la nature même de la crise sanitaire imposant le confinement et la distanciation sociale. Ce qui explique que l'utilisation, ample et spontanée, des technologies de l'information et de la communication pour pallier l'absence ou l'éloignement, ait gagné de multiples segments de la population qui n'y avaient pas recours jusque là (personnes âgées, enfants, résidents dans les zones non-urbanisées, ...).

Aussi est-il vraisemblable que cette accélération ait fait basculer nombre de pratiques et mis en avant des technologies de nouvelle génération, qui deviendront désormais incontournables. Toutefois, le manque de maturité* de ces technologies ou de ces nouvelles pratiques pourrait freiner leur développement.

L'accélération de la digitalisation

Aujourd'hui, l'automatisation, l'intelligence artificielle et un réseau mondial de communications numériques servent de plateforme stimulante pour une innovation sans précédent.

Néanmoins, le passage de l'expérimentation à la généralisation au sein de l'entreprise est beaucoup plus difficile que la seule innovation parce que la digitalisation requiert un changement de business model, voire de cœur de métier. A cela s'ajoute l'évolution rapide des tendances et des technologies qui animent le marché. C'est pourquoi les chefs d'entreprises hésitent souvent à apporter des changements radicaux à leur modèle d'entreprise.

Dans ce contexte, la pandémie offre une opportunité exceptionnelle de faire ce bond en avant. L'ampleur des investissements rendus nécessaires par la digitalisation, dans la situation mondiale actuelle, n'a de sens que si elle peut sécuriser l'avenir de l'entreprise.

Or, la digitalisation, sous sa double forme d'automatisation* et de dématérialisation*, permet justement de relocaliser certaines productions, de rationaliser des chaînes de valeur ou de trouver de nouveaux débouchés. Elle offre aussi une substitution viable à une main d'œuvre distante (centres d'appel délocalisés par exemple) ou confinée (support client). Enfin, elle rencontre une nouvelle adhésion du grand public.

- ▶ C'est pourquoi, parmi les technologies stratégiques majeures, dites de la "prochaine génération" en matière de digitalisation, figuraient encore début 2020 (217) :
 - ❖ l'**hyper-automatisation**, une combinaison intégrée de plusieurs algorithmes d'apprentissage automatique et de logiciels d'intelligence artificielle pour automatiser "intelligemment" de plus en plus de tâches complexes de manière autonome (sans intervention humaine), par exemple dispatcher des livraisons en utilisant les données de prévision météorologique et de circulation pour livrer automatiquement des marchandises.
 - ❖ l'**intelligence artificielle** (incluant le Machine Learning*, le Deep Learning* et l'analyse prédictive*), qui permet d'obtenir des résultats révolutionnaires dans un large spectre d'activités, des découvertes médicales au pilotage des véhicules autonomes en passant par la prévision exacte du trajet des ouragans. Cela explique son développement exponentiel, nourri par une chasse mondiale aux talents en matière de programmation, de traitement de données, de modélisation mathématique et informatique...
 - ❖ le **traitement du langage naturel** (NLP*), qui, en permettant la reconnaissance vocale, la visualisation des appareils ou encore l'identification des objets, sert au traitement du texte et de la voix par l'intelligence artificielle, des chatbots et assistants virtuels à la traduction automatique.
- ❖ les **outils de cybersécurité**, tels que les crypto-algorithmes, qui sont en évolution constante pour répondre aux menaces accrues, comme le piratage des schémas de machine learning. Désormais, ils comptent aussi la blockchain* qui, en vérifiant l'authenticité des vidéos par exemple, peut lutter contre le deepfake* (218).
- ❖ la **réalité augmentée**, au service principalement de l'expérience utilisateur (UX), mais aussi de l'assistance et de la médecine, qui couvre un vaste champ de développements en cours, des affichages tête haute à la télévision intelligente, en passant par l'aide aux personnes handicapées.
- ▶ La situation chaotique provoquée par la pandémie a conduit plusieurs secteurs d'activité à adopter, voire accélérer, leur digitalisation, indépendamment de l'évolution technologique. Quatre exemples sont significatifs (219) :
 - ❖ La **digichain** : alors que les tests produits sont encore réalisés à partir d'échantillons physiques envoyés par les fabricants, souvent à longue distance, le confinement et la pression écologique ont amené nombre de détaillants et de marques à passer à l'impression 3D. Du test produit digital à la digitalisation de la chaîne d'approvisionnement, il n'y a qu'un pas, vite franchi par certaines multinationales (Adidas, ...) qui ont ainsi réduit leurs délais et leur coût énergétique et accru leur contrôle-qualité et time-to-market (220).

L'ACCELERATION D'UNE DIGITALISATION ENCORE LIMITEE (3)

- ▶ Les **robots hospitaliers** : jusqu'alors limitée aux bras robotiques dédiés à l'assistance chirurgicale, la robotique mobile a fait son entrée à l'hôpital à l'occasion de la Covid-19, aussi bien pour suppléer le manque de personnel hospitalier que pour protéger celui-ci de la contamination, ou encore pour désinfecter les lieux.
- ▶ Le **télétravail** : le travail à domicile – comme les téléconférences, webinaires et autres formes de connexion en temps réel – devrait perdurer après la pandémie, sous des formes aménagées (temps-partiel, espaces de co-working) : déjà de nombreuses entreprises ont modifié les contrats de travail en ce sens, optimisant ainsi leur organisation, leur immobilier et leur système technique (221).
- ▶ L'**enseignement à distance** (*e-learning*) : avec l'accroissement des risques météorologiques, politiques et sanitaires, la consommation et la production d'enseignement à distance, scolaire et universitaire, devraient poursuivre leur croissance après la pandémie. Face à ce nouveau marché digital, un développement significatif des technologies adaptées à l'apprentissage en ligne (*Ed-Tech*) est attendu compte-tenu de leur retard actuel.

Personnel hospitalier robotique à l'hôpital Circolo de Varese (Italie)

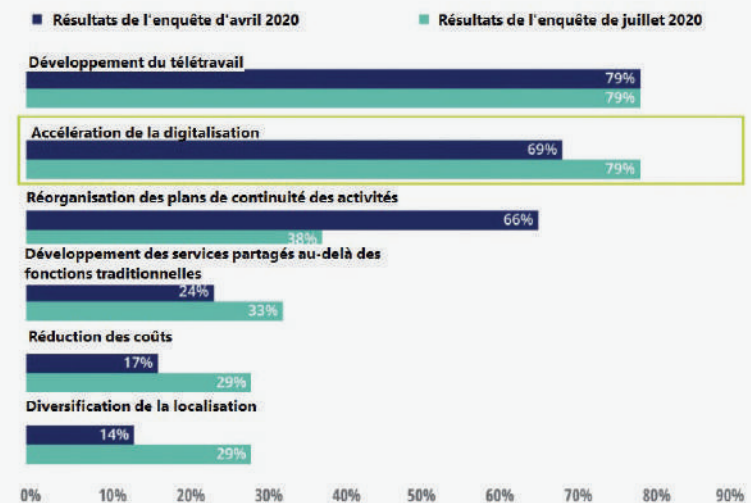


Source : <https://www.fudzilla.com/news/ai/50583-robots-go-to-work-in-italian-hospitals>

► Selon les pays, bien d'autres activités ont été impactées par la digitalisation, d'une manière moins spectaculaire, mais tout aussi durable, sous l'effet de l'accélération des deux principales tendances :

- ❖ Le développement des technologies du “sans contact”, destiné à éviter la contamination directe, qui a accéléré (222):
 - La **réduction de l'utilisation du numéraire** (*cashless economy*) au profit du paiement sans contact (par carte bancaire ou par téléphone) ; la substitution est déjà particulièrement élevée en Suède, en Corée du Sud et au Kenya (223).
 - La **dématérialisation des procédures**, par exemple en matière de mobilité avec l'embarquement sans contact, le contrôle d'identité et de température sans contact...
 - Le transport de biens de consommation ou de première urgence sans intervention humaine, grâce aux **drones** (224).
 - Le développement de la télémédecine grâce, notamment, aux **capteurs** de toute nature et à la **visioconférence**.

Figure 48 : Résultats de l'enquête de Deloitte sur l'impact de la Covid-19 sur les entreprises dans le monde : changements attendus dans le futur en raison de la pandémie de la Covid-19



Source : Retraitement IRES _ Deloitte Webcast Survey, “ Adapting to new realities resulting from Covid-19, April 8/9, 2020 ; Deloitte Webcast Survey “ Shared services and outsourcing executive roundtable ”, July 23, 2020

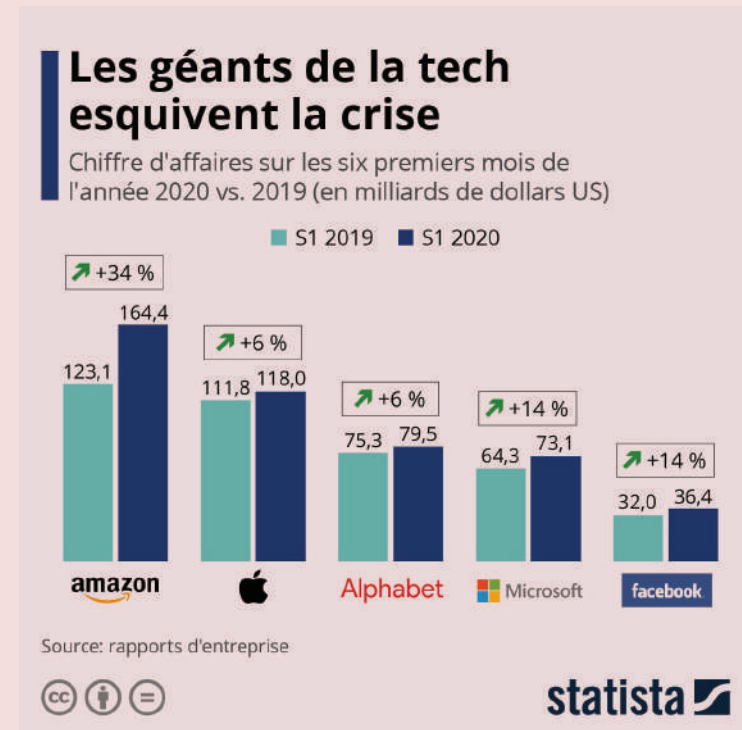
- ❖ La “**virtualisation**”, c’est-à-dire la transformation d’un objet physique ou d’un service habituellement présentiel en un objet ou service virtuel, par exemple :
 - Le **coaching sportif**, réalisé à distance, en direct ou via des vidéos; l’entraînement sportif immersif, une combinaison de pratique physique dans un environnement virtuel (casques RV/VR).
 - Le **tourisme digital** (e-tourisme, tourisme en ligne, cybertourisme) qui met en valeur le patrimoine historique (monuments, collections des musées) et naturel. Son explosion en 2020 conduit à sa professionnalisation qui s’appuie sur les smartphones, la réalité augmentée, l’analyse prédictive et l’intelligence artificielle appliquée à la recherche vocale (225).
 - Les **présentations professionnelles** (conférenciers, animateurs), ce qui pourrait accélérer le déploiement des technologies holographiques (226).
 - Le secteur de l’**événementiel** dans son ensemble : la multiplication des événements virtuels (conférences) et la virtualisation impromptue d’événements traditionnellement présentiels (congrès, ateliers, expositions, spectacles) ont révélé la nécessité de repenser complètement la communication virtuelle.
- ▶ Enfin, la seconde vague de la pandémie a provoqué le déploiement accéléré de nouvelles formes de **e-commerce**, principalement **hybrides**:
 - ❖ Des fabricants internationaux, comme Nike par exemple, vendent leurs produits online tout en continuant de livrer leurs partenaires détaillants.
 - ❖ Des petits commerces de détail (sur le modèle du click and mortar*) ont rapidement mis en place des sites web bon marchés, conjuguant ainsi la commande en ligne et la livraison en magasin ou à domicile.
- ▶ Cette accélération de la digitalisation a constitué un formidable atout, durant le confinement, pour maintenir la cohésion humaine, familiale et sociale, permettre la continuité de l’éducation et assurer le maintien minimal de certaines activités professionnelles. Elle s’est caractérisée par une hybridation marquée du physique et du virtuel (227).
- ▶ Elle façonnera aussi le monde post-Covid grâce aux nouvelles sources de développement, d’emplois, de croissance et d’innovation dont elle est porteuse. Mais cette transformation n’est pas sans conséquences en raison du fossé digital accru, d’un éventuel déséquilibre entre les pertes et les créations d’emplois, des vulnérabilités aux pannes et au piratage, ...

Digitalisation plurielle

- ▶ Au cours du 1^{er} semestre 2020, les “ géants de la technologie ” désignés par l’acronyme GAFAM (Google/Alphabet, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), qui détiennent la plus importante part de leur marché respectif, ont enregistré une croissance importante de leur chiffre d’affaires dans un contexte de récession économique mondiale.
- ▶ Cela suffit-il pour anticiper une digitalisation massive des activités humaines ?
 - ❖ A y regarder de plus près, la croissance d’Amazon s’explique par les achats à distance, réalisés pendant le confinement. Mais s’agit-il de nouvelles habitudes de consommation qui vont devenir pérennes, ou bien, passée la peur de la contamination, le retour aux commerces traditionnels va-t-il s’imposer ? (228)
 - ❖ En ce qui concerne le télétravail, les emplois fortement qualifiés ou à contenu immatériel peuvent être exercés à domicile, Ce n’est pas le cas des emplois dans l’agriculture, l’hôtellerie, la restauration, la maintenance par exemple ; ni dans les services à la personne d’une manière générale, notamment, hospitaliers.

Par ailleurs, les contraintes techniques demeurent fortes – surcharge des réseaux de données qui ralentit les débits, difficile transposabilité de certaines activités comme l’apprentissage ou la collaboration – de même que les contraintes humaines, comme la saturation digitale des personnes résultant du bombardement incessant d’informations et d’événements virtuels...

Néanmoins, cette crise aura été l’occasion d’accélérer la digitalisation des activités (télétravail, e-learning et achat en ligne) dans le monde entier, y compris les pays émergents.



source : <https://fr.statista.com/infographie/21595/croissance-chiffre-affaires-gafam/>

L'ACCELERATION D'UNE DIGITALISATION ENCORE LIMITEE (6)

Quatre conséquences majeures

Parmi les multiples conséquences de cette digitalisation accélérée, quatre méritent une attention particulière du fait de leur action structurante sur le moyen et long terme.

- ▶ La **limite technologique** (capacité de stockage des données dans le cloud, débit internet, technologie des PC, ...) : il va falloir passer à de nouveaux paradigmes informatiques pour vaincre ce mur digital. En effet, la croissance continue des environnements digitaux suit désormais un développement exponentiel.
- ❖ Tandis que les usages des technologies de l'information et de la communication se multiplient, le volume de données numériques ne cesse de s'accroître, amplifié par les objets connectés (IoT) et l'entraînement de l'intelligence artificielle. De nouveaux instruments sont nécessaires pour le gérer, comme le management des infrastructures digitales hybrides (HDIM) et le management des services de la technologie de l'information (ITSM).
- ❖ Néanmoins, si une meilleure organisation est nécessaire, elle n'est pas suffisante pour assurer la maîtrise de tels flux. La digitalisation de la planète requiert prioritairement une refonte même de l'informatique traditionnelle. Car son fondement, le processeur de silicium, a atteint sa triple limite : économique, écologique et de performance. C'est pourquoi de nouvelles technologies de substitution, profondément disruptives, vont rapidement se mettre en place.

- ▶ **Deux nouveaux fossés digitaux**, à côté du traditionnel digital gap qui divisent les populations qui ont accès ou non aux technologies de l'information et de la communication, sont apparus (229) :
- ❖ Le premier repose sur les **capacités d'investissement massif** ou non dans cette digitalisation. Ainsi, les entreprises du digital (GAFAM*) – qui ont connu une forte hausse de leur chiffre d'affaires en 2020 – ont désormais les moyens d'investir dans les technologies de rupture les plus prometteuses comme l'informatique neuromorphique*, le stockage sur ADN de synthèse, le cloud distribué, le jumeau numérique (digital twin), ... creusant ainsi un fossé inédit avec les entreprises qui, n'ayant pas disposé de ces moyens à la sortie de la pandémie, verront leur développement obéré par le coût croissant de leur technologie obsolète ou d'une transformation digitale trop lente par rapport à leurs concurrents.
- ❖ Le second fossé consacre la différence entre les entreprises digitales occidentales et asiatiques, acteurs institutionnalisés du **très high-tech**, lourd et coûteux et les acteurs quasi-individuels, du **"low-tech" digital**, tels que les codeurs africains, rapides et pragmatiques et moins gourmands en ressources financières et énergétiques.

Quelle accélération de la digitalisation au Maroc ?

Une transformation digitale mitigée

- ▶ Le Maroc a mis en oeuvre, pour le développement de ce secteur, une série de stratégies et de programmes, particulièrement “ e-Maroc 2010 ”, “ Maroc Numérique 2013 ” et “ Maroc Digital 2020 ”, faisant de lui l’un des tous premiers acteurs en Afrique en matière de connectivité et d’utilisation du digital (230).
- ▶ Le secteur des télécommunications a connu un développement soutenu : les taux de pénétration du mobile et d’internet ont atteint, en 2020, respectivement 137,5% et 83% (231).
- ▶ Malgré ces acquis, la transformation numérique s’est heurtée à un ensemble de difficultés, liées à l’insuffisance en termes de capital humain et à la faiblesse relative au niveau de l’infrastructure numérique. En 2017, elle présentait les caractéristiques suivantes :
 - ❖ Une plus grande maturité numérique des entreprises, surtout celles intégrées à de grands groupes internationaux.
 - ❖ Des acteurs innovants tant dans le secteur public que dans le privé, qui gagneraient à être connus plus largement et insérés dans une stratégie nationale ambitieuse du numérique.
 - ❖ Une position du Royaume de “pays intermédiaire”, sans véritables choix tranchés dans le numérique.

Une crise sanitaire, accélératrice de la transformation digitale du Maroc ?

La pandémie de la Covid-19 a mis en exergue le rôle crucial du digital dans le développement aussi bien social qu’économique. Le Maroc n’y a pas échappé :

- ▶ **Accélération du chantier “Gouvernement électronique” (e-Gov):** développement d’applications pour la gestion numérique des correspondances et pour la dématérialisation des documents administratifs, facilitant la signature électronique. Le Parlement a adopté en décembre 2020, la loi n° 43.20 relative aux services de confiance pour les transactions électroniques afin de dynamiser la transformation digitale et de développer la cybersécurité (232).
- ▶ **Développement de l’enseignement à distance :**
 - ❖ 95% du parcours scolaire a été dématérialisée (233) grâce à la mise en place de la plateforme “ TelmidTICE ” (600.000 opérations d’enseignement à distance par jour pendant la période du confinement (234) et au lancement du service participatif “Teams”, intégré au système Massar, ayant permis la création de plus de 725.000 classes virtuelles (233).
 - ❖ Dans l’enseignement supérieur, chaque université marocaine dispose, désormais, d’une plateforme numérique interactive, permettant d’assurer la formation à distance des étudiants, avec un taux de couverture variant entre 80% et 100%.

Quelle accélération de la digitalisation au Maroc ? (2)

- ▶ **Recours au travail à distance** : élaboration, par le département de la Réforme de l'administration, d'un guide méthodologique de travail à distance pour les administrations publiques et accélération du déploiement des plateformes numériques, permettant l'organisation de réunions virtuelles.
- ▶ **Lancement du chantier de la digitalisation du système judiciaire** : conception d'un schéma directeur de la transformation numérique du système judiciaire et signature, dans le cadre du programme "Data-Tika", d'une convention de coopération entre le Ministère de la Justice et la Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (235).
- ▶ **Développement de l'application marocaine** de notification d'exposition à la Covid-19, baptisée "Wiqaytna".
- ▶ **Mise en place du premier site de télé-conseil médical** "tbib 24".

Figure 49 : Relation entre investissements dans les TIC et création de valeur

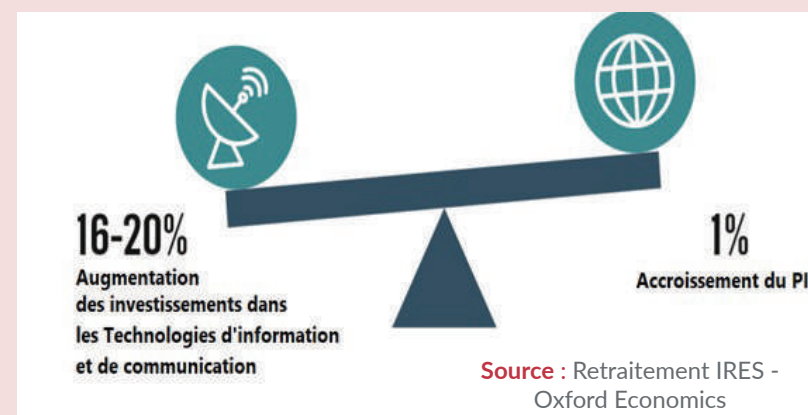
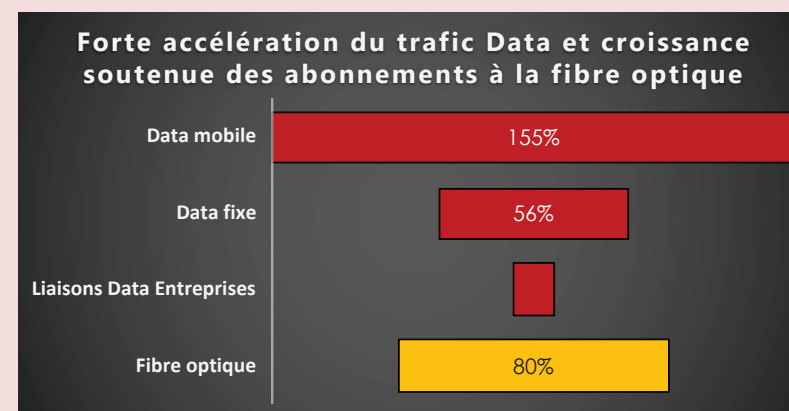


Figure 50 : Evolution, entre 2019 et 2020, du trafic Data et de l'abonnement à la fibre optique au Maroc



Source : Traitement IRES - Agence nationale de réglementation des télécommunications

Quelle accélération de la digitalisation au Maroc ? (3)

Une prise de conscience des pouvoirs publics

Il est désormais devenu clair que “ne pas subir la révolution digitale mais en être acteur” est un objectif prioritaire. D’où l’importance du chantier de la transformation digitale :

- ▶ Outre les efforts déployés pour renforcer la dimension soft du digital, il faudra aussi investir massivement dans :
 - ❖ l’infrastructure numérique (big data, cloud, haut débit), pour l’aligner sur les standards internationaux et la corrélérer étroitement aux impératifs de la souveraineté numérique ,
 - ❖ l’édification des compétences digitales.
- ▶ Il s’agit aussi de renforcer l’Agence de développement du digital, créée en 2017, et de concrétiser les objectifs du développement du digital, à l’horizon 2025 (236) :
 - ❖ Assurer la transformation digitale de l’administration marocaine et ce, pour rendre les services publics plus efficaces, plus transparents et plus rapides (objectif : taux de satisfaction des citoyens de plus de 85%).
 - ❖ Accélérer le développement de l’économie digitale, avec comme ambition d’ériger le Maroc en tant que hub digital et technologique de référence au niveau africain.

- ❖ Garantir l’inclusion sociale et améliorer la qualité de vie des citoyens, grâce au digital : réduction de la fracture numérique, préparation d’une nouvelle génération de jeunes et de talents, promotion d’initiatives digitales spécifiques dans les secteurs de l’éducation, de la santé, de l’agriculture, de l’artisanat...



- ▶ **La question de la vie privée et de sa sécurité** se pose de manière de plus en plus aigüe. En effet, le but recherché pour tous les acteurs de la digitalisation est de produire et d'utiliser des systèmes de plus en plus intelligents et autonomes (artificial general intelligence, autonomous business process, cognitive automation), soulageant l'être humain d'une partie de sa charge de travail.
 - ❖ Pour cela, de plus en plus de données sont compilées pour entraîner et améliorer les intelligences artificielles qui devront piloter ces processus autonomes (machine learning), les rendant capables d'analyser les textes et les paroles, mais aussi de décrypter les émotions humaines (237).
 - ❖ Parallèlement, davantage de données sont collectées chaque jour par les systèmes d'information et de communication pour mieux connaître le chaland (client de passage), le client ou le collaborateur. Des historiques de navigation internet au suivi de la biométrie physique, ces données nourrissent déjà l'analyse prédictive, le marketing personnalisé, la télésurveillance publique et jusqu'à l'identification des humeurs individuelles (238).
 - ❖ De la collecte des données privées à la surveillance permanente exercée par les agents numériques et les objets connectés, l'exposition des personnes à la cybercriminalité – des manipulations (deepfake) au détournement (vol d'identité, fraude, ...) – est de plus en plus grande (239).
- ▶ Dernière conséquence évoquée ici, l'impact de la digitalisation sur une activité humaine essentielle : la **mobilité internationale**.
 - ❖ La diminution du nombre de voyages d'affaires pourrait se prolonger au-delà de la pandémie du fait à la fois des économies ainsi réalisées dans un contexte de ralentissement économique et de l'efficacité de la substitution virtuelle : e-meetings, e-conventions, e-expositions...
 - ❖ Le coup d'arrêt mis au tourisme international du fait de la pandémie, a permis des prises de conscience environnementales et ethniques (cf. infra) qui pourraient sinon freiner sa reprise complète, du moins obérer une nouvelle croissance. Néanmoins, l'obstacle principal à celle-ci pourrait bien être la mise en place de technologies immersives capables de substituer la visite virtuelle aux files d'attente, à la promiscuité et au risque sanitaire d'une visite physique, en particulier en ce qui concerne les musées et le patrimoine bâti historique.
 - ❖ Enfin, une autre forme de mobilité est rendue possible grâce, notamment, au déploiement de la 5G, puis de la 6G : celle des nomades digitaux. Corollaire du développement de la GIG economy, cette tendance au travail à grande distance est suffisamment importante pour que les Baléares ou les Maldives par exemple, se soient déjà positionnées sur ce créneau (240).

Personne ne peut voir l'avenir exactement comme il va se produire, nous devons donc nous y préparer.

Nous devons nous prémunir de ce qui peut arriver.

Nous vivons une décennie de disruption technologique radicale.

Il est, donc, temps d'agir.

Daryl PLUMMER, traduit de Gartner IT Symposium/Xpo™ 2020 (241)

Facteurs de changement structurants

Ainsi, la tendance générale à la croissance continue des environnements digitaux est-elle devenue paradoxale. Un paradoxe pour l'entreprise : alors que les technologies actuelles atteignent leurs limites, le recours aux systèmes automatisés et la production massive de données ne cessent de s'accélérer (242). Mais aussi un paradoxe pour l'individu : tandis qu'il est lui-même le principal fournisseur volontaire de données, il est aussi celui qui génère le plus de "fausse information", par simple méconnaissance ou pure malveillance.

Par ailleurs, les ruptures induites par la Covid-19 ont contraint nombre d'organisations à reconsidérer leur devenir et leur modus operandi, non seulement parce que l'activité économique a besoin d'une réinitialisation, mais parce que les avancées technologiques l'exigent (243).

Dans ce contexte, la manière dont certains facteurs de changement vont se développer ou non dans les années à venir, va forger le paysage de la prochaine décennie.

- ▶ **La durée et l'ampleur de la récession économique** : les difficultés rencontrées par les entreprises en 2020 et au-delà risquent de ralentir les investissements dans le secteur des technologies de l'information, allongeant la durée des transformations digitales prévues. D'autant qu'un accroissement du coût de ces transformations est attendu, consécutif à la soudaine accélération des volumes de données dématérialisées transitant désormais par les infrastructures digitales (réseaux, clouds) qui n'y sont pas adaptées et qu'il va donc falloir remplacer (242).
- ▶ **La capacité d'amélioration rapide des applications actuelles** : la rapidité de la digitalisation massive de certains métiers (e-learning, e-commerce de détail) s'est imposée du fait de la pandémie. Toutefois, pour que ces usages perdurent dans l'après-Covid, un effort significatif devra être fait par les développeurs pour répondre aux logiques d'usage et mieux s'adapter à des utilisateurs néophytes (*user-friendly*).
- ▶ **Le rythme de la recherche-développement dans les approches non-traditionnelles** : les data centers, les stations de travail et les appareils connectés (smartphones, tablettes, robots, ...) ne pourront répondre aux exigences nouvelles qu'à partir de nouveaux fondements technologiques, comme le stockage sur ADN pour remplacer la technologie de stockage existante sur le point d'être submergée, ou encore l'informatique neuromorphique, plus rapide et moins consommatrice d'énergie. Ainsi, tant le matériel que le logiciel vont devoir être repensés pour franchir le prochain saut technologique. Les pays qui investissent déjà dans ces domaines – la Chine par exemple (capitalisme d'Etat dédié au high-tech), mais aussi les Etats-Unis – seront les prochains détenteurs de la suprématie digitale.
- ▶ **L'accès des pays du Sud au nouvel Eldorado digital** : l'économie des données procède comme l'économie physique : ce ne sont pas ceux qui produisent les matières premières qui bénéficient de leur exploitation, mais plutôt ceux qui peuvent la transformer. Ce qui nécessite des infrastructures technologiques, des ressources humaines (data scientists, spécialistes de l'intelligence artificielle, entrepreneurs de plateformes, ...), mais aussi une législation adéquate (propriété intellectuelle, brevets, ...) (244).

► **L'accompagnement des prochaines générations** : l'apprentissage du cyberspace est devenu aussi nécessaire que le permis de conduire pour circuler. Alphabétiser au digital permettra d'accroître à la fois l'employabilité et la civilité digitale des jeunes. Les réseaux sociaux ne sont que des moyens techniques : c'est leur utilisateur qu'il faut éduquer si l'on veut en tirer le meilleur parti. L'existence ou non de cette éducation pourrait rapidement devenir clivante entre les nations, voire les groupes culturels au sein d'un même pays, ouvrant la voie à :

- ❖ l'accroissement de la "petite délinquance" digitale,
- ❖ une expression erronée de la "voix de la société*" mesurée par la métrique des médias,
- ❖ une pénurie de talents en matière de digitalisation,
- ❖ un plafond de verre pour les pays émergents.

La digitalisation, un vecteur de progrès bien plus large que la seule technologie





Les progrès technologiques en cours vont donc probablement changer le paysage de la prochaine décennie avec l'intelligence artificielle, la blockchain, l'informatique quantique et l'arrivée massive des machines clientes (*machine customers* (245)).

- Pour sortir plus vite de la récession, les entreprises comme les pays pourraient promouvoir le travail à distance et le commerce électronique pour accélérer l'entrée dans l'économie digitale, nécessitant alors de meilleures infrastructures digitales.
- La clé des différents futurs possibles s'articule donc autour de trois phénomènes :
 - ❖ L'amélioration rapide des technologies et de leurs usages.
 - ❖ Le comblement des fossés digitaux en cours et à venir.
 - ❖ L'éducation digitale non seulement des talents, mais de l'ensemble des populations. Ce qui nécessite :
 - de former d'urgence tous les enseignants à la pratique digitale et de faire de celle-ci une condition de recrutement des nouveaux enseignants,
 - de développer l'alphabétisation digitale des enfants dès le primaire non seulement pour les familiariser avec la technique, mais surtout pour leur inculquer l'esprit critique nécessaire pour naviguer dans le cyberspace,
 - de repenser les contenus de l'enseignement et la manière d'enseigner, notamment, l'utilisation du jeu vidéo éducatif et des plateformes pédagogiques online,
 - de convaincre les communautés (parents, seniors, économie sociale et solidaire,...) de la nécessité de l'apprentissage rapide des technologies de l'information, de la e-administration au télé-achat en passant par le paiement dématérialisé (monnaie virtuelle).

Les réseaux sociaux au Maroc

- ▶ La pratique des réseaux sociaux virtuels a engendré des changements sociétaux de grande envergure, notamment, dans les rapports entre les citoyens et les sphères politique et économique, mais aussi en faisant voler en éclats les clivages intergénérationnels, rural/urbain et homme/femme. L'influence de ces réseaux retentit jusque dans les relations entre les Etats.
- ▶ Au Maroc comme ailleurs, on assiste à une massification de l'usage des réseaux sociaux, surtout parmi les jeunes et les enfants de moins de 15 ans. En attestent l'attrait confirmé pour l'application WhatsApp, devenue le premier réseau social au Maroc, et l'affirmation des plateformes développées par les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) comme principaux supports de communication des internautes marocains.
- ▶ La montée en puissance des réseaux sociaux, au Maroc comme dans le reste du monde, suscite de multiples enjeux interdépendants. Parmi ceux-ci :
 - ❖ Des enjeux sociétaux :
 - La naissance et l'expansion d'un espace digital, porteur de revendications citoyennes de différentes formes, qui comporte aussi les risques d'un développement de l'activisme politique et d'une crise de confiance institutionnelle.
 - La protection des enfants contre le risque, d'une part, d'addiction aux écrans et, d'autre part, d'aggravation de la fracture numérique.
 - La lutte contre les discours haineux, le harcèlement, la diffusion de fausses nouvelles (Fake News) et les campagnes de désinformation (infodémie).
 - ❖ Des enjeux économiques :
 - La protection du tissu productif, créateur d'emplois, contre les pressions émanant des réseaux sociaux, notamment, les campagnes de boycott infondées.
 - La marginalisation des médias traditionnels et l'accaparement d'une part substantielle du marché national de la publicité en ligne par les GAFAM.
 - ❖ Des enjeux de protection des données :
 - La protection des données à caractère personnel sur le territoire national et à l'international dans le but de préserver la souveraineté numérique du Maroc.
 - La mise en œuvre d'une diplomatie numérique, permettant, entre autres, de faire face à la forte dépendance du Maroc vis-à-vis des GAFAM, qui disposent et exploitent les données à caractère personnel des Marocains.

The Four Levels of Cognitive Automation

Level 0	Level 1	Level 2	Level 3
Unintelligent Automation	Language & Context Aware	Intelligent Process Awareness	Autonomous Process Optimization
 <ul style="list-style-type: none"> • Screen recorder or visual flow designer • Complex rule sets • Focused on replicating user interaction capabilities with keyboard, mouse, swipe, and behavior modeling <p>Source: Cognilytica</p>	 <ul style="list-style-type: none"> • Use of natural language processing tools for text (OCR), speech, and other interaction • Virtual assistants to help with process development • Fix and validate data as necessary for context • Can deal with unstructured data and inputs 	 <ul style="list-style-type: none"> • Automatically identify process flows in new systems (“process discovery”) • Anticipate and mitigate process flow exceptions • Understand UI changes & make dynamic process changes • Find and fix missing or incorrect data • Automatic process documentation 	 <ul style="list-style-type: none"> • Suggest and make modifications to processes to improve overall flow • Learn from itself to figure out better ways to handle process flow • Automatic orchestration of multiple bots to optimize processes

Source : <https://www.forbes.com/sites/cognitiveworld/2020/02/14/from-process-automation-to-autonomous-process/?sh=903f39163b68>

Un peu partout dans le monde la pandémie a été l'occasion d'une **prise de conscience élargie** de l'importance de l'environnement, notamment, à travers la notion de santé planétaire et une conception plus étendue de l'écologie (cf. partie I chapitre 2).

Celle-ci a résulté d'une **triple conjonction** issue du confinement : un sevrage de l'environnement naturel, l'émotion ressentie en voyant la vie sauvage reprendre ses droits, notamment, dans les villes et les données quantitatives montrant l'effet de la cessation de la plupart des activités humaines sur la qualité de l'environnement (un air plus sain, un ciel plus clair, ...). En Europe par exemple, le confinement aurait contribué à un déclin de 57% (246) des émissions quotidiennes de carbone.

Parallèlement, la Covid-19 a agi comme un révélateur de la **fragilité de l'humanité** face à des phénomènes naturels au niveau mondial, mieux que n'ont pu le faire jusqu'à présent les différentes catastrophes climatiques.

Cette vaste prise de conscience, par sa profondeur, son objet multiple et le nombre de personnes concernées, a débouché sur quatre phénomènes distincts qui pourraient conduire à de profonds et durables changements de cap.

Une nouvelle relation au vivant

Deux changements spécifiques dans la perception que l'on a du monde se conjuguent aujourd'hui.

- ▶ Ces dernières années ont été marquées par l'amplification des mouvements liés au **changement climatique**, non seulement chez les jeunes, mais aussi chez les scientifiques. Des dizaines de millions de personnes sont déjà concernés par l'accroissement des feux de forêt, l'élévation du niveau des mers, les vagues de chaleur, les sécheresses et les inondations. En l'absence de telles catastrophes, l'élévation générale des températures devient à elle seule une évidence : d'après l'Organisation météorologique mondiale, l'année 2020 a été la plus chaude jamais enregistrée à la surface du globe, avec une température moyenne mondiale d'environ 14,9°C, soit 1,2°C de plus que sa valeur préindustrielle (période 1850-1900) (247). Ces constats désormais largement partagés ont fortement contribué à cette sensibilisation (248).
- ▶ Parallèlement, depuis un demi-siècle, l'idée a émergé progressivement que, si tous les êtres humains se valent (principe de l'unicité de l'espèce), alors tous les **êtres vivants** se valent aussi. Dès lors, le spécisme apparaît comme une variante du principe esclavagiste, voire colonisateur (249). La relation au vivant animal s'en trouve profondément changée (le véganisme, la lutte contre la maltraitance animale, ...).

- ▶ On observe ainsi un véritable **changement de paradigme** : le passage d'une idéologie revendicative minoritaire à une composante éthique naturelle de la vision du monde des nouvelles générations (Alien Gen*). Dès lors, le vivant ne se limite plus au monde animal, mais incorpore aussi la flore, reflétant une meilleure connaissance des services écosystémiques rendus par les biomes et de l'interdépendance entre les espèces vivantes.
- ▶ Néanmoins, la **6^{ème} extinction de masse** est en cours. Si une action rapide peut la limiter, la prévention n'est désormais plus suffisante. Dans certaines régions, les politiques publiques devront la prendre en compte pour anticiper les migrations qui en résulteront, consécutives à la disparition d'écosystèmes entiers (désertification, anoxie marine) ou à des déséquilibres massifs (infestations). Après l'adaptation au changement climatique, il faudra s'adapter au changement écosystémique.
- ▶ La transformation des terres, l'expansion agricole et l'urbanisation étant à l'origine de plus de 30% des maladies émergentes du fait, en partie, de leur impact sur la biodiversité (250), la Covid-19 a donc été vécue comme un violent coup de semonce (*wake up call**).

Encadré 7 : Les vertébrés au bord du gouffre

La 6^{ème} extinction de masse en cours peut être la menace environnementale la plus grave pour la persistance de la civilisation, car elle est irréversible. Parmi les espèces animales vertébrées en danger critique d'extinction, des milliers de populations ont été perdues en un siècle, indiquant une accélération de l'extinction massive causée par l'être humain. L'accélération de cette extinction est d'autant plus certaine du fait de la croissance encore rapide des effectifs humains et des taux de consommation.

En outre, les espèces sont interdépendantes dans les écosystèmes et, à mesure qu'elles disparaissent, les espèces avec lesquelles elles interagissent sont susceptibles de disparaître également. Dans les régions où se concentrent les espèces en voie de disparition, des effondrements de la biodiversité régionale sont probablement déjà en train de se produire. Nos résultats soulignent à nouveau l'urgence de prendre des mesures mondiales massives pour sauver les systèmes vitaux de l'humanité (251).



Vers une ville post-Coronavirus ?

- ▶ Les deux principales tendances de la décennie 2010 en matière de ville et de durabilité ont été, d'une part, l'accélération de la **concentration urbaine** en dépit de ses aspects négatifs (encombrement, promiscuité, pollution) et, d'autre part, le mouvement de mise à l'abri d'un nombre croissant de **villes menacées** par la hausse du niveau des mers comme Jakarta, Bangkok, Mumbai, Miami ou Cotonou (252). (cf. Data n°4)
- ▶ Dans le monde post-Covid, les préoccupations liées à la **submersion marine des mégapoles** persistent d'autant plus que le recul historique de la banquise arctique, en septembre 2020, laisse craindre le pire pour la décennie à venir. A cela s'ajoute l'inquiétude liée à l'augmentation des événements climatiques extrêmes (253).
- ▶ Cependant, une nouvelle dynamique a émergé à l'occasion de la pandémie, qui pourrait s'avérer durable : l'**abandon des grandes métropoles** par une population soudainement fortement préoccupée de son bien-être et de la durabilité de la planète (254).
 - ▶ Cette dynamique peut s'expliquer par la conjonction de plusieurs facteurs.
 - ❖ Au cours de la 1^{ère} vague de la pandémie, la **peur** de la contamination, d'une part et d'être coupé de ses proches, d'autre part, a conduit à de nombreux regroupements familiaux dans des maisons secondaires ou chez des parents à la campagne (255).
 - ❖ Au cours de la 2^{ème} vague, l'exiguité des logements dans les grands centres urbains, la difficulté des déplacements, le risque accru de contrôles et la faible qualité du paysage urbain ont amené ceux qui pouvaient faire du **télétravail** ou qui étaient en **chômage technique** à rejoindre la première cohorte.
 - ❖ Comme déjà vu dans la 1^{ère} partie, l'introspection provoquée par le confinement a entraîné des changements de vie radicaux. Des familles ont ainsi quitté définitivement de grands centres urbains pour se relocaliser dans des villes ou des bourgs-centres à taille humaine, au profit d'un **nouveau mode de vie** moins cher, où le gaspillage et le stress sont moindres.
 - ❖ La nouvelle **prise de conscience environnementale** n'est pas étrangère à certains de ces départs en quête d'une qualité de vie plus saine, d'un meilleur cadre de vie et d'une empreinte écologique plus faible.

L'urbanisation durable en chiffres

Le fait urbain d'ici 2050

- ▶ A l'échelle mondiale, la population urbaine n'a cessé de croître, se concentrant dans des villes denses à la recherche d'emplois et de services urbains.
- ❖ D'ici 2050, la population mondiale devrait atteindre environ 10 milliards de personnes (256). Selon les Nations Unies, 6,7 milliards de personnes, soit 70% de la population mondiale, seraient urbains (257).
- ❖ Le nombre de villes de plus de 10 millions d'habitants devrait passer de 10 en 1990 à 41 en 2030. Parmi ces 41 mégapoles mondiales, 6 seraient en Afrique (258).
- ❖ Selon les Nations Unies, la population vivant dans des bidonvilles passerait d'un milliard de personnes, aujourd'hui, à trois milliards en 2050. Elle représenterait à cet horizon près de 31% de la population mondiale (259).

Villes et durabilité

- ❖ Une montée d'un mètre du niveau des mers menacerait plusieurs mégavilles, notamment, Rio de Janeiro, New York, Bombay, Dhaka, Tokyo, Lagos et Le Caire (260).
- ❖ "Aujourd'hui, les villes n'occupent que 2 % de la surface mondiale, mais elles accueillent 50 % de la population mondiale. Elles sont responsables de 75 % de la consommation mondiale d'énergie et de 80 % des émissions de gaz à effet de serre. Par conséquent, si nous rendions nos villes un peu plus efficaces, nous pourrions avoir un impact mondial majeur". Carlo Ratti, fondateur du MIT, Senseable City Lab" (261).

Vers une ville post-Covid ?

- ▶ Suite à la crise sanitaire, certaines villes ont lancé des projets urbains durables, à citer notamment :
 - ❖ la **ville de Barcelone**, ville pionnière " smart city ", qui a annoncé la mise en place de nouveaux Plans d'aménagement permettant d'étendre les espaces verts dans quelques quartiers comme le quartier central "d'Eixample" (262) où une priorisation va être accordée aux zones piétonnes et cyclables pour réduire la pollution de l'air.
 - ❖ la première **ville-forêt connectée " Liuzhou Forest City "**, qui se construit dans le sud de la Chine, au niveau de la région montagneuse de Guangxi. Cette ville, dont la construction a commencé en 2020, pourrait accueillir 40.000 habitants. Avec l'implantation de plus de 40.000 arbres et d'un million de plantes d'une centaine d'espèces différentes, la future ville-forêt pourrait absorber, par an, environ 10.000 tonnes de CO₂ et 57 tonnes de polluants ainsi que produire près de 900 tonnes d'oxygène (263).

La ville-forêt Liuzhou



Source : <https://www.stefanoberoerarchitetti.net/en/project/liuzhou-forest-city/>

- ▶ La quête d'une ville post-Coronavirus a commencé là où une sensibilité au développement durable était déjà présente. Certains maires en ont profité pour accentuer cette orientation, notamment, en encourageant les mobilités douces* favorables à la distanciation sociale. Que va-t-il donc rester de ces tentatives ? (264)
- ❖ **Une ville avec ou sans voiture ?** Malgré les aspects environnementaux positifs de la ville sans voiture (silence, qualité de l'air) et les efforts réalisés en faveur du vélo (Bogota, Milan, Mexico, New York) et des "slow streets" (Oakland, San Francisco), le déconfinement a vu la congestion urbaine revenir à la normale. dans presque tous les pays.
- ❖ **Une ville mondiale ou de proximité ?** Le confinement a ramené la "vie de village" dans bien des quartiers (circuits courts, commerce de proximité) : la ville découpée en aires fonctionnelles au 20^{ème} siècle va-t-elle se réorganiser en "ville du quart d'heure", plus lente, plus efficiente, plus durable, comme le propose l'urbaniste Carlos MORENO ?
- ❖ **Une ville dense ou étalée ?** La ville à taille humaine, peu dense, garantit mieux la sécurité sanitaire, physique et mentale, des habitants (moins de stress, habitat plus grand, ...), mais la ville dense, où la promiscuité est vecteur de contamination, est aussi beaucoup plus efficiente sur le plan énergétique et offre une meilleure protection contre les risques climatiques qu'un habitat isolé (265).
- ❖ **Une ville plus hygiénique ?** La Covid-19 pourrait être à l'origine d'une nouvelle architecture urbaine et d'intérieur, plus attentive aux conditions de transmission d'une épidémie, comme le fût autrefois la peste. En Australie, on pense aux portes (bâtiments, transports publics) et toilettes publiques (entreprises, espaces publics) "sans contact" grâce à des portes, des robinets et des séchoirs à capteurs. En Pologne, le commerce de mobilier urbain vend, également, des masques et du gel hydroalcoolique. A Hongkong, des cabines de décontamination sont testées (266). La place de la Nature dans les villes (jardins vivriers, espaces verts) passe aussi du registre paysager à celui de la santé publique (cf. illustrations ci-contre).
- ❖ **Une ville plus smart et plus surveillée ?** La *smart city** dont les capteurs permettent de mieux réguler la circulation, de guider les malvoyants, de nettoyer l'air, ... peut aussi se transformer en un lieu de surveillance (tracking) accrue des habitants grâce aux caméras urbaines et aux objets personnels connectés (téléphones, bracelets, ...). Pour le meilleur, telle la gestion exemplaire de la pandémie à Singapour (267), comme pour le pire.
- ❖ **Une ville moins festive ?** Evénement sportif, carnaval ou grande foire, rassemblement religieux ou politique : autant d'occasions de propager un virus infectieux. Faudra-t-il à l'avenir éradiquer ces potentiels foyers relais, au profit de leur virtualisation ?
- ▶ Il est vraisemblable qu'aucune de ces solutions ne l'emportera vraiment. Toutes celles citées précédemment vont coexister probablement.

DISTANCIATION SOCIALE, NOUVELLE NORME OU NOUVEAU NORMAL ?



Nouveaux cercles de distanciation sociale dans les parcs américains (ici à San Francisco le 20 mai 2020).

Crédit: Justin Sullivan Getty Images)

Source : <https://www.scientificamerican.com/article/overcoming-psychological-biases-is-the-best-treatment-against-Covid-19-yet/>



Spot est un "chien" robotique à quatre pattes qui patrouille à Singapour pour assurer des mesures de distanciation sociale appropriées pendant la Covid-19. (Avec l'aimable autorisation du gouvernement de Singapour)

Source : <https://www.smithsonianmag.com/smart-news/singapore-using-robotic-dog-enforce-proper-social-distancing-during-Covid-19-180974912/>

- La multiplicité des réflexions sur l'avenir des villes post-Covid met en évidence un constat commun : la recherche d'une ville de plus en plus fonctionnelle et optimale, alors qu'elle est dense et fortement peuplée, a conduit les ingénieurs urbanistes à en oublier la variable la plus fragile : l'**humain**. La ville n'est donc pas seulement au cœur des réflexions parce qu'elle est l'un des principaux foyers de contamination, mais aussi parce que c'est là que pourrait se jouer, dans le monde post-Covid, un changement radical, d'une ampleur paradigmatique (268). Soit le modèle de la ville demeure inchangé et il pourrait susciter un accroissement inattendu et durable de règles, de contraintes et de contrôles, conduisant ici à sa surveillance la plus étroite et là à sa bidonvilisation. Soit la ville est repensée autour de sa composante humaine, au bénéfice de l'épanouissement et de la qualité de vie des citoyens. Dans ce cas, l'on pourrait observer les phénomènes suivants :
- ❖ Une "**slorbanisation**" (slow-urbanisation) reflétant la slowbalisation (cf. supra) : les villes mondiales* et les mégapoles cessent leur croissance. Les fonctions de commandement urbain* se décentralisent, s'appuyant sur la digitalisation accrue et l'autonomie croissante des collectivités territoriales (décentralisation, régionalisation).
 - ❖ Les **mégapoles**, n'étant plus débordées par leur croissance exponentielle, s'attaquent enfin à leurs problèmes les plus profonds, aggravés par la crise systémique : pauvreté et inégalités accrues, logements inabordables...
 - ❖ Les **villes moyennes**, devenues plus attractives, investissent dans un urbanisme plus avancé et plus inclusif. Leurs maires élaborent des politiques plus durables – car ils doivent faire plus avec moins de ressources – et plus anticipatives, intégrant désormais la gestion des risques et la préparation aux situations d'urgence. Les espaces partagés et les transports urbains sont donc repensés (269).
 - ❖ L'**immobilier urbain** connaît une véritable renaissance. Dans les bureaux, des lieux de travail plus ouverts et plus dynamiques sont recherchés afin de favoriser à la fois les échanges à distance et les interactions en face à face. Dans les habitations, où une pièce "bureau", insonorisée et connectée à haut débit, fait désormais partie des standards. Dans l'urbanisme même, avec des éco-quartiers-villages, des bâtiments dotés de deux façades différenciées : une entrée "bureau" et une entrée "domicile" pour un même appartement, des constructions fondées sur le biomimétisme (comme les termitières pour la climatisation naturelle), recyclant leurs déchets, à énergie positive...
 - ❖ Enfin, une **réduction des disparités économiques régionales**, pourrait s'observer là où les travailleurs qualifiés ayant quitté les zones fortement urbanisées sont venus s'installer, renforçant ainsi les capacités d'autonomie territoriale.

VERS UNE TRANSITION ECOLOGIQUE PLUS SYSTEMIQUE (6)

Une mobilité internationale alternative ?

- ▶ Que la mobilité internationale soit un **vecteur de contamination** est un fait avéré depuis la diffusion invasive, via les transports intercontinentaux, d'espèces animales exotiques envahissantes, nuisibles aux écosystèmes locaux (frelon asiatique, fourmi de feu, ver plat de Nouvelle-Zélande, ...). Mais il était espéré que dans le transport aérien, la ventilation et la climatisation empêcheraient la contamination virale. Il est connu désormais qu'il n'en est rien. La mobilité internationale par voie des airs va devoir faire avec cette réalité (250).
- ▶ La peur du risque sanitaire, cumulée à une plus grande conscience environnementale, peut-elle être suffisante pour **freiner l'hypermobilité**, qui a caractérisé le début de ce siècle, notamment, la très grande mobilité internationale ? Une réponse affirmative s'impose si l'on considère qu'en 2019, une personne sur cinq avait diminué le nombre de ses vols internationaux par rapport à l'année précédente, du fait de l'impact de ceux-ci sur le climat (270).
- ▶ Plusieurs autres facteurs œuvrent en ce sens :
 - ❖ La décennie 2020 sera marquée par une phase de récession, avant la reprise de la croissance, qui va peser sur les frais généraux des entreprises comme sur le budget des ménages.
 - ❖ Les différents plans de relance verts devraient conduire à des transformations structurantes (taxes vertes, décarbonation, ...) que le secteur du transport aérien tentera d'amortir par une hausse des tarifs.
 - ❖ Dans le cadre de la réorganisation massive des entreprises qui pourrait avoir lieu, la nécessité d'afficher des scores ESG* élevés pour attirer les investisseurs, pourrait altérer durablement le volume des voyages d'affaires internationaux.
 - ❖ Une certaine contrainte sociale pourrait s'exercer dans les pays les plus engagés en matière de développement durable, comme c'est déjà le cas en Suède par exemple, au détriment du transport aérien (mais au profit du rail) (271).
- ▶ Ainsi, il est envisageable que la mobilité internationale ne retrouve pas son taux de croissance, voire son volume d'avant la pandémie. De multiples conséquences pourraient en découler, selon le type de mobilité concerné.
 - ❖ Les **voyages d'affaires** devraient s'avérer indispensables : un critère difficile à démontrer lorsqu'il s'agit de rencontres bilatérales pour lesquelles l'alternative digitale est relativement satisfaisante. Le retour sur investissement et le bilan carbone seront les principaux critères d'arbitrage, ainsi très vraisemblablement que la capacité des aéroports à jouer leur nouveau rôle de gardiens de la sécurité sanitaire.

- ❖ Les **rassemblements internationaux** (congrès professionnels et pèlerinages notamment) devraient perdurer, le virtuel ne pouvant se substituer à la présence physique des personnes, dont l'échange impromptu est une dimension-clé. Toutefois, les "travailleurs du savoir" (*knowledge workers*) devront sans doute se limiter à un ou deux événements par an, ce qui exacerbera la concurrence déjà vive dans le secteur des "sommets" et autres événements internationaux.
 - ❖ En 2020, des dizaines de millions parmi les 164 millions de **travailleurs migrants** dans le monde (4,7% de la main d'œuvre mondiale, selon l'Organisation internationale du travail) ont été contraints de rentrer chez eux, sans emploi (272). Les transferts de fonds, vers les pays à revenus faible et intermédiaire, auraient chuté, selon les prévisions d'octobre 2020 de la Banque mondiale, de 7% en 2020 (Europe et Asie centrale : -16% ; Asie de l'Est et Pacifique : -11% ; Afrique subsaharienne : -9% ; Moyen Orient et Afrique du Nord : -8%) (273).
 - ❖ Quant aux **travailleurs transfrontaliers** se déplaçant au moyen de l'aérien (territoires disjoints), ils pourraient être invités à se localiser durablement dans l'un des deux pays, afin de réduire leurs déplacements (commerciaux, ingénieurs).
- ▶ En ce qui concerne le **tourisme** international (voir Data n°5), deux tendances distinctes se manifestent.
 - ❖ La première est la **baisse globale** de 74% du tourisme international pour l'ensemble de l'année 2020 (cf. Data n°5 : le tourisme mondial en chiffres), liée à l'incertitude et au manque de confiance des voyageurs, mais aussi à la redécouverte du tourisme national ou de proximité (274). L'ampleur du rebond, guère attendu avant 2022, dépendra du retour de la confiance (vaccin), de la situation économique des ménages et du niveau des tarifs touristiques.
 - ❖ La deuxième tendance est le **refus croissant du tourisme de masse** de la part des communautés locales, qui se sont saisies de l'occasion de la pandémie pour faire entendre plus fortement leur voix en 2020. Que ce soit pour des raisons identitaires, comme la communauté baduy en Indonésie, ou pour des raisons environnementales, comme aux Maldives, un retour en arrière ne semble guère possible (275). D'autant que certains pays du Pacific Sud (Iles Cooks, Palau, Fidji), fortement dépendants du tourisme international, ont décidé de faire de ce séisme économique l'opportunité de développer un éco-tourisme soutenable, en lien avec les objectifs de développement durable des Nations-Unies et de l'Accord de Paris sur le climat (276).

Le tourisme mondial en chiffres

Tourisme : 3^{ème} secteur économique mondial (277)

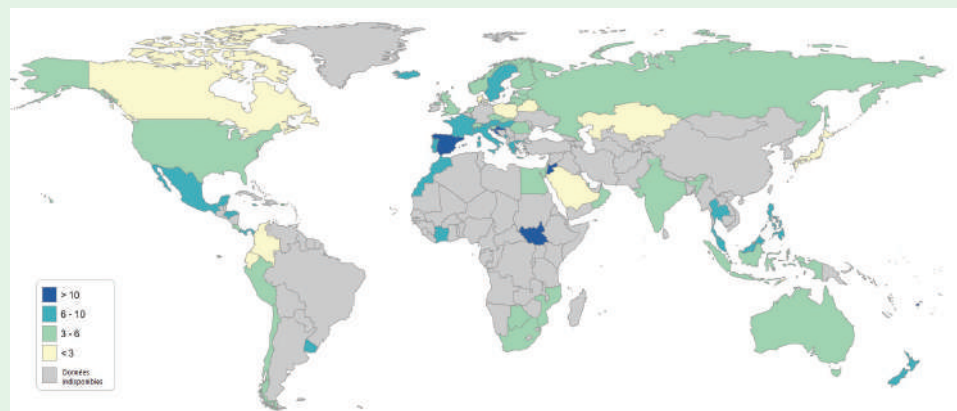
- ▶ 10% du PIB mondial en 2018 (277).
- ▶ 313 millions de personnes employées dans le monde en 2018 par l'industrie du tourisme, des voyages et des loisirs (278).
- ▶ 1,5 milliard d'arrivées de touristes internationaux à l'échelle mondiale en 2019 ; 1,8 milliard attendus en 2030.
- ▶ Croissance : + 4% en 2019, + 5% en 2018 (la plus forte de la décennie) (278).

Figure 51 : Accroissement du tourisme et des vols internationaux (277)

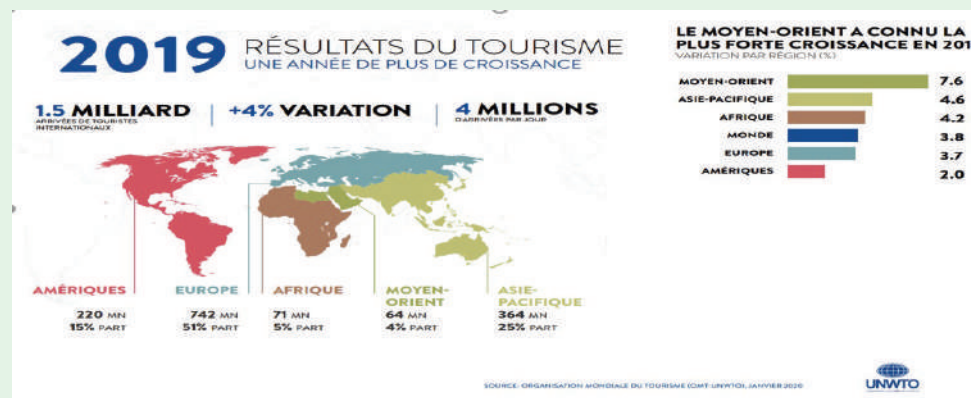


Source : World Tourism Organization

Figure 52 : Contribution du secteur touristique au PIB (en %), 2019

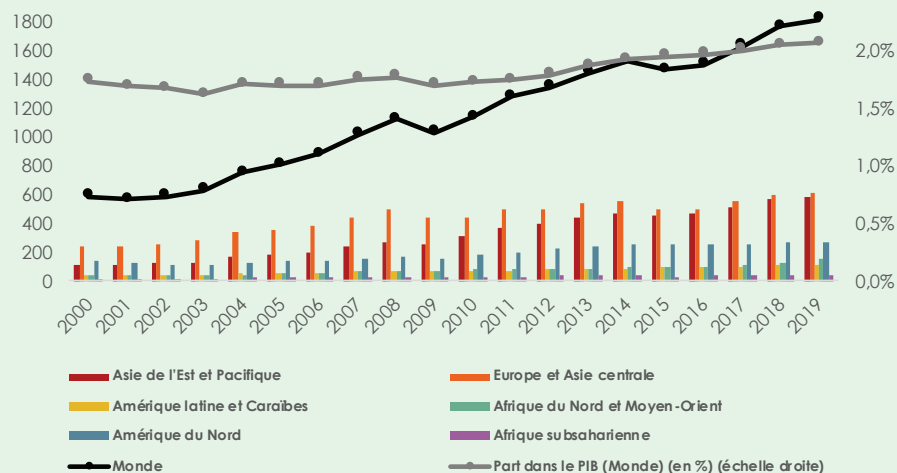


Source : Traitement IRES _ Tourism Dashboard, World Tourism Organization



Le tourisme mondial en chiffres (2)

Figure 53 : Evolution des recettes touristiques dans le monde (en milliards de dollars) et leur pourcentage par rapport au PIB



Source : Traitement IRES _ Données de la Banque mondiale

Impacts de la Covid-19 sur le secteur touristique dans le monde

- ▶ Diminution d'environ 1 milliard du nombre de touristes internationaux, soit une baisse de 74%, entre 2019 et 2020 : 84% en Asie et Pacifique, 75% en Afrique et au Moyen-Orient, 70% en Europe et 69% en Amériques (279).
- ▶ Recul, entre 2019 et 2020, des recettes touristiques internationales de près de 1.300 milliards de dollars, soit plus de 11 fois la perte enregistrée par le secteur en 2009 sous l'effet de la crise économique mondiale (279).

Estimations de la reprise post-Covid

- ▶ Des perspectives mitigées pour les années 2021 et 2022, selon l'enquête du groupe d'experts de l'Organisation mondiale du tourisme, réalisée en décembre 2020 (279) :
 - ❖ Près de la moitié des personnes interrogées (45%) envisagent de meilleures perspectives pour l'année 2021 par rapport à l'année 2020, tandis que 25% s'attendent à une performance similaire et 30% prévoient une détérioration des résultats du secteur.
 - ❖ 50% des personnes interrogées entrevoient, désormais, un rebond uniquement en 2022 et pas en 2021, alors que la moitié restante envisage un rebond potentiel en 2021.
- ▶ 43% des experts ne prévoient pas de retour au niveau historique de 2019 avant 2023 et 41% envisagent un retour, à partir de l'année 2024.
- ▶ La majorité des experts interrogés présage une demande croissante des activités touristiques durables et des expériences de "voyage lent" (slow travel).

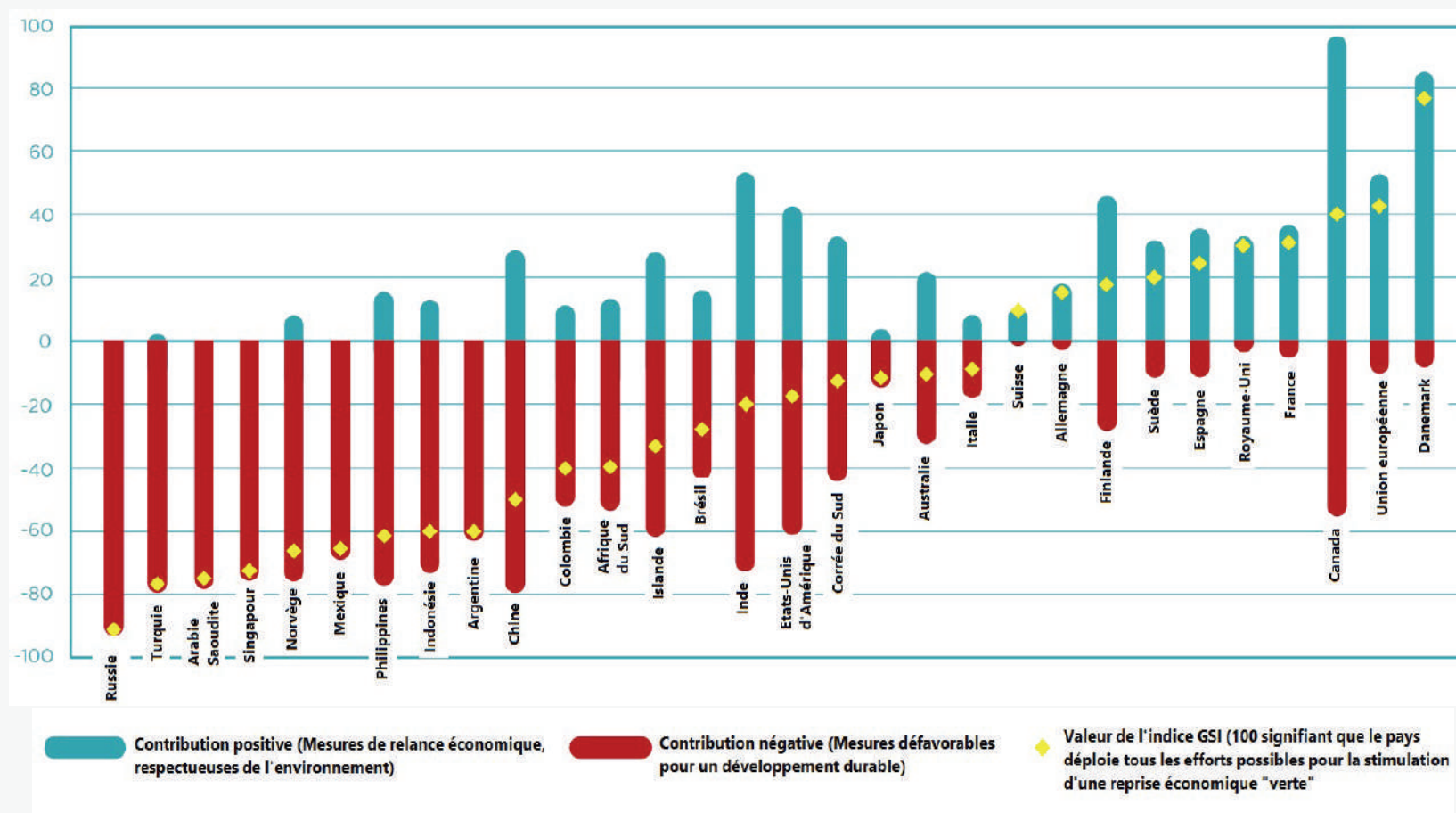
- ▶ Ainsi, il apparaît envisageable, en 2020, qu'un **ralentissement durable de la mobilité aérienne mondiale** se manifeste après la pandémie, suite aux émergences précédemment citées, dont le ralentissement de la mondialisation (*slowbalisation*) et l'éventuelle moindre croissance des très grandes villes post-Covid (*slowurbanisation**).
 - ❖ Cela aurait des effets bénéfiques à la fois pour :
 - l'environnement : fin du tourisme de masse, décarbonation, moindre pollution, voire restauration des écosystèmes locaux,
 - et pour des pays émergents ou des régions reculées, mais connectées (montagnes par exemple) susceptibles d'accueillir des "télé migrants*" grâce la généralisation du télétravail et à la délocalisation des emplois qualifiés, comme en Inde par exemple (280).
 - ❖ Néanmoins, les effets négatifs seraient catastrophiques pour les secteurs du transport aérien, de l'hôtellerie, de la restauration, de l'événementiel et pour l'industrie touristique dans son ensemble, tant sur le plan économique mondial (281) que sur le plan social : de nombreux travailleurs dans ces secteurs relèvent de l'informel et ne disposent d'aucune protection sociale.
- ▶ Que la mobilité internationale reprenne ou qu'elle stagne, voire régresse temporairement, de **nouvelles opportunités** (innovations technologiques, nouveaux métiers) pourraient voir le jour et qui seraient capables d'induire de véritables transformations :
 - ❖ La **mobilité virtuelle*** des étudiants pourrait s'étendre au monde du travail, au point de voir émerger un droit du salarié à substituer le virtuel au présentiel.
 - ❖ Le développement de **technologies de communication mobiles "transparentes"** (lunettes intelligentes et communicantes par exemple) permettrait de créer un lien aussi proche que possible du présentiel (visite conjointe d'une usine par exemple) pour ne pas tarir les transferts de connaissance et pour faciliter le travail à distance des équipes internationales (voir ce que l'autre voit, hors d'un bureau).
 - ❖ L'**égalité numérique pour tous les territoires** pourrait désormais devenir une condition fondamentale de leur développement économique (télé migrants, digitaux nomades, *GIG economy*).
 - ❖ En matière de transports internationaux, les **aéroports** jouent à présent un rôle de barrière sanitaire qu'ils pourraient bien conserver. Parallèlement, les **agences de voyage** pourraient aussi devenir des cartographes de la situation sanitaire mondiale et des évaluatrices de la qualité sanitaire des destinations, avec un système de notation spécifique.

Greening ou soutenabilité ?

- ▶ Dans un monde en proie au changement climatique et à des troubles politiques et sociaux accrus, les **consommateurs** sont de plus en plus conscients de la façon dont leurs achats affectent les individus et les ressources naturelles. Désormais les produits et les services ne doivent pas seulement être utiles, mais aussi socialement et écologiquement responsables (261).
- ▶ Parallèlement à cette tendance qui émane de la base, les **décideurs** sont de plus en plus inquiets de la gravité de la situation environnementale, comme en témoigne le Rapport sur les risques mondiaux 2020 du Forum économique mondial dont les 5 principaux risques mondiaux, pour la première fois en 15 ans, relèvent tous de l'environnement et du changement climatique (282).
- ▶ Enfin, de plus en plus d'**entreprises** abandonnent le référentiel de la valeur financière au profit de celui de la croissance de qualité, privilégiant les critères ESG (environnement, social, gouvernance). L'adoption en cours de discussion d'un ensemble de mesures ESG apportant cohérence et transparence au reporting des informations liées à la performance de l'entreprise, pourrait s'avérer essentielle pour démontrer la création de valeur à long terme (283).
- ▶ Au niveau des **instances internationales**, l'Accord de Paris (2016), devenu une référence, inspire d'autres accords, comme l'Accord Escazú, premier traité sur les droits de l'Homme et de l'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (2018) (284).
- ▶ Dans ce contexte, les multiples initiatives (plans de relance notamment) prises à l'occasion de la pandémie de la Covid-19 (cf. Data n°6 : les investissements durables) pour assurer une véritable transition écologique relèvent-elles d'une simple coloration verte (*greening*), opportuniste, en écho aux aspirations des populations, ou bien d'un véritable engagement pour transformer l'économie prédatrice de l'anthropocène en un modèle de développement plus vertueux, tant écologiquement qu'humainement ?
- ▶ Le premier rapport d'évaluation sur le sujet (*Greenness of Stimulus Index*, cf. figure 54) n'est guère positif : l'urgence de la dégradation économique est telle que les Etats tendent à investir dans les ressorts traditionnels, souvent moins coûteux qu'une transformation écologique. Les dilemmes sont complexes : centrales à charbon ou nucléaires ? Lutte contre la contrebande de l'ivoire ou bénéfiques de cet or blanc ?
- ▶ L'évolution de la Corée du Sud, voire de la Chine, dans ce domaine pourrait annoncer un point de bascule, entraînant l'Asie Pacifique dans une politique de soutenabilité à même de garantir la poursuite de son développement et de motiver le reste du monde (285).

Figure 54 : Indice de stimulation d'une économie verte (Greenness of Stimulus Index : GSI), 2020

Cet indice évalue l'efficacité des efforts de stimulation, pendant la Covid-19, des pays du G20 et d'autres pays émergents pour assurer une reprise économique fondée sur les opportunités d'une croissance soutenable et un renforcement de la résilience par la protection du climat et de la biodiversité.



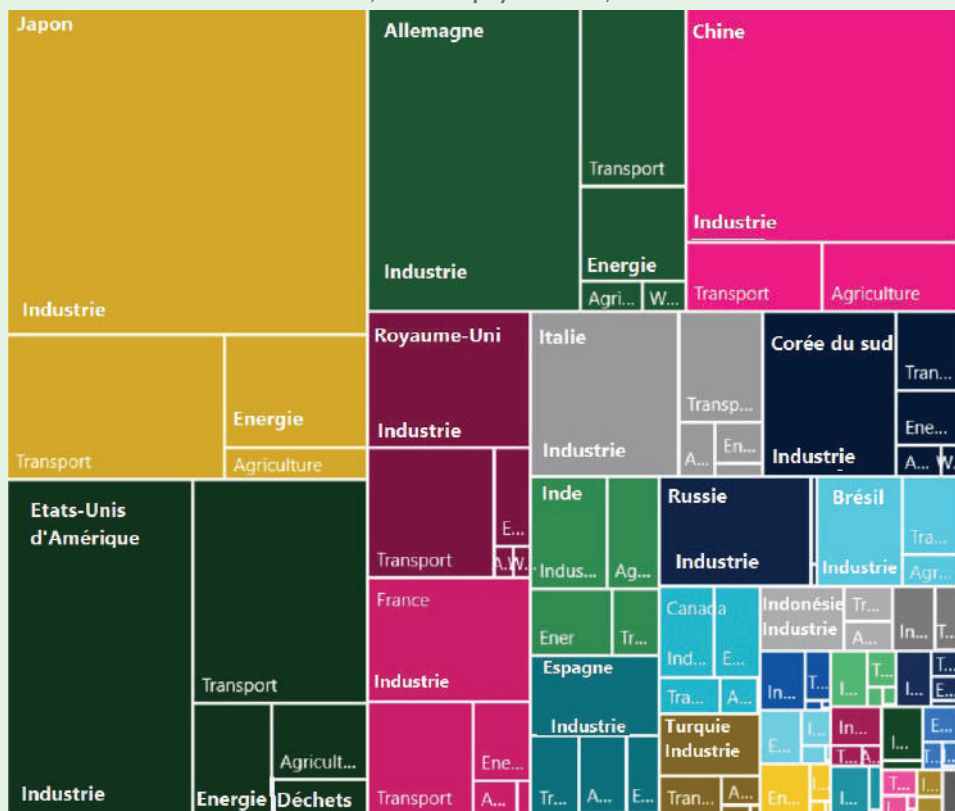
Source : Traitement IRES _ Greenness of Stimulus Index, vivid economics ; finance for Biodiversity Initiative, February 2021

La prise en compte de la durabilité en Asie

- ▶ L'Asie-Pacifique est sujette à une aggravation des typhons, des tsunamis et d'autres événements météorologiques, tandis que le rythme de l'urbanisation et la pollution croissante de l'air et de l'eau sont également plus prononcés que dans certaines autres régions.
- ▶ Alors que la nature diversifiée de la région au plan économique et culturel rend difficile la généralisation, il y a un changement d'attitude clair parmi les gouvernements, les entreprises, les investisseurs et les citoyens. Jusqu'à récemment, la principale question concernant la durabilité dans la région était "Pourquoi s'en préoccuper?". Maintenant, il est reconnu que la durabilité est importante.
- ▶ "La Chine, par exemple, recherche la durabilité parce qu'un nombre croissant de ses citoyens veulent un meilleur environnement et une société plus inclusive. Etant donné l'importance de maintenir la stabilité et le progrès, le Président Xi a clairement indiqué que la durabilité était une priorité pour le pays (285)."
- ▶ D'une manière générale, les objectifs de développement durable des Nations unies ont contribué à créer un langage unifié qui permet aux gouvernements, aux entreprises et à d'autres acteurs de discuter ensemble de la durabilité et de ses implications pour les entreprises.
- ▶ Sur cette base, de nouvelles législations et des contrôles réglementaires ont été introduits pour aider à orienter l'économie vers une activité plus durable. Ainsi, la Chine, Singapour, le Japon et l'Australie sont membres du Réseau pour l'écologisation du système financier (NGFS) : finance verte, changements macro-prudentiels, obligations vertes, obligations sociales et obligations durables de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est...
- ▶ Cette approche révèle une bonne anticipation de l'évolution des modèles économiques :
 - ❖ l'adoption de normes de durabilité a une corrélation positive avec une augmentation des bénéfices et la réduction des risques ;
 - ❖ la durabilité a le potentiel d'améliorer la rentabilité à mesure que la demande de produits avec des références durables augmente de la part des consommateurs ;
 - ❖ la durabilité offre également un moyen pour la Chine et d'autres pays asiatiques de progresser dans la chaîne de valeur, par exemple avec le véhicule électrique, les énergies renouvelables, mais aussi la recyclabilité.
- ▶ Mais les importants déficits budgétaires des pays du Sud-Est Asiatique, dûs à la pandémie, risquent d'obérer ce développement durable, alors même que les jeunes générations (<40 ans) font d'un mode de vie sain leur première préoccupation (286).

Les investissements durables

Figure 55 : Répartition des budgets destinés à la promotion d'une économie verte selon les secteurs, dans les pays du G20, 2020



Source : Traitement IRES _ Greenness of Stimulus Index, vivid economics ; finance for Biodiversity Initiative, February 2021

- ▶ Le budget de stimulation, par les pays du G20, d'une relance économique verte est estimé, en 2020, à 14.900 milliards de dollars (165).
 - ❖ Montant de l'investissement annoncé par le G20 dans les activités écologiques (agriculture, industrie, déchets, énergie et transport): 4.600 milliards de dollars (165),
 - ❖ Besoins estimés pour une transition écologique durable : 6.300 milliards de de dollars US/an jusqu'en 2030 (287),
 - ❖ Dans 15 pays du G20, les mesures de relance économique auront un impact négatif net sur l'environnement (165).
- ▶ Soutien public aux énergies fossiles (288) :
 - ❖ 500 milliards de dollars US/an (77 économies)
 - ❖ 2019 : hausse de 38 % du soutien à la production d'énergies fossiles dans 44 économies avancées et émergentes.
 - ❖ Subventions publiques à la consommation d'énergies fossiles* : 320 milliards de dollars US/an (289) dont 150 aux produits pétroliers, 115 à l'électricité, 50 au gaz naturel et 2,5 au charbon (289),
- ▶ Le coût réel du transfert des fonds vers les pays à revenu faible ou intermédiaire représentait, en 2020, 6,8% du montant transféré. Il demeure largement supérieur au niveau fixé (3%) dans l'objectif de développement durable 10 (cible 1) (290).

La stratégie Green du Maroc :1 - du soft au smart power

- ▶ En un siècle, la population marocaine a quintuplé, exerçant une pression significative sur son environnement : ressources hydriques, patrimoine forestier, littoraux, milieux naturels, ... (cf. Rapport Stratégique 2017 de l'IREs, Panorama du Maroc dans le monde : les enjeux planétaires de la biosphère).
- ▶ Conscient des enjeux de la durabilité que posent tant le modèle de croissance actuel que le changement climatique, le Maroc, qui mène depuis 2010 un ambitieux programme de transition énergétique, basé sur les énergies renouvelables, s'est très tôt engagé sur la voie d'un développement plus soutenable (291).
 - ❖ Tout d'abord, avec la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel adapté (Plan d'action national pour l'environnement ; adoption de la Charte nationale de l'environnement et du développement durable), culminant avec l'organisation de la COP22 à Marrakech en 2016.
 - ❖ Puis, autour d'une stratégie nationale de protection de l'environnement et de lutte contre les répercussions du changement climatique (Plan Climat, Plan solaire,...) auxquels tous les acteurs sont incités à participer (Responsabilité sociale d'entreprise, Finance Climat, ...).
- ▶ Les succès de ce modèle résilient ont conduit le Royaume à déployer une *green diplomacy* auprès de ses partenaires africains (Initiative pour l'adaptation de l'agriculture africaine, Initiative de la Ceinture Bleue), exerçant ainsi un *soft power** de fait.
- ▶ Des projets écologiques avant l'heure (292) :
 - ❖ Récolter le brouillard, source d'eau alternative (2011).
 - ❖ Valoriser les chiffonniers, source de recyclage (2014).
 - ❖ Développer l'écotourisme (écolodges).
 - ❖ Autonomiser les femmes grâce à l'art écologique (2013).
 - ❖ Irriguer raisonnablement : les Carrés de la Dignité (2002), la nano-irrigation (2016), les puits solaires...
 - ❖ Organiser la filière biologique : Association marocaine de la filière des productions biologiques (2009) puis Fédération interprofessionnelle marocaine de la filière biologique (2016) (293).
 - ❖ Promouvoir la permaculture : Association Orange Bleue Maghreb au Maroc (2014).
 - ❖ Réduire la consommation énergétique des mosquées et hammams traditionnels (2016) : énergie renouvelable, traitement de l'eau usée...
 - ❖ Renforcer la résilience marine et littorale : Initiative de la Ceinture Bleue (2016)
- ▶ Désormais, une grande puissance se définit comme telle par la bonne utilisation, et non la simple possession, de ses ressources et vecteurs d'influence. Tel est le *smart power** que le Royaume met aujourd'hui en œuvre.

La stratégie Green du Maroc : 2 – (re)verdier le pays

Décidées avant la survenue de la pandémie, deux nouvelles stratégies (294) ont été lancées par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, en février 2020, au terme du Plan Maroc Vert.

Génération Green 2020-2030

- ▶ Cette stratégie repose sur deux fondements : la poursuite du développement agricole – visant à doubler le PIB du secteur et les exportations agricoles d’ici 2030 – et la nécessité de remettre l’élément humain au centre de ce développement.
- ▶ Elle se décline en quatre axes (295) :
 - ❖ Créer une nouvelle classe moyenne agricole, analogue à la classe moyenne urbaine et capable d’assurer le même rôle-clé en matière de développement matériel et immatériel, individuel et collectif.
 - ❖ Faire émerger une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs agricoles en mobilisant et valorisant un million d’hectares de terres collectives.
 - ❖ Organiser le regroupement des agriculteurs autour de coopératives “nouvelle génération”.
 - ❖ Mettre en place de nouveaux mécanismes d’accompagnement auprès de 2 millions d’agriculteurs actifs, grâce notamment à l’introduction des nouvelles technologies et la digitalisation des services agricoles.

Forêts du Maroc 2020-2030

- ▶ Cette stratégie vise à rendre le secteur forestier marocain plus compétitif et sa ressource plus durable, grâce à un modèle de gestion inclusif et créateur de richesses. Là encore, les populations usagères sont au centre de ce dispositif.
- ▶ Quatre axes majeurs la structurent (296) :
 - ❖ La définition d’un nouveau modèle de gestion participative, comportant la création de plus de 200 organismes locaux de développement forestier et d’un corps d’animateurs territoriaux.
 - ❖ L’aménagement et la valorisation de 10 parcs nationaux afin d’amorcer l’essor d’une filière écotouristique prospère.
 - ❖ Le développement et la modernisation des professions forestières grâce, notamment, à la création de pépinières forestières modernes en partenariat public-privé.
 - ❖ Une réforme institutionnelle du secteur forestier permettant de créer une Agence des eaux et forêts (en charge de la gestion régaliennne du domaine forestier privé de l’Etat en dehors des parcs nationaux) et une Agence de conservation de la nature (en charge de la gestion des parcs nationaux).

Priorité à l'élément **humain**

Nouvelle génération de classe moyenne agricole

400 000 ménages accédant à la classe moyenne
3-4 millions d'agriculteurs avec protection sociale

Nouvelle génération de jeunes entrepreneurs agricoles

1 million d'hectares de terres collectives valorisées
350 000 nouveaux exploitants et entrepreneurs agricoles
150 000 jeunes formés

Nouvelle génération d'organisations agricoles

x5 taux de regroupement
30% du budget public géré par la profession

Nouvelle génération de mécanisme d'accompagnement

2 millions d'agriculteurs connectés aux e-services agricoles
5000 conseillers agricoles

Pérennité du développement agricole

Consolidation des filières agricoles

X2 PIB agricole et x2 exportations agricoles
70% de la production valorisée

Chaînes de distribution modernes et efficaces

12 marchés de gros modernisés
souks modernisés

Qualité, Innovation et Green-Tech

120 abattoirs agréés
X2 contrôles sanitaires

Agriculture résiliente et éco-efficente

X2 efficacité hydrique
Conservation des sols

**GENERATION
GREEN
2020-2030**



Q

UELLES TRANSFORMATIONS DES MENTALITES ?

Tandis que la pandémie a, principalement, accéléré des tendances connues dans les domaines économiques et environnementaux, sur le plan sociétal, elle a révélé les profondes transformations déjà en cours.

L'ère de la différenciation revendiquée

- ▶ Au début de l'histoire de l'humanité, le clan était un groupe dont les individualités étaient très faibles. Celles-ci ont progressivement émergé avec la sédentarisation et la structuration sociale. Les groupes humains devenant de plus en plus larges (sociétés), ils ont dû développer des mécanismes sociaux (rites, éducation, règles) pour contenir ces individualités afin d'assurer une gestion pacifique du collectif.
- ▶ Progressivement, la pacification et l'éducation ont rendu la personne consciente de son individualité et ce, au détriment de l'individu (élément insécable d'un tout). Cette prise de conscience de la distinction de chacun a conduit à une fragmentation des sociétés au profit de la montée des communautarismes : communautés traditionnelles pour les individualités ressentant le besoin d'être prises en charge ou communautés affinitaires pour les personnalités affirmées.

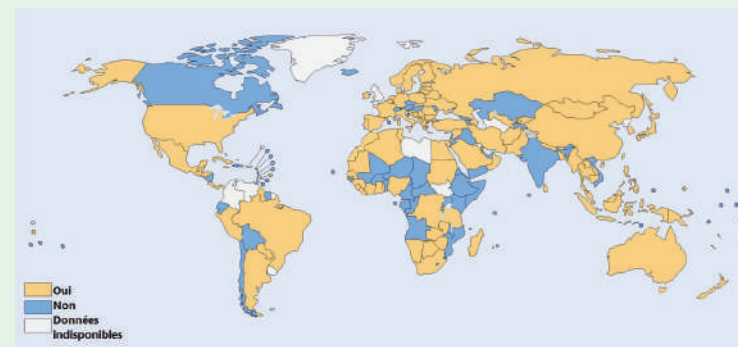
- ▶ Une nouvelle étape de cette évolution, post-communautaire, est en train de voir le jour : de plus en plus de personnes se détournent du "paraître" et des signes extérieurs qui permettent leur identification à des communautés spécifiques (richesse, statut social, métier). Elles se tournent davantage vers elles-mêmes (introspection), à la découverte de leurs attentes et de leurs valeurs, mais aussi de leur complexité et contradictions.
- ▶ Ce sont les "**personnes liquides***" (271), qui ne peuvent plus s'enfermer dans les catégories binaires traditionnelles ("et... et..." au lieu de "ou... ou...") et qui s'affichent et veulent être reconnues pour ce qu'elles sont réellement. Leur quête du bien-être, physique et mental, individuel et collectif, devient primordial. La prise en compte de cette différenciation individuelle accrue apparaît désormais dans de multiples secteurs, de la gestion des ressources humaines à la médecine genrée, en passant par le marketing et le design.
- ▶ Cette transformation, née en Occident où elle est actuellement la plus visible, progresse dans le monde entier, au rythme du développement de la classe moyenne mondiale. Fragilisée par les contradictions qu'elle suscite et l'inadéquation des structures traditionnelles, elle est porteuse de nombreuses conséquences dont la pandémie a déjà révélé quelques-unes.

La santé mentale

La santé mentale : une situation inquiétante...

- ▶ En 2017, les troubles mentaux ou neurologiques affectaient une personne sur dix dans le monde (11,9% pour les femmes et 9,3% pour les hommes), soit près de 792 millions personnes (298).
- ▶ Dans les pays fragiles, devant faire face à des conflits, la proportion de personnes souffrant de problèmes de santé mentale s'élevait à 22,1%, selon la Banque mondiale (298).
- ▶ Le nombre de personnes concernées par les différentes formes des troubles mentaux est le suivant (297) :
 - ❖ La dépression : 264 millions de personnes, soit 3,4% de la population mondiale.
 - ❖ Les troubles anxieux : 284 millions de personnes, soit 3,8% de la population mondiale et 4,7% des femmes.
 - ❖ Les troubles bipolaires : 46 millions de personnes, soit 0,6% de la population mondiale.
 - ❖ Les troubles des conduites alimentaires : 16 millions de personnes, soit 0,2% de la population mondiale.

Figure 56: Existence d'une politique de santé mentale



Source : Retraitement IRES _ Organisation mondiale de la santé, 2014

La santé mentale (2)

... : mise à mal pendant la pandémie de la Covid-19

- ▶ La pandémie a aggravé les troubles psychologiques. A titre illustratif :
 - ❖ selon les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, durant la crise sanitaire, plus de 40% de des citoyens américains ont déclaré avoir eu, au moins, un trouble mental ou comportemental à fin juin 2020 ; 31% ont signalé avoir développé des états anxieux ou dépressifs ; 26% ont déclaré avoir eu un fort état de stress. Des chiffres qui sont trois à quatre fois plus élevés que les niveaux enregistrés en 2019 (299).
 - ❖ les professionnels de santé sont aussi sujets aux troubles mentaux engendrés par leur exposition directe aux conséquences sanitaires de la pandémie. Ainsi, des taux d'anxiété et de dépression extrêmement élevés ont été observés chez les soignants canadiens (55% ont souffert d'anxiété et 42% ont montré des symptômes dépressifs) (300).
- ▶ Selon l'enquête concernant l'impact de la Covid-19 sur la santé mentale, réalisée par l'Organisation mondiale de la santé entre juin et août 2020, cette pandémie a entraîné des perturbations ou une interruption des services de santé mentale essentiels dans 93 % des pays (301) :
 - ❖ Plus de 60 % des pays ont " signalé des perturbations des services de santé mentale destinés aux personnes vulnérables".
 - ❖ 67 % des pays ont constaté des perturbations des thérapies brèves et des psychothérapies.
 - ❖ Plus d'un tiers (35%) des pays ont " signalé des perturbations des interventions d'urgence".
 - ❖ 30 % des pays ont déclaré " des perturbations de l'accès aux médicaments utilisés pour le traitement des troubles mentaux, neurologiques ou liés à l'usage de substances psychoactives ".
 - ❖ Environ les trois quarts des pays ont signalé " des perturbations au moins partielles des services de santé mentale dans les établissements scolaires et sur les lieux de travail. "

Q

UELLES TRANSFORMATIONS DES MENTALITES ? (2)

Une dégradation durable de la santé mentale ?

- ▶ Certains s'avèrent incapables de gérer ces apparents paradoxes entre les priorités partagées et les priorités individuelles, entre des facettes opposées au sein de la même personne (piéton et conducteur, employé et consommateur, décideur et citoyen), entre le besoin de faire ce que l'on souhaite et la contrainte sociale qui l'empêche, entre la rassurance du monde ancien et l'appétence pour le monde nouveau...
- ▶ Cette difficulté d'ajustement, au sein de soi-même comme avec le reste du monde, conduit du "mal-être" à une dégradation de la santé mentale. Indépendamment des causes physiques qui peuvent en être à l'origine (maladie, mauvaise alimentation,...), ce mal-être psychologique se trouve renforcé par la perception intuitive du contexte : la situation historique particulière actuelle (Grande transition, monde volatile, incertain, complexe et ambigu) est porteuse de ruptures profondes et d'une incertitude angoissante.
- ▶ La pandémie est venue ajouter un degré supplémentaire d'incertitude et de dangerosité. La perspective, cette fois bien tangible, de la maladie ou de la perte d'emploi a généré un stress destructeur.
- ❖ Le confinement s'est avéré un facteur particulièrement aggravant, tant pour les "personnes liquides*" dont la privation de liberté peut être considérée insupportable, que pour les personnes qui trouvent leur stabilité dans leur communauté relationnelle, ou pour celles que le cumul simultané vie privé-vie professionnelle a épuisé.
- ❖ Il faut rappeler que nombre de personnes de tout âge sont soumises à des persécutions au sein de leur famille et que leur condition s'est sérieusement aggravée pendant ce confinement (302).
- ▶ L'accroissement et l'ampleur de la dégradation de la santé mentale ont été suffisamment importantes pour que celle-ci soit devenue une préoccupation majeure au cours des 20 dernières années. Il s'agit donc d'un phénomène structurel. Bien que la fin de la pandémie ralentisse sa **progression**, celle-ci devrait demeurer **élevée au cours des décennies à venir**. En effet, ses causes "anthropogéniques" sont alimentées par la connaissance des grandes problématiques mondiales à venir (changement climatique, raréfaction des ressources,...) et par le climat de sinistrose que crée le regard catastrophiste des médias. Elles nourrissent des sentiments de désespoir, de frustration ou d'impuissance, voire un déni de réalité (*psychic numbing*) (303).
- ▶ Face à l'ampleur de ce phénomène mondial, les entreprises se substituent au secteur médical et commencent à développer des programmes de type *Mental Health Matters* (Starbucks) pour aider leurs collaborateurs.

Q

UELLES TRANSFORMATIONS DES MENTALITES ? (3)

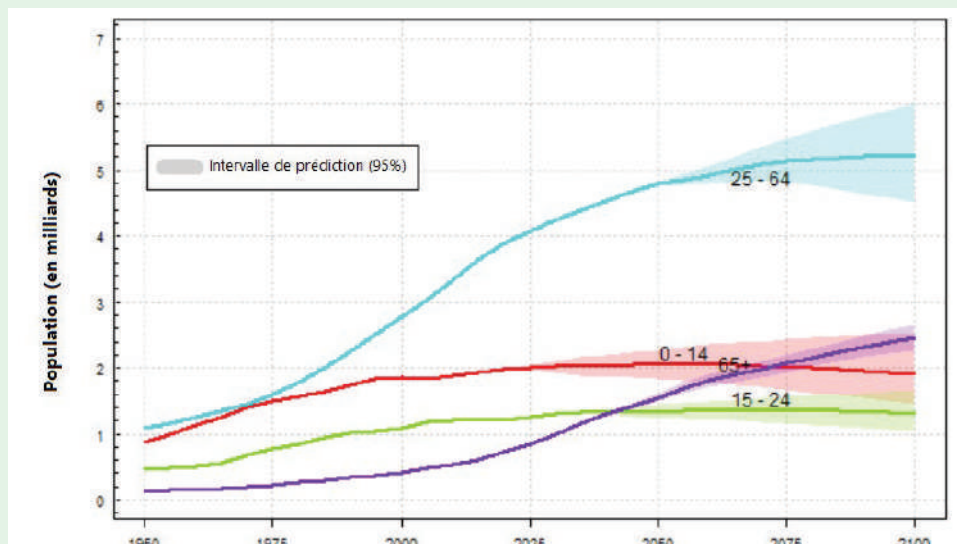
Des conditions aggravées pour les jeunes

- ▶ Les jeunes sont souvent les premiers à souffrir de ce mal-être (cf. Data n°8) : 1 adolescent sur 5 souffre de problèmes mentaux et comportementaux dans le monde. Le suicide est la troisième cause de mortalité chez les 15-19 ans (304).
- ▶ Leur conditions générales de santé continuent de se dégrader au niveau mondial, du fait de l'usage de substances dangereuses (drogue, alcool, tabac), de désordres psychotiques, de dépressions sévères et de conditions physiques dégradées (malnutrition, manque ou excès d'exercices physiques, manque de soins) (305).
- ▶ Le confinement a très négativement impacté la santé mentale des jeunes, en les privant des activités physiques et des contacts sociaux dont ils ont le plus besoin.
- ▶ Similairement, leur possibilité d'accès à l'emploi se dégrade aussi : le chômage des 1,2 milliard de jeunes (de 15 à 24 ans) dans le monde est bien plus élevé que celui des adultes et la crise de la Covid-19 a aggravé leurs perspectives d'emploi.
 - ❖ Les besoins des jeunes (avant la pandémie) étaient estimés à 600 millions d'emplois, à créer au cours des 15 prochaines années (306).
 - ❖ Or, l'impact économique de la pandémie s'est traduit, déjà, par la destruction de l'équivalent de 130 millions d'emplois à temps plein (sur la base d'une durée hebdomadaire de 48 heures) durant le premier trimestre 2020, comparativement à la situation d'avant la crise (quatrième trimestre 2019). La crise économique devrait durcir encore, en 2021, le marché du travail pour les jeunes (307).
- ▶ Cette situation pourrait conduire à une crise majeure dans les pays en développement, renforçant le secteur informel, multipliant les activités illégales et offrant de nouvelles recrues aux bandes armées.
- ▶ Le principal facteur de changement résidera donc dans la capacité des jeunes à s'emparer de la digitalisation et de l'entreprenariat pour créer leur emploi dans un secteur où ils disposent d'un véritable avantage comparatif (digital natives).
- ▶ Cependant, cela ne dépendra pas seulement de leurs compétences personnelles, mais aussi de la manière dont la société et les acteurs économiques les considéreront. Car la confiance, le respect, le lien intergénérationnel sont des facteurs de réussite tout aussi importants que le financement de leurs projets.
- ▶ L'avenir des jeunes et de leur capacité d'insertion dans le monde sera donc largement tributaire de la capacité des adultes, d'une part, à les considérer comme faisant partie de la **solution** plutôt que du problème et, d'autre part, à leur donner de l'espoir et une **vision positive** du monde (308).

Les jeunes

- ▶ En 2019, les jeunes âgés de 15 à 24 ans représentent 16% de la population mondiale (309) : 19% en Afrique, 16% en Amérique latine et Caraïbes, 15% en Asie, 13% en Amérique du Nord et 10% en Europe.

Figure 57: Evolution et projections de la population dans le monde, selon les groupes d'âges



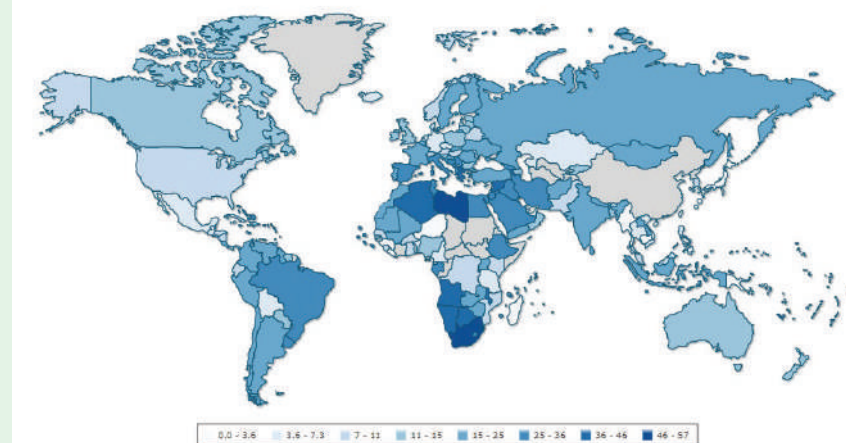
Source : Traitement IRES _ World Population Prospects, 2019. Population Division. DESA. United Nations

Figure 58 : Age médian par région, 2019

Région	Age médian
Monde	30,9
Afrique	19,7
Europe	42,5
Amérique du Nord	38,6
Amérique latine et Caraïbes	31
Asie	32

Source : Traitement IRES _ World Population Prospects, 2019. Population Division. DESA. United Nations

Figure 59 : Taux de chômage des jeunes (15-24 ans) dans le monde (en %)



Source : : CIA World Factbook, January 1, 2020 (International Labor Organization Data)

Q

UELLES TRANSFORMATIONS DES MENTALITES ? (4)

Une éducation en crise

- ▶ La crise du Coronavirus a affecté, fortement, les jeunes femmes et les très jeunes adultes (18-24 ans) dans les pays à bas revenus, en matière non seulement d'emploi et de santé mentale, mais aussi d'éducation. Le passage à l'enseignement à distance n'a été possible que dans les pays où il y avait suffisamment d'accès à internet, des familles équipées et des enseignants dotés du matériel et des compétences pédagogiques digitales nécessaires. Dans le monde, 9% des élèves pourraient ne jamais retourner à l'école et plus de 50% pourraient redoubler (310).
- ▶ Si la perte d'une année de scolarité est un luxe aisé dans les pays développés, elle représente un **coût majeur** dans les pays à bas revenus qui peut se traduire, à court terme, par une déscolarisation accrue et une augmentation du mariage des très jeunes filles et, à moyen terme, une progression de la violence et une déperdition de compétences nationales. Une décennie de progrès dans ces domaines pourrait être éradiquée (311).
- ▶ Or, l'éducation elle-même est en **crise** dans le monde entier (global learning crisis*) (312).
- ❖ Certes, le taux d'alphabétisation mondiale progresse (86,4% des adultes en 2019 (313)), notamment, chez les jeunes (15-24 ans : 91,73% en 2019 (314)), mais il recouvre des disparités importantes, avec des taux avoisinant à peine 40% des 15-24 ans dans certains pays (315).
- ❖ En 2030, un enfant de 6 à 17 ans sur six resterait exclu de l'école, 6 sur 10 achèveraient le cycle secondaire et 20% des jeunes ne sauraient toujours pas lire dans les pays à faible revenu (316).
- ▶ **Systémique**, cette crise de l'éducation concerne à la fois l'accès, l'équité, la qualité et le financement (317).
- ❖ Elle voit s'agrandir de **multiples fossés** entre les moins et les plus sachants, entre la scolarisation des garçons et des filles, des enfants sains et des enfants malades ou handicapés, entre les compétences manuelles et intellectuelles, entre les familles pauvres et les familles aisées, entre les urbains et les ruraux...

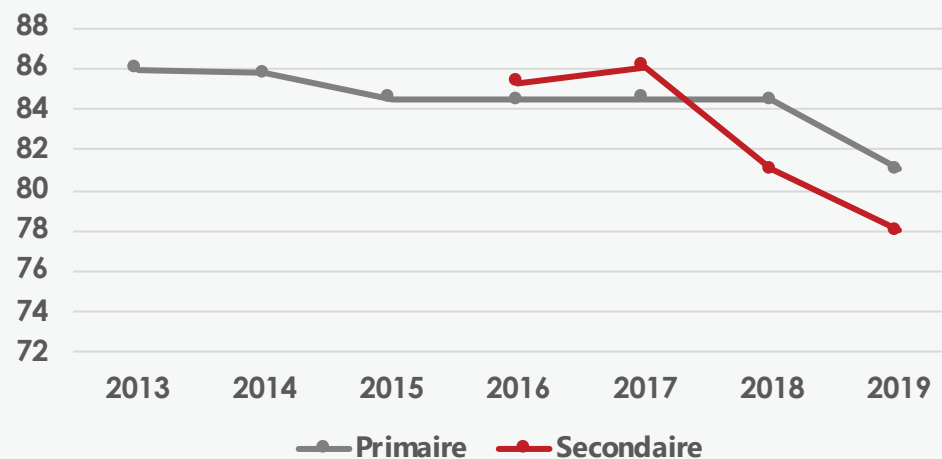
Q

UELLES TRANSFORMATIONS DES MENTALITES ? (5)

- ❖ Entre un enseignement supérieur élitiste trop coûteux et un enseignement de masse tiré vers le bas dans les systèmes publics, l'**enseignement privé** occupe les vides, souvent hors de tout contrôle (Asie, Europe, Afrique subsaharienne).
- ❖ Reflétant la foi des parents dans les vertus de l'éducation, ce double système conduit les enfants à un **épuisement** qui explique autant les taux de suicide des collégiens (318) que leur refus de poursuivre des études une fois majeurs.
- ❖ A ce *burn-out* précoce, il convient aussi d'ajouter l'accroissement de la **violence** à l'école, du harcèlement au racket et aux agressions physiques.
- ▶ La **qualité** et la **pertinence** de l'enseignement délivré demeure une question préoccupante (317). Ici, la proportion d'enseignants formés est en baisse depuis 2000 et là, une large proportion d'enfants scolarisés n'a pas acquis les compétences fondamentales : c'est la **pauvreté d'apprentissage*** (cf. Figure n°61). Si la tendance actuelle se poursuivait, les taux d'apprentissage devraient stagner dans les pays à revenu intermédiaire et baisser de près d'un tiers dans les pays africains francophones d'ici 2030 (316).
- ▶ La crise s'étend jusque dans les pays développés, comme en témoigne, par exemple, un appel collectif en Europe pour "un plan Marshall de l'éducation et de la formation" afin d'éviter un effondrement socio-économique, ou encore le nombre croissant de parents privilégiant l'enseignement à domicile (319).
 - ❖ Déjà de grandes entreprises envisagent de réaménager des bureaux en garderies et espaces éducatifs, d'ici 2023, augmentant ainsi la rétention des employés de plus de 20% (243).
- ▶ Car la plupart des systèmes éducatifs nationaux demeurent profondément **conservateurs**, hésitant encore à pleinement intégrer les technologies digitales à l'école, alors qu'elles sont la clé des futurs emplois (services clients freelance, managers digitaux,...). Encore ancrés dans le 20^{ème} siècle, Ils ne parviennent pas à accompagner ce nouvel état d'esprit (dégenré / gender-free, favorisant le savoir-être / *soft skills*), ni à enseigner de nouvelles matières plus appropriées, ni à offrir une nouvelle vision du monde (cf. Rapport Stratégique de l'IRES 2019/2020 : Le nouveau modèle de développement et les enjeux systémiques mondiaux).

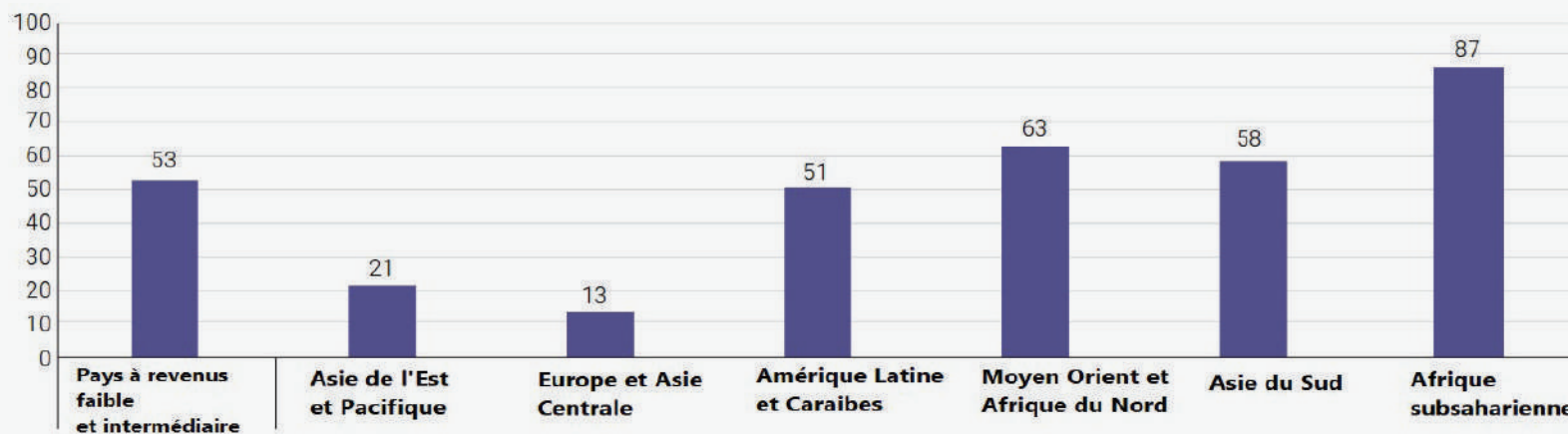
EVOLUTION DE LA QUALIFICATION DES ENSEIGNANTS

Figure 60 : Enseignants qualifiés (% du total des enseignants)



Source : Traitement IRES _ Données ouvertes (Open data) de la Banque mondiale

Figure 61 : Taux de " pauvreté des apprentissages " des enfants âgés de 10 ans, dans les pays à revenus faible et intermédiaire et par région (en %), 2019

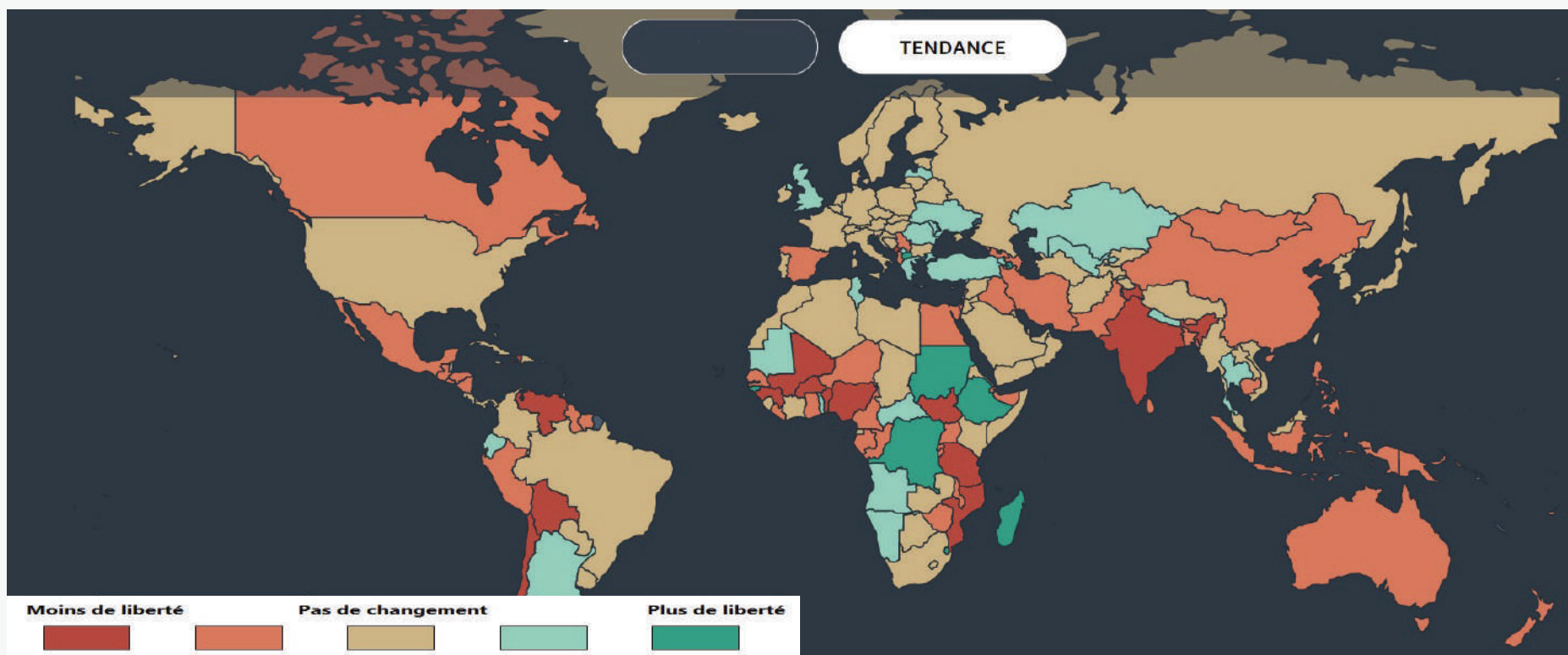


Source : Azevedo and others (2019) using the Global Learning Assessment Database (<https://github.com/worldbank/GLAD>); UIS Enrollment Data; and UN population numbers. Ending Learning Poverty : What Will It Take? World Bank. October 16, 2019

Une aspiration forte à sortir du désenchantement

- ▶ La crise du Coronavirus a peint un **tableau sombre** en révélant les fragilités humaines face au confinement et à l'incertitude, le manque de préparation des gouvernements face à de tels événements – appelés à se répéter – et la noirceur qui a proliféré face à l'inaction (violences domestiques accrues, droits de l'homme bafoués à l'échelle mondiale) (320).
- ▶ Or cette vision, offerte ad nauseam par les médias, n'est soutenable ni pour les adultes, ni pour les jeunes générations, déjà mis à mal par la récession, le chômage, la déscolarisation... et des situations extrêmement **graves** dans les pays en développement, par exemple :
 - ❖ Un arrêt de 6 mois de traitement consécutif du **Sida** (défaut d'approvisionnement dû à la pandémie, hausse des coûts pharmaceutiques) pourrait conduire à 0,5 million de morts supplémentaires, selon le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/Sida (321).
 - ❖ Alors que la **faim** augmente dans le monde depuis 2014, 265 millions de personnes seront en situation d'insécurité alimentaire grave à la fin de l'année 2020, soit 130 millions de personnes de plus qu'en 2019, dont un minimum de 83 millions du fait de la récession économique due à la pandémie, selon le Programme alimentaire mondial (322).
- ▶ Les conditions de redressement dans les prochains mois vont donc fortement dépendre de la capacité à sortir de ce désenchantement mortifère et de puiser l'**énergie de reconstruire** dans l'espoir et la confiance dans le futur. Déjà plusieurs mouvements et de nombreux intellectuels appellent à un changement de paradigme (cf. partie I). Mais cela ne suffit pas à rassurer.
- ▶ Pour croire aujourd'hui, il faut voir. Voir l'autre réalité minorée par les médias. Car, à l'occasion de cette pandémie comme dans toutes les pires situations, la **nature humaine** a fait la démonstration de ce qu'elle a de meilleur : solidarité, ingéniosité, assistance, compassion.
 - ❖ Que ce soit à travers le mouvement #Black Lives Matter, l'action des Caremongers*, la reconversion d'entreprises pour produire le nécessaire... de vastes chaînes de **solidarité** se sont mises en place au cours de l'année 2020 à l'échelle mondiale.
 - ❖ Plus longtemps durera la crise, plus rapidement l'éducation pourra promouvoir cet **état d'esprit positif** et plus il sera possible que l'empathie, le but partagé et la coopération l'emportent sur la méfiance et deviennent une facette partagée durable des "personnes liquides".

Figure 62 : Changement dans les libertés publiques entre 2019 et 2020



Source : Traitement IRES _ Freedom in the world 2020 : Highlights from Freedom House's annual report on political rights and civil liberties

Q

UELLES TRANSFORMATIONS DES MENTALITES ? (7)

- ▶ Au-delà du confinement qui a posé la question de l'utilité sociale des entreprises et des métiers, notamment, les métiers dits "invisibles" (323), la fragilité liée à la transformation sociétale en cours révèle le besoin d'**utilité sociale des personnes** pour se sentir bien, que cette utilité se manifeste à travers des mouvements de solidarité organisés ou par des gestes quotidiens (comme de faire les courses de ses voisins âgés par exemple).
- ▶ Le diagnostic est donc clair : la peur, l'incertitude, l'isolement social et le sentiment d'inutilité sont les principaux vecteurs du désenchantement du monde que beaucoup ressentent, indépendamment des situations réelles. La **rapidité** avec laquelle les différents pays sortiront de cette crise systémique dépend donc de deux facteurs majeurs :
 - ❖ La capacité à redonner de l'espoir, de la confiance et un sentiment d'utilité sociale à toutes les composantes de leur population.
 - ❖ La communication, la transparence des opérations et la pertinence des changements opérés pour convaincre ces mêmes populations que la construction d'un avenir meilleur est bien en cours.

Conclusion

- ▶ Jamais un événement en temps de paix n'a autant focalisé l'intérêt sur l'**état d'esprit** des populations. L'importance du **capital humain** et de sa qualité (éducation, santé mentale) en sort renforcée.
- ▶ Cette prise de conscience laisse augurer des **investissements significatifs** dans ces secteurs – éducation et formation professionnelle, well-being, prise en compte des différences (diversité, équité, inclusion) – notamment par les grandes entreprises de plus en plus attentives à l'écosystème humain (324).
- ▶ Dans un monde en digitalisation accélérée, dont la dynamique de mondialisation s'est ralentie sans doute pour mieux s'équilibrer, le capital humain – qui représente plus de 70% de la richesse dans les pays de l'OCDE, contre 41% dans les pays pauvres (311) – va devenir la variable-clé de la prochaine décennie.
- ▶ Selon l'énergie mise dans une action véritablement positive et transformative et selon le changement fondamental opéré dans la relation systémique à la planète dans son ensemble, la pandémie du coronavirus pourrait finalement avoir un effet positif à long terme.

Quelles transformations de la société marocaine post-Covid ?

Les questions de la confiance et de la solidarité institutionnelles ont été placées au rang des principes fondateurs de la Constitution de 2011.

La crise sanitaire a mis en évidence la nécessité de renforcer ces aspects pour favoriser l'émergence d'une citoyenneté patriote, consciente des enjeux, fidèle à ses racines et tournée vers le progrès tant individuel que collectif.

D'une société de liens vers une société de droit et de confiance

- ▶ L'enquête nationale sur le lien social 2016, réalisée par l'Institut Royal des Etudes Stratégiques, a révélé la dégradation persistante de la confiance institutionnelle, qui a toujours du mal à s'installer dans les espaces de la démocratie représentative. Le Parlement, le Gouvernement, les partis politiques et les syndicats peinent à gagner la confiance des Marocains, comparativement aux institutions régaliennes.
- ▶ Toutefois, face à la crise de la Covid-19, un regain de confiance institutionnelle a eu lieu, reflété par l'amélioration très positive de la réputation interne du Maroc en 2020.

- ❖ Au départ de la crise, conscient de sa responsabilité civique, le peuple marocain a adhéré aux stratégies de lutte contre la Covid-19, en dépit de leurs effets négatifs.
- ❖ Par la suite, le succès de la campagne de vaccination a contribué à consolider la confiance dans les institutions.
- ▶ La **confiance institutionnelle** – un des socles majeurs du vivre-ensemble apaisé – nécessite d'être constamment entretenue et consolidée, à travers :
 - ❖ la réforme d'envergure du secteur public (cf. En marche n°1), qui devrait notamment améliorer l'efficacité des services publics,
 - ❖ l'édification d'un système de santé capable de faire face à toute nouvelle crise, qu'elle soit épidémiologique ou issue d'une catastrophe naturelle,
 - ❖ l'accélération de la régionalisation avancée, qui s'est avérée l'un des meilleurs modes de gestion de crise, durant la pandémie de la Covid-19.

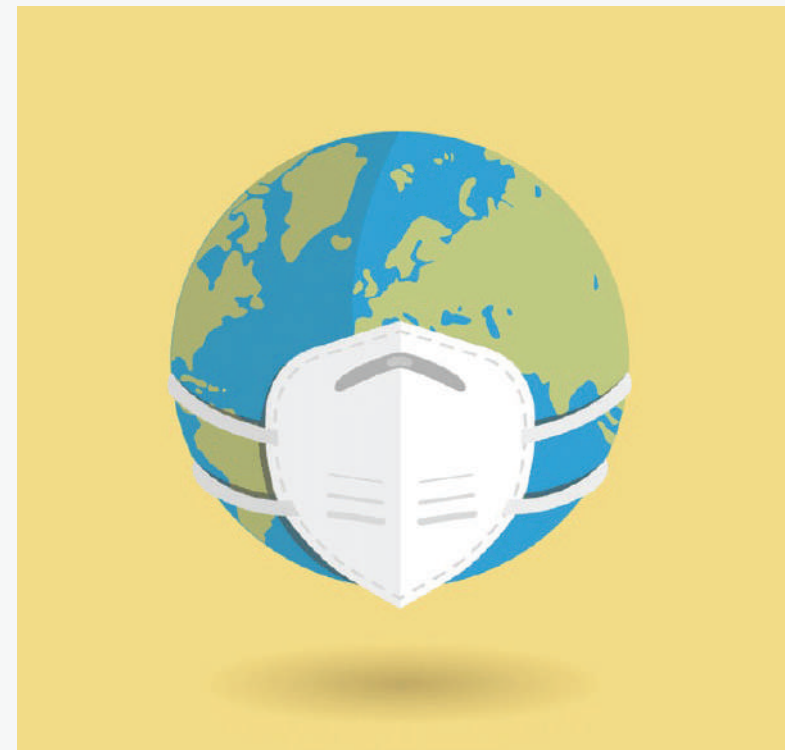
Quelles transformations de la société marocaine post-Covid ? (2)

Vers une société plus solidaire

- ▶ La **généralisation de la couverture sociale** au profit de tous les Marocains, de manière progressive au cours des cinq prochaines années (2021-2025), est un chantier important, devant renforcer la solidarité institutionnelle et contribuer à la consolidation de la paix sociale.
- ▶ Elle requiert, d'une part, une réforme rigoureuse des systèmes et des programmes sociaux déjà existants et, d'autre part, une consolidation de la gouvernance de ces derniers, notamment, à travers l'opérationnalisation du registre social unifié.
- ▶ Ce chantier, décliné en quatre axes (cf. En marche n°1), repose sur les principes (325) :
 - ❖ de solidarité sociale, territoriale et intergénérationnelle,
 - ❖ de non-discrimination en matière d'accès aux services de protection sociale,
 - ❖ d'anticipation, en s'appuyant sur une évaluation périodique des interventions des acteurs de la couverture sociale,
 - ❖ de partage, grâce à l'implication de toutes les parties prenantes dans les politiques, les stratégies et les programmes de protection sociale.
- ▶ Le coût de la généralisation de la couverture sociale est estimé à 51 milliards de dirhams par an, réparti comme suit :
 - ❖ 14 milliards de dirhams pour l'assurance-maladie obligatoire de base,
 - ❖ 20 milliards de dirhams pour les allocations familiales,
 - ❖ 16 milliards de dirhams pour l'élargissement de la base des adhérents au régime de retraite,
 - ❖ 1 milliard de dirhams pour l'indemnité pour perte d'emploi (325).
- ▶ La mise en œuvre de ce projet sociétal constitue un levier majeur pour :
 - ❖ intégrer le secteur informel dans le tissu économique national,
 - ❖ assurer la protection de la classe ouvrière,
 - ❖ instaurer une justice sociale et spatiale.

A RETENIR

- ▶ L'impact économique de la Covid-19 est mondial et contribue à la **slowbalisation** déjà entamée. La Chine est le premier pays à se relever et à renouer avec la croissance, consacrant ainsi son leadership économique pour les années à venir.
- ▶ L'**économie digitale** sort gagnante de cette crise et devrait fortement caractériser la transformation globale des modes de vie, de travailler et de se déplacer.
- ▶ L'espoir d'une **transition écologique** systémique demeure fort, alors que la plupart des acteurs économiques hésitent à s'y engager, soucieux de parer d'abord à la récession annoncée.
- ▶ La dégradation de la santé mentale, la situation des jeunes et la crise éducative alertent sur la **transformation des mentalités** en cours et l'inadéquation, voire le retard, des politiques publiques en la matière.



C ONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

- ▶ Le monde post-Covid sera-t-il réellement différent ? Le niveau d'incertitude sans précédent, qui a caractérisé l'année 2020 et qui marquera vraisemblablement les cinq prochaines années, exige une grande prudence.
- ▶ Néanmoins, le regard prospectif porté sur les différents facteurs de changement à l'œuvre permet de distinguer les tendances qui se sont accélérées à l'occasion de la pandémie, comme la digitalisation, celles qui se sont accentuées, comme la globalisation et enfin les dynamiques qui ont émergé, comme le changement de mentalité en cours.
- ▶ Ainsi, sur la toile de fond particulièrement sombre de la pandémie et de ses conséquences économiques, humaines et sociales, apparaissent désormais des perspectives de développement nouvelles.
 - ❖ Le ralentissement de la mondialisation et la vraisemblable relocalisation d'une partie des chaînes de production et de distribution laissent espérer que ce rééquilibrage permettra de résorber une partie des inégalités de développement actuelles.
 - ❖ La digitalisation, neutre comme toute technologie, n'est qu'un moyen qui dépend de l'usage que l'on en fait. Mais, son accélération interpelle les décideurs et les utilisateurs sur l'urgence d'améliorer les infrastructures et les technologies qui la supportent (user-friendly), de former les populations pour combler le fossé digital et de veiller au respect des droits humains fondamentaux.
 - ❖ Le grand confinement a permis de repenser la manière dont la ville est conçue, la mobilité internationale ainsi que le tourisme mondial. Bien qu'il soit possible que rien ne change immédiatement dans ces domaines, la préoccupation écologique qui s'est faite jour durant la pandémie perdurera car elle préexistait déjà. Il faut s'attendre à ce qu'elle refasse surface lorsque la reprise s'amorcera.
 - ❖ Enfin, la pandémie a eu pour vertu de révéler les profondes transformations en cours dans la mentalité humaine ainsi que l'inacceptabilité de certaines situations (santé mentale, crise de l'éducation, situation des jeunes).
- ▶ Il est donc désormais possible de cibler les leviers de transformation à mettre en œuvre pour un nouveau modèle de développement.



PARTIE 3

LEVIERS D'ACTION POUR UN MONDE
NOUVEAU

L'histoire se répétera-t-elle ?

- ▶ La crise des *subprimes* (2007-2012) avait, elle aussi, suscité de grands espoirs de changement. Mais elle n'a finalement conduit qu'à une sécurisation accrue des marchés, sans remettre fondamentalement en cause le système financier mondial.
- ▶ L'enchaînement des crises, qui ont secoué l'économie mondiale ces dernières décennies, a cependant montré combien le paradigme dominant est à bout de course. Aussi la crise systémique engendrée par la pandémie du Coronavirus offre-t-elle une nouvelle opportunité de "changer de monde".
- ▶ Les chances de succès sont d'autant plus grandes aujourd'hui que la vision du futur est désormais normative : en l'absence d'une possibilité réelle d'anticipation globale des évolutions au cours des 20 prochaines années, il convient de construire le futur souhaité et plus seulement d'espérer qu'il survienne.

Un virage radical

- ▶ Il s'agit, désormais, de sortir de l'impasse dans laquelle une hypermondialisation profondément inégalitaire, des instances internationales sans réelle prise sur le réel et la prédominance du facteur économique et financier sur le facteur humain, ont conduit l'ensemble de la planète.
- ▶ Cette sortie par le haut impose des choix radicaux tels que de nouveaux systèmes de gouvernance et de nouvelles formes d'échanges.

Un objectif à prendre résolument au sérieux

- ▶ Changer les processus et les manières de faire est nécessaire, mais non suffisant. Car cette pandémie n'est que l'une des crises à venir générées par la surexploitation de la planète : raréfaction des ressources, dégradation des milieux et changement climatique.
- ▶ Un nouveau paradigme doit dorénavant guider la sortie de l'Anthropocène, inspirant des actions concrètes et urgentes.



CHAPITRE 1

UN VIRAGE STRUCTUREL

Le modèle actuel de développement génère une croissance économique dont le tassement est observé depuis 2013 (cf. Figure n°63). Son insoutenabilité était déjà évidente bien avant cette pandémie. Non seulement pour quelques intellectuels éclairés, mais pour une part croissante de la population dont la “grogne sociale” s’est exprimée tout au long de l’année 2019 et continue à se faire entendre.

Néanmoins, si les pouvoirs politiques comprennent cette insoutenabilité, il leur semble difficile de pouvoir y mettre un terme.

La première raison réside dans la **structure** même du **pouvoir politique**. L’ordre westphalien qui s’est imposé à l’ensemble du monde au cours des derniers siècles s’est subtilement modifié au cours des cinquante dernières années.

L’indépendance absolue des Etats n’existe plus. Leur souveraineté interne est challengée par des organisations internationales (humanitaires ou de défense des droits de l’homme). Une partie de leur souveraineté externe peut être dévolue à des organismes supra-étatiques (par exemple dans le cadre d’accords régionaux), sans parler des multiples accords internationaux, bilatéraux ou multipartites, qui finissent par tisser un réseau serré de contraintes.

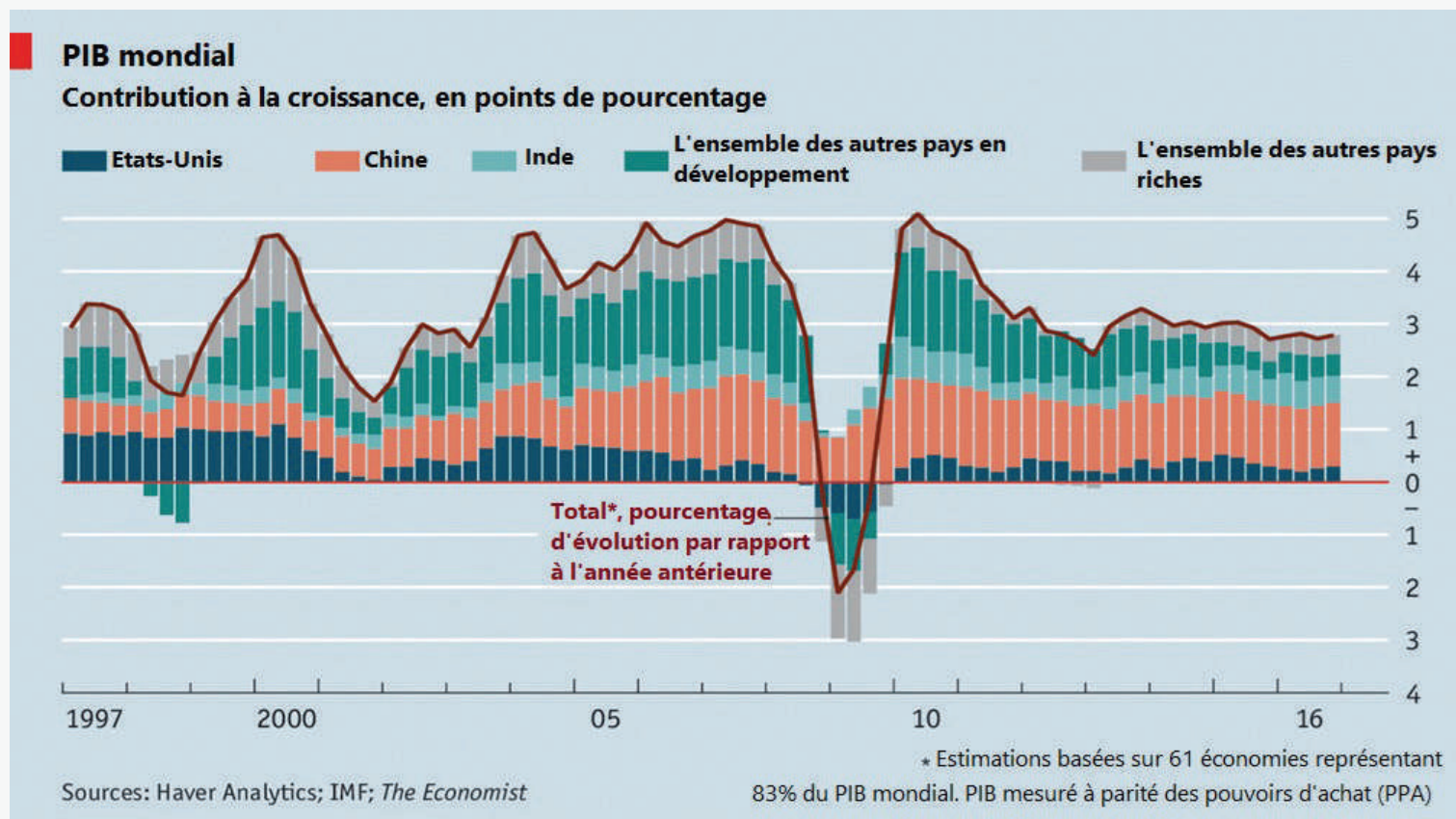
L’équilibre des puissances, fondement du système interétatique moderne, repose moins désormais sur l’équilibre des forces militaires en présence que sur le soft power et les guerres d’influence, qui se jouent au sein des instances internationales mondiales : un équilibre fragile que les Etats prennent bien garde de ne pas rompre.

La seconde raison de leur manque de réactivité réside dans l’**absence de vision**. Car l’Etat moderne s’est perdu dans une routine bureaucratique, écrasé par le poids des urgences quotidiennes. Il ne prend plus le temps de réfléchir et d’insuffler une nouvelle vision inspirante, mobilisatrice et transformatrice.

Soucieux de ne pas froisser leurs électeurs, les Etats démocrates naviguent à vue, se laissant guider par les courants, parant au plus pressé et laissant à l’avenir le soin de régler les problèmes futurs.

Or, dans la situation actuelle, il faut adopter une configuration nouvelle, permettant d’affronter les risques à venir et de gérer au mieux les difficultés présentes. Cela passe par une redéfinition de l’Etat et de ses relations avec ses multiples interlocuteurs : une nouvelle gouvernance.

Figure n°63 : Contribution du PIB mondial à la croissance économique



Source : <https://www.economist.com/economic-and-financial-indicators/2017/03/30/world-gdp>

Le rapport stratégique de l'IRES, consacré à la nécessité d'un nouveau modèle de développement, a montré qu'une nouvelle forme de gouvernance devait désormais s'exercer, plus encline à l'anticipation et à la coopération. La pandémie, qui a secoué le monde en 2020, a renforcé ce constat et a montré l'urgence de **gouverner autrement**.

Désormais, il s'agit non seulement d'anticiper les risques, mais aussi de s'y préparer, notamment, sur le plan sanitaire et climatique. En outre, les tensions exacerbées par la crise systémique appellent une prévention particulièrement attentive des conflits et des tendances à l'arbitraire.

Le retour de l'Etat

► Pour amortir la récession et soutenir la relance, il a fallu mettre en place des moyens financiers inédits. Une nouvelle forme de capitalisme en est résultée, fondée sur une **dette massive** et un **duopole banco-étatique**. Les dérives possibles de cette situation sont évidentes : flambée des prix, spéculation qui profiterait aux plus riches creusant davantage les inégalités, conditions de remboursement qui pourraient mettre à genoux des économies déjà titubantes et déstabiliser des régions économiques entières. (cf. Focus n°13). Néanmoins, cette politique a témoigné d'une véritable volonté d'action.

- Ainsi, alors que son influence semblait reculer, ces dernières décennies, au profit des organismes internationaux supra-étatiques et des acteurs privés, l'Etat fait un retour spectaculaire sur la scène tant nationale qu'internationale.
 - ❖ Les économies asiatiques, où la dette est détenue majoritairement par des acteurs nationaux et non des créanciers internationaux, en sortent renforcées, notamment, le capitalisme étatique chinois.
 - ❖ Inversement, les pays où les Etats sont faibles - parce qu'ils n'arrivent pas à assumer leurs devoirs de base envers leurs citoyens - risquent de souffrir aujourd'hui d'un appauvrissement et, demain, d'une mise sous tutelle.
- Cependant, c'est sur la **scène nationale** que l'Etat doit d'abord reconquérir sa crédibilité. Car injecter des financements et élaborer des plans de relance verts ne sont plus suffisants. L'Etat est en effet attendu sur trois fronts, en dépit des bouleversements macroéconomiques (cf. Focus n°13) :
 - ❖ L'amélioration des politiques sanitaires.
 - ❖ La capacité à anticiper les risques à venir et à mettre en place des politiques de prévention.
 - ❖ Une transformation de l'action publique à la hauteur des enjeux posés par cette crise systémique, plus particulièrement une action efficace envers les populations en souffrance.

UNE NOUVELLE GOUVERNANCE (2)

- ▶ La crise de la Covid-19 a fait prendre conscience que les risques souvent évoqués sont en fait bien réels. D'une part, ils peuvent survenir à tout moment et frapper sans distinction, aussi bien au Nord qu'au Sud, à l'Ouest qu'à l'Est. D'autre part, malgré toutes les études qui les anticipent et les décortiquent, les Etats ne sont pas vraiment prêts à y faire face. Certes, peu d'entre eux ont les moyens financiers ou humains de se préparer à toutes les éventualités. D'où le besoin d'un **Etat stratégique**, capable de repenser le développement, de voir loin, de réfléchir de manière systémique, d'établir des priorités et de mutualiser ses ressources au profit d'une plus grande efficacité et d'une meilleure préparation.
- ▶ Si le recours à l'Etat, protecteur ultime des populations, s'est manifesté si fortement durant cette pandémie – conduisant à ce sursaut de souverainisme – ce n'est pas tant parce que l'heure était grave que parce que l'Etat était déjà défaillant.
 - ❖ **Défaillant dans ses prestations** : dans tous les pays, la situation d'urgence a révélé des dysfonctionnements et des carences devant être palliés, tels que la coordination des services de l'Etat, la collecte des données relatives aux populations les plus défavorisées ou encore la nécessité de développer des ressources psychologiques adéquates.
 - ❖ **Défaillant dans le modèle de développement** qu'il promeut, si rapidement mis à mal par le confinement : hausse du chômage et de la paupérisation, vague de faillites dans les très petites entreprises et petites et moyennes entreprises, ralentissement de la demande et récession économique.
 - ❖ **Défaillant, enfin, quant à sa capacité à protéger ses populations des effets externes** de la crise : trop grande dépendance aux chaînes de valeur mondiale ou aux investissements directs étrangers*, économies insuffisamment diversifiées, relations commerciales monopolisées,
- ▶ C'est pourquoi l'Etat d'une manière générale, quel que soit le pays concerné, ne peut plus se contenter d'une réforme de façade : le changement doit avoir lieu en profondeur et de manière radicale et être conforme à la nouvelle vision du monde qui émerge (cf. première partie), caractérisée par :
 - ❖ une **nouvelle approche de la souveraineté nationale** qui, outre la recherche d'une autonomie stratégique en matière d'alimentation, de santé, d'énergie... pourrait conduire à la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales au profit de chaînes de valeur régionales,
 - ❖ un **nouveau modèle de développement**, plus durable, plus respectueux de la Nature et centré sur l'Humain,
 - ❖ de **nouveaux modes de gouvernance** fondés sur une conception renouvelée de l'entité "Etat".

Macroéconomie post-Covid

Face aux désastres économiques et sociaux causés par la pandémie, les Etats ont déversé environ 11.700 milliards de dollars dans l'économie (326), soit près de 12% du PIB mondial, principalement par la monétisation des emprunts auprès des banques centrales.

Cette pratique prolonge celle du *quantitative easing** à l'œuvre depuis une dizaine d'années pour soutenir la croissance économique, dans un contexte de taux d'intérêt nuls, voire négatifs. Mais cette "monnaie hélicoptère" est sans commune mesure avec le passé.

Ce faisant, les diverses économies – et les politiques publiques – vont au devant de problèmes d'une extraordinaire complexité, qui défient la science économique (327).

Trois questions majeures se posent : celles de la dette publique, de l'Etat-Providence* et de la croissance économique.

Des dettes très difficilement remboursables ?

▶ Les dettes publiques dans les économies avancées dépassent désormais 120% du PIB. A court terme, la question des remboursements ne se pose pas. En revanche, à moyen terme, les créances sur les Etats remises dans les circuits financiers devront, d'une façon ou d'une autre, être remboursées.

- ▶ Un fort taux d'inflation permet de rembourser plus facilement les dettes. Mais les liquidités injectées dans les économies sont épargnées et replacées dans des actifs financiers (bourses) et immobiliers : une situation susceptible d'alimenter des bulles spéculatives et d'augmenter les inégalités, mais pas de créer l'inflation qui pourrait adoucir les remboursements.
- ▶ Les économies les plus endettées seront alors en grande difficulté – à moins que leur monnaie, tel le dollar, occupe une position dominante au niveau mondial. La zone euro, dont certaines économies importantes risquent de faire défaut, pourrait éclater. Les économies asiatiques, moins dépendantes des créanciers internationaux ou dotées d'un capitalisme d'Etat – la Chine notamment – seraient dans une meilleure posture.
- ▶ Des telles perspectives conduisent à des propositions comme celles des "dettes perpétuelles", par lesquelles les Etats ne rembourseraient que le service de la dette, montant qui serait re-prêté par les banques centrales.

Macroéconomie post-Covid (2)

Le “ Welfare State ” en faillite ?

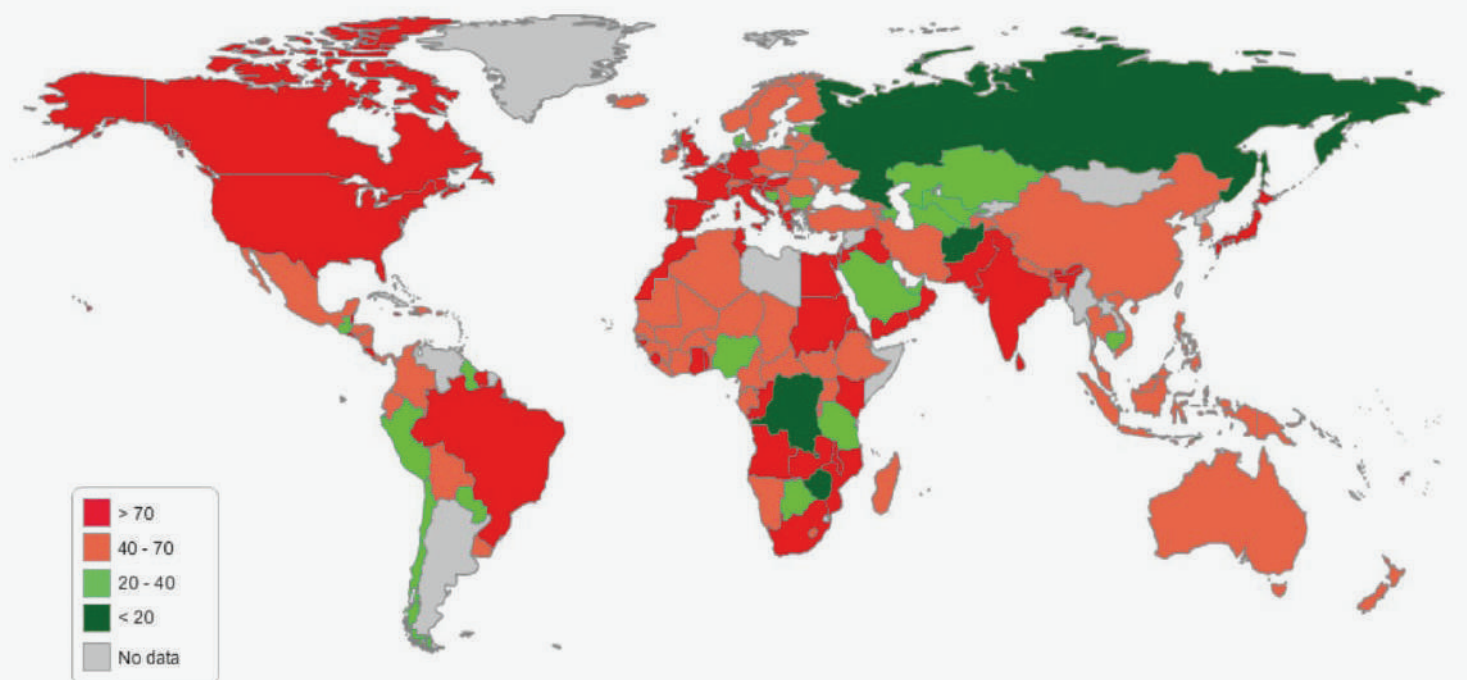
- ▶ Dans les économies avancées, avec les mesures mises en place (chômage partiel, prêt garanti par l'Etat, ...), la puissance publique s'est retrouvée en situation d'employeur, payeur, assureur. Main dans la main avec les banques, elle doit continuer à soutenir les entreprises, y compris le capitalisme financier. Mais elle doit aussi s'occuper d'une population appauvrie par la crise, voire sans emploi. Le tout avec des rentrées fiscales réduites, d'où le recours aux emprunts.
- ▶ Cette situation n'est pas tenable longtemps, en particulier en Europe où l'injection de monnaie a des limites. Elle débouchera tôt ou tard sur une restructuration tant de la fiscalité (alourdie sur l'épargne et le capital), que de la dépense publique (réorientée vers les besoins sociaux) (238).
- ▶ Parallèlement, pour affronter la crise, un nombre croissant d'Etats émergents adoptent des mesures durables de protection sociale : à la mi-septembre 2020, 166 mesures de protection sociale étaient déployées à travers 46 pays d'Afrique subsaharienne dont 84 % concernaient l'assistance sociale (329). Comment alors les financer si la reprise tarde ?

La croissance introuvable ?

- ▶ Une conséquence majeure de la crise de la Covid-19 est l'effondrement de l'investissement des entreprises, ce qui ne peut qu'affaiblir la croissance, déjà atone dans une grande partie du monde, notamment, les pays développés.
- ▶ Cette situation rendra plus difficile encore tant le remboursement des dettes que la réorientation des dépenses publiques vers les secteurs dans le besoin (social, santé), plus particulièrement dans la perspective du changement climatique (catastrophes naturelles successives, besoin d'adapter l'ensemble de l'appareil productif et des habitats).
- ▶ C'est pourquoi certains prônent d'orienter fortement les plans de relance vers les investissements à haute valeur écologique, faisant d'une pierre deux coups. Sous réserve que le marché soit suffisamment au rendez-vous pour générer une nouvelle croissance.

Dans ce contexte macroéconomique où l'on finit par s'interroger sur le niveau de négativité des taux, la distinction entre politique monétaire et politique budgétaire s'est estompée selon la Banque des règlements internationaux (330). Cette remise en question des fondamentaux du système économique pourrait déboucher sur une refonte complète du capitalisme (331).

Figure 64 : Taux d'endettement public brut dans le monde (en %), période 2020-2022 (estimations)



Source : Traitement IRES_ Bases de données du FMI : World Economic Outlook Database, Octobre 2020

UNE NOUVELLE GOUVERNANCE (3)

... Mais pas n'importe quel Etat

- ▶ La transformation de l'Etat qui s'impose aujourd'hui est de nature historique. Car il s'agit ni plus ni moins que d'une **nouvelle étape de son évolution**. A l'Etat féodal, marqué par l'arbitraire du plus puissant, a succédé un Etat éclairé, caractérisé par son esprit d'ouverture et par la coopération de ses élites. Puis s'est imposé l'Etat de droit, substituant la loi à la force et instaurant un nouveau contrat social entre lui-même et ses citoyens.
- ▶ Le temps est venu de construire une nouvelle composante de cette stratification : un Etat puissant, éclairé, sujet de droit et, désormais, un **Etat du Care**.
 - ❖ L'Etat du *Care*, une forme plus mature de l'Etat-Providence, se distingue de celui-ci par son engagement moral et son mode d'action. Il ne se substitue pas à l'individu, mais l'accompagne, ne l'assiste pas, mais lui facilite les choses, ne l'asservit pas, mais le sert. C'est un Etat puissant, mais juste, rigoureux et transparent.
 - ❖ Le *care* n'est pas seulement le "soin", mais aussi "l'attention". C'est pourquoi l'Etat du *Care* devient une personnalité morale, soucieuse de faire également attention à ses habitants...
- ▶ Ainsi, la notion de citoyen pourrait-elle disparaître au profit de celle d'**habitant**, mettant un terme à la discrimination millénaire entre ceux nés ici et ceux nés ailleurs, entre ceux qui ont le droit de vote et ceux qui ne l'ont pas... Le terme "habitant" englobe l'entière population résidant dans un Etat, qu'elle en ressorte ou non.
 - ❖ Un exemple de cette extension a été donné par le Portugal qui, dès les premières semaines du confinement, a automatiquement régularisé les immigrés pour leur permettre de bénéficier des protections économiques et sanitaires de ses citoyens.
 - ❖ Réaliser cette transformation produirait des conséquences politiques, économiques et sociales importantes qu'il est nécessaire d'anticiper.
- ▶ L'Etat du Care n'exprime pas seulement une vision, mais incarne une personnalité : celle d'un Etat **digne** qui se soucie de sa population et la protège, un Etat **honnête** qui respecte ses engagements et les principes de justice et d'**équité**, un Etat éthique qui satisfait aux exigences du respect des droits fondamentaux des êtres humains et du vivant.
- ▶ Les transformations précédentes de l'Etat ne se sont pas faites en un jour. Elle prendront du temps. Mais l'adoption de cette nouvelle posture de l'Etat peut d'ores et déjà guider les réformes en cours et à venir.

UNE NOUVELLE GOUVERNANCE (4)

Une gouvernance dotée de quatre priorités

- ▶ Dans la logique du modèle de développement déjà exposé (remettre l'humain au cœur du développement, prendre soin de la Nature, repenser les interactions humaines à l'échelle de la planète et maîtriser l'exponentialité économique, digitale et sociétale) , l'Etat du Care s'engage dans une gouvernance reposant sur quatre axes : la confiance, la vision, la décentralisation et la véracité de l'information.
- ▶ La **confiance** constitue le ciment de ce nouveau contrat social. Pour la restaurer ou la renforcer, il est nécessaire de faire preuve d'une véritable **gouvernance sociétale** :
 - ❖ Enquêter sur les attentes réelles des habitants.
 - ❖ Répondre rapidement aux plus pressantes de ces exigences.
 - ❖ Démontrer que la population est entendue et que des solutions sont élaborées et mises en place.
 - ❖ Favoriser les processus d'intelligence collective et d'innovation sociale au plus près des territoires concernés.
- ▶ La **vision** est un puissant outil de gouvernance lorsqu'elle infuse tous les services de l'Etat et incarne un réel engagement de la puissance publique. La **gouvernance stratégique** permet de doter un organe interministériel ou parlementaire, par exemple, du pouvoir de vérification de l'adéquation des mesures gouvernementales ou législatives avec cette vision et d'en référer de la manière la plus transparente possible.
- ▶ La **délégation** de compétences doit permettre d'accélérer la mise en place d'une véritable **gouvernance territoriale**, qui s'est avérée l'un des meilleurs modes de gestion de crise durant cette pandémie. La décentralisation des pouvoirs publics et la déconcentration des compétences et des moyens ainsi que la territorialisation des politiques publiques en forment le triptyque, s'appuyant sur le principe de subsidiarité*.
- ▶ Le respect des **faits scientifiques** prouvés : l'avancée actuelle des technologies de l'information et de la communication et le libre accès de chacun aux réseaux sociaux ont rendu possibles de graves dérives en matière d'information (infodémie, fake news, fausses rumeurs, ...). La **gouvernance informationnelle** doit permettre :
 - ❖ de passer des accords avec les géants du web pour mettre en avant les sources vérifiées et vérifiables (comme cela a été le cas durant la pandémie),
 - ❖ d'organiser une veille commune pour repérer les fausses informations et publier un contenu y répondant,
 - ❖ d'élaborer et promouvoir un code de bonnes pratiques contre la désinformation, à l'instar de celui de l'Union européenne,
 - ❖ de vulgariser l'information scientifique et en assurer la diffusion, comme le Canada en montre l'exemple.

U NE NOUVELLE GOUVERNANCE (5)

La fabrique de la mondialité

- ▶ Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, la grande famille des organisations intergouvernementales s'est tout d'abord attachée à imposer la paix, puis à arbitrer des échanges internationaux dont la croissance économique était de plus en plus dépendante.
 - ▶ Ainsi, la mondialisation politique, économique et sociale a-t-elle caractérisé le 20^{ème} siècle. Elle a permis le rapprochement des Etats, des modèles économiques et des peuples. Elle a favorisé les échanges et la croissance, ce qui en retour a fait progresser le développement humain (éducation, santé, qualité de vie).
 - ▶ Mais la croissance démographique a été, souvent, plus rapide que la croissance économique et les modèles de redistribution aussi bien infra que supra-étatiques n'ont pas su jouer leur rôle égalitaire.
 - ▶ En outre, l'Etat de droit s'est comporté de manière souvent immature dans ses relations avec ses confrères, affaiblissant le multipartisme, comme en témoigne le blocage de l'Organisation mondiale du commerce* et générant du désordre (332).
- ▶ Cette phase de la mondialisation est donc parvenue à ses limites. Sans modification profonde de ce **modèle obsolète**, les inégalités continueront de se creuser et les crises de se succéder.
 - ▶ La pandémie a joué un rôle de déclencheur dans cette prise de conscience : on savait le patient malade, mais pas à ce point. Le silence des organismes inter-gouvernementaux pendant cette crise a sonné leur glas.
 - ▶ Désormais, il convient de concentrer les efforts sur la fabrique d'une **nouvelle forme de coopération internationale post-mondialisation**. Le précédent rapport stratégique de l'IRES avait déjà esquissé les contours de cette mondialité :
 - ❖ Une gouvernance planétaire reposant sur la gestion contextualisée et le principe de subsidiarité, sur l'implication des parties prenantes et sur la mutualisation des ressources, des équipements et des infrastructures.
 - ❖ Une planétarisation géopolitique accélérée, favorisant la mobilité des individus et la mondialité de la connaissance.

Quelques principes fondateurs

- ▶ La mondialité repose tout d'abord sur cette nouvelle **identité anthropomorphe* de l'Etat** du Care. Une approche innovante des relations internationales, capable de succéder au paradigme féodal qui les a animées jusqu'à présent dans lequel les forts dominent les faibles, ne pourra exister qu'à partir de ce prérequis.
- ▶ Dans ce nouveau concert des nations, **chaque Etat** dispose d'**une voix** et toutes les voix ont la même valeur, au même titre que tout individu au sein d'un Etat de droit. Chaque pays contribue au prorata identique de ses revenus. Ainsi, ni le plus riche, ni le mieux armé ne peuvent imposer leur loi au collectif.
- ▶ Mais que ce soit à 197 ou à 220, il est difficile de gouverner tous ensemble. C'est pourquoi, il est suggéré la constitution, peut-être, d'un **conseil de sages**, composé des Etats qui font preuve de leur capacité à préserver la paix et à développer la qualité de vie de leurs populations.
 - ❖ Ce scénario n'est pas invraisemblable car il repose déjà sur la réalité des multiples évaluations auxquelles sont soumis les Etats, ces ranking qui désignent les meilleurs, les moyens et les plus mauvais, que ce soit en matière d'éducation, de santé, de sécurité, ...
- ▶ Tels des êtres humains, ces Etats matures et responsables pourraient choisir leurs **communautés d'appartenance**, obéissant en cela aux mêmes droits et devoirs que des entités conscientes.
 - ❖ Ce principe guiderait la fondation de **régions supra-étatiques** ayant le potentiel futur de se fédéraliser (comme les Etats-Unis ou l'Union européenne). De tels processus sont déjà en cours sur tous les continents à des stades plus ou moins avancés (333).
 - ❖ Ces communautés peuvent aussi être mondiales et non-étatiques, comme le Forum économique mondial.
 - ❖ Ces entités deviendraient de fait membres de cette nouvelle communauté internationale, développant une **gouvernance multi-niveaux**.
- ▶ Enfin, cette mondialité devrait rapidement permettre d'affronter les problèmes mondiaux les plus cruciaux : changement climatique (atténuation et adaptation), pollution des océans, diminution des terres arables, raréfaction accélérée de l'eau potable, ... Les mécanismes d'une véritable **gouvernance mondiale** devront donc être élaborés à partir de perspectives totalement nouvelles (et du constat lucide de ce qui n'a pas fonctionné précédemment), fondées sur le principe général de l'ubuntu* pour sortir de la logique mercantile du don-contre don.

UNE NOUVELLE GOUVERNANCE (7)

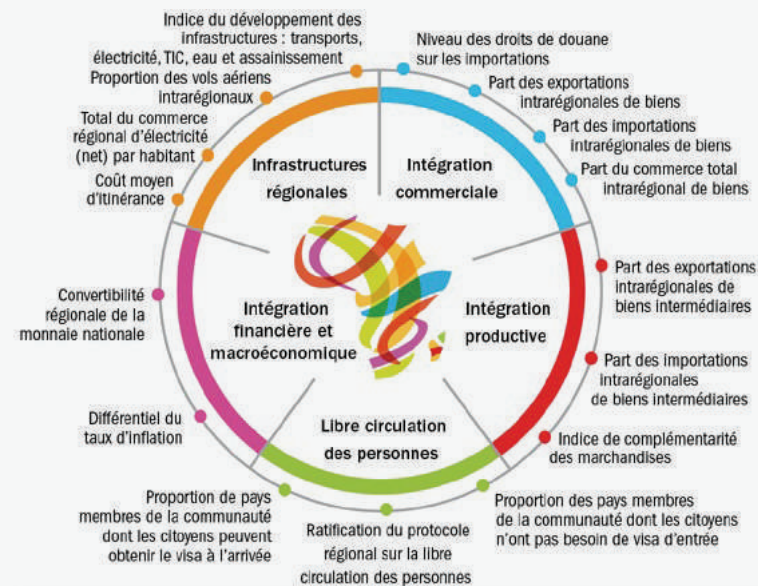
Les trois missions-clés de la mondialité

La raison d'être de cette post-mondialisation réside dans les trois missions suivantes qui la légitiment :

- ▶ **Protéger les droits de tout être humain, préserver le vivant et maintenir la paix** constituent la première de ces missions, à effet immédiat, afin de brider les tendances à l'arbitraire qui ont pu s'exprimer durant la pandémie, contrer efficacement la propagation des bandes armées, des trafics illégaux et des mouvements terroristes.
- ▶ **Accompagner et promouvoir une régionalisation ouverte**, qui ne transforme pas le monde en citadelles opposées, est la deuxième mission de cette nouvelle mondialité, reconnaissant les Etats et les entités supra-étatiques, issues de l'intégration régionale, comme des acteurs de plein droit de la scène internationale.
- ▶ **Repenser et construire un nouveau système international mondial, non seulement politique, mais aussi économique et social** est la troisième et plus difficile mission, qui prendra du temps pour être inclusive, ne pas refaire les mêmes erreurs que par le passé et inventer des mécanismes d'action plus justes et plus efficaces, équilibrant endogénéisation* et planétarisation*.

Le Maroc pourrait contribuer, grâce à sa politique de soft power aux trois missions précitées, notamment, la troisième relative à la construction d'un nouveau système international mondial (cf. Focus n°14).

Figure 65 : Indice d'intégration régionale en Afrique



Source : Commission économique pour l'Afrique, Commission de l'Union africaine et Banque africaine de développement (2016)

Quelle position du Maroc à l'échelle mondiale et africaine ?

Sur l'échiquier mondial

- ▶ Il faudrait penser le Maroc dans le monde, à la fois comme sujet et objet des évolutions internationales. A ce sujet, la contribution marocaine pourrait être triple :
 - ❖ Manifester l'engagement du Maroc en faveur d'un multilatéralisme solidaire, équitable, cohérent, flexible, adapté aux enjeux d'un monde volatile, incertain, complexe et ambigu, mais, aussi, fondé sur la connaissance des faits et d'un modèle économique qui vise non seulement à équilibrer les besoins des humains et de l'environnement mais, également, à réduire les inégalités.
 - ❖ Poursuivre l'action internationale du Maroc en matière du climat grâce :
 - à la promotion de nouvelles formes d'agriculture, à la lutte contre la déforestation,
 - au développement des énergies renouvelables,
 - à la protection des océans...
 - au soutien aux mouvements mondiaux en faveur du développement durable.

❖ Montrer le Maroc comme une force de proposition :

- Mettre en place un réseau intergouvernemental de type GIEC, destiné à la recherche de vaccins contre les pandémies.
- Elaborer une charte éthique des laboratoires puisque la souche de la Covid-19 est le fruit de la mutation soudaine d'un Coronavirus connu des scientifiques;
- Compenser la vraisemblable diminution des fonds internationaux consacrés au changement climatique en proposant une alliance des pays engagés dans la transition écologique, partageant un programme mondial, une mutualisation des expériences et de leurs résultats, des groupes de travail de résolution de problèmes analogues...

Sur le plan de l'Afrique

- ▶ La crise sanitaire pourrait offrir au Maroc les opportunités suivantes :
 - ❖ Promouvoir un nouveau modèle africain de développement endogène, en phase avec les aspirations des jeunes élites africaines :

Quelle position du Maroc à l'échelle mondiale et africaine ? (2)

- Mobiliser l'intelligentsia africaine à partir, notamment, des images du futur de la jeunesse africaine, grâce à des événements de type "Les ateliers de la pensée de Dakar".
- Mettre en place un programme de transition écologique, en rendant systématiques, la permaculture et l'agroforesterie, en développant un programme panafricain de formation à l'agriculture durable, intensive et écologique, en luttant contre la déforestation et contre les trafics de bois et des espèces protégées, opérés par certaines multinationales.
- ❖ Renforcer l'effectivité du rôle du Royaume en Afrique : proposer une nouvelle politique monétaire à l'Afrique de l'Ouest, dans laquelle le Maroc jouerait un rôle stabilisateur significatif et appuyer, par le biais du savoir-faire marocain les pays africains en quête d'émergence par la création de chaînes de valeur locales et de nouveaux modèles de développement, tout en ciblant les secteurs où le recul des importations, en provenance de la Chine a permis une relance locale ainsi que le secteur de la santé, dans lequel le Royaume a su innover pendant la période de confinement.
- ❖ Se positionner comme leader technologique :
 - Créer un "Low-tech Lab" à partir des techniques existant dans le monde pour valoriser les savoirs traditionnels et les innovations africaines dans ce domaine et relancer l'emploi, à partir de la diffusion de ces low tech.
 - Investir dans l'industrie aéronautique, dans l'industrie des drones de transport et dans les infrastructures de télécommunications à haut débit, nécessaires à la digitalisation du continent.
- Construire la capacité du Maroc à devenir une puissance digitale grâce à l'emploi des natifs digitaux, à l'alliance avec des codeurs africains et à l'économie du coût marginal zéro. D'où la nécessité de pousser les start-ups technologiques marocaines à adhérer au Worldwide Afro Network et de soutenir ce projet.
- ❖ Engager fortement le Royaume en faveur de l'africanisation de l'Afrique :
 - Aider l'Afrique à développer un système de santé performant, proposer à l'Union africaine des actions de nature à renforcer les échanges intracontinentaux de biens et services, quitte à recourir à leur démonétarisation.
 - Contribuer à la coopération entre le secteur privé panafricain et l'Union africaine dans le cadre de l'initiative AfroChampions, devenue le Fonds de riposte Africa Covid-19.
 - Proposer la restructuration du système aérien africain avec la création de compagnies aériennes coopératives ou mutualisées.
 - Créer un fonds commun panafricain, destiné à soutenir la technologie made in Africa, sur la base d'un programme prioritaire d'infrastructures de télécommunications haut débit, de micro-production d'énergie, de drones de transport...

Une première épreuve : la santé planétaire

“La pandémie de la Covid-19 a révélé l’incapacité collective à considérer la prévention, la préparation et la riposte à une pandémie avec le sérieux voulu et à établir des priorités en conséquence. Elle a démontré la fragilité des économies hautement interconnectées et des systèmes sociaux et la fragilité de la confiance. Elle s’est immiscée dans les fissures des sociétés et des nations et les a aggravées. Elle s’est nourrie des inégalités, nous rappelant de façon brutale qu’il n’existe pas de sécurité sanitaire sans sécurité sociale. La Covid-19 a profité du désordre du monde” (334).

La gestion sanitaire de la pandémie a clairement montré les conséquences de la surdité des gouvernements et des organismes internationaux aux alertes exprimées depuis plus de 20 ans, de l’article du prix Nobel, Joshua LEDERBERG en 1988 au plus récent rapport du Conseil mondial de suivi de la préparation (GPMB) “A world at risk” (335). Car la Covid-19 n’est pas un accident, mais un événement sanitaire anticipé qui se reproduira sous d’autres formes virales si rien n’est fait.

La **santé planétaire**, profitant du momentum actuel, pourrait donc devenir le premier objet auquel il faudra consacrer cette nouvelle gouvernance émergente. Car, face à la maladie, il n’y a ni riche, ni pauvre, ni puissant ni faible : il n’y a que des patients qu’il faut prendre en charge et de futurs patients qu’il faut protéger (336).

- ▶ Trois initiatives, diachroniques et indépendantes, forment la face émergée d’un courant plus vaste, visant un but commun : concevoir la santé comme un système global, interdépendant, appelant des mesures nouvelles et fortes.
 - ❖ Le Rapport 2020 du GPMB insiste sur le caractère indispensable de l’investissement dans la préparation pandémique pour la sécurité humaine et la nécessité de reconsidérer la manière dont sont dépensés les fonds consacrés à la sécurité nationale.
 - ❖ Sous les auspices de l’Union africaine, deux mécanismes, l’“Africa Task Force for Coronavirus” et l’“Africa CDC’s Incident Management System”, ont été mis en place pour coordonner les efforts des Etats membres, des agences de l’Union africaine et de l’Organisation mondiale de la santé*. Déjà l’Union africaine a affiché sa volonté de mettre en place une stratégie commune pour mieux faire face à la propagation potentielle du virus sur le continent.
 - ❖ Le mouvement One Health, créée dès le début des années 2000, promeut une approche unifiée, systémique et transdisciplinaire de la santé humaine, animale et environnementale pour mieux affronter les maladies émergentes à risque pandémique. Elle a été adoptée par l’Organisation mondiale de la santé et par l’Union européenne. Plusieurs initiatives One Health ont déjà fait leur preuve (337).

UNE NOUVELLE GOUVERNANCE (9)

- ▶ Les Etats du *Care* pourraient ainsi mettre en place un véritable **programme systémique** de santé planétaire à l'échelle mondiale, porteur d'un **nouveau paradigme** permettant d'imaginer, d'évaluer et de développer des solutions fondées sur les preuves afin de construire un monde plus sain, plus équitable (accès à la santé) et plus durable (environnement et santé). Ses actions :
 - ❖ **Coconstruire un socio-écosystème résilient** qui ne favorise pas les émergences et empêche la diffusion des pathogènes, en mobilisant des architectes, des écologues, des urbanistes, des médecins, ...
 - ❖ Mener des **programmes d'intérêt mondial à vocation normative** (comme l'accélération des diagnostics et une recherche vaccinale d'urgence), notamment, en intervenant sur les brevets.
 - ❖ Faire rapidement porter l'action, voire la concentrer, là où il y a **urgence** (épidémies, mais aussi maladies chroniques), mais aussi anticiper, surveiller, communiquer et proagir.
- ▶ Pour ce faire, ce programme pourrait fédérer et rationaliser les multiples initiatives existantes (Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies*, Planetary Health Alliance, ...), dont le morcellement (gouvernance et financements) a obéré l'efficacité face à la pandémie de la Covid-19, en :

- ❖ mutualisant les moyens humains et financiers,
- ❖ utilisant l'intelligence artificielle pour traiter des données à l'échelle planétaire,
- ❖ mobilisant des scientifiques et des chercheurs, des militaires et des humanitaires, des organismes caritatifs et publics...

Ce que le G20 devrait faire

La Covid-19 est un appel au réveil de la communauté mondiale. L'architecture sanitaire et financière mondiale doit être renforcée et en partie repensée, pour améliorer notre préparation et notre capacité à agir avec rapidité et à grande échelle pour lutter contre les crises futures.

Nous devons envoyer un message d'espoir pour l'avenir : que l'Organisation des Nations Unies, les gouvernements du G20 et tous les partenaires intéressés puissent transformer cette crise en une opportunité de construire un nouveau multilatéralisme plus efficace, qui reflète mieux les réalités économiques et politiques actuelles et qui serait mieux équipé pour relever les défis du 21ème siècle (338).

Le visage de la post-mondialisation

- ▶ Le Fonds monétaire international estimait, en octobre 2020, avant la seconde vague de la pandémie, que le PIB mondial per capita pourrait ne pas retrouver son niveau de la fin 2019 avant 2025, les pays les plus pauvres payant le prix le plus élevé (178). Ces conséquences durables pourraient résulter (339) :
 - ❖ de changements structurels au sein de l'économie mondiale, comme les habitudes d'achat des consommateurs (e-commerce, locavorisme, achat responsable, ...), la diminution du tourisme international ou la relocalisation des chaînes de valeur,
 - ❖ de la réaffectation de la main-d'œuvre et du capital des industries en déclin vers des industries en croissance, ce qui prendra du temps,
 - ❖ d'un chômage élevé et d'une augmentation des faillites qui ralentiront la reprise.
- ▶ Seule la Chine s'est avérée en mesure de rattraper fin 2020 le ralentissement de son PIB au premier semestre (178). Les clés de ce succès chinois sont connues. Parmi elles :
 - ❖ l'émergence d'une importante **classe moyenne** (40% de la classe moyenne mondiale est asiatique) et le développement de la **demande domestique** ont permis, en 2020, une importante réorientation de l'offre sur le marché intérieur,
 - ❖ la **régionalisation** de l'Asie a facilité l'absorption du choc économique : 60 % du commerce y est désormais intrarégional et 59% des investissements directs étrangers proviennent de la zone, qui représente déjà 28% de la consommation mondiale (339).
- ▶ Néanmoins, les zones d'ombre du modèle chinois persistent : un important secteur informel, une très faible protection sociale et 11 millions d'habitants qui devraient tomber sous le seuil de pauvreté en Asie de l'Est en 2020 (340).
- ▶ Ainsi, la pandémie a profondément bouleversé la mondialisation – accélérant les tendances en cours (slowbalisation) et révélant ses déséquilibres (inégalités) – sans pour autant permettre un redémarrage de l'économie mondiale : sans une transformation globale, le "monde d'après" pourrait s'avérer encore plus inégalitaire.
- ▶ Dans ce contexte, la tentative du repli protectionniste et le regain souverainiste sont d'autant plus forts, que les Etats, y compris les plus libéraux, vont devoir intervenir massivement – non seulement par des injections de liquidités, mais en procédant à de véritables **changements structurels** – pour s'adapter à la nouvelle donne globale (341).

Repenser le développement de l'Afrique

De nombreux intellectuels africains ont profité de l'opportunité offerte par la pandémie pour s'exprimer. Leurs messages convergent pour demander aux dirigeants du continent de procéder à un **changement radical** de direction : il ne s'agit pas seulement de mener des politiques endogènes, mais d'endogénéiser la culture africaine elle-même en lui permettant de retrouver ses racines pour promouvoir un développement indépendant réellement africain.

The time to act is now (342)

- ▶ “Dans cet appel, nous exhortons les dirigeants africains à penser également au-delà de la crise actuelle comme un symptôme des problèmes structurels profonds auxquels l'Afrique doit faire face si elle veut devenir un jour souveraine et un acteur qui contribue au nouvel ordre mondial. **Nous appelons à une seconde indépendance**”. (Amy NIANG).

- ▶ “Plutôt que de rester les bras croisés et d'attendre une meilleure fortune, nous devons nous efforcer de **repenser la base de notre destin commun** à partir de notre propre contexte historique et social spécifique et des ressources dont nous disposons.
- ▶ Notre conviction est que **l'urgence ne peut pas et ne doit pas constituer un mode de gouvernance**. Il faut au contraire être saisi par la réelle urgence qui est de réformer les politiques publiques, de les faire travailler en faveur des populations africaines et selon les priorités africaines.
- ▶ Bref, il est impératif de **mettre en avant la valeur de chaque être humain** quel que soit son statut, au-delà de toute logique de profit, de domination ou de prise de pouvoir”.

Repenser le développement de l'Afrique (2)

Repenser le développement en Afrique et pour l'Afrique

"Constat découlant de la crise de la Covid-19, repenser le développement devient un impératif autant intellectuel que politique pour les pays africains.

Loin de réinventer de nouvelles théories, les nouveaux paradigmes de développement devront tirer les leçons de l'histoire et s'adapter à la nature changeante des sociétés africaines. Celles-ci devront prendre en compte des nouveaux défis et enjeux locaux, nationaux, régionaux et internationaux qui n'existaient pas au début des indépendances : transformer un secteur informel qui contribue encore à plus de 80% à la production de la richesse nationale, promouvoir les savoir-faire locaux, assimiler économie traditionnelle et économie moderne dans une logique d'échanges et de complémentarité, intégrer les dimensions culturelles et environnementales, promouvoir les économies vertes et bleues, ...).

Al'heure de l'intelligence artificielle et des innovations technologiques, celles-ci devraient aussi permettre aux pays africains d'opérer la transformation prônée par l'agenda 2063 de l'Union africaine " L'Afrique que nous voulons".

*Que l'on soit afro-optimiste ou afro-pessimiste (autre débat qui a ravagé l'unité de la pensée africaine du développement), il reste à notre avis une question fondamentale non encore résolue qui sous-tend toutes les remises en question des modèles adoptés depuis les indépendances : **Et si le modèle de développement actuel n'était pas " culturellement et moralement " adapté aux modes de vie et de socialisation des Africains ?***

Emergence ou transformation, croissance ou développement durable, le débat reste ouvert. Comme toute pensée qui se veut intrinsèquement évolutive, celle sur le développement de l'Afrique continuera d'alimenter les débats des cercles intellectuels africanistes. S'en saisir dans un souci de clarté et de responsabilité est le plus grand défi de la nouvelle génération de penseurs africains regroupés autour d'écoles de pensées émergentes proprement africaines.

Dans cette dynamique, retenons cette conclusion clairvoyante : " L'Afrique apparaît comme le continent de l'avenir. Dans un monde privé de sens, elle rappelle qu'il existe d'autres manières de voir le monde et de vivre que le modèle d'économie et de société qui enferme les êtres humains dans l'univers des objets et la dictature de l'instant, en s'obstinant à faire croire que le seul cogito valable est désormais 'je vends donc je suis' ".

Firmin Edouard MATOKO, Sous-directeur général, UNESCO
(Repenser le développement en Afrique et pour l'Afrique, OCDE, 2020)

UNE NECESSAIRE ENDOGENEISATION (2)

- ▶ Comme se dessine une gouvernance post-mondialisation – la mondialité décrite plus haut – l'idée d'une **économie post-mondialisation** émerge aussi. Tirant des leçons des expériences européennes et chinoises, elle se composerait d'un nouveau mix :
 - ❖ Un Etat capable de prendre en charge la **question sociale** (protection sociale, santé) – et donc d'inventer des moyens durables de la financer (l'endettement n'étant pas estimé une solution durable) – mais aussi capable d'orienter l'économie en vue d'assurer la **transition écologique** attendue.
 - ❖ L'amorce d'un **développement endogène** susceptible à la fois de fournir de l'emploi à ceux qui l'ont perdu durant la pandémie ou qui arrivent sur le marché du travail et de diminuer la vulnérabilité de l'économie nationale aux échanges internationaux.
 - ❖ La création de **marchés régionaux**, pouvant à plus brève échéance soutenir l'endogénéisation des économies les moins développées, permettant de mutualiser les ressources et d'opérer une division du travail plus rentable.
- ▶ Une telle croissance endogène, cumulative, justifie l'intervention de l'**Etat** dans l'économie, puisque celui-ci devient alors un des **facteurs de développement** permettant d'accumuler le capital humain et le capital technologique et de générer des externalités positives.
- ▶ Si la théorie est connue, la mise en œuvre cependant est plus compliquée dans les pays émergents et en développement pour trois principales raisons :
 - ❖ Face à l'**urgence** de la situation économique et sociale, ces pays ne disposent pas des siècles qui ont été nécessaires aux nations développées pour constituer leur Etat.
 - ❖ Le secteur **informel** représente en moyenne les 2/3 de telles économies, échappant au contrôle de l'Etat et à l'accumulation du capital (économie vivrière), tout en servant de soupape.
 - ❖ Le **manque de ressources financières** impacte la formation du capital humain et la mise en place des infrastructures matérielles et immatérielles nécessaires au développement ; d'où la faible indépendance de ces pays vis-à-vis des donneurs d'ordre et des investisseurs étrangers.
- ▶ L'**intégration régionale** apparaît alors comme le facteur-clé de l'endogénéisation qui, si elle ne peut se faire au niveau national, peut se jouer à l'échelle d'une région supra-étatique. Le développement de l'intégration régionale africaine montre l'exemple. Faire ce choix aura un effet-retour positif sur la maturation des Etats émergents. Cela implique :
 - ❖ d'accélérer l'intégration partout où elle est possible,
 - ❖ d'identifier les besoins, les solvabilités et les compétences spécifiques,
 - ❖ de mettre en place des politiques publiques concertées, rigoureuses et contrôlées.

Santé : un élargissement de la notion de sécurité nationale

- ▶ Ce nouvel Etat, soucieux d'assurer un développement économique **endogène ouvert** – c'est-à-dire soutenant en priorité son marché domestique sans pour autant s'interdire l'accès aux marchés étrangers – et capable de travailler avec ses voisins à bâtir un nouvel **espace communautaire**, est aussi un Etat du Care. Ce qui signifie qu'il considère la **santé**, mentale et physique, comme un nouveau paramètre de la sécurité nationale du pays, donc une **priorité**.
 - ▶ Aucun pays, ni aucune organisation inter-gouvernementale, n'était prêt à affronter cette crise sanitaire. La pandémie de la Covid-19 a mis en évidence quasiment partout une **industrie de la santé duale**, où des îlots de luxe côtoient des univers de bricolage. L'enjeu désormais est d'en faire une **industrie de la vie**, quel que soit le niveau de développement.
 - ▶ Sous la double contrainte du manque de ressources et de l'urgence, un **nouveau modèle de santé** doit être mis en place dans tous les pays. Capable de répondre à des situations de crise intense, il reposerait sur trois piliers : un système sanitaire hybride, l'exploitation d'une pharmacopée locale et le renforcement des compétences au niveau des professions libérales.
- ▶ Le **système sanitaire hybride** proposé ici aurait une triple vocation :
 - ❖ Appliquer le principe de **subsidiarité** en déconcentrant la prise en charge sanitaire (délestage des hôpitaux), ce qui devrait sinon réduire le coût du système global, au moins améliorer ses performances (cf. infra).
 - ❖ Mobiliser rapidement une **masse critique d'intervenants** en cas d'urgence (épidémies, catastrophes naturelles, ...), faisant appel à la fois à tous les échelons du système et aux équipes volantes mixtes.
 - ❖ Contribuer à une **amélioration systémique de la santé** des populations en :
 - rassurant celles-ci par une prise en charge locale, au plus près des familles (soins, information),
 - assurant une transmission des gestes de base aux nouvelles recrues,
 - développant une alphabétisation à la santé (hygiène, connaissance de l'anatomie).
 - ▶ Dans cette logique hybride, la redécouverte et l'utilisation de la **pharmacopée locale** s'impose. Il a été trop vite oublié que les médicaments industriels actuels sont dérivés de molécules naturelles. **L'herboristerie** doit donc être examinée scientifiquement, dans le cadre d'études paramédicales (comme la kinésithérapie). Elle peut se substituer à des médicaments de base, souvent importés, ouvrant ainsi un accès universel à la médication.

UNE NECESSAIRE ENDOGENEISATION (4)

- ▶ Ce système sanitaire hybride, doté d'une pharmacopée à la fois internationale et locale, se présenterait sous la forme d'un **maillage de différents acteurs de la santé**, réparti équitablement sur le territoire :
 - ❖ Quelques **hôpitaux publics de qualité** (type Centre hospitalier universitaire), dotés de capacités opérationnelles de recherche, permettant de préconiser rapidement les bons gestes médicaux et d'effectuer des diagnostics rapides en cas de besoin. Localisés dans les grands centres urbains, avec un accès aérien, ils concentreraient les spécialisations (chirurgies, maladies létales, ...) et les principaux centres d'imagerie médicale lourde (Imagerie par résonance magnétique, scanners, ...).
 - ❖ Un **réseau territorial puissamment connecté**, composé de :
 - **centres locaux de santé**, de type dispensaires dotés d'un système de télé-médecine et d'une herboristerie, répartis dans les quartiers et les zones distantes des grands centres urbains, disposant principalement d'un personnel infirmier et paramédical capable de traiter les pathologies bénignes, l'obstétrique, le dépistage, la prévention et la vaccination,
 - **centres médicaux urbains** de diagnostic, d'analyse et de prescription (de type maisons médicales), regroupant des médecins de différentes spécialités, dont certains dédiés à la télé-médecine,
 - un **ensemble de professions libérales de santé** (personnel médical et paramédical) capables de développer leur propre patientèle, aidés pour s'installer en contrepartie de leur insertion dans le maillage global, notamment, les réseaux de veille sanitaire.
- ▶ En cas d'urgence avérée, ce réseau, à l'image d'un ensemble de microgrids* pouvant fonctionner en îlot ou en réseau intelligent, serait appuyé par un système de secours spécifique afin de créer une **force de frappe sanitaire**, capable de faire face à toute nouvelle crise, qu'elle soit épidémiologique ou issue d'une catastrophe quelconque. Ce système de secours comporterait :
 - ❖ des **équipes volantes**, civiles et militaires, d'assistance humanitaire (Croix-Verte par exemple) formées à la médecine de crise (médecine de catastrophe, médecine de guerre), dotées d'équipements mutualisés (hôpitaux de campagne, matériel de premier secours, ...) seraient mises en place. Elles seraient entraînées régulièrement à travailler en commun, leur efficacité étant renforcée par une coordination à tous les échelons et une vision concertée de leur mission,
 - ❖ ces équipes pourraient constituer un **corps spécifique**, nomade, dont les prestations pourraient être mobilisées à l'étranger, assurant ainsi son équilibre financier. Elles seraient en connexion permanente avec les autres forces de secours humanitaires ou militaires dans le monde. Cet improbable duo renforcerait les compétences et les ressources.
- ▶ Ainsi, ce modèle tirerait sa force et sa capacité de réalisation, de son **hybridation** entre : public et privé, militaire et humanitaire, physique et virtuel, fixe et nomade, local et international, sans négliger aucun échelon intermédiaire.

U

NE NECESSAIRE ENDOGENEISATION (5)

- ▶ La clé de voûte d'une telle conception sanitaire et de sa réussite est la confiance. Or, celle-ci devra se fonder sur :
 - ❖ un changement fondamental dans la **perception** de la sécurité des populations, qui n'est généralement guidée que par la notion de violence ; c'est pourquoi la sécurité sanitaire est encore insuffisamment prise en compte,
 - ❖ une plus grande **écoute** des médecins vis-à-vis de leurs patients, pour avancer dans la voie plus efficace d'une médecine différenciée après avoir été trop longtemps standardisée,
 - ❖ un **dépassement** des clivages traditionnels entre prévention et guérison, médecine moderne et médecines traditionnelles ou alternatives (hypnose, ...), humanitaire et militaire, médecins et soignants...
 - ❖ une meilleure **prise en charge individuelle** de la santé, le grand public et les patients devant être plus attentifs à distinguer ce qui relève vraiment de la médecine (ne pas se précipiter aux urgences pour un rhume, par exemple),
 - ❖ un **dialogue** plus approfondi entre patient et praticien et entre praticiens et chercheurs, car si la science tire le progrès vers de nouvelles réalisations, le profane peut aussi tirer la science vers de nouvelles ouvertures.



UNE NECESSAIRE ENDOGENEISATION (6)

Une redéfinition des ressources stratégiques

- ▶ En révélant les fragilités de l'hypermondialisation, notamment, la forte dépendance vis-à-vis de fournisseurs extérieurs, la crise de la Covid-19 a contraint les Etats à redéfinir leurs ressources stratégiques dans la double perspective d'assurer la sécurité de leur population et de favoriser un développement endogène.
- ▶ Traditionnellement, les ressources stratégiques nationales sont des ressources tangibles qui assurent un avantage compétitif au pays (métaux, eau, terres arables, ...). Or, à l'occasion du grand confinement, quatre nouvelles ressources stratégiques ont fait leur apparition, en raison du rôle qu'elles ont joué durant cette année 2020 : la santé, l'alimentation, le digital et l'éducation.
- ▶ **Les ressources à caractère sanitaire** : indépendamment des masques et autre matériel médical, la dépendance pharmaceutique vis-à-vis de l'étranger s'est imposée comme une évidence.
 - ❖ Des préservatifs aux anticancéreux, des corticoïdes au paracétamol, la pénurie n'a pas plus épargnée le Nord que le Sud, du fait d'une demande mondiale en hausse de 6% chaque année, une concentration croissante du secteur et une délocalisation massive de la production qui est par ailleurs à flux tendu. Seuls des pays fabriquant localement ces produits ont pu y échapper.
 - ❖ Dès lors, plusieurs pays ou régions intégrées, comme l'Union européenne, ont décidé de relocaliser la fabrication des médicaments et des principes actifs pharmaceutiques (343). Que ce soit dans cette perspective ou simplement pour fournir une alternative, le recours à la pharmacopée locale est essentiel (identifier, exploiter, préserver).
- ▶ **Les ressources alimentaires** sont devenues d'autant plus stratégiques que la question de leur qualité (impact sur la santé) et de leur provenance (impact environnemental) commence à se poser. En Afrique, la question de la sécurité alimentaire se pose avec plus d'acuité, du fait de la rupture des chaînes d'approvisionnement et de l'incapacité de l'industrie agroalimentaire locale à répondre aux besoins du continent.
 - ❖ Près de 2 milliards de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, ce qui contribue aussi bien à une dégradation sanitaire (malnutrition) qu'à une intensification des conflits (la Somalie par exemple) (344).
 - ❖ Des mesures d'urgence existent grâce à une mobilisation de l'ensemble des acteurs, des associations de "soupe populaire" aux subventions des cantines scolaires.

- ❖ Néanmoins, dans les pays dont la sécurité alimentaire est devenue stratégique, les programmes à mettre en place doivent s'attaquer à la racine du problème, la production alimentaire et couvrir aussi bien :
 - le développement de l'agriculture vivrière et urbaine, à travers des jardins et cuisines communautaires (comme au Brésil),
 - l'amélioration des rendements par des techniques plus écologiques comme l'agroforesterie et la permaculture (Mauritanie, Bénin),
 - le retour à la culture d'espèces locales moins consommatrices d'intrants, non-stériles (semences) et mieux adaptées au changement climatique (la diversité mondiale des cultures a baissé de 75% en un siècle),
 - le soutien à l'agriculture familiale à travers la mise en place de circuits courts, de marchés de proximité et d'un "juste prix", favorable tant au consommateur à faibles revenus qu'à l'agriculteur du fait de l'absence d'intermédiaires,
 - la réorientation des exportations maraichères vers les marchés domestiques, grâce à une politique publique adaptée,
 - une gestion efficace des surplus (déperdition des productions, gaspillage alimentaire), 1/3 de la nourriture produite étant perdue.
- ▶ Les **ressources digitales** ont fait la preuve de leur importance cruciale durant cette crise : télétravail, e-commerce et e-learning sont devenus les trois piliers de la résilience. La maîtrise de ces ressources sera d'autant plus nécessaire dans les années à venir (cf. partie 2) qu'elle conditionne autant les modes de gouvernance que les processus de production et la relance de l'emploi. C'est pourquoi un effort particulier doit être fait pour sécuriser trois aspects-clés de cette nouvelle forme de développement :
 - ❖ L'aspect technique : accès le plus large possible aux infrastructures de communication immatérielles (connexion internet), accélération du déploiement du haut débit (5G).
 - ❖ L'aspect juridique : autorisation de la VOIP à titre commercial, propriété intellectuelle, facilitation de l'économie de plateforme, ...
 - ❖ L'aspect cognitif : formation universelle aux outils du web, développement des métiers informatiques (codage) et des métiers du web (assemblage, webmastering, modération de communautés, ...), préparation à la virtualisation (e-education, e-sport, e-services publics, ...).

UNE NECESSAIRE ENDOGENEISATION (8)

- ▶ Les **ressources éducatives** : la prise de conscience paradoxale de l'indigence de certains systèmes éducatifs nationaux – une réalité pourtant connue, mais rarement traitée – et de la nécessité de scolariser des enfants pour qu'ils échappent aux violences domestiques, au travail précaire ou au mariage forcé, ou tout simplement pour qu'ils prennent un repas par jour, a mis la question éducative à l'ordre des priorités (345).
 - ❖ Dans de nombreux pays, développés ou non, une **refonte structurelle** de l'ensemble du système éducatif (scolaire et universitaire, général et professionnel) s'avère nécessaire pour s'adapter au monde qui vient. Pour cela, il conviendrait de :
 - **rénover un système scolaire et universitaire**, qui peine à faire face à la demande d'éducation et de professionnalisation (introduction de l'entreprise à l'école par exemple),
 - **réviser les programmes et les modalités de l'enseignement**, voire ses objectifs (apprendre à apprendre, esprit critique), à l'aune de la digitalisation,
 - **repenser et réformer le corps enseignant**, ses critères d'efficacité, sa formation continue et son *modus operandi*, notamment, en développant une pédagogie digitale.
 - ❖ En attendant, comme de nombreuses initiatives innovantes l'ont montré ainsi que le rapide basculement des classes traditionnelles en mode e-learning, il est possible d'accélérer la **digitalisation de l'éducation**, en faveur d'un système scolaire et universitaire **hybride**, afin :
 - d'assurer la continuité du service éducatif pour les enfants malades, handicapés ou accidentés,
 - de compléter les ressources à la disposition des élèves pour mieux traiter les différences de progression (apprentissage différencié), notamment, pour les élèves et étudiants en situation de décrochage;
 - et de créer une offre de cours particuliers et de ressources éducatives online, ainsi qu'une industrie de l'*edutainment* quasiment inexistante aujourd'hui, mais aux vertus pédagogiques démontrées (Khan Academy par exemple)
 - tout en veillant à ne pas accroître les inégalités : 22% d'internautes en Afrique subsaharienne contre 62% au Maroc par exemple (Banque Mondiale, 2018)
 - ❖ La pandémie de la Covid-19 a aggravé la non-scolarisation des enfants (258 millions d'élèves de 6 à 17 ans dans le monde en 2018 selon l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) en provoquant une importante déscolarisation (Asie et Afrique), notamment, des filles. Dans de nombreux pays, la priorité est donc de ramener les enfants à l'école. Des politiques comme la *Bolsa Familia* (Brésil), conditionnant le versement d'un revenu minimum familial à la scolarisation effective des enfants, devraient se généraliser (364).

- ❖ Par ailleurs, le **contenu éducatif** est la pierre angulaire de tout nouveau modèle de développement. Il doit être revu pour tenir compte de :
 - l'endogénéisation : il faut en finir avec "l'extraversion intellectuelle", c'est-à-dire la copie systématique, sans contextualisation, des paradigmes occidentaux qui conduisent à privilégier la voie des pays développés au détriment de la construction d'un paradigme endogène du développement fondé sur l'économie de proximité (circuits courts), la sobriété carbone et la réduction des inégalités. (Cf. Focus n°16),
 - l'écologie : de la maternelle à l'université, l'enseignement des bases de la science écologique – la science qui étudie les relations entre tous les êtres vivants, des bactéries aux plantes et aux animaux – est indispensable (cf. infra),
 - l'humanisme : les relations apaisées entre adultes passent par un apprentissage relationnel spécifique qui s'enseigne dès la maternelle (coopération et écologie relationnelle, *soft skills*, ...),
 - le développement de l'intelligence artificielle : l'essentiel des connaissances étant aujourd'hui stocké dans le web, les enfants doivent apprendre à les trouver, à les comprendre et à s'en distancier.
- ▶ Les ressources considérées, aujourd'hui, comme stratégiques (sanitaires, alimentaires, digitales et éducatives) sont celles que l'Etat traditionnel a le plus négligé (santé et éducation) ou délégué au secteur privé (industrie agroalimentaire et industrie des télécommunications). Pour les réinvestir, l'Etat du Care, opérant dans un univers de ressources restreintes, va devoir être particulièrement **innovant** et favoriser l'**expérimentation**.
- ▶ Outre la contrainte financière que le ralentissement de la croissance économique devrait imposer au cours des années à venir, une nouvelle contrainte, intellectuelle cette fois, a émergé : celle de la **nécessité d'une culture de crise**. Transversal à l'ensemble de ces ressources stratégiques et caractéristique importante de l'endogénéisation, l'agencement de ces nouveaux systèmes - politiques et comportements - ne peut plus se faire sans prendre en compte proactivement les risques qui se profilent et sans mettre en place, à tous les échelons, une véritable culture et une capacité réelle de gestion de crise.

Maroc : endogénéiser l'économie marocaine

Pour le Maroc, l'endogénéisation de l'économie est possible puisque l'industrie nationale a montré, pendant la phase du confinement, des capacités d'adaptation inédites.

Outre la résolution des problèmes structurels qui entravent depuis longtemps le développement de l'économie nationale (compétitivité limitée, sous-capitalisation des entreprises, économie de rente, corruption, ...), cette endogénéisation passerait par les leviers suivants :

- ▶ **Assurer la production sur place d'une partie des importations, notamment, les produits alimentaires et sanitaires de grande nécessité** ou ceux qui font l'objet d'une surenchère commerciale entre les pays où la pandémie sévit, ce qui permettrait de réduire le lourd déficit commercial : les enjeux alimentaires devenant vitaux, une attention particulière devrait être accordée au secteur agroalimentaire, en créant des écosystèmes intégrés au cœur des territoires, basés sur les ressources locales.
- ▶ **Entreprendre une remontée dans les chaînes de valeur nationales, régionales et internationales de biens et de services** et ce, en empruntant le virage technologique dans les métiers mondiaux du Maroc afin d'accroître leur compétitivité et de sécuriser leur avenir. Le Maroc devrait, en outre, saisir l'opportunité de relocalisation de certaines activités de l'Asie vers l'Europe, en orientant la politique industrielle de manière à favoriser la création d'une partie de la valeur ajoutée sur le sol national.
- ▶ **Faire le pari de l'industrie du futur**, basée simultanément sur la digitalisation avancée et la soutenabilité environnementale, en créant l'environnement nécessaire pour ce type d'activité et en concluant des partenariats avec les leaders mondiaux dans ce domaine.
- ▶ Enfin, **réduire la dépendance du Maroc vis-à-vis de l'extérieur** en ressources stratégiques, assurer la sécurité alimentaire, viser la neutralité carbone en 2050, accélérer le développement durable... seront autant de mesures d'appui à cette endogénéisation.

Réduire la dépendance du Maroc en ressources stratégiques vis-à-vis de l'étranger

Assurer l'autonomie alimentaire du Maroc

- ▶ Alors qu'une période de famine se profile en Afrique sub-saharienne ainsi qu'une flambée des prix des produits alimentaires au niveau mondial, une réflexion approfondie sur la sécurité alimentaire du Maroc s'impose, dans la continuité du plan Maroc vert et du plan "Génération Green". D'autant que le stress hydrique qui touche structurellement le Maroc ne pourrait être vaincu à long terme à coup de plans anti-sécheresse, quelle que soit la qualité de ceux-ci. Il est donc nécessaire d'agir de manière systémique :
 - ❖ en développant simultanément une agriculture industrielle de précision qui permet d'optimiser les investissements et les rendements en tenant compte des spécificités du milieu et la permaculture dans les exploitations traditionnelles pour affronter le stress hydrique : la permaculture consiste à créer des écosystèmes en s'inspirant de la nature et de son fonctionnement ainsi que du savoir traditionnel,
 - ❖ en cultivant des espèces adaptées aux nouvelles réalités écosystémiques, particulièrement, le réchauffement climatique, la raréfaction des ressources hydriques ainsi que les impératifs de protection de l'environnement et les exigences de protection des travailleurs agricoles saisonniers, ...
- ▶ La réalisation de l'autonomie stratégique dans le domaine alimentaire requiert, également, l'adoption d'une nouvelle gouvernance dans la gestion des ressources naturelles, basée sur l'approche Nexus eau, agriculture, écosystèmes naturels (cf. Focus n°19). Cette approche, qui met en cohérence les politiques publiques dans ces secteurs, permettrait de réunir les conditions pour la réalisation du programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027.

Viser la neutralité carbone à l'horizon 2050

- ▶ Le Maroc devrait viser la neutralité carbone à l'horizon 2050, en basant dorénavant le développement de la production électrique exclusivement sur les énergies renouvelables, en assurant la transformation vers des systèmes décarbonés des secteurs énergivores tels le transport, l'industrie et le résidentiel, en plaçant l'efficacité énergétique au même niveau de priorité que le développement du secteur des énergies renouvelables et en promouvant la production d'énergie issue de la biomasse pour générer des biocombustibles. En réorientant les choix technologiques vers le photovoltaïque décentralisé, le Royaume pourrait créer un grand nombre d'emplois verts.

Accélérer le développement durable

- ▶ En plus de l'adaptation au changement climatique, il faudrait mettre en place un projet national de réduction de l'empreinte écologique, procéder à la régénération des ressources naturelles dégradées, valoriser les services écosystémiques à travers la restauration des sols et l'agroforesterie et promouvoir une agriculture climato-intelligente.

UNE NECESSAIRE ENDOGENEISATION (10)

L'endogénéisation et la question sociale

- ▶ Durant l'année 2020, la Chine a clairement montré les limites des termes de l'échange mondial : avec l'émergence vient l'accroissement des coûts de main d'œuvre ainsi que le développement d'un marché national à la fois plus large et plus exigeant. Il devient donc logique de produire en priorité pour ce marché national plutôt que d'exporter, notamment, lors d'une crise mondiale telle que la pandémie.
- ▶ Cette dynamique de la croissance semble être aujourd'hui la seule capable de tirer l'émergence de pays jusque-là bloqués par des économies de rente à faible redistribution ou par des salaires trop faibles pour permettre le développement d'un marché endogène. Mais cela impose un **changement d'échelle** du processus : avant d'atteindre le marché mondial, les pays en développement doivent d'abord s'ancrer territorialement.
- ▶ L'**endogénéisation ouverte**, prescrite ici, fait courir un double danger aux populations locales : l'ouverture menace les moins compétitifs tandis que l'effort de développement du marché domestique réduit momentanément la richesse globale du fait de la diminution des exportations.

▶ La **territorialisation** offre une solution à deux niveaux distincts.

- ❖ D'une part, la **régionalisation intégrée** - qui est l'aboutissement du processus d'intégration régionale - offre un moyen d'ouvrir les frontières sans exposer les plus démunis à une concurrence trop inégale, comme entre pays développés et pays en développement, du fait des niveaux de développement à peu près similaires au sein d'une même région. La coordination sectorielle intra-régionale, fondée sur une cartographie précise des forces et faiblesses de chaque partenaire, la libre mobilité des professionnels et l'investissement significatif dans la formation professionnelle permettront de protéger les plus exposés à cette nouvelle concurrence.
- ❖ D'autre part, le **développement territorial infra-national** est essentiel pour renforcer l'économie locale, nécessaire à la survie des populations les plus en difficulté et à l'amélioration de leur mode de production. La moëlle épinière de ce développement réside dans l'exploitation des potentialités locales, ce qui demande un peu d'intelligence collective et créative et dans la formation initiale et professionnelle.

- ▶ Le second pilier permettant d'affronter cette question sociale est l'**emploi**. Deux principales mesures contribuent à son développement: l'auto-emploi et l'économie sociale et solidaire.
- ▶ **Généraliser et faciliter l'auto-emploi**: afin de limiter le développement de l'informel pour assurer une meilleure protection sociale, la promotion de la Gig Economy (travail à la mission, en freelance, au moyen de plateformes numériques) peut rapidement s'avérer créateur d'emploi, dans tous les secteurs d'activité (agriculture, aide à la personne, métiers de l'Internet, ...). Celle-ci doit s'appuyer, notamment, sur:
 - ❖ la simplification des mesures administratives et financières pour créer son propre emploi (auto-entrepreneur) et l'adaptation de la réglementation ; notamment la création d'un numéro de travailleur à vie, attribué à chaque personne majeure (cf. proposition développée dans le Rapport Stratégique 2019/2020 de l'IRES consacré au modèle de développement) qui suffirait à toute démarche,
 - ❖ la mise en place de "bourses du travail" en ligne (marketplace) où offreurs et demandeurs puissent se retrouver en ligne, sans contraintes administratives ou digitales, grâce à des applications ergonomiques (cf. codeurs africains),
 - ❖ le développement des instruments digitaux et juridiques correspondants, favorisant le travail rémunéré et la promotion de leur usage, tels que le paiement mobile (de type M-PESA), qui permet des transferts financiers (prestations sociales, salaires, ...) à des personnes non bancarisées,
 - ❖ l'appui à la création d'une économie de plateforme qui permet de créer rapidement de l'emploi en facilitant la rencontre entre le consommateur et le producteur (vente en ligne), ou l'offreur et le demandeur (missions) grâce à une facilité de travail (création et fermeture d'activité et d'emploi) et des infrastructures numériques efficaces (débit haut et constant),
 - ❖ l'installation d'espaces de bureaux collectifs offrant accès à des outils bureautiques et numériques partagés.

UNE NECESSAIRE ENDOGENEISATION (12)

- ▶ La contribution de l'**économie sociale et solidaire** à l'emploi et l'activité économique doit devenir une évidence pour chaque gouvernement. Renforcer et adapter le cadre systémique – législatif, financier et pédagogique – pourrait rendre l'entrepreneuriat social plus efficace et plus inclusif. De même, il s'agit de faciliter toute forme d'innovation sociale susceptible de développer une économie de proximité à l'échelle territoriale et de favoriser le passage du secteur informel au formel. Pour cela, il convient :
 - ❖ de définir le statut de l'entreprise sociale, plus particulièrement la micro-entreprise à caractère social et solidaire,
 - ❖ d'introduire les fondements de l'entrepreneuriat dans les programmes scolaires, ainsi que les connaissances relatives à l'économie sociale et solidaire et à ses formes traditionnelles (Touiza, Agoug, Khattara, Chard, par exemple au Maroc),
 - ❖ de créer des écosystèmes territoriaux permettant de coordonner les différents intervenants du secteur, notamment publics – et mutualiser leurs ressources – et de mettre en place des systèmes financiers de soutien à la création (d'emplois et d'entreprises) tels que tontines, fonds de garantie, microcrédit, épargne de proximité, micro-business angels, ...
- ❖ de promouvoir le low-tech (technologies sobres, agiles, durables et résilientes) non seulement parce que son accessibilité favorise l'efficacité économique, mais aussi parce que la restauration de savoirs anciens (jaali par exemple pour climatiser) peut économiser des ressources naturelles (cf. infra).
- ▶ Le troisième pilier, le plus fragile, de cette réponse aux problèmes socio-économiques des pays malmenés par la crise de la Covid-19, dans le cadre de cette endogénéisation ouverte, est la **protection sociale**.
 - ❖ Le niveau d'endettement des pays (cf. Focus n°13) est une bombe à retardement qui impose le choix d'un système de protection particulièrement efficace et résilient : revenu universel de base, prestations sociales spécifiques / conditionnelles, "chèques-" (chèque-formation, chèque-emploi, chèque-alimentation, ...).
 - ❖ L'Etat du Care ne peut donc tout prendre en charge, mais il peut faciliter la solidarité et la prise en charge communautaire, comme en Inde ou au Brésil par exemple (347).

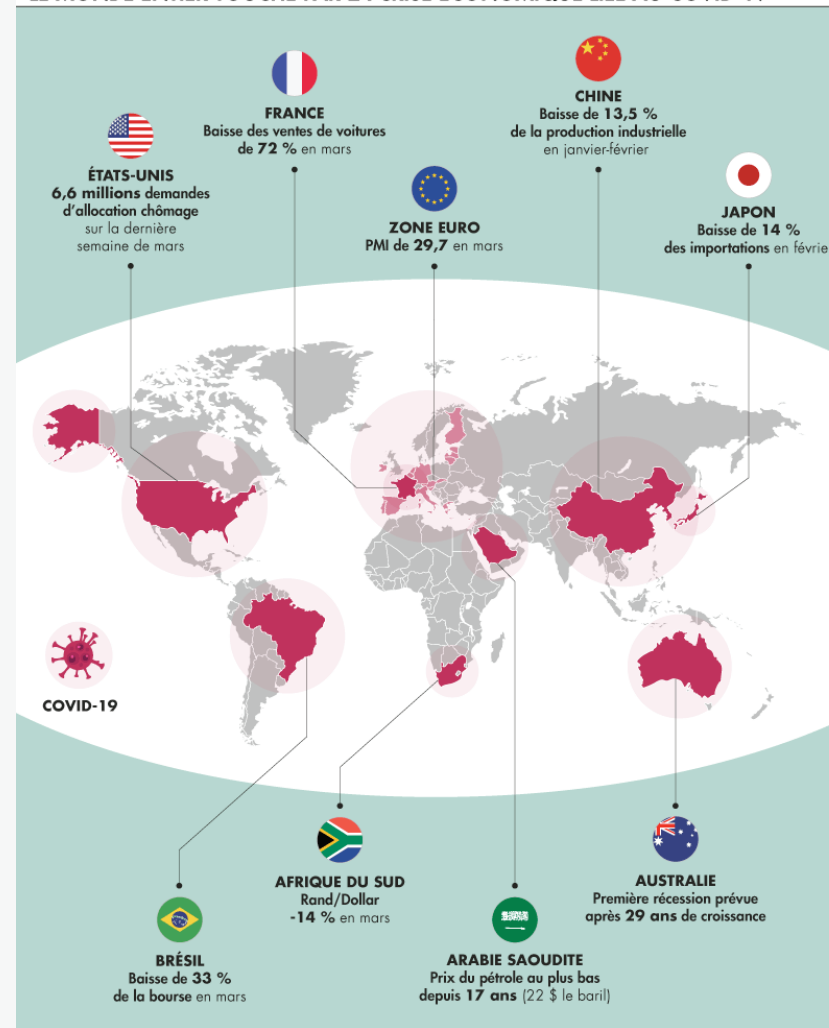
Conclusion

- ▶ La crise de la Covid-19 a révélé aussi bien les travers d'une mondialisation généralisée que la tentation toujours vive du protectionnisme. Désormais, la question de la souveraineté se pose différemment, appelée à articuler autonomie stratégique et alliances fortes.
- ▶ Dans cette perspective a émergé (en Afrique notamment) l'expression d'une volonté de construire une voie endogène de développement, non seulement pour se prémunir de la fragilité d'un système économique mondial qui sous-traite à un seul pays l'essentiel de la production planétaire des biens, mais aussi pour mieux répondre aux besoins essentiels des populations (alimentation, santé, éducation, ...).
- ▶ Face aux 150 millions de personnes qui devraient basculer sous le seuil de l'extrême pauvreté (Banque mondiale 2020) d'ici la fin de 2021 (348), il est temps de considérer les plus démunis comme de potentiels producteurs de richesse plutôt que comme une sous-humanité. La mise en place des moyens de leur autonomie requiert un véritable virage structurel, capable de changer la nature des Etats et des relations internationales.

A RETENIR

- ▶ Emergence d'un quatrième stade de développement de la notion d'Etat : l'Etat du Care, dont les priorités stratégiques sont la santé, l'alimentation, l'éducation, la digitalisation et l'emploi.
- ▶ Construction d'une nouvelle mondialité, fondée sur :
 - ❖ une croissance mondiale ralentie (slowbalisation), qui affecterait tous les pays du fait des chaînes de valeur mondiales,
 - ❖ une intégration régionale partout où elle est possible,
 - ❖ et un développement endogène, notamment, des économies émergentes et en développement pour qu'elles puissent réduire l'impact de la "slowbalisation".

LE MONDE ENTIER TOUCHÉ PAR LA CRISE ÉCONOMIQUE LIÉE AU COVID-19



Source : lafinancepourtous.com

CHAPITRE 2

CONTRIBUER A LA SORTIE
DE L'ANTHROPOCENE

Un profond changement de paradigme est à l'œuvre, concernant aussi bien la place de l'Humain sur la planète que la relation entre les peuples et leurs gouvernants, ou encore la forme dominante de l'économie.

Quels que soient les ressorts de cette prise de conscience, rarement la demande d'une "grande transformation" (349) écologique a été aussi forte. Pour beaucoup désormais, la sortie de l'Anthropocène n'apparaît plus comme une option, mais comme un impératif.

Car si la raison d'être de l'Etat demeure la protection collective des citoyens, force est d'admettre que le *court-termisme* dont il fait souvent preuve en ce qui concerne le substrat vital que représente la planète, interroge sur sa capacité à assumer cette raison d'être.

C'est pourquoi l'avènement d'un Etat plus mature, l'Etat du Care et d'une mondialité plus localement solidaire sont deux facteurs-clés pour changer d'ère.

Mais pour aller où ? Qu'entend-on aujourd'hui par une croissance verte ? L'écologie est-elle toujours le phare qui doit éclairer cette perspective ?

Parallèlement, l'ampleur des risques à venir et le ralentissement de la croissance laissent perplexe quant aux moyens d'action. Quelle Grande Transformation sera vraiment possible ?

Beaucoup de réponses à ces questions et de propositions nouvelles ont été formulées en ce sens dans les trois précédents rapports stratégiques de l'IRES, notamment, celui relatif à un nouveau modèle de développement. Afin d'éviter les redites, ce dernier chapitre se concentrera sur des pistes qui n'ont pas encore été détaillées jusqu'à présent : des solutions applicables au Maroc comme en Afrique subsaharienne, en Asie comme en Amérique, afin d'assurer une véritable transformation mondiale, structurelle et systémique.






Street'Art dans la Jungle Maya mettant en scène les portraits de planteurs d'arbres au Mexique.
Crédits : Hugo MAIRELLE

Source : <http://www.rfi.fr/afrique/20131129-archives-frontieres-africaines-Addis-Ababa>

Questions environnementales : en 2001 déjà, des situations connues, qui ne se sont pas améliorées depuis.

Signalétique des Perspectives de l'environnement de l'OCDE

	FEU VERT 	FEU ORANGE 	FEU ROUGE 
PRESSIONS SUR L'ENVIRONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution industrielle des sources ponctuelles • Certains polluants atmosphériques (plomb, CFC, monoxyde de carbone, oxydes de soufre) 	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'eau • Émissions toxiques de l'industrie • Production de déchets dangereux • Production et consommation d'énergie 	<ul style="list-style-type: none"> • Pollution agricole • Surpêche • Émissions de gaz à effet de serre • Émissions de polluants atmosphériques dus aux transports automobiles et aériens • Production de déchets municipaux
ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT	<ul style="list-style-type: none"> • Couvert forestier dans les régions de l'OCDE 	<ul style="list-style-type: none"> • Qualité des eaux de surface • Qualité des forêts dans les régions de l'OCDE • Intégrité de la couche d'ozone 	<ul style="list-style-type: none"> • Biodiversité • Superficie des forêts tropicales • Stocks de poissons • Qualité des eaux souterraines • Qualité de l'air urbain • Changement climatique • Présence de produits chimiques dans l'environnement
RÉPONSES DE LA SOCIÉTÉ	<ul style="list-style-type: none"> • Achats « écologiques » • Agriculture respectueuse de l'environnement • Zones protégées • Rendement d'utilisation des ressources • Efficacité énergétique 	<ul style="list-style-type: none"> • Biotechnologies • Plantations forestières • Aquaculture • Technologies dans les domaines de l'énergie et des transports • Gestion des déchets 	

Source : <https://www.oecd.org/fr/env/indicateurs-modelisation-perspectives/syntheseunenouvellestrategiepourenvironnement.htm>

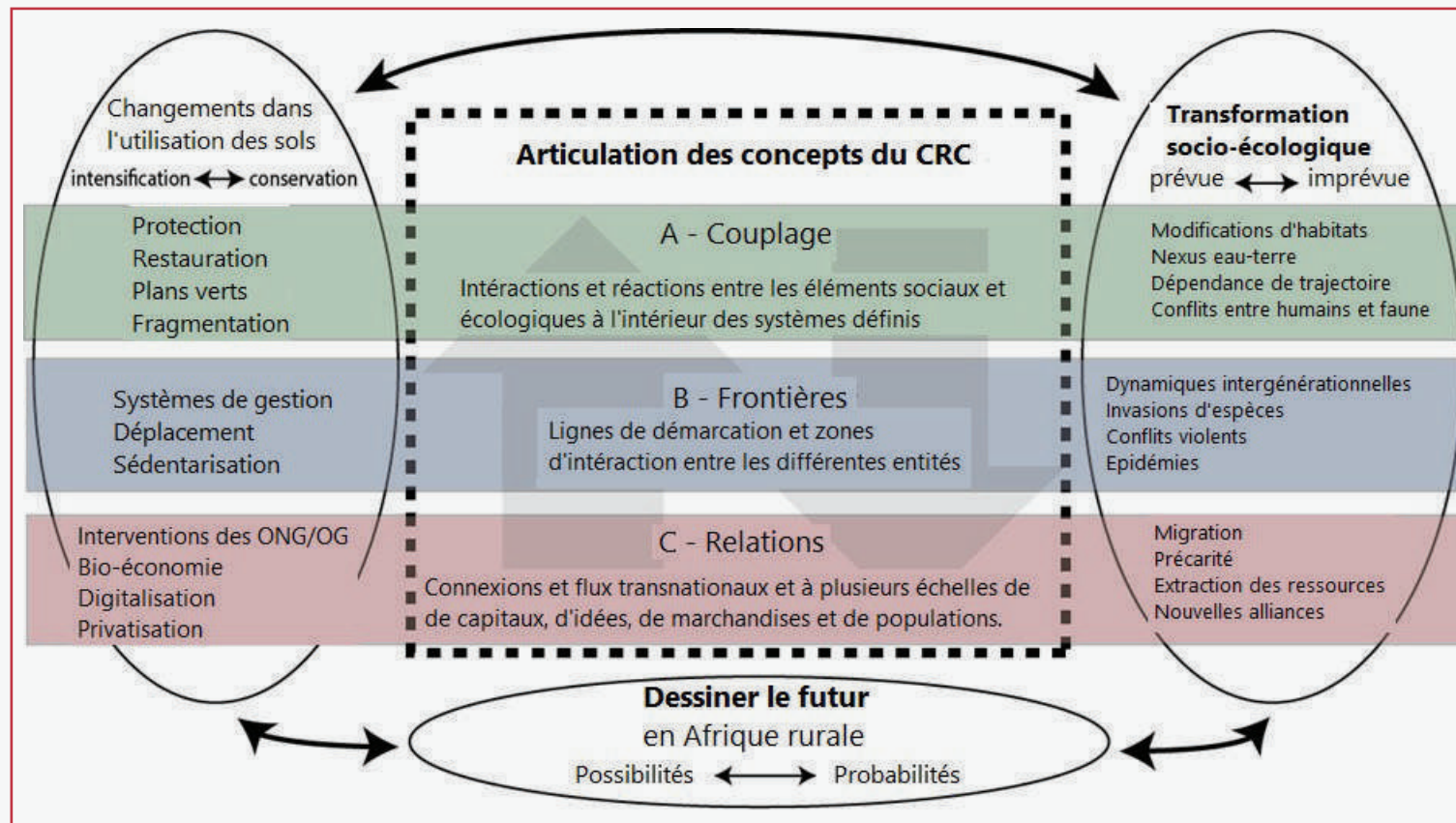
A U-DELA DE LA “REPRISE VERTE”

Le terme de “reprise verte” (Green Recovery) a été largement adopté dans le monde en 2020 pour désigner un ensemble de réformes environnementales, réglementaires et fiscales, visant à retrouver la prospérité après la pandémie du Coronavirus (350). Mais comment ce concept s’articule-t-il avec celui d’écologie ou de développement durable ? De quoi parle-t-on exactement ?

Le point de départ : un double constat

- ▶ Quatre jalons marquent ce constat.
 - ❖ En 1962, le livre de Rachel CARSON lance le mouvement écologiste dans le monde occidental.
 - ❖ En 1987, le rapport BRUNDTLAND “Notre avenir à tous” définit le concept de développement durable qui servira de fondement au Sommet de la Terre de 1992.
 - ❖ En 1995, le second rapport du GIEC* prépare l’adoption du protocole de Kyoto de 1997 sur le changement climatique.
 - ❖ En 2006, le rapport STERN sur l’économie du changement climatique fait prendre conscience aux gouvernements de la gravité économique du changement climatique.
- ▶ Ces différents travaux exposent un double constat caractérisant la situation mondiale actuelle :
 - ❖ le **divorce entre l’humain et la Nature** conduit à une dégradation accélérée des écosystèmes naturels ;
 - ❖ le **modèle de développement** actuel (prédateur) est devenu insoutenable, tant sur le plan sociétal qu’environnemental.
- ▶ A l’inéluctable dégradation de la biosphère causée par la surpopulation et le consumérisme, le développement durable se veut la parade ultime, capable de préserver l’environnement, d’améliorer le quotidien des populations et d’assurer la croissance.
- ▶ Néanmoins, le *court-termisme* des gouvernements, malgré les signaux d’alarme multiples (effondrement de la biodiversité, montée du niveau des mers, ...) et les alertes répétées du GIEC et des autres organismes scientifiques, a conforté leur **inertie**.
- ▶ Secoués dans un premier temps par le rapport STERN (351), la volonté d’agir des gouvernements s’est très vite heurtée à la fragmentation, souvent contradictoire, des visions écologiques alternatives, puis de manière rédhibitoire, à l’urgence quotidienne à traiter lorsque s’est déclenchée la crise économique et financière de 2008.

Trois concepts (couplage, frontières et liens) pour faciliter la coopération entre les sciences naturelles et les sciences sociales dans le cadre d'une transformation socio-écologique



Cadre conceptuel du Centre de Recherche Collaboratif "Future Rural Africa"

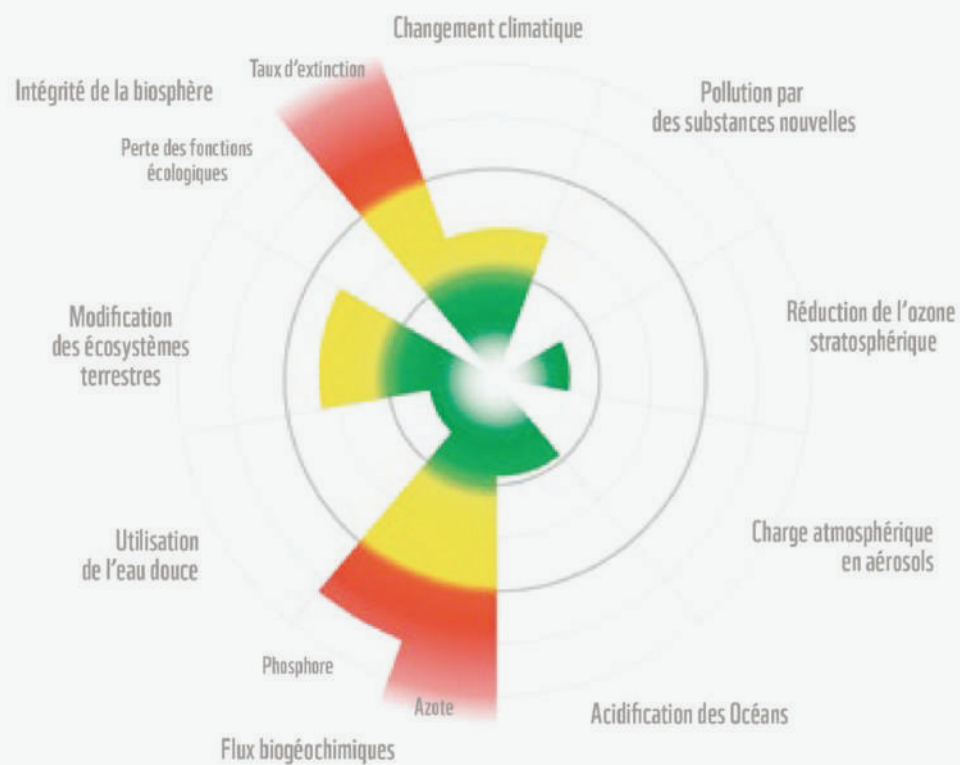
Source : <https://www.crc228.de/project-design/>

A U-DELA DE LA “REPRISE VERTE” (2)

L'évolution de la notion d'écologie

- ▶ Si l'action relative à l'environnement est restée marginale durant les six dernières décennies, cela tient aussi à la **méconnaissance** qui l'entoure. Faute d'être unifiée et enseignée dès le primaire, la pensée relative à l'environnement est victime de son insuffisante structuration, voire de son instrumentation politique.
 - ❖ L'**écologie** est une **approche scientifique pluridisciplinaire** qui étudie (logos) les interactions des êtres vivants entre eux et avec leur milieu (écosystème). L'écologue est un spécialiste de cette discipline.
 - ❖ L'**écologisme** ou environnementalisme est un courant de pensée qui prône le respect de l'environnement et la nécessité de le protéger de l'action humaine, voire de restaurer ses équilibres. Il a donné lieu au terme impropre d'“écologie politique” (partis “Verts”).
 - ❖ Les **écologistes** sont des militants souvent associés, depuis les années 1960, à un courant idéologique de gauche, consacrant plus d'énergie à s'opposer au capitalisme (écosocialisme) qu'à trouver des moyens de collaborer au profit d'une action efficace en faveur de l'environnement.
- ▶ Quels que soient leurs noms, les différents courants de pensée qui s'intéressent à la rupture des équilibres environnementaux s'accordent sur un minimum de **fondamentaux** : la préservation des espèces menacées, la restauration des équilibres écosystémiques, l'exploitation raisonnée et si possible biomimétique de la Nature et, enfin, le respect du vivant.
- ▶ Cependant, la vision du monde au cœur de cette approche écologique s'est progressivement complexifiée. Elle est passée au cours du 20^{ème} siècle, d'une approche purement malthusienne (352) à la traditionnelle opposition Nature-culture (*la nature est bonne, la culture est mauvaise*). Depuis le début du 21^{ème} siècle, la Nature et la culture sont considérées comme beaucoup plus imbriquées, ce qui rend obsolète la précédente distinction (353).
- ▶ Désormais, si l'humain n'est plus fondamentalement opposé à la Nature, c'est que l'ennemi est ailleurs. D'où l'élargissement de l'écologisme à l'idée que la survie de la planète et de l'humanité est en réalité menacée par... une catégorie spécifique d'humains : les acteurs de l'Anthropocène (multinationales, gouvernements, ...)

Physiologie planétaire : les limites de 9 systèmes vitaux



► LE SCHÉMA DE W. STEFFEN ET SES COLLÈGUES, PUBLIÉ DANS LA REVUE SCIENCE EN 2015, RÉSUMÉ OÙ NOUS EN SOMMES DU FRANCHISSEMENT DES LIMITES PLANÉTAIRES*.

Source : <https://www.fondation-nicolas-hulot.org/9-grands-equilibres-conditionnent-notre-vie-sur-terre-quels-sont-ils-comment-les-preserver/>

A U-DELA DE LA “REPRISE VERTE” (3)

Le post-écologisme

- ▶ Ainsi, la lutte écologique déborde à présent le seul champ environnemental : une **nouvelle vision planétaire**, Gaïaenne (354), émerge, considérant la Terre comme un seul biosystème interconnecté et auto-organisé, dont le seuil des limites planétaires – conditions de la survie humaine – se rapproche de plus en plus vite (cf. ci-contre).
- ▶ La planète et les humains qui souffrent de sa dégradation constituent, désormais, une même cause à défendre. Les ennemis désignés, à la source du changement climatique comme des inégalités croissantes, sont ceux qui exploitent et polluent l’environnement, aussi bien parmi les producteurs que les consommateurs.
 - ❖ Dorénavant, la lutte **oppose les innocents aux fautifs**, les militants pour un autre système de développement à l’hypermondialisation, néolibérale et capitaliste.
 - ❖ La **relance verte** promue aujourd’hui est l’enjeu de cet affrontement : ne visera-t-elle que la décarbonation ou sera-t-elle l’occasion d’une réforme complète de nos modes de vie et de production ?
- ▶ Cette version étendue de l’écologisme repose sur le paradigme émergent qui s’est dessiné plus clairement durant la crise de la Covid-19 :
 - ❖ La planète est un vaste tissu vivant interconnecté (de type Gaïa), dont l’espèce humaine n’est qu’un des fils de la trame (d’où le concept de santé planétaire* (355)).
 - Cette espèce ne peut plus se considérer ni se comporter comme l’espèce dominante : son altération de la planète lui en a ôté le droit (si celui-ci a jamais existé).
 - Le respect du vivant doit s’imposer, sous toutes ses formes (antispécisme).
 - ❖ Le modèle de développement fondé sur une économie prédatrice et un système de redistribution inefficace doit cesser. Il est temps d’en inventer un nouveau modèle, respectant les grands équilibres environnementaux et capable d’anticiper et de réduire les risques pour l’ensemble de la planète.
- ▶ La crise actuelle constitue une occasion unique de procéder à cette grande transformation, d’une part, parce que l’urgence climatique l’impose et que l’opinion publique y semble prête et, d’autre part, parce que la dette occasionnée par les plans de relance est d’une telle ampleur que la possibilité de la contracter à nouveau au niveau nécessaire pour procéder à cette transformation, apparaît bien éloignée.

Ainsi le thème de la “relance verte” – employé par de nombreux pays pour caractériser leurs plans de relance (Canada, Chili, Etats-Unis, Union européenne, Inde, Nigéria, Nouvelle-Zélande, ...) et soutenu par les Nations Unies, l’OCDE, le FMI, ... (356) – va bien au-delà désormais de la seule question environnementale. Il s’agit de retrouver la prospérité après la pandémie grâce à un **nouveau modèle socio-économique** neutre pour le climat, résilient, durable et inclusif. Celui-ci s’incarne dans un ensemble de réformes, certes environnementales, mais aussi sociales et économiques (micro- et macro).

Les plans de relance qui ne viseraient que le retour à la normale, protégeant des entreprises et des pratiques d’un autre âge et profitant uniquement à de grandes firmes attirées par l’effet d’aubaine, n’auraient aucune chance d’aboutir à ce modèle.

Pour que cette grande transformation ait vraiment lieu et non un autre *greenwashing**, il est nécessaire de mettre en place les conditions de sa réussite, dans une logique de **transformation d’un système structurellement instable pour le préparer à de futurs chocs tout en maintenant son nouveau cap.**

La première de ces conditions n’est autre que la réforme du système financier mondial.

La Covid-19 est un appel au réveil à la communauté mondiale.

L’architecture sanitaire et financière mondiale doit être renforcée et en partie repensée, pour améliorer notre préparation et notre capacité à agir avec rapidité et à grande échelle pour lutter contre les crises futures. Nous devons envoyer un message d’espoir pour l’avenir : que l’ONU, les gouvernements du G20 et tous les partenaires intéressés puissent transformer cette crise en une opportunité de construire un nouveau multilatéralisme plus efficace, qui reflète plus adéquatement les réalités économiques et politiques actuelles et qui soit mieux équipé pour relever les défis du 21^{ème} siècle (357).

L A GRANDE TRANSFORMATION (2)

La réforme du système financier et monétaire mondial (358)

- ▶ La réalisation d'une transformation systémique de cette ampleur, à l'échelle du monde, exige des investissements colossaux, comparables à ceux mobilisés dans le cadre de la **préparation d'une guerre**, tant à l'échelle nationale que mondiale. Aucune stratégie financière classique n'est en mesure de mobiliser rapidement les sommes considérables qui sont en jeu. Certains Etats pourraient en arriver à des mesures aussi radicales que le **rapatriement des capitaux offshore** à la fois pour gérer leur flux et pour empêcher les entreprises multinationales de se soustraire à l'impôt sur des revenus générés localement (359).
- ▶ Cela nécessite de **refonder le système financier** de manière à le ramener à ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : le serviteur et non le maître de l'économie mondiale. Cela permettrait :
 - ❖ de venir à bout du conflit central (politique, économique et social) qui oppose les banques et les propriétaires d'actifs financiers au reste du monde (360), favorisant ainsi la relance économique par la base,
 - ❖ de mettre en place un système bancaire de développement vert ; de limiter les taux d'intérêt dans le monde post-crise pour qu'ils ne dépassent pas la capacité de la planète ou de l'économie à se renouveler.
- ❖ d'instaurer une supervision plus démocratique du système financier international, par exemple en transférant la gouvernance des places boursières aux Etats dotés d'une autorité publique démocratiquement légitimée (comme le président ROOSEVELT le fit en 1933) ;
- ❖ de généraliser des innovations institutionnelles comme l'investissement de proximité et les systèmes de tontine (que seule la finance islamique fournit aujourd'hui).
- ▶ Pour stabiliser ce nouveau système, une des solutions serait d'instaurer une "**devise hégémonique synthétique***" – une monnaie digitale garantie par un réseau de banques centrales – pouvant remplacer le dollar (ou ses alternatives comme le yuan ou l'euro) en tant que devise de réserve mondiale. En tirant parti du rôle d'échange d'une monnaie de réserve, une telle devise pourrait faciliter la transition dont le système financier et monétaire mondial a besoin (361).
- ▶ Ces changements devraient avoir pour **conséquences nationales** la refonte des appareils administratifs publics et les transformations fiscales et budgétaires nécessaires en vue de rapprocher l'échéance de retour à l'équilibre budgétaire, la crise sanitaire ayant déclenché un processus d'endettement qui ne sera pas soutenable pour tous les Etats.

Une coopération renouvelée à l'échelle mondiale

- ▶ L'investissement public ne suffisant pas, il faudrait créer des incitations en faveur de l'investissement vert du secteur privé, telles que :
 - ❖ l'obligation de divulgation par les entreprises de leurs fragilités vis-à-vis du risque climat (362),
 - ❖ la promotion de la réflexion de long terme afin de décourager le court-termisme des décideurs : les investisseurs de long-terme auraient ainsi leur mot à dire grâce à des actions de préférence (loyalty shares),
 - ❖ la fixation d'un prix mondial significatif du carbone (40 euros/tonne dans l'Union européenne en 2020, de moins de 1 euro à 7,5 euros/tonne en Chine en 2019 (363)),
 - ❖ l'interdiction mondiale de produire et d'utiliser des énergies sales.
- ▶ Cependant, pour que ces incitations aient un réel impact, elles doivent s'imposer à l'échelle mondiale afin d'éviter les distorsions de concurrence. Les discussions diplomatiques en silo doivent donc céder la place à de plus larges conversations incluant tous les participants au bien commun mondial (364).
- ▶ En plus de fixer de nouveaux critères et normes comptables fondés sur le climat (finance durable), la communauté internationale va devoir apporter son aide aux pays en développement, durement touchés par la pandémie.
 - ❖ Des échanges "dette contre nature" (remise de dette en contrepartie d'investissements dans la protection de la Nature) pourraient favoriser les investissements des pays en développement dans un modèle plus durable.
 - ❖ Des actions d'envergure mondiale, impulsées par les Etats, couplées éventuellement avec des plans Marshall, pourraient être menées au bénéfice de régions supra-étatiques, contribuant ainsi à leur intégration.
- ▶ Le multilatéralisme aujourd'hui défaillant pourrait se reconstruire grâce à deux forces nouvelles :
 - ❖ une ligne directrice résultant des points communs entre les différents plans de relance nationaux. Cette approche par la vision et l'engagement communs semble plus inclusive et prometteuse que l'arbitrage des guerres commerciales qui a prévalu jusqu'à ce jour ;
 - ❖ des leaders "exponentiels" (365) capables de conjuguer la reconstruction du système géopolitique et macroéconomique avec la quête de sens. Faire de la place à cette nouvelle génération, plus anticipatrice, plus à l'aise avec les technologies et profondément humaniste, constitue le challenge des appareils de partis politiques, comme de la technocratie institutionnelle.

Encadré 8 : L'importance, face à la crise sanitaire, d'une réponse mondiale appropriée

La pandémie de la Covid-19, tout comme les crises climatique et de biodiversité, est un exemple clair d'un problème mondial qui appelle une solution mondiale.

*Mais la coopération n'aura lieu que si l'on s'accorde sur la nécessité de **réinitialiser le modèle de développement en vigueur.***

Une croissance basée en grande partie sur l'exploitation intensive des ressources naturelles n'est plus tenable.

Laurence TUBIANA,
Présidente de la Fondation
européenne pour le climat

Une nouvelle "Renaissance"

- ▶ La grande transformation ne peut être que radicale. Elle doit rompre avec les schémas anciens : toute tentative d'une approche seulement incrémentale semble vouée à l'échec tant, d'une part, la tendance conservatrice est puissante et, d'autre part, l'urgence de la situation est grande.
- ▶ Les plans de relance actuels, qui vont dans le sens d'une meilleure prise en compte de l'environnement, risquent néanmoins d'être insuffisants s'ils ne contribuent pas très vite à **résorber les inégalités sociales** qui constituent une véritable bombe à retardement, à commencer par une distribution équitable des vaccins contre la Covid-19 qui a déjà causé plus de 2,5 millions de décès, à fin février 2021 (366).
- ▶ **L'ampleur de la mobilisation** nécessaire doit donc concerner tout le monde. Elle s'apparente au mouvement de transformation systémique qui, par exemple, a conduit l'Europe du Moyen-Age à la Renaissance : parmi les multiples facilitateurs de ce changement, la généralisation de l'éducation et la circulation des idées grâce à l'imprimerie ont été cruciales.

- ▶ C'est pourquoi il est nécessaire de repenser et de transformer en profondeur l'éducation et les médias.
 - ❖ Les changements à opérer en matière de système éducatif ont été détaillés dans le chapitre précédent.
 - ❖ La gouvernance informationnelle déjà évoquée doit se doubler d'une véritable stratégie de communication (système éducatif, médias sociaux, médias institutionnels, industrie de la culture) pour mieux faire connaître, de manière factuelle, à la fois les enjeux actuels (changement climatique, dégradation de la planète et du vivant) et les solutions qui émergent déjà dans le monde, afin de susciter des vocations et de montrer que "c'est possible", tant financièrement que techniquement.
- ▶ Le partage de cette vision d'avenir est essentiel pour opérer le changement de paradigme nécessaire à cette grande transformation. L'humanité l'a déjà fait à plusieurs reprises au cours de son histoire, mais jamais encore dans un laps de temps aussi court que celui qu'il nous reste pour procéder à des changements majeurs. L'accélération du changement climatique comme de la perte de la biodiversité, constatée ces dernières années (GIEC, IPBES), réduit singulièrement les marges de manœuvre.

Les outils de la transformation

Changer d'ère signifie aussi changer d'outils, à la fois conceptuels et pratiques. Trois d'entre eux sont essentiels.

- ▶ Se préparer aux menaces à venir.
 - ❖ L'anticipation des risques permet, notamment, d'identifier ceux qui passent de potentiels à avérés. Dans les cas du changement climatique ou de la cybersécurité, par exemple, la plupart des risques sont déjà des menaces clairement identifiées.
 - ❖ La préparation face à ces risques, lorsqu'elle existe, prend rarement en compte l'ampleur potentielle des dégâts, voire leurs impacts systémiques. D'où la nécessité d'agir autrement, notamment, en coordonnant et mutualisant les ressources (cf. politique sanitaire), en décentralisant les moyens et en imaginant des alternatives plutôt que des redondances.
 - ❖ La mise en place de mesures destinées à assurer la résilience des systèmes de survie complète ce triptyque, en agissant par exemple au niveau des revenus (grâce à une allocation de type revenu universel de base versée sans intermédiaire), de l'alimentation (autosuffisance alimentaire territoriale), de la communication (drones, ballons Loon), ...

- ▶ Développer une culture et une pratique de l'hybridation et de l'innovation.
 - ❖ Hybridier signifie ici créer une **solution plus efficace** à partir de deux composantes distinctes, souvent opposées. Par exemple, l'écotourisme est le résultat de l'hybridation du tourisme et du respect de l'environnement; le smartphone est obtenu en hybridant l'intelligence artificielle et la téléphonie; l'hybridation du low-tech et du high-tech conduit au serveur web alimenté à l'énergie solaire...
 - ❖ L'hybridation est **une des clés majeures de l'innovation**. Hybridation technologique, comme le montre la wild tech qui rassemble des manières d'assembler inédites (types de technologie et matériaux utilisés, processus créatifs, usages) (367). Hybridation sociale comme les boutiques de petits réparateurs de téléphones : entre fablab (réparation) et école de la deuxième chance (formation des usagers).
 - ❖ Il s'agit donc d'aider l'innovation à percoler dans toute la société, de l'éducation nationale au système financier, pour que l'**expérimentateur** soit d'abord reconnu comme un entrepreneur, créateur de richesses économiques, sociales ou technologiques, qui devront respecter l'environnement.
- ▶ Ouvrir la science et la remettre au cœur des approches cognitives et informationnelles.
 - ❖ Comme toute chose, la science a ses limites : des communautés épistémiques fermées, des systèmes de communication et d'évaluation élitistes, un conformisme parfois agressif...
 - ❖ Face à ces dérives, il est nécessaire de **repenser** le système de carrière des chercheurs, le financement et l'évaluation de leurs travaux, de même que leur mode de publication qui prive le plus grand nombre de leur accès ; et de briser les silos qui enferment la pensée scientifique, par la promotion de la multi- et de la trans-disciplinarité.
 - ❖ L'approche scientifique, factuelle et objective, la rigueur de l'information et la connaissance directe (science participative) peuvent permettre de restaurer la **confiance** des citoyens et des décideurs envers la science, trop souvent décrédibilisée par ses controverses.
 - ❖ La rapidité du progrès exige que l'on ouvre de nouveau le débat entre **la recherche et la pratique**, aussi bien dans les universités (pédagogie versus recherche) qu'en médecine (médecine translationnelle). Ainsi les connaissances des peuples autochtones pourraient-elles fortement contribuer à la protection de l'environnement (368).

D ES PISTES D'ACTION

Depuis le mois d'avril 2020, jamais autant de propositions d'action n'ont vu le jour en un tel laps de temps. Certaines devaient dormir dans les tiroirs tandis qu'une créativité stimulée par l'urgence a conduit aux autres. Cette dernière section n'a pas pour objet d'en dresser le catalogue.

Les rapports stratégiques de l'IRES dessinent chaque année de nouvelles pistes de solutions dans les domaines les plus divers, dont la plupart pourraient être reprises ici. De nombreuses propositions ont déjà émaillé les deux premières parties de ce rapport.

Cette dernière partie sera donc consacrée à quatre pistes d'action majeures, relatives à l'économie de la vie et à trois grands Nexus.

Car un **Nexus** n'est pas seulement un ensemble complexe d'éléments interdépendants, c'est aussi une approche systémique qui associe la gestion et la gouvernance dans une perspective intersectorielle, cohérente et intégrée dépassant les clivages traditionnels (369). Elle contribue ainsi à la fois au développement durable et aux engagements mondiaux de développement global (Objectifs de développement durable).

Cadre analytique pour évaluer les interconnexions entre les objectifs de développement durable et le Nexus WEFEE (eau, énergie, alimentation et écosystème)



Malago, S. Comero, F. Bouraoui, C. Melek
Kazezyilmaz-Alhan, B. Manfred Gawlik, P. Easton and C. Laspidou 2020

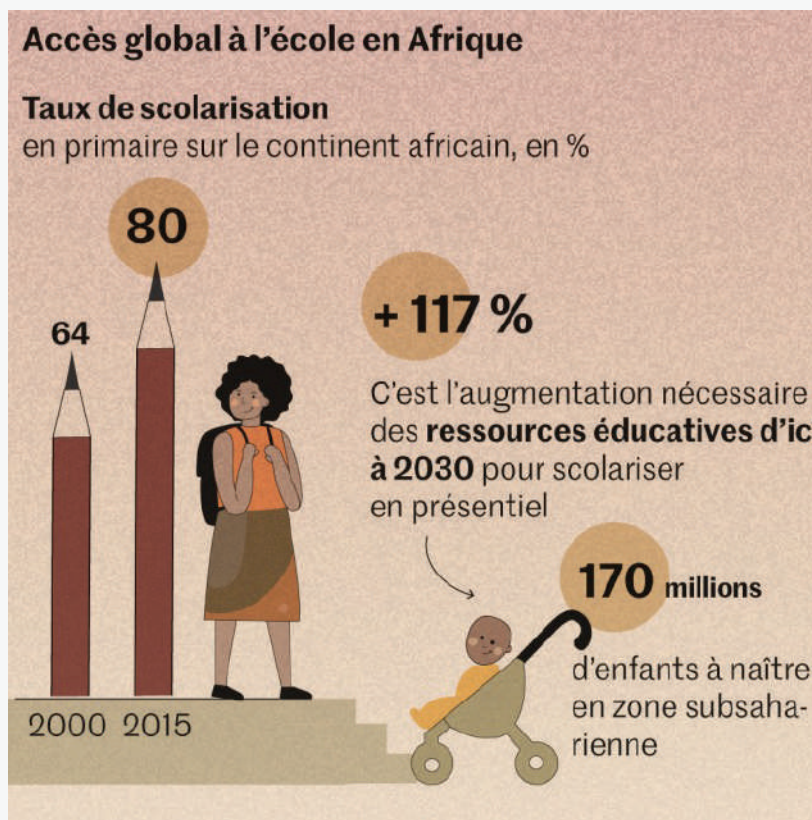
D

ES PISTES D'ACTION (2)

Pour une autre économie

La recherche mondiale d'un nouveau modèle de développement en mesure de dépasser les limites du néo-libéralisme, passe par la remise en cause non seulement du système financier et mondial, mais aussi des fondements même de l'économie actuelle. Une vision kaléidoscopique de ce que pourrait devenir cette nouvelle économie commence à émerger : une économie de la vie, positive, bleue, de proximité... capable de réellement mettre en œuvre un développement durable et plus humain.

- ▶ Durant la pandémie du Coronavirus et plus particulièrement pendant le grand confinement, les métiers "invisibles" (dont on parle peu et qui sont relativement mal payés) ont soudain surgi à la vue de tous : soignants, éboueurs, personnel de sécurité... tous ceux qui ont continué à assurer leur mission en s'exposant au virus alors que les autres se confinaient pour se protéger.
- ▶ Cette prise de conscience a fait apparaître la notion d'**économie de la vie** qui regroupe tous les secteurs dont est constatée quotidiennement et concrètement, l'importance primordiale : santé, gestion des déchets, distribution d'eau, alimentation, agriculture, éducation, culture et sport, activités du "soutien" (dépannage, infrastructures du numérique, assurances, ...) (370).



Source : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/12/08/l-ecole-avant-l-ecole-levier-du-changement-au-maroc_6062653_3212.html

L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- ## 2.3 DONNER UNE NOUVELLE VIE AUX RESSOURCES
- Écologie industrielle
 - Recyclage et compostage
 - Valorisation

- ## 2.2 PROLONGER LA DURÉE DE VIE DES PRODUITS ET DES COMPOSANTS
- Entretien et réparation
 - Don et revente
 - Reconditionnement
 - Économie de fonctionnalité

- ## 2.1 UTILISER LES PRODUITS PLUS FRÉQUEMMENT
- Économie collaborative
 - Location court term



1 REPENSER

POUR RÉDUIRE LA CONSOMMATION DE **RESSOURCES** ET PRÉSERVER LES **ÉCOSYSTÈMES**

- Écoconception
- Consommation et approvisionnement responsables
- Optimisation des opérations

Source : <https://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca/entreprises-organismes/mieux-gerer/economie-circulaire>

D

ES PISTES D'ACTION (3)

- ▶ Il apparaît désormais nécessaire de consacrer plus d'attention à ces secteurs. Non seulement parce que de telles professions méritent une considération que les politiques publiques leur ont peu accordée jusqu'à présent (conditions de travail, formation, statut social), mais aussi parce qu'elles constituent les **emplois les plus résilients** en cas de crise : ceux dont le besoin est le plus immédiat. Il est donc essentiel de pouvoir les moderniser et de les aider à se développer de manière à renforcer leur résilience, tout autant qu'en faire des agents de changement en faveur d'un développement plus durable par la formation et la pratique.
 - ❖ Selon les pays, ces secteurs qui constituent notre système de "support de la vie" (life-support system), représentent entre 40 et 70% du PIB et de l'emploi (370). Les ménages devraient pouvoir dépenser une part plus importante de leur budget pour se soigner, se nourrir, apprendre : un bénéfice personnel, mais aussi collectif et générationnel de poids dans une **politique globale de prévention**.
 - ❖ A l'issue de la pandémie, nombre d'entreprises devront réorienter leurs activités, leurs marchés avant-Covid s'étant rétrécis, relocalisés ou automatisés. Par les crédits, les marchés publics ou le financement de l'innovation, il faudrait encourager leur **reconversion** vers ces secteurs "supports de la vie".
- ❖ La question de la **gestion du cycle de vie** des produits est transversale à la plupart de ces activités : la collecte des produits usagés, la transformation ou la réparation, la distribution ou le recyclage, la destruction propre finale... forment les multiples mailles d'une filière encore intensive en capital humain qu'il est urgent d'implanter partout.
- ▶ Ainsi l'objectif de cette économie de la vie est d'abord de permettre à chacun de vivre mieux – en travaillant et en satisfaisant un peu plus que ses besoins essentiels– de manière plus saine et dans une perspective durable (équilibre de long terme).
- ▶ Cette approche est voisine de celle de l'**économie positive** qui désigne l'ensemble des actes économiques qui contribuent, de manière directe et tangible, à l'amélioration de la société (conditions humaines, bien-être collectif) et qui apportent aux principaux défis sociétaux une contribution significative, durable socialement, écologiquement et démocratiquement (371).
- ❖ L'économie positive nécessite d'agir à tous les niveaux, des Etats à la société civile, des entreprises aux collectivités territoriales et dans tous les pays car les mesures nationales ne suffisent pas dans une économie mondialisée.

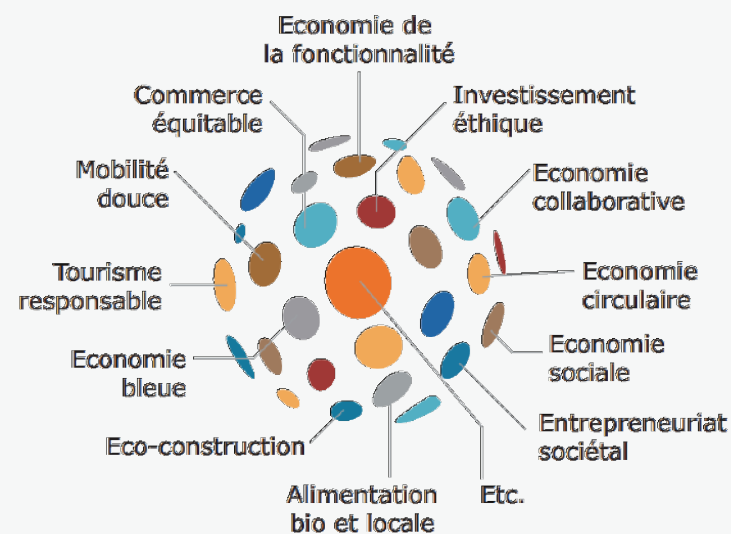
D

ES PISTES D'ACTION (4)

- ❖ Le Positive Economy Forum mobilise l'**intelligence collective** des acteurs internationaux qui placent l'intérêt des générations futures au cœur de leurs réflexions et de leurs actions, pour élaborer des solutions concrètes et pérennes (372).
- ❖ Parce qu'il est possible de dégager une vision dans laquelle les agents économiques ont d'autres obligations que la maximisation du profit, les **entrepreneurs sociaux** sont au centre de cette économie, sociale et solidaire (373).
- ❖ A l'instar des obligations vertes, les **obligations sociales** (*social bonds*) – dont les fonds ont vocation à financer des projets œuvrant pour le bien commun – constitue un outil privilégié pour répondre aux besoins de financement (déjà +364% au 1^{er} semestre 2020 (374)).
- ❖ Enfin, le développement d'**infrastructures résilientes** dans les domaines de la santé, de l'éducation (cf. En Marche 9) et des énergies propres, est considéré comme la clé de voûte d'une sortie positive de la crise du Coronavirus (375).

Depuis 2013, un **indice de positivité** permet d'évaluer les performances des entreprises et des territoires des pays de l'OCDE, en matière d'environnement, de société, d'économie et de gouvernance. En 2020, un appel a été lancé pour la création d'un indice de positivité spécifique aux pays émergents, dans la perspective de sa prise en compte par les agences de notation (376).

Les champs de l'économie positive



Source : asbl POSECO

D ES PISTES D'ACTION (5)

▶ Ces deux concepts, économie de la vie et économie positive, ne sont pas sans rappeler l'approche de la *Blue Economy* développée par Gunter PAULI (377), qui repose sur les principes suivants :

- ❖ Répondre aux **besoins de base** des populations pour leur assurer une bonne qualité de vie.
- ❖ Accorder plus de valeur au potentiel local et aux **systèmes de production et de consommation locaux** afin de produire à coût raisonnable ce qui est le meilleur pour la santé et pour l'environnement.
- ❖ Observer les phénomènes naturels, en comprendre le fonctionnement et les imiter afin d'apprendre à mieux cultiver, produire et consommer (**biomimétisme**).
- ❖ Créer sans déchets et avec un coût énergétique faible, générer des emplois locaux et, au-delà de la préservation ou de la conservation, **régénérer** plutôt que recycler.

Figure 66 : L'économie bleue dans le monde en 2020



L'absence de participation de la zone MENA est notable. Les différents points (clusters 101 à 110) indiquent la nature de la connexion à la Blue Economy (bleu : business ; vert : science ; jaune : fondations, orange : projets) – Détails : voir <https://www.theblueeconomy.org>

Source : <https://www.theblueeconomy.org/map.htm>

L'économie bleue au Maroc

Vers la durabilité halieutique

- ▶ Avec 3500 km de côtes longeant la mer Méditerranée et l'océan Atlantique, l'économie maritime ne peut que constituer un pilier majeur du nouveau modèle de développement marocain (378).
 - ❖ Le secteur de la pêche contribue au PIB national à hauteur de 2,5%.
 - ❖ Il génère 115.605 emplois directs en mer et 93.736 emplois à terre, ainsi que 500.000 emplois indirects.
 - ❖ Le Royaume est le premier producteur de poissons en Afrique. Il est classé à la 17^{ème} position sur l'échelle mondiale.
- ▶ Le Plan *Halieutis*, stratégie de modernisation et de développement de la pêche maritime, a intégré dès 2010 la gestion durable du secteur et la conservation des écosystèmes marins.
 - ❖ Cette stratégie s'appuie sur les travaux de l'Institut National de Recherche Halieutique, un outil de suivi et de production scientifique.
 - ❖ Il en a résulté une augmentation significative de la valeur ajoutée de la production halieutique (28% en volume et 75% en valeur) qui a permis de doubler les exportations sur la période 2010 - 2020 (379).
- ▶ Ce plan de développement de l'économie bleue (emploi, croissance, sécurité alimentaire) s'ajoute à un ensemble d'outils existants :
 - ❖ tant domestiques : stratégie nationale de développement durable, loi sur le littoral, stratégie sectorielle de la pêche,
 - ❖ que de coopération internationale : initiative Ceinture Bleue, une plateforme collaborative d'actions et solutions innovantes lancée par le Maroc en 2016 (pêche et aquaculture durables, lutte contre le réchauffement des océans, systèmes intégrés d'observation côtière...)
- ▶ Il requiert, cependant, une gouvernance renforcée pour parvenir à la préservation de l'espace marin et à son exploitation durable et inclusive. Seul un leadership de plus haut niveau permettrait d'assurer les fonctions de coordination et d'arbitrage nécessaires (379).



L'économie bleue au Maroc (2)

Projet d'un Sahara bleu

- ▶ Dans son Discours du 7 novembre 2020, à l'occasion du 45^{ème} anniversaire de la Marche verte, Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a annoncé que *“ la façade atlantique sud du Royaume constituera une interface maritime d'intégration économique et un foyer de rayonnement continental et international ”*.
- ▶ Les objectifs de ce grand projet d'économie bleue sont les suivants :
 - ❖ Développement d'une économie maritime qui viendra soutenir les grands projets structurants entrepris depuis quelques années dans cette région.
 - ❖ Construction d'un nouveau port à Ntireft (Dakhla), pour un investissement global de 10 milliards de dirhams (environ 1 milliard d'euros).
 - ❖ Investissement dans le dessalement de l'eau de mer et dans les énergies renouvelables (éolien et hydrolien*).
 - ❖ La relance du Plan Azur, en lui insufflant une nouvelle dynamique à travers la création de deux stations balnéaires, une à “ Guelmin Plage blanche ” et une à “ Dakhla ”.

Pistes de solution visant à mieux gérer l'océan et les espaces maritimes

Parmi les pistes issues des actes de la journée scientifique de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques de février 2020 :

- ▶ Amélioration de la gouvernance maritime nationale :
 - ❖ Création d'une institution interministérielle chargée des affaires de la mer.
 - ❖ Mise en conformité de l'arsenal juridique avec les conventions internationales.
 - ❖ Mise en place d'une stratégie maritime intégrée, incluant un axe consacré à la coopération Sud-Sud.
- ▶ Création d'une agence, d'un centre d'excellence ou d'un observatoire, dédié à la recherche océanographique nationale et à l'élaboration d'une carte maritime détaillée.
- ▶ Valorisation du patrimoine grâce à la création d'un musée national, l'élaboration d'un atlas de l'histoire marocaine à travers le littoral, ainsi que des actions d'éducation, de vulgarisation et de sensibilisation auprès des jeunes et des enseignants sur la question des océans (*Ocean Litteracy*).
- ▶ Consolidation de la coopération africaine et internationale dans le domaine maritime pour faire face aux défis communs, comme les risques de catastrophes naturelles ou les trafics illicites en mer.
- ▶ Renforcement des stratégies et des actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique par la mise en place de systèmes d'alerte des risques.

D

ES PISTES D'ACTION (6)

- ▶ Le développement et la promotion de l'**économie de proximité** vient compléter cette kaléidoscopie. Une économie plus durable s'avère en effet beaucoup plus rapide à mettre en place au niveau local qu'au niveau national où l'inertie apparaît plus grande. Ce développement peut s'orienter, selon les potentiels de chaque territoire, sur les axes suivants :
 - ❖ L'**économie circulaire**, qui peut rapidement satisfaire trois besoins émergents :
 - le besoin de revenus pour celui qui vend des objets de seconde main ou recycle industriellement des produits usagés,
 - le besoin d'accès à la consommation pour les plus démunis, qui accèdent ainsi à des produits bon marché,
 - la demande forte d'en finir avec l'Anthropocène et de mieux gérer les ressources (écologie).
 - ❖ Cela nécessite d'organiser ce **recyclage** en favorisant les partenariat public-privé- économie sociale et solidaire ; d'en assurer la promotion à contre-courant de la culture consumériste et en valorisant ces métiers ; et d'imposer un minimum de normes de sécurité, pour que les produits recyclés soient fiables sans pour autant entraver la créativité.
- ❖ Les **circuits courts** et la distribution locale permettent d'abaisser les coûts (transports, conservation, intermédiaires) et les pertes (vols, stockage) ; les économies ainsi générées peuvent être réinvesties en main-d'œuvre pour le transport et la vente locale. La production locale permet aussi de réduire ou de répartir le risque de pénurie alimentaire ; les produits agricoles seront d'autant plus nutritifs qu'ils seront alors cueillis à maturité.
- ❖ Les **systèmes financiers locaux**, tels que l'épargne de proximité (investie localement), les tontines communautaires, le micro-crédit et le crowdfunding, sont d'autant plus mobilisables que les investisseurs comprennent mieux le contexte local du demandeur de financement et peuvent mieux évaluer le besoin auquel cette offre répond.
- ❖ L'**économie culturelle** (au sens large) inclut la création artistique, le spectacle vivant, l'événementiel, le tourisme local, le folklore, l'entretien et la mise en valeur du patrimoine, les activités récréatives et ludiques, l'industrie du jeu, notamment, vidéo. Cette économie est l'un des piliers majeurs du développement local du fait de son enracinement dans le terroir. Or elle va devoir se transformer très rapidement pour survivre dans le monde post-Covid du fait du manque de ressources financières (récession), de la digitalisation accélérée qui gagne ce secteur et de la possibilité que le tourisme international ne retrouve pas avant longtemps son niveau de 2019.

D

ES PISTES D'ACTION (7)

En résumé

- ▶ Ainsi une nouvelle économie post-Covid semble devoir naître suite à la demande fortement exprimée des habitants de la planète qui veulent en finir avec les inégalités, restaurer l'environnement, en bref : sortir de l'Anthropocène. Cf. résultats d'enquête ci-contre.
- ▶ Elle se nourrit des contributions diverses de l'économie de la vie, de l'économie positive, de la Blue Economy et de tout ce que les courants écologiques et alternatifs ont pu produire de concepts, de méthodes et de pratiques au cours des 20 dernières années : de la permaculture aux systèmes d'échange locaux, du recyclage à la régénération, du véganisme* à l'antispécisme*, du minimalisme (enoughism*) à l'hybridation (liquid persons)...
- ▶ Si cette économie apparaît aujourd'hui comme un "bricolage", c'est parce qu'elle est en train de réinventer ses fondamentaux. Elle porte en effet l'ambition de s'affranchir du néolibéralisme comme le montre l'émergence d'une nouvelle politique d'endettement (cf. Focus n°13), le retour de l'Etat, notamment, social et la demande de revalorisation du travail. Capitalisme d'Etat ou capitalisme régénératif... ses bases devront être éthiques (380).

- ▶ Ce paysage cosmopolite, plus large que le seul développement durable, englobe les objectifs suivants :
 - ❖ **Changer la vie des invisibles** et promouvoir l'économie sociale et solidaire et les obligations sociales (social bonds) pour la financer. Dans cette perspective, la Triple Bottom Line* (Personnes, Planète, Profits) s'enrichit d'un "P" : Purpose (raison d'être*).
 - ❖ Ajouter un quatrième pilier au développement durable : le **pilier démocratique** (indice de positivité), un nécessaire contrepoint aux tendances dirigistes renforcées par le grand confinement.
 - ❖ Insister sur le long terme, la prise en compte de l'intérêt des générations futures, l'anticipation et la prévention des risques.
 - ❖ Assurer le **bien-être** et la **qualité de vie** des êtres humains **tout en régénérant** le capital naturel, c'est-à-dire la capacité de l'environnement à fournir, de manière saine et naturelle, ses ressources (énergie, matières premières, nourriture) et ses services écosystémiques (stockage du carbone, recyclage des déchets, traitement de l'eau, ...).
 - ❖ Considérer les êtres humains comme une des parties d'un **écosystème global** plutôt que les mettre au centre de tout. Le design centré sur la vie (life-centered design) devrait ainsi devenir la nouvelle norme (381).

Figure 67 : Votre gouvernement devrait-il ériger la protection de l'environnement en priorité de la relance post-Covid19 ?

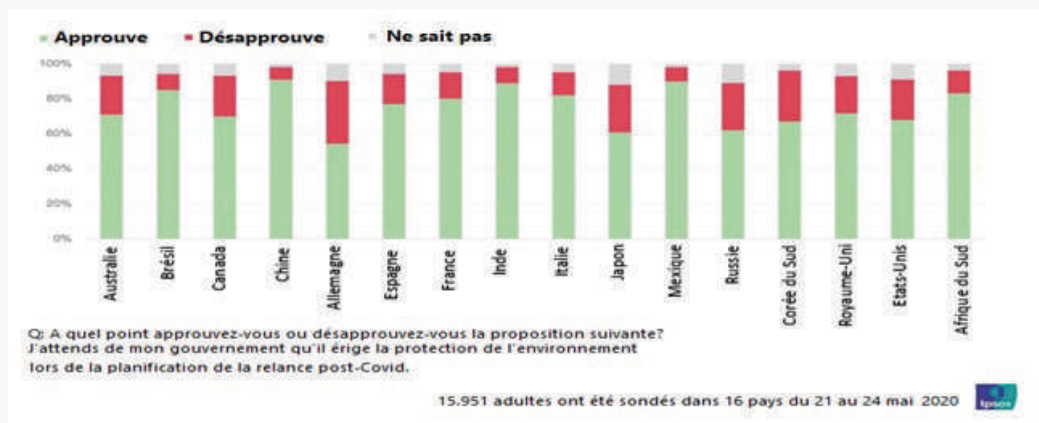
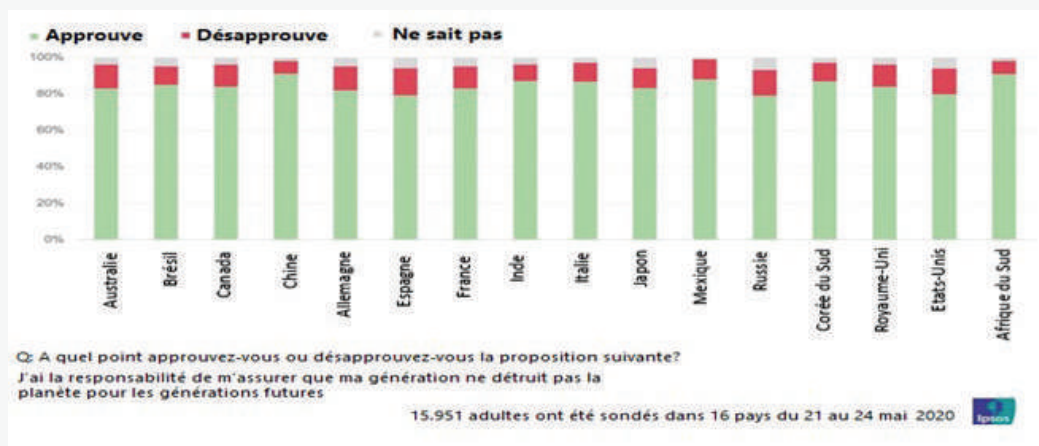


Figure 68 : Pensez-vous avoir la responsabilité de vous assurer que votre génération ne détruit pas la planète?



Source : <https://www.ipsos.com/en/majority-people-expect-government-make-environment-priority-post-covid-19-recovery>

Un sondage mondial a été mené par Ipsos à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement. Il a interrogé 16.000 personnes du 21 au 24 mai 2020 dans 16 pays (383).

3 personnes sur 4 dans ces pays s'attendent à ce que leur gouvernement fasse de la protection de l'environnement une priorité lors de la planification de la reprise post-pandémie. Les scores de réponse favorable les plus élevés proviennent des pays émergents (Chine, Inde, Mexique, Brésil et Afrique du Sud).

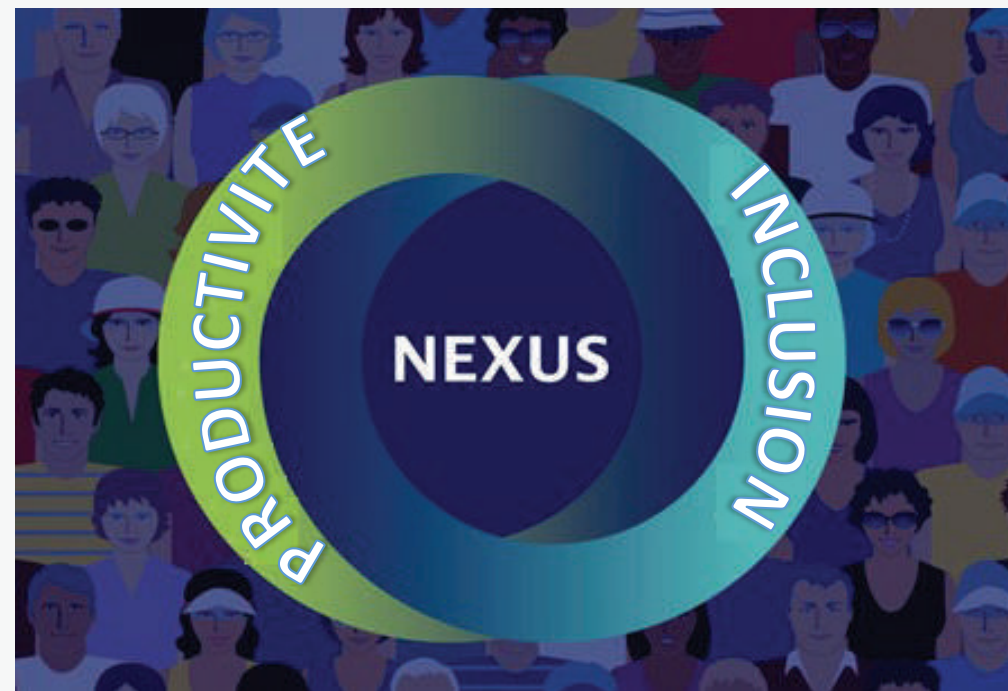
Plus de 4 personnes sur 5 affirment que la pollution, la dégradation de la Nature, la déforestation, la surpêche et le changement climatique menacent sérieusement leur santé.

80% d'entre elles ressentent la responsabilité de s'assurer que leur génération ne détruira pas la planète.

D ES PISTES D'ACTION (8)

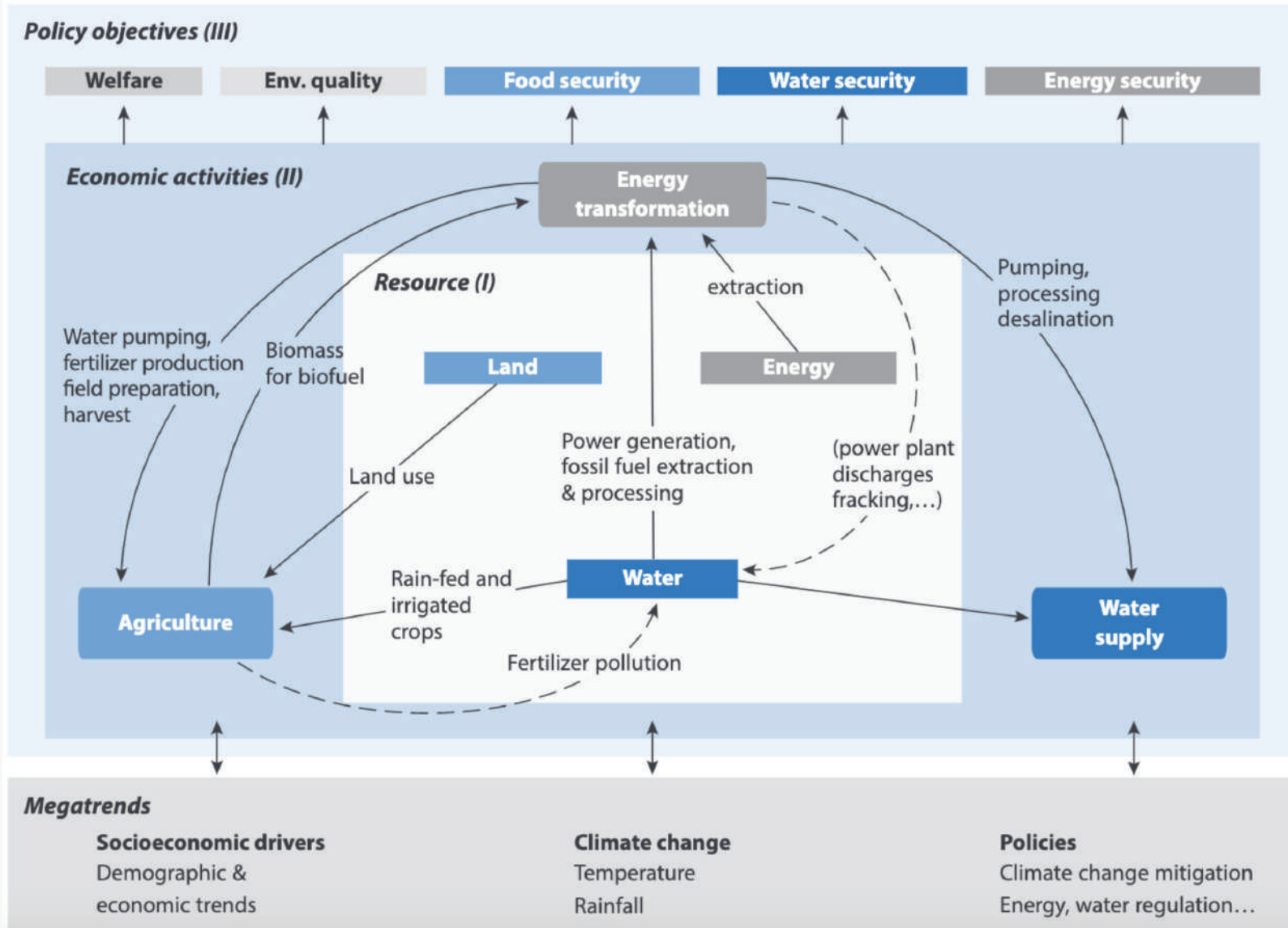
L'approche par Nexus

- ▶ Parce que toute chose en affecte une autre et que la complexité s'accroît sous l'effet de cette interdépendance, il est nécessaire d'acquérir une mentalité systémique pour traiter les enjeux actuels – à la fois économiques, environnementaux, sociétaux et humains – de manière synergétique.
- ▶ Trois Nexus illustrent ici cette approche et montrent que le changement est possible :
 - ❖ le Nexus Eau-Energie-Alimentation, plus connu sous l'acronyme Water-Energy-Food (WEF),
 - ❖ le Nexus Ville-Mobilité-Empreinte écologique (ViMEE),
 - ❖ le Nexus Tourisme-Environnement-Emploi (TEE).
- ▶ A défaut de pouvoir résoudre ces problématiques imbriquées, les pistes d'action qui suivent (voir les Focus n°18, 19, 20 et 21) proposent ou mettent en avant quelques innovations intégrées favorisant la transition vers un monde plus soutenable.
- ▶ Celle-ci s'inspire de l'approche Nexus : utilisation efficace des ressources, plus grande cohérence des politiques, diminution des externalités négatives, sécurisation des droits humains fondamentaux (IDH), prise de décision concertée, interdisciplinarité, coopération, transparence (383). Le biomimétisme et le principe de faire "avec" la Nature plutôt que "contre", s'inscrivent au cœur de cette approche (384).



Source : OCDE (2018), The Productivity-Inclusiveness Nexus, Editions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264292932-en>.

Les principales interactions au sein du Nexus Terre-Eau-Energie



Source : https://read.oecd-ilibrary.org/environment/the-land-water-energy-nexus_9789264279360-en#page24

Le Nexus Eau-Energie-Alimentation au niveau mondial

Situation

L'eau est au cœur de ce Nexus : les êtres humains en ont besoin pour leur usage domestique, pour produire de l'énergie et leur alimentation (agriculture et industrie agroalimentaire). (Cf. Data n°9)

La production alimentaire : le changement climatique (sécheresses, inondations), l'urbanisation, la désertification (liée à la disparition du couvert végétal) et les activités minières contribuent à la diminution des terres arables, ce qui renforce l'intensification agricole. Qui, elle-même, a des impacts négatifs sur le prélèvement (69% pour l'agriculture) et sur la qualité de l'eau, son processus de filtration et son ruissellement (tout comme l'artificialisation des sols).

Le développement de l'humanité passe aussi par la production d'énergie, que ce soit au bénéfice de la production alimentaire (mécanisation agricole, production de fertilisants, transformation agroalimentaire, irrigation, transport) ou de la production et l'utilisation des ressources en eau (désalinisation, pompage de l'eau souterraine) (385).

La concurrence est de plus en plus vive entre l'usage des terres pour la production alimentaire et l'usage des terres pour la production d'énergie : biomasse, bio-carburants, exploitation d'hydrocarbures, production d'énergie solaire et éolienne.

Ainsi, ces trois secteurs finissent-ils par se dégrader mutuellement, conduisant ce Nexus à une **situation insoutenable** (conflits notamment), alors que la production alimentaire devra s'accroître de 60% d'ici 2050 pour nourrir les 9 milliards d'humains attendus.

Quelques pistes d'action

De multiples pistes d'action existent déjà, reposant le plus souvent sur des solutions sectorielles pour ce qui est de l'eau, de l'alimentation et de l'énergie:

► L'eau :

- ❖ Instaurer une **valeur économique de l'eau**, au regard du ratio prélèvement/ disponibilité de la ressource, qui serait prise en compte dans les analyses coûts-avantages des nouveaux projets énergétiques et qui serait répercutée sur les prix alimentaires, bénéficiant ainsi aux producteurs les plus économes en eau.
- ❖ Identifier et **corriger les processus** de déperdition (exemple les fuites) et de dégradation de la ressource en eau (exemple le mitage urbain en pente) et de dégradation écosystémique collatérale (exemple la salinisation des terres due aux barrages, les rejets de la désalinisation, ...).
- ❖ **Rationaliser l'usage de l'eau potable** en la limitant à la consommation du vivant ; généraliser la captation de l'eau renouvelable (vapeur d'eau) pour les usages locaux (exemple Warkawater, Fontus, collecteur d'eau solaire de Berkeley (386), ...) ; et développer les usages différenciés de l'eau (recyclage, eau de pluie, ...).

Le Nexus Eau-Energie-Alimentation au niveau mondial (2)

► L'alimentation :

- ❖ Adapter les cultures au changement climatique et aux situations locales en matière de stress hydrique et développer l'irrigation solaire et l'irrigation assistée par l'intelligence artificielle (agro-industrie).
- ❖ A l'échelle mondiale, faire reconnaître et protéger certaines ressources naturelles comme **bien commun de l'humanité** afin de :
 - sanctuariser un pourcentage donné de terres arables et de terres humides par région intégrée (à ne cultiver qu'en cas d'urgence reconnue) ; faire respecter les accords déjà pris sur la protection de certains aquifères,
 - autoriser les "semences de ferme" pour les petites exploitations (387) ; promouvoir efficacement le recours aux espèces natives (388),
 - mettre en place d'urgence un plan de restauration des pollinisateurs ; ne plus subventionner les pratiques dommageables pour l'environnement.

► L'énergie :

- ❖ Accélérer la transition vers les **énergies solaire et éolienne** grâce à l'amélioration de leur performance énergétique, à la chute de leur prix et à l'accroissement des capacités de stockage.
- ❖ Interdire toute nouvelle construction de barrage et, plus généralement, tout processus de production (énergie ou alimentation) dont le **bilan création/destruction écosystémique est irréparable**, tel que la production de biocarburants sur des terres arables.
- ❖ **Décentraliser la production d'énergie** dans les territoires à faible densité au profit de microgrids* ; faciliter la production autarcique et durable d'électricité (solaire, éolienne, aérothermique, ...)

Le Nexus Eau-Energie-Alimentation au niveau mondial (3)

Des approches plus intégrées

- ▶ L'approche Nexus favorise des solutions intégrant non seulement les trois composantes eau, énergie, alimentation mais aussi celle des écosystèmes, si possible croisées avec l'atteinte des objectifs de développement durable* : le Nexus eau-énergie-alimentation consiste à comprendre et à gérer des intérêts souvent concurrents tout en garantissant l'intégrité des écosystèmes (389).
 - ❖ Cependant, l'analyse de 29 études de cas en Méditerranée (dont le Maroc) a montré une tendance à se concentrer sur un secteur spécifique (par exemple l'agriculture) et que la mise en œuvre des bonnes pratiques de Nexus n'est pas suffisante pour progresser vers les objectifs de développement durable. Aussi une approche Nexus plus holistique (par exemple comprenant des options de fin de chaîne d'approvisionnement) devrait être **systématiquement intégrée** dans la conception ou l'évaluation de nouvelles solutions (390).
- ▶ **Intégration alimentation-ville** (initiatives urbaines d'alimentation à faible coût environnemental et énergétique): coopératives alimentaires, groupes d'achats communs, AMAP, ceintures alimentaires*, agriculture urbaine (jardins partagés), ...
- ▶ **Intégration agriculture-écosystèmes** : modèle de ferme autonome songhaï (Bénin), permaculture, agroforesterie (391).
- ▶ **Economie maritime** ("économie bleue"): sans doute le secteur économique où l'approche Nexus est la moins présente alors qu'il est particulièrement urgent de la mettre en place, tant pour assurer la sécurité alimentaire que pour préserver les ressources marines et littorales (cf. En marche n°7).

Le Nexus Eau-Energie-Agriculture-Ecosystèmes : pistes d'action pour le Maroc

Les Hautes Orientations Royales ont toujours mis en évidence la centralité de la question de l'eau et la nécessité d'œuvrer activement pour valoriser et préserver cette ressource vitale.

Dans le cadre de l'important programme d'études qu'il mène depuis plusieurs années sur l'adaptation au changement climatique et sur le développement durable, l'Institut Royal des Etudes Stratégiques a achevé, début 2020, une étude intitulée "La question de l'eau au Maroc selon l'approche Nexus "Eau-Energie-Agriculture-Ecosystèmes". Cette étude a suggéré quatre axes de développement importants.

- ▶ **La mise en œuvre d'une politique intégrée** des secteurs de l'eau, de l'énergie, de l'agriculture et des écosystèmes en :
 - ❖ mettant en cohérence les politiques publiques,
 - ❖ harmonisant et rapprochant les horizons de planification des stratégies de ces secteurs,
 - ❖ révisant le cadre législatif et réglementaire actuel de ces secteurs en vue d'une gestion intégrée,
 - ❖ réduisant le nombre très élevé des intervenants dans le secteur de l'eau,
 - ❖ rendant obligatoire la tenue régulière des réunions du Conseil Supérieur de l'Eau et du Climat, de la Commission interministérielle de l'Eau et des Conseils de bassins hydrauliques.
- ▶ L'instauration d'un **nouveau système de gouvernance** des secteurs du Nexus en :
 - ❖ adoptant une approche participative citoyenne,
 - ❖ tirant profit de la régionalisation avancée,
 - ❖ privilégiant la subsidiarité, avec le "Bassin Versant Hydraulique" comme unité spatiale de base,
 - ❖ veillant à l'intégration de la planification, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes relatifs au Nexus,
 - ❖ séparant la mission de planification, de gestion et de protection des ressources naturelles du Nexus, assurée par les départements ministériels, de la fonction d'aménagement des ouvrages,
 - ❖ établissant une comptabilité de l'eau au niveau de tous les bassins hydrauliques du Maroc,
 - ❖ encourageant des partenariats innovants et gagnant-gagnant.

Le Nexus Eau-Energie-Agriculture-Ecosystèmes : pistes d'action pour le Maroc (2)

- ▶ La promotion de la **Recherche & Développement, de l'innovation et de l'expérimentation** dans les secteurs du Nexus en :
 - ❖ introduisant l'approche Nexus dans les universités, les écoles d'ingénieurs et les centres de formation professionnelle,
 - ❖ mobilisant les universités pour réfléchir aux questions de sécurité hydrique, énergétique et alimentaire,
 - ❖ instaurant des programmes de formation continue pour le renforcement des capacités humaines des institutions assurant la gestion des secteurs du Nexus,
 - ❖ favorisant l'appropriation et le transfert technologique et en encourageant la mise en place d'écosystèmes d'entrepreneuriat et d'innovation dans les secteurs du Nexus,
 - ❖ institutionnalisant, structurant et pérennisant la collaboration scientifique et technique, dans les domaines du Nexus,
 - ❖ consacrant au moins 1% du budget annuel de chaque secteur pour le financement de projets de Recherche & Développement et d'innovation dans les domaines du Nexus.
- ▶ Le développement de **l'appropriation collective des enjeux liés à l'eau** à travers :
 - ❖ des manuels scolaires, dont le contenu pédagogique doit être clair, facile à comprendre et adapté à l'âge des élèves,
 - ❖ des outils pédagogiques modernes, attractifs, percutants et interactifs,
 - ❖ des plateformes de "débat citoyen" sur les thèmes liés à l'environnement : climat, biodiversité, eau, pollution...
 - ❖ des sorties pédagogiques sur le terrain, encadrées par des professeurs, des spécialistes et des responsables d'associations actives dans le domaine environnemental.

L'eau dans le monde

Données-clés sur l'eau (73)

► Les stocks d'eau

- ❖ 97 % de l'eau sur la planète est de l'eau salée.
- ❖ Les 3 % d'eau douce sont contenus dans :
 - les glaciers : 77 %
 - les nappes d'eau souterraine : 22 %
 - les cours d'eau et les lacs : 1 %
- ❖ Seul 1 % environ du stock mondial d'eau douce peut être utilisable par l'homme.

► La consommation d'eau

- ❖ 54 % des ressources utilisables et accessibles étaient prélevées par la population mondiale en 2013. En 2025, entre 70 et 90 % pourraient être consommées.

- ❖ Car l'utilisation mondiale de l'eau a été multipliée par 6 en un siècle. Elle augmente de 1% par an ; à ce rythme un déficit mondial d'eau de 40% est anticipé pour 2030.
- ❖ Plus d'une vingtaine de pays ont déjà recours à un approvisionnement forcé : consommation d'eau souterraine ancienne et/ou dessalement de l'eau de mer.
- ❖ Plus de 80 % des eaux usées à travers le monde ne seraient ni collectées, ni traitées.

► Les prélèvements d'eau

- ❖ production énergétique : 15 % du total des prélèvements d'eau au monde et environ 75 % de l'ensemble des prélèvements d'eau à usage industriel ;
- ❖ ménages : 12% ; industrie : 19% ; agriculture : 69% (393)

L'eau dans le monde (2)

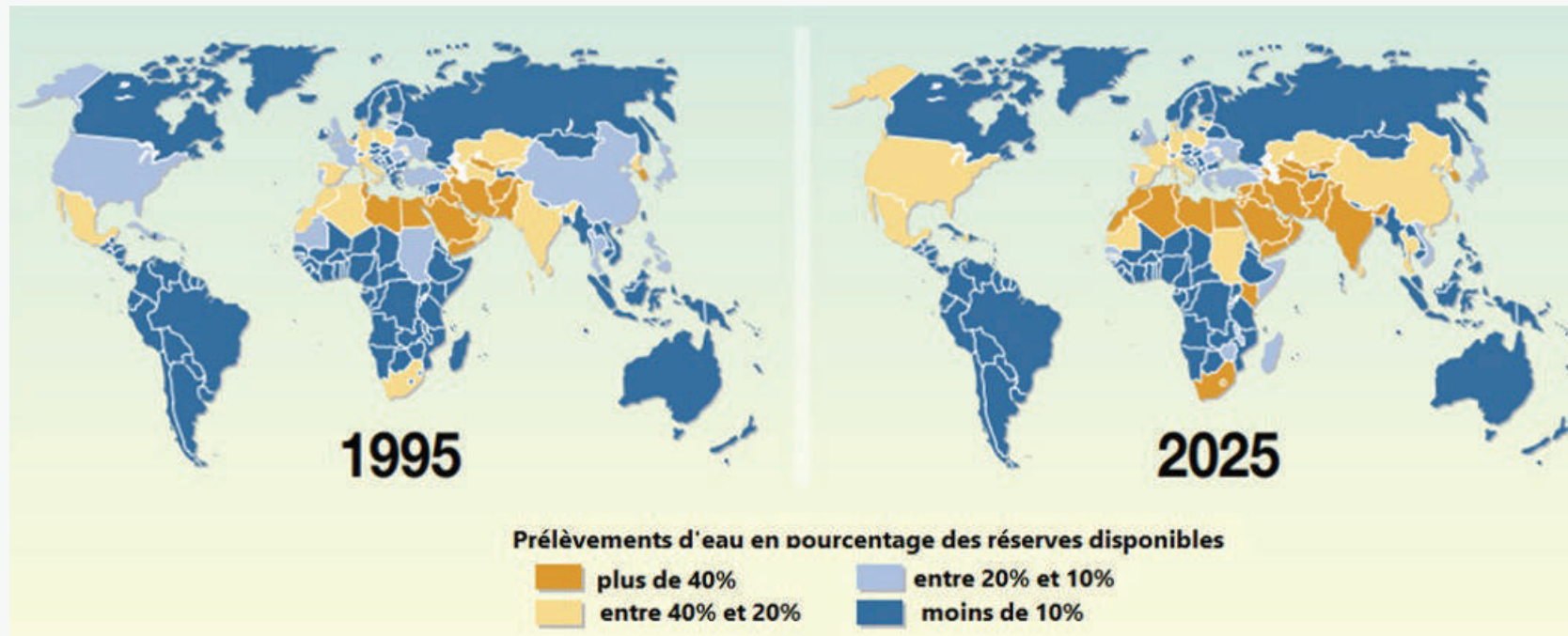
Une crise hydrique est une crise globale (394)

- ▶ Un accès à l'eau et aux infrastructures sanitaires de base déjà critique :
 - ❖ 2019 : 4 milliards de personnes touchés par la pénurie d'eau.
 - ❖ 2050 : 52 % de la population mondiale en situation de stress hydrique.
- ▶ L'eau au cœur du développement :
 - ❖ Premières victimes de ces pénuries : les filles et les femmes, accroissant ainsi les inégalités mondiales.
 - ❖ Pas de développement agricole, d'éducation de qualité, de salubrité sanitaire, de prospérité économique sans un accès durable à l'eau.

▶ L'eau et le changement climatique (395) :

- ❖ Sécheresses, inondations : l'eau est l'intermédiaire d'une grande partie des impacts des changements climatiques.
- ❖ Impact direct de la diminution de la disponibilité de l'eau (pluies, débit des cours d'eau) pendant les différentes saisons sur l'agriculture et autres sources de prélèvement, mais aussi sur la production d'énergie, la navigation, la pêche... et sur les écosystèmes.
- ❖ Impact des ruissellements violents sur les ressources en eau potable (contamination, souillures).

Figure 69 : Prévisions mondiales de prélèvement d'eau



Source : Programme des Nations Unies pour l'Environnement

Selon le Rapport mondial de l'ONU sur la mise en valeur des ressources en eau, dans 22 pays, notamment, situés dans la péninsule arabique et en Asie centrale, qui représentent près de 2 milliards de personnes, la part d'eau prélevée s'élève à plus de 70 % de la quantité totale des ressources renouvelables en eau douce. Dans 31 autres, les prélèvements sont compris entre 25 % et 70 %. L'utilisation de l'eau dans le monde augmente d'environ 1 % par an depuis les années 1980, ce qui laisse augurer d'une augmentation de 20 à 30 % d'ici à 2050. L'essentiel de cette augmentation aura lieu dans les pays en développement et dans les pays émergents.

Atlas de la Planète Positive
Fondation Positive Planet

5 EXEMPLES D'INITIATIVES

AMÉRIQUE



Park Slope Food Coop
(New York, États-Unis)

C'est quoi ?

Une coopérative alimentaire fondée en 1973 qui propose des produits bio ou équitables de qualité à des prix imbattables en échange de 2 h 45 passées derrière la caisse chaque mois.

L'avis d'Attali :

« Les consommateurs s'approprient toute la chaîne depuis la sélection des produits. »

AFRIQUE



Star Shea
(Tamale, Ghana)

C'est quoi ?

Un réseau qui permet aux Ghanéennes qui cultivent le beurre de karité de se tenir informées du cours par SMS pour vendre au juste prix ce produit cosmétique et ne pas produire plus que nécessaire, ce qui évite le gâchis.

L'avis d'Attali :

« Sans vouloir paraître immodeste, cette entreprise que nous avons soutenue est un modèle international. Star Shea est désormais le troisième exportateur du pays. »

EUROPE



Clean Up Day
(Tallinn, Estonie)

C'est quoi ?

Deux Ingénieurs estoniens organisent depuis 2008 sur leur site Internet d'immenses fêtes spontanées où ils invitent des inconnus à se rassembler pour nettoyer leur ville. Le mouvement s'est propagé dans le monde entier.

L'avis d'Attali :

« Un truc incroyable. Un exemple de la force des citoyens capables de se mobiliser en dehors des pouvoirs publics. »

ASIE



Sharing City
(Séoul, Corée du Sud)

C'est quoi ?

En 2012, le maire de Séoul a lancé un plan pour devenir une « ville de partage » en encourageant l'échange de vêtements, la location de voitures, le partage de repas... Le troc est aussi remis au goût du jour grâce à une monnaie virtuelle, l'ePusami.

L'avis d'Attali :

« Une utopie créée ex nihilo ! On est là face à un exemple de volontarisme qui fonctionne. »

OCÉANIE



Valley Olives
(Mangawhai, Nouvelle-Zélande)

C'est quoi ?

Une ferme bio d'huile d'olive dont la récolte est assurée par des travailleurs-voyageurs logés et nourris à condition qu'ils mettent la main à la pâte. Ce concept né en Angleterre en 1971 est devenu un phénomène mondial.

L'avis d'Attali :

« Cette ferme devient le centre d'un réseau international d'échange sur l'olive biologique. »



(Nasa.) LP/Infographie - T.H.

Source : L'Atlas de la planète positive, les Liens qui libèrent, 2015

Le Nexus Ville-Mobilité-Empreinte écologique (ViMEE)

Situation

Le besoin de distanciation sociale (90% des contaminations à la Covid-19 sont urbaines ⁽³⁹⁶⁾), la crainte de la mobilité comme vecteur de contamination, la sécurisation des approvisionnements... rationalisent le nouveau regard porté sur la ville. Un regard dessillé par le silence et le vide qui se sont abattus sur les villes durant le confinement. Désormais, l'encombrement urbain est plus assourdissant, plus intolérable.

En effet, le Nexus ViMEE met au centre de cette problématique l'**encombrement** du trafic urbain, des déchets urbains, des marchandises proposées, des biens consommés, des transports publics, des voiries inadaptées, des heures de pointe... Un encombrement qui exhibe à la fois la surconsommation dans les pays développés et la pénurie (des infrastructures notamment) dans les pays en développement. Un encombrement aussi en termes de bruit, de qualité de l'air, de promiscuité. Un encombrement en matière d'accès à l'emploi comme à Internet, au système éducatif comme au système sanitaire.

Car la croissance urbaine et la croissance de la mobilité sont intrinsèquement liées : les villes, bâties dès leur origine sur les places de marché, vivent d'abord des échanges, tant des marchandises importées ou exportées que des flux intra-urbains de personnes, de biens et de services. Ce lien contribue à **accroître l'empreinte écologique** de manière exponentielle (pollution, gaspillage, destruction écologique).

Tendances structurelles

- ▶ La **mégalopolisation** ⁽³⁹⁷⁾ désigne la concentration urbaine croissante qui caractérise l'ère industrielle. Elle renvoie à la ville civilisatrice, lieu de modernité et de progrès, entité politique, juxtaposition de microcosmes socio-culturels et hubs multimodaux donnant accès à la mobilité internationale, dont la migration.
- ▶ La **paupérisation** urbaine ⁽³⁹⁸⁾ : en 2050, 2 milliards d'urbains vivront dans des bidonvilles, du fait d'une croissance démographique bien supérieure à la croissance économique nécessaire pour y faire face (infrastructures, logements, eau potable, assainissement, emploi).
- ▶ L'**hydrotropisme** : puissamment attirés par l'eau, les urbains se concentrent principalement le long des fleuves ou des côtes, générant ainsi de profonds déséquilibres territoriaux au sein d'un même pays, déversant leurs déchets dans la mer ou les fleuves, s'exposant à une vulnérabilité accrue par le changement climatique (augmentation du niveau des mers, dégradation de l'environnement océanique).
- ▶ Ainsi, la pandémie a soulevé des questions essentielles concernant l'avenir de la forme de la ville et de la vie urbaine, y compris les façons de la gagner. (Voir data n°10)

Le Nexus Ville-Mobilité-Empreinte écologique (ViMEE) (2)

Pistes d'action post-Covid : la ville-vallée

Comment résorber l'**encombrement** systémique des villes ? La planification urbaine, en découpant la ville en zones d'usages distincts (zones d'habitation, industrielles, d'activité économique, ...) a généré de multiples circulations urbaines (trajets domicile-travail, domicile-école, domicile-commerce ou -loisirs) et des goulets d'étranglement dans les zones de passage obligé.

La principale réponse des élus à cet encombrement est la réduction de la mobilité individuelle et la promotion de la mobilité douce et des transports collectifs, peu compatibles avec le vieillissement de la population, la promiscuité et les besoins de déplacement imposés par l'offre urbaine,

Il faut donc regarder autrement à la fois la géographie urbaine et les besoins sociétaux, en gardant comme lignes directrices :

- ▶ les fortes aspirations au mieux-vivre évoquées dans la première partie de ce rapport,
- ▶ l'approche Nexus (cf. supra),
- ▶ la puissance conciliante de l'hybridation, plutôt que l'opposition ou la contrainte.

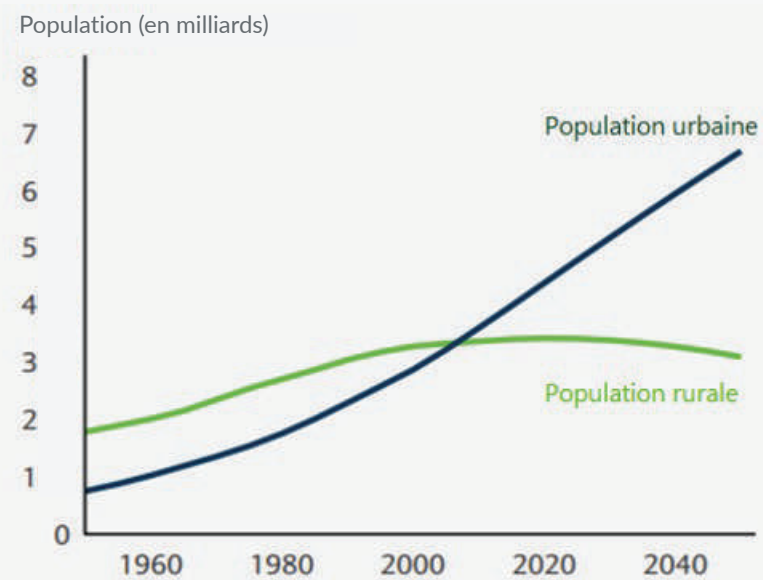
Les pistes d'actions évoquées ici suggèrent une ville-vallée (géographiquement parlant), écologique, soutenable, dotée d'une gouvernance "à charte" (399), voire d'un budget participatif, favorisant les circuits courts, l'énergie renouvelable et décentralisée et l'emploi inclusif. Ses principaux piliers sont les suivants :

▶ Maîtrise du temps et de l'espace adaptée aux habitants

En matière de besoin sociétaux, l'analyse des trajets urbains individuels montre clairement les lieux d'attraction : écoles, travail, commerces, santé, loisirs... Ceux-ci peuvent être démultipliés comme les commerces de proximité ou des ensembles récréatifs si le **foncier urbain est maîtrisé** (emprise et prix), permettant ainsi de recréer des quartiers de vie, véritables territoires de proximité.

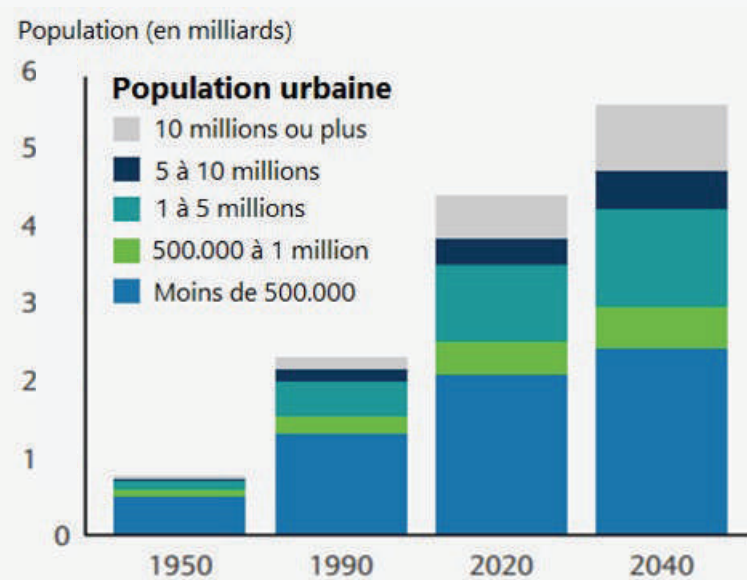
La **désynchronisation des temps** scolaires et de travail grâce, notamment, à la généralisation de lieux de coworking (notamment dans les espaces laissés libres par les cessations d'activité consécutives à la pandémie), au travail à distance et au raccourcissement des trajets, sont autant de moyen d'alléger les flux, tout en créant des emplois (entretien des bureaux de coworking, ramassage scolaire, maintenance informatique, ...).

Figure 70 : La croissance démographique a entraîné une urbanisation plus forte



Source: UN World Urbanisation Prospects 2018, Barclays Research

Figure 71 : ... et une concentration dans les villes de plus en plus densément peuplées



Source: UN World Urbanisation Prospects 2018, Barclays Research

Le Nexus Ville-Mobilité-Empreinte écologique (ViMEE) (3)

► S'emparer des reliefs naturels pour réintroduire la Nature dans la ville

Aujourd'hui les reliefs naturels (collines, cours d'eau) se conjuguent aux reliefs artificiels (voies à haut débit, ports, grandes infrastructures - cimetières, centres commerciaux, ... - pour dessiner des fractures dans le tissu urbain, fractures que les urbanistes ont cherché à résorber (ponts, contournements), créant ainsi de véritables goulets d'étranglement.

C'est donc entre ces fractures que de véritables bassins de vie doivent s'organiser.

- ❖ A l'instar des vallées, il serait possible d'y "bien vivre" au quotidien (cf. concept de "ville 15 minutes" (400)) grâce à une **mixité totale des zones**.
- ❖ Des **espaces verts** (parcs, jardins alimentaires, espaces sauvages) seraient réintroduits dans les reliefs, pour assurer des fonctions à la fois récréatives, alimentaires, d'assainissement (captation du carbone (401)) et de régulation climatique (déméralisation urbaine).
- ❖ La réappropriation et la transformation des **friches urbaines** (bâtiments ou espaces désaffectés) et des espaces vacants (commerces ou logements) devrait faciliter ce nouveau localisme.

► Développer de nouvelles formes d'habitats

Un nouvel **urbanisme** intégrerait des commerces, des bureaux et des résidences dans un même projet architectural. Un immeuble pourrait ainsi offrir une entrée familiale sur une face et une entrée bureau sur une autre pour un même appartement.

L'**habitat** est au cœur du mieux-vivre : meilleure étanchéité au bruit, à la lumière nocturne ; fonctionnalités adaptées au vieillissement de la population, au télétravail (y compris scolaire) ; meilleure connectivité, ergonomie, salubrité générale ; substitution de l'eau de pluie à l'eau potable (toilettes, irrigation), ...

Enfin, une **meilleure gestion urbaine** doit réduire la facture énergétique (bâtiments à énergie positive ou nulle) et le gaspillage (eau notamment), accélérer la transition vers le renouvelable, repenser et réformer les infrastructures et les équipements (assainissement, services publics à dématérialiser, ...).

► Promouvoir la durabilité des biens, des personnes et des services

Les "**métiers**" de la ville devraient permettre de recycler les biens, de maintenir les personnes à domicile (loyers, services) et d'entretenir, au moyen d'une gestion collective, les aménités environnementales au sein de la ville (402).

Le Nexus VIMEE

Villes (403)

- ▶ Urbanisation croissante :
 - ❖ en 2007, 50% de la population mondiale est devenue urbaine.
 - ❖ en 2050, ce sera près de 70%, soit 6,7 milliards d'urbains (257).
- ▶ Mégapoles : depuis 1990, le nombre de :
 - ❖ villes de 5 à 10 millions d'habitants a doublé
 - ❖ villes de plus de 10 millions d'habitants a triplé (10 en 1990, 33 en 2018 et vraisemblablement 41 d'ici 2030) (404).
- ▶ Promiscuité et pauvreté, vecteurs de contamination :
 - ❖ En Afrique du Sud, 5 millions de ménages sont dépourvus de réfrigérateur, 46 % des foyers disposent de toilettes, un tiers partagent leurs lieux d'aisances avec d'autres familles (405).
 - ❖ Les travailleurs de l'économie informelle sont particulièrement touchés par la pandémie, des urbains pauvres de New York aux habitants de Dakar : 61% de la main-d'œuvre mondiale est dépendante du secteur informel (406).

▶ Ville post-Covid :

- ❖ tendance à migrer des mégapoles vers des villes à taille humaine, renforcée par la digitalisation.

Mobilité

▶ Migration

- ❖ 164 millions de travailleurs migrants, environ 4,7% de la main-d'œuvre mondiale, selon l'Organisation internationale du travail.
- ❖ Ils représentent 40% de la main-d'œuvre dans les Etats arabes, 20% en Amérique du Nord et 18% en Europe.
- ❖ Envois de fond au pays d'origine : 714 milliards de dollars en 2019, soit une part significative du PIB de pays émergents : 28% au Népal, 13 à 22% pour le Honduras, El Salvador et le Guatemala et 6 à 13% pour le Liban, l'Egypte et le Maroc (403).

Le Nexus VIMEE (2)

► Mobilité urbaine

- ❖ Fort taux de motorisation dans les pays développés en 2014 : 661 et 569 véhicules individuels pour 1.000 habitants en Amérique du Nord et au sein de l'Union européenne (407), mais l'effet démographique de certains pays en développement se fait de plus en plus sentir.
- ❖ Une mobilité des personnes, couplée au transport des marchandises, générant, selon la Banque mondiale, (408) environ 23% des émissions mondiales de CO₂. Si aucune action n'est entreprise, la part des transports dans les rejets de CO₂ pourrait atteindre 33% d'ici à 2050.
- ❖ La mobilité urbaine de demain (409) : cinq tendances :
 - La mobilité électrique : environ 60 % des nouvelles voitures électriques dans le monde sont immatriculées en Chine, considérée comme étant l'empire de la mobilité électrique.
 - La mobilité à la demande : la voiture partagée " car sharing " au lieu de la voiture individuelle, pour réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre (40% du trafic porte sur la recherche d'une place pour stationner).

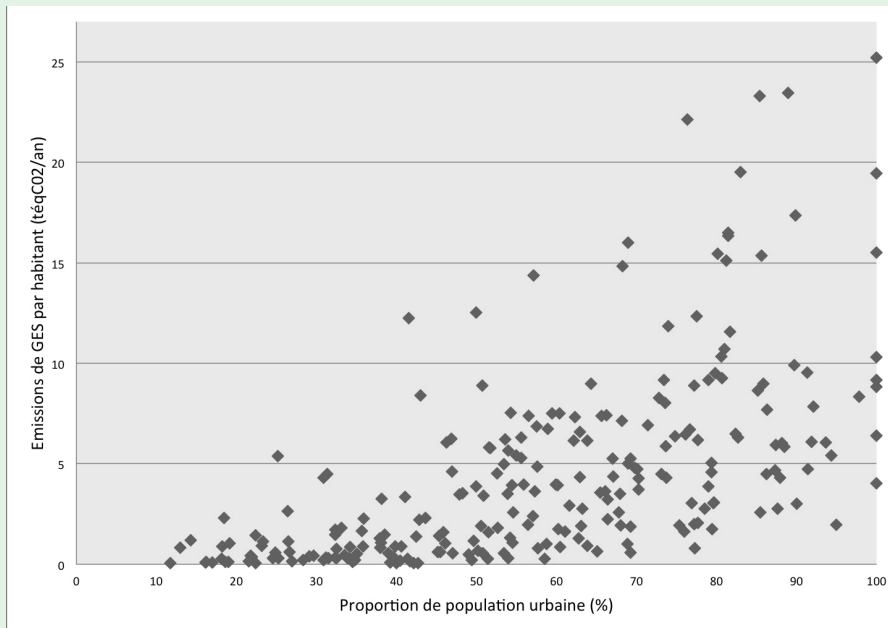
- La conduite autonome : les voitures autonomes représenteraient, à l'horizon 2030, 16% des véhicules (92).
- La communication Car-to-X : des véhicules en réseau qui communiquent entre eux en temps réel (Car-to-Car) ou bien avec des objets à proximité (Car-to-Mobile). A titre illustratif, au niveau de la ville chinoise de Wuxi, près de 1,76 millions de voitures " communiquent " avec d'autres voitures, des bus, des feux et des panneaux de signalisation.
- Les transports en commun intelligents : en particulier, des bus électriques autonomes et des taxis drones (mise à l'essai, en 2020, des taxis drones à Dubaï, à Los Angeles, à Dallas et à Singapour).

Empreinte écologique urbaine (410)

- Plus un pays est consommateur d'énergies fossiles, plus sa hiérarchie urbaine était verticale (densification). Plus un pays est urbanisé, plus ses émissions de gaz à effet de serre sont élevés (cf. illustration ci-contre).
- Dans les pays tropicaux, le déplacement de la population de la campagne vers les villes est associé à une hausse de la pression d'exploitation sur les forêts tropicales.
- Post-Covid : possible accroissement de l'étalement urbain, au détriment des écosystèmes (terres arables, défrichement).

Le Nexus VIMEE (3)

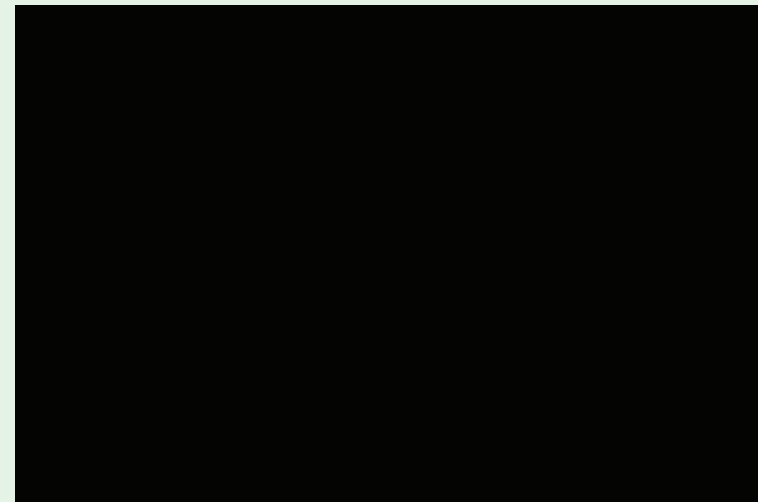
Figure 72 : Les émissions de gaz à effet de serre par habitant en fonction de la part de la population urbaine dans la population totale



En moyenne, plus un pays est urbanisé, plus ses émissions par habitant sont élevées (410).

Données : Banque mondiale <https://donnees.banquemondiale.org/>

Agriculture urbaine verticale à Singapour (VertiVegies)



La Covid-19 a conduit le gouvernement de Singapour à octroyer une subvention expresse de 22,6 millions de dollars US à des projets destinés à accroître l'approvisionnement local en œufs, légumes et poissons pour assurer la sécurité alimentaire du pays (411).

E N MARCHE N°8

Vers une ville post-Covid marocaine

Rabat, ville verte

- ▶ Inscrite en 2012, au patrimoine mondial de l'UNESCO, Rabat a été consacrée "ville verte" en 2010 par l'Association *Earth Day Network*.
- ▶ Sous l'impulsion de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, le Programme intégré de développement de la ville de Rabat a vu le jour en 2014. Baptisé "Rabat ville lumière, capitale marocaine de la culture", il vise à améliorer la qualité de vie des habitants en favorisant le développement d'espaces verts, comme le parc naturel Hassan II (d'une superficie totale de 20 hectares) inauguré en 2018, ou encore la réhabilitation et la rénovation du jardin d'essais botaniques et des jardins Nouzat Al Hassan (11 hectares).
- ▶ Rabat compte, désormais, 2.404 hectares d'espaces verts, soit un ratio d'espaces verts par habitant de 20 mètres carrés, le double du niveau préconisé par l'Organisation mondiale de la santé.



Benguérir, ville du futur

- ▶ La ville de Benguérir a pour vocation d'expérimenter les pratiques urbaines de demain avec un nouveau modèle de planification urbaine et d'organisation de l'espace, où la priorité est accordée à la nature et au savoir (412).
- ▶ Elle abrite l'Université Polytechnique Mohammed VI, qui s'est engagée à développer des structures de recherche innovantes, s'appuyant sur un réseau de "living labs", comme la ferme expérimentale (110 hectares), le *Green energy park* et la mine expérimentale pour le déploiement de l'industrie minière en Afrique (413).

Vers une ville post-Covid africaine

► Sénégal

- ❖ Une **meilleure intégration urbain-rural** : “La politique du gouvernement vise à créer un continuum entre agriculture et industrie de transformation, entre secteur primaire et secteur secondaire. Telle était dès le départ l’ambition du Plan Sénégal Emergent (PSE). La crise due à la pandémie de la Covid-19 vient de confirmer que ce choix était le bon et que sa mise en œuvre doit être renforcée et accélérée.”
- ❖ Un programme de **modernisation durable** des villes “PROMOVILLES” (2017) : plus de 300 km de voiries (comprenant l’assainissement, l’alimentation électrique, l’éclairage public et l’aménagement paysager), l’aménagement des espaces publics respectant les normes environnementales, le développement urbain plus équilibré au niveau national.

► Burkina Fasso

- ❖ Planification, conception et mise en œuvre d’**infrastructures économiques, écologiques et durables** (innovations techniques, financières, sociales, sociétales et de gouvernance) pour renforcer la résilience des quartiers soumis au risque d’inondation (projet “Construisons la ville ensemble, une ville par et pour les habitants) : cas des quartiers non lotis, Yamtenga (Djikofè) et Rayongo à Ouagadougou au Burkina Fasso”.
- ❖ Renforcement des **services de santé** pour lutter contre la pandémie (projet financé par l’Association Internationale de Développement).

► Cameroun

- ❖ Un projet-pilote qui pourrait faire tâche d’huile, “**EDEA ville intelligente et durable**” (juin 2020), pour :
 - un meilleur accès aux différentes ressources (énergie, éclairage public, eau,...),
 - une meilleure gestion des déchets (tri, recyclage),
 - un meilleur service de santé (hôpital municipal, système de santé intelligent).

► Vers une meilleure gouvernance multiniveau

- ❖ En Afrique du Sud, des associations intergouvernementales telles que l’Association des gouvernements locaux d’Afrique du Sud (SALGA) ont soutenu les municipalités, notamment, concernant la diffusion des informations à la population.
- ❖ Le Kenya a mis en œuvre des mécanismes de collaboration entre le gouvernement national et les gouvernements régionaux.

► Face à la pandémie, des villes sur la ligne de front

- ❖ En Afrique du Sud, les habitants d’un bidonville de la banlieue de Johannesburg ont été relogés (414).
- ❖ Dans la ville de Machakos au Kenya, la municipalité a procédé à une exemption du paiement des factures d’eau entre mai et décembre 2020 permettant ainsi un accès à l’eau potable pour tous (415).
- ❖ Un collectif d’architectes, d’urbanistes et de gestionnaires urbains appelle à repenser la ville africaine en prenant mieux en compte les besoins et l’intérêt général des citoyens (416).

"Une ville africaine gouvernée avec équité et responsabilité, selon les valeurs universelles de la Charte Mandingue de 1222" ⁽⁴¹⁶⁾

- ▶ **Respect d'une vie** : Toute vie humaine est une vie.. Il est vrai qu'une vie apparaît à l'existence avant une autre, mais une vie n'est pas plus ancienne, plus respectable qu'une autre vie. De même qu'une vie ne vaut pas mieux qu'une autre vie.
- ▶ **Réparation des torts** : Toute vie étant une vie, tout tort causé à une autre vie exige réparation. Par conséquent, que nul ne s'en prenne gratuitement à son voisin, que nul ne cause de tort à son prochain, que nul ne martyrise son semblable.
- ▶ **L'esprit de famille et l'importance de l'éducation** : Que chacun veille sur son prochain, que chacun vénère ses géniteurs, que chacun éduque ses enfants, que chacun pourvoie aux besoins des membres de sa famille.
- ▶ **La patrie** : Que chacun veille sur la terre de ses pères (...) car tout pays, toute terre qui verrait les hommes disparaître de sa surface connaîtrait le déclin et la désolation.
- ▶ **Rejet de la guerre** : L'essence de l'esclavage est éteinte ce jour d'un mur à l'autre du Mandé. Les razzias sont bannies à compter de ce jour au Mandé, les tourments nés de ces horreurs disparaîtront à partir de ce jour au Mandé. Quelle épreuve que le tourment ! surtout lorsque l'opprimé ne dispose d'aucun recours. L'esclave ne jouit d'aucune considération, nulle part dans le monde.
- ▶ **Bannir la servitude et la famine** : La faim n'est pas une bonne chose, l'esclavage non plus n'est pas bonne chose. Il n'y a pire calamité que ces choses-là, dans ce bas monde. Tant que nous disposerons du carquois et de l'arc, la famine ne tuera personne dans le Manden (...), la guerre ne détruira plus jamais les villages pour y prélever des esclaves. C'est dire que nul ne placera désormais le mors dans la bouche de son semblable, pour aller le vendre ; personne ne sera non plus battu au Mandé a fortiori mis à mort, parce qu'il est fils d'esclave.
- ▶ **La liberté d'agir, de parler** : L'homme en tant qu'individu, fait d'os et de chair, de moelle et de nerfs, de peau recouverte de poils et de cheveux, se nourrit d'aliments t de boissons. Mais son " âme ", son esprit vit de trois choses : Voir qui il a envie de voir, Dire ce qu'il a envie de dire et faire ce qu'il a envie de faire. Si une seule de ces choses venait à manquer à l'âme humaine, elle en souffrirait et s'étiolerait sûrement. "

Tel est le serment du Mandingue à l'adresse des oreilles du monde tout entier.
(extraits)

Le Nexus Tourisme-Environnement-Emploi (TEE)

Situation

Le tourisme est une activité pleinement **mondialisée** (cf. Data n°5) : elle se nourrit des flux mondiaux et bénéficie autant, sinon davantage, aux pays en développement qu'aux pays développés.

Son existence est cruciale en termes d'**emplois locaux**, notamment, au bénéfice d'une population relativement peu qualifiée ou plus intéressée par les activités physiques (sport, activités d'extérieur, ...) que par les emplois cognitifs par exemple. Souvent saisonnier, il alimente un important secteur informel, surtout dans les pays en développement. Même précaire et sous-payé, cet emploi est nécessaire.

Or le tourisme scie la branche sur laquelle il est assis : l'afflux massif (**surtourisme**) d'une population peu soucieuse de l'environnement endommage l'écosystème global. De plus en plus de lieux remarquables se ferment au tourisme, soit radicalement (vallée de Reykjadalur, îles Galapagos, Maya Bay, tombaux égyptiens), soit en limitant le nombre de visiteurs (Taj Mahal, Rapa Nui, Dubrovnik, ...). Faute de la mise en place d'un véritable tourisme durable, nombre de ces lieux, Pétra (Jordanie) par exemple, pourraient **disparaître** définitivement (417).

Enfin, à l'origine de 5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre*, son empreinte carbone, déjà élevée, pourrait s'accroître d'ici 2050 de 131%, tandis que sa contribution à la consommation d'énergie augmenterait de 154%.

Tendances

- ▶ **Croissance accélérée** des flux touristiques, de la mobilité internationale et des recettes du secteur durant la décennie 2010 ; **diversification accrue** des formes de tourisme (balnéaire, citadin, outdoors, industriel, low-cost, ...) et d'accueil (hôtels, resorts, gîtes, locations, ...).
- ▶ **Hypermobilité** : l'accroissement des vols internationaux et la fluidité de l'accès aux pays étrangers ont encouragé le tourisme, l'éducation à l'étranger et l'immigration du travail.
 - ❖ Néanmoins, le secteur du voyage pourrait ne récupérer que partiellement après la levée des restrictions liées à la Covid-19, car les réglementations nationales et les changements de comportement pourraient réduire la facilité et la fréquence des déplacements.
- ▶ **Surtourisme** : tourisme de masse conduisant à une saturation des capacités d'accueil et un impact négatif sur la qualité de vie des populations autochtones et sur les écosystèmes naturels.
 - ❖ L'explosion du coût de la vie (notamment l'immobilier), l'acculturation, la perte d'identité des populations locales, les incivilités, les pollutions et la dégradation des sites (Angkor, Venise), la surconsommation des ressources locales (eau)... en sont le prix.
- ▶ **Tourismophobie** : de la part des populations locales en réaction au surtourisme.

Le Nexus Tourisme-Environnement-Emploi (TEE) (2)

- ▶ **Le rôle-clé de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) :** En devenant une agence spécialisée des Nations Unies en 2003, l'Organisation Mondiale du Tourisme joue désormais un rôle essentiel dans l'évolution du **tourisme durable**. Car son important potentiel d'action (secteurs privé et public confondus) promeut le tourisme comme un contributeur direct et indirect à chacun des 17 objectifs de développement durable des Nations Unies (418).
 - ❖ Dès le mois de mars 2020, le **Comité de crise du tourisme mondial** de l'OMT, une plateforme intersectorielle unique, a coordonné les efforts internationaux pour atténuer l'impact de la pandémie sur les emplois et les entreprises et accélérer la reprise du tourisme en tenant compte de la situation sanitaire mondiale, dans une perspective de durabilité et d'inclusion (419).
 - ❖ L'innovation et la **transformation numérique** du secteur du tourisme – notamment l'exploitation des données du moteur de recherche Google (UNWTO Tourism Recovery Tracker) pour mieux cibler à la fois les demandes et les freins actuels aux voyages internationaux – sont au cœur du Programme d'accélération du tourisme de l'OMT (420).
 - ❖ Les autres axes d'action de l'OMT sont le développement durable, la compétitivité, l'éthique, la culture et la responsabilité sociale, mobilisés dans la perspective de lutter contre la pauvreté, le chômage, le changement climatique et la dégradation environnementale. Dans cette perspective, la **formation professionnelle** est le moteur de l'évolution voulue.
- ▶ **Tourisme et océan :** impulsée par la Décennie des Sciences de l'Océan (2020-2030, Nations Unies) – bien qu'objet de recommandations dès 2011 par l'OMT – la question du tourisme en lien avec l'Océan, notamment, dans les petits Etats iliens en développement (SIDS*) s'est soudainement aggravée en 2020.
 - ❖ L'"économie de l'océan" pèse mondialement environ 2.500 milliards de dollars et 40% de la population mondiale dépend de la biodiversité et des services que l'océan fournit, dont l'alimentation, l'eau douce (par évaporation), l'énergie renouvelable, le commerce et le tourisme (421).
 - ❖ L'intégrité des écosystèmes océaniques est menacée par le changement climatique et la surpêche, mais aussi par la pollution et la dégradation des milieux auxquelles l'industrie touristique contribue.
 - ❖ Or, si la mobilisation est grande pour résoudre ces problématiques (cf. projets de la plateforme UpLink), fort peu de projets émanent de l'industrie touristique, malgré son propre poids économique et sa forte dépendance à la Nature (cf. pages suivantes).
 - ❖ La protection des récifs coralliens, par exemple, devrait attirer une contribution significative de cette industrie. Car, outre leurs propriétés intrinsèques, ces récifs représentent une attraction puissante pour le tourisme (wildlife tourism), capable de fournir des emplois y compris dans les zones reculées de pays en développement : cf. illustrations pages suivantes (422).

THE VALUE OF CORAL REEFS

Taking action to prioritise coral reefs can deliver benefits of \$2.7 trillion USD, contributing to the safety, nutrition, economic security, health and wellbeing of millions of people

**1
BILLION**

More than one billion people benefit directly from coral reef resources for food and as a source of income through activities related to fishing and tourism

**60,000
YEARS**

The time that the Great Barrier Reef has been a part of the culture of Aboriginal and Torres Strait Islander people

1/4

Coral reefs support 25% of marine life

**\$36
BILLION**

Coral reef tourism contributes \$36 billion to global tourism industry annually

97%

A healthy reef can reduce coastal wave energy by up to 97%

**\$9
BILLION**

Healthy coral reef ecosystems reduce shoreline erosion and protect coastal housing, agricultural land and beaches with a global net benefit of 9 billion USD/year

300-400x

The prospect of finding a new drug in the sea, especially among coral reef species, may be 300 to 400 times more likely than isolating one from a terrestrial ecosystem

ICRI
INTERNATIONAL
CORAL REEF INITIATIVE

PRODUCED BY VULCAN INC, 2020

Source : <https://www.weforum.org/agenda/2020/12/how-the-world-is-coming-together-to-save-coral-reefs/>

MAPPING OCEAN WEALTH

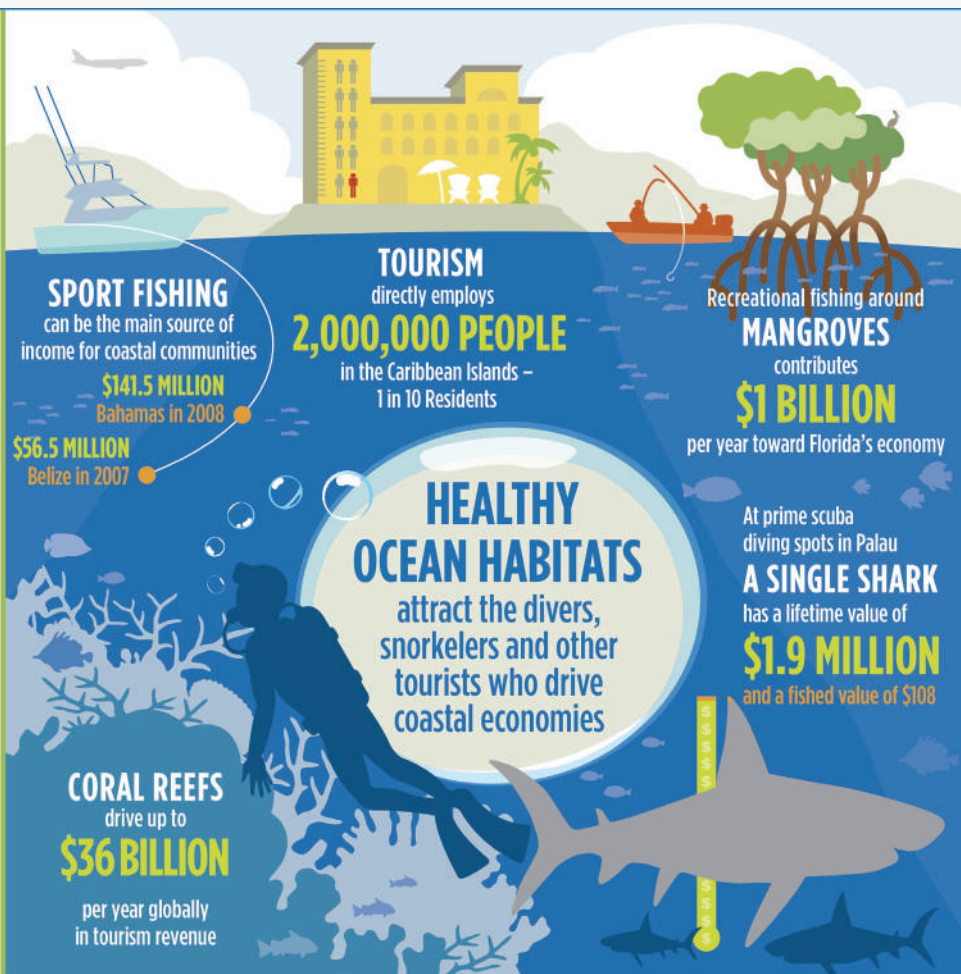
TOURISM

Ocean habitats provide scuba diving, fishing and other recreational opportunities that attract tourists from around the world.

Coastal communities, planners and the tourism industry should protect and restore the habitats that drive local economies.

Mapping Ocean Wealth demonstrates what the ocean does for us today so that we maximize what the ocean can do for us tomorrow.

oceanwealth.org @ocean_wealth



Sur les 10,4% du PIB mondial que représente le secteur du tourisme dans son ensemble, le tourisme relatif à la Nature (wildlife tourism) y constitue 3,9% de ce chiffre, soit 343,6 milliards de dollars.

Or la Nature est souvent sous-évaluée de manière significative. Ainsi, près de la moitié de la valeur touristique totale des récifs coralliens du monde provient de personnes qui souhaitent s'asseoir sur des plages de sable blanc, profiter de la vue sur les eaux turquoise et d'un dîner de fruits de mer frais. Ces visiteurs pourraient ne jamais mettre la tête sous l'eau, mais leur voyage dépend toujours de la santé des récifs au large (423).

Source : <https://oceanwealth.org/ecosystem-services/recreation-tourism/>

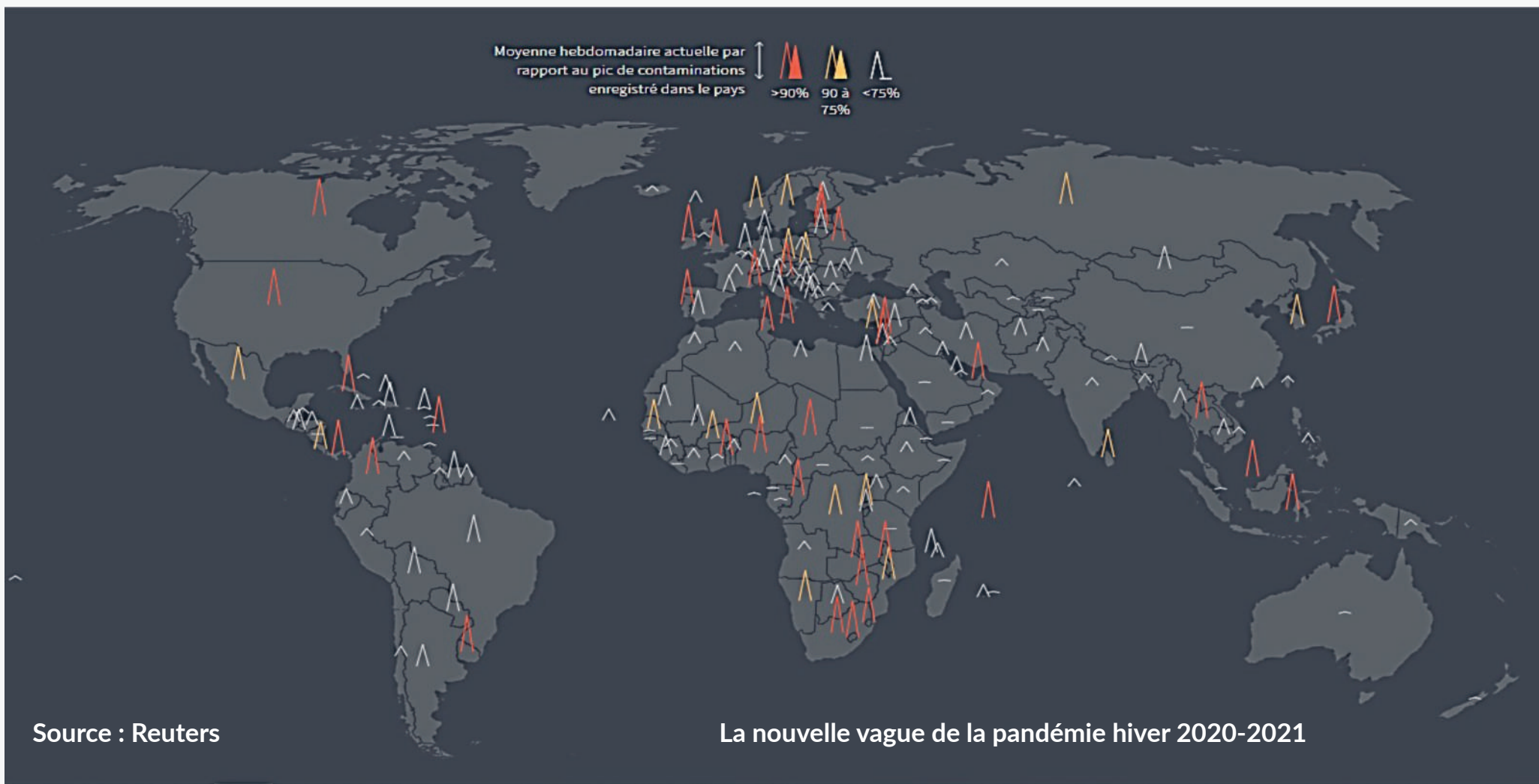
Le Nexus Tourisme-Environnement-Emploi (TEE) (3)

Pistes d'action pré-Covid

- ▶ Les acteurs du **transport aérien** travaillent déjà à réduire de moitié (par rapport au niveau de 2005) les émissions provenant des voyages aériens d'ici 2050, grâce à de nouveaux designs aérodynamiques (exemple les projets Maverick d'Airbus et Transonic Truss-Braced Wing de Boeing) ou à l'utilisation de moteurs à "hydrogène renouvelable" (424).
- ▶ Les **gestionnaires du bien public** (*common good*) que sont les représentants de l'Etat (maires, élus locaux), doivent désormais systématiser leur approche du territoire en gérant **les priorités du long terme avant celles du court terme**. Par exemple, avant d'octroyer des permis de construire ou d'exploitation touristique des écosystèmes, il faudra entreprendre les actions suivantes :
 - ❖ Cartographier l'environnement naturel de manière systémique, en anticipant les impacts croisés de son altération, afin de prendre les mesures de protection et de restauration nécessaires, comme l'a fait, par exemple, la Haute Cour de Madras interdisant tout empiètement supplémentaire sur les zones humides, dont 80% ont déjà été asséchées ou polluées, ou encore la Thaïlande en fermant sa célèbre plage de Maya Bay pour restaurer les récifs coralliens détruits par le tourisme (425).
 - ❖ S'assurer de la suffisante disponibilité en eau et refuser la création de terrains de golf par exemple lorsque leur prélèvement d'eau d'irrigation altère la disponibilité pour la population locale.
- ❖ Instaurer et faire respecter le principe "pollueur-payeur", notamment, aux stations balnéaires privées (resorts internationaux).
- ❖ Favoriser la virtualisation du patrimoine bâti (visites virtuelles, jeux en décor réel, ...) en autorisant les prises de vue par drone, en subventionnant un scanning 3D du patrimoine, ...
- ▶ Bien conscients des menaces qui pèsent sur leur activité, les acteurs du tourisme ont entamé une **mutation** qui doit se généraliser (426) :
 - ❖ Numérique : adaptation à la recherche et au contrôle vocal, ainsi qu'à la personnalisation issue du web marketing (exemple My Street Book) et aux chatbots ; développement de la réalité virtuelle; robotisation (427); intelligence artificielle (services clients, sécurité) ; reconnaissance vocale et faciale ; internet des objets (chambres d'hôtel intelligentes) ; réalité augmentée (informations touristiques ou historiques lors des visites).
 - ❖ Diversification : voyage en solo ; voyage des seniors; voyages religieux (428) ; alimentation "bio", ...
 - ❖ Ecotourisme : voyage écologique (véhicules électriques, crédits carbone, ...), tourisme éthique et durable (écolodges), tourisme-nature (trekking), voluntourism (tourisme avec un élément de bénévolat) (429).
 - ❖ Immersion : expérience locale (festivals, cuisine locale, familles d'accueil, ...) mais aussi expérience destinée à fidéliser le client (surtout en matière de tourisme local).

Moyenne hebdomadaire actuelle par rapport au pic de contaminations enregistré dans le pays

>90% 90 à 75% <75%



Source : Reuters

La nouvelle vague de la pandémie hiver 2020-2021

Le Nexus Tourisme-Environnement-Emploi (TEE) (4)

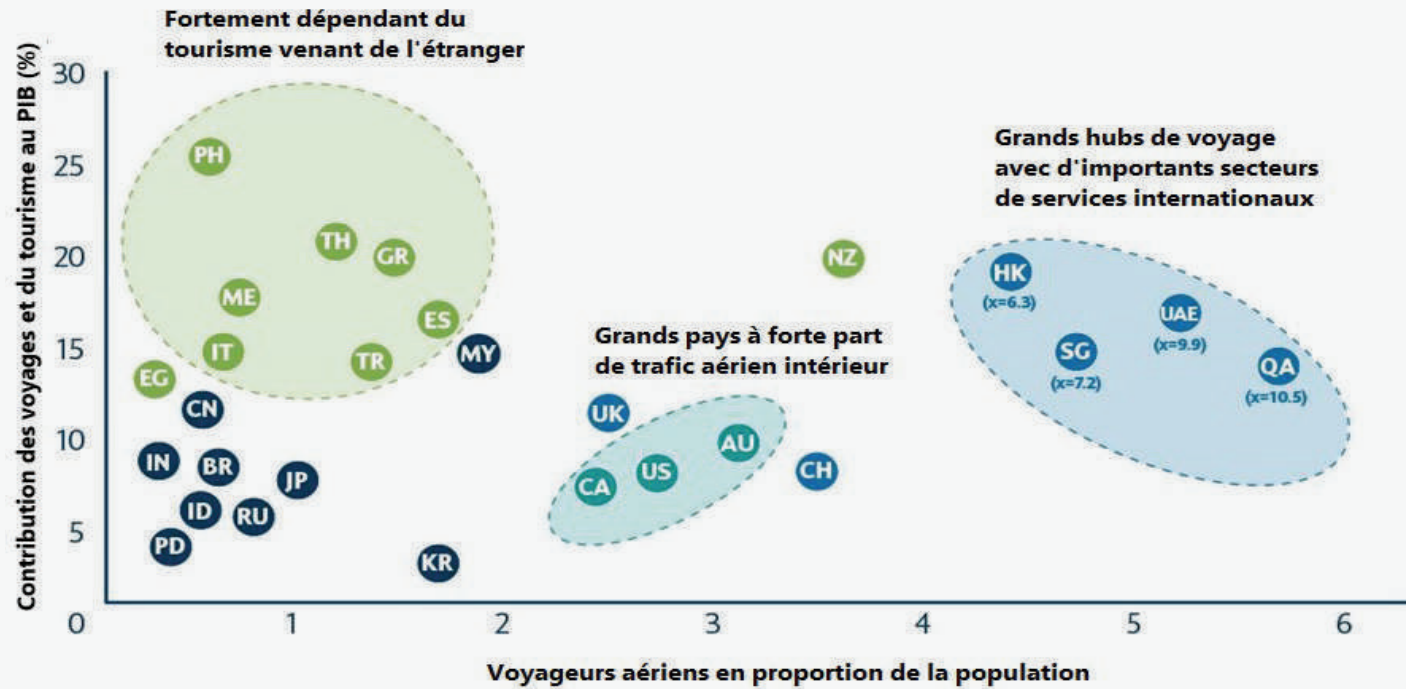
Impacts de la pandémie

- ▶ Le secteur du tourisme international est l'un de ceux qui a le plus souffert du grand confinement : les **arrivées de touristes internationaux se sont effondrées de 74%** au cours l'année 2020, régressant au niveau d'il y a 30 ans. Ce plongeon du tourisme international pourrait entraîner une **perte économique estimée à plus de 2% du PIB mondial de 2019**.
- ▶ Les prévisions de l'Organisation mondiale du tourisme pour 2021-2024 indiquent un possible rebond du tourisme international d'ici la seconde moitié de 2021. Dans ce cas, un retour au niveau de 2019 en termes d'arrivées internationales pourrait prendre entre 2,5 et 4 ans.
 - ❖ Néanmoins, la situation épidémiologique en janvier 2021 (cf. carte ci-contre), alors qu'une nouvelle vague se profile y compris en Chine (Shijiazhuang), pourrait retarder ce rebond, conduisant alors à des suppressions définitives d'activités touristiques (430).
 - ❖ Par ailleurs, plus la pandémie dure, plus la crise économique qui s'ensuit risque d'être profonde et durable, limitant le pouvoir d'achat des touristes potentiels.
 - ❖ Enfin, la plupart des plans de relance verts s'accordent sur la nécessité d'introduire les "coûts carbone" dans les prix de marché, ce qui aurait pour conséquence d'augmenter significativement ceux-ci, particulièrement dans le transport aérien.
 - ❖ Nouvelles tendances : tourisme privé et luxueux, road-trip, cleantech et tourisme technologique (431).

Pistes d'action post-Covid

- ▶ **Un tourisme propre, adapté à la crise de la Covid-19 (426) :**
 - ❖ Nouveaux standards de sécurité et d'hygiène, y compris les prestations en room service. Vers la création d'un label "Covid-safe" ?
 - ❖ Recentrage sur le tourisme de loisirs, compte-tenu de la sévère (et sans doute durable) diminution du tourisme d'affaires.
 - ❖ Passage de l'international au local : Les diverses restrictions de voyage et la réticence de nombreuses personnes à voyager à l'étranger conduisent aujourd'hui à miser davantage sur le tourisme local.
 - ❖ Promotion, face au développement du tourisme d'extérieur, indépendant des tours operators (camping car, gîtes), d'une offre adaptée à ce segment : tourisme rural (Uruguay, Majorque), loisirs d'extérieur (outdoors), slow tourisme (fluvial par exemple), ...
 - ❖ Développement des paiements sans contact et de toute forme d'automatisation visant à rassurer le client.
- ▶ L'aspiration au "greening" manifestée durant la pandémie devrait aussi inciter les acteurs touristiques à repenser la question de la "**durabilité**" face à un public plus exigeant :
 - ❖ en privilégiant les trajets directs et les longs séjours,
 - ❖ en organisant le ramassage et le traitement des déchets dans les pays dépourvus de ces fonctions (exemple Basata Village, Egypte),
 - ❖ en privilégiant les énergies renouvelables et l'économie d'eau potable, partout où c'est possible,
 - ❖ en surveillant étroitement la dégradation environnementale et y associant une pédagogie environnementale vis-à-vis des touristes,
 - ❖ en améliorant l'image de marque du tourisme durable par un engagement significatif et efficace dans ce domaine (432).

Figure 73 : Les différentes formes de l'impact du tourisme et du voyage sur les pays



Dans certains pays, les déplacements aériens domestiques sont peu intenses, mais très dépendants du tourisme intérieur (Thaïlande, Philippines, Grèce, Espagne, Italie, Egypte). D'autres ont une industrie touristique limitée, mais servent de plaques tournantes internationales du voyage ou ont un important secteur du service et une part élevée de la main-d'œuvre migrante et d'expatriés (Hong Kong, Singapour, Emirats Arabes Unis et Qatar). Des pays de superficie, relativement, petite ont aussi souvent d'importants secteurs de services internationaux (Royaume-Uni, Suisse) nécessitant des vols internationaux. Enfin, certains grands pays comptent sur l'aérien pour le transport intérieur (Etats-Unis, Australie, Canada).



- ▶ *Race To Zero est une campagne mondiale visant à rallier le leadership et le soutien d'acteurs extérieurs aux gouvernements nationaux pour qu'ils rejoignent l'Alliance Climate Ambition, qui a été lancée lors du Sommet Action Climat du SGNU 2019 par le Président du Chili, Sebastián Piñera.*
- ▶ *Cette campagne mobilise des entreprises, des villes, des régions et des investisseurs pour une reprise post-Covid saine, résiliente et zéro carbone afin de prévenir les menaces futures, créer des emplois décents et générer une croissance inclusive et durable.*
- ▶ *La Coalition d'initiatives de premier plan pour le Net zéro représente 452 villes, 22 régions, 1.101 entreprises, 45 des plus gros investisseurs et 549 universités. Ces acteurs de "l'économie réelle" rejoignent 120 pays dans la plus grande alliance jamais engagée à atteindre des émissions nettes de carbone nulles d'ici 2050 au plus tard. Collectivement, ces acteurs couvrent désormais près de 25% des émissions mondiales de CO₂ et plus de 50% du PIB.*
- ▶ *L'objectif est de créer une dynamique autour du passage à une économie décarbonée avant la COP26, où les gouvernements doivent renforcer leurs contributions à l'Accord de Paris. Cela enverra aux gouvernements un signal retentissant indiquant que les entreprises, les villes, les régions et les investisseurs sont unis pour atteindre les objectifs de Paris et créer une économie plus inclusive et résiliente.*

Source : <https://racetozero.unfccc.int/>

Tourisme durable au Maroc

Situation

Les 14 km de mer qui le sépare de l'Espagne devrait conduire le Maroc à miser non seulement sur le redéploiement régional des chaînes de valeur industrielles (433), mais aussi sur son potentiel touristique.

La récession économique marocaine, estimée à 7% (cf. chapitre 1 de la première partie du rapport), résulte à la fois d'une sécheresse exceptionnelle qui a fortement affecté le secteur agricole (premier contributeur au PIB marchand), mais aussi d'un redémarrage plus lent que prévu face à la pandémie, alors que celle-ci a relativement peu sévi dans le Royaume, du fait de son économie exogène.

L'industrie touristique (7% du PIB) figure parmi les secteurs les plus touchés : les arrivées touristiques se sont repliées de près de 79% durant les 11 premiers mois de l'année 2020, comparativement à la même période de 2019 (13 millions de visiteurs pour 2019, année record). Selon l'Office des changes, les recettes voyages, principale composante des exportations de services, ont chuté de près de 54% entre 2019 et 2020 (51). Or, le tourisme génère plus de 2 millions d'emplois indirects, dont une majeure partie dans l'informel (434).

La recrudescence hivernale de la pandémie (deuxième vague marocaine) et la lenteur de la vaccination à l'échelle mondiale pourraient condamner nombre d'entreprises, nationales et étrangères, dans ce secteur d'activité.

Pistes d'action

Sans doute est-il temps d'envisager une **profonde diversification** et une **réforme du tourisme marocain**, s'inspirant non seulement des tendances émergentes, touristiques et sociologiques, citées plus haut, mais aussi de l'approche Nexus. D'où cette proposition de programme à mettre en œuvre dès 2021, en trois phases.

- ▶ **Phase 1 : Préparer** une "Vision 2030" (Stratégie de développement touristique) succédant à la Vision 2020 et consacrant le passage du tourisme de masse à un tourisme durable, local et espacé. **Former** massivement pour obtenir des professionnels plus résilients, conscients des nouvelles demandes et prompts à construire une offre plus respectueuse de l'environnement, plus personnalisée, intégrant la technologie.
- ▶ **Phase 2 : Conditionner le volume des aides** au secteur touristique (là où c'est possible) à **l'entretien de la Nature**, selon l'exemple néo-zélandais (des travailleurs de l'hôtellerie actuellement au chômage sont affectés à des programmes de conservation dans les zones de tourisme de Nature (435)). **Lancer une campagne** de promotion touristique, centrée sur un tourisme religieux et le tourisme de plein air (outdoors) pour relancer l'activité au plus vite.

E N MARCHE N°10

Tourisme durable au Maroc (2)

Le tourisme religieux sûr (Covid-compliant) est plus résilient à la crise car souvent lié à des dates fixes (pèlerinage). Il représente aussi une occasion pour le Maroc de diffuser l'islam tolérant qu'il pratique, alors que la radicalisation se renforce en Afrique.

Le tourisme de plein air, non balnéaire, est une occasion de disperser les touristes, en petits groupes, sur tout le territoire conformément à la nouvelle logique "durable, local et espacé". Il permet aussi de faire connaître des destinations méconnues (road trip, ski, trekking, randonnée), loin des concentrations balnéaires (Agadir) ou folkloriques (Marrakech) dont l'image de modernité du Maroc ne sort pas toujours renforcée.

► **Phase 3 : Mettre en place les moyens** d'une vaste et rapide transformation du tourisme marocain (nouvelles normes, label "Clef Bleue" et contrôles, émission d'obligations bleues, fléchage numérique) selon deux axes : le tourisme balnéaire et le tourisme Nature.

❖ Un tourisme doublement "bleu" : à la fois un tourisme balnéaire durable, c'est-à-dire réparti sur de petites unités permettant d'éviter la massification et la dégradation du milieu (pollution, eau), de type écolodge et bleu au sens de Günter PAULI : biomimétisme, recyclage, développement économique par la protection de l'environnement, ... (écotourisme). Voir l'exemple de Madiba & Nature au Cameroun (436).

❖ Un tourisme "Nature" permettant de désengorger le bord de mer en offrant une exploitation professionnelle et durable de l'Atlas (Oukaïmeden) – la baisse de l'enneigement européen justifiant l'investissement dans les infrastructures nécessaires – et des espaces naturels méconnus (Souss Massa, Gorges du Dadès, oasis de Fint, ...) du Maroc.



Crédits: Anne-Claude Faillétaz / CC BY-NC-ND 2.0 / Flickr

D

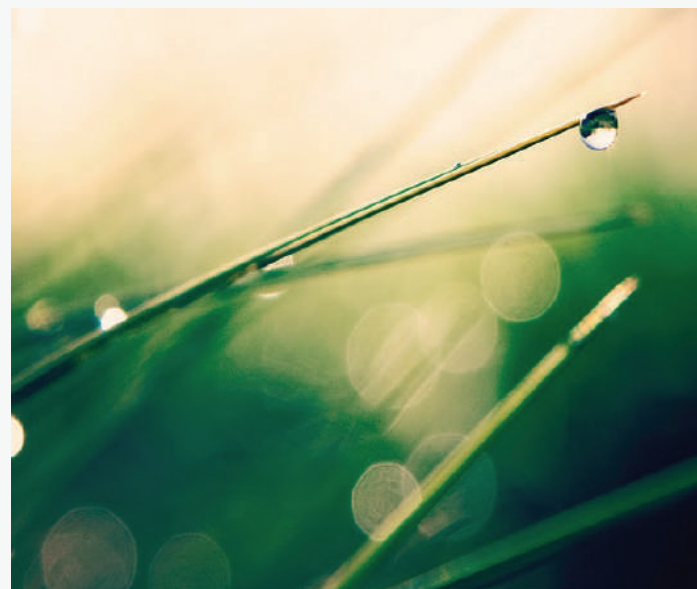
ES PISTES D'ACTION (9)

Conclusion

- ▶ Sortir de l'anthropocène n'est en rien facile. Car il s'agit, ni plus ni moins, de changer de civilisation, c'est-à-dire de modèle de développement, de paradigme culturel, de modes de vie et de manières de faire. Ce sera long et coûteux. Mais si des décisions radicales ne sont pas prises et appliquées dès maintenant, alors les pertes et la survie de nos descendants seront encore plus coûteuses.
- ▶ Comme le souligne l'OCDE (437), la pandémie du Coronavirus a finalement rendu un immense service à l'humanité en lui ouvrant les yeux sur ce qu'elle savait déjà, mais ne voulait pas voir : le cercle vicieux d'une économie prédatrice, génératrice d'inégalités, incapable de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population mondiale et d'endiguer une spirale de catastrophes climatiques, sanitaires, économiques, sociales... et de tensions belliqueuses.
- ▶ Pour sortir de ces problèmes, il est nécessaire de recourir à une autre approche que celle qui les a générés : une approche systémique et non plus sectorielle, une vision globale et non plus limitée à ses propres intérêts, une relation de respect et non plus de domination de la Nature et une pensée du long terme qui l'emporte sur les intérêts du court terme.
- ▶ Intégration régionale, développement local dans une perspective mondiale et durable, prise en compte des Nexus critiques (WEF, ViME, TEE) : les solutions existent déjà.
- ▶ Comme les multiples pistes d'action évoquées dans ce chapitre l'ont montré, ce n'est donc pas l'innovation qui fait défaut, ni la volonté individuelle de quelques pionniers, mais la volonté collective de tous afin de presser le pas dans la même direction pour changer.

C ONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE

- ▶ La pandémie de la Covid-19, en accélérant les transformations en cours, rend opportune la construction d'une nouvelle mondialité, basée sur une croissance mondiale ralentie (slowbalisation), sur une intégration régionale avancée et sur une endogénéisation des économies des pays émergents et de ceux en développement.
- ▶ Une nouvelle conception de l'Etat devient nécessaire, avec des priorités stratégiques données à la santé, à l'alimentation, à la digitalisation et à l'emploi. Cet Etat du Care doit se préoccuper non seulement du bien-être des citoyens, mais également de la santé des écosystèmes naturels.
- ▶ Les politiques publiques doivent, dorénavant, abandonner l'approche en silo, au profit d'une approche transversale, fondée sur le concept de Nexus.



- ▶ La crise sanitaire, qui s'est déclarée fin 2019, a surpris le monde par son ampleur et la rapidité de sa propagation. Evènement historique sans précédent, la pandémie a imposé aux Etats de prendre des mesures graves pour en endiguer la propagation, ce qui a transformé la crise sanitaire en une crise multiforme, touchant tous les aspects de la vie des pays et des citoyens.
- ▶ Cette situation semble, dès lors, réunir les prémisses d'importantes transformations et ruptures qui surgiraient, à l'avenir, sur le plan géopolitique, politique, économique, social, sociétal et environnemental. Elle rend nécessaire un changement majeur de paradigme puisque le monde de demain sera, nécessairement, différent de celui d'aujourd'hui.
- ▶ Ainsi, les différentes forces de changement apparues depuis quelques années ont commencé à se cristalliser sous l'effet des conséquences de la pandémie. Durant la crise, les limites manifestes des institutions internationales (Organisation des Nations Unies, Organisation mondiale de la santé, Union européenne) et l'incapacité de la Chine et des Etats-Unis à assumer un leadership mondial ont permis l'expression d'une puissante aspiration à une nouvelle mondialisation, écologique, démocratique et moins inégalitaire, mettant fin à un capitalisme néolibéral devenu sauvage et à l'exploitation irresponsable de la planète.
- ▶ La nouvelle vision du monde, qui est en train d'émerger, réclame une réponse systémique qui permettrait à la fois de mettre l'Homme au cœur du développement, de revoir le rapport de l'Homme à la Nature, de faire face à l'exponentialité résultant de l'accélération des technologies disruptives et d'assurer une articulation entre le global et le local dans le cadre de la planétarisation.
- ▶ La pandémie offre, au monde et au Maroc en particulier, l'opportunité de s'emparer de cette vision pour adopter un nouveau modèle de développement, afin de mener des réformes d'envergure en vue d'améliorer le bien-être de la population, de préserver l'environnement naturel et d'accroître la résilience de l'économie nationale face aux chocs externes.
- ▶ Ce rapport stratégique de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques a donc pour vocation d'éclairer les gouvernements sur les potentialités de cette crise. Car la pandémie de la Covid-19 peut aussi être le catalyseur de transformations en faveur d'un monde meilleur si le secteur public poursuit la mise en place de réformes construisant un futur plus soutenable et plus humain (437).

L

ISTE DES FIGURES

- 1 : Statistiques mondiales générales
- 2 : Répartition des cas Covid-19 dans le monde
- 3 : Evolution de l'infection dans le monde : nombre de cas confirmés et celui des personnes décédées par million d'habitants
- 4 : Indice de sévérité des mesures de confinement prises dans le monde au 1^{er} avril 2020
- 5 : Indice de sévérité des mesures de confinement prises dans le monde au 30 décembre 2020
- 6 : Echanges commerciaux inter et intrarégionaux, 2016
- 7 : Carte du trafic aérien international en 2019
- 8 : Les 15 pays enregistrant les taux de létalité de la Covid-19 les plus élevés dans le monde, au 30 décembre 2020
- 9 : Perspectives économiques mondiales
- 10 : Estimation des pertes enregistrées en 2020 en matière d'heures de travail, d'emploi et de revenus du travail et prévisions pour 2021
- 11 : Résultats clés de l'enquête menée par Oxfam dans 79 pays sur l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les inégalités
- 12 : Part de l'emploi informel, par pays et par région, en 2018
- 13 : Evolution de la répartition des cas confirmés de la Covid-19 selon les régions du monde (en %)
- 14 : Indice de sécurité sanitaire en Afrique _ Degré de préparation des systèmes de santé africains aux menaces d'épidémies
- 15 : La faim en Afrique et dans le monde en 2019
- 16 : Impact des mesures de confinement prises par le Maroc sur la propagation de la Covid-19
- 17 : Statistiques nationales générales
- 18 : Evolution de l'infection au Maroc et dans le monde (échelle logarithmique)
- 19 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur et de l'inflation (en %)
- 20 : Evolution de l'épargne et de l'investissement en % du PIB
- 21 : Evolution en %, entre 2019 et 2020, de certains indicateurs clés des échanges extérieurs
- 22 : Répartition des entreprises selon leur statut d'activité, par catégorie
- 23 : Classification de la transmission de la Covid-19 par pays dans le monde
- 24 : Demande croissante pour des travailleurs free-lance de la part des entreprises

L

ISTE DES FIGURES (2)

- 25 : Transition verte : Un tiers du plan de relance allemand est destiné à réduire les émissions de gaz à effet de serre
- 26 : Les différentes politiques de dépistage de la Covid-19 dans le monde
- 27 : Températures extrêmes en Sibérie et au nord du Canada en juin 2020
- 28 : Risques mondiaux liés aux voyages, année 2020
- 29 : Grille de classification des risques
- 30 : Classement des pays selon leur engagement en matière de cybersécurité, 2018
- 31 : Cartographie des risques mondiaux 2021
- 32 : L'intensité des risques sécuritaires dans le monde, année 2020
- 33 : Vaccinations contre la Covid-19 dans le monde, 27 février 2021
- 34 : Vaccins administrés par 100 habitants, au 27 février 2021
- 35 : Répartition géographique du PIB mondial, 2019 (en %)
- 36 : Participation des pays aux chaînes de valeurs mondiales
- 37 : Le point de basculement du revenu mondial, Septembre 2018
- 38 : Part du patrimoine mondial, 1980-2050. Vers une compression de la classe moyenne mondiale
- 39 : Mondialisation et démondialisation, 1880-2022 : Evolution de l'indice de l'ouverture de l'économie mondiale (2008=100)
- 40 : Potentiel du télétravail par région : Part des employés exerçant des professions permettant le télétravail (en %), 2020
- 41 : PIB réel et composantes en Chine : Taux de croissance économique et contribution à la croissance en glissement trimestriel (en %)
- 42 : Evolution de la part des exportations mondiales de marchandises dans le PIB (en %)
- 43 : Projections du PIB mondial, en glissement trimestriel
- 44 : Evolution, entre 2010 et 2020, de la part des exportations des métiers mondiaux du Maroc dans les exportations totales (en %)
- 45 : Taille du marché des véhicules autonomes, échelle logarithmique, en milliards de dollars
- 46 : Résultats de l'enquête de Deloitte sur l'impact de la Covid-19 sur les entreprises dans le monde : changements attendus dans le futur en raison de la pandémie de la Covid-19
- 47 : Relation entre investissements dans les technologies d'information et de communication et la création de valeur
- 48 : Evolution, entre 2019 et 2020, du trafic Data et de l'abonnement à la fibre optique au Maroc

- 49 : Accroissement du tourisme et des vols internationaux
- 50 : Contribution du secteur touristique au PIB (en %), 2019
- 51 : Evolution des recettes touristiques dans le monde (en milliards de dollars) et leur pourcentage par rapport au PIB
- 52 : Indice de stimulation d'une économie verte (Greenness of Stimulus Index : GSI), 2020
- 53 : Répartition des budgets destinés à la promotion d'une économie verte selon les secteurs, Dans les pays du G20, 2020
- 54 : Existence d'une politique de santé mentale
- 55 : Evolution et projections de la population dans le monde, selon les groupes d'âges
- 56 : Age médian par région, 2019
- 57 : Taux de chômage des jeunes (15-24 ans) dans le monde (en %)
- 58 : Enseignants qualifiés (% du total des enseignants)
- 59 : Taux de " pauvreté des apprentissages " des enfants âgés de 10 ans, dans les pays à revenus faible et intermédiaire et par région (en %), 2019
- 60 : Changement dans les libertés publiques entre 2019 et 2020
- 61 : Evolution de la réputation interne et de la réputation externe du Maroc
- 62 : Contribution du PIB mondial à la croissance économique
- 63 : Taux d'endettement public brut dans le monde (en %), période 2020-2022 (estimations)
- 64 : Indice d'intégration régionale en Afrique
- 65 : L'économie bleue dans le monde en 2020
- 66 : Votre gouvernement devrait-il ériger la protection de l'environnement en priorité de la relance post-Covid19 ?
- 67 : Pensez-vous avoir la responsabilité de vous assurer que votre génération ne détruit pas la planète ?
- 68 : Prévisions mondiales de prélèvement d'eau
- 69 : La croissance démographique a entraîné une urbanisation plus forte
- 70 : ... et une concentration dans les villes de plus en plus densément peuplées
- 71 : Les émissions de gaz à effet de serre par habitant en fonction de la part de la population urbaine dans la population totale
- 72 : Les différentes formes de l'impact du tourisme et du voyage sur les pays Encadré 1 : Définitions



LISTE DES ENCADRES

- 1 : Définitions
- 2 : La pandémie de la Covid-19 a conduit à une profonde récession
- 3 : Des temps post-normaux
- 4 : La santé planétaire
- 5 : Une exigence de changement antérieure à la crise
- 6 : Une représentation de la mondialisation : vulnérabilité et chamboulements
- 7 : Les vertébrés au bord du gouffre
- 8 : L'importance, face à la crise sanitaire, d'une réponse mondiale appropriée

L

ISTE DES FOCUS

- 1 : L'ampleur de la crise sociale mondiale
- 2 : De nouveaux modes de travail et au-delà
- 3 : Un manque d'information crucial
- 4 : Kaléidoscope : images du monde d'après
- 5 : La question sécuritaire en Afrique
- 6 : La Chine en tête
- 7 : Mondialité : le nouveau visage de la mondialisation post-Covid ?
- 8 : Quel devenir pour les métiers mondiaux du Maroc ?
- 9 : Digitalisation plurielle
- 10 : Quelle accélération de la digitalisation au Maroc ?
- 11 : Les réseaux sociaux au Maroc : de multiples enjeux à relever
- 12 : Quelles transformations de la société marocaine post-Covid ?
- 13 : Macroéconomie post-Covid
- 14 : Quelle position du Maroc à l'échelle mondiale et africaine ?
- 15 : Repenser le développement de l'Afrique
- 16 : Maroc : endogénéiser l'économie marocaine
- 17 : Réduire la dépendance du Maroc en ressources stratégiques vis-à-vis de l'étranger
- 18 : Le Nexus Eau-Energie-Alimentation au niveau mondial
- 19 : Le Nexus Eau-Energie-Agriculture-Ecosystèmes : pistes d'action pour le Maroc
- 20 : Le Nexus Ville-Mobilité-Empreinte écologique (ViMEE)
- 21 : Le Nexus Tourisme-Environnement-Emploi (TEE)



LISTE DES DATA

- 1 : La Covid-19 dans le monde
- 2 : La Covid-19 au Maroc
- 3 : La mondialisation en chiffres
- 4 : L'urbanisation durable en chiffres
- 5 : Le tourisme mondial en chiffres
- 6 : Les investissements durables
- 7 : La santé mentale
- 8 : Les jeunes
- 9 : L'eau dans le monde
- 10 : Le Nexus ViMEE

L

ISTE “EN MARCHÉ”

- 1 : La Vision Royale marocaine
- 2 : Le Green New Deal européen
- 3 : La pandémie, un déclencheur 1- au Nord
- 3 : La pandémie, un déclencheur 2- comme au Sud
- 4 : Des avancées africaines tous azimuts
- 5 : La prise en compte de la durabilité en Asie
- 6 : La stratégie Green du Maroc : 1 - du soft au smart power
- 6 : La stratégie Green du Maroc : 2 - (re)verdier le pays
- 7 : L'économie bleue au Maroc
- 8 : Vers une ville post-Covid marocaine
- 9 : Vers une ville post-Covid africaine
- 10 : Tourisme durable au Maroc

- ▶ **Alien Generation** : ce terme ne désigne pas seulement les natifs digitaux (digital natives) qui ont su cliquer avant de savoir lire, écrire et compter, mais tout un pan de la population mondiale -jeunes et moins jeunes- dont l'état d'esprit (mindset) les porte naturellement vers un monde plus libre et respectueux, une économie plus positive, une planète plus saine. Ils actionnent spontanément les leviers du développement durable ainsi que de l'économie bleue, positive, solidaire, x.0..., IRES. *Rapport stratégique de 2018. Pour un développement autonome de l'Afrique, 2018. p. 238.*
- ▶ **Analyse prédictive** : est un terme utilisé pour décrire une série de techniques analytiques et statistiques permettant de prédire des actions ou des comportements futurs. GUTIERRE, Daniel D, *Guide Inside BIGDATA de l'analyse prédictive, inside bigdata, 11 p* : <https://www.celge.fr/wp-content/uploads/2015/12/guide-analyse-prédictive.pdf>
- ▶ **Anthropocène** : terme proposé en 2000 par Josef CRUTZEN et Eugene STORMER pour caractériser l'époque géologique actuelle, marquée par l'impact majeur et croissant des activités humaines sur la terre et dans l'atmosphère, à tous les niveaux, y compris celui global. Les deux chercheurs ont proposé la fin du 18^{ème} siècle comme date de départ de cette nouvelle ère, période qui coïncide avec les premières constatations de l'effet des activités humaines sur l'environnement et, également, avec le début de la révolution industrielle. CRUTZEN, Josef ; STORMER, Eugene. *The "Anthropocene", Global Change Newsletter n° 41, 2000, pp. 17-18.*
- ▶ **Antispécisme** : ce concept est indissociablement lié à celui de spécisme ou d'espécisme, équivalents en français de l'anglais *speciesism*. Il est constitué en référence et par analogie aux notions de racisme. Ce terme désigne un courant de pensée qui rejette toute discrimination fondée sur des critères d'appartenance à une espèce biologique donnée. CARRIE, Fabien. Antispécisme, In *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 22 janvier 2021 : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/antispecisme/>
- ▶ **Automatisation** : l'automatisation, la robotisation ou la numérisation constituent autant d'innovations technologiques qui, par leur nature et l'ampleur de leur diffusion, modifient actuellement en profondeur les modes de production, de consommation et d'échange de biens et de services, jusqu'à parfois les bouleverser. Au-delà du seul système productif, la diffusion de ces innovations induit par ailleurs des transformations profondes tant dans les relations de travail que dans l'organisation sociale. FRANCE STRATEGIE. *Conseil d'orientation pour l'emploi. Automatisation, numérisation et emploi, Janvier 2017, 192 p* : <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/coe-rapport-tome-1-automatisation-numerisation-emploi-janvier-2017.pdf> , BECK, Ulrich. *La société du risque - Sur la voie d'une autre modernité*, Flammarion, 521 p.
- ▶ **Blockchain** : ou chaîne de blocs, est un registre distribué et sécurisé qui contient l'historique de tous les échanges depuis sa création. Il est partagé entre ses différents utilisateurs appelés *nœuds*, sans aucun tiers ni autorité centrale, ce qui permet à chacun d'accéder aux transactions. Chaque transaction est enregistrée au sein de blocs et chaque bloc est lié au précédent. Les transactions des blocs sont immuables : pour modifier l'un d'entre eux, il est nécessaire de modifier l'ensemble des blocs validés. La blockchain est un système *peer-to-peer* dont la fiabilité, en l'absence d'autorité centrale, repose sur le nombre de ses utilisateurs et leur volonté de préserver le système. IRES. *IRES. Rapport stratégique de 2019. Le nouveau modèle de développement et les enjeux systémiques mondiaux, 2019/2020, encadré 2 : La blockchain, p. 36.* TIANA, Laurence. *Blockchain for Dummies (2nde édition)*, New Jersey, Wiley, 2019, pp. 7-9.
- ▶ **Burn out** : ou épuisement professionnel, est un syndrome conceptualisé comme résultant d'un stress chronique au travail qui n'a pas été correctement géré(15). *Cambridge Dictionary*: <https://dictionary.cambridge.org/fr/dictionnaire/anglais/wake-up-call>

L EXIQUE (2)

- ▶ **Caremongering** : à l'origine, un mouvement social porté par les médias sociaux pour aider les personnes touchées par la Covid-19, qui s'est étendu à toute forme d'altruisme organisé, devenant ainsi une sorte d'antidote aux répercussions sur le plan social à cause de la pandémie. Il est l'opposé de *scaremongering* (alarmisme). GOVERNEMENT OF CANADA. *Glossary on the COVID-19 pandemic, version June 11, 2020*: <https://www.btb.termiumpius.gc.ca/publications/covid19-eng.html>
- ▶ **Cartographie des risques** : est une démarche dynamique d'identification et d'évaluation des risques qui permet d'en donner une représentation synthétique et visuelle. Elle constitue ainsi un outil de mise en évidence des risques à couvrir en priorité. INSTITUT FRANÇAIS DE L'AUDIT ET DU CONTROLE INTERNE (IFACI). *De la cartographie des risques au plan d'audit, Paris, 213, 71 p.*
- ▶ **Ceinture alimentaire** : elle consiste à redynamiser l'économie locale autour des villes et notamment développer les filières alimentaires locales pour une agriculture durable voire biologique et à des prix équitables. POUR LA SOLIDARITE. *Les ceintures alimentaires, une ambition à la fois économique et politique* 4 Juin 2018 : <https://www.transition-europe.eu/fr/event/les-ceintures-alimentaires-une-ambition-la-fois-economique-et-politique>
- ▶ **Click and mortar** : désigne un acteur économique traditionnel, généralement dans la distribution, qui se lance dans la vente en ligne sans abandonner son activité en présentiel. DEFINITIONS DIGITAL. *Lexique du digital, glossaires, dictionnaire illustré* : <https://definitions-digital.com/marketing/click-and-mortar>
- ▶ **Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI)** : est une fondation dotée par des dons provenant d'Etats, d'organisations philanthropiques et d'organisations de la société civile. Elle a été constituée en vue du financement de projets de recherche indépendant pour mettre au point des vaccins contre les épidémies dues à des agents infectieux émergents. Les agents infectieux sur lesquels elle travaille sont : les coronavirus MERS-CoV et SARS-CoV-2, le virus Nipah, le Virus Lassa, le virus de la fièvre de la vallée du Rift ainsi que le virus du chikungunya. Dans ses statuts, la CEPI prévoit que ses investissements conduisent un accès juste et équitable au vaccin nécessaire au contrôle de l'explosion d'une pandémie. <https://cepi.net/>
- ▶ **Collapsologie** : est un courant de pensée récent qui étudie les risques d'un effondrement de la civilisation industrielle et ce qui pourrait succéder à la société actuelle. Il s'agit de l'exercice transdisciplinaire de l'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle et de ce qui pourrait lui succéder, en s'appuyant sur les deux modes cognitifs que sont la raison et l'intuition et sur des travaux scientifiques reconnus. SERVIGNE, Pablo et STEVENS, Raphaël. *Comment tout peut s'effondrer : petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes, Paris, Ed. du Seuil, 2015, 301 p.*
- ▶ **Communs** : les communs consistent en des formes nouvelles de partage et de distribution des attributs du droit de propriété (sous la forme de droits d'accès, d'usage, de prélèvement ou d'exploitation). CORIAT, Benjamin et all. *Le retour des communs : la crise de l'idéologie propriétaire, les liens qui libèrent, 2015, 297 p.*
- ▶ **Convivialisme** : philosophie de l'art de vivre ensemble pour prendre soin de la Nature et des humains. INTERNATIONALE CONVIVIALISTE. *Second Manifeste convivialiste Pour un monde post-néolibéral, Actes Sud, Février 2020, 144 p.*

L

EXIQUE (3)

- ▶ **Coronavirus ou la Covid-19** : les Coronavirus (CoV) forment une grande famille de virus qui provoquent des manifestations allant du simple rhume à des maladies plus graves tels que le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) et le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). Un nouveau virus de la famille des Coronaviridae a été découvert dans la ville de Wuhan en Chine. Ce virus a été, initialement, nommé 2019-nCoV. Il porte le nom de SARS-CoV-2 et la maladie associée à ce virus est la Covid-19. L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS) : <http://www.emro.who.int/fr/health-topics/corona-virus/about-covid-19.html>
- ▶ **Couples biactifs** : ce sont les ménages dans lesquels les deux conjoints sont en activité. CUVILLIEZ, Julia (2013), *Administratrice de l'Insee, "Couples biactifs un challenge quotidien"* in ENSAE ALUMNI https://www.ensae.org/global/gene/link.php?doc_id=1221&fg=1
- ▶ **Crise d'apprentissage** : lacunes importantes dans la qualité et la quantité de la scolarisation. WORLD BANK GROUP. *World development Report 2018, learning to realize education's promise*, 239 p : <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2017/09/26/world-bank-warns-of-learning-crisis-in-global-education>
- ▶ **Deep Learning** : ou apprentissage profond en français est un type d'intelligence artificielle dérivé de la machine learning (apprentissage automatique) où la machine est capable d'apprendre par elle-même, contrairement à la programmation où elle se contente d'exécuter à la lettre des règles prédéterminées. DELUZARCHE, Céline. *Deep Learning : Qu'est-ce que c'est ?* in Futura Tech : <https://www.futura-sciences.com/tech/definitions/intelligence-artificielle-deep-learning-17262/>. WANI, Arif ; FAROOQ, Ahmad ; BHAT, Saduf Afzal ; ASIF, Iqbal Khan. *Advances in Deep Learning*, Singapore, Springer Singapore, 2020, pp. 2- 6
- ▶ **Deepfake** : un type d'intelligence artificielle (et le contenu vidéo ainsi créé) utilisé pour générer des faux convaincants d'image, d'audio et de vidéo. LA REVUE EUROPEENNE DES MEDIAS ET DU NUMERIQUE. N°52 Automne 2019 : <https://la-rem.eu/2019/11/deepfake/>
- ▶ **Dématérialisation** : est la substitution d'un document papier par un document électronique. CEGID et ESKER. *Livre blanc. Tout processus métier a sa Dématérialisation, quelle est la vôtre ?* 2010, 47 p : https://www.celge.fr/wp-content/uploads/2015/01/livre_blanc_dematerialisation.pdf
- ▶ **Démondialisation** : concept développé par Walden BELLO qui selon lui, la mondialisation néolibérale est apparue dans les années 1980 et a porté atteinte aux économies des pays du Sud qui se basent principalement sur les seules exportations de matières premières sans pour autant développer leur marché intérieur. WALDEN, Bello. *Deglobalization, ideas for a New World Economy*, Zed Books Ltd; New Updated edition (30 juin 2004), 162 p.
- ▶ **Design** : un plan d'ensemble, doté de spécifications, permettant de réaliser une vision globale. GUIDOT, Raymond. *Histoire du design de 1940 à nos jours*, éditeurs : Hazan, 2014, 395 p.
- ▶ **Ecomobilité** : le préfixe " éco " peut être entendu comme signifiant écologique, économique ou économe. L'écomobilité s'organise selon une certaine hiérarchie, du plus éco-mobile au moins éco-mobile : marche à pied, véhicules à propulsion humaine (VPH de type vélo et ses dérivés tels le vélomobile), transports en commun et le covoiturage. Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer : http://www.cdu.urbanisme.equipement.gouv.fr/IMG/pdf/texte-synthese-ville-mobilite-durables_cle55aca3.pdf

L EXIQUE (4)

- ▶ **Economie partagée ou économie du partage** : cette forme d'économie met l'accent sur le partage d'actifs sous-utilisés, monétisés ou non, pour en améliorer l'efficacité et la durabilité tout en contribuant à renforcer la communauté. *WORLD ECONOMIC FORUM. Qu'est-ce que l'économie du partage ? 21 Décembre. 2017 : <https://fr.weforum.org/agenda/2017/12/qu-est-ce-que-leconomie-du-partage>*
- ▶ **Economie sociale et solidaire (ESS)** : est l'ensemble des activités économiques et sociales organisées dans le cadre de structures formelles ou de groupements de personnes physiques ou morales poursuivant une finalité d'intérêt collectif et sociétal, indépendantes et jouissant d'une gestion autonome, démocratique et participative. *CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CESE). " L'Economie Sociale et Solidaire : un levier pour une croissance inclusive ", 2015, 129p : <http://www.cese.ma/Pages/Auto-saisines/AS-19-2015-economie-sociale-et-solidaire.aspx>*
- ▶ **Endogénéisation** : il s'agit en économie de l'action de développer des chaînes de valeurs au sein d'un même territoire, de manière endogène. *WOLDRIDGE, Jeffrey M. Introductory Econometrics: A Modern Approach (Five ed.). Australia: South-Western. 862 p : https://economics.ut.ac.ir/documents/3030266/14100645/Jeffrey_M._Wooldridge_Introductory_Econometrics_A_Modern_Approach__2012.pdf*
- ▶ **Energies fossiles** : ce sont le pétrole, le gaz et le charbon. Ces énergies sont issues de roches formées par la fossilisation de végétaux enfouis et stockés dans le sous-sol durant plusieurs millions d'années. Leur combustion génère en grande quantité du carbone sous forme de CO₂. *ENERGIES FOSSILES. Les énergies fossiles : <http://www.energiefossile.com/>*
- ▶ **Enoughism** : c'est une théorie qui met l'accent sur moins de dépenses et plus de restrictions d'achat. C'est l'antonyme du consumérisme. *NAISH, John. Enough : Breaking Free of the World of More, Hodder & Stoughton, 2008, 289 p.*
- ▶ **Epidémies** : il y a épidémie quand on observe un accroissement anormal du nombre de cas d'une maladie infectieuse, qui existe à l'état endémique, dans une région donnée ou au sein d'une population. *LA FEDERATION INTERNATIONALE DES SOCIETES DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE (IRFC) : <https://www.ifrc.org/fr/introduction/gestion-de-catastrophes/catastrophes/typologie-des-catastrophes/biological-hazards-epidemics/>*
- ▶ **Epizooties** : une épizootie est une maladie affectant brutalement un grand nombre d'animaux, dans une région donnée. Elle correspond pour l'animal à ce qu'est une épidémie pour l'homme. *L'ENCYCLOPEDIE UNIVERSALIS : <https://www.universalis.fr/dictionnaire/epizootie/>*
- ▶ **Etat providence** : Désigne l'ensemble des interventions de l'Etat dans le domaine social qui visent à garantir un niveau minimum de bien-être à l'ensemble de la population, en particulier à travers un système étendu de protection sociale". *REPUBLIQUE FRANÇAISE. Vie publique : L'Etat providence : <https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/262512-letat-providence>*
- ▶ **Etats voyous** : selon Antony LAKE, il s'agit d'Etats qui tentent d'acquérir des armes de destruction massive, soutiennent des groupes terroristes, maltraitent leur population ou ont un comportement inapproprié en matière de relations internationales. *BONIFACE, Pascal. Qui sont les " Etats voyous " ? In Institut de Relations Internationales et Stratégiques (iris), 22 septembre 2017 : <https://www.iris-france.org/99203-qui-sont-les-etats-voyous/>*
- ▶ **Facteur de crise** : est un événement ou une tendance existante dont le développement pourrait conduire à une crise. *PORTAL, Thierry. " Avant-propos ", dans : Thierry Portal éd., Crises et facteur humain. Les nouvelles frontières mentales des crises. Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, " Crisis ", 2009, p. 13-31. DOI: 10.3917/dbu.portal.2009.01.0013. URL: <https://www.cairn.info/crises-et-facteur-humain--9782804117849-page-13.htm>*

- ▶ **Fonctions de commandements urbains** : il s'agit comme par exemple des sièges sociaux d'entreprise, des équipements publics de niveau national ou international comme un opéra ou un aéroport et des activités financières, ... qui sont en général concentrés au sein des grandes villes. *PanthEon Sorbonne. Petit lexique de l'urbain* : <https://www.pantheonsorbonne.fr/IMG/pdf/urbain.pdf>
- ▶ **Freelancers** : ce sont des travailleurs indépendants qui n'ont pas nécessairement de fonds de commerce, d'agrément d'actif immobilisé ou de licence permettant d'exercer une profession réglementée. Ce sont majoritairement des travailleurs hautement qualifiés : consultants, designers ou développeurs informatiques qui choisissent de se mettre à leur propre compte, sans employer d'autres personnes. *OUI SHARE. Etude sur le freelancing en France 2017, Freelances et fières de l'être : Portrait d'une nouvelle catégorie de travailleurs, 2017, 27 p.*
- ▶ **GAFAM** : l'acronyme GAFAM désigne cinq des entreprises les plus puissantes du monde de l'internet à savoir : Google, Apple, Facebook et Amazon et Microsoft. Ces firmes possèdent un pouvoir économique et financier considérable. Ces GAFAM représentent l'économie du début du 21ème siècle et incarnent le passage à l'ère du digital. *Le dico du commerce international* : <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/gafa.html>. TOLEDANO, Joëlle. *Gafa, reprenons le pouvoir!*, Paris, Odile Jacob, 2020, 185 p
- ▶ **GIG economy** : signifie, littéralement, l'économie des petits boulots. Il s'agit d'un système de marché libre dans lequel les personnes occupent des emplois temporaires et effectuent des tâches séparées. Au niveau de ce système, les organisations contractent avec des travailleurs indépendants pour des engagements à court terme. *IRES. Rapport stratégique de 2019. Le nouveau modèle de développement et les enjeux systémiques mondiaux, 2019/2020*; *CAMBRIDGE DICTIONARY* : <https://dictionary.cambridge.org>; <https://dictionary.cambridge.org/fr/dictionnaire/anglais/gig-economy>. JEREMIAS, Prassl. *Humans as a Service: The Promise and Perils of Work in the Gig Economy*, Londres, Oxford University Press, 2018.
- ▶ **Grand confinement / Great Lockdown** : terme employé par Gita GOPINATH, économiste au Fonds monétaire international, le 14 avril 2020, pour qualifier cette crise de façon similaire à la "Grande Dépression" des années 1930 et de la grande récession des années 2010. *FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL* : <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/04/14/blog-weo-the-great-lockdown-worst-economic-downturn-since-the-great-depression>
- ▶ **Greenwashing** ou écoblanchiment : est une pratique commerciale qui consiste à utiliser des arguments environnementaux souvent pour vendre des produits qui ne respectent pas l'environnement dans le but de se donner une image de responsabilité écologique trompeuse. *FUTURA PLANETE. Greenwashing* : <https://www.futura-sciences.com/planete/definitions/developpement-durable-greenwashing-6026/>
- ▶ **Hypermondialisation** : selon Arvind SUBRAMANIAN et Martin KESSLER, l'économie mondiale est entrée dans une ère d'"hypermondialisation". Entre 1980 et 2011, le volume de marchandises échangées à l'échelle planétaire a été multiplié par quatre, le niveau du commerce mondial augmentant près de deux fois plus vite que la production mondiale chaque année. *SUBRAMANIAN, Arvind and KESSLER, Martin, The Hyperglobalization of Trade and its Future (July 24, 2013). Peterson Institute for International Economics Working Paper No. 13-6, Available at SSRN: https://ssrn.com/abstract=2297994 or http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.2297994*
- ▶ **Immunité collective ou de groupe** : correspond au pourcentage d'une population donnée qui est immunisée/protégée contre une infection à partir duquel un sujet infecté, introduit dans cette population, va transmettre le pathogène à moins d'une personne en moyenne, amenant de fait l'épidémie à l'extinction, car le pathogène rencontre des sujets protégés. Cette immunité de groupe, ou collective, peut être obtenue par l'infection naturelle ou par la vaccination. *INSTITUT PASTEUR* : <https://www.pasteur.fr/fr/espace-presse/documents-presse/qu-est-ce-que-immunite-collective>

L EXIQUE (6)

- ▶ **Indice de développement humain (IDH)** : correspond à un indice composé calculé chaque année par le Programme des Nations Unies pour le développement afin d'évaluer le niveau de développement des pays en se basant non pas sur des données strictement économiques, mais sur la qualité de vie de leurs ressortissants. L'IDH intègre trois facteurs : l'espérance de vie, le niveau d'éducation et le revenu national brut par habitant. *REPUBLIQUE FRANÇAISE. Vie publique : Qu'est-ce que l'indice de développement humain et autres indices ?* : <https://www.vie-publique.fr/fiches/274930-quest-ce-que-lindice-de-developpement-humain-idh-et-autres-indices>
- ▶ **Infodémie** : une surabondance d'informations, tant en ligne que hors ligne. Elle se caractérise par des tentatives délibérées de diffuser des informations erronées afin de saper la riposte de santé publique et de promouvoir les objectifs différents de certains groupes ou individus. L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS). *Gestion de l'infodémie sur la COVID-19 : Promouvoir des comportements sains et atténuer les effets néfastes de la diffusion d'informations fausses et trompeuses* : <https://www.who.int/fr/news/item/-2020-09-23managing-the-covid-19-infodemic-promoting-healthy-behaviours-and-mitigating-the-harm-from-misinformation-and-disinformation>
- ▶ **Informatique neuro-morphique** : un ordinateur dont les composants produisent des fonctions analogues à des parties du cerveau. FULTON, Scott. *Qu'est-ce que l'ingénierie neuromorphique et pourquoi elle déclenche une révolution*, Lundi 11 Février 2019 : <https://www.zdnet.fr/actualites/qu-est-ce-que-l-ingenierie-neuromorphique-et-pourquoi-elle-declenche-une-revolution-39880479.htm>
- ▶ **Investissement direct à l'étranger (IDE)** : se définit comme un investissement réalisé par une entité résidente d'une économie dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. OCDE (2011), " Flux et stocks d'IDE ", dans *OECD Factbook 2010 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris. DOI : <https://doi.org/10.1787/factbook-2010-28-fr>
- ▶ **Low-tech** : ensemble hétérogène de techniques, d'usages et de modes de composition alternatifs, locaux et participatifs, fondés sur une économie de moyens. DIVAL, Denis & TASTEVIN, Philippe. *Low tech ? Wild tech !*, Editions de l'EHESS, 2017, 285 p.
- ▶ **Machine learning** : un processus de fonctionnement d'un système d'intelligence artificielle ou simplement algorithmique par lequel le processus est doté d'un système d'apprentissage. BACHELOT, B. *Glossaires, Environnement digital, Technologies digitales*, In *Définitions marketing*, 2019 : <https://www.definitions-marketing.com/definition/machine-learning/#:~:text=Machine%20learning.%20%C3%89crit%20par%20B.%20Bathelot%2C%20le%2022%2F12%2F2019.,lequel%20le%20processus%20est%20dot%C3%A9%20d%27un%20syst%C3%A8me%20d%27apprentissage>
- ▶ **Marchés émergents et économies en développement (EMDEs)** : ce terme est utilisé la première fois en 1981 par Antoine VAN AGTMAEL, pour parler " de pays en développement offrant des opportunités pour les investisseurs ". Les marchés émergents désignent les pays en voie de développement qui connaissent une forte croissance économique. DELANNOY, Sylvia. *Géopolitique des pays émergents : Ils changent le monde*, Paris/Grenoble, PUF, 2012, 178 p.
- ▶ **Maturité technologique** : désigne le degré d'achèvement d'une technologie en vue de sa mise à disposition sur le marché. CHERY, Isabelle. *Technology Readiness ou maturité technologique : qu'est-ce c'est?* 2019 : <https://www.getinlabs.fr/blog/technology-readiness-ou-maturite-technologique-quest-ce#:~:text=La maturité technologique désigne le degré d'achèvement d'une,de sa mise à disposition sur le marché>

- ▶ **Microgrids** : ce sont des réseaux électriques communicants, interactifs et intelligents. Cette nouvelle génération de réseau a pour but de produire et de stocker l'énergie localement. Les microgrids contribuent à la transition énergétique, en fournissant des solutions pratiques et accessibles pour améliorer la fiabilité de l'énergie électrique, la résilience de l'approvisionnement, l'accès à l'énergie, l'indépendance énergétique, une énergie verte et fiable, une optimisation du coût de l'énergie, une flexibilité de l'énergie et la capacité à participer à des programmes de services réseaux. *BOUTIN, Véronique et all. Microgrids : comment contribuent-ils à la transition énergétique?, In Encyclopédie de l'énergie, 28 Mai 2018 :<https://www.encyclopedie-energie.org/microgrids-comment-contribuent-ils-a-la-transition-energetique/>*
- ▶ **Mobilité douce** : ce terme est apparu pour la première fois quand les débats relatifs aux déplacements se focalisaient sur les nuisances qu'ils généraient pour les citoyens – les mobilités douces étant alors celles qui minimisent ces nuisances. Elles renvoient prioritairement aux mobilités non motorisées. *DEMANDE, Juilien. Mobilité : active, douce, alternative ou durable, 2018 halshs-02274128 : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs02274128/document>*
- ▶ **Mobilité virtuelle** : un ensemble d'activités supportées par les nouvelles technologies pour faciliter ou réaliser des expériences de collaboration internationale dans un contexte d'enseignement /apprentissage. *EuroApprenticeship. Mobility of apprentices in Europe, la mobilité virtuelle : <http://www.euroapprenticeship.eu/fr/la-mobilite-virtuelle.html>*
- ▶ **Mondialisation** : il s'agit d'un processus d'intégration des marchés qui résulte de la libéralisation des échanges, de l'expansion de la concurrence et des retombées des technologies de l'information et de la communication à l'échelle planétaire. " La mondialisation pourrait être définie comme l'extension à l'échelle mondiale d'enjeux qui étaient auparavant limités à des régions ou des nations." *Glossaire de Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture : <https://wayback.archive-it.org/10611/20171122225139/http://www.unesco.org/new/fr/social-and-human-sciences/themes/international-migration/glossary/globalisation/>*
- ▶ **MRO** : est un acronyme qui signifie : maintenance, réparation et opérations. Il est utilisé pour décrire l'ensemble des opérations et des activités associées à l'entretien d'une usine ou d'une installation qui peut inclure l'entretien physique de la structure ou du bâtiment. Il s'agit donc des équipements qu'une organisation utilise pour créer un produit final. *Source : CAREY, Helen. What is MRO and What Does it Stand For? A Brief Guide to Maintenance, Repair, and Operations , In THOMAS FOR INDUSTRY : <https://www.thomasnet.com/articles/plant-facility-equipment/what-is-mro/>*
- ▶ **Néolibéralisme** : la doctrine néolibérale prône une réduction du rôle de l'Etat et le développement du marché dans tous les domaines. Elle affirme la suprématie de l'économie et du marché sur les valeurs humaines. Compétitivité et rentabilité en sont les maîtres-mots. Le néolibéralisme structure non seulement " l'économie ", mais l'ensemble des activités sociales au point de constituer : " une certaine norme de vie dans les sociétés occidentales (...). Cette norme enjoint à chacun de vivre dans un univers de compétition généralisée, (...) [et] transforme jusqu'à l'individu, appelé désormais à se concevoir comme une entreprise ". *DARDOT, Pierre ; LAVAL Christian. La nouvelle raison du monde : Essai sur la société néolibérale, La Découverte Poche / Sciences humaines et sociales n°325, 2010, 504 p.*

L EXIQUE (8)

- ▶ **Néo-nomadisme** : c'est le déplacement régulier, pour de courtes durées, de populations ou d'individus qui possèdent un domicile fixe, mais qui, de manière volontaire ou subie, pratiquent une mobilité importante, entre plusieurs villes, plusieurs régions ou pays. Pour le néo-nomade, le déplacement est le prolongement de son habitat : il s'équipe d'outils, de services, pour être "chez soi" même en déplacement. *ABBAS, Yasmine. Le néo-nomadisme : mobilités, partage, transformations identitaires et urbaines, Paris : FYP Editions, 2011, 144 p.*
- ▶ **Nexus** un ensemble complexe d'éléments liés. L'ENCYCLOPEDIE FRANÇAISE. Nexus : <https://www.encyclopedia.fr/definition/nexus>
- ▶ **Nolife** : expression anglo-saxonne utilisée pour désigner les individus dont le temps passé à des activités professionnelles et/ou personnelles est supérieur à celui passé en interaction avec d'autres personnes. Dans les années 2000, avec le développement des univers virtuels tels que Second Life. Nolife désignait alors les personnes coupées en quelque sorte du monde extérieur et qui passaient plus de 12 heures par jour dans ces univers dématérialisés au travers d'un avatar, plutôt que dans la "vraie" vie. *GLOSSAIRE E-MARKETING : https://www.e-marketing.fr/Definitions-Glossaire/nolife-242594.htm*
- ▶ **Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD)** : sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité. *PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. Que sont les objectifs de développement durable ? : HTTPS://WWW.UNDP.ORG/CONTENT/UNDP/FR/HOME/SUSTAINABLE-DEVELOPMENT-GOALS.HTML*
- ▶ **Paradoxe de Tocqueville** : désigne, dans une société dont les conditions de vie connaissent une amélioration significative (liberté, revenus, augmentation de l'espérance de vie, ...), l'insatisfaction croissante des populations née de l'écart perçu entre la situation idéale et la situation réelle et ressenti comme intolérable. *TOCQUEVILLE. Alexis, De la démocratie en Amérique, Editions Flammarion, 2010, 301 p.*
- ▶ **Pauvreté d'apprentissage ou Learning poverty** : est le pourcentage d'enfants, qui à 10 ans sont incapables de lire et comprendre un texte adapté à leur âge. *WORLD BANK GROUP. Learning Poverty, October 15, 2019 : https://www.worldbank.org/en/topic/education/brief/learning-poverty#:~:text=%20Learning%20Poverty%20%201%20%C2%B7%20A%20literacy,gaps%20and%20continued%20action-oriented%20research%20and...%20More%20*
- ▶ **Planétarisation** : est la conjugaison du local et du mondial dans une perspective nouvelle de "glocalisation". Elle consiste à réconcilier les intérêts respectifs de l'Humanité et de la planète (biosphère) grâce à une prise de conscience de l'interdépendance vitale existant entre elles. *IRES. Rapport stratégique de 2019. IRES. Rapport stratégique de 2019. Le nouveau modèle de développement et les enjeux systémiques mondiaux, 2019/2020, p.136 et p. 233.*
- ▶ **Prosommateur / prosumer** : terme employé pour la première fois par le sociologue Alvin TOFFLER. Il désigne une personne qui, non seulement, consomme mais aussi produit. *TOFFLET, Alvin. The Third Wave, New York, William Morrow, 1980, 544 p.*
- ▶ **Quantitative easing** : "est un terme anglais qui signifie "assouplissement quantitatif" et désigne un instrument particulier de politique monétaire dont disposent les banques centrales pour influencer le coût du crédit et agir ainsi sur l'inflation et la croissance. En plus des outils traditionnels (dits conventionnels), les banques centrales peuvent faire varier la quantité de monnaie en circulation dans l'économie en utilisant des moyens "non conventionnels". Le quantitative easing est l'un de ces outils, par lequel elles achètent massivement des actifs aux banques". *BANQUE DE FRANCE. ABC de l'économie, Quantitative easing : https://abc-economie.banque-france.fr/quantitative-easing ; TISCHER, Johannes. Quantitative easing, portfolio rebalancing and credit growth : micro evidence from Germany, In Deutsche Bundesbank No 20/2018, 56 p : https://www.econstor.eu/bitstream/10419/180673/1/1027069444.pdf*
- ▶ **Risque** : un événement qui pourrait éventuellement survenir, *BECK, Ulrich. La société du risque - Sur la voie d'une autre modernité, Flammarion, 521 p.*
- ▶ **Risque existentiel** : "un risque dont une issue défavorable serait soit d'anéantir la vie intelligente originaire de la Terre, soit de réduire de façon permanente et drastique son potentiel. " *BOSTROM, Nick. Existential Risks, Journal of Evolution and Technology, Vol. 9, No. 1 (2002), pp. 1-30.*

- ▶ **Risque majeur mondial** : terme introduit par plusieurs auteurs à partir de la fin du 20^{ème} siècle. Il a été précisé en 2008 par le philosophe Nick BOSRTROM. Il s'agit d'un risque d'intensité majeure affectant une partie significative de l'humanité. BECK, Ulrich. *La société du risque - Sur la voie d'une autre modernité*, Flammarion, 521 p.
- ▶ **Santé planétaire** : concept développé par la fondation Rockefeller et The Lancet, suite à un appel lancé par cette revue scientifique britannique pour initier un mouvement pour la santé planétaire qui consiste à chercher des solutions innovantes favorisant la soutenabilité humaine globale et la soutenabilité environnementale via la mobilisation de tous les secteurs de l'économie, de l'énergie, de l'agriculture, de l'eau et de la santé. Dans ce contexte, la fondation Rockefeller en collaboration avec the Lancet ont mis en place "la Commission on Planetary Health : Commission Lancet - Fondation Rockefeller pour la santé planétaire". Le concept de santé planétaire fût déclaré, en 2015, par Judith RODIN, Présidente de la Fondation Rockefeller comme une nouvelle discipline de la santé mondiale. WHITMEE Sarah ; HAINES Andy et all. *Safeguarding human health in the Anthropocene epoch : report of The Rockefeller Foundation-Lancet Commission on planetary health*, in THE LANCET, 15 July 2015 : [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(15\)60901-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(15)60901-1), Horton, Richard et all " *From public to planetary health : a manifesto* ", The Lancet, vol. 383, no 9920, 6 mars 2014, p. 847, DOI : [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(14\)60409-8](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(14)60409-8), RODIN, Judith. *Planetary Health : A New Discipline in Global Health*, 16 Juillet 2015 : <https://www.rockefellerfoundation.org/blog/planetary-health-a-new-discipline-in-global-health/>
- ▶ **Scores ESG** : les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance d'entreprise) ont été introduits par John ELKINGTON. Ils désignent les trois principales dimensions à prendre en compte dans l'évaluation d'une entreprise pour mesurer sa durabilité (soutenabilité) et sa gestion socialement responsable vis-à-vis de l'environnement et de ses parties prenantes (salariés, partenaires, sous-traitants et clients). ELKINGTON, John. *Cannibals With Forks: The Triple Bottom Line of 21st Century Business*. *Journal of Business Ethics* 23, 229-231 (2000). <https://doi.org/10.1023/A:1006129603978>
- ▶ **Secteur informel** : est un secteur qui peut se caractériser, d'une façon générale, comme étant constitué d'unités de production qui opèrent typiquement à petite échelle, avec un faible niveau d'organisation, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital, en tant que facteurs de production et avec l'objectif premier de créer des emplois et d'engendrer des revenus pour les personnes concernées ; pour les besoins statistiques, le secteur informel est défini en fonction des circonstances nationales comme un ensemble d'entreprises non constituées en sociétés appartenant à des ménages, qui produisent au moins quelques produits pour le marché mais qui ont soit moins d'un nombre spécifié de salariés et/ou qui ne sont pas enregistrées selon les formes spécifiques de la législation nationale. L'enregistrement peut se référer, par exemple, à l'inscription prévue par les obligations fiscales ou des cotisations de sécurité sociale ou d'autres dispositions administratives. OCDE, *Le système de comptabilité nationale, 1993 - Glossaire, 2000*.
- ▶ **Slowbalisation** : intégration continue de l'économie mondiale à travers les flux commerciaux et financiers, mais à un rythme nettement plus lent que la mondialisation d'avant les années 2010. FEFFER, John. *Slowbalisation: Will the slowing global economy be a boon or bane?* in *Business standard, Special on Coronavirus, August 21, 2019* : https://www.business-standard.com/article/international/slowbalisation-will-the-slowng-global-economy-be-a-boon-or-bane-119082100206_1.html
- ▶ **Smart city** : "la " ville intelligente " est une ville pilotée par les données. En ce sens, " les big data sont [...] l'outil indispensable pour permettre l'émergence de véritables smart cities, structurées par une connaissance de la ville actualisée en temps réel et une forme d'ubiquité permanente ". La smart city est d'abord et avant tout une ville numérique, mais elle permet aussi la fusion entre le numérique et l'environnement ". *Institut National de la Recherche Scientifique (INRS), Centre - Urbanisation Culture Société. LA VILLE INTELLIGENTE Origine, définitions, forces et limites d'une expression polysémique, Janvier 2017, 37 p* : <http://espace.inrs.ca/id/eprint/4917/1/Rapport-LaVilleIntelligente.pdf>

L

EXIQUE (10)

- ▶ **Smart power** : Il s'agit d'une approche soulignant la nécessité d'une armée forte, mais aussi d'alliances, de partenariats et d'institutions à tous les niveaux pour étendre l'influence américaine et établir la légitimité du pouvoir américain. CENTER FOR STRATEGIC AND INTERNATIONAL STUDIES. Csis commission on smart power, A smarter, more secure America, 2007, 79 p : https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/media/isis/pubs/071106_csissmartpowerreport.pdf
- ▶ **Soft power** : est la capacité d'un Etat à obtenir ce qu'il souhaite de la part d'un autre Etat sans que celui-ci n'en soit même conscient (Joseph NYE). Il s'agit de la capacité d'influence et d'attraction d'un Etat. NYE. Joseph, "The Future of Power ", PublicAffairs, 2011; 320 p.
- ▶ **Subsidiarité** : ce principe, introduit dans le droit européen par le traité de Maastricht (1992) et consacré par le traité de Lisbonne (2007) comme principe fondamental de l'Union européenne, aux côtés des principes d'attribution et de proportionnalité (article 5), a été conçu pour rapprocher les lieux décisionnels des citoyens et éviter l'éloignement des lieux de pouvoir. DESSOL, Chantal Million. *L'Etat subsidiaire. Ingérence et non-ingérence de l'Etat : le principe de subsidiarité aux fondements de l'histoire européenne*, L'Harmattan, Paris, PUF, 2010, 232 p.
- ▶ **Sudden infant death syndrome (SIDS)** : le syndrome de mort subite du nourrisson (SMSN) est la mort inexplicée, généralement pendant le sommeil, d'un bébé apparemment en bonne santé et âgé de moins d'un an. MayoClinic.org : <https://www.mayoclinic.org/diseases-conditions/sudden-infant-death-syndrome/symptoms-causes/syc-20352800>
- ▶ **Survivalisme** : les survivalistes vivent dans une culture de l'anticipation, qui est très contemporaine. Le survivalisme a pour caractéristique d'anticiper des choses qui n'ont pas lieu et se préparent à l'éventualité d'une catastrophe liée soit au réchauffement climatique ou à l'émergence d'une pandémie mondiale. VIDAL, Bertrand. *Survivalisme, êtes-vous prêt pour la fin du monde ?* édition Arkhé, 2019, 192 p.
- ▶ **Télé migrant** : un freelance compétent dans un pays du Sud, capable d'entrer en compétition avec les salariés qualifiés du Nord. Terme employé pour la première fois dans le livre " The Globotics Upheaval". BALDWIN, Richard. *The Globotics Upheaval*, W&N, 2019, 304 p.
- ▶ **Traitement naturel du langage** : aussi appelé Natural Language Processing ou NLP. Il s'agit d'une technologie permettant aux machines de comprendre le langage humain grâce à l'intelligence artificielle. BASTIEN, L. *Traitement naturel du langage : tout savoir sur le Natural Language Processing*, In *Le BigData.fr*, 2 Août 2019 : <https://www.lebigdata.fr/traitement-naturel-du-langage-nlp-definition>
- ▶ **Triple Bottom Line** : est un référentiel comptable qui intègre trois dimensions de la performance : sociale, environnementale et financière (personnes, planète, profits), dans le bilan d'une entreprise. ELKINGTON, John. Enter the Triple Bottom Line : <https://johnelkington.com/archive/TBL-elkington-chapter.pdf>
- ▶ **Ubuntu** : ce concept bantou peut se résumer par "Je suis un être humain par et pour les autres", mettant, ainsi, l'accent sur ce qui constitue l'Humanité, cette qualité commune dont chacun devrait avoir conscience. En ce sens, l'ubuntu est commun à toutes les religions qui prônent l'amour de son prochain. Il rapproche toutes les cultures, de l'Asie à l'Occident via l'Orient, autour de cette aspiration fondamentale qu'est la reconnaissance de l'Humanité, comme instrument de partage et de bienveillance. IRES. Rapport stratégique de 2018. Pour un développement autonome de l'Afrique, 2018. p. 240, WAbéri, Abdourahman. *etes-vous " ubuntu " un peu, beaucoup, passionnément ?* Le Monde, [en ligne] 03 août 2015. url : <http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/08/03/etes-vous-ubuntu-un-peubeaucoup-passionnement_4709614_3212.html#i5fdm0Pq6X7rK6Ls.99>. MTUNGWA NDLOVU, Priscilla. *Ubuntu Leadership Compassion, Community, and Respect*, Londres, Palgrave MacMillan, 2016 pp. 135-149.

L

EXIQUE (11)

- ▶ **Véganisme** : Donald WATSON a créé le terme “vegan” en 1944 à partir du mot anglais *vegetarian* (végétarien en français). Il le définit “ comme une philosophie et une façon de vivre qui cherche à exclure, autant qu’il est pratiquement possible, toutes les formes d’exploitation et de cruauté envers les animaux, que ce soit pour se nourrir, s’habiller, ou pour tout autre but et par extension, le véganisme soutient et encourage le développement et la mise en œuvre d’alternatives sans utilisation d’animaux, pour le plus grand bien des êtres humains, des animaux et de l’environnement”. *UN MONDE VEGAN. Qu’est-ce que le “véganisme” ?* : <http://www.veganisme.fr/index.html> ; THE VEGAN SOCIETY : <https://www.vegansociety.com/about-us/history>
- ▶ **Villes mondiales** : ce terme a été introduit par la sociologue et l’économiste américaine Saskia SASSEN sous la forme globale *cities* (1991) et en français dans sa traduction “ villes mondiales “. Ce terme désigne les métropoles se situant au niveau supérieur de la hiérarchie urbaine à l’échelle mondiale. Ce sont les lieux où se concentrent les pouvoirs centraux des entreprises et de l’économie mondiale. *SASSEN, Saskia. The Global city : New York, London, Tokyo, Princeton University press, 1991, réédité en 2001 (traduit en français en 1996 aux éditions La découverte).*
- ▶ **Voix de la société** : point de vue partagé par des personnes dans une communauté, qui vise des résultats acceptables pour tous, en plaidant pour une représentation juste et équitable et pour le respect des valeurs éthiques. PANETTA, Kasey. DNA storage, factory and farm automation and freelance customer service drive predictions for the foreseeable future. In Gartner Top 10 Strategic Predictions for 2021 and Beyond, October 21, 2020: <https://www.gartner.com/smarterwithgartner/gartner-top-10-strategic-predictions-for-2021-and-beyond/>
- ▶ **Wake up call** : est une sorte d’alarme, d’appel au réveil, qui doit faire comprendre que l’on doit prendre des mesures pour changer une situation. *WORLD BANK GROUP. Learning Poverty, October 15, 2019 : <https://www.worldbank.org/en/topic/education/brief/learning-poverty#:~:text=%20Learning%20Poverty%20%201%20%C2%B7%20A%20literacy,gaps%20and%20continued%20action-oriented%20research%20and...%20More%20>*
- ▶ **Zoonoses** : ce sont un groupe de maladies infectieuses qui se transmettent naturellement de l’animal à l’homme. Le plus grand risque de transmission se situe à l’interface entre l’homme et l’animal par une exposition directe ou indirecte à l’animal. Les produits qui en sont issus sont, par exemple, la viande, le lait, les œufs, ... et/ou son environnement. *L’ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS) : https://www.who.int/foodsafety/areas_work/zoonose/fr/*

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

1. L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS). Nouveau coronavirus (2019-nCoV), Flambée de maladie à coronavirus (2019-nCoV) : <https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019>
2. KECK, Frédéric. Anthropologie des zoonoses : Transmission des maladies de l'animal à l'homme : <https://www.axa-research.org/fr/news/anthropologie-des-zoonoses>
3. MUSSAT, Louise. " L'humanité a toujours vécu avec les virus ", Le Journal du CNRS, 17.04.2020 : <https://lejournal.cnrs.fr/articles/lhumanite-a-toujours-vecu-avec-les-virus>
4. REROLLE, Raphaëlle. Coronavirus : qui se souvient encore de la " grippe de Hongkong " de la fin des années 1960 ?, in LE MONDE, 11 Mai 2020 : https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/05/11/qui-se-souvient-encore-de-la-grippe-de-hongkong_6039258_3224.html
5. MCMILLEN, Christian W. Pandemics: A Very Short Introduction, Oxford, Oxford University Press, 2016, pp. 9-10.
6. SNOWDEN, Frank M. Epidemics and Society: from the Black Death to the Present, New Heaven, Yale University Press, 2019, pp. 37-38.
7. ONU INFO. " Face à la vague de mécontentement à travers le monde, l'ONU plaide pour des manifestations pacifiques ", 4 septembre 2019 : <https://news.un.org/fr/story/2019/09/1050882>
8. Didier, HEIDERICH. " La perception du risque dans la société de la peur", Cahier Espaces n° 85, 6 p : <http://www.communication-sensible.com/download/La-societe-de-la-peur-et-du-risque.pdf>
9. The TIME OF INDIA BLOG, Sweden deserves praise for its soft lockdown strategy, 13 July 2020 : <https://timesofindia.indiatimes.com/blogs/mind-the-gap/sweden-deserves-praise-for-its-soft-lockdown-strategy/>
10. L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS) , in LE MONDE, "Coronavirus : l'OMS parle de " crise sanitaire mondiale majeure de notre époque " pendant que l'Europe se barricade" ,16 mars 2020 : [Coronavirus : l'OMS parle de " crise sanitaire mondiale majeure de notre époque " pendant que l'Europe se barricade \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/03/16/coronavirus-l-oms-parle-de-crise-sanitaire-mondiale-majeure-de-notre-epoque-16-mars-2020_6039258_3224.html)
11. HERMANN, Charles F. "International Crisis as a Situational Variable", in James Rosenau (dir.), International Politics and Foreign Policy, New York, Free Press, 1969, p.414 ; ROSENTHAL, Uriel ; MICHAEL T. Charles et Paul Hart (dir.), Coping with Crises: The Management of Disasters, Riots, and Terrorism, Springfield, Charles C Thomas Pub Ltd, 1989, p. 10.
12. BOIN, Ajen. The New World of Crises and Crisis Management: Implications for Policymaking and Research", Review of Policy Research, Vol. 26(4), 2009, p. 368.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (2)

13. BANQUE MONDIALE (BM), Global Economic Prospects, June 2020,238p.
14. BANQUE MONDIALE (BM), Global Economic Prospects, June 2020,238p ; UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT (CNUCED). Investment Policy Framework for Sustainable Development (UNCTAD), World Investment Report 2020 : International Production Beyond the Pandemic, UN, Geneva, 2020, 268 p.
15. LE POINT. “ Coronavirus: le point sur la pandémie dans le monde “, 20 Mai 2020 : https://www.lepoint.fr/monde/coronavirus-le-point-sur-la-pandemie-dans-le-monde-18-05-2020-2375_966_24.php
16. LE POINT. “ Face à l'épidémie de coronavirus, les nations désunies ” : <https://journal.lepoint.fr/face-a-l-epidemie-de-coronavirus-les-nations-desunies-2366618>
17. CONSEIL EUROPEEN. Conclusions de la Réunion extraordinaire du Conseil européen (17, 18, 19, 20 et 21 juillet 2020) : [210720-euco-final-conclusions-fr.pdf](https://ec.europa.eu/economy_finance/210720-euco-final-conclusions-fr.pdf) (europa.eu)
18. L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS). Le point sur l'Accélérateur ACT, 26 juin 2020 : <https://www.who.int/fr/news/item/26-06-2020-act-accelerator-update>
19. BOUISSOU, Julie ; MADELINE, Béatrice ; Albert, Eric. Coronavirus : le confinement provoque une crise sociale mondiale, in LE MONDE, 21 avril 2020 : [Coronavirus : le confinement provoque une crise sociale mondiale \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr/coronavirus/article/2020/04/21/coronavirus-le-confinement-provoque-une-crise-sociale-mondiale_6058818_32.html)
20. L'Organisation internationale du travail (OIT). Le Covid19 et le monde du travail. Septième édition Estimations actualisées et analyses, 25 janvier 2021,37p : https://ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/briefingnote/wcms_767223.pdf
21. L'Organisation internationale du travail (OIT). Migration: L'OIT avertit de l'existence d'une “crise au sein même de la crise du COVID-19” , 24 Juin 2020 : https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_748999/lang--fr/index.htm
22. BANQUE MONDIALE BLOG. Actualisation des estimations de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la pauvreté : <https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/actualisation-estimations-impact-de-la-pandemie-covid-19-sur-la-pauvrete-dans-le-monde>
23. HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN ; SYSTEME DES NATIONS UNIES AU MAROC ; BANQUE MONDIALE, Note stratégique : Impact social et économique de la crise du covid-19 au Maroc, Juillet 2020, 14 p : https://www.hcp.ma/Note-strategique-Impact-social-et-economique-de-la-crise-du-Covid-19-au-Maroc_a2582.html
24. Haut-Commissariat au Plan. Enquête nationale sur le secteur informel 2013-2014, 291 p.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (3)

25. OXFAM. The Inequality Virus: Bringing together a world torn apart by coronavirus through a fair, just and sustainable economy, January 2021 : <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-inequality-virus-bringing-together-a-world-torn-apart-by-coronavirus-throug-621149/>
26. L'ORGANISATION MONDIAL DU TOURISME (UNWTO). Guider la relance du tourisme : <https://www.unwto.org/fr/tourisme-covid-19>
27. L'ORGANISATION MONDIAL DU TOURISME (UNWTO). Baromètre de l'OMT et annexe statistique, Janvier 2021 : <https://www.e-unwto.org/doi/abs/10.18111/wtobarometerfra.2021.19.1.1>
28. THE INTERNATIONAL AIR TRANSPORT ASSOCIATION (IATA). 2020 Worst Year in History for Air Travel Demand, 3 February 2021 : <https://www.iata.org/en/pressroom/pr/2021-02-03-02/>
29. CAPITAL AVEC MANAGEMENT. 25 millions d'emplois en danger dans le transport aérien ?, 09 Avril 2020 : <https://www.capital.fr/votre-carriere/25-millions-d-emplois-en-danger-dans-le-transport-aerien-?> - Capital.fr
30. DEUTSCHE WELLE. INDONESIA : Coronavirus baby boom : <https://www.dw.com/en/indonesia-coronavirus-baby-boom/av-55672710>
31. WORLD FAMILY PLANNING. United Nations Department of Economic and Social Affairs, Population Division, World Family Planning 2020 Highlights: Accelerating action to ensure universal access to family planning, 2020, 46 p : https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/files/documents/2020/Sep/unpd_2020_worldfamilyplanning_highlights.pdf ; United Nations Population Fund (UNFPA) ; from Avenir Health ; Johns Hopkins University ; Victoria University. Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage, 27 april 2020 : <https://www.unfpa.org/resources/impact-covid-19-pandemic-family-planning-and-ending-gender-based-violence-female-genital>
32. GUTTMACHER INSTITUTE. Estimates of the Potential Impact of the Covid-19 Pandemic on Sexual and Reproductive Health in Low- and Middle-Income Countries, April 2020: <https://www.guttmacher.org/journals/ipsrh/2020/04/estimates-potential-impact-Covid-19-pandemic-sexual-and-reproductive-health>
33. L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT). Femmes et hommes dans l'économie informelle un panorama statistique, Troisième édition, Genève, Bureau international du Travail, 2019, 170 p : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_734075.pdf
34. INTERNATIONAL DEVELOPMENT ECONOMICS ASSOCIATES (AES). Informal Workers in the Time of Coronavirus, 24 March 2020 : <http://www.networkideas.org/featured-articles/2020/03/informal-workers-in-the-time-of-coronavirus>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (4)

35. THE NATIONAL ACADEMIES OF SCIENCES ENGINEERING MEDICINE (NASEN). Alone Together: Coping with the Stress of Social Isolation, Webinaire, May 13, 2020 : <https://vimeo.com/418448893>
36. WORLD HEALTH ORGANIZATION REGIONAL OFFICE FOR EUROPE. WHO report on health behaviours of 11–15-year-olds in Europe reveals more adolescents are reporting mental health concerns, 19 May 2020 : <https://www.euro.who.int/en/media-centre/sections/press-releases/2020/who-report-on-health-behaviours-of-1115-year-olds-in-europe-reveals-more-adolescents-are-reporting-mental-health-concerns>
37. LE COURRIER DE L'ATLAS. L'après-Corona : Mohammed VI et la souveraineté nationale, 11 Mai 2020 : <https://www.lecourrierdelatlas.com/editos-l-apres-corona-mohammed-vi-et-la-souverainete-nationale-23951/>
38. CENTER FOR DISEASE CONTROL AND PREVENTION. Covid- 19 : About Variants, 12 February 2021 : <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/transmission/variant.html>
39. AFRICAN UNION. Coronavirus Disease 2019 (COVID-19) : [Coronavirus Disease 2019 \(COVID-19\) – Africa CDC](#) ; Africa Centers for Disease Control and Prevention.
40. OXFAM. Le virus de la faim : Comment le coronavirus sème la faim dans un monde affamé COMMENT, 9 Juillet 2020, 22 p : [Le Virus De La Faim: Comment le coronavirus sème la faim dans un monde affamé \(oxfamsol.be\)](#)
41. AFRICAN DEVELOPMENT BANK. African Economic outlook, 07 July 2020 : African Economic Outlook 2020 - Supplement | African Development Bank - Building today, a better Africa tomorrow (afdb.org)
42. World Bank GROUP. Africa Pulse : An analysis of issues shaping Africa's economic future, vol 22, October 2020, 150 p : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34587/9781464816482.pdf>
43. THE WORLD BANK. World Bank Predicts Sharpest Decline of Remittances in Recent History, 22 APRIL , 2020 : <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history>
44. ONU INFO. 45 millions de personnes menacées par la famine en Afrique australe (PAM), 16 janvier 2020 : <https://news.un.org/fr/story/2020/01/1059932>
45. LE MONDE DE DEMAIN. La Corne de l'Afrique dévorée par les criquets ! , 12 février 2020 : <https://www.monedemain.org/nouvelles-et-propheties/la-corne-de-l-afrique-devoree-par-les-criquets>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (5)

46. FRANCE CULTURE. La faim plus dangereuse que le coronavirus ? : <https://www.franceculture.fr/emissions/radiographies-du-coronavirus/la-faim-plus-dangereuse-que-le-coronavirus>
47. HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN (HCP). Note de synthèse des principaux résultats : Enquête sur l'impact du coronavirus sur la situation sociale et psychologique des ménages, 2020, 31 p.
48. CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL. Les impacts sanitaires, économiques et sociaux de la pandémie de la COVID-19 et les leviers d'actions envisageables, 2020, 145p.
49. Haut-Commissariat au Plan, Système des Nations Unies au Maroc et Banque mondiale. NOTE STRATEGIQUE IMPACT SOCIAL & ECONOMIQUE DE LA CRISE DU Covid-19 AU MAROC Auteurs : <https://www.ma.undp.org/content/morocco/fr/home/library/synthese-de-la-note-strategique---impact-social-et-economique-de.html>
50. HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN. Budget Economique Prévisionnel 2021 : Situation économique en 2020 et ses perspectives en 2021, Janvier 2021.
51. OFFICE DES CHANGES. Evolution des indicateurs des échanges extérieurs au titre de l'année 2020 sous l'effet de la crise sanitaire, Janvier 2021.
52. MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION. Note de conjoncture de la Direction des Etudes et des Prévisions Financières, Janvier 2021, 42 p : <https://www.finances.gov.ma/Publication/depf/2021/Note%20de%20Conjoncture%20287.pdf>
53. OFFICE NATIONALE DES AEROPPORTS (ONDA). Lettre d'information du 20 janvier 2021.
54. HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN (HCP). Principaux résultats de l'enquête de conjoncture sur les effets du Covid-19 sur l'activité des entreprises 3^{ème} enquête, Janvier 2021, 16 p : https://www.hcp.ma/Effets-du-Covid-19-sur-l-activite-des-entreprises-3eme-enquete-Janvier-2021_a2648.html
55. HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN (HCP). Note d'information relative à la situation du marché du travail en 2020, 12 p.
56. BOULDING Kenneth Ewart, The meaning of the Twentieth Century: The Great Transition, New York: Harper & Row, 1964; GOUX-BAUDIMENT, Fabienne. "Qu'est-ce que la Grande Transition ?", in C. AFRIAT, J. THEYS (sous la dir.), La grande transition de l'humanité : De Sapiens à Deus, FYP éditions, 2018, pp. 27 46 ; Pinker, Steven. Enlightenment Now: The Case for Reason, Science, Humanism, and Progress. 01 Edition: Penguin Books Ltd, 2019.
57. SARDAR, Ziauddin. " Welcome to postnormal times ". Futures 42, no 5 (juin 2010): 435444 : <https://doi.org/10.1016/j.futures.2009.11.028>
58. KAUFFMAN, Sylvie. " Du chaos transitoire où nous nous trouvons émerge une nouvelle normalité ", in LE MONDE, 06 mai 2020 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/06/du-chaos-transitoire-ou-nous-nous-trouvons-emerge-une-nouvelle-normalite_6038781_3232.html

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (6)

59. EL ERIAN, Mohamed A. Explains the “New Normal... And It Blows”, in Business Insider. 13 Mai 2009.
60. KLEIN, Etienne. Le goût du vrai. Collection Tracts (n° 17), Gallimard, 2020, 64p.
61. SENAC, Réjane. “ Utopie(s) ? #10 : Utopies, le seul réalisme ”, in <https://youtu.be/0ToVipIL7rU>
62. ROOSEN, Mélanie. “ Confinement : “ Nous sommes en train de créer des micro-mondes, et il est illusoire de penser que tout redeviendra comme avant ” ; L'ADN, 25 mars 2020. <https://www.ladn.eu/nouveaux-usages/usages-et-style-de-vie/confinement-micro-mondes-illusoire-penser-tout-redeviendra-comme-avant/>
63. DIAMOND, Jared. MEADOWS, Limits to Growth and COCHET, Yves. L'inéluctable effondrement (<https://youtu.be/JA3c9MVRW8>), in Institut Momentum, 2018.
64. SERVIGNE, Pablo et STEVENS, Raphaël. Comment tout peut s'effondrer : Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes, Editions du Seuil, 2015, 397p.
65. MITCHELL. Jr ; Richard. G Dancing at Armageddon. Survivalism and chaos in modern times. University of Chicago Press, 2002, 275 p.
66. HARARI, Yuval Noah. Sapiens : Une brève histoire de l'humanité, Paris : ALBIN MICHEL, 2015, 512 pages ; SHVETS, Viktor. The Great Rupture: Three Empires, Four Turning Points, and the Future of Humanity. S.I: Boyle & Dalton, 2020, 294 p; TODD, Emmanuel. Où en sommes-nous ? - Une esquisse de l'histoire humaine, Paris : Le Seuil, 201, 496 p.
67. Shellenberger, Michael. Apocalypse Never : Why Environmental Alarmism Hurts Us All. New York, NY: Harper, 2020; McAfee, Andrew. More from Less: The Surprising Story of How We Learned to Prosper Using Fewer Resources—and What Happens Next. Scribner, 2019
68. VALLEE, Pauline. “ Julien Vidal : “Remplaçons la quête de la croissance par celle du bonheur collectif”, Podcast. We Demain, une revue pour changer d'époque, 13 mai 2020. https://www.wedemain.fr/Julien-Vidal-Remplacons-la-quete-de-la-croissance-par-celle-du-bonheur-collectif_a4691.html
69. METZ, Raphaël. Histoire Politique de la Roue, éditions Vuibert, 288p ; VIDAL, Laurent. Les hommes Lents, Flammarion, Hors collection – Essais, 306 p ; HOUTART, Manon. Le Nouveau Magazine Littéraire, n°29, Mai 2020, pp.37.
70. GIVEN, Florence. Women Don't Owe You Pretty : The debut book from Florence Given. 1^{ère} Editions Cassell, 2020, 224 p.
71. MCAFEE, Andrew. More from Less : The Surprising Story of How We Learned to Prosper Using Fewer Resources—and What Happens Next. Scribner, 2019, 351 p.
72. WILKERSON, Isabel. Caste: The Origins of Our Discontents. New York: Random House, 2020, 496 p.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (7)

73. DE CARVALHO, Frederico Lyra. "Hartmut Rosa, Rendre le monde indisponible", Lectures [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 07 juillet 2020, consulté le 13 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lectures/42706> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/lectures.42706>
74. FRANCE 24. Espagne, Finlande, France... le revenu universel fait son chemin en Europe : <https://www.france24.com/fr/20200531-espagne-finlande-france-le-revenu-universel-fait-son-chemin-en-europe>
75. UNIVERSITY OF OXFORD. New study reveals most Europeans support basic income after COVID-19 : <https://www.ox.ac.uk/news/2020-05-06-new-study-reveals-most-europeans-support-basic-income-after-covid-19>
76. ARNOLD, Carrie. "Pandemic Speeds Largest Test yet of Universal Basic Income". Nature 583, no 7817 (10 Juliet 2020): 502-503: <https://doi.org/10.1038/d41586-020-01993-3>; UNDP. "The Case for a Universal Basic Income", Consulté le 7 août 2020. <https://www.undp.org/content/undp/en/home/blog/2020/the-case-for-a-universal-basic-income.html>
77. MASON, Paul, "This Is the Moment for Universal Basic Income – Here's How It Could Work", in Newstatesman Consulté le 7 août 2020. <https://www.newstatesman.com/politics/economy/2020/07/moment-universal-basic-income-here-s-how-it-could-work>; MASON, Paul. PostCapitalism: A Guide to Our Future. 1^{ère} Edition, London: Penguin, 2016, 368 p.
78. BERGER, Roland, "The future of the gig economy", Consulté le 7 Août 2020 : <https://www.rolandberger.com/fr/Point-of-View/The-future-of-the-gig-economy.html>
79. ONI, Tolullah. "A Marshall Plan for Planetary Health", in Project Syndicate, July 24, 2020 : <https://www.project-syndicate.org/commentary/urban-development-new-marshall-plan-for-planetary-health-by-tolullah-oni-2020-07> ; World ECONOMIC FORUM, "Should nature be given protective rights? " 06 August 2019 : https://www.weforum.org/agenda/2019/08/protecting-rivers-with-rights?utm_source=Facebook%20Videos&utm_medium=Facebook%20Videos&utm_campaign=Facebook%20Video%20Blogs
80. BOEUF, Gilles. "Le jour d'après : vision d'un écologue", in AgirPourLeVivant, 22 Mai 2020 : <https://www.agirpourlevivant.fr/post/le-jour-d-apr%C3%A8s-vision-d-un-%C3%A9cologue>
81. WORLD ECONOMIC FORUM. "COVID-19 and Nature Are Linked. So Should Be the Recovery", 14 April 2020 : <https://www.weforum.org/agenda/2020/04/covid-19-nature-deforestation-recovery/>; LEVERT. Accroître la résilience grâce à des solutions naturelles, 4 Juillet 2020 : <https://www.levert.ma/accroitre-la-resilience-grace-a-des-solutions-naturelles/>
82. WORLD ECONOMIC FORUM. "Why This Is the Decisive Moment to Fight Climate Change: Report", Consulté le 7 Août 2020 : <https://www.weforum.org/agenda/2020/07/how-covid-19-could-spark-climate-change-recovery-sustainability/>
83. COVID et après ? Une relance verte sinon rien !, in #OnEstPrêts : <https://youtu.be/gT1-1jlx2R0>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (8)

84. SAUVAGE, Samuel. " Monnaies locales : 10 leviers pour les développer à grande échelle ", in SOCIALTER, 1 Mars 2019 : http://www.socialter.fr/fr/module/99999672/786/monnaies_locales__10_leviers_pour_les_dvelopper__grande_chelle ; ROOSEN, Mélanie. " Pour le " Steve Jobs du développement durable ", ce sont nos usages qui changeront l'économie, plus que les entreprises ", in L'ADN, 12 mai 2020 : <https://www.ladn.eu/entreprises-innovantes/marques-engagees/gunter-pauli-pas-parler-resilience-economie-actuelle/> ; RADJOU, Navi. " L'innovation frugale : les entreprises qui l'adoptent s'en sortent mieux que les autres ". in L'ADN, 16 Avril 2020 : <https://www.ladn.eu/entreprises-innovantes/marques-engagees/crise-opportunite-solution-innovation-frugale/> ; BIHOUIX, Philippe. L'Âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable. Paris: Le Seuil, 2014, 336 p ; STIEGLER, Bernard. Dans la disruption: Comment ne pas devenir fou ? Editions Les Liens qui libèrent, 2016, 480 p.
85. CAISSE CENTRALE DE GARANTIE (CCG) : <https://www.ccg.ma/>
86. MINISTERE DU TOURISME DE L'ARTISANAT, DU TRANSPORT AERIEN ET DE L'ECONOMIE SOCIALE.
87. Ministère de l'Economie des Finances et de la Réforme de l'Administration, Trésorerie Générale du Royaume.
88. Services du Chef du Gouvernement. Un an de gestion de la pandémie Covid-19, Janvier 2021.
89. MINISTERE DE LA SANTE. Campagne de vaccination contre le coronavirus au Maroc, Site consulté en ligne le 15 mars 2021 : <https://liqahcorona.ma/ar>
90. Statistics and Research. Our World, in Data, Coronavirus (COVID-19) Vaccinations.
91. LES ECHOS. " Plan de relance européen : les six points clés de l'accord ", 21 Juillet 2020 : <https://www.lesechos.fr/monde/europe/plan-de-relance-europeen-les-six-points-clefs-de-laccord-1225193>
92. CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE. Pacte vert pour l'Europe : Pacte vert pour l'Europe - Consilium (europa.eu)
93. BLOOMBERG, " Germany Shows the World How to Green the Stimulus", June 16 2020 : <https://www.bloombergquint.com/technology/lessons-from-germany-s-green-virus-recovery>
94. L'AVENIR COTE D'AZUR. " Air France : " ce n'est plus un plan de relance, c'est de la gestion d'entreprise ", Jeudi 18 JUIN 2020 : https://avenir-cotedazur.net/actualites_67552062-airfrance-ce-n-est-plus-un-plan-de-relance-c-est-de-la-gestion-d-entreprise; LE POINT. " Air France : le retour à la normale n'interviendra " pas avant deux ans ", 25 Avril 2020 : https://www.lepoint.fr/economie/air-france-le-retour-a-la-normale-n-interviendra-pas-avant-deux-ans-25-04-2020-2372867_28.php
95. MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE. Présentation du plan de soutien à l'aéronautique, 12 Juin 2020 : <https://www.economie.gouv.fr/plan-soutien-aeronautique#>
96. MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE. Les plans de soutien sectoriels : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/plans-de-soutien-sectoriels/marques-engagees/crise-opportunite-solution-innovation-frugale/>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (9)

97. BBC NEWS. "Drone-to-door medicines trial takes flight in Ireland": <https://www.bbc.com/news/technology-52206660>
98. CAPITAL. " Face à Visa et Mastercard, 16 banques vont lancer une solution de paiement unifiée ", 2 Juillet 2020 : https://www.capital.fr/entreprises-marches/face-a-visa-et-mastercard-16-banques-vont-lancer-une-solution-de-paiement-unifiee-1374344#utm_source=Welcoming&utm_medium=cpc&utm_campaign=emailwelcoming ; EUROPE1. " Thierry Laborde assure que "un paiement sur deux est désormais sans contact ", 4 Aout 2020 : <https://www.europe1.fr/emissions/L-interview-de-7h40/thierry-laborde-assure-que-un-paiement-sur-deux-est-desormais-sans-contact-3984133>
99. FRANCEINTER. " Posts supprimés, règles plus strictes : Facebook et Twitter face aux fake news sur le coronavirus ", 1 avril 2020 : <https://www.franceinter.fr/posts-supprimees-regles-plus-strictes-facebook-et-twitter-face-aux-fake-news-sur-le-coronavirus>
100. L'ADN TENDANCE. " 400 000 entreprises se mobilisent pour créer une économie plus solidaire, durable et résiliente ", 21 Avril 2020 : <https://www.ladn.eu/entreprises-innovantes/marques-engagees/mobilisation-entreprises-economie-solidaire-durable-resiliente-rse/>
101. L'ADN TENDANCE. " L'innovation frugale : les entreprises qui l'adoptent s'en sortent mieux que les autres " : <https://www.ladn.eu/entreprises-innovantes>
102. FRANCEINTER. " Le mystère portugais face au covid-19 ", 30 Mars 2020 : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S001632870900202X?via%3Dihub>
103. BERTHAUD, Claire- Sandrine. " La France en Afrique, un partenaire d'affaires de moins en moins particulier ", in LE MONDE, 06 février 2020 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/06/la-france-en-afrique-un-partenaire-d-affaires-de-moins-en-moins-particulier_6028642_3212.html
104. AFRICA PRESS PARIS. Un manifeste franco-africain : " Le temps est venu de créer une Union pour l'Afrique des projets, unifiant Africains et Français, voire Européens ", 4 Mai 2020 : <https://www.africapresse.paris/Un-manifeste-franco-africain-Le-temps-est-venu-de-creer-une-Union-pour-l?lang=fr>
105. AFRICA PRESS PARIS. " Veille Covid-19 Afrique - Affectio Mutandi lance AfricaMutandi.com, le site des initiatives françaises à impact contre le Covid-19 et pour les ODD en Afrique ", 6 Mai 2020 : <https://www.africapresse.paris/Veille-Covid-19-Afrique-Affectio-Mutandi-lance-AfricaMutandi-com-le-site-des?lang=fr>
106. SIXTEEN. " Open letter from African intellectuals to leaders over COVID-19 " : <https://sixteens.fr/2020/04/20/open-letter-from-african-intellectuals-to-leaders-over-covid-19/>
107. NUBUKPO, Kako. " Après le coronavirus, une autre Afrique est possible et ce n'est pas une utopie ", 04 Avril 2020 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/04/04/apres-le-coronavirus-une-autre-afrique-est-possible-et-ce-n-est-pas-une-utopie_6035567_3212.html

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (10)

108. COMMUNIQUÉ DU CABINET ROYAL. 14 avril 2020.
109. MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAROCAINS RÉSIDANTS À L'ÉTRANGERS, COMMUNIQUÉ DU CABINET ROYAL, Covid 19, du 13 Avril 2020 : <https://www.diplomatie.ma/index.php/fr/Covid-19-communique-cabinet-royal>
110. COURRIER INTERNATIONAL. " En Afrique, enfin la fin de l'impunité pour les puissants? ", 27 Mai 2020 : <https://www.courrierinternational.com/article/justice-en-afrique-enfin-la-fin-de-limpunite-pour-les-puissants>
111. BBC NEWS. " Sudan criminalises female genital mutilation (FGM) " : <https://www.bbc.com/news/world-africa-52502489>
112. LABESSE, Patrick. " WAN Show 2.0 " : mobilisation panafricaine pour " la vie d'après " la pandémie ", in LE MONDE, 3 Mai 2020 : https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/05/23/wan-show-2-0-mobilisation-panafricaine-pour-la-vie-d-apres-la-pandemie_6040514_3246.html ; UNESCO. " Africa Day WAN 2020 " : <https://en.unesco.org/events/africa-day-wan-2020> ; INFO AFRIQUE. " WAN SHOW 2.0 journée internationale de l'Afrique ", 22 Mai 2020 : <https://www.info-afrique.com/wan-show-2-0-journee-internationale-afrique/> ; WORLDWIDE AFRO NETWORK WAN. " A Pan African 2.0 Show " : <https://www.wan.africa/> ; DIAWARA, Malik ; FORSON, Viviane. " Start-up d'Afrique : Chaque crise est l'aube d'une nouvelle ère ", in LE POINT, 25 Mai 2020 : https://www.lepoint.fr/afrique/start-up-d-afrique-chaque-crise-est-l-aube-d-une-nouvelle-ere-25-05-2020-2376862_3826.php
113. ABDELKBIR, Samir. " Comment la tech " made in Africa " combat le nouveau coronavirus ", in LE POINT 02 Avril 2020 : https://www.lepoint.fr/afrique/comment-la-tech-made-in-africa-combat-le-nouveau-coronavirus-02-04-2020-2369846_3826.php
114. UNESCO. " Coalition mondiale pour l'éducation : Continuité Pédagogique, Réponse éducative au Covid-19 " : <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse/globalcoalition>
115. RANTRUA, Sylvie. " Covid-19 : l'Afrique sur la carte mondiale de l'innovation ", in LE POINT 23 Avril 2020 : https://www.lepoint.fr/afrique/covid-19-l-afrique-sur-la-carte-mondiale-de-l-innovation-23-04-2020-2372639_3826.php
116. L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS).
117. FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATÉGIQUE. " Year of the Rat. The Strategic Consequences of the Coronavirus Crisis ", April 6, 2020 : <https://www.frstrategie.org/en/publications/notes/year-rat-strategic-consequences-coronavirus-crisis-2020> ; BECK, Ulrich. " De la société industrielle à la société à risques ", Revue suisse de sociologie, no 19, 1993, pp. 316-319 ; NOVEMBER, Andràs ; NOVEMBER, Valérie. " Risque, assurance et irréversibilité ". Revue européenne des sciences sociales. European Journal of Social Sciences, no XLII130 (1 novembre 2004): 16179. <https://doi.org/10.4000/ress.475> ; DUPUY, Jean-Pierre. Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain, Paris, Seuil, 2002, 224 p.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (11)

118. GARRIC, Audrey. “ L’angoisse du chômage risque de servir d’épouvantail pour reconduire le monde d’hier ”, in LE MONDE, 03 Mai 2020 : https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/05/03/l-angoisse-du-chomage-risque-de-servir-d-epouvantail-pour-reconduire-le-monde-d-hier_6038513_3244.html?fbclid=IwAR2-7uCdQf-NdLSqtIhIkM7pa2F9h0jA2sMtVuK_ZzGovc_U1akXBjPSu90 ; FINANCIAL TIMES. “ Over 30m workers in Europe turn to state for wage support ” : <https://www.ft.com/content/3e68bb70-1b17-4fd3-82f5-dfa4ea7454a2>
119. LECLERC, Alice ; SOMMAZI, Audrey. “ La seconde vague, celle des plans sociaux, touche la France ”, in LE MONDE, 08 Juillet 2020 : https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/07/08/la-seconde-vague-celle-des-plans-sociaux-touche-la-france_6045541_3234.html
120. AIR JOURNAL. “ IATA : l’aide financière aux compagnies africaines ralentie par la bureaucratie ”, 30 Juillet 2020 : <https://www.air-journal.fr/2020-07-30-iata-laide-financiere-aux-compagnies-africaines-ralentie-par-la-bureaucratie-5221794.html>
121. KLEIN, Naomi. Stratégie Du Choc (la): Montée d’un capitalisme du désastre. Montréal : Arles, France : Actes Sud, 2008, 669 p ; ANTONIOLI, Manola. “ Stratégies de la terreur : Baudrillard et Derrida ”, in Olivier Penot-Lacassagne (dir.), Back to Baudrillard, Paris, CNRS Editions, 2015, p. 109-120.
122. EUROPE1. “ Criquets, Covid-19, Climat : la Corne de l’Afrique face à la malédiction des trois C ”, 02 Mai 2020 : <https://www.europe1.fr/emissions/L-edito-international/criquets-covid-19-climat-la-corne-de-lafrique-face-a-la-malediction-des-trois-c-3965802>
123. THELANCET. Global health, Decolonising COVID-19, Volume 8, ISSUE 5, E612, 01 May, 2020 : [https://doi.org/10.1016/S2214-109X\(20\)30134-0](https://doi.org/10.1016/S2214-109X(20)30134-0)
124. FONDATION POUR LA RECHERCHE STRATEGIQUE. “ Year of the Rat. The Strategic Consequences of the Coronavirus Crisis ”, April 6, 2020 : <https://www.frstrategie.org/en/publications/notes/year-rat-strategic-consequences-coronavirus-crisis-2020>
125. NATIXIS BEYOND BANKING. “ La dynamique du capitalisme est aujourd’hui bien celle qu’avait prévue Karl Marx ”, 2 Février 2018 : <https://research.natixis.com/Site/en/publication/YPKfDS817V8bxlctKGdMA%3D%3D?from=share>
126. HOLLING. C. S, “ Resilience and Stability of Ecological Systems ”, Annual Review of Ecology and Systematics, 8 janvier 2013 : <https://www.annualreviews.org/doi/abs/10.1146/annurev.es.04.110173.000245>
127. MORIN, Edgar en collaboration avec ABOUESSALAM Sabah. Changeons de voie, les leçons du coronavirus, Denoël, 17 Juin 2020, 160 p.
128. Virtual Summit. Reimagine the future, 6 Mai 2020 : <https://www.leadingauthorities.com/uk/node/19772> ; Thinkers50 & The Outthinker Strategy Network, 6 mai 2020 : <https://thinkers50.com/blog/transforming-beyond-the-crisis>
129. L’ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE). Perspectives économiques: Volume 2020 n°1, juin 2020 ; Volume 2020 Suppl.1 (rapport intermédiaire), Coronavirus vivre avec l’incertitude. septembre 2020

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (12)

130. RFI. "French unemployment down, reflecting Covid-19 lockdown", 13 Aout 2020 : <https://www.rfi.fr/en/france/20200813-french-unemployment-down-reflecting-covid-19-lockdown>
131. L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE). "Note : : Employment and unemployment statistics during the COVID-19 crisis" <http://www.oecd.org/sdd/labour-stats/OECD-employment-and-unemployment-statistics-during-the-COVID-19-crisis.pdf>
132. THE CONVERSATION. US unemployment data fail to capture COVID-19's full impact – here's how to fix it fast. 2 septembre. 2020 : <https://theconversation.com/us-unemployment-data-fail-to-capture-covid-19s-full-impact-heres-how-to-fix-it-fast-143236>
133. FINANCE & DEVELOPMENT, June 2020, Vol. 57, Number 2 , Life Post-COVID-19, 4p : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2020/06/pdf/how-will-the-world-be-different-after-COVID-19.pdf> ; LAVOIX , Hélène. In The Red Team Analysis Society . Scenarios for the Covid-19 and Post-Covid-19 Worlds – a Bibliography, July 3, 2020 : <https://www.redanalysis.org/2020/07/03/scenarios-for-covid-19-and-post-covid-19-worlds-a-bibliography/> ; FINANCIAL TIMES. Coronavirus: The world after the pandemic : <https://www.ft.com/aftermath> ; WORLD ECONOMIC FORUM. Challenges and opportunities in the Post-COVID-19 World, May 2020, 54 p : http://www3.weforum.org/docs/WEF_Challenges_and_Opportunities_Post_COVID_19.pdf
134. MANNIERE, Philippe. Et après ? #20 Le pangolin et l'ISF. Comment le "monde d'après" nous rend tous fous ?, Humensis, 25 juin 2020, 39 p.
135. LES ECOS. Maroc : ce qui va changer dans les administrations. 14 Novembre 2020 : <https://leseco.ma/maroc-ce-qui-va-changer-dans-les-administrations/>
136. RODRIK, Dani. Le COVID-19 refaçonnera-t-il le monde ? in Project Syndicate, 6 Avril, 2020 : <https://www.project-syndicate.org/commentary/will-covid19-remake-the-world-by-dani-rodrik-2020-04/french?barrier=accesspaylog>
137. ROUDAUT, Yanick. In TEDx TALKS. " Notre conception du monde nous interdit le monde de demain". TEDxNantes : <https://www.youtube.com/watch?v=T6LODGLPR5U>
138. : WALKER, Martin. L'occident va devoir partager. Il nous faut inventer un autre modèle, In Le Monde du 28 mars 2009 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2009/03/27/l-occident-va-devoir-apprendre-a-partager-par-martin-walker_1173332_3232.html
139. BAREFOOT COLLEGE. The Barefoot Approach: Women Barefoot Solar Engineers of Africa, November 4, 2012 : <https://www.barefootcollege.org/women-barefoot-solar-engineers-a-community-solution/>
140. WORLD ECONOMIC FORUM. Emerging Pathways towards a Post-COVID-19 Reset and Recovery, July 2020, 18 p : http://www3.weforum.org/docs/WEF_Emerging_Pathways_towards_a_Post-COVID-19_Reset_and_Recovery_2020_final.pdf ; MORIN, François. Il ne sert à rien de nationaliser si c'est pour tomber dans les mêmes erreurs, 5 mai 2020 : <https://luxediteur.com/francois-morin-il-ne-sert-a-rien-de-nationaliser-si-cest-pour-tomber-dans-les-memes-erreurs/>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (13)

141. BOLLON, Patrice. Où est le progrès ?, in *Le Nouveau Magazine Littéraire*, mai 2020, n°29, 100 p; VICTOR, Peter. Questioning economic growth. In *NATURE*. 468, 370–371. 17 Novembre 2010, <https://doi.org/10.1038/468370a> ; MBEMBE, Achille. Brutalisme, ed. *La découverte*, 6 Février 2020, 246 p ; MOGENSEN, Andreas L. Moral demands and the far future ? in *Philosophy and Phenomenological Research*, September 11, 2020, <https://doi.org/10.1111/phpr.12729>
142. MAKURA, Moky. Wakanda forever? in *OECD Development matters* , September 22, 2020 : <https://oecd-development-matters.org/2020/09/22/wakanda-forever/>; CARLIN, Wendy. The Covid-19 is resetting the way we talk about the economy, in the *Financial Times*, 3 p : <https://www.core-econ.org/wp-content/uploads/2020/04/Carlin-Bowles-23-April-2020-Covid-19-is-resetting-the-way-we-talk-about-the-economy-Financial-Times.pdf>
143. MILANOVIC, BranKo. The Real Pandemic Danger Is Social Collapse. in *FOREIGN AFFAIRS*, March 19, 2020 : <https://www.foreignaffairs.com/articles/2020-03-19/real-pandemic-danger-social-collapse>
144. PAVLICO, Anitra. Globalization's Exaggerated Demise. In *3 Quarks Daily Science Arts Philosophy Politics Littérature*. March 23, 2020 : <https://3quarksdaily.com/3quarksdaily/2020/03/globalizations-exaggerated-demise.html>
145. KARABELL, Zachary. Will the Coronavirus Bring the End of Globalization? Don't Count on It, in *The Wall Street Journal*, March 20, 2020 : https://www.wsj.com/articles/will-the-coronavirus-bring-the-end-of-globalization-dont-count-on-it-11584716305#comments_sector
146. LE MONDE. En Europe, il nous faudra développer un modèle de prospérité nouveau, 14 avril 2020 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/14/en-europe-il-nous-faudra-developper-un-modele-de-prosperite-nouveau_6036495_3232.html
147. RODRIK, Dani. La pandémie, une opportunité pour une mondialisation plus équitable ? in *Project Syndicate*, May 12, 2020 : <https://www.project-syndicate.org/commentary/three-trends-shaping-post-pandemic-global-economy-by-dani-rodrik-2020-05/french>
148. SHARFUDDIN, Syed. The world after Covid-19, in *The Commonwealth Journal of International Affairs*, Volume 109, 2020 - Issue 3, June 17, 2020, 247-257 p, <https://doi.org/10.1080/00358533.2020.1760498>
149. BERTHOZ, Alain. *La Simplexité*, Odile Jacob, 2009, 256 p.
150. GUPTA, Vinay. On Black Elephants, April 27, 2009 : <http://vinay.howtolivewiki.com/blog/flu/on-black-elephants-1450>
151. REES, Martin. Denial of Catastrophic Risks, *Science*, 8 March Vo. 339, No. 6124 , 2013, 1123 : DOI: 10.1126/science.1236756
152. THE ECONOMIST. Politicians ignore far-out risks : they need to up their game, June 25 th 2020 : <https://www.economist.com/leaders/2020/06/25/politicians-ignore-far-out-risks-they-need-to-up-their-game>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (14)

153. L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE). Les risques émergents au XXI^e siècle vers un programme d'action, 2003, 31p : <http://www.oecd.org/fr/gov/risques/49421551.pdf>
154. CAMBRIDGE'S CENTER FOR THE STUDY OF EXISTENTIAL RISK. Report: Governments need to take urgent action against global catastrophic risks, August 13, 2019 : <https://phys.org/news/2019-08-urgent-action-global-catastrophic.html>
155. BOSTRON, Nick. Existential Risk Prevention as Global Priority , Global Policy Volume 4, Issue 1 . February 2013, 17 p : <https://www.existential-risk.org/concept.pdf>
156. GLOBAL CHALLENGES FOUNDATIONS. Global catastrophic Risk 2020, 56 p : <https://globalchallenges.org/wp-content/uploads/Global-Catastrophic-Risks-2020-Annual-Report-WEB-V2-1.pdf> ; WORLD ECONOMIC FORUM. The Global Risks Report 2020, 102 p : http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risk_Report_2020.pdf ; MIT TECHNOLOGY REVIEW. Don't worry, the earth is doomed, October 21, 2020 : <https://www.technologyreview.com/2020/10/21/1009503/dont-worry-the-earth-is-doomed-catastrophic-risks>
157. EDC. Top 10 Global Risk in 2020 : <https://www.edc.ca/fr/article/top-10-risks-guide-infographic.html>
158. Financial Times, Biden's foreign policy : the return of American exceptionalism, 25 November 2020 : <https://www.ft.com/content/7b687a78-109c-416e-9795-793bb017f964>
159. IREMOS. Analyse : Impacts sécuritaires liés au Covid-19, 8 Avril 2020 : <https://www.iremos.fr/blog/impacts-securitaires-lies-au-Covid-19-coronavirus>
160. GIRAUD, Pierre-Noël. Anticiper et gérer les risques : les nouveaux rythmes de la gouvernance politique et économique au lendemain de la crise, 12 mai 2020 : <https://www.odilejacob.fr/blog/?article=28>
161. TV5 MONDE. Djihadisme en Afrique : <https://information.tv5monde.com/afrique/djihadisme-en-Afrique>
162. DEPLACEMENTS PROS. Risques 2020 : le retour d'anciennes menaces, 31 janvier 2020 : <https://www.deplacementspros.com/international/risques-2020-le-retour-danciennes-menaces>
163. CENTER FOR GLOBAL POLICY. ISIS in Africa : The Caliphate's Next Frontier, May 26, 2020 : <https://cgpolicy.org/articles/isis-in-africa-the-caliphates-next-frontier>
164. SOTO-MAYOR, Guillaume. "Traffics et trafiquants : éléments structurants des sociétés sahéliennes", In Recherches internationales, n°117, janvier-mars 2020, pp. 117-135.
165. VIVIDECONOMICS AND FINANCE FOR BIODIVERSITY INITIATIVE. Greenness of Stimulus Index, August 2020, 57 p : https://www.vivideconomics.com/wp-content/uploads/2020/09/GSI_924.pdf

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (15)

166. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Economic Outlook, June 2020 : <http://www.oecd.org/economic-outlook/june-2020/>
167. BANQUE MONDIALE. Base de données : <https://data.worldbank.org/>
168. CALCULS IRES des données de la Banque mondiale.
169. CALCULS IRES des données de la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement.
170. économiques Organisation for Economic Co-operation and Development ; WORLD BANK. Global Value Chain Development Report 2019, Technological Innovation, Supply Chain Trade, and Workers in a Globalized World : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/384161555079173489/global-value-chain-development-report-2019-technological-innovation-supply-chain-trade-and-workers-in-a-globalized-world>
171. BANQUE MONDIALE. Rapport sur le développement dans le monde 2020 : Le commerce au service du développement à l'ère de la mondialisation des chaînes de valeur, 19 p : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/32437/211457ovFR.pdf>
172. AMIN, Samir et all. Fin de néolibéralisme Actuel Marx 2006/2 (n° 40), Presses Universitaires de France, 224 p : <https://doi.org/10.3917/amx.040.0012>
173. ROEDIGER, David. The Sinking Middle Class: A POLITICAL HISTORY, OR Books, October 7, 2020, 193 p.
174. LAMY, Pascal. L'autre mondialisation ? Quelle autre mondialisation?, in Revue du MAUSS 2002/2 (no 20), p115 à 118, <https://doi.org/10.3917/rdm.020.0115> : <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2002-2-page-115.htm>
175. JANEWAY, William H. The Retreat from Globalization, In Project Syndicate, June 26, 2020 : <https://www.project-syndicate.org/onpoint/faces-of-economic-deglobalization-by-william-h-janeway-2020-06> ; idem 45 ; FILMS, Econ.Covid-19 & Deglobalization: What Will the Post-Pandemic World Look Like?, In Project Syndicate, July 9, 2020 : <https://www.project-syndicate.org/videos/covid-19-deglobalisation-what-will-the-post-pandemic-world-look-like?> ; NOMURA. Deglobalization: The past and future, August 2020 : <https://www.nomuraconnects.com/focused-thinking-posts/deglobalization-the-past-and-future/> ; ENERGY POLICY TURKEY. Deglobalization Reglobalization ?, Nisan 24, 2020 : <http://www.energypolicyturkey.com/deglobalization-or-reglobalization/> ; BROWNE, Andrew. How the Coronavirus is Accelerating Deglobalization, in Bloomberg, February 29, 2020 : <https://www.bloomberg.com/news/newsletters/2020-02-29/why-deglobalization-is-accelerating-bloomberg-new-economy>
176. THE ECONOMIST. The pandemic has caused the world's economies to diverge, October 8th 2020 : <https://www.economist.com/leaders/2020/10/08/the-pandemic-has-caused-the-worlds-economies-to-diverge> ; ATLANTIC COUNCIL. Executive summary: The virus and global order , June 1, 2020 : <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/issue-brief/executive-summary-the-virus-and-global-order/>; UNITED NATIONS, Department of Economic and Social Affairs, World Economic Situation and Prospects (WESP) 2020, 16 January 2020 : <https://www.un.org/development/desa/publications/wesp-2020.html>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (16)

177. LEMAIRE, FREDERIC. La Chine connaît une rapide reprise de sa croissance économique, in LE MONDE, 18 janvier 2021 : https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/01/18/le-moteur-chinois-a-fortement-redemarre_6066651_3234.html#:~:text=La%20Chine%20a%20connu%20en,pays%20ont%20C3%A9t%C3%A9%20en%20r%C3%A9cession ; PWC. Predictions for 2020: " Slowbalisation" is the new globalisation : <https://www.pwc.com/gx/en/issues/economy/global-economy-watch/predictions-2020.html>
178. INTERNATIONAL MONETARY FUND. World Economic Outlook Database, October 2020 : <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2020/October>
179. THE ECONOMIST. In a world mired in recession, China manages a V-shaped recovery, October 19th, 2020 : <https://www.economist.com/graphic-detail/2020/10/19/in-a-world-mired-in-recession-china-manages-a-v-shaped-recovery>
180. WORLD BANK GROUP. Global Economic Prospects, Washington, January 2021 : <http://pubdocs.worldbank.org/en/745401599838753479/Global-Economic-Prospects-January-2021-Topical-Issue-1.pdf>
181. LE, Kelly. Hong Kong may be first global 'sandbox' for China's DCEP digital yuan, in forkast, December 17, 2020 : <https://forkast.news/hong-kong-pilot-test-china-dcep-digital-currency/>
182. THE ECONOMIST. Digital money. Ant Group and fintech come of age, 10 October 2020 : <https://www.economist.com/leaders/2020/10/08/ant-group-and-fintech-come-of-age>
183. PWC. Predictions for 2020 : " Slowbalisation" is the new globalisation : <https://www.pwc.com/gx/en/issues/economy/global-economy-watch/predictions-2020.html>
184. PWC. Predictions for 2020 : " Slowbalisation" is the new globalisation : <https://www.pwc.com/gx/en/issues/economy/global-economy-watch/predictions-2020.html> ; kANDIL, Narjes, et al. Globalisation vs. Slowbalisation: a literature review of analytical models for sourcing decisions in supply chain management ? In SCIENCE DIRECT . Annual Reviews in Control, Volume 49, 2020, P 277-287, <https://doi.org/10.1016/j.arcontrol.2020.04.004> : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1367578820300146#!> ; FEFFER, John. Slowbalisation': Will the slowing global economy be a boon or bane?, August 21, 2019 : https://www.business-standard.com/article/international/slowbalisation-will-the-slowng-global-economy-be-a-boon-or-bane-119082100206_1.html ; THE ECONOMIST. The steam has gone out of globalisation, January 24th 2019 : <https://www.economist.com/leaders/2019/01/24/the-steam-has-gone-out-of-globalisation>
185. SUBRAMANIAN, Arvind and FELMAN, Josh. Are Intellectuals Killing Convergence?, in Project Syndicate, September 23, 2020 : <https://www.project-syndicate.org/commentary/covid-deglobalization-end-of-convergence-by-arvind-subramanian-and-josh-felman-2020-09>
186. WORLD ECONOMIC FORUM. These 13 charts show what the world really thinks about Globalization 4.0, 20 January 2019 : <https://www.weforum.org/agenda/2019/01/these-13-charts-show-what-the-world-really-thinks-about-globalization-4-0/>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (17)

187. GOLDBERG, Pinelopi Koujianou. How Poverty Reduction Can Survive Deglobalization, in Project Syndicate, September 17, 2020 : <https://www.project-syndicate.org/commentary/reducing-poverty-under-deglobalization-by-pinelopi-koujianou-goldberg-2020-09?barrier=accesspaylog>
188. INSTITUT DE PROSPECTIVE ECONOMIQUE DU MONDE MEDITERRANEEN (IPEMED). Covid-19 | Une représentation de la mondialisation : vulnérabilité et chamboulements : Point de vue de Fathallah OUALALOU : <http://www.ipemed.coop/fr/points-de-vue-r19/points-de-vue-c58/covid-19-une-representation-de-la-mondialisation-vulnerabilite-et-chamboulements-a3608.html>
189. RAMOS, José Maria. Alternative Futures of Globalization. A Socio-Ecological Study of the World Social Forum Process, Queensland University of Technology, 2010.
190. CALCULS IRES des données de l'Office des changes.
191. MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ECONOMIE VERTE ET NUMERIQUE. Industrie, secteurs : automobile, présentation : <http://www.mcinet.gov.ma/fr/content/automobile>
192. INTERNATIONAL ORGANIZATION OF MOTOR VEHICLE MANUFACTURERS. OICA is the voice speaking on automotive issues in world forums, Sales Statistics, 2019 : <https://www.oica.net/category/sales-statistics/>
193. AGENCE MAROCAINE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS. Actualités, Automobile : Signature de 2 protocoles d'accord pour la création de 4 usines : <https://www.amdie.gov.ma/category/actualites/>
194. CALCULS IRES des données de l'Organisation internationale des constructeurs automobiles.
195. WYMAN, Olivier. Autonomie : une révolution en marche. Marsh & McKLENNAN COMPANIES, 2018 : https://www.oliverwyman.fr/content/dam/oliver-wyman/europe/france/fr/Publications/Autonomie_Une-revolution-en-marche_Version-web.pdf
196. MCKINSEY&COMPANY. Automotive revolution : Perspective towards 2030 How the convergence of disruptive technology-driven trends could transform the auto industry, 20 p, January 2016 : https://www.mckinsey.com/~/_media/McKinsey/Industries/Automotive%20and%20Assembly/Our%20Insights/Disruptive%20trends%20that%20will%20transform%20the%20auto%20industry/Auto%202030%20report%20Jan%202016.ashx
197. MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ECONOMIE VERTE ET NUMERIQUE. Industrie, secteurs : aéronautique, présentation <http://www.mcinet.gov.ma/fr/content/aeronautique>
198. INFOMEDIAIRE. Des perspectives "extrêmement intéressantes" pour l'aéronautique au Maroc, Intervention du Ministre de l'industrie, du commerce et de l'économie verte numérique lors du " rendez-vous de l'industrie aéronautique ", 16 mars 2021 : <https://www.infomediaire.net/des-perspectives-extremement-interessantes-pour-laeronautique-au-maroc/>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (18)

199. IATA. 2020 Worst Year in History for Air Travel Demand, 3 February 2021 : <https://www.iata.org/en/pressroom/pr/2021-02-03-02/>
200. FINANCES NEWS. Economie, Industrie aéronautique : Le Maroc se prépare pour les nouvelles chaînes de valeur, 15 Décembre 2020 : <https://www.fnh.ma/article/actualite-economique/industrie-aeronautique-le-maroc-se-prepare-pour-les-nouvelles-chaines-de-valeur#:~:text=En%20effet%2C%20l'industrie%20a%C3%A9ronautique,%2Dd'%C5%93uvre%20fortement%20qualifi%C3%A9e.&text=Selon%20les%20professionnels%2C%20cette%20nouvelle,par%20le%20secteur%20au%20Maroc.>
201. France INFO. Chroniques du ciel. Des lueurs d'espoir : les espérances de Lufthansa, la naissance d'un géant mondial de la location d'avions et les projets supersoniques de NetJets : quelques nouvelles encourageantes pour le secteur aérien : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/chronique-du-ciel/chroniques-du-ciel-des-lueurs-d-espoir_4313657.html
202. DELOITTE. L'industrie aérospatiale au lendemain du Covid-19 : l'entrée dans l'ère 4.0 ? : <https://www2.deloitte.com/fr/fr/pages/covid-insights/articles/industrie-aerospatiale-covid-19.html>
203. OFFICE DES CHANGES. Evolution des indicateurs des échanges extérieurs au titre de l'année 2020 sous l'effet de la crise sanitaire.
204. MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION. Direction des études et des prévisions financières (DEPF) : <https://aujourd'hui.ma/economie/halieuque-la-depf-decrypte-les-enjeux-dun-secteur-strategique>
205. RMB. WHERE TO INVEST IN AFRICA 2020 : [https://www.rmb.co.za/landing/where-to-invest-in-africa/#:~:text= Where to Invest in Africa 2020 ,class is not growing as fast... More](https://www.rmb.co.za/landing/where-to-invest-in-africa/#:~:text=Where%20to%20Invest%20in%20Africa%202020,%20class%20is%20not%20growing%20as%20fast...%20More)
206. MINISTERE DE L'AGRICULTURE DE LA PECHE MARITIME DU DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS, Département de la pêche, données : http://www.mpm.gov.ma/wps/portal/Portall-MPM/ACCUEIL!/ut/p/b1/04_Sj9CPykssy0xPLMnMz0vMAfGjzOIN3Nx9_I0MzAwwAlwNDTyDXC3CfEycgCxToIJIKAlcwNGAkP5w_Sj8SsxgCnBb4eeRn5uqX5AbYZBI4qgIAA-XFU8!/d14/d5/L2dBISEvZ0FBIS9nQSEh/#&panel1-3
207. FINANCES NEWS. Agroalimentaire : Le secteur résiste à la mauvaise conjoncture, 23 Mai 2020 : <https://fnh.ma/article/laquotidienne/agroalimentaire-le-secteur-resiste-a-la-mauvaise-conjoncture>
208. MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ECONOMIE VERTE ET NUMERIQUE. Industrie, secteurs : textile, présentation : <http://www.mcinet.gov.ma/fr/content/textile>
209. PORTAIL OFFICIEL DE L'ASSOCIATION MAROCAINE DES INDUSTRIES DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT (AMITH), Présentation du secteur, consulté le 15 mars 2021 : <http://www.amith.ma/portail/default.aspx>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (19)

210. MORDOR INTELLIGENCE. leather goods market : growth, trends, covid-19 impact, and forecasts (2021-2026) : <https://www.mordorintelligence.com/industry-reports/leather-goods-market>
211. TURILLO, Hernaldo. Key Market Trends In The Global Textile Industry, 16 September 2020 : <https://www.fashionabc.org/key-market-trends-in-the-global-textile-industry/>
212. INNOVATION IN TEXTILES - TECHNICAL TEXTILES & SMART TEXTILES : <https://www.innovationintextiles.com/>
213. MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ECONOMIE VERTE ET NUMERIQUE. Industrie, secteurs : offshoring, présentation : <http://www.mcinet.gov.ma/fr/content/offshoring>
214. HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN. Femmes Marocaines et Marché du Travail : Caractéristiques et Evolution, 29 p.
215. FINANCES NEWS. Offshoring: pourquoi le Maroc a intérêt à se positionner dans de nouveaux métiers, 01 Mars 2021 : <https://fnh.ma/article/actualite-economique/offshoring-pourquoi-le-maroc-a-interet-a-se-positionner-dans-de-nouveaux-metiers>
216. MAP ECOLOGY. Plantes aromatiques et médicinales : une grande diversité qui place le Maroc au 2e rang mondial (responsable), 19 Février 2021 : <http://mapecology.ma/actualites/plantes-aromatiques-medicinales-grande-diversite-place-maroc-2e-rang-mondial-responsable/>
217. NAIDU, Dhruvan. Top 5 Future Technologies To Learn In 2020 – The Next-Gen Tech, In Agnito Geek, March 12, 2020 : <https://agnitogeek.com/top-5-future-technologies-to-learn-in-2020-the-next-gen-tech/> ; MCHUGH, Brian. Gartner's IT Automation Predictions for 2020, in IT Automation : <https://www.advsyscon.com/blog/gartner-it-automation/> ; PANETTA, Kasey. Gartner Top 10 Strategic Technology Trends for 2020 : Hyperautomation, blockchain, AI security, distributed cloud and autonomous things drive disruption and create opportunities in this year's strategic technology trends, in Gartner, October 21, 2019 : <https://www.gartner.com/smarterwithgartner/gartner-top-10-strategic-technology-trends-for-2020>
218. JOSHI, Naveen. Can blockchain help in our fight against deepfakes?, in ALLERIN : <https://www.allerin.com/blog/can-blockchain-help-in-our-fight-against-deepfakes>
219. PETRO, Greg. A Black Swan Event: Will Coronavirus Finally Force Adoption Of Next-Gen Tech?, in Forbes, March 6, 2020 : <https://www.forbes.com/sites/gregpetro/2020/03/06/a-black-swan-event-will-coronavirus-finally-force-adoption-of-next-gen-tech/?sh=76fda16a2027>
220. NAGARAJAN, Shalini. Adidas is using AI and 3D printing to cope with a plunge in sales during the coronavirus pandemic, in BUSINESS INSIDER FRANCE, 03 Mai 2020 : <https://www.businessinsider.fr/us/adidas-ai-3d-printing-coronavirus-sales-plunge-2020-4>
221. HARNISH, Tom. GLOBAL WORKPLACE ANATYTICS : Global Workplace Analytics—Leading Authority in the Future of Work - Global Workplace Analytics

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (20)

222. DELOITTE. The future of shared services is touchless : The rising importance of digital GBS capabilities during COVID-19, October 23, 2020 : <https://www2.deloitte.com/us/en/insights/topics/strategy/covid-19-shared-services-future.html>
223. POON, Linda. Coronavirus Hastens the Rise of the Cashless Economy, in Bloomberg CityLab, 14 juillet 2020 : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-07-14/the-costs-of-an-increasingly-cashless-economy>
224. HOWARD, H.yu. and CHAUVET, Marc. Matternet-Swiss Post: Drone-based healthcare and delivery (A), in IMD, October 2020, 10 p : <https://www.imd.org/research-knowledge/for-educators/case-studies/Matternet-Swiss-Post-Drone-based-healthcare-and-delivery-A/>
225. ALLIOZE. Les chiffres clés du tourisme et E-tourisme en 2020 : <https://www.alioze.com/chiffres-tourisme>
226. PRESENTATION GUILD. The Future of Presentations in a Virtual World, September 03, 2020 : <https://www.pr.com/press-release/820342>
227. PANETTA, Kasey. DNA storage, factory and farm automation and freelance customer service drive predictions for the foreseeable future. In Gartner Top 10 Strategic Predictions for 2021 and Beyond, October 21, 2020 : <https://www.gartner.com/smarterwithgartner/gartner-top-10-strategic-predictions-for-2021-and-beyond/>
228. VALLEE, Pauline. “ Laurence Devillers : “L’urgence ne doit pas devenir, pour les GAFAM, l’occasion de prendre un trop grand pouvoir” , Podcast, in We Demain une revue pour changer d’époque. Consulté le 7 août 2020. https://www.wedemain.fr/Laurence-Devillers-L-urgence-ne-doit-pas-devenir-pour-les-GAFAM-l-occasion-de-prendre-un-trop-grand-pouvoir_a4682.html
229. HILBIG, Steven. The global data divide : The coronavirus is driving digitalisation – which will likely hurt the Global South. And the EU isn’t entirely innocent, In International Politics and Society, 29 April 2020 : <https://www.ips-journal.eu/regions/global/the-global-data-divide-4311/>
230. MAZARS ; LA TRIBUNE AFRIQUE. Policy Paper, Le Maroc, la Future “ Digital Nation ” africaine, 2019, 22 p : <https://static.latribune.fr/1207516/le-maroc-la-future-digital-nation-africaine.pdf>
231. AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS, croissance des parcs et de la consommation de la Data, communiqué de presse, 4 Mars 2021 : https://www.anrt.ma/sites/default/files/document/cp-2020-t4_fr.pdf
232. MINISTERE DE L’ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA REFORME DE L’ADMINISTRATION, loi n° 43.20 relative aux services de confiance concernant les transactions électroniques promulguée par le dahir n° 1-20-100 du 16 jourmada 1442 (31 décembre 2020).
233. CHAMBRES DES REPRESENTANTS. Réunion de la commission de l’enseignement, de la culture et de la communication mercredi 13 Mai 2020, pour la discussion de huit thèmes relatifs à l’enseignement à l’aune de l’état d’urgence sanitaire : <https://www.chambredesrepresentants.ma/fr/actualites/reunion-de-la-commission-de-l-enseignement-de-la-culture-et-de-la-communication-mercredi?sref=item1468-64661>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (21)

234. ROYAUME DU MAROC. Enseignement à distance: 600.000 utilisateurs par jour de la plateforme TelmidTICE, 02 Avril 2020 : <https://www.maroc.ma/fr/actualites/enseignement-distance-600000-utilisateurs-par-jour-de-la-plateforme-telmidtice>
235. ROYAUME DU MAROC. M. Ben Abdelkader: La transformation numérique de la justice permettra de renforcer la transparence, 10 Mars 2021 : <https://www.maroc.ma/fr/actualites/m-ben-abdelkaderla-transformation-numerique-de-la-justice-permettra-de-renforcer-la>
236. AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU DIGITAL. Note d'Orientations Générales pour du Digital au Maroc à horizon 2025, Mars 2020 : <https://www.add.gov.ma/note-dorientations-generales-pour-le-developpement-du-digital-a-horizon-2025>
237. MOORE. Susan, Check out these 13 ways emotion artificial intelligence helps companies improve customer experience and unlock cost savings, in Gartner, September 11, 2018 : <https://www.gartner.com/smarterwithgartner/13-surprising-uses-for-emotion-ai-technology/>
238. SU, C., LI, J., PENG, Y. et al. Implicit mood computing via LSTM and semantic mapping. *Soft Comput* 24, 15795–15809 (2020) : <https://doi.org/10.1007/s00500-020-04909-5> : <https://link.springer.com/article/10.1007/s00500-020-04909-5>
239. TRAVIESO, Florencio. Digital privacy and Covid-19: between a paradox and a hard place, in THE CONVERSATION, November 16, 2020 : https://theconversation.com/digital-privacy-and-covid-19-between-a-paradox-and-a-hard-place-136418?utm_medium=email&utm_campaign=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%2016%20novembre%202020%20-%201787117343&utm_content=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%2016%20novembre%202020%20-%201787117343+CID_fbe8005ac3bf11aea31cd44df3d04024&utm_source=campaign_monitor_fr&utm_term=Digital%20privacy%20and%20Covid-19%20between%20a%20paradox%20and%20a%20hard%20place
240. HASIJA, Sameer et al. Will the Pandemic Push Knowledge Work into the Gig Economy?, in Harvard Business Review, June 01, 2020 : https://hbr.org/2020/06/will-the-pandemic-push-knowledge-work-into-the-gig-economy?%20https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/03/coronavirus-le-teletravail-pourrait-accelerer-la-delocalisation-des-emplois-qualifies_6038508_3234.html ; CHARREL, Marie. Coronavirus : le télétravail pourrait accélérer la délocalisation des emplois qualifiés, in le Monde, 03 Mai 2020 : https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/03/coronavirus-le-teletravail-pourrait-accelerer-la-delocalisation-des-emplois-qualifies_6038508_3234.html
241. Distinguished VP Analyst, In presentation at virtual [Gartner IT Symposium/Xpo™ 2020 : <https://www.gartner.com/en/conferences/na/symposium-us/agenda>
242. MCHUGH, Brian. Gartner's IT Automation Predictions for 2020, in IT Automation : <https://www.advsyscon.com/blog/gartner-it-automation/>
243. PANETTA, Kasey. DNA storage, factory and farm automation and freelance customer service drive predictions for the foreseeable future, 21 October 2020 : Gartner Top 10 Strategic Predictions for 2021 and Beyond

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (22)

244. THE ECONOMIST. The world's most valuable resource is no longer oil, but data, May 6th 2017 : <https://www.economist.com/leaders/2017/05/06/the-worlds-most-valuable-resource-is-no-longer-oil-but-data>
245. SCHEIBENREIF, Don. Machine Customers: The Next Emerging Market?, In Gartner, February 07, 2020 : <https://blogs.gartner.com/don-scheibenreif/2020/02/07/machines-customers-next-emerging-market/>
246. COSSARDEAUX, Joel. Le confinement réduirait chaque jour les rejets de CO₂ de 58 % en Europe, in LES ECHOS, 4 Avril 2020 : <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/le-confinement-reduirait-chaque-jour-les-rejets-de-co2-de-58-en-europe-1192082>
247. ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE. 2020 est en passe de devenir l'une des trois années les plus chaudes jamais enregistrées, 2 Décembre 2020 : <https://public.wmo.int/fr/medias/communiqués-de-presse/2020-est-en-passe-de-devenir-l'une-des-trois-années-les-plus-chaudes>
248. HEIKENSTEN, Lars et all. Ecouter la science, in Project Syndicate, 16 Octobre 2020 : <https://www.project-syndicate.org/commentary/nobels-in-science-lessons-from-the-pandemic-by-lars-heikensten-et-al-2020-10/french>
249. SINGER, Peter. La Libération animale, Payot, coll. " Petite Bibliothèque Payot ", 2012, 477 p.
250. INTERGOVERNMENTAL SCIENCE POLICY PLATFORM ON BIODIVERSITY AND ECOSYSTEM SERVICES. Ipbes workshop on biodiversity and pandemics, Workshop Report : https://ipbes.net/sites/default/files/2020-12/IPBES%20Workshop%20on%20Biodiversity%20and%20Pandemics%20Report_0.pdf
251. CEBALLOS, Gerardo ; EHRLICH, Paul R ; RAVEN, Peter H. Vertebrates on the brink as indicators of biological annihilation and the sixth mass extinction, Proceedings of the National Academy of Sciences Jun 2020, 117 (24) 13596-13602; DOI: 10.1073/pnas.1922686117
252. LOBNER, Matthew. Emerging Asia's post-COVID future, in HSBC, 06 August 2020 : <https://www.hsbc.com/insight/topics/emerging-asias-post-covid-future>
253. MOLINA, Mario et all. The Time Bomb at the Top of the World, in Project Syndicate, October 16, 2020 : https://www.project-syndicate.org/commentary/arctic-sea-ice-depletion-short-lived-climate-pollutants-by-mario-molina-and-durwood-zaelke-2020-10?a_la=english&a_d=5f89ba837537464b208cbc54&a_m=&a_a=click&a_s=&a_p=homepage&a_li=arctic-sea-ice-depletion-short-lived-climate-pollutants-by-mario-molina-and-durwood-zaelke-2020-10&a_pa=curated&a_ps=&a_ms=&a_r=
254. CAMPANELLA, Edoardo et all. Farewell, Big City?, in Project Syndicate: <https://www.project-syndicate.org/bigpicture/farewell-big-city>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (23)

255. FIJALKOW, Yankel. Fuir les grandes villes : une dynamique relancée par le confinement ?, in THE CONVERSATION, 16 Novembre , 2020 : https://theconversation.com/fuir-les-grandes-villes-une-dynamique-relancee-par-le-confinement-149187?utm_medium=email&utm_campaign=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%202016%20novembre%202020%20-%201787117343&utm_content=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%202016%20novembre%202020%20-%201787117343+CID_fbe8005ac3bf11aea31cd44df3d04024&utm_source=campaign_monitor_fr&utm_term=Fuir%20les%20grandes%20villes%20%20une%20dynamique%20relance%20par%20le%20confinement
256. UNITED NATIONS. Population Division of the Department of Economic and Social Affairs World Population Prospects, 2019 : <https://www.un.org/en/desa/world-population-prospects-2019-highlights>
257. UNITED NATIONS. Population Division of the United Nations Department of Economic and Social Affairs (DESA), World Urbanization Prospects 2018.
258. BELLO-SCHUNEMANN, Julia ; AUCOIN, Ciara. Six of the world's 41 megacities will be in Africa by 2030, in How we made it in Africa, 11 December 2016 : <https://www.howwemadeitinafrica.com/2030-six-worlds-41-megacities-will-africa/>
259. RAI, Sarju Sing Global Explosion of Slums: The Next Biggest Planetary Health Challenge, 22 April 2017 : <https://medium.com/amplify/global-explosion-of-slums-the-next-biggest-planetary-health-challenge-49424f27ba16>
260. CHAPTER 1 From Habitat II to Habitat III: Twenty Years of Urban Development, world cities report , 2016 : <https://wcr.unhabitat.org/wp-content/uploads/sites/16/2016/05/Chapter-1-WCR-2016.pdf>
261. PERSONAL CITIES AND CENTER FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT IN AFRICA. Rethinking, Reimagining, Redesigning Global Urbanization, 2019, 15 p : https://documentcloud.adobe.com/link/review?uri=urn%3Aaaid%3Aascds%3AUS%3A95e7e6ae-1737-4b37-9ead-e1281d2320f7&x_api_client_id=shared_recipient&x_api_client_location=review#pageNum=4
262. SCIENCE THE WIRE. Sustainable Cities After COVID-19: Are Barcelona-Style Green Zones the Answer? : <https://science.thewire.in/society/urban/sustainable-cities-barcelona-green-zones/>
263. STEPHANO BERRI ARCHITETTI. Liuzhou Forest City : <https://www.stefanoberriarchitetti.net/en/project/forest-city/>
264. VALLEE, Pauline. À quoi ressemblera la ville post-coronavirus ?, in We Demain une revue pour changer d'époque, le 12 Mai 2020 : https://www.wedemain.fr/A-quoi-ressemblera-la-ville-post-coronavirus_a4690.html
265. MORENO, Carlos. La ville du ¼ d'heure : pour un nouveau chrono urbanisme !, in Carlos Moreno la passion de l'innovation : <http://www.moreno-web.net/la-ville-du-1/4-dheure-pour-un-nouveau-chrono-urbanisme%E2%80%AF-pr-carlos-moreno/>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (24)

266. DVISIONTAY, Elias. Sensor taps and no door handles : Covid-19 shows it's time to rethink public toilets, In The Guardian, May 3, 2020 : <https://www.theguardian.com/socie>
267. DE ROHAN CSERMAK, Paola. Singapour ou la lutte "exemplaire" d'une smart city contre le COVID-19, in We Demain une revue pour changer d'époque, 20 Mars 2020 : https://www.wedemain.fr/ralentir/singapour-ou-la-lutte-exemplaire-d-une-smart-city-contre-le-covid-19_a4622-html/
268. RODGER, Dennis. COVID-19 and planetary urbanisation : 31 October is the United Nations' "World Cities Day", In GRADUATE INSTITUTE GENEVA, October 30, 2020 : <https://www.graduateinstitute.ch/communications/news/covid-19-and-planetary-urbanization>
269. HARRIS, Chris. ULI Launches Curtis Infrastructure Initiative, Promoting Solutions in Cities Worldwide, In Urban Land Magazine, November 10, 2020 : <https://urbanland.uli.org/industry-sectors/infrastructure-transit/uli-launches-curtis-infrastructure-initiative>
270. ACCENTURE INTERACTIVE. Fjord Trends 2020, 2020, 55 p : https://www.accenture.com/_acnmedia/Thought-Leadership-Assets/PDF ; ABRAHAMSSON, Jonas. Swedavia is driving the shift fossil free swedish, air transport, in Swedavia Airports : <https://www.swedavia.com/about-swedavia/annual-and-sustainability-report/swedavia-is-driving-the-shift-to-fossil-free-swedish-air-transport/> ; DUMONT, Gérard-François. Le covid-19 : la fin de la géographie de l'hypermobilité ?, in Société de géographie, 7 Avril 2020 : https://socgeo.com/2020/04/07/le-covid-19-la-fin-de-la-geographie-de-lhypermobilite-par-gerard-francois-dumont/#_ftn17
271. FJORD TRENDS 2020. Liquid-people , 2020 : <https://trends.fjordnet.com/trends/liquid-people>
272. ONUINFO. La Covid-19 accentue le chômage et la précarité des travailleurs migrants (OIT), 24 juin 2020 : <https://news.un.org/fr/story/2020/06/1071642>
273. WORLD BANK. Migration and Development Brief 33. World Bank, October 2020, 56 p : https://www.knomad.org/sites/default/files/2020-11/Migration%20%26%20Development_Brief%2033.pdf
274. FARINELLI, Bernard. "Territoires : préférer la mobilité ou la proximité", Population & Avenir, n° 728, mai-juin 2016 : <https://doi.org/10.3917/popav.728.0014> : <https://www.cairn.info/revue-population-et-avenir-2016-3-page-14.htm>
275. COURRIER INTERNATIONAL. En Indonésie, la communauté baduy dit non au tourisme, 24 Juillet 2020 : <https://www.courrierinternational.com/article/societe-en-indonesie-la-communaute-baduy-dit-non-au-tourisme> ; BERGER. Annick, Maldives : quand les habitants parviennent à faire échouer un projet de complexe de luxe, 16 Aout 2020 : <https://www.capital.fr/conso/maldives-quand-les-habitants-parviennent-a-faire-echouer-un-projet-de-complexe-de-luxe-1378025>
276. KRISHNAMURTHI. Sri, Could eco-tourism mark the post-Covid future for, in EART JOURNALISM NETWORK, July 31, 2020 : <https://earthjournalism.net/stories/could-eco-tourism-mark-the-post-covid-future-for-the-blue-pacific>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (25)

277. BARCLAYS. The post- Covid economy, 2020, 22 p https://www.investmentbank.barclays.com/content/dam/barclaysmicrosites/ibpublic/documents/our-insights/The-post-COVID-economy/post_covid_economy.pdf
278. ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. Le tourisme mondial consolide sa croissance en 2019, 20 Janvier 2020 : <https://www.unwto.org/fr/le-tourisme-mondial-consolide-sa-croissance-en-2019>; REPUBLIQUE FRANCAISE. Vie publique, le surtourisme : quel impact sur les villes et sur l'environnement ? , 31 MAI 2019 : <https://www.vie-publique.fr/eclairage/24088-le-surtourisme-quel-impact-sur-les-villes-et-sur-lenvironnement>
279. ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. Baromètre du tourisme mondial et annexe statistique, Janvier 2021 : <https://www.e-unwto.org/doi/abs/10.18111/wtobarometerfra.2021.19.1.1>
280. CHARREL, Marie. Coronavirus : le télétravail pourrait accélérer la délocalisation des emplois qualifiés, in le Monde, 03 Mai 2020 : https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/03/coronavirus-le-teletravail-pourrait-accelerer-la-delocalisation-des-emplois-qualifies_6038508_3234.html
281. WORLD TOURISMS ORGANIZATION (UNWTO). L'impact de la COVID-19 sur le tourisme mondial apparait dans toute son ampleur alors que l'OMT chiffre le coût du blocage, 28 Juillet 2020 : <https://www.unwto.org/fr/news/limpact-de-la-covid-19-sur-le-tourisme-mondial-apparait-dans-toute-son-ampleur-alors-que-lomt-chiffre-le-cout-du-blocage>
282. WORLD ECONOMIC FORUM. The Global Risks Report 2020, 102 p : http://www3.weforum.org/docs/WEF_Global_Risk_Report_2020.pdf
283. CANDRIAM. L'épidémie de coronavirus pourrait engendrer des changements durables, 1 Avril, 2020 : <https://www.candriam.fr/fr/professional/market-insights/topics/allocation-dactifs/lepidemie-de-coronavirus-pourrait-engendrer-des-changements-durables> ; KPMG International entities. Refocusing workforce, ESG and supply chains : CEOs are accelerating strategic priorities to arm their businesses for a new reality. : https://home.kpmg/xx/en/home/insights/2020/09/prioritizing-strategic-priorities.html?cid=ggl_cpc_xx_ad3-purp-acx_2020-adv-ceooutlook2020&utm_medium=cpc&utm_source=ggl&utm_content=xx_ad3-purp-acx&utm_campaign=2020-adv-ceooutlook2020
284. BARBICHE, Damien et all. L'accord d'Escazú : un exemple ambitieux de traité multilatéral en faveur du droit de l'environnement ?, Iddri, Décryptage N°03/19, Mars 2019 : <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/decryptage/laccord-descazu-un-exemple-ambitieux-de-traite-multilateral>
285. ING Bank. Why sustainability is Asia's future : <https://www.ingwb.com/themes/sustainable-finance-articles/why-sustainability-is-asias-future>
286. LUXURY DAILY. US versus China: The affluent consumer's mindset post COVID-19, September 24, 2020 : <https://www.luxurydaily.com/us-versus-china-the-affluent-consumers-mindset-post-covid-19> ; CNCI. La consommation en Asie dans l'ère post-Covid, 01 Octobre 2020 : <https://www.cnci.ch/la-consommation-en-asie-dans-lere-post-covid-0>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (26)

287. COMMISSION MONDIALE SUR L'ECONOMIE ET LE CLIMAT. The 2018 Report. Unlocking the inclusive growth story of the 21 St century : Accelerating ClimateAction in Urgent Times : <http://newclimateeconomy.report//2018>
288. L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE). Les gouvernements devraient profiter des actions de relance postCOVID19 pour éliminer le soutien aux énergies fossiles, 05 Juin 2020 : <https://www.oecd.org/fr/presse/selon-l-ocde-et-l-ae-les-gouvernements-devraient-profiter-des-actions-de-relance-postcovid19-pour-eliminer-le-soutien-aux-energies-fossiles.htm#:~:text=L'estimation%20combin%C3%A9e%20de%20l,les%20subventions%20C3%A0%20la%20consommation>
289. IEA. Energy subsidies Tracking the impact of fossil-fuel subsidies : <https://www.iea.org/topics/energy-subsidies>
290. PORTAIL SUR LES DONNEES MIGRATOIRES. Rapatriements de fonds, 18 Novembre 2020 : <https://migrationdataportal.org/fr/themes/grenzeberschreitende-geldtransfers>
291. DERJ, Safae et CHAMTEPERDRIX, Thibault. Transition écologique : le Maroc, vecteur d'une croissance durable pour le Continent, in La Tribune Afrique 24 Juillet 2019 : <https://afrique.latribune.fr/politique/politique-publique/2019-07-24/transition-ecologique-le-maroc-vecteur-d-une-croissance-durable-pour-le-continent-824381.html>
292. IBNOUZAHIR, Zineb. Ecologie : 12 projets marocains inédits pour sauver la planète, in le 360, 26 Février 2018 : <https://fr.le360.ma/lifestyle/ecologie-12-projets-marocains-inedits-pour-sauver-la-planete-157667>
293. ABOULKACIM, Abdelhamid. Le secteur de la culture biologique au Maroc : entre volonté de développement et contingences, in Alternatives Rurales, Novembre 2018, 5 p : <http://alternatives-rurales.org/wp-content/uploads/Numero6/AltRur6EntretienFimabioLectEcran.pdf>
294. HERVE, Antoine. Maroc : après le Plan vert, le Génération Green, in Afrique agriculture, 01 Juin 2020 : <https://www.afrique-agriculture.org/articles/lessentiel/maroc-apres-le-plan-vert-le-generation-green>
295. AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (ADA). Génération Green : <https://www.ada.gov.ma/fr/nouvelle-strategie-du-secteur-agricole>
296. AGIR MAROC. Présentation de la stratégie " Forêt du Maroc 2020-2030 "Forêts du Maroc, Agriculture Maroc, 27 Février 2020 : <https://www.agrimaroc.ma/strategie-foret-maroc/>
297. INSTITUTE FOR HEALTH METRICS AND EVALUATION (IHME). Global Burden of Disease Study 2017 : <http://ghdx.healthdata.org/record/ihme-data/gbd-2017-burden-risk-1990-2017>
298. WORLD BANK. Mental health <https://www.worldbank.org/en/topic/mental-health>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (27)

299. CZEISLER, Mark E; RASHON, Lane; PETROSKY E, et al. Mental Health, Substance Use, and Suicidal Ideation During the COVID-19 Pandemic , in Centers for Diseases Control and Prevention, United States, June 24–30, 2020. Morbidity and Mortality Weekly Report (MMWR) 2020;69:1049–1057. DOI: <http://dx.doi.org/10.15585/mmwr.mm6932a1external> ico : https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/69/wr/mm6932a1.htm?s_cid=mm6932a1_w
300. SMITH, Peter M ; OUDYK, John ; POTTER, GUY. L'association entre le caractère adéquat perçu des procédures de contrôle des infections au travail et de l'équipement de protection personnel pour les symptômes de santé mentale. Un sondage transversal des travailleurs de la sante canadiens durant la pandémie COVID-19, in the Canadian Journal of psychiatry, 2021, Vol. 66(1) 17-24, September 21, 2020 : <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0706743720961729>
301. L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. Selon une enquête de l'OMS, la COVID-19 perturbe les services de santé mentale dans la plupart des pays, 5 Octobre 2020 : <https://www.who.int/fr/news/item/05-10-2020-covid-19-disrupting-mental-health-services-in-most-countries-who-survey>
302. WORLD HEATH ORGANIZATION. Substantial investment needed to avert mental health crisis, May 14, 2020 : <https://www.who.int/news/item/14-05-2020-substantial-investment-needed-to-avert-mental-health-crisis> ; AXA. A Report on Mental Health & Wellbeing in Europe, October 8, 2020, 34 p : https://www-axa-com.cdn.axa-contento-118412.eu/www-axa-com%2Fe6854817-1fca-4da0-95c6-9396e2da8fd8_a_report_on_mental_health_in_europe.pdf
303. HICKS, David. Lessons for the Future: The Missing Dimension in Education, London and New York, 2002, pp145, ISBN 0415276721 Hardback 145pp UK £55.00. Australian Journal of Environmental Education, 18, 98-99. doi:10.1017/S0814062600003475
304. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. Santé mentale des adolescents, 28 septembre 2020 : <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/adolescent-mental-health>
305. UNITED NATIONS. World YOUTH Report, Youth and Health Issues, 2003, 99-129 p : <https://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/ch04.pdf>
306. UNITED NATIONS. World YOUTH Report, Youth and the 2030 Agenda for sustainable development, 2018 : <https://www.un.org/development/desa/youth/wp-content/uploads/sites/21/2018/12/WorldYouthReport-2030Agenda.pdf>
307. OBSERVATOIRE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT). Le COVID-19 et le monde du travail. Troisième édition Estimations actualisées et analyses, 29 Avril 2020, 26 p : https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_745964.pdf

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (28)

308. WORLD ECONOMIC FORUM. On-the-job training or cash handouts? A Rwandan study discovered which was better for youth job prospects, October 07, 2020 : <https://www.weforum.org/agenda/2020/10/rwanda-youth-unemployment-training-cash-payments-study/>; BAKER, Jordan. Give students hope amid coronavirus mental health crisis, experts urge, in The Sydney Morning Herald, August 23, 2020 : https://www.smh.com.au/national/give-students-hope-amid-coronavirus-mental-health-crisis-experts-urge-20200821-p55o55.html?_scpsug=crawled,150484,en_2e663e47216202cc32a2e516b1df750720ae12b21c03121db9ad5facbb990796#_scpsug=crawled,150484,en_2e663e47216202cc32a2e516b1df750720ae12b21c03121db9ad5facbb990796
309. CALCULS IRES des données des Nations Unies du département des affaires économiques et sociales, World Population Prospects, 2019.
310. WORLD ECONOMIC FORUM. One-third of young people still optimistic despite COVID's dramatic hit on education and jobs, 25 August 2020 : <https://www.weforum.org/agenda/2020/08/youth-pandemic-unemployment-future-prospects>
311. WORLD BANK. Learning Poverty , October 15, 2019 : <https://www.worldbank.org/en/topic/education/brief/learning-poverty>
312. L'INSTITUT DE STATISTIQUE DE L'UNESCO. L'ISU publie les données nationales les plus actuelles de l'ODD 4 sur l'éducation, 26 Février 2020 : <http://uis.unesco.org/fr/news/lisu-publie-les-donnees-nationales-les-plus-actuelles-de-lodd-4-sur-leducation>
313. WORLD BANK DATA. Literacy rate, adult total (% of people ages 15 and above) : <https://data.worldbank.org/indicator/se.adt.litr.zs>
314. WORLD BANK DATA. Literacy rate, youth total (% of people ages 15-24) : <https://data.worldbank.org/indicator/SE.ADT.1524.LT.ZS>
315. ROSER, Max. and ORTIZ-OSPINA, Esteban. Literacy, Published online at OurWorldInData.org, First published in 2013; last revision September 20, 2018 : <https://ourworldindata.org/literacy>
316. L'INSTITUT DE STATISTIQUE DE L'UNESCO. Les premières projections indiquent que le monde n'est pas en bonne voie pour tenir ses engagements éducatifs d'ici 2030 : <http://uis.unesco.org/fr/news/les-premieres-projections-indiquent-que-le-monde-nest-pas-en-bonne-voie-pour-tenir-ses>
317. L'INSTITUT DE STATISTIQUE DE L'UNESCO. Focus sur l'enseignement secondaire, Recueil de données mondiales sur l'éducation 2011 Statistiques comparées sur l'éducation dans le monde, 312 p : <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/global-education-digest-2011-comparing-education-statistics-across-the-world-fr.pdf>
318. NIPPON. COM. Inquiétante hausse du taux de suicide chez les collégiens et lycéens japonais, 08 Janvier 2020 : <https://www.nippon.com/fr/japan-data/h00572/>
319. YOUMOVEEUROPE. Open Letter for a EU "Marshall" Plan for Training and Education To Avoid the Socio-Economic Collapse : <https://you.wemove.eu/campaigns/open-letter-for-a-eu-marshall-plan-for-training-and-education-to-avoid-the-socio-economic-collapse>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (29)

320. THE ECONOMIST. No vaccine for cruelty : The pandemic has eroded democracy and respect for human rights, October 17th, 2020 : <https://www.economist.com/international/2020/10/17/the-pandemic-has-eroded-democracy-and-respect-for-human-rights>
321. ONUSIDA. Fiche d'information 2020 – Dernières statistiques sur l'état de l'épidémie de sida : <https://www.unaids.org/fr/resources/fact-sheet>
322. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. Rapport de l'ONU : Alors que la faim augmente et que la malnutrition persiste, la réalisation de l'objectif Faim zéro d'ici à 2030 est compromise, 13 juillet 2020 : <https://www.who.int/fr/news/item/13-07-2020-as-more-go-hungry-and-malnutrition-persists-achieving-zero-hunger-by-2030-in-doubt-un-report-warns>
323. NARCISSE, Nicolas. L'utilité sociale des entreprises, la clé du leadership du monde post coronavirus, In Harvard Business Review, 26 Mai, 2020 : <https://www.hbrfrance.fr/chroniques-experts/2020/05/30151-lutilite-sociale-des-entreprises-la-cle-du-leadership-du-monde-post-coronavirus/> ; HANSEN, Maxime. Dominique Méda : “La crise du Covid-19 nous oblige à réévaluer l'utilité sociale des métiers”, in Pour l'éco, 23 avril 2020, modifié le 28 septembre 2020 : <https://www.pourleco.com/ca-clashe/debat-des-economistes/dominique-meda-la-crise-du-covid-19-nous-oblige-reevaluer-lutilite>
324. BRYAN, Jordan. How 2020 Accelerated Conversations on Diversity, Equity and Inclusion : ey mistakes to avoid to promote diversity equity and inclusion in the workplace amid a changing climate, in Gartner, September 11, 2020 : <https://www.gartner.com/smarterwithgartner/how-2020-accelerated-conversations-on-diversity-equity-and-inclusion/>
325. MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION. Intervention de Monsieur le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration le 22 Février 2021, lors de la présentation, devant les membres de la commission des finances, de la programmation et du développement économique, relevant de la Chambre des Conseillers, du projet de loi-cadre 09.21 relatif à la protection sociale : https://www.finances.gov.ma/Publication/cabinet/2021/Expose_M.%20Ministre_Parlement.pdf
326. THE ECONOMIST. The global debt clock : https://www.economist.com/content/global_debt_clock ; THE ECONOMIST. The covid-19 pandemic is forcing a rethink in macroeconomics, July 25 th, 2020 : <https://www.economist.com/briefing/2020/07/25/the-covid-19-pandemic-is-forcing-a-rethink-in-macroeconomics>
327. FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL. Moniteur des finances publiques, Octobre 2020.
328. Börner, Stefanie. Is the coronavirus going to reshape the European welfare state?, In Social Europe, rd November 3 rd, 2020 : <https://www.socialeurope.eu/is-the-coronavirus-going-to-reshape-the-european-welfare-state> ; WORLD ECONOMIC FORUM. OVID-19 could change the welfare state forever, June 30, 2020 : <https://www.weforum.org/agenda/2020/06/coronavirus-welfare-state-covid19/>
329. LE POINT AFRIQUE. Le Covid-19 va-t-il effacer des années de progrès en Afrique subsaharienne ?, 10 Octobre 2020 : https://www.lepoint.fr/afrique/le-covid-19-va-t-il-effacer-des-annees-de-progres-en-afrique-subsaharienne-10-10-2020-2395769_3826.php#

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (30)

330. BOYER, ROBERT. Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie, La Découverte, 2020, 200 p.
331. THE ECONOMIST. The covid-19 pandemic is forcing a rethink in macroeconomics, 25 July 2020 : <https://www.economist.com/briefing/2020/07/25/the-covid-19-pandemic-is-forcing-a-rethink-in-macroeconomics>
332. GLOBAL PREPAREDNESS MONITORING BOARD (GPMB). Un Monde en Désordre : Conseil mondial de suivi de la préparation, Résumé d'orientation, 14Septembre2020 : <https://reliefweb.int/report/world/un-monde-en-d-sordre-conseil-mondial-de-suivi-de-la-pr-paration-r-sum-d-orientation>
333. DABENE, Olivier. Dynamiques économiques, insertion internationale et transformations sociale : La quatrième vague de régionalisme, In Agence Française de développement (AFD) : Les enjeux du développement en Amérique latine, Janvier 2014 : <https://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/71e0e5ms458foa541e7jnh843n/resources/chapitre-dabene-24-a-savoir-afd.pdf> ; DEWITTE, Dominique. près la mondialisation, voici la régionalisation, bénéfique pour l'Asie mais pas pour nous, In Business AM, 17 Septembre 2020 : <https://fr.businessam.be/regionalisation-economie-asie-europe-amerique/> ; BOUISSOU, Julien. Des économies asiatiques en voie de régionalisation, In le Monde, 05 juin 2020 : https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/06/05/en-asie-des-economies-en-voie-de-regionalisation_6041816_3234.html
334. Harlem Brundtland, S.E. Gro ; AS SY, Elhadj. Un monde en désordre", In Global Preparedness Monitoring Board (GPMB) Secretariat c/o World Health Organization, 2020 : <https://reliefweb.int/report/world/un-monde-en-d-sordre-conseil-mondial-de-suivi-de-la-pr-paration-r-sum-d-orientation>
335. Rooney, MR ; Rawlings, AM ; Pankow, JS, et al. Risk of Progression to Diabetes Among Older Adults With Prediabetes. JAMA Intern Med. Published online February 08, 2021. doi:10.1001/jamainternmed.2020.8774 : <https://jamanetwork.com/journals/jamainternalmedicine/article-abstract/2775594> ; Global Preparedness Monitoring Board. Annual report on global preparedness for health emergencies, A World at risk, September 2019 : https://apps.who.int/gpmb/assets/annual_report/GPMB_annualreport_2019.pdf
336. KUIJPER, Fiene. L'ère de la santé planétaire : penser ensemble la crise climatique et la santé humaine, In le Grand Continent, 12 décembre 2020 : <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/12/12/sante-planetaire/> ; Whitmee, Sarah ; Haines, Andy. BEYER, Chris. Safeguarding human health in the Anthropocene epoch : report of The Rockefeller Foundation, In The Lancet Commission on Planetary Health, July 15, 2015 : DOI: [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(15\)60901-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(15)60901-1)
337. COLLECTIF. " Il faut institutionnaliser le concept "One Health" pour prévenir de nouvelles épidémies à l'échelle mondiale ", in le monde, 10 Novembre 2020 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/10/il-faut-institutionnaliser-le-concept-one-health-pour-prevenir-de-nouvelles-epidemies-a-l-echelle-mondiale_6059242_3232.html
338. OKONJO-IWEALA, Ngozi et all. What the G20 Should Do Now, in Project Syndicate, June 1, 2020 : <https://www.project-syndicate.org/commentary/g20-must-agree-on-stronger-global-covid19-response-by-gordon-brown-2020-06>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (31)

339. BOUISSOU, Julien. Des économies asiatiques en voie de régionalisation, In le Monde, 05 juin 2020 : https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/06/05/en-asie-des-economies-en-voie-de-regionalisation_6041816_3234.html
340. THE ECONOMIST. The world economy will suffer from “long covid” too, October 13th 2020 : <https://www.economist.com/graphic-detail/2020/10/13/the-world-economy-will-suffer-from-long-covid-too>
341. CARROUE, Laurent. Mondialisation et démondialisation au prisme de la pandémie de Covid-19. Le grand retour de l'espace, des territoires et du fait politique, In Géoconfluences, 27 Mai 2020 : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/covid19-mondialisation-demondialisation>
342. AL JAZEERA. Open letter from African intellectuals to leaders over COVID-19, 17 avril 2020 : <https://www.aljazeera.com/features/2020/04/17/open-letter-from-african-intellectuals-to-leaders-over-covid-19/>
343. ASSEMBLEE NATIONALE. Résolution européenne, 7 Aout 2020, 4 p : <http://www.assemblee-nationale.fr/15/pdf/ta/ta0475.pdf>
344. DA SILVA, José Graziano. Près de 2 milliards de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, In LVSL, 13 Décembre 2020 : <https://lvsl.fr/pres-de-2-milliards-de-personnes-souffrent-dinsecurite-alimentaire-entretien-avec-jose-graziano-da-silva-ex-directeur-de-la-fao/>
345. NATIONS UNIES. Note de synthèse : L'éducation en temps de COVID-19 et après, Aout 2020, 28 p : https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/policy_brief_-_education_during_covid-19_and_beyond_french.pdf
346. MODGADDAM, Fiona. La crise du Covid-19 accentue la déscolarisation dans le monde, in France culture, 06 Septembre 2020 : <https://www.franceculture.fr/societe/la-crise-du-covid-19-accentue-la-descolarisation-dans-le-monde>
347. SEN, Amartya. Collective choice and social welfare, Penguin Group, 2017, 640 p ; SENNET, Richard. Without Government Support, Communities Take Charge of Their Own Care, In FOREIGN AFFAIRS, OCTOBER 30 , 2020 : <https://www.foreignaffairs.com/articles/india/2020-10-30/can-covid-19-change-welfare-state> ; BRUNETIERE, Arnaud. Brésil : Contre l'austérité et la pandémie, l'agroécologie ?, In LVSL, 20 septembre 2020 : <https://lvsl.fr/bresil-contre-lausterite-et-la-pandemie-lagroecologie/>
348. DE ROCQUIGNY, Tiphaine. L'économie au chevet des plus pauvres, Episode 1 : La science de la pauvreté, In France culture : Entendez-vous l'éco, 24 Novembre 2020 : <https://www.franceculture.fr/emissions/entendez-vous-leco/entendez-vous-leco-emission-du-mardi-24-novembre-2020> ; RFI AFRIQUE. Pour l'économiste Kako Nubukpo, la crise née de la pandémie de Covid-19 doit être l'occasion de promouvoir un nouveau modèle économique pour le continent africain, fondé sur un développement endogène, solidaire et respectueux de l'environnement, 06 Mai 2020 : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200506-apres-le-covid-l-urgence-nouvelles-politiques-economiques-africaines>
349. POLANYI, Karl. La grande transformation, Gallimard, 24 Avril 2009, 476 p.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (32)

350. COLLECTIF. The Green Recovery, in Project Syndicate, 2020 : <https://www2.project-syndicate.org/onpoint/magazine/special-edition-magazine-fall-2020-the-green-recovery>
351. STERN, Nicholas. The economics of climate change. American Economic Review 98, 1–37, 2008, pp. 1-37.
352. CLUB DE ROME. Halte à la croissance?, Rapport Meadows. Editions Fayard, 1972.
353. RIDLEY, Matt. Nature via Nurture: Genes, Experience, and What Makes Us Human, 2003, HarperCollins, New York, 328p.
354. LOVELOCK, James. Gaia : A New Look at Life on Earth. Reprint édition. Oxford, United Kingdom: OUP Oxford, 2016, 176 p ; FLANNERY, Tim. Les Faiseurs de pluie. Comprendre et préserver l'équilibre climatique, Points, Paris, 2007, 416 p ; LATOUR, Bruno. Face à Gaïa, La Découverte, Paris, 2015, 400 p.
355. KUIJPER, Fiene. L'ère de la santé planétaire : penser ensemble la crise climatique et la santé humaine, in le Grand Continent, 12 décembre 2020 : <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/12/12/sante-planetaire/>
356. HOLDER, Michel. OECD and UN institutions demand green economic recovery from Covid-19, In Business Green, June 5, 2020 : <https://www.businessgreen.com/news/4016111/oecd-institutions-demand-green-economic-recovery-covid-19> ; COMMON WEALTH. The Green Recovery ACT, JULY 2020, 78 p : <https://www.common-wealth.co.uk/interactive-digital-projects/green-recovery-act#12> ; INTERNATIONAL MONETARY FUND. Green Recovery, 2020 : <https://www.imf.org/en/Topics/climate-change/green-recovery> ; CARBON BRIEF. Coronavirus : Tracking how the world's 'green recovery' plans aim to cut emissions , June 16, 2020 : <https://www.carbonbrief.org/coronavirus-tracking-how-the-worlds-green-recovery-plans-aim-to-cut-emissions>
357. BERGLÖF, Erik et all. What the G20 should do now, in VOX Eu, June 02, 2020 : <https://voxeu.org/article/what-g20-should-do-now>
358. STIGLITZ, Joseph. People, power, profits, Allen Lane, 2019, 400 p ; PETTIFOR, Ann. The Need for a Great Transformation, In The Green Recovery, Project Syndicate, 2020, pp. 11-13 ; GRANDJEAN, ALAIN ; DUFRÊNE, Nicolas. Une monnaie écologique : Pour sauver la planète, Odile Jacob, 2020, 288 p.
359. VISSER, Johan and HIDDING, Gerbrand. Taxable Nexus : Moving Toward an Economic Approach, In Tax Executives Institut, February 5, 2019 : <http://taxexecutive.org/taxable-nexus-moving-toward-an-economic-approach/>
360. KLEIN, Matthew C ; PETTIS, Michael. Trade Wars Are Class Wars: How Rising Inequality Distorts the Global Economy and Threatens International Peace. New Haven: Yale University Press, 2020, 388 p.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (33)

361. HAAN, Cali. Synthetic Hegemonic Currency: Bank of England Governor Mark Carney Proposes Global Digital Currency, In Crowdfund Insider, August 26, 2019 : <https://www.crowdfundinsider.com/2019/08/150892-synthetic-hegemonic-currency-bank-of-england-governor-mark-carney-proposes-global-digital-currency/> ; PETTIFOR, Ann. The Case for the Green New Deal, Verso BOOKs, London, 2019, 208 p.
362. DELOITTE. Clarity in financial reporting, Février 2020, 8 p : <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/au/Documents/audit/deloitte-au-audit-clarity-disclosure-climate-related-risks-070220.pdf> ; TASK FORCE ON CLIMATE-RELATED FINANCIAL DISCLOSURES. Final report recommendations of the Task Force on Climate-related Financial Disclosures, June 2017, 66 p : <https://assets.bbhub.io/company/sites/60/2020/10/FINAL-2017-TCFD-Report-11052018.pdf>
363. WIEDENBACH, Annette. China Seeking to Set Carbon Price Through its Emissions Trading System (ETS), In Climate Scorecard, March 10, 2020 : <https://www.climatescorecard.org/2020/03/china-seeking-to-set-carbon-price-through-its-emissions-trading-system-ets/> ; CLAESSENS, Bruno. Hausse spectaculaire du prix de la tonne de carbone : quel impact pour le citoyen ?, In révolution énergétique, 23 Août 2019 : <https://www.revolution-energetique.com/hausse-spectaculaire-du-prix-de-la-tonne-de-carbone-quel-impact-pour-le-citoyen>
364. TUBIANA, Laurence. Eastbound an Green in Europe, In The Green Recovery, Project Syndicate, October 8, 2020 : <https://www.project-syndicate.org/onpoint/eu-green-deal-joins-china-ecological-civilization-by-laurence-tubiana-2020-10?barrier=accesspaylog>
365. ROOSEN, MELANIE. L'ère des cygnes verts : entrons dans le capitalisme régénératif, In L'ADN tendances, 29 juin 2020 : <https://www.ladn.eu/entreprises-innovantes/marques-engagees/cygnes-verts-entrons-dans-capitalisme-regeneratif/>
366. UNITED NATIONS. With More Than 1.5 Million Lives Lost to COVID-19, World Leaders in General Assembly Demand Urgent Action to Guarantee Equitable Distribution of Life-Saving Vaccines, 3 DECEMBER 2020: <https://www.un.org/press/en/2020/ga12293.doc.htm>
367. GRIMAUD, Emmanuel et all. Low tech ? Wild tech !, Techniques & Culture n°67, Éditions de l'EHESS : <http://editions.ehess.fr/revues/numero/low-tech-high-tech/>
368. INTERGOVERNMENTAL SCIENCE-POLICY PLATFORM ON BIODIVERSITY AND ECOSYSTEM SERVICES (IPBES). Communiqué de presse : Le dangereux déclin de la nature : Un taux d'extinction des espèces " sans précédent " et qui s'accélère : <https://ipbes.net/news/Media-Release-Global-Assessment-Fr>
369. NEXUS. Sharing the knowledge of the nexus approach : <https://www.water-energy-food.org/mission> ; GARCIA, J Daniel; YOU fengqi. "The water-energy-food nexus and process systems engineering: A new focus". Computers & Chemical Engineering, Volume 91, 4 August 2016, pp . 49-67 : <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0098135416300552>
370. ATTALI, Jacques. L'économie de la vie : Se préparer à ce qui vient, Fayard, Paris, 2020, 252 p.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (34)

371. POSECO POSITIVE ECONOMY CENTRE. Qu'entend-on par économie positive ? : <https://poseco.org/fr/whatispositiveeconomy/> ; INSTITUT DEL'ECONOMIE POSITIVE. Définition de l'économie positive : <http://www.institut-economiepositive.com/leconomie-positive/>
372. INSTITUT DE L'ECONOMIE POSITIVE. Global Positive Forum : <http://www.institut-economiepositive.com/evenements/global-positive-forum>
373. POSECO POSITIVE ECONOMY CENTRE. Acteurs : <https://poseco.org/fr/actors/>
374. BENOIT, Guillaume. Les émissions d'obligations sociales pourraient doubler cette année, In les Echos, 10 août 2020 : <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/les-emissions-dobligations-sociales-pourraient-doubler-cette-annee-1229545>
375. TCHERKOFF, Audrey. Manuel pour une sortie positive de la crise. Fayard, 2020, 208 p.
376. INSTITUT DE L'ECONOMIE POSITIVE. Classement 2020 des pays de l'OCDE par indice de positivité : <http://www.institut-economiepositive.com/2020/11/16/classement-2020-des-pays-des-ocde-par-indice-de-positivite/> ; INSTITUT DE L'ECONOMIE POSITIVE. Tribune Dentons : créer un indice de positivité des pays émergents – Global Positive Forum 2020 : <http://www.institut-economiepositive.com/2020/11/17/tribune-creer-un-indice-de-positivite-des-pays-emergents/>
377. PAULI, Gunter. L'économie bleue 3.0, Édition revue et Augmentée, L'OBSERVATOIRE, 2019, 496 p.
378. CESE. L'économie bleue : pilier d'un nouveau modèle de développement du Maroc, 2018, 24 p : <http://www.cese.ma/media/2020/10/L%E2%80%99%C3%A9conomie-bleue-pilier-d%E2%80%99un-nouveau-mod%C3%A8le-de-d%C3%A9veloppement-du-Maroc.pdf>
379. MAP ECOLOGY. Nouveau modèle de développement : vers une économie bleue marocaine durable, 08 Juillet 2020 : <http://mapecology.ma/actualites/nouveau-modele-de-developpement-vers-economie-bleue-marocaine-durable-inclusive/>
380. VETTRAINO, Jean. " DOROTHEE BROWAEYS, L'URGENCE DU VIVANT. VERS UNE NOUVELLE ECONOMIE ". REVUE PROJET N° 369, NO 2 (18 AVRIL 2019): 95 95 : <https://www.cairn.info/revue-projet-2019-2-page-95.htm>
381. ACCENTURE INTERACTIVE. Fjord Trends 2020, 2020, 55 p : https://www.accenture.com/_acnmedia/Thought-Leadership-Assets/PDF
382. IPSOS. Majority of people expect government to make environment a priority in post COVID-19 recovery, 4 June, 2020 : <https://www.ipsos.com/en/majority-people-expect-government-make-environment-priority-post-covid-19-recovery>
383. FOOD AND AGRICULTURE ORGANISATION (FAO). The Water-Energy-Food Nexus A new approach in support of food security and sustainable agriculture, Rome, 2014, 20 p : <http://www.fao.org/3/a-bl496e.pdf>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (35)

384. NATIONS UNIES. Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau : Les solutions fondées sur la nature pour la gestion de l'eau (WWDR), 2018, 173 p : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000261466> ; PAULI, Gunter et ABERKANE, Idriss. Soyons aussi intelligents que la nature ! 12 initiatives révolutionnaires pour sauver notre consommation ... et notre planète, Editions de l'Observatoire, 242 p.
385. WORLD ECONOMIC FORUM WATER INITIATIVE. Water Security: The Water-Energy-Food-Climate Nexus, Island Press, janvier 2011, 39 p : http://www3.weforum.org/docs/WEF_WI_WaterSecurity_WaterFoodEnergyClimateNexus_2011.pdf ; BLANCHON, David. L'eau dans le " nexus eau-énergie-alimentation, Géopolitique de l'eau. Entre conflits et coopérations, Le Cavalier Bleu, 2019, pp. 45-48.
386. SANDERS, Robert. In desert trials, next-generation water harvester delivers fresh water from air, In Berkeley News, June 8, 2018 : <https://news.berkeley.edu/2018/06/08/in-desert-trials-next-generation-water-harvester-delivers-fresh-water-from-air/>
387. BOLIS, Angéla. Les semences paysannes font leur retour dans les champs, In le Monde, 20 Août 2018 : https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/08/20/les-semences-paysannes-font-leur-retour-dans-les-champs_5344188_3244.html
388. WATSON, Robert. Feeding a greener world, in The Green recovery, Project Syndicate, 2020, p70.
389. FOOD AND AGRICULTURE ORGANISATION (FAO). Water-Energy-Food Nexus : <http://www.fao.org/land-water/world-water-day-2021/watergovernance/waterfoodenergy-nexus/en/>
390. MALAGO, Anna et al. Publication. An analytical framework to assess SDG targets within the context of WEF nexus in the Mediterranean region, in The Water, Energy & Food Security Resource Platform, 11 Décembre 2020 : <https://www.water-energy-food.org/resources/publication-an-analytical-framework-to-assess-sdg-targets-within-the-context-of-wefe-nexus-in-the-mediterranean-region>
391. SONGHAI : www.songhai.org
392. NATIONS UNIES. Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau : Eau et Energie, faits et chiffres (WWDR), 2014, 8 p : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000226961_fre
393. AQUASTAT : <http://www.fao.org/nr/aquastat>. Mis à jour: novembre 2016
394. AZOULAY, Audrey. Directrice générale de l'UNESCO, Message à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, 22 Mars 2020, in UNESCO Bibliothèque Numérique, Consulté le 6 janvier 2021
395. NATIONS UNIES. The United Nations world water development report 2020 : Water and climate change, facts and figures - UNESCO Bibliothèque Numérique ". Consulté le 6 janvier 2021, 16 p : <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000372876>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (36)

396. ONU PROGRAMME POUR L'ENVIRONNEMENT. Le défi pour une relance verte sera remporté ou perdu dans les villes, 06 Aout 2020 : <https://www.unenvironment.org/fr/actualites-et-recits/recit/le-defi-pour-une-relance-verte-sera-remporte-ou-perdu-dans-les-villes>
397. De MAXIMY, René. Méga(lo)poles ou mégalopolisation ? , in Horizon documentation, pp 25- 56 : https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers11-10/010005818.pdf
398. ALLIX, Grégoire. Sur les deux milliards de Terriens en plus en 2050, la moitié vivra dans un bidonville, in le Monde, 27 Juin 2019 : https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/06/27/sur-les-deux-milliards-de-terriens-en-plus-en-2050-la-moitie-vivra-dans-un-bidonville_5481930_3232.html
399. LUTTER, Mark. Give Charter Cities a Second Look, In City Journal, Summer 2019 : <https://www.city-journal.org/charter-cities>
400. DESROCHERS, ANNIE. La ville 15 minutes, un concept qui fait rêver partout dans le monde, In Radio-Canada, 24 Juillet 2020 : <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/le-15-18/segments/entrevue/190061/urbanisme-ges-transport-actif-developpement-durable-changements-climatiques>
401. GOLDIN, Ian ; MUGGAH, Robert. Terra Incognita: 100 Maps to Survive the Next 100 Years, 1^{ère} édition. Place of publication not identified: Century, 2020, 480 p.
402. LEONARD. De quels métiers les villes et les territoires de demain seront-ils faits ? , 04 Aout 2020 : <https://leonard.vinci.com/les-futurs-metiers-de-la-ville-et-des-territoires/> ; ZERO, Gigi. Reduce, Replace & Repair – Cut a Tonne in 21, In United Nations Framework Convention on Climate Change, January 4, 2021 : <https://racetozero.unfccc.int/reduce-replace-repair-cut-a-tonne-in-21/>
403. BARCLAYS. The post-COVID economy, 14 August 2020, 20 p : https://www.investmentbank.barclays.com/content/dam/barclaysmicrosites/ibpublic/documents/our-insights/The-post-COVID-economy/post_covid_economy.pdf
404. BELLO-SCHUNEMANN, Julia ; AUCCOIN, Ciara. Six of the world's 41 megacities will be in Africa by 2030, in How we made it in Africa, 11 December 2016 : <https://www.howwemadeitinafrica.com/2030-six-worlds-41-megacities-will-africa/>
405. GOLDIN, Ian ; MUGGAH, Robert. La ville et le Covid, in Project Syndicate, 31 Août 2020 : <https://www.project-syndicate.org/commentary/what-covid19-means-for-cities-by-ian-goldin-and-robert-muggah-2020-08/french?barrier=accesspaylog>
406. L'ORGANISATION MONDIALE DU TRAVAIL (OIT). Femmes et hommes dans l'économie informelle : Un panorama statistique, troisième édition, 2019, 170 p.
407. ASSOCIATION DES CONSTRUCTEURS EUROPEENS D'AUTOMOBILES. Où y a-t-il le plus de voitures dans le monde ? : <https://www.futura-sciences.com/planete/questions-reponses/automobile-y-t-il-plus-voitures-monde-1033/>
408. BANQUE MONDIALE. Mobilité : <https://www.banquemondiale.org/fr/results/2017/12/01/mobility>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (37)

409. BMW. Mobilité urbaine : les cinq tendances, 18 Août 2020 : <https://www.bmw.com/fr/innovation/5-tendances-de-la-mobilite-urbaine.html>
410. GRIMONPONT, Arthur. Les “ villes vertes ”, c’est possible?, In les greniers d’abondance, 8 janvier 2019 : <https://resiliencealimentaire.org/ville-durable/>
411. TATUM, Megan. Inside Singapore’s huge bet on vertical farming, In MIT Technology Review, October 13, 2020 : <https://www.technologyreview.com/2020/10/13/1009497/singapore-vertical-farming-food-security/>
412. L’INSTITUT DE LA FRANCOPHONIE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE (IFDD) : https://villesdurables.ifdd.francophonie.org/index.php/BENGUERIR:_La_premiere_ville_verte_en_Afrique
413. UNIVERSITE MOHAMMED VI POLYTECHNIQUE : <https://www.um6p.ma/fr>
414. TV5 MONDE AFRIQUE. Covid-19 : Des habitants de bidonvilles relogés en Afrique du Sud : <https://www.youtube.com/watch?v=KyVEtZUbS2U;>
HARSCH, Ernest. Afrique du Sud : pour les plus pauvres, le dur défi de l’accès au logement, in Afrique Renouveau : <https://www.un.org/africarenewal/fr/a-la-une/afrique-du-sud-pour-les-plus-pauvres-le-dur-defi-de-l-access-au-logement>
415. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS(ONU-Habitat). La COVID-19 dans les villes africaines : impacts, ripostes, recommandations politiques, 2020, 34 p.
416. COLLECTIF. La pandémie liée au coronavirus doit nous amener à repenser les villes africaines, In le Monde, 06 Mai 2020 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/06/la-pandemie-liee-au-coronavirus-doit-nous-amener-a-repenser-les-villes-africaines_6038892_3212.html
417. REPUBLIQUE FRANÇAISE. Vie publique, Le surtourisme : quel impact sur les villes et sur l’environnement ?, 1 Mai 2019 : <https://www.vie-publique.fr/eclairage/24088-le-surtourisme-quel-impact-sur-les-villes-et-sur-lenvironnement>
418. WORLD TOURISM ORGANIZATION. UNWTO and the un system : <https://www.unwto.org/fr/unwto-un-system>
419. WORLD TOURISM ORGANIZATION. Alors que l’année 2020 s’achève, le tourisme attend avec détermination la reprise, 23 Décembre 2020 : <https://www.unwto.org/fr/news/alors-que-l-annee-2020-s-acheve-le-tourisme-attend-avec-determination-la-reprise>
420. WORLD TOURISM ORGANIZATION. UNWTO & Google Acceleration Programme : <https://www.unwto.org/unwto-acceleration-programme> ;
WORLD TOURISM ORGANIZATION. L’OMT et Google accueillent le premier programme d’accélération du tourisme en Afrique subsaharienne, 23 Septembre 2020 : <https://www.unwto.org/fr/news/l-omt-et-google-accueillent-le-premier-programme-d-acceleration-du-tourisme-en-afrique-subsaharienne> ;
WORLD TOURISM ORGANIZATION. L’OMT et Google accueillent le programme d’accélération du tourisme de la région Moyen-Orient, 14 Décembre 2020 : <https://www.unwto.org/fr/news/l-omt-et-google-accueillent-le-programme-d-acceleration-du-tourisme-de-la-region-moyen-orient>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (38)

421. WILLIGE, Andrea. challenges we need to solve to protect our ocean, In World Economic Forum, September, 21, 2020 : <https://www.weforum.org/agenda/2020/09/oceans-coral-reefs-climate-change-pollution-overfishing/> ; BERRY, Alexander. 11 innovative and surprising solutions for saving our seas, 23 July 2020 : <https://www.weforum.org/agenda/2020/07/the-ocean-uplink-un-sdg-12-innovative-companies-saving-our-seas/>
422. STAUB, Francis. How the world is coming together to save coral reefs, In In World Economic Forum, December 04, 2020 : <https://www.weforum.org/agenda/2020/12/how-the-world-is-coming-together-to-save-coral-reefs/> ; THE NATURE CONSERVANCY. MAPPING OCEAN WEALTH, Recreation & Tourism : <https://oceanwealth.org/ecosystem-services/recreation-tourism/>
423. MAPPING OCEAN WEALTH. Recovering Tourism and Saving Nature : <https://oceanwealth.org/recovering-tourism-and-saving-nature/> ; SPALDING, Mark et al. COVID-19 : Implication for nature and tourism, Anatolia, 7 juillet 2020, 5 p: <https://doi.org/10.1080/13032917.2020.1791524> , <https://oceanwealth.org/wp-content/uploads/2020/08/Spalding-et-al-20-Covid-19-Nature-and-Tourism-AOM.pdf>
424. MORRIS, Ben ; LEGETT, Theo. Greener planes of the future... or just pretty plans?, In BBC News, 8 January : <https://www.bbc.com/news/business-51751984>
425. SUNDER, KALPANA. How to stop another 'Day Zero' , in the BBC future planet, 6 JANUARY 2021 : <https://www.bbc.com/future/article/20210105-day-zero-how-chennais-wetlands-could-save-it-from-drought>
426. REVFINE. Tourism Trends: The Latest Opportunities for The Tourism Industry : <https://www.revfine.com/tourism-trends/>
427. REVFINE. Robots in the Travel Industry: 8 Real-World Examples : <https://www.revfine.com/robots-travel-industry/>
428. WATSON, Imogen. Can religious tourism rise from the dead post-Covid-19? , In Travel Tourism News : <https://traveltourism.news/can-religious-tourism-rise-from-the-dead-post-covid-19/>
429. NORTHOVER, Rachel. How to make Voluntourism to be Positive, Sustainable development is key : <https://traveltourism.news/how-to-make-voluntourism-to-be-positive-sustainable-development-is-key/>
430. COURRIER INTERNATIONAL. Pandémie à Shijiazhuang, la menace du coronavirus plane de nouveau sur la Chine. 07 Janvier 2021 : <https://www.courrierinternational.com/article/pandemie-shijiazhuang-la-menace-du-coronavirus-plane-nouveau-sur-la-chine>
431. ECOLE SUPERIEURE DE TOURISME. Le futur du tourisme dans un monde post-covid : <https://ecolesuperieuretourisme.fr/blog/tourisme-loisir/le-futur-du-tourisme-dans-un-monde-post-covid/>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (39)

432. DARA, Neha. Sustainable travel has an image problem. We have to fix it, In the Travel Tourism news : <https://traveltourism.news/sustainable-travel-has-an-image-problem-we-have-to-fix-it/>
433. KADIRI, Ghalia. Le Maroc se rêve en hub industriel aux portes de l'Europe, 02 Juin 2020 : https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/06/02/le-maroc-se-reve-en-hub-industriel-aux-portes-de-l-europe_6041509_3234.html
434. LE MONDE AFRIQUE. Covid-19 : le Maroc prévoit une récession plus brutale pour 2020 à cause de la crise sanitaire ? 23 Septembre 2020 : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/09/23/le-maroc-prevoit-une-recession-plus-brutale-pour-2020-a-cause-de-la-crise-sanitaire_6053262_3212.html ; KADIRI, Ghalia. A Marrakech vidé de ses touristes, " c'est comme si la carte postale était déchirée ", 16 Septembre 2020 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/09/16/a-marrakech-vide-de-ses-touristes-c-est-comme-si-la-carte-postale-etait-dechiree_6052332_3212.html
435. STIGLITZ, Joseph. How to Recover Green, in The Green Recovery, Project Syndicate, 2020, pp. 09
436. MABIDA&NATURE. Economie bleue et développement durable : le cas de Madiba & Nature , 28 January 2020 : <https://madibanature.com/fr/economie-bleue-et-developpement-durable-le-cas-de-madiba-nature/>
437. ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT (OECD). Tackling coronavirus (COVID-19) : <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/the-covid-19-crisis-a-catalyst-for-government-transformation-1d0c0788/>

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE (40)

► Rapports de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques

- ❖ Intervention de M. Mohammed Tawfik MOULINE, Directeur Général de l'IRES dans la vidéoconférence " Covid-19 : Quelle relance ? Quels défis pour l'Afrique ? IPDAL, 2^{ème} conférence "Afrique XXI", 3 décembre 2020.
- ❖ Rapport de l'étude "Comment développer durablement une classe moyenne rurale ?". 2 décembre 2020.
- ❖ Rapport de l'étude sur "La question de l'eau au Maroc selon l'approche Nexus "Eau-Energie-Agriculture-Ecosystèmes". 30 mars 2020.
- ❖ Rapport Stratégique de l'IRES 2019/2020 : Le nouveau modèle de développement et les enjeux systémiques mondiaux. 11 décembre 2019.
- ❖ Etude sur les réseaux sociaux au Maroc. 26 octobre 2020.
- ❖ IRES et Reprtrack Company. La réputation du Maroc dans le monde en 2020. 2020.
- ❖ Actes de la journée scientifique sur les océans et les mers. 2020.
- ❖ Rapport de synthèse. Conférence internationale "Emploi et développement : pour des politiques publiques centrées sur l'emploi". 2019.
- ❖ Rapport stratégique sur le développement autonome de l'Afrique. 2018. Transformation numérique et maturité des entreprises et administrations marocaines. 2017.
- ❖ Rapport stratégique 2017 : Les enjeux planétaires de la biosphère. 2017.
- ❖ L'enquête nationale sur le lien social. 2016.